

Author Lefebvre, G. &
others

Class No. DC 148

Accession No. 3672



WITHDRAWN
FROM STOCK
QMUL LIBRARY

QMW LIBRARY



23 0916056 2

DATE DUE FOR RETURN

15 NOV 2001

QMW LIBRARY
STOCK
2001 NOV 15



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
Kahle/Austin Foundation

03672
30-10 47

PEUPLES ET CIVILISATIONS

XIII

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés
Copyright by librairie Félix Alcan, 1930



PEUPLES ET CIVILISATIONS
HISTOIRE GÉNÉRALE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE

Louis HALPHEN et Philippe SAGNAC

LA RÉVOLUTION
FRANÇAISE

PAR

Georges LEFEBVRE

Professeur à la Faculté des lettres
de Strasbourg

Raymond GUYOT

Professeur à la Faculté des lettres
de Paris

ET

Philippe SAGNAC

Professeur à la Faculté des lettres de Paris

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1930



L'Introduction, le tableau du monde occidental en 1789 et les livres I et II (1789-1795) sont dus à M. Lefebvre ; le livre III (1795-1799) a été écrit par M. Guyot ; le livre IV et la conclusion, par M. Sagnac.

INTRODUCTION

Ce n'est pas seulement du point de vue de la France, c'est du point de vue de l'histoire universelle que la Révolution française apparaît comme l'événement capital de la fin du XVIII^e siècle.

En 1789, les princes et les Églises conservaient leur autorité dans presque toute l'Europe continentale; l'aristocratie maintenait les paysans sous sa dépendance et en imposait à la bourgeoisie par ses privilèges; la vie économique demeurait soumise à la réglementation et au monopole. Cependant, au XVIII^e siècle, l'Europe, qui n'avait plus rien vu de comparable aux dévastations de la guerre de Trente ans et aux luttes épuisantes du temps de Louis XIV, s'était enrichie et civilisée. Le progrès social et intellectuel, dont la bourgeoisie avait tiré le principal profit, minait peu à peu les privilèges, l'intolérance et le despotisme arbitraire que l'exemple de l'Angleterre et de l'Amérique, prôné par les philosophes français, achevait de déconsidérer. L'aristocratie britannique avait moins d'étroitesse que celle du continent; s'associant la haute bourgeoisie, elle avait su organiser à son profit la liberté civile et politique. Celle-ci avait prospéré dans l'Amérique anglaise et y avait perdu son caractère oligarchique parce que l'aristocratie n'y avait point de racines. Depuis que les États-Unis avaient conquis leur indépendance, l'imagination en faisait une sorte de paradis terrestre et renouvait l'Europe à leur image. Mais une force plus puissante, ignorée encore, sapait le vieil édifice: le capitalisme moderne se constituait en Angleterre, grâce à la révolution industrielle; il commençait à s'installer en France et le monde entier allait subir sa loi. Or, en assurant la prépondérance à la bourgeoisie, il devait porter partout la liberté économique et civile, l'abolition des privilèges et le régime constitutionnel.

L'« ancien régime » était donc condamné, et déjà des despotes qui se faisaient gloire d'être « éclairés » par les nouvelles « lumières » lui avaient porté de sérieuses atteintes, lorsque, brusquement, il s'effondra en France. Ce pays tenait en Europe

une telle place que cet événement devait nécessairement y précipiter le cours de l'histoire. Mais la Révolution française a fait bien plus : elle a été l'apôtre de l'égalité. En Angleterre, l'idée en naissait à peine, et les États-Unis eux-mêmes en étaient encore au régime censitaire. Quant à l'inégalité sociale, aucun État n'avait encore songé à l'atténuer. Or les progrès du capitalisme ont commencé par l'aggraver et, s'il a dû composer partout avec le sentiment égalitaire, c'est bien malgré lui et parce que, justement, en accentuant l'antagonisme des classes, il a suscité ou fortifié ce sentiment. En France, au contraire, on vit l'aristocratie perdre, d'un seul coup, non seulement ses privilèges et son existence légale, mais une grande partie de sa richesse et, par conséquent, son autorité sociale ; puis la démocratie politique apparut ; des voix s'élevèrent pour dénoncer les privilèges de la fortune et justifier la démocratie sociale ; enfin le socialisme, pour la première fois, glissa des livres dans les faits. Pour la masse du peuple français, l'égalité a été l'essence même de la Révolution. La liberté anglaise n'était que le privilège du fort et du riche ; le régime capitaliste n'y pouvait voir qu'un instrument, un cadre de la production : l'égalité en a fait une valeur humaine.

Depuis longtemps préparée, soit par les réformes des États d'Europe et par la Révolution américaine, soit par les événements politiques et sociaux de France et les théories des philosophes et des économistes, la Révolution française éveilla l'enthousiasme et, en même temps, provoqua la réaction violente de la vieille Europe monarchique et féodale. Elle lutta farouchement pour son existence. La guerre de la liberté joignit à son prestige l'attrait de l'héroïsme et de la gloire. Aussi toute l'histoire du monde, de 1789 à 1799, s'ordonne-t-elle dans les pays de culture européenne, soit en Europe soit en Amérique, autour de ce grand événement : d'un côté, c'est le conflit entre la France et les États de l'Europe ; de l'autre, c'est, dans tous les pays, le conflit intérieur, plus ou moins aigu, entre amis et ennemis des principes de liberté, d'égalité des droits et de souveraineté nationale, proclamés et répandus par la Révolution.

D'ailleurs, qu'ils en aient conscience ou non, les peuples subissent alors, dans leur vie politique et sociale et, plus encore, dans leur vie spirituelle, l'influence de la Révolution française. Les souverains auront beau la combattre ; au milieu des guerres et par les guerres mêmes, elle pénétrera, parfois profondément,

d'abord dans les pays voisins de la France, ensuite dans toute l'Europe et jusqu'au delà de l'océan Atlantique. Dès ce moment, il y a dans le monde deux grands partis politiques et sociaux, les partisans et les adversaires des principes de 1789 ; entre eux la lutte ne fait que commencer : elle remplira tout le xix^e siècle.

La Révolution apparaît ainsi comme un point de départ nouveau dans l'évolution des peuples et comme l'événement fondamental qui donne à l'histoire contemporaine plusieurs de ses caractères propres. C'est à la fois ce qui en fait l'intérêt poignant et ce qui, dans une Histoire générale comme celle-ci, où l'on se propose avant tout de mettre en haut relief les faits vraiment essentiels et caractéristiques de chaque période, oblige l'historien à s'y arrêter à loisir et à le prendre pour centre de son récit.

LE MONDE OCCIDENTAL EN 1789

Au cours du XVIII^e siècle, la nécessité d'une réforme profonde de l'État et de la société s'était progressivement imposée aux esprits; certains même avaient envisagé l'éventualité d'un bouleversement général: on avait prononcé le mot de Révolution.

Cependant quand elle éclata en France, elle ne se propagea point aussi rapidement qu'on eût pu le croire. C'est que, dans chaque pays, et notamment en Angleterre, l'Ancien régime, à côté des caractères qui se retrouvaient partout, en présentait d'autres, particuliers et originaux, qui ôtaient à l'exemple français une part de son efficacité. C'est aussi que la Révolution française avait été provoquée par les privilégiés et que l'aristocratie européenne, la voyant se retourner aussitôt contre eux, perdit toute envie de les imiter.

I. — LES DÉBUTS DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE¹.

C'est une opinion fort commune que le peuple français, endoctriné par les philosophes, entreprit la Révolution de propos délibéré. Et, il faut l'avouer, les révolutionnaires eux-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur les origines de la Révolution, on se reportera notamment à A. de Tocqueville, *L'Ancien régime et la Révolution* (Paris, 1856, in-8°); H. Taine, *Les origines de la France contemporaine*, t. I : *L'Ancien régime* (Paris, 1876, in-8°); A. Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, t. I (Paris, 1885, in-8°), livre II et conclusion; J. Jaurès, *Histoire socialiste*, t. I (Paris, 1901, in-8°; nouv. éd. par A. Mathiez, 1922); A. Wahl, *Vorgeschichte der französischen Revolution* (Tübingen, 1905-1907, 2 vol. in-8°); H. Glagau, *Reformversuche und Sturz des Absolutismus in Frankreich, 1774-1788* (Munich, 1908, in-8°); et au tome IX de l'*Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution*, publiée sous la direction d'E. Lavisse (Paris, [1911], in-8°): le mouvement philosophique au livre IV, le mouvement social et économique au livre III, les origines immédiates, les élections et les cahiers au livre V, par H. Carré et Ph. Sagnac, avec bibliographies; vue d'ensemble par E. Lavisse au livre VI. — Sur les origines sociales et économiques, on trouvera des indications bibliographiques dans les ouvrages de H. Sée, *La vie économique et les classes sociales en France au*

mêmes ont accrédité cette légende : le peuple s'est levé contre les tyrans, répétaient-ils avec orgueil, et il a brisé ses fers. Mais, en réalité, ce ne sont pas les masses populaires, ni même la bourgeoisie qui ont donné le branle.

Il n'y aurait pas eu de révolution, si les États généraux ne s'étaient pas réunis. Or ils ne pouvaient être convoqués que par le roi, et le Tiers État n'avait aucun moyen de l'y obliger. Seule, l'aristocratie était en mesure de lui forcer la main : le clergé, en marchandant le « don gratuit » dans son assemblée quinquennale ; les parlements, en refusant d'enregistrer les édits ; la noblesse, en profitant de l'influence qu'elle exerçait à la cour et à l'armée, dans l'administration et dans les États provinciaux qui subsistaient encore. Les premiers auteurs de la Révolution furent donc les privilégiés.

Après la guerre d'Amérique qui avait laissé une dette énorme, on avait eu bientôt fait, le gaspillage de la cour allant son train, d'épuiser le crédit. Calonne et, après lui, Brienne proposèrent alors d'augmenter la part contributive des privilégiés et, pour avoir imité Machault, ils eurent le même sort que lui : les notables firent chasser Calonne et Brienne s'usa contre les parlements. Mais cette fois l'aristocratie ne s'en tint pas là : elle réclama des États généraux, aux applaudissements de la bourgeoisie. La monarchie, pourtant aux abois, n'eût peut-être pas cédé : mais l'administration échappait à son contrôle. La vénalité des offices l'avait empli d'enrichis et d'anoblis que les mariages et la vanité unissaient à la vieille noblesse d'épée ou de robe. L'oligarchie siégeait dans les cours de justice, trônait dans les évêchés, fournissait presque tous les officiers, emplissait le Conseil d'État et avait fini par accaparer les intendances. Devant la coalition de ses

XVIII^e siècle (Paris, 1924, in-8°), *La France économique et sociale au XVIII^e siècle* (Paris, 1925, in-16 ; n° 64 de la « Collection A. Colin »), *L'évolution commerciale et industrielle de la France sous l'ancien régime* (Paris, 1925, in-8°). — Sur le mouvement des idées, J. P. Belin, *Le mouvement philosophique de 1748 à 1789* (Paris, 1913, in-8°) ; résumé et bibliographie dans H. Sée, *Les idées philosophiques en France au XVIII^e siècle* (Paris, 1920, in-8°), et du même, *L'évolution de la pensée politique en France au XVIII^e siècle* (Paris, 1925, in-8°) ; ajouter pour le courant aristocratique, E. Carcassonne, *Montesquieu et le problème de la constitution française au XVIII^e siècle* (Paris, 1927, in-8°). Voir également F. Brunot, *Histoire de la langue française*, t. VII : *La propagation du français en France jusqu'à la fin de l'ancien régime* (Paris, 1926, in-8°). — Sur les origines immédiates, les élections et les cahiers, on consultera aussi F. Droz, *Histoire du règne de Louis XVI*, t. I et II (Paris, 1839, in-8°), et A. Chérest, *La chute de l'ancien régime*, t. I et II (Paris, 1884, in-8°). Brillant résumé d'ensemble par A. Mathiez, dans les deux premiers chapitres de son ouvrage sur *La Révolution française*, t. I (Paris, 1922, in-16 ; n° 17 de la « Collection A. Colin »).

fonctionnaires, juges rebelles, officiers et intendants hésitants ou complices, le roi capitula.

D'après l'organisation traditionnelle des États, les privilégiés y faisaient la loi. Ils rêvaient d'une constitution qui limiterait le pouvoir royal et assurerait à la haute noblesse endettée, aux hobereaux besogneux, aux évêques et aux parlementaires ambitieux, le gouvernement du royaume, le monopole des emplois et, par la suppression des intendants, l'administration des provinces, c'est-à-dire la haute main sur les paysans. Mais un pareil régime n'eût pas été l'image de la réalité sociale. Au temps de Louis XVI, ce n'était pas l'aristocratie mais la bourgeoisie qui dominait l'activité économique et la vie intellectuelle du pays. Le grand négoce, avec le Levant, les Indes et surtout les Iles, le commerce d'exportation s'étaient étonnamment développés depuis la guerre de Sept ans. Les marchands, en accaparant la main-d'œuvre rurale, préludaient à la concentration capitaliste et à la transformation technique de l'outillage industriel. Le capital-argent se multipliait et vivifiait la finance : on fondait la Caisse d'escompte, la Compagnie des eaux de Paris, celle des assurances sur la vie et la spéculation s'emparait aussitôt de leurs actions. Or les caisses publiques étaient vides : les banquiers devenaient les maîtres de l'État. L'autorité intellectuelle de la bourgeoisie était moins contestée encore. En renouvelant l'idéologie, sous l'influence de l'Angleterre et de la révolution américaine, les philosophes et les économistes avaient justifié d'avance sa domination. Un grand nombre de ses fils, instruits, mais légers d'argent, hommes de loi, précepteurs, novellistes, étaient prêts à fournir à l'État nouveau ses hommes politiques et ses fonctionnaires.

Dès septembre 1788, la bourgeoisie sépara sa cause de celle des privilégiés et, en un clin d'œil, s'organisa pour la lutte. Du village au bourg de marché, des petites villes à la capitale provinciale, des grandes cités à Paris, les souvenirs de collège, les relations mondaines, de famille ou d'affaires avaient créé mille liens entre les chefs du Tiers État et il s'était formé au XVIII^e siècle nombre de sociétés, académies, cercles de lecture, associations philanthropiques, loges maçonniques, dont l'action politique n'était pas l'objet propre, où les aristocrates étaient nombreux, mais qui permettaient aux partisans des idées nouvelles de se connaître et de se concerter. Le parti « patriote » réclama le doublement du Tiers et le vote par tête. En Bretagne, en Provence, en Franche-Comté, l'aristocratie

fit front et la lutte de classes éclata avec violence. Mais, sous le choc, le bloc des privilégiés se disloqua : les curés roturiers abandonnèrent leurs évêques et se chargèrent d'éveiller les masses rurales ; quelques nobles se prononcèrent pour le Tiers : Mirabeau fut élu par lui et, à Paris, Adrien du Port fut l'animateur de la société des Trente qui dirigea les élections et la rédaction des cahiers. Le chanoine Sieyès se fit le brillant avocat du parti ; plusieurs évêques penchaient, disait-on, vers la conciliation et, sous main, le duc d'Orléans encourageait le mouvement. Après que le roi eut accordé le doublement du Tiers, il fut bientôt évident que la bourgeoisie aurait la majorité aux États généraux.

À lire les cahiers, ses prétentions paraissent modérées. À l'aristocratie, elle voulait imposer l'égalité civile ; au roi, elle demandait, comme les privilégiés, une constitution qui garantirait les libertés essentielles, décentraliserait et simplifierait l'administration, attribuerait aux représentants de la nation le vote de l'impôt et des lois. Elle ne contestait au roi ni le pouvoir exécutif en son entier ni l'initiative des lois. Mais il était évident qu'elle ne se départirait point de ses prétentions et qu'au contraire, toute résistance favoriserait les logiciens et les violents qui les trouvaient timorées.

Un roi qui eût été un grand homme d'État, s'il avait fait sien ce programme et demandé aux assemblées de bailliage de se rallier à ce cahier royal, aurait-il réussi à fonder une monarchie moderne et vraiment nationale ? Mirabeau et Malouet ne cessèrent de l'affirmer à Necker. Mais l'entourage du roi se divisa, comme toujours, et, d'ailleurs, c'était trop demander à Louis XVI, jaloux d'une autorité qu'il n'exerçait pas, et surtout à l'altière Marie-Antoinette. Pareillement irrités des progrès du Tiers, la cour et les privilégiés se rapprochèrent. Mais le véritable péril, un soulèvement national des classes populaires, ne leur vint même pas à l'idée : cela ne s'était jamais vu.

II. — ORIGINES ET CONSÉQUENCES DES MOUVEMENTS POPULAIRES¹.

La bourgeoisie prétendait parler au nom de la « nation », c'est-à-dire du Tiers tout entier. Et contre l'aristocratie, en

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Ceux qui sont indiqués p. 3. Pour la situation des paysans et notamment pour la crise agraire et les droits collectifs, G. Lefebvre, *Les paysans du Nord pendant la Révolution française* (Lille, 1924, 2 vol., in-8°) ; du même, *Les recherches relatives à la répartition de la propriété et de l'exploitation foncières à la fin de l'ancien régime*, dans la *Revue d'histoire moderne*, 1925, p. 103-130.

effet, elle pouvait compter sur lui. Bien mieux, les maîtres artisans, les grands fermiers, les paysans propriétaires, déjà nombreux en certaines régions, étaient acquis à la conception moderne de la propriété et même à l'économie libérale. Mais dans les assemblées électorales, sous l'œil du bailli seigneurial, ils n'avaient pas tout dit et ils avaient aussi laissé le bourgeois exprimer en leur nom des vœux qui les touchaient peu. Sans culture et sans éducation civique, ils ne se souciaient guère des libertés essentielles et du pouvoir politique ; l'idéalisme révolutionnaire leur fut souvent étranger. Mais ils n'en étaient que plus sensibles à l'intérêt matériel et immédiat : abolir la dîme et les droits féodaux, mettre la main sur les terres du clergé, tel fut pour eux, avec l'abolition des privilèges, l'objet essentiel de la Révolution : ce n'était pas seulement proclamer l'égalité civile, c'était ruiner l'aristocratie.

Et plus bas, il y avait la foule immense qui n'avait point paru ou n'avait point parlé dans les assemblées, les compagnons de métiers, les ménagers et les métayers, les manouvriers et les journaliers, dont plusieurs millions encore ne savaient pas le français. Sur eux la bourgeoisie avait bien moins de prise encore. Elle ne voulait pas leur promettre la terre, et à ceux qui n'en possédaient point, l'abolition de la dîme et des droits féodaux ne profitait guère. Très attachés à ce qui subsistait de l'économie médiévale, ils créèrent même de graves difficultés à la bourgeoisie révolutionnaire. Dans les campagnes, ils vivaient en partie des communaux et de la vaine pâture. Respectueux de la propriété individuelle, ils n'admettaient point qu'elle fût sans limites, réclamaient le démembrement des grandes fermes, la réglementation des baux. Et surtout, d'accord avec les citadins, ils exigeaient, à la moindre hausse des prix, qu'on taxât et requît les denrées.

Mais voici le plus grave : sans être indifférentes à la révolution, les masses populaires s'inquiétaient, avant tout, de leur pain quotidien et ce furent principalement les crises économiques qui les mirent en mouvement. Sans doute, à la fin de l'ancien régime, elles jouissaient en France d'une prospérité plus grande que dans le reste du continent et, en plus d'une région, les progrès de l'industrie rurale leur permettaient de manger à leur faim. Mais les mesures mêmes qu'on avait adoptées pour développer l'agriculture, la réduction de la vaine pâture, les édits de *triage* qui avaient attribué aux seigneurs le tiers des communaux, la construction des routes, la libre circulation des

grains diminuaient leurs ressources et provoquaient le renchérissement des denrées ; la population augmentait et on ne parvenait pas à donner du travail à tous : dans chaque village, une forte proportion des journaliers et des ménagers mendiait plus ou moins pour vivre. Or, la réunion des États généraux coïncidait avec une crise extraordinaire. Le traité de 1786 avec l'Angleterre et le rigoureux hiver de 1788-89 avaient multiplié les chômeurs qui se précipitaient vers les grandes villes ; la récolte de 1788 avait été très mauvaise et la permission d'exporter les grains accordée en 1787 avait vidé les greniers, tandis que la guerre d'Orient, en fermant la Baltique et les mers du Levant, rendait l'importation difficile et onéreuse. Le pain atteignit, en 1789, les plus hauts prix du siècle. Les émeutes se multiplièrent, la mendicité et le vagabondage affolèrent les campagnes. Tout se trouva prêt pour un soulèvement général. L'avisement de l'assignat et la guerre devaient, en 1792 et en 1793, provoquer des crises analogues. Les partis s'efforcèrent de les tourner à leurs fins, mais, dans la genèse des journées populaires, il y avait une part qui échappait à leur volonté. Au-dessous des luttes politiques, ces crises économiques rythment le mouvement révolutionnaire et lui donnent ce caractère mystérieux que les contemporains expliquaient par l'intrigue quand l'événement tournait contre eux et que, plus tard, les romantiques regardèrent comme providentiel.

L'intervention des masses exerça une influence profonde. Par les mœurs et la culture, la haute bourgeoisie se sentait plus proche de l'aristocratie que du peuple ; elle voulait l'absorber, non la détruire ; la liberté et l'égalité civile lui suffisaient. Les artisans et les paysans, de mœurs rudes et visant l'aristocratie dans sa richesse, tranchèrent le conflit de classes par la violence. Ils trouvèrent aisément, surtout dans la petite bourgeoisie, des approbateurs et des guides. Il fallut bien leur faire leur part. Mais entre l'ancien et le nouveau régime la conciliation devint impossible et la France révolutionnaire vit se dresser contre elle, par toute l'Europe, l'aristocratie épouvantée.

III. — L'OPINION EUROPÉENNE¹.

Le XVIII^e siècle avait été le siècle des « lumières » ; partout les idées philosophiques avaient trouvé faveur, non seulement dans

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Il sera particulièrement important de se reporter pour ce paragraphe au t. XII de la présente Histoire générale. On trouvera des tableaux d'ensemble dans A. Sorel, *L'Europe et la Révolution* (cité p. 5), t. I^{er}, livre I^{er}, chap. II, § 2,

les rangs de la bourgeoisie, mais aussi dans l'aristocratie et parmi les souverains mêmes; c'était à elles qu'on rapportait les mérites du despotisme éclairé : la tolérance religieuse, un libéralisme relatif à l'égard des écrivains, la subordination des Églises à l'État, le souci de développer la richesse. Ces lumières étaient venues de l'Angleterre et de la France qui, depuis le ^{xvii}^e siècle, étaient les principaux foyers d'activité économique et de progrès social. Mais, dans la seconde moitié du ^{xviii}^e siècle, les pays rhénans et l'Allemagne centrale s'étaient éveillés à leur tour et l'*Aufklärung* avait rayonné, de là, vers Vienne, Berlin et le Holstein. Plus à l'est, il n'y avait autant dire pas de bourgeoisie, mais les idées nouvelles avaient des partisans dans les cercles aristocratiques. A cet égard, l'Espagne aussi et même l'Italie, pourtant voisines de la France, étaient beaucoup moins avancées que la plupart des États allemands; l'Église catholique, par une persécution prolongée, avait à peu près anéanti dans ces pays toute vie spirituelle indépendante. Elle avait obtenu pareil succès en Bavière; Liège excepté, la Belgique même, en dépit de sa culture toute française, n'échappait point à la somnolence.

La haute société européenne inclinait au cosmopolitisme. L'anglomanie commençait à séduire l'aristocratie; la renaissance classique avait rajeuni le prestige artistique de l'Italie; on s'était engoué des Américains et la renommée de Fran-

et chap. iv, et dans les histoires de la littérature française : *Histoire de la littérature française*, publiée sous la direction de Petit de Julleville, t. VI (Paris, 1909, gr. in-8°), chap. xiv (par J. Texte); G. Lanson, *Histoire illustrée de la littérature française*, t. II (Paris, 1923, in-4°), livre IV, chap. vii, p. 169-174; *Histoire illustrée de la littérature française*, publiée sous la direction de J. Bédier et de P. Hazard, t. II, p. 148-150. Le t. VIII de l'*Histoire de la langue française* de F. Brunot, annoncé sous ce titre : *La propagation du français en Europe; le français langue universelle*, n'a pas encore paru.

Pour l'Allemagne, L. Reynaud, *Histoire générale de l'influence française en Allemagne* (Paris, 1914, in-8°; 2^e édit., 1915), chap. v et vi. Pour l'Italie, P. Hazard, *La Révolution française et les lettres italiennes* (Paris, 1910, in-8°). Pour la Belgique, H. Pirenne, *Histoire de Belgique*, t. V (Bruxelles, 1920, in-8°). Pour la Suisse, V. Rossel, *Histoire de la littérature suisse romande*, t. II (Genève, 1891, in-8°). Pour la Hongrie, I. Kont, *Étude sur l'influence de la littérature française en Hongrie* (Paris, 1912, in-8°); S. Eckhardt, *A Francia Forradalom eszmei Magyarországon* [La Révolution française et la Hongrie] (Budapest, 1924, in-16); A. Eckhardt, *Le Contrat social en Hongrie*, dans la *Revue des études hongroises*, 1924, p. 117-137; H. Tronchon, *Un voltairien de Hongrie. Le comte Jean Fekete de Galántha* (Paris, 1924, in-8°; t. XXII, fascicule 4 des « Nouvelles archives des missions »). Pour la Russie, L. Pingaud, *Les Français en Russie et les Russes en France* (Paris, 1885, in-8°); E. Haumant, *La culture française en Russie* (Paris, 1910, in-8°); K. Waliszewski, *Autour d'un trône* (Paris, 1913, in-8°), 2^{me} partie : la cour intellectuelle de Catherine II. On trouvera également des indications dans J. Mathorez, *Les étrangers en France sous l'ancien régime*, principalement au t. II (Paris, 1921, in-8°), 1^{re} partie, chap. vi et vii : les Allemands; 2^e partie, chap. vii : les Hollandais; et dans A. Mathiez, *La Révolution et les étrangers* (Paris, 1918, in-8°).

klin était universelle. Ainsi réduite ou menacée de l'être, l'influence de la civilisation française demeurerait cependant prépondérante. La France attirait de nombreux touristes et beaucoup d'étrangers s'y étaient installés à demeure. De puissantes colonies de négociants hollandais et allemands s'étaient constituées à Nantes et à Bordeaux ; des Anglais avaient apporté leurs mécaniques à Lyon, Rouen et Orléans ; les banquiers suisses, Necker, Clavière, Perrégaux tenaient à Paris le haut du pavé ; les lettres et le journalisme avaient accueilli le Rhénan d'Holbach, le Prussien Bitaubé, le Piémontais Cerutti ; la musique, l'Allemand Martini et l'Italien Cherubini ; l'armée, Luckner et le prince de Hesse. On trouvait aussi des Français par toute l'Europe et de toutes conditions, cuisiniers et marchandes de modes, précepteurs et nouvellistes, négociants et brasseurs d'affaires ; en 1789, Romme enseignait en Russie, Lebrun-Tondu publiait à Liège le *Journal général de l'Europe*, Cabarrus dirigeait à Madrid la banque de Saint-Charles qu'il avait fondée ; Laveaux, à Stuttgart, avait été le professeur de Schiller. Au reste, la langue française demeurerait, sans conteste, la langue universelle et on était accoutumé à lire tout ce qui venait de Paris.

Ainsi nourrie de philosophie et attachée à la France par tant de liens, l'opinion européenne ne manqua point de s'intéresser, dès le début, à la crise révolutionnaire ; mais, jusqu'en août 1789, elle n'en mesura pas exactement la portée : c'étaient les privilégiés qui avaient, en 1787, engagé la lutte contre le pouvoir royal et le conflit politique masquait, à l'étranger, la guerre de classes déjà déchaînée en France ; ainsi s'explique, pour une part au moins, la sympathie générale qu'excita la prise de la Bastille ; en chaque pays, on vit des aristocrates applaudir à la victoire des Français sur le despotisme, car, si l'on excepte l'Angleterre et la Pologne moribonde, leur classe avait perdu partout le pouvoir politique. Mais, si l'idée leur vint de suivre cet exemple, la révolte agraire les en détourna bientôt.

IV. — L'EUROPE CONTINENTALE¹.

L'aristocratie faisant cause commune avec les souverains, la bourgeoisie hâterait-elle son heure ? Et le peuple, surexcité par la

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Essai de synthèse dans J. Jaurès, *Histoire socialiste*, t. III (Paris, 1903, in-8°, nouv. éd. par A. Mathiez, t. V, 1923) : *Les idées politiques et*

disette qui sévissait dans l'Europe occidentale, assurerait-il son triomphe par de vastes mouvements nationaux? Les révolutionnaires l'espérèrent un moment. Mais, sur le reste du continent, la bourgeoisie était moins puissante qu'en France et le peuple, presque toujours, plus misérable et plus résigné. Et surtout, l'Espagne exceptée, les grands États continentaux n'étaient point des nations; l'Allemagne se cherchait encore et l'Italie n'était qu'un nom. Or, si la Révolution a parachevé l'unité française, elle n'en est pas l'origine; au contraire, elle la suppose en quelque mesure et ce n'est pas sans raison que, depuis 1789, la plupart des libéraux et des démocrates ont été, en tous pays, des nationaux unitaires.

Depuis le xvii^e siècle, c'était en Hollande, en Angleterre et en France que l'économie moderne s'était développée, minant peu à peu l'autorité sociale de l'aristocratie et fortifiant l'unité nationale. La conquête turque et les navigations océaniques avaient détourné les courants commerciaux qui, jadis, vivifiaient les rivages méditerranéens et les contrées de l'Europe centrale et orientale; seul, le trafic croissant de la Baltique animait encore les pays côtiers. Aussi, au xviii^e siècle, quand

sociales de l'Europe et la Révolution; en réalité, il n'y est question que de l'Allemagne et de l'Angleterre.

Pour l'Allemagne, K. Biedermann, *Deutschland im XVIII^{ten} Jahrhundert* (Leipzig, 1854-1880, 4 vol. in-8°); Cl. Perthes, *Politische Zustände und Personen in Deutschland zur Zeit der französischen Revolution* (Gotha, 1862-1869, 2 vol. in-8°); Ph. Sagnac, *Le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire* (Paris, 1917, in-8°) avec une bibliographie. Excellent résumé dans K. Heigel, *Deutsche Geschichte vom Tode Friedrichs des Grossen* (Stuttgart, 1899-1914, 2 vol. in-8°, t. X et XI de la « Bibliothek deutscher Geschichte », publiée sous la direction de H. von Zwiédineck-Südenhorst). — Sur le mouvement des idées, J. Schmidt, *Geschichte der deutschen Literatur von Leibnitz bis auf unsere Zeit*, t. III (Berlin, 1886, in-8°); L. Salomon, *Geschichte der deutschen Zeitungs-wesens*, t. I (Oldenbourg, 1900, in-8°); L. Lévy-Bruhl, *L'Allemagne depuis Leibnitz* (Paris, 1890, in-8°); R. Le Forestier, *Les Illuminés de Bavière et la franc-maçonnerie allemande* (Dijon, 1915, in-8°). — Sur la Prusse, au temps de Frédéric-Guillaume II, M. Philippon, *Geschichte des preussischen Staatswesens vom Tode Friedrichs des Grossen bis zu den Freiheitskriegen*, t. I (Leipzig, 1880, in-8°).

Sur la monarchie autrichienne, consulter P. von Mitrofanov, *Joseph II*, traduit du russe par V. von Demelič (Vienne, 1910, 2 vol. in-8°); sur la Hongrie, Ed. Sayous, *Histoire générale des Hongrois* (Paris, 1876, 2 vol. in-8°).

Pour la Belgique, H. Pirenne, *Histoire de Belgique*, t. V (Bruxelles, 1920, in-8°).

Pour l'Espagne, R. Altamira, *Historia de la nacion e de la civilisacion espanola*, t. IV (Barcelone, 1911, in-8°) avec une bibliographie; G. Desdevises du Désert, *L'Espagne de l'ancien régime* (Paris, 1897-1904, 3 vol. in-8°; 2^e éd., 1928).

Pour l'Italie, tableau d'ensemble dans A. Franchetti, *Storia d'Italia dal 1789 al 1799* (Milan 1907, in-8°; t. VI de la « Storia politica d'Italia »), livre 1^{er}, et dans P. Orsi, *L'Italia moderna; storia degli ultimi 150 anni* (Milan, 1901, in-8°), avec une bibliographie; du même, traduction française par H. Bergmann, *Histoire de l'Italie moderne* (Paris, 1911, in-8°). — Étude particulière au Piémont: N. Bianchi, *Storia della monarchia piemontese dal 1773 al 1861*, t. I (Rome, 1877, in-8°), chap. i-viii; à l'Italie septentrionale et centrale: A. Pingaud, *Bonaparte président de la république italienne*, t. 1^{er} (Paris, 1914, in-8°, p. 1-131, avec bibliographie, p. 2-4); au royaume

on s'éloignait vers l'est ou quand on pénétrait dans les péninsules du midi, voyait-on prédominer une économie purement rurale, toujours plus arriérée, et s'appesantir la domination exclusive de l'aristocratie foncière. Là où elle avait perdu le pouvoir politique, elle conservait du moins les emplois et les grades et la plupart des souverains s'étaient prudemment abstenus de porter atteinte à l'autorité qu'elle exerçait sur les paysans. Plus riche et plus influente que les privilégiés de France, on comprend aisément qu'elle ait été aussi plus prudente : elle avait plus à perdre et moins à gagner.

Elle n'était nulle part aussi puissante que dans l'Europe orientale. Au delà de l'Elbe, les villes étaient rares et petites ; en 1800, le royaume de Prusse, ayant annexé Varsovie, n'avait encore que trois villes de plus de 50.000 habitants. La bourgeoisie était débile et sans influence. Dans les campagnes, le nombre des paysans libres n'avait cessé de diminuer depuis le xvi^e siècle et le servage de s'aggraver. En Russie et en Pologne, il ne différait guère de l'esclavage ; en Prusse, en Hongrie, en Bohême, en Saxe, les enfants du serf devaient travailler durant des années pour le compte du seigneur et le père lui-même fournissait tant de corvées qu'il avait grand'peine à cultiver une tenure indépendante. L'aristocratie gouvernait la Pologne ; elle tenait tête au roi en Suède et en Hongrie ; Catherine II avait étendu le servage pour se la concilier ; assez généreux dans leurs propres domaines, les rois de Prusse n'osaient

de Naples : J. Rambaud, *Naples sous Joseph Bonaparte* (Paris, 1911, in-8°) ; on se reportera utilement à A. Young, *Travel in Italy* (1791), traduction de F. Soullès (Paris, 1796, in-8°).

Pour les Pays-Bas, P. Blok, *Geschiedenis van het nederlandsche Volk*, t. VI (Groningue, 1904, in-8° ; traduction allemande, Gotha, 1918, dans la coll. « Geschichte der europäischen Staaten » de Heeren et Ukert).

Pour la Russie, A. Rambaud, *Histoire de Russie* (Paris, 1878, in-12 ; 7^e édit., par E. Haumant, 1918) ; A. Brückner, *Katharina II* (Berlin, 1884, in-8°, dans la coll. « Allgemeine Geschichte », de W. Oncken) ; K. Waliszewski, *Catherine II* (Paris, 1893, in-8°) ; du même, *Autour d'un trône* (Paris, 1913, in-8°).

Pour la Suisse, J. Dierauer, *Geschichte der schweizerischen Genossenschaft*, t. IV (Gotha, 1912, in-8°, dans la Collection « Geschichte der europäischen Staaten » de Heeren et Ukert ; traduction française, 1913) ; W. Oechsli, *Geschichte der Schweiz im XIX^{ten} Jahrhundert*, t. I (Leipzig, 1903, in-8° ; t. XXIX de « Staatengeschichte der neuesten Zeit »), chap. 1 ; H. Büchi, *Vorgeschichte der helvetischen Republik mit besonderer Berücksichtigung des Kantons Soleures*, t. I (Soleure, 1925, in-8°) ; introduction de G. Steiner à la *Korrespondenz des Peter Ochs*, t. I (Bâle, 1927, in-8° ; fait partie des « Quellen zur Schweizer Geschichte » publiées par l'« Allgemeine geschichtsforschende Gesellschaft der Schweiz », nouv. série, 3^e section, t. I) ; J. C. Mörikofer, *Die schweizerische Literatur des XVIII^{ten} Jahrhundert* (Leipzig, 1861, in-8°) ; V. Rossel, *Histoire littéraire de la Suisse romande*, t. II, citée p. 11.

Sur la situation des classes rurales, on se reportera au résumé d'H. Sée, *Esquisse d'une histoire du régime agraire en Europe aux XVIII^e et XIX^e siècles* (Paris, 1921, in-8°), où l'on trouvera des indications bibliographiques.

libérer les paysans des Junckers ; il en coûtait cher à Joseph II de l'avoir essayé. Peut-être les progrès étaient-ils plus sensibles dans les pays scandinaves ; Bernstorff avait affranchi les serfs du domaine royal en 1788 et, en Suède, le roi avait vendu beaucoup de terre aux paysans.

L'Allemagne rhénane et centrale menageait la transition entre la France et l'Europe orientale. La société rhénane ressemblait d'assez près à la française. Les nobles n'exploitaient pas leurs terres ; leurs domaines s'étaient émiettés ou avaient été entièrement aliénés. La plupart des paysans étaient libres et beaucoup possédaient des terres, à charge de redevances, bien entendu. Mais quand on s'avancait vers l'Elbe ou quand on entrait en Bavière, on voyait apparaître les grands domaines exploités directement, aux dépens des serfs, réduits à la possession d'une tenure viagère ou à temps, et plus souvent encore, à la condition de journaliers. La bourgeoisie était en progrès dans certaines villes comme Leipzig, Francfort, devenue grande place de banque, ou Hambourg, dont le port était prospère ; groupés dans les universités et autour de quelques princes, professeurs, journalistes et écrivains haussaient leur classe dans l'estime publique. On en était venu à critiquer les privilèges et à stigmatiser le servage. Goethe notait que le respect superstitieux du noble, encore intact au temps de sa jeunesse, se trouvait compromis ; l'époque était passée où, dans tel collège, les roturiers ne pouvaient ni prendre de bain ni apprendre le grec ; Basedow, Campe, Pestalozzi avaient inauguré une réforme de l'enseignement populaire. Le despotisme même se trouvait contesté. A Göttingen, Schlözer avait mené de rudes campagnes contre l'intolérance de l'archevêque de Trèves et contre Charles-Eugène de Wurtemberg qui, en lutte avec le Landtag, avait emprisonné J.-J. Müser. Les sociétés secrètes pullulaient en Allemagne. Les loges maçonniques, comme partout ailleurs, se montrant singulièrement routinières, les libéraux étaient entrés en masse dans les groupes d'illuminés, à l'instigation de von Knigge devenu le bras droit de Weisshaupt. En Bavière, les Jésuites prirent peur et les firent pourchasser dès 1785 ; le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume II, bien qu'initié lui-même et entouré d'adeptes, laissa Wöllner restaurer l'uniformité protestante et réorganiser la censure ; ainsi, la réaction avançait la Révolution française : l'Allemagne était-elle donc prête à lui donner la main ?

En réalité, la bourgeoisie allemande, depuis l'abandon de la

grande voie rhénane, n'avait qu'une part minime dans l'expansion du commerce international et n'avait pas encore pris son essor. Dans la plupart des vieilles cités, elle sommeillait sans rêves au milieu d'un peuple à demi nourri par les aumônes des prêtres. Et en eût-il été autrement qu'une action d'ensemble fût demeurée impossible, tant l'Allemagne était encore loin de l'unité. D'un État à l'autre, la condition de la bourgeoisie et des paysans différait et les vieilles inimitiés religieuses, bien qu'atténuées, aggravaient le désaccord ; les intérêts et l'amour-propre de clocher faisaient un rempart à chaque cour princière ; en un temps où le despotisme éclairé suscitait tant d'espairs, l'opinion variait, à l'égard du régime, avec les talents et le caractère du souverain. Le prestige de Frédéric II, les efforts de Joseph II lui-même militaient en faveur du despotisme ; et quel Allemand n'eût été fier de Charles-Auguste de Saxe-Weimar, du margrave de Bade, ami de Voltaire, disciple de l'Ami des hommes et de Dupont de Nemours, ou de ce prince Ferdinand de Brunswick que des révolutionnaires français solliciteront bientôt de se mettre à leur tête comme généralissime ou comme roi ?

Attachés ainsi au particularisme, les Allemands n'avaient même pas le sens d'une unité morale. Sans doute, la littérature avait trouvé sa voie en dehors de l'influence française et les hommes instruits avaient le sentiment d'une culture qui leur était propre : certains écrivains, et notamment Herder, la plaçaient même au-dessus de toutes les autres et déjà s'enorgueillissaient d'appartenir au peuple élu qui avait reçu, pensaient-ils, la mission de régénérer l'humanité. Mais il s'agissait d'un apostolat intellectuel et moral. Que leur patrie fût purement spirituelle et dégagée des grossières préoccupations politiques et militaires chères aux autres nations, c'était à leurs yeux le témoignage de sa supériorité. Au surplus, ce patriotisme idéaliste lui-même était inconnu au peuple. En Allemagne une révolution nationale était encore impossible et contre un soulèvement partiel, les princes se seraient coalisés, au nom de cette unité impériale que, depuis si longtemps, ils avaient cessé de respecter.

Plus que l'Allemagne peut-être, la Suisse pouvait sembler mûre pour une révolution car, depuis deux siècles, la domination du patriciat y suscitait des troubles intermittents. Cette aristocratie urbaine était en réalité une bourgeoisie privilégiée ; dans chacun des cantons fédérés, quelques familles de la

capitale, les Messieurs de Berne par exemple, gouvernaient, à l'exclusion des « natifs » et des habitants immigrés, non seulement la ville, mais aussi le plat pays privé de toute autonomie et durement exploité ; pire encore était le sort des pays « sujets » d'un canton. La bourgeoisie helvétique s'était glorieusement associée au mouvement intellectuel de la France et de l'Allemagne. Sa puissance économique était faible ; mais elle ne trouvait en face d'elle ni une aristocratie militaire, ni un clergé uni et riche, ni de fortes armées permanentes, et elle pouvait compter sur l'appui des masses populaires. Les communautés montagnardes, isolées dans leur pauvreté, ne souffraient guère, il est vrai, de l'oppression féodale, mais, dans la plaine, les paysans se plaignaient de la dîme et certains demeuraient serfs. Pourtant, s'il y eut des troubles en Suisse à la nouvelle des événements de France, il n'y eut pas de mouvement d'ensemble, parce que l'unité helvétique n'existait pas encore. La Suisse n'était qu'une fédération fort lâche de treize cantons souverains. Genève, le Valais et les Grisons n'en faisaient point partie ; Neuchâtel était au roi de Prusse, Bâle à son évêque et Saint-Gall à son abbé. Argovie, Thurgovie, Vaud, Tessin et Valteline étaient « sujets ». D'un canton à l'autre, la ville et la campagne, la capitale et ses sujets avaient des intérêts partiellement divergents.

L'unité nationale pouvait sembler plus avancée dans les Pays-Bas grâce à la réaction contre l'étranger. Mais les Provinces-Unies étaient sous le joug : en 1787, les Prussiens y avaient rétabli le stathouder d'accord avec l'Angleterre et garantissaient son pouvoir. Les provinces belges, au contraire, étaient sur le point de se révolter contre Joseph II sous la conduite de l'aristocratie. Elles avaient supporté sans difficulté la domination autrichienne tant que celle-ci avait respecté leur autonomie. Mais quand l'Empereur, en 1787, entreprit de les soumettre à la centralisation bureaucratique, une violente agitation se propagea. Le clergé, qui avait subi sans mot dire le josphisme, profita du conflit politique pour se rebeller à son tour et les États provinciaux prirent fait et cause pour lui ; déjà, l'avocat Vandernoot, réfugié à Bréda, implorait, en leur nom, le secours de la Triple-Alliance, Prusse, Hollande, Angleterre, qui, pour embarrasser l'Autriche, l'encourageait par de bonnes paroles. Ces États, divisés en trois ordres, étaient menés par l'aristocratie foncière : les « statistes » étaient des conservateurs et leur action pouvait se comparer à celle des privilégiés de France ;

le Tiers ne représentait pas réellement le pays : dans les États du Brabant, ses membres étaient élus par les seuls corps de métiers des trois principales villes, Bruxelles, Anvers et Louvain. La Belgique avait pourtant son parti philosophique, dirigé par Vonck, autre avocat bruxellois, et qui réclamait l'égalité devant la loi, le doublement du Tiers et l'élection de ses représentants par les paroisses. Quelques nobles, une partie du bas clergé, la bourgeoisie riche et cultivée soutenaient Vonck. Les paysans belges, comme les paysans hollandais, fermiers ou journaliers en grande majorité, souffraient moins de la féodalité que la plupart des paysans français, mais ils ressemblaient fort à ceux de leurs voisins du nord de la France qui, dans le Cambrésis, firent de si rude besogne. Quant aux artisans urbains, ils s'irritaient de la disette. Il semblait donc que les événements pussent prendre le même tour qu'en France ; d'autant plus que, nulle part, l'influence de cette nation n'était aussi grande, même en pays flamand ; toute la bourgeoisie était française de culture. Pourtant les Vonckistes échouèrent. Ils se heurtèrent au clergé, dont l'autorité était toute-puissante sur le peuple et la petite bourgeoisie et qui avait maintenu l'activité intellectuelle à un niveau extrêmement médiocre. Mais ils furent desservis aussi par la faiblesse et les divisions de la bourgeoisie ; la Belgique était encore un pays agricole et, dans ses petites villes, les corporations, investies du pouvoir municipal, demeuraient attachées à l'ancien régime et jalousaient la grande bourgeoisie d'affaires et les intellectuels. Dans une Belgique unie, le pouvoir central sans doute eût enlevé depuis longtemps à la bourgeoisie des corporations les privilèges qui la dressaient contre sa propre classe, et le mouvement libéral eût été bien plus fort. Encore les Vonckistes auraient-ils pu tenir tête, s'ils avaient eu l'appui des Liégeois. Dans l'évêché de Liège, la noblesse était faible, les corporations privées de toute autorité politique, la bourgeoisie moderne déjà puissante, grâce aux progrès de l'industrie, les idées nouvelles beaucoup plus répandues. La révolution liégeoise fut la seule que celle de France put susciter à son image et son appui eût permis peut-être aux Vonckistes de rénover toute la Belgique. Mais Liège n'appartenait pas à l'Autriche et ses députés ne parurent pas au Congrès des États-Unis belgiques.

L'expansion révolutionnaire rencontra les mêmes obstacles en Italie, mais aggravés encore. Une portion du pays était soumise à la domination des Habsbourgs, les États pontificaux à

un clergé en partie étranger, la « Terre ferme » au patriciat vénitien ; mais on s'accommodait du pouvoir des princes par les mêmes raisons qu'en Allemagne ; ils laissaient à l'aristocratie, non seulement son autorité sociale, mais le gouvernement des cités avec la plus large autonomie. L'Italie n'avait même pas l'unité nominale de l'Allemagne et le *Risorgimento* n'y avait pas encore exalté le sens et l'orgueil d'une culture nationale : l'Église catholique y était aussi influente qu'en Belgique et plus riche encore ; l'aristocratie, routinière et casanière, abandonnée au plaisir facile, se complaisait dans un patriotisme de clocher ; c'était l'étranger qui avait découvert Beccaria. Gênes et Livourne exceptées, l'activité industrielle et commerciale s'était assoupie en Italie depuis le xvi^e siècle ; la vie urbaine demeurait prépondérante, mais les villes, Turin et Milan, Venise et Florence, végétaient ; les seules grandes cités étaient Naples et Rome où s'entassaient nobles, prêtres et lazzaroni. Domestiques, boutiquiers, mendiants, la population des villes tirait sa subsistance des grands. Certes, la bourgeoisie était mécontente et elle fournit plus tard un point d'appui à la domination française. Mais, dans l'ensemble, elle était pauvre et sans influence. Enfin, dans les rapports de l'aristocratie et des paysans se marquait l'éternelle opposition entre l'Italie du nord et la péninsule. La première, à laquelle on peut adjoindre la Toscane, était, à quelques égards, en avance sur la France. A l'exception des banalités et des monopoles, les droits seigneuriaux s'étaient allégés, sauf dans le Modénais, et presque toutes les terres payaient l'impôt. Les montagnards étaient souvent propriétaires ; la plaine appartenait tout entière aux nobles et au clergé qui la donnaient en métayage ou, dans les basses vallées, faisaient valoir au moyen de journaliers. Dans le sud, la tenure paysanne était plus commune, mais le pouvoir féodal était arbitraire et les redevances écrasantes ; les nobles ne payaient pas d'impôts et laissaient incultes d'immenses *latifundia*. Même dans le nord où l'agriculture était moins arriérée, les paysans étaient extrêmement misérables et dégradés ; la mendicité tournait communément au brigandage et la criminalité était très forte. Young, observant les métayers du nord, prédisait une Jacquerie, mais l'événement lui donna tort : il n'y avait pas de disettes en Italie et dans la lumière du midi, la misère, semblait-il, était plus tolérable au peuple. Le roi de Sardaigne seul avait tout à craindre pour ses possessions d'outre-monts. Par la langue et par les conditions sociales, la

Savoie se rattachait à la France, non à l'Italie. En vain, le rachat des droits féodaux y avait-il été organisé en 1771 ; les paysans n'avaient pas achevé de s'acquitter quand survint la révolte agraire et la disette agita la Savoie comme les provinces françaises limitrophes.

Les nations ibériques étaient les seules du continent qui, en dépit du particularisme très accusé des provinces fuéristes du nord de l'Espagne, fussent parvenues à une unité comparable à celle de la France. Mais leur unité morale s'était réalisée au prix d'une longue croisade contre les races et les religions allo-gènes. Cette croisade avait fait du catholicisme une institution nationale au point de rendre l'Inquisition populaire et de lui laisser anéantir toute activité intellectuelle indépendante : les nobles mêmes n'échappaient point à ses rigueurs. La persécution et la guerre avaient aussi ruiné l'Espagne ; elle n'avait tiré aucun progrès économique de la conquête de l'Amérique. Sans doute, une renaissance s'était manifestée sous le règne de Charles III. L'Inquisition, battue en brèche, n'osait plus procéder aux autodafés ; pourtant, elle avait encore emprisonné Olavide. En 1778, on avait accordé aux Espagnols le droit de trafiquer directement avec l'Amérique ; mais l'industrie demeurait à peu près nulle et l'agriculture misérable ; la balance commerciale était en déficit et le change défavorable. La bourgeoisie était aussi faible qu'en Italie et, sauf dans les pays à fueros et la Catalogne, les paysans aussi misérables et aussi opprimés que dans le royaume de Naples. Réalisée dans de telles conditions, l'unité perdait ici sa vertu révolutionnaire.

Et pourtant, on s'explique les espérances des Français : nulle part ils ne manquèrent d'amis ; ils se disaient que la bourgeoisie européenne, en dépit de sa faiblesse, ferait peut-être une tentative pour se libérer et que la dépression des classes paysannes n'avait jamais empêché les Jacqueries, surtout quand l'exemple de la révolte venait d'en haut. Mais cet exemple, la bourgeoisie européenne ne le donna pas plus que l'aristocratie. Et ce qui l'en détourna, ce fut le spectacle même de la France, la peur de voir les troubles gagner de proche en proche et compromettre son bien-être et sa sécurité. Ce fait essentiel échappa aux Français parce que la légende leur masqua, de bonne heure, les causes immédiates de la Révolution ; ils oublièrent qu'ils avaient été jetés dans l'aventure par le roi lui-même sous la contrainte de l'aristocratie et que, de sang-froid, la bourgeoisie française eût sans doute raisonné comme celle des autres pays.

V. — LES ANGLO-SAXONS¹.

A l'inverse des États continentaux, l'Angleterre égalait la France par sa cohésion nationale et la devançait par sa constitution politique et sociale. Chez elle, l'aristocratie régnait. Maîtresse de la Chambre des lords, elle l'était aussi des Communes ; grâce aux bourgs de poche et aux bourgs pourris ; elle régentaient les comtés et les paroisses. Elle avait un sentiment très net de ses intérêts de classe. Sans doute whigs et tories se combattaient dans le Parlement ; les efforts de Georges III pour rétablir le gouvernement personnel avaient même incité quelques whigs à préconiser une réforme électorale ; mais abandonnés par Pitt, désavoués au fond par leurs collègues, sans appui populaire, ils n'avaient rien obtenu et, en 1789, dans le débat sur la régence qu'entraîna la folie du roi, on put voir leur chef, George Fox, rompre des lances en faveur de la prérogative tandis que Pitt défendait les droits du Parlement : c'est que le prince de Galles, s'il devenait régent sans conditions, devait donner le pouvoir aux whigs ; ainsi les deux partis n'étaient guère que des clientèles qui se disputaient le gouvernement et le patronage royal. Ils se retrouvaient toujours d'accord pour fortifier l'autorité sociale de l'aristocratie et accroître sa richesse par les *enclosures* et les *corn-laws*.

Cette aristocratie toutefois ne ressemblait guère à celle du continent. Elle n'avait pas de privilèges fiscaux ; elle n'était ni militaire ni féodale ; il n'y avait plus en Angleterre ni serfs ni droits seigneuriaux proprement dits. Le lord tenait son autorité sociale de sa richesse et de sa place au Parlement. Et son fils aîné seul en héritait : ses autres enfants rentraient dans les rangs des communes et ne dérogeaient pas à gagner leur vie. Inversement, un bourgeois enrichi ou un grand *commoner* parvenaient ordinairement à la pairie. Si les lords composaient à peu près à leur gré la Chambre des communes, ils la composaient de bourgeois ; c'était de cette classe d'hommes que l'Angleterre

1. OUVRAGES A CONSULTER. — W. E. H. Lecky, *History of England in the XVIIIth century*, t. VI (Londres, 1887, in-8°) ; F. Salomon, *W. Pitt der jüngere* (Leipzig, 1906, in-8°) ; J. H. Rose, *Pitt and the national revival* (Londres, 1911, in-8°) ; P. Mantoux, *La révolution industrielle en Angleterre* (Paris, 1905, in-8°), revu, complété et traduit en anglais par Marjorie Vernon, sous le titre : *The Industrial revolution in the XVIIIth century* (Londres, 1928, in-8°) ; H. Sée, *Esquisse d'une histoire du régime agraire en Europe aux XVIII^e et XIX^e siècles*, cité p. 7 ; E. Davies, *The small landowner* (1780-1832), dans *Economic historical Review*, t. I (1927), p. 87-113. Sur les États-Unis, D. Pasquet, *Histoire politique et sociale du peuple américain*, t. I^{er} (Paris, 1924, in-8°), œuvre magistrale ; B. Fay, *L'esprit révolutionnaire en France et aux États-Unis à la fin du XVIII^e siècle* (Paris, 1924, in-8°).

avait tiré, au XVIII^e siècle, ses ministres les plus fameux, Walpole et Pitt ; depuis 1784, le fondé de pouvoir de Georges III et des nouveaux tories, le second Pitt, fils et frère de lord, était néanmoins un *commoner*.

S'étonnera-t-on que cette aristocratie gouvernât bourgeoisement ? Le Parlement votait l'impôt et réglait le budget. Quel ministre était plus soucieux que le second Pitt d'éviter le déficit et d'amortir la dette ? La politique extérieure était toute tendue vers l'impérialisme colonial et marchand et avait suscité ainsi la révolution industrielle : l'essor prodigieux des affaires absorbait presque entièrement l'activité de la bourgeoisie. Ajoutez que la liberté individuelle était garantie, la presse à peu près libre, la dissidence religieuse tolérée, l'anglicanisme très latitudinaire ; l'Église établie avait gardé, il est vrai, ses biens et la dîme, mais l'Angleterre n'avait pas de moines.

Sans doute, la bourgeoisie n'avait pas dans l'État la place qui lui revenait ; les bourgeois pourris devenaient un scandale ; les dissidents réclamaient ardemment l'abolition du Test ; ce qui subsistait de la réglementation économique — corporations, lois sur les pauvres, protection excessive — excitait les critiques des économistes. Mais aucun obstacle légal ne s'opposait aux réformes et Pitt, disciple d'Adam Smith, attentif à la nécessité d'empêcher un schisme entre les lords et la bourgeoisie, s'en déclarait partisan, quoiqu'il ne fût aucunement disposé à risquer pour elles l'existence de son ministère. Quant aux paysans, la haine de la féodalité ne les unissait pas comme ceux du continent. La plupart étaient fermiers, les neuf dixièmes du sol étant déjà en location ; beaucoup étaient riches et instruits et leurs intérêts les opposaient aux autres ruraux. Les petits propriétaires avaient beaucoup souffert des *enclosures* arbitraires et ne formaient plus qu'une petite minorité ; mais, à la fin du XVIII^e siècle, les *enclosures*, régularisées par actes du Parlement, n'en diminuaient plus le nombre et, tout au contraire, l'augmentaient souvent par le partage des communaux ; leur situation était relativement stable et, pendant la guerre contre la France, la cherté accrut leurs profits. Ce fut l'une des grandes chances de l'aristocratie anglaise.

Pendant, ce régime était très dur aux pauvres. Pour eux, les droits civils n'étaient qu'un mot. Que pesait leur liberté individuelle quand la « presse » les enrôlait de force sur les vaisseaux de Sa Majesté ? La loi pénale leur était féroce. Les *cottagers*, installés, à titre précaire, sur les communaux se voyaient

chassés par les *enclosures* ; les ouvriers étaient privés des droits de grève et d'association, déprimés par l'afflux des ruraux affamés, rançonnés par les *corn-laws*. Le peuple n'avait aucune part au pouvoir politique. Qu'a-t-il à faire avec les lois, dira l'évêque de Rochester en 1794, sinon de leur obéir ? Sur ce point, bourgeois et lords étaient entièrement d'accord : l'opposition des classes possédantes et du prolétariat dominait déjà l'ancien régime anglais. Un mouvement « radical », qui tendait à la démocratie politique, s'était esquissé au début du règne de Georges III ; il s'était beaucoup affaibli depuis Wilkes, et les dissidents, qui constituaient son principal appui, gardaient à Pitt leur confiance ; mais que ce dernier répudiât définitivement les réformes, et le vieux levain d'idéalisme calviniste, qui se manifestait alors par un réveil du méthodisme et qui demeurerait si actif chez les quakers, fermenterait de nouveau. Introduit en Angleterre, l'esprit révolutionnaire ne pouvait exciter qu'une agitation démocratique, tant politique que sociale, telle qu'elle se développera en France aussitôt après l'écroulement de l'ancien régime. Mais, tandis qu'en France, la bourgeoisie, en lutte avec l'aristocratie, ne put la réprimer ou même la favoriser, elle se coalisa, en Angleterre, avec les lords pour l'écraser, chez elle d'abord, ensuite sur le continent.

Des mouvements si passionnés ne pouvaient se concevoir aux États-Unis. On n'y trouvait pas de lords ; la liberté religieuse n'y était pas limitée ; sur une terre neuve où chacun pouvait courir sa chance, l'opposition des classes n'avait pas d'âpreté. Cependant le régime électoral était encore censitaire ; en fait, la république était aux mains des grands planteurs de Virginie dont beaucoup n'étaient rien moins que démocrates ; contre la majorité anglo-saxonne, les éléments hétérogènes de la population n'étaient pas sans jalousie. L'influence française devait encourager les républicains et irriter par contre-coup les fédéralistes. On discerna dans le Nouveau Monde anglo-saxon l'image atténuée et déformée, comme par la distance, des sentiments divers qui agitaient l'Angleterre.

VI. — L'AMÉRIQUE LATINE¹.

Au Canada, la population de langue française était déjà en conflit avec les immigrants anglais. Mais elle se calma quand le

1. OUVRAGES A CONSULTER. — J. Mancini, *Bolívar et l'émancipation des colonies espagnoles des origines à 1815* (Paris, 1912, in-8°), chap. I, II et III ; L. de Herrera, *La revolución francesa y Sud America* (Paris, 1910, in-8° ; traduction française, Paris, 1912, in-8°),

bill de 1791, en organisant séparément le Haut et le Bas Canada, lui eut assuré l'autonomie. D'ailleurs, la Révolution, loin de la rapprocher de la mère-patrie, l'en détourna plutôt. En face des Anglais protestants, le catholicisme était pour elle, autant que la langue, le symbole de sa nationalité. Quand l'Église condamna la Révolution, les Canadiens français ne sourcilèrent pas.

Il en alla autrement dans l'Amérique espagnole et portugaise. Les créoles y supportaient impatiemment le joug de la métropole qui les empêchait de trafiquer avec l'étranger pour les exploiter sans vergogne et qui attribuait toutes les fonctions rémunératrices aux blancs venus d'Europe. Les créoles ne songeaient pas au danger que les métis et les Indiens pouvaient constituer pour eux dans l'avenir : comme l'aristocratie française, ils ne pensaient qu'à s'emparer du pouvoir. L'autorité de l'Inquisition était beaucoup plus affaiblie qu'en Europe et, d'ailleurs, s'exerçait plus malaisément dans ces vastes contrées où la contrebande était florissante. De France et d'Angleterre, les idées philosophiques avaient gagné les créoles ; l'exemple des États-Unis les avait excités à la révolte. On s'était insurgé en Nouvelle-Grenade en 1781 ; on conspira en Guyane, en 1788 ; Tiradentes fut exécuté au Brésil en 1789 ; Rodriguez, disciple de Rousseau, instruisait Bolivar ; le brésilien Maia avait, à Nîmes, en 1787, un entretien avec Jefferson et lui demandait le concours des États-Unis pour délivrer sa patrie ; en 1790, Miranda offrit ses services à Pitt, avant de se mettre au service de la Gironde.

L'Amérique du sud fut donc, hors d'Europe, le premier pays où la Révolution trouva un écho profond. Mais il y fallut bien du temps et ce fut sans profit pour la France, parce qu'aucune révolte n'y pouvait réussir aussi longtemps que l'Espagne, rejetée dans l'alliance anglaise, demeurait maîtresse de la mer. L'insurrection triompha quand l'Espagne fut tombée aux mains de la France et l'avantage en fut pour l'Angleterre.

VII. — LE CONFLIT¹.

Les révolutions politiques s'arrêtent souvent aux frontières ; les révolutions sociales les franchissent tôt ou tard. Celle de

1. OUVRAGES À CONSULTER. — A. Sorel, *L'Europe et la Révolution*, t. I (cité p. 5), livre I, chap. I (mœurs politiques), II à V (crise des gouvernements) ; livre II, chap. II (traditions de la politique extérieure de la France), livre III (traditions des différentes puis-

1789, éclos au centre de l'Europe occidentale, formidablement armée pour la propagande grâce au prestige de la langue et de la civilisation françaises, était plus propre qu'aucune autre à devenir internationale. L'aristocratie européenne se sentit solidaire de l'aristocratie française. D'ailleurs, les rois se jugèrent menacés, eux aussi. Ils régnaient de droit divin : les Français enseignaient à leurs sujets que c'étaient eux les vrais souverains. Leurs États, formés au hasard des intérêts dynastiques, n'avaient d'autres justifications que la force et la prescription : les Français créaient un nouveau droit public ; ils transformaient l'État français en une nation et invitaient les peuples à disposer librement d'eux-mêmes. Quand l'aristocratie française, quand Louis XVI lui-même demandèrent l'appui de l'étranger, ils l'obtinrent. L'instinct défensif, autant que l'enthousiasme, porta les révolutionnaires à compter sur les peuples « frères ». Mais ils furent déçus et les souverains demeurèrent libres d'agir contre la France.

Heureusement pour elle, ils n'avaient pas des âmes de croisés. Ce qui les préoccupait principalement, c'était l'intérêt immédiat, le souci de l'agrandissement, fin suprême des vieilles monarchies et, tout autant, la méfiance et la jalousie à l'égard des voisins, la préoccupation de maintenir, par des conquêtes égales et simultanées, l'équilibre traditionnel. Or, en 1789, l'Europe s'attendait à une grande guerre. Depuis 1787, Catherine II et Joseph II luttèrent contre la Turquie pour la démembrer ; la Suède en avait profité, l'année suivante, pour attaquer sa vieille ennemie. La Prusse, avide et jalouse, excitait les Polonais contre les Russes et menaçait l'Autriche ; il semblait qu'elle pût compter sur ses alliés, l'Angleterre et la Hollande. Mais le pire était peut-être que l'État des Habsbourgs qui, dominant l'Allemagne et l'Italie, était comme la clef de voûte de la vieille Europe, menaçait

sances). — Sur la crise européenne, consulter les ouvrages de A. Sorel, A. Wahl, cités p. 5 et 29 ; de K. Heigel et H. Pirenne, cités p. 13, de F. Salomon et J. H. Rose, cités p. 21, et, en outre, H. von Sybel, *Geschichte der Revolutionszeit*, t. I^{er} (Düsseldorf, 1869, in-8°), traduction française par M^{lle} Dosquet, sous le titre : *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française*, t. I^{er} (Paris, 1869, in-8°) ; E. Bourgeois, *Manuel de politique étrangère*, t. II (Paris, 1900, in-8°), avec une bibliographie ; A. W. Ward et G. P. Gooch, *The Cambridge history of british foreign policy*, t. I (Cambridge, 1912, in-8°) ; R. H. Lord, *The second partition of Poland* (Cambridge, U. S. A., 1915, in-8° « Harvard historical studies », t. XXIII), avec une bibliographie ; A. Rambaud, *Histoire de Russie* et A. Brückner, *Katharina II*, cités p. 13 ; N. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, t. V (Gotha, 1913, in-8° ; t. XXXVII de la collection « Geschichte der europäischen Staaten » de Heeren et Ukert) ; A. Geffroy, *Gustave III et la cour de France*, t. II (Paris, 1867, in-8°) ; R. N. Bain, *Gustave III and his contemporaries* (Londres, 1894, 2 vol, in-8°).

çait de s'écrouler. Ébranlé par les réformes de Joseph II, envahi et vaincu à Temesvar par les Turcs, il semblait incapable de dompter les Belges et les Hongrois prêts à se révolter. Il était vraisemblable que Frédéric-Guillaume II ne laisserait pas échapper une si belle occasion d'achever l'œuvre du grand Frédéric. La menace d'un bouleversement général plana sur l'Europe jusqu'au printemps de 1791. Tandis qu'ils jetaient feu et flamme contre la Révolution, les rois, la croyant éphémère, la laissèrent se développer en paix et non sans quelque complaisance, car elle avait pour eux cet avantage d'empêcher la France de troubler leurs combinaisons. Les événements d'Orient suivirent donc leur cours et, quand la guerre eut éclaté enfin à l'Occident, il en résulta que la Prusse et l'Autriche ne cessèrent jamais d'hésiter entre ces deux pôles d'attraction : la France et la Pologne.

Selon la tradition diplomatique, un pays en état de révolution était une proie désignée. La règle du jeu était même de fomentier des troubles chez l'adversaire ou de les attiser et il est parfaitement naturel que les révolutionnaires aient sans cesse redouté des « conspirations de l'étranger ». On pouvait donc démembler la France tout aussi bien que la Pologne ; la Prusse et l'Autriche sentirent s'éveiller de nouveaux appétits et quand l'Angleterre fut entrée dans la coalition, elle ne résista pas davantage à l'appel de la tradition : elle voulut prendre sa revanche de la guerre d'Amérique et arracher à sa rivale les colonies qui lui restaient, sinon aussi Dunkerque et Toulon. Les rois ne firent donc pas une guerre de principes, mais une guerre de conquêtes et les conséquences habituelles ne manquèrent pas de se manifester : ils modérèrent leurs sacrifices d'après le profit probable et, avant de tenir le butin, ils se disputèrent à propos du partage.

Au cours de la lutte, ce fut aussi un fait capital que l'Allemagne et l'Italie n'eussent point encore réalisé leur unité nationale. Le particularisme, plus que toute autre cause, y avait empêché une explosion révolutionnaire ; par un retour dramatique, il rendit impossible dans ces deux pays un effort d'ensemble contre la France et les ouvrit à l'invasion. Mais, par ailleurs, les rois ne songèrent pas à mener cette guerre autrement que les précédentes. Il était de tradition que, la guerre étant le fait du prince, le peuple n'y prenait aucun intérêt. Or, les gouvernements étaient faibles et leurs ressources médiocres. L'État autrichien semblait moribond et les Habsbourgs devaient user de grands ménagements pour demander des secours aux diètes provin-

ciales, particulièrement en Belgique et en Hongrie ; le déficit était chronique et, depuis Marie-Thérèse, on fabriquait du papier-monnaie. Frédéric-Guillaume II s'était rendu impopulaire en laissant Wöllner tracasser les protestants libéraux et aggraver la censure : ce zèle piétiste ne s'accordait guère avec ses mœurs scandaleuses ; c'était un velléitaire et ses mobilisations successives vidèrent en pure perte le trésor de Frédéric le Grand et découragèrent les officiers. Les armées étaient coûteuses et difficiles à recruter, lentes à se mouvoir, menées par des généraux savants et timides : on redoutait les grandes batailles qui pouvaient endommager des instruments si précieux et cependant ne rien rapporter. Quant à l'Angleterre, elle avait de l'argent et des navires, mais point de soldats. Comment les gouvernements auraient-ils pu changer leurs méthodes ? Pour « nationaliser » ou « populariser » la guerre, il aurait fallu abolir l'ancien régime et, justement, ils la faisaient pour le maintenir. Pitt lui-même n'osa faire appel à la nation anglaise, par peur de la démocratie.

Au contraire, les Français luttèrent sans rien ménager et jetaient dans la balance toutes les forces de la nation. C'est ce qu'on appela le « fanatisme » révolutionnaire. On l'a comparé au fanatisme religieux. Cependant il n'avait rien de mystique : les Français ne voulaient à aucun prix retomber sous le joug de l'aristocratie et ils attendaient de la Révolution des profits positifs. Quoi qu'il en soit, le Comité de salut public fit la guerre comme on ne l'avait jamais faite encore. Et c'est sûrement le trait le plus original de la période. Toutes les combinaisons furent bousculées, des hommes d'État, des diplomates et des généraux. La Révolution remporta sur la tradition une éclatante victoire.

Mais elle n'y parvint qu'en sacrifiant une partie de son œuvre et quelques-unes de ses plus chères espérances. Pour défendre le sol de la patrie, pour sauver la liberté et l'égalité civiles, elle renonça à la liberté politique et institua la dictature ; elle imposa aux Français de tels sacrifices qu'ils finirent par se lasser. Puis la politique française, elle aussi, avait ses traditions : la lutte contre l'Autriche, la conquête des frontières naturelles ; au « siècle de Louis XIV », elle avait dominé l'Europe ; ceux des Français qui avaient étudié dans les collèges se le rappelaient avec orgueil, et les révolutionnaires comme les autres. Ils n'eurent garde de dédaigner l'appui qu'ils pouvaient trouver dans le sentiment national ; ils renversèrent la statue du

« grand roi », mais ils nationalisèrent ses ambitions et en nourrirent leur politique. Dans les pays qu'ils conquièrent, ils délivrèrent les peuples de l'ancien régime, mais, subordonnant tout à l'intérêt de la patrie qui était aussi celui de la Révolution, ils disposèrent d'eux sans les consulter. Appelées à la vie par la Révolution, le premier souci des nationalités fut de se retourner contre la France. Ainsi l'aristocratie, frappée du coup mortel, remporta, elle aussi, sa victoire : en précipitant la Révolution dans la guerre, elle ruina en partie son œuvre.

LIVRE PREMIER

L'expansion révolutionnaire jusqu'à la formation de la grande coalition

(mai 1789 - janvier 1793)

CHAPITRE PREMIER

LA CHUTE DE L'ANCIEN RÉGIME

(mai 1789 - juillet 1790)¹⁾

Les députés du Tiers étaient, en grande majorité, des juristes, et c'étaient des parlements, ces cours souveraines qui prétendaient à des droits politiques, qu'ils avaient appris comment faire échec au roi. Ils venaient édicter des lois nouvelles et, pour les faire agréer par Louis XVI, ils comptaient, au besoin, sur

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — On trouvera dans les histoires générales des résumés sur l'ensemble de la période révolutionnaire et des bibliographies ; malheureusement, la plupart sont déjà anciennes : W. Oncken, *Das Zeitalter der Revolution, des Kaiserreiches und der Befreiungskriege*, t. 1^{er} (Berlin, 1884, in-8°, dans la collection « Allgemeine Geschichte in Einzeldarstellungen ») ; *Histoire générale*, publiée sous la direction d'E. Lavis et A. Rambaud, t. VIII (Paris, 1896, gr. in-8°) ; *Cambridge modern history*, t. VIII (Cambridge, 1904, gr. in-8°) ; Th. Lindner, *Weltgeschichte seit der Völkerwanderung*, t. VII (Stuttgart, 1911, in-8°).

Les ouvrages de Sybel et de Sorel embrassent également l'ensemble de la période, mais ils étudient surtout la politique européenne et encadrent l'histoire intérieure dans celle des rapports internationaux : H. von Sybel, *Geschichte der Revolutionszeit* (Düsseldorf, 1853-1879, 5 vol. in-8°) ; traduction française, par Mlle Dosquet, revue par Sybel, sous le titre *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française* (Paris, 1869-1888, 6 vol. in-8°) ; A. Sorel, *L'Europe et la Révolution française* (Paris, 1885-1904, 8 vol. in-8°). Bref résumé dans A. Wahl, *Geschichte des europäischen Staatensystems im Zeitalter der französischen Revolution und der Freiheitskriege* (Munich et Berlin, 1912, in-8° ; dans la collection « Handbuch der Mittelalterlichen und neueren Geschichte », de G. von Below et F. Meinecke).

Parmi les histoires de la Révolution française, on citera celles de F. Mignet (Paris, 1824, 2 vol. in-8°), A. Thiers (Paris, 1823-1827, 10 vol. in-8°) ; J. Michelet (Paris, 1847-

La chute de l'ancien régime (1789-1790)

leurs lenteurs mêmes et sur le déficit, ce « trésor de la nation ». Pour soumettre les parlements, le roi avait recours aux lits de justice, à l'exil et à la dissolution imposée par la force armée. À l'égard du Tiers, les mêmes moyens parurent bons. Mais la crise économique étant à son apogée, le peuple se souleva ; favorables au Tiers, les soldats se mutinèrent ou se dérobèrent ; pour maintenir l'ordre, la bourgeoisie prit les armes. La force publique échappa au roi et, avec elle, la souveraineté. Privé de sa protection, l'ancien régime s'écroula. L'histoire de sa chute comporte ainsi deux périodes, l'une pacifique et juridique, l'autre violente et populaire.

1853, 7 vol. in-8°) ; Louis Blanc (Paris, 1847-1862, 12 vol. in-8°). Quant aux ouvrages de Th. Carlyle, *The french Revolution* (Londres, 1837, 3 vol. in-8° ; traduction française, Paris, 1865-1867, 3 vol. in-8° et 1912, 3 vol. in-12), d'E. Quinet, *La Révolution* (Paris, 1865, 2 vol. in-8°) et d'H. Taine, *Les origines de la France contemporaine* (Paris, 1876-1893, 6 vol. in-8°), ils ne présentent pas un récit suivi ; le premier est une série de tableaux ; les deux autres sont plus doctrinaux qu'historiques. On se reportera de préférence aux ouvrages suivants : A. Aulard, *Histoire politique de la Révolution* (Paris, 1901, in-8° ; 5^e éd., 1921), qui ne concerne que l'histoire des partis et des idées politiques ; J. Jaurès, *Histoire socialiste*, t. I-IV (Paris, 1901-1904, gr. in-8° ; nouvelle édition par A. Mathiez, 1922-1924, 8 vol. in-8°), qui s'arrête au 9 thermidor, mais est continuée par le tome V de la collection, œuvre de G. Deville, 1905 ; cet ouvrage donne une grande place aux faits économiques et sociaux et a été le point de départ de tout un mouvement de recherches à cet égard ; Ph. Sagnac, *La Révolution* (1789-1792) et G. Pariset, *La Révolution* (1792-1799) (Paris, 1920, 2 vol. in-8°) formant, les t. I et II de l'*Histoire de France contemporaine*, publiée sous la direction d'E. Lavisse ; A. Mathiez, *La Révolution française* (Paris, 1922-1927, 3 vol. in-16 ; nos 17, 52, 93 de la « Collection Colin »), jusqu'au 9 thermidor ; du même, *La Réaction thermidorienne* (Paris, 1929, in-8°).

Récits plus brefs dans H. Morse Stephens, *The french Revolution* (Londres, 1886-1891, 2 vol. in-8°) ; G. Salvemini, *La Rivoluzione francese* (Milan, 1905, in-8° ; 5^e édition, Florence, 1925) ; P. Kropotkine, *La grande Révolution* (Paris, 1909, in-8°) ; L. Madelin, *La Révolution* (Paris, 1911, in-8°) ; G. P. Gooch, *The french Revolution* (Londres, 1920, in-8°) ; G. Bourgin, *Die französische Revolution* (Stuttgart, 1922, in-8°), t. VII de la « Weltgeschichte in gemeinverständlicher Darstellung », publiée par L. M. Hartmann).

Pour l'histoire de la Constituante, A. Aulard, *Les orateurs de la Constituante* (Paris, 1882, in-8° ; 2^e éd., 1906). On trouvera une liste des députés dans A. Brette, *Les Constituants* (Paris, 1897, in-8°) et les renseignements topographiques dans A. Brette, *Histoire des édifices où ont siégé les assemblées parlementaires de la Révolution française et de la première République*, t. I (Paris, 1902, in-4°). — Pour ce chapitre, on consultera également F. Droz, *Histoire du règne de Louis XVI* (Paris, 1839-1842, 3 vol. in-8° ; voir le t. II ; il s'arrête à septembre 1789 ; le t. III contient une étude sur Mirabeau et sur les derniers mois de la Constituante), et surtout A. Chérest, *La chute de l'ancien régime* (Paris, 1884, 3 vol. in-8°). — Les ouvrages biographiques sont nombreux, mais souvent médiocres. Les principaux sont ceux de Miss E. D. Bradby, *The life of Barnave* (Oxford [1915], 2 vol. in-8°) ; G. Michon, *Adrien Duport* (Paris, 1924, in-8°) ; E. Charavay, *Le général La Fayette* (Paris, 1898, in-8°) ; E. Lebègue, *Thouret* (Paris, 1910, in-8°) et ceux qui concernent Mirabeau et Robespierre : L. et Ch. de Loménie, *Les Mirabeau* (Paris, 1878, t. I et II ; réédités avec adjonction des t. III à V, 1890) ; A. Stern, *Das Leben Mirabeaus* (Berlin, 1889, 2 vol. in-8° ; traduction française, Paris, 1895, 2 vol. in-8° ; très important) ; L. Barthou, *Mirabeau* (Paris, 1913, in-8°) ; E. Hamel, *Histoire de Robespierre* (Paris, 1865, 3 vol. in-8°) ; G. Rouanet, *Robespierre à la Constituante*, dans les *Annales révolutionnaires*, t. VIII (1916), p. 336-358 ; t. X (1918), p. 162-197 ; 289-317 ; t. XI (1919), p. 195-215.

I. — LA RÉVOLUTION DES JURISTES (4 MAI-27 JUIN 1789)¹.

Le 4 mai 1789, les États défilèrent dans Versailles par masses alternées qu'un protocole imprudent opposait en classes ennemies : les députés du Tiers, en habit noir, inconnus, à part l'impérieuse laideur de Mirabeau, mais applaudis de confiance ; la noblesse empanachée ; la foule obscure des curés ; les évêques étincelants ; la cour et la reine qu'on se retint de huer ; le roi enfin, espoir de la nation, comme le Tiers, et acclamé comme lui. Espoir vite déçu ! Le 5, dans la salle des Menus-Plaisirs, devant Louis XVI somnolent, Barentin, garde des sceaux, et Necker, le ministre populaire, haranguèrent, trois heures d'affilée, les députés anxieux, bientôt harassés et fâchés : le roi ne leur offrait pas le vote de l'impôt ; il ne proposait même pas l'abolition des privilèges financiers ; il recommandait le vote par ordre, sans néanmoins le prescrire, en sorte qu'il abandonnait les États à leurs divisions inévitables, comme s'il eût compté sur leur impuissance.

Et, de fait, elle apparut aussitôt. Le 6, la noblesse se constitua en ordre et le Tiers, sans oser réclamer directement le vote par tête, prétendit que les pouvoirs devaient être vérifiés en commun, chaque député ayant le droit de savoir si ses collègues siégeaient régulièrement. Le clergé jugea la thèse soutenable et proposa de conférer. La noblesse accepta, mais ne céda pas sur le fond. Les évêques inquiets réclamèrent l'arbitrage du roi : les commissaires se réunirent de nouveau chez Barentin, mais la noblesse s'obstina : on était déjà au 9 juin.

Un mois avant, les députés du Tiers ne se connaissaient pas et, ne voulant pas se constituer séparément, formaient une masse confuse. Les Bretons, les Comtois, les Provençaux se montraient impatients et violents, mais la majorité demeurait incertaine. Sieyès attendait son heure ; Malouet prêchait la conciliation ; Mounier et Barnave, quoique résolus, avaient pourtant agi, en Dauphiné, d'accord avec les privilégiés ; Mirabeau, suspect et isolé, offrait son aide à Necker. Le temps passant, une organi-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — J. Flammermont, *Le second ministère Necker*, dans la *Revue historique*, t. XLVI (1891), p. 1-67 (étude inachevée, qui va jusqu'aux préparatifs de la séance royale du 23 juin) ; O. Becker, *Die Verfassungspolitik der französischen Regierung der grossen Revolution* (Berlin, 1910, in-8°, fasc. 86 des « Historische Studien », publiées par E. Ebering), qui étudie la période de septembre 1788 au 27 juin 1789 ; A. Aulard, *Le serment du jeu de paume*, dans ses *Études et leçons sur la Révolution*, 1^{re} série (Paris, 1893, in-12), p. 57-70.

sation s'élabora ; des orateurs s'imposèrent ; les intransigeants se firent écouter. Le public, de plus en plus nombreux, excitait le Tiers à oser. Dans le clergé, les curés s'agitaient ; dans la noblesse, la minorité libérale soulevait des tempêtes. Sieyès, Mounier et Mirabeau, dédaignés par la cour, jugèrent le moment venu.

Le 10 juin, Sieyès proposa d'inviter le clergé et la noblesse à se réunir au Tiers : « on donnerait défaut contre les non-comparants » ; l'appel commença le 12 ; trois curés parurent le 13 ; le 16, il y en avait dix-neuf. Déjà, l'assemblée se cherchait un nom qui fût le symbole de la Révolution. Sieyès finit par le trouver : le 17, le Tiers se proclama Assemblée nationale et, aussitôt après, s'attribua le consentement de l'impôt ; de son propre chef, il avait changé la constitution du royaume et déplacé la souveraineté.

Mais le 20, la salle des séances demeura close : on la préparait pour la venue du roi qui allait tenir une « séance royale » c'est-à-dire un lit de justice. Errant, le Tiers se réfugia dans le jeu de paume voisin et Mounier y rédigea le serment fameux que l'académicien Bailly prêta le premier ; suivant l'exemple des parlements, le Tiers se rebellait d'avance contre la volonté royale : il ne se laisserait pas dissoudre avant d'avoir voté une constitution. Le 22, cent cinquante évêques et curés se joignirent à lui.

Le Conseil du roi était d'accord qu'il fallait casser toutes ces décisions ; mais Necker demanda, le 19, qu'on proposât, en même temps, des réformes sérieuses : l'égalité fiscale, l'accession aux charges, le vote par tête en certains cas. C'était bien peu ou trop tard. D'ailleurs, le 21, ses adversaires l'emportèrent. A la séance royale du 23, Louis XVI admit le consentement de l'impôt, mais il rétablit les ordres. Lui sorti, le Tiers confirma ses résolutions et se déclara inviolable : ce jour-là, ce furent Bailly et Mirabeau qui se firent les interprètes de la nation. Pour l'instant, le gouvernement n'osa recourir aux baïonnettes, déjà l'effervescence gagnait la foule. Le 24, la majorité du clergé revint siéger avec le Tiers ; le 25, quarante-sept nobles l'imitèrent ; le 27, le roi capitula et les récalcitrants obéirent, de mauvaise grâce. Telle que l'entendaient les juristes, la Révolution était faite.

Mais, pour la cour, ce n'était que partie remise : à partir du 26, les appels de troupes se succédèrent. Avant qu'elles fussent toutes arrivées et qu'aucun plan eût été arrêté, la Cour,

avec son impéritie ordinaire, renvoya Necker, le 11 juillet. Pourtant, l'Assemblée, déjà « investie », semblait perdue. Ce fut le moment décisif de la Révolution : la défection de l'armée et le soulèvement populaire la sauvèrent.

II. — LA RÉVOLUTION PARISIENNE¹.

A Paris, journaux et brochures se multipliaient et, du Palais royal, l'agitation peu à peu gagnait toute la ville ; pourtant, des hommes qui allaient devenir des chefs populaires, comme le compagnon Rossignol, ne s'étaient pas encore intéressés à la politique quand, le 12 juillet, les rumeurs d'émeute leur parvinrent. Ce qui exaspérait le menu peuple et les chômeurs accourus de toutes parts, c'était la cherté : en juillet, le pain fut à 4 sols la livre, le double du prix qu'on regardait comme normal par rapport aux salaires. Il n'y avait qu'un cri contre les accapareurs et contre le gouvernement, leur complice. Que le brasseur Santerre appelât aux armes le faubourg Saint-Antoine, il était sûr d'être entendu.

Paris était confié aux gardes françaises : on les gagna sans peine ; les bas officiers s'étaient vu fermer l'avancement, en 1781, au profit des nobles, et les soldats fraternisaient avec la foule au Palais royal. Un de leurs officiers, Yzarn de Valady, se compromit dans la propagande ; des banquiers, craignant la banqueroute si la cour triomphait, s'y intéressèrent ; le frère d'André Chénier et Chamfort, bibliothécaire de la reine, y sacrifièrent leur avoir. Quand on eut emprisonné quelques soldats, la foule les délivra, le 30 juin. Les troupes qui arrivèrent des provinces furent vites ébranlées ; les Suisses mêmes n'étaient pas sûrs.

Cependant les gens rassis s'inquiétaient : en avril déjà, l'émeute avait fait rage au faubourg Saint-Antoine, et c'était le bourgeois Réveillon qui en avait été victime. La municipalité étant sans autorité, les électeurs, c'est-à-dire les représentants de la bourgeoisie parisienne qui, deux mois auparavant, avaient nommé les députés aux États généraux, se réunirent spontanément le 25 juin et demandèrent, le 11 juillet, à former une

1. OUVRAGES A CONSULTER. — P. Caron, *La tentative de contre-révolution, juin-juillet 1789*, dans la *Revue d'histoire moderne*, t. VIII (1906), p. 5-34 et 649-678 ; J. Flammermont, *La journée du 14 juillet 1789* (Paris, 1892, in-8°), qui reste le meilleur ouvrage sur ce sujet ; F. Funck-Brentano, *Légendes et archives de la Bastille* (Paris, 1898, in-12) ; J. Durieux, *Les vainqueurs de la Bastille* (Paris, 1911, in-8°) ; R. Farge, *Camille Desmoulins au jardin du Palais royal*, dans les *Annales révolutionnaires*, t. VII (1914), p. 646-674 ; tir. à part, 1916.

garde bourgeoise : elle aurait pu intimider, à la fois, la cour et le menu peuple.

Mais le renvoi de Necker précipita l'explosion. Il provoqua, le 12, au Palais royal, des manifestations qui gagnèrent la rue et que les charges de cavalerie transformèrent en sédition ; Besenval évacua la ville et ne bougea plus : l'armée de ligne ne remit plus le pied dans Paris jusqu'en 1795. Le 13, les électeurs formèrent un Comité permanent et organisèrent une milice. Mais ils durent armer tout le monde. Les fusils manquant, on alla le 14, en prendre aux Invalides et en demander à la Bastille. Le gouverneur de cette fameuse prison d'État, de Launey, parlementa et laissa la foule pénétrer jusqu'au fossé : alors, il se troubla et ouvrit le feu. Le peuple, décimé, criant à la trahison, riposta en vain. Mais devant les canons du roi braqués contre lui par les gardes françaises, de Launey baissa le pont-levis. On sauva la majorité des assiégés mais de Launey fut massacré à l'Hôtel de Ville et, peu après, le prévôt des marchands, Flesselles, eut le même sort ; le 22 juillet, ce fut le tour de Foulon, adjoint au ministre de la Guerre, et de son gendre, Bertier, intendant de Paris ; le 28, on sauva Besenval à grand-peine.

L'Assemblée avait siégé en permanence, la nuit du 14, anxieuse mais ferme. Le 15, Louis XVI vint lui annoncer le départ des troupes ; il avait paru impossible de prendre Paris d'assaut. Le roi douta s'il fuirait ; mais son entourage se divisa encore une fois ; il finit par rester et rappela Necker, tandis que le comte d'Artois, prenant le chemin de l'étranger, inaugurait l'émigration. Le 17, Louis XVI vint à Paris faire amende honorable ; il fut reçu par le nouveau maire, Bailly, et par le marquis de La Fayette, commandant de la nouvelle milice, qui allait donner à la Révolution son symbole tricolore. Le roi n'avait plus à Paris ni représentants ni soldats : l'Assemblée triomphait.

III. — LA RÉVOLUTION MUNICIPALE EN PROVINCE¹.

Cependant, les villes de province étaient sur le qui-vive, car les députés les tenaient au courant des événements et les exci-

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Il n'existe pas d'étude d'ensemble sur la révolution municipale. Consulter F. Murlot, *La fin de l'ancien régime dans la généralité de Caen* (Paris, 1913, in-8°) ; L. Dubreuil, *Le Comité permanent d'Évreux dans les Annales révolutionnaires*, t. XII (1920), p. 372-399 ; H. Millot, *Le Comité permanent de Dijon* (Dijon 1925, in-8°), et les histoires de provinces et de villes, très nombreuses et qu'on ne saurait énumérer ici, d'ailleurs trop souvent médiocres.

taient à soutenir la bonne cause. La bourgeoisie ne demandait pas mieux que de renverser les municipalités oligarchiques et de s'armer, pour défendre l'Assemblée sans doute, mais aussi pour se protéger elle-même. Les émeutes frumentaires étaient continues et les troupes, peu nombreuses, courant d'un marché à l'autre, dispersées et fatiguées, étaient de cœur avec les affamés. Aussi n'attendit-on point toujours l'exemple de Paris : par exemple, Dijon, le 15 juillet, et Lyon, le 16, se donnèrent un comité permanent. Mais, naturellement, la commotion parisienne précipita l'action.

Les formes en furent très diverses. Plus d'une fois, le peuple, se soulevant, dispersa l'échevinage auquel se substitua un comité ; parfois cependant, comme à Valence et à Valenciennes, l'ancienne municipalité survécut à l'émeute. Le plus souvent, comme à Bordeaux et à Clermont, des manifestations associèrent la bourgeoisie à l'échevinage et, tant bien que mal, l'ordre fut maintenu. Il advint même, comme en Flandre maritime, que l'autorité s'évita tout dommage en abaissant à temps le prix du pain.

Mais partout les résultats furent à peu près les mêmes. Le pouvoir des intendants s'évanouit ; la municipalité ou le comité gouvernèrent désormais, au nom de la nation, la ville et son canton ; d'une cité à l'autre, on se promit aide et secours : la France devint une fédération de communes autonomes. Au début, riches bourgeois et aristocrates fraternisèrent souvent dans les comités et n'ouvrirent leurs rangs à la petite bourgeoisie qu'après une assez longue résistance. Ils nourrirent le peuple à bas prix, mais s'efforcèrent de l'intimider en excluant les ouvriers de la garde nationale et en pendant quelques émeutiers.

IV. — LA GRANDE PEUR ET LA RÉVOLTE AGRAIRE¹.

Les campagnes aussi s'étaient émues bien avant le 14 juillet. Manouvriers et petits laboureurs souffraient durement et

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Il n'existe pas d'étude d'ensemble sur la Grande Peur. Le livre d'E. Forestié, *La Grande Peur* (Montauban, 1911, in-8°), en dépit de son titre, est fragmentaire. On se reportera à quelques études locales bien conduites : P. Conard, *La Grande Peur en Dauphiné* (Paris, 1902, in-8°), le modèle du genre ; M. Boudet, *La Grande Peur en Auvergne* (Paris, 1909, in-8°) ; Miss M. A. Pickford, *The panic of 1789 in Touraine*, dans l'*English historical Review*, t. XXVI (1911), p. 703-723, et *The panic of 1789 in lower Dauphiné and in Provence*, dans la même

s'attroupaient pour mendier, menaçants. Quand la moisson fut mûre, qu'on pouvait piller sur pied, l'anxiété fut au comble. Bien des villages réclamèrent des troupes ou montèrent la garde contre les « brigands ». Toute émeute au marché se répécutait dans les villages, apeurant les uns, excitant les autres à la révolte. En Provence, à la fin de mars, des troubles éclatent à Aix, Marseille et Toulon : immédiatement, la campagne s'embrase. A Cambrai, les 5 et 6 mai, la foule saisit et taxe le blé des marchands : le 7, le plat pays se soulève à l'entour ; ceux qui détiennent des grains sont pillés et rançonnés, les fermiers comme les moines, les bourgeois comme les seigneurs. Mais ces derniers sont particulièrement visés et l'« émotion », qu'elle vienne de la peur ou de la faim, tourne aisément en révolte agraire : champart et dîme permettant d'accaparer les grains, la misère les rendait plus odieux et, à rédiger son cahier, le paysan avait ravivé sa haine des féodaux. En Provence, il déclare qu'il refusera les redevances et attaque les châteaux. En Cambrésis, il extermine le gibier et annonce qu'il ne paiera plus rien ; au nord de Lille, dès le 5 juillet, l'adjudication des dîmes est le signal de l'émeute. Des aristocrates, le paysan craint tout pour l'Assemblée et pour le « bon roi » ; si de Versailles aucun soulagement ne vient, ils en sont cause et, si des brigands sont en campagne, c'est pour les venger qu'ils vont exterminer le Tiers état.

Dans les campagnes ainsi préparées, la révolution parisienne trouva un écho formidable. A mesure que la nouvelle en chemina le long des grandes routes et que chaque ville devint un centre de vibration, l'anxiété s'exaspéra : peur des citadins, qui viendront enlever les grains, peur de l'aristocrate retranché dans son château et complice de ceux de Versailles, peur de l'émigré qui amènera l'étranger. Le moindre indice atteste que les brigands arrivent et on en colporte la nouvelle à bride abattue car il faut mettre sur leurs gardes parents et amis.

La peur, la « grande peur », s'est ainsi propagée à des distances

revue, t. XXIX (1914), p. 276-301 ; E. Chaudron, *La Grande Peur en Champagne méridionale* (Paris [1923], in-8°) ; L. Dubreuil, *La Grande Peur à Évreux et aux environs*, dans la *Revue normande*, 1921, p. 121-142. Pour les troubles agraires, ajouter l'ouvrage de Mourlot, cité p. 34, note 1 ; P. de Vaissières, *Lettres d'aristocrates* (Paris, 1907, in-8°) ; G. Lefebvre, *Les paysans du Nord pendant la Révolution française* (Lille, 1924, 2 vol. in-8° ; voir le t. I, p. 356-374) et les documents publiés par Ph. Sagnac et P. Caron, *Les Comités des droits féodaux et de législation et l'abolition du régime seigneurial* (Paris, 1907, in-8° ; publication de la Commission d'histoire économique de la Révolution).

et avec une rapidité incroyables. Mais, contrairement à un préjugé qui s'est accrédité parmi les contemporains eux-mêmes, elle n'a pas eu lieu partout le même jour. Elle n'est pas venue non plus de Paris en ondes concentriques. Sans doute, ce sont les nouvelles du coup d'État imminent et de la riposte parisienne qui l'ont rendue possible, mais elle a été engendrée par des faits locaux, souvent insignifiants et dont il n'est pas toujours aisé de retrouver la trace ; elle est née en plusieurs endroits et ses voies sont capricieuses. Au nord de Paris, plusieurs « émotions » sèment l'effroi à travers la Picardie et la Champagne ; de la Brie, l'épouvante se répand dans la Champagne méridionale et le Gâtinais ; les marchés de la vallée de l'Eure donnent le branle dans la Normandie centrale et le Haut-Maine : le courant pénètre en Anjou et en Touraine où il en rencontre un autre, venu de la région vendéenne. Des abords de la forêt de Chizé, la peur gagne Angoulême, pénètre dans le Plateau central et affole l'Aquitaine jusqu'aux Pyrénées. Les effets en sont très variables : en général, la population se cache ou s'enfuit ; souvent aussi, les hommes s'arment, courent au bourg qui demande aide. De brigands, nulle trace. Alors, il advient qu'on s'en prenne au seigneur : on exige qu'il renonce à ses droits ; dans le Maine, on brûle ses archives ; il est injurié ou malmené ; à Ballon, près du Mans, deux seigneurs sont mis à mort.

Dans l'est, au contraire, c'est une révolte agraire qui a engendré la peur. Comme les gens du seigneur de Quincey, près Vesoul, offraient à boire aux patriotes, un baril de poudre éclate, tue ou blesse plusieurs assistants ; pour les venger, on met le feu au château. A cette nouvelle, les paysans de la région courent sus aux nobles et aux moines ; la Haute-Alsace et le Mâconnais suivent leur exemple ; la peur se propage à travers la Comté et gagne le Dauphiné où, comme dans le Maine, elle provoque la guerre aux châteaux. Mâconnais et Dauphiné deviennent à leur tour des épouvantails pour la bordure orientale du Plateau central, pour la vallée du Rhône et pour la Provence elle-même.

La révolution a donc été aussi diverse au village qu'à la ville ; la « grande peur » n'a pas été universelle ; les violences encore moins : la Bretagne, par exemple, demeura tranquille. Mais partout, le paysan eut le sentiment qu'il était délivré ; la moisson se fit sans qu'on osât rien exiger de lui : paya qui voulut. La propriété féodale n'eut pas seule à souffrir : le grand fermier, le bourgeois, le juif d'Alsace n'avaient pas été épargnés ; les

impôts eurent la plupart du temps le même sort que les redevances. Et, fait trop peu remarqué, les habitudes séculaires s'affirmèrent victorieusement : le paysan rétablit, de gré ou de force, les servitudes collectives ; à la campagne, comme à la ville, on se mit, plus que jamais, à arrêter et à taxer les grains.

V. — LA NUIT DU 4 AOÛT ET LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN¹.

La riche bourgeoisie et les privilégiés, toutes les « têtes poudrées » se coalisèrent pour ramener le paysan à la soumission ; les milices des villes vinrent protéger les châteaux ; la justice prévôtale emplit ses prisons et, çà et là, pendit des émeutiers. Certains députés patriotes voulaient recourir à l'armée pour étendre la répression. Mais leurs collègues s'émurent : on allait se mettre à la merci de la contre-révolution. Les ouvriers des villes qui pendaient les négociants à la lanterne n'étaient pas défendables, mais on pouvait soutenir que la propriété féodale n'était pas compatible avec l'égalité civile qui restait à proclamer. Néanmoins, c'était une propriété et sa suppression pouvait semer la discorde entre patriotes : plus d'un roturier percevait des rentes seigneuriales, et que diraient les nobles amis ?

On laissa le vicomte de Noailles et le duc d'Aiguillon trancher le nœud gordien : ils proposèrent spontanément le sacrifice nécessaire et entraînèrent l'Assemblée. A la révolution politique, la nuit du 4 août adjoignit une révolution sociale : les privilèges furent abolis et l'égalité des droits proclamée ; la noblesse et le clergé abandonnèrent une part de leur fortune : la dîme et certains droits féodaux. De cette nuit date également l'achèvement de l'unité nationale, car les provinces et les villes renoncèrent pareillement à leurs franchises. En principe, l'Ancien régime avait vécu et ce fut son « acte de décès » que l'Assemblée dressa, le 26 août, en votant la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Tant d'années écoulées ne peuvent laisser insensible encore à la générosité des hommes qu'entraîna, en ces jours fameux, le

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir l'ouvrage de Ph. Sagnac et P. Caron, cité p. 36, et pour la Déclaration, ci-dessous, p. 45, n. 2.

grand élan d'union nationale. L'accord, cependant, demeura équivoque entre eux et les masses paysannes. « La féodalité est abolie en France », dit le décret des 5-11 août qui codifia les décisions du 4. En réalité, les redevances les plus lourdes furent seulement déclarées rachetables et l'abolition de la dîme ne devait profiter qu'aux propriétaires, en grande majorité nobles ou bourgeois. Encouragés par la répression, les féodaux entreprirent, au cours des mois qui suivirent, de faire payer les paysans.

VI. — LES JOURNÉES D'OCTOBRE¹.

Cependant, beaucoup de patriotes sentaient bien qu'il n'était pas prudent de s'aliéner les masses. Les partisans de l'ancien régime, les « aristocrates », les « noirs », étaient exaspérés ; la suppression de la dîme et la tolérance religieuse alarmaient les curés ; le Tiers se divisait. Sieyès avait défendu la dîme et Mirabeau combattu l'opportunité de la Déclaration. Le roi, encouragé, ne donna pas sa sanction aux décrets d'août. Quand on aborda la constitution, ce fut pire. Un parti des « monarchiens », où Mounier se rangea à côté de Malouet, de Lally-Tollendal et de Clermont-Tonnerre, réclama une chambre haute et, pour le roi, le droit de rejeter les lois votées par l'Assemblée ; ce « veto absolu », Mirabeau le défendit, lui aussi, audacieusement. La Fayette essaya en vain de ménager un accord. Finalement, les patriotes refusèrent la seconde chambre, mais accordèrent un « veto suspensif », sur la promesse de Necker que les décrets d'août seraient approuvés. Cet engagement ne fut pas tenu. Au contraire, les « monarchiens » supplièrent le roi de transférer l'Assemblée en province et d'appeler des troupes. Le 14 septembre, Louis XVI manda, de Douai, le régiment de Flandre.

Des patriotes se tournèrent de nouveau vers le peuple de Paris, peut-être avec le concours du duc d'Orléans qui s'était attaché Mirabeau. Dès le 30 août, au Palais royal, on tenta de partir pour Versailles : le mouvement échoua, mais, en sep-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Il n'existe pas d'exposé d'ensemble sur les journées d'octobre. La meilleure étude est celle d'A. Mathiez, *Étude critique sur les journées des 5 et 6 octobre*, dans la *Revue historique*, t. LXVII (1898), p. 241-281 ; t. XVIII (1898), p. 258-294 ; LXIX (1899), p. 41-66. On peut consulter aussi celle du baron de Villiers, *Les 5 et 6 octobre* ; Reine Audu (Paris, 1917, in-8°) ; il n'y a rien de nouveau dans celle de Dom H. Leclercq, *Les journées d'octobre* (Paris, 1925, in-8°).

tembre, la cherté et la disette, encore une fois, vinrent à l'aide : la moisson était faite mais le battage au fléau ne commençait guère avant l'hiver, en sorte que le blé demeurait rare. Un banquet offert, le 1^{er} octobre, par les gardes du corps au régiment de Flandre, provoqua l'incident fatal : on y foula aux pieds la cocarde tricolore. Paris l'apprit le 3. Le lundi 5, au matin, nombre de femmes se mirent en route pour Versailles, beaucoup de bourgeoises mêlées aux ouvrières. La garde nationale refusa d'écouter La Fayette qui dut s'abandonner au torrent, à la fin de l'après-midi. L'Assemblée, envahie, profita de l'irruption populaire pour arracher au roi la sanction de ses décrets. Puis, le lendemain, au jour, le château fut forcé. La Fayette sauva le roi et la reine, mais ils durent se résigner à rentrer à Paris, au milieu de l'indescriptible cortège. Tandis qu'une seconde émigration commençait, l'Assemblée suivit le roi et, en novembre, s'installa, près des Tuileries, dans la salle du Manège.

VII. — LA SITUATION A LA FIN DE 1789¹.

L'Assemblée l'avait emporté, mais par la force populaire. Le sang avait coulé ; l'aristocratie était atteinte dans ses biens et ses plaintes émouvaient l'Europe : toute conciliation était devenue difficile, et, comme il était inévitable, par des coups réciproques, on la rendit peu à peu impossible.

De son côté, le peuple, s'il vénérât l'Assemblée, ne lui obéissait qu'à demi. Beaucoup de gens ne payaient plus les impôts. La liberté du commerce des grains, rétablie le 29 août, demeurait lettre morte. Partout, il fallait vendre le pain à perte, aux frais des riches. En août et septembre, les ouvriers parisiens se mirent à tenir des réunions pour améliorer leurs salaires. Dans les campagnes, la fermentation continuait et les privilégiés n'étaient pas seuls à se plaindre : la police rurale n'existait plus ; le régime des communaux était mis en question, la vaine pâture rétablie, les clôtures arrachées, les forêts envahies et dévastées : les pauvres reprenaient leurs droits d'usage. L'Assemblée était si inquiète que, le 21 octobre, elle institua la loi martiale : la municipalité pouvait ordonner de faire feu sur les attroupements, après déploiement du drapeau rouge et sommations.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir les notes des pages 34 et 35.

Mais la garde nationale obéirait-elle? Dans les campagnes, elle était ordinairement l'instrument du désordre ; dans les villes, la petite bourgeoisie jugeait, comme le peuple, qu'on ménageait trop aristocrates et accapareurs et inclinait à s'appuyer sur lui pour réclamer, sa part de pouvoir. A Paris, les soixante districts dont les assemblées, ouvertes à tous ceux qui avaient le droit de vote, étaient transformées en clubs, prétendaient s'administrer eux-mêmes ou, tout au moins, contrôler l'Hôtel de Ville; ils avaient élu une commission pour réorganiser la municipalité; des chefs populaires, Marat, Danton, Camille Desmoulins, se révélaient. Dans beaucoup de villes, on dut renouveler ou élargir les comités permanents. Heureusement pour la Constituante, la récolte de 1789 avait été satisfaisante et celle de 1790 fut excellente. Le peuple, ayant du pain, lui garda sa confiance. Soutenue par lui, l'Assemblée nationale put tenir en respect les aristocrates et jouir d'une tranquillité relative. Mais ce n'était que partie remise.

Car pour rétablir l'ordre et faire appliquer ses lois, il lui aurait fallu organiser un gouvernement vigoureux et stable. Or, Louis XVI, en dépit des affirmations officielles, était bel et bien prisonnier et suspect. La Constituante n'osa pas le détrôner, peut-être parce qu'elle n'avait sous la main que des prétendants dérisoires et méprisés, le duc d'Orléans et le comte de Provence. Elle inclina donc invinciblement à miner le pouvoir exécutif et toute son œuvre en fut compromise.

VIII. — L'ANNÉE DE LA FAYETTE (1790)¹.

La Fayette pourtant essaya de concilier les contraires. Sauveur du roi, il s'institua son mentor. Lors du complot de Favras, il l'amena à l'Assemblée, le 4 février 1790, jurer fidélité à la

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur l'activité des contre-révolutionnaires, H. Carré, *La fin des Parlements, 1788-1790* (Paris, 1912, in-8°); Stillfried Ratenic, *Thomas de Mahy, marquis de Favras und seine Gemahlin* (Vienne, 1881, in-8°); A. Challamel, *Les clubs contre-révolutionnaires* (Paris, 1895, in-8°); dans la « Collection de documents relatifs à l'histoire de Paris pendant la Révolution française », publiée sous le patronage du Conseil municipal); E. Daudet, *Histoire des conspirations royalistes dans le midi* (Paris, 1884, in-12), et surtout E. Vingtrinier, *Histoire de la contre-Révolution* (Paris, 1924-1925), qui va jusqu'à la veille de Varennes. Ajouter l'ouvrage de P. de Vaissières, cité p. 36, et les histoires de l'émigration: H. Forneron, *Histoire générale des émigrés* (Paris, 1884, 2 vol. in-8°), hâtif et peu sûr; E. Daudet, *Histoire de l'émigration* (Paris, 1904-1905, 3 vol. in-8°); le t. I (réédité en 1905) va jusqu'au 18 fructidor.

Sur La Fayette et les constitutionnels: E. Charavay, *Le général La Fayette*, et G. Michon, *Adrien Duport. Essai sur l'histoire du parti feuillant*, cités p. 30; G. Ramon

Constitution. Louis XVI et Marie-Antoinette exécraient ce « maire du palais », mais lui obéissaient pour gagner du temps. Le « héros des deux mondes », par sa générosité chevaleresque, séduisait la bourgeoisie, éblouie d'avoir pareil chef. Grand seigneur magnifique et libéral, il en imposait au peuple. Son ascendant était le garant de l'ordre. Il rêvait d'être le Washington de la France, de rallier le roi à la Révolution et l'Assemblée à l'idée d'un exécutif énergique. Plein d'un optimisme naïf et, d'ailleurs, sûr de son génie, il s'avança sur la corde raide, tandis que son ami Jefferson tremblait pour lui et que Gouverneur Morris, sarcastique, prédisait sa chute.

En bon « américain », il prétendait tenir son pouvoir de l'opinion, mais déploya une habileté toute réaliste à la diriger. Plusieurs journaux, le *Moniteur*, le *Patriote français*, de Brissot, la *Chronique de Paris*, de Condorcet, obéissaient à son influence. Il n'était pas orateur, et c'était une grande faiblesse, mais il créa pour ses partisans un centre de concert et d'action : la « Société de 89 », où les députés et les novellistes frayaient avec les grands seigneurs et les banquiers. Il ne dédaignait pas les hommes à gages : quand les démocrates s'émancipèrent, il publia des feuilles de combat et une claque remplit les tribunes de l'Assemblée.

Mais sa principale chance de succès eût été de grouper en un ministère les principaux chefs patriotes. Justement, Necker avait perdu crédit ; La Fayette négocia avec du Port, Mirabeau et Alexandre de Lameth. Mirabeau n'avait cessé d'intriguer pour devenir ministre, parce qu'il se sentait homme d'État et parce qu'il lui fallait beaucoup d'argent. C'était un orateur sans doute inégalé, grand surtout dans l'improvisation, une intelligence

Frédéric de Dietrich, premier maire de Strasbourg sous la Révolution française (Nancy, 1919, in-8°).

Sur les clubs, voir le recueil de documents publié par A. Aulard, *La société des Jacobins* (Paris, 1889-1897, 6 vol. in-8° ; dans la « Collection de l'histoire de Paris », citée ci-dessus), et les publications relatives aux sociétés provinciales des « Amis de la Constitution » qui sont très nombreuses. Parmi les plus récentes, citons P. Leuilliot, *Les Jacobins de Colmar. Procès-verbaux de la société populaire* (Strasbourg, 1923 ; « Publications de la Faculté des Lettres de Strasbourg », série in-8°, t. IX) ; essai de synthèse par L. de Cardenal, *La province pendant la Révolution. Histoire des clubs jacobins, 1789-1795* (Paris, 1929, in-8°). — Il n'existe que des études de détail sur les fédérations, par exemple M. Lambert, *Les fédérations en Franche-Comté et la fête de la Fédération du 14 juillet 1790* (Paris, 1890, in-8°) ; J. Trévédy, *Les deux fédérations de Pontivy*, dans la *Revue morbihannaise*, t. IV (1894) et t. V (1895), et à part (Rennes, 1895, 105 p. in-8°). Pour les insurrections militaires, on consultera L.^e-C.^e L. Hartmann, *Les officiers de l'armée royale et la Révolution* (Paris, 1910, in-8°) ; H. Choppin, *Insurrections militaires en 1790* (Paris, 1903, in-16), et L. de Chilly, *Le premier ministre constitutionnel de la guerre, La Tour du Pin* (Paris, 1909, in-8°).

souple et perspicace. Mais l'Assemblée savait sa vie scandaleuse et qu'il était à vendre : le 7 novembre, elle interdit le ministère à ses membres. Elle se condamna ainsi à n'y voir que des suspects ou des ombres et précipita les ambitieux dans la dis corde. Mirabeau se fit acheter par la cour, le comte de la Marck servant d'entremetteur. Louis XVI essaya de ménager un accord entre lui et La Fayette et, à la fin de mai, tous deux travaillèrent de concert à faire reconnaître au roi le droit de paix et de guerre. Mais Mirabeau jalousait « Gilles-César » ; il s'efforça de ruiner sa popularité. Lameth, du Port et Barnave, le « triumvirat », n'étaient pas moins envieux. Rien au fond, ne les séparait de La Fayette. Mais, pour lui faire pièce, ils poussèrent plus d'une fois aux extrêmes.

Les « Noirs » les y aidèrent par leur attitude : ils méprisaient tous ceux qui pactisaient avec la Révolution, même les Monarchiens ; de leurs orateurs, l'abbé Maury s'en tenait à l'obstruction et Cazalès, plus politique, ne fut pas suivi. Leur club, le « Salon français », n'était qu'un foyer de conspirations. Leurs journalistes, l'abbé Royou, dans l'*Ami du Roi*, Rivarol et Suleau, aux *Actes des Apôtres*, ne pensaient qu'à vilipender les patriotes et à ridiculiser le « patrouillotisme ». Les « Noirs » cherchèrent à se servir des États provinciaux et des parlements, réclamèrent de nouvelles élections, alarmèrent le clergé en proposant, inutilement, que le catholicisme demeurât religion d'État. Plus tard, ils gènèrent de leur mieux la vente des biens nationaux et décrièrent l'assignat. Ils remontraient aux pauvres que la ruine des privilégiés les privait de travail et d'aumônes. Partout, s'ouvraient des clubs contre-révolutionnaires, les « Amis de la paix ». Mais, de préférence, ils comptaient sur la violence. Les émissaires du comte d'Artois soulevèrent les catholiques contre les protestants à Montauban, le 10 mai, à Nîmes, le 10 juin, au camp de Jalès, en août. A la fin de 1790, on conspira à Lyon : les nobles d'Auvergne s'y donnèrent rendez-vous pour y attendre le comte d'Artois qui comptait venir de Turin avec les troupes sardes.

Les patriotes rendirent coup pour coup : ils publièrent le Livre rouge, c'est-à-dire la liste des pensions, et abolirent les titres de noblesse. Leur organisation était plus solide. En novembre 1789, le « Club breton », constitué à Versailles, s'était reformé à Paris, au couvent des Jacobins-Saint-Honoré, sous le nom de « Société des Amis de la Constitution » et, à son exemple,

des clubs se créaient dans toutes les villes, aussitôt affiliés à la société mère. Les « frères et amis » étaient des bourgeois aisés qui suivaient La Fayette et l'Assemblée, modérés, prudents au fond, mais ardemment fidèles à la Révolution et, par là même, fréquemment en délicatesse avec les municipalités, élues en janvier 1790 et avec les Districts et les Départements, nommés en juin, car il s'y était glissé nombre d'aristocrates et de tièdes. La presse se développait librement : *Révolutions de Paris*, avec Lous-talot, *Révolutions de France et de Brabant*, de C. Desmoulins ; *Courrier*, de Gorsas ; *Annales*, de Carra. Mais le meilleur de sa force, le parti patriote le devait à l'adhésion de la nation qui se manifestait spontanément dans les Fédérations. Les premières datent de 1789 : Valence en vit une dès le 29 novembre ; elles se continuent en 1790 : à Pontivy et à Dôle, en février ; à Lyon, le 30 mai ; à Strasbourg et à Lille, en juin ; pour aboutir enfin à la Fédération nationale du 14 juillet 1790 où l'unité française trouva son expression solennelle et définitive. La Fayette y parut dans toute sa gloire : entre deux averses, il prêta serment, après le roi, au nom de l'armée populaire ; le peuple, trempé mais enthousiaste, salua, par ses acclamations, l'apparente harmonie.

En dépit du *Ça ira*, le conflit ne cessait de s'envenimer, en réalité, entre les classes ennemies. Et, malheureusement pour La Fayette, il avait gagné l'armée. Ceux des officiers aristocrates qui n'avaient pas encore émigré étaient sans cesse aux prises avec leurs soldats ; les ports de guerre et les garnisons se mutinaient successivement. Militaire de carrière, La Fayette ne plaisantait pas sur la discipline et l'Assemblée, en face de l'Europe hostile, n'osait licencier les officiers. En août 1790, le général voulut en finir : la garnison de Nancy s'étant révoltée, il soutint énergiquement son cousin Bouillé qui la soumit de haute lutte. Aussitôt sa popularité chancela : il venait de lui porter une atteinte mortelle. Or, à ce moment, le roi était sur le point de faire appel à l'étranger ; le clergé s'appêtait à combattre la constitution civile : la Révolution, précipitant de nouveau sa marche, s'achemina vers un nouvel éclat.

CHAPITRE II

L'ŒUVRE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE (1789 - 1791)¹

Burke, que Taine a suivi, reprochait aux Constituants d'avoir bouleversé systématiquement la société française pour appliquer des principes abstraits et sans prise sur le réel. Si les principes de 89 sont de valeur universelle, on n'a pas à l'examiner ici, mais ils ont libéré des énergies et modelé une société qui a duré. Quant aux Constituants, s'ils avaient lu les philosophes, la culture ne contrariait ni n'atténuait en eux le sens des réalités. Menacés par la contre-révolution, débordés par le peuple, ménageant les curés et les nobles patriotes, les intérêts économiques et notamment les coloniaux, ils ne cessèrent jamais de tenir compte des circonstances. Et c'est même parce qu'elle en portait profondément l'empreinte que leur œuvre, en plusieurs de ses parties, demeura caduque.

I. — LES PRINCIPES DE 1789².

Ce fut après la chute de l'Ancien régime que les Constituants entreprirent de la justifier. Les Américains, en 1776, leur

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Les mêmes qu'au chapitre précédent (p. 29, n. 1).

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Ph. Sagnac, *La législation civile de la Révolution* (Paris, 1898, in-8°); R. Redslob, *Die Staatstheorien der französischen Nationalversammlung von 1789* (Leipzig, 1912, in-8°); Egon Zweig, *Die Lehre vom Pouvoir Constituant* (Tübingen, 1909, in-8°), qui étudie, à cet égard, toutes les constitutions révolutionnaires; K. Löwenstein, *Volk und Parlament nach der Staatstheorie der französischen Nationalversammlung von 1789* (Munich, 1922, in-8°).

Pour la Déclaration, voir en particulier A. Aulard, *Histoire politique de la Révolution* (citée, p. 2), p. 39-48; E. Walch, *La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et l'Assemblée constituante; travaux préparatoires* (Paris, 1903, in-8°); G. Jellinek, *Die Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte* (Leipzig, 1896, in-8°, 53 p.; fasc. 3 du t. I des « Staats- und Völkerrechtliche Abhandlungen », publ. par G. Jellinek et G. Meyer; traduction française, Paris, 1902, in-8°; 2^e édition allemande, 1904); V. Marcaggi, *Les origines de la Déclaration des droits de l'homme de 1789* (Paris, 1904, in-8°); F. Klövekorn, *Zur Entstehung der Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte* (Berlin, 1911, in-8°; n° 90 des « Historische Studien », publiées par E. Ebering). — L'exemple

avaient montré comment s'y prendre. Ils proclamèrent à leur tour les droits de l'homme et du citoyen, en donnant à leur Déclaration une forme plus simple et plus nette. Mais toute leur pensée n'y est pas enclose et il faut la chercher aussi dans leurs lois : la Déclaration n'a rien dit de l'économie libérale pour laquelle la bourgeoisie éprouve cependant une prédilection manifeste et dont l'action a été particulièrement féconde.

On peut ramener à deux les principes de 1789. D'abord, les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits : ils sont maîtres de leur personne ; pourvu qu'ils respectent la liberté d'autrui, leur activité physique et intellectuelle est débarrassée de toute entrave ; ils peuvent parler et écrire, travailler et inventer, acquérir et posséder ; les professions et les charges publiques sont ouvertes à tous sans exception et la loi ne favorise personne. En second lieu, l'État ne trouve pas sa fin en lui-même ; sa raison d'être est de conserver au citoyen la jouissance de ses droits naturels ; le souverain, c'est l'ensemble des citoyens, la nation, qui délègue son pouvoir à un gouvernement responsable ; si l'État manque à son devoir, les citoyens résisteront à l'oppression. La réalisation de cet idéal politique, indispensable garantie des droits civils, s'est heurtée à de terribles difficultés et a suscité des conflits dramatiques qui sont le centre apparent de l'histoire ; mais, au vrai, c'est la proclamation des droits naturels qui règle la vie profonde de la société moderne et qui fait la grandeur historique de la Révolution.

En décrétant la liberté et l'égalité des droits, elle ouvrait la carrière aux forces individuelles, à l'intelligence et à l'initiative ; invitant chacun à courir sa chance, elle appelait les plus capables à se dégager de la foule pour prendre la direction politique et économique de la société et, en même temps, elle éveillait, en chacun, l'espérance, excitatrice d'énergie. Or, les bouleversements qu'elle opérait donnaient à ces promesses une efficacité extraordinaire. Une part énorme de la richesse foncière était

des Anglais et surtout des Américains a évidemment contribué à rendre populaire l'idée même d'une déclaration ; mais la déclaration de 1789 n'a pas été calquée sur celles de 1688 et de 1776. Jellinek a essayé de prouver qu'elle n'avait cependant rien d'original et que ses articles reproduisaient les dispositions des déclarations adoptées par les différents États qui ont constitué la fédération américaine. Cette conception a été critiquée par E. Boutmy, *La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* et M. Jellinek, dans les *Annales des sciences politiques*, t. XVII (1902), p. 415-443 ; Jellinek a répondu dans la *Revue du droit public*, t. XVIII (1902), p. 385-400, et dans l'édition de 1904 du livre cité plus haut. On ne peut conclure à un emprunt littéral et les ressemblances s'expliquent suffisamment par le caractère international du courant d'idées philosophiques.

mise en vente ; la circulation fiduciaire multipliait les capitaux et ouvrait d'immenses perspectives à la spéculation. La propriété corporative étant abolie, les baux perpétuels interdits, les fortunes sans cesse divisées par la suppression du droit d'aînesse et l'égalité successorale, tous les biens, dans l'avenir, viendraient s'offrir à ceux qui auraient fait effort pour les acquérir. Et à ceux qui étaient pauvres, mais instruits, l'admission aux emplois, dont le nombre devait s'accroître, le renouvellement périodique du personnel politique, le développement du journalisme, les progrès de la science et de l'industrie mécanique ouvraient des voies nouvelles. En face de l'Europe monarchique, incapable de briser les cadres rigides qui comprimaient et décourageaient l'élan social, cet appel aux forces individuelles a constitué pour la Révolution une source incomparable de vie et de puissance : elle trouva, pour sa défense, des organisateurs, des savants et des généraux, et elle s'attacha, à travers l'espace, tous ceux que transportait la joie d'éprouver leur génie et de donner leur mesure. Par une inévitable association d'idées, cet individualisme social devait exercer une influence profonde sur la morale et sur l'esthétique. Les conventions de la morale traditionnelle furent ébranlées ; le sentiment et la passion qu'elles comprimaient parurent aussi avoir des droits : les romantiques allaient bientôt traduire cette révolution intérieure. Et parmi eux, devaient aussi se trouver des génies, impatients des règles classiques, pour renouveler la technique de la littérature et de l'art et «mettre un bonnet rouge au vieux dictionnaire». Absorbés par l'action et la polémique, les Français alors ne s'en souciaient point. Mais l'influence de la Révolution précipita, dès ces années mêmes, la rénovation, déjà commencée, de la poésie anglaise.

Le déchaînement de l'individualisme entraîna des conséquences qui n'échappèrent pas aux contemporains. Le fort devait écarter le faible — et le fort, en bien des cas, c'était le riche et ses héritiers. De la Constituante, le pauvre reçut plus de promesses que de réalités et même, contre lui, elle a maintenu quelques barrières. Le désenchantement viendra. Mais, au premier moment, les déshérités ne désespérèrent point de l'avenir. Les barrières, on pouvait les renverser. D'ailleurs, la solidarité du Tiers en face de l'aristocratie entretenait une union, une fraternité qui masquaient en partie l'antagonisme des classes qui le constituaient. Ainsi la liberté et l'égalité exercèrent sur les imaginations un charme irrésistible. Le peuple français crut que son existence allait devenir

meilleure, que ses enfants du moins vivraient heureux ; il espéra même que les autres peuples le seraient aussi et que, libres et égaux, ils se réconcilieraient pour toujours. Alors la paix régnerait sur la terre délivrée de l'oppression et de la misère. Une si noble cause, le salut de la race humaine, devenue son propre Dieu, éveilla une ardeur que la nécessité du sacrifice éteignit en beaucoup d'hommes, mais qui exalta les autres jusqu'à l'héroïsme et qui rayonna à travers le monde. Michel Beaupuy enseignait la bonne nouvelle à Wordsworth avant d'aller combattre les tyrans et le rêve éblouissant resplendit encore dans les vers du *Prélude*.

A l'énergie réaliste, la Révolution joignit ainsi l'enthousiasme ; ce fut le double secret de sa victoire. Dans tous les pays, elle éveilla des intelligences et toucha des âmes : elles s'offrirent d'elles-mêmes à sa propagande.

II. — L'APPLICATION DES PRINCIPES¹.

Ces espérances, les Constituants les ont partagées, mais jamais ils n'oublièrent la réalité présente. C'est pourquoi la Déclaration n'a pas l'étendue ni les proportions qu'un théoricien lui aurait données : les Constituants y condamnèrent les abus qui leur étaient le plus à cœur. Avant tout, ils tenaient à la liberté individuelle : ils lui ont consacré trois articles sur dix-sept ; dès le 8 octobre, la procédure prévôtale fut abolie et l'avocat autorisé à suivre l'instruction : la réforme de l'instruction criminelle est un des plus beaux titres de gloire de la Constituante. Elle tient beaucoup aussi à la liberté de la presse. Mais catholique ou soucieuse de ménager le clergé, elle n'a pas osé aller jusqu'à la liberté des cultes et n'accorde aux dissidents que la tolérance ; les protestants ne furent admis au droit de cité que le 24 décembre 1789 ; les juifs du midi

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Ph. Sagnac, *La législation civile de la Révolution* (cité p. 33) ; A. Aulard, *Histoire politique*, citée p. 2, chap. III ; A. Tecklenburg, *Die Entwicklung des Wahlrechts in Frankreich seit 1789* (Tübingen, 1911, in-8°), p. 20-73 ; C. Durand, *Histoire du protestantisme français pendant la Révolution et l'Empire* (Paris, 1902, in-12) ; H. Lucien-Brun, *La condition des Juifs en France depuis 1789* (Paris, 1900, in-8° ; 2^e édition, 1901) ; Anna Söderhjelm, *Le régime de la presse pendant la Révolution française* (Paris, 1900-1901, 2 vol. in-8°), qui ne concerne que la presse parisienne ; le t. I va jusqu'au 9 thermidor ; G. Le Poittevin, *La liberté de la presse depuis la Révolution* (Paris, 1901, in-8°) ; J. Letaconnoux, *Le Comité des députés extraordinaires des manufactures et du commerce et l'œuvre de la Constituante* dans les *Annales révolutionnaires*, t. VI [1913], p. 149-208 ; L. Deschamps, *L'Assemblée constituante et les colonies* (Paris, 1898, in-8°).

attendirent un mois de plus et ceux de l'est jusqu'au 27 septembre 1791. Quant à la propriété qui leur était plus chère que tout, ils ne lui ont pourtant accordé qu'une mention, parce que l'Ancien régime ne la contestait pas ; et ils se sont gardés de la définir, parce que la question des droits féodaux les embarrassait.

Pareillement, quand Mirabeau leur représenta que la Déclaration n'était pas seulement la condamnation du passé, mais une charte de l'avenir dont les novateurs abuseraient, ils demeurèrent incrédules. La bourgeoisie révolutionnaire n'était pas une caste et elle croyait même avoir supprimé les classes parce qu'elle en avait rayé le nom dans la loi et qu'elle ouvrait ses rangs à tous. Mais elle avait une si haute idée de son rôle historique que les intérêts de la nation lui paraissaient identiques aux siens, en sorte que le sens de la Déclaration lui semblait fixé par la raison et pour toujours : l'exercice des droits naturels devait être subordonné à l'ordre public et l'ordre public exigeait que la bourgeoisie fût maîtresse de l'État. A cette fin suprême elle assujettit ses principes.

En face de l'État, la garantie des droits fut soigneusement organisée par la Déclaration, parce qu'on se méfiait du roi : les fonctionnaires sont responsables ; la force publique n'obéit qu'à la loi ; l'impôt doit être consenti ; les trois pouvoirs, législatif, exécutif, judiciaire, doivent demeurer séparés et indépendants. Mais, contre l'homme riche et influent, le citoyen pauvre n'est guère protégé : il est libre, mais sans défense. La Déclaration ne lui reconnaît pas le droit d'association, ni même celui de pétition ; comme l'Ancien régime, la Constituante interdit formellement la grève. Le colportage, c'est-à-dire la vente des journaux fut subordonnée à l'autorisation municipale et Marat plusieurs fois décrété d'arrestation pour libelle. Mais, tant que la contre-révolution menaçait, il fallait bien ménager la petite bourgeoisie et le peuple : la Constituante laissa les pétitions affluer ; on continua d'imprimer ce qu'on voulut ; toute existence corporative fut enlevée au clergé, aux juges et à leurs suppôts, aux métiers enfin, mais l'association politique, le club, fut provisoirement toléré.

La Déclaration proclamait que tous les citoyens avaient le droit de concourir à l'établissement de la loi. Cependant, la Constituante priva de suffrage et exclut de la garde nationale les citoyens « passifs », ceux qui ne payaient pas une contribution d'au moins trois journées de travail ou qui étaient domestiques ;

pour devenir « électeur », le citoyen « actif » devait payer dix livres d'impôts ; pour devenir député, il lui fallait acquitter un marc d'argent (54 francs environ) et posséder en outre une propriété foncière.

La Déclaration s'appliquait à tous les hommes, sans acception de couleur : ainsi, l'esclavage des nègres semblait condamné. Mais les colons des Antilles protestèrent dans leurs assemblées locales et trouvèrent des appuis : Malouet et les Lameth avaient de grands biens aux Iles. A Paris, une société coloniale et le club de l'Hôtel Massiac tinrent tête avec succès aux « Amis des Noirs ». Les armateurs et les raffineurs, appuyés par les députés du commerce officiellement reconnus par l'Assemblée, vinrent à leur aide. L'esclavage et la traite furent conservés ; les mulâtres libres se virent contester les droits politiques, et, finalement, le 24 septembre 1791, les assemblées coloniales reçurent le droit de régler la condition des noirs et des mulâtres.

Infléchir les principes ou les contredire, tantôt pour combattre l'aristocratie, tantôt pour contenir le peuple, tantôt pour se le concilier, ce n'est point faire œuvre abstraite, mais réaliste. On en trouvera d'autres exemples dans les pages qui vont suivre.

III. — L'ORGANISATION DU GOUVERNEMENT¹.

La Déclaration stipulait que tous les gouvernants devaient tenir *expressément* leur pouvoir de la nation et que tous étaient responsables par devers elle. Cependant la Constituante conserva le monarque héréditaire, irresponsable et inviolable. C'est que personne n'imaginait qu'un grand pays pût se passer de roi ; beaucoup de Français, en 1789, se disaient volontiers républicains, mais ils voulaient dire que le roi lui-même devait se soumettre à la loi et se dévouer à la chose publique. Louis XVI reçut une liste civile de vingt-cinq millions, l'initiative diplomatique, la nomination des six ministres, des chefs militaires et des ambassadeurs. Au mépris de la séparation des pouvoirs, on lui accorda même un veto suspensif sur les décisions de l'Assemblée législative, pour deux législatures, soit quatre ans.

La Constitution conférait ainsi au roi une grande autorité ; mais, en fait, Louis XVI ne l'exerça point. Car, pour donner un

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir les ouvrages d'A. Aulard et d'A. Tecklenburg, cités p. 48.

ordre, il lui fallait le contreseing d'un ministre qui, lui, pouvait être mis en accusation par l'Assemblée, lui rendait compte à sa sortie de charge et n'était autorisé à quitter Paris sans avoir obtenu quitus. Or, sur l'Assemblée, le roi n'avait aucune prise : elle était permanente, inviolable et indissoluble ; elle avait l'initiative des lois et le veto même ne pouvait être opposé aux lois constitutionnelles et fiscales, aux décrets d'accusation, ni aux proclamations qu'elle pouvait adresser à la nation. L'Assemblée était donc maîtresse de l'État. Et cette Assemblée, c'était la bourgeoisie : il y avait, à la vérité, quatre millions et quart de citoyens actifs dans les Assemblées primaires, mais ils ne désignaient que cinquante mille électeurs environ et le choix des députés avait lieu au chef-lieu de département ; combinée avec le cens, l'élection à deux degrés assurait un recrutement conservateur. Cette monarchie constitutionnelle était une république bourgeoise.

Mais elle n'avait pas de véritable gouvernement, car les ministres ne pouvaient rien sans la confiance de l'Assemblée et ils ne l'obtinrent point, ceux que le roi nommait étant suspects comme lui. D'ailleurs, l'organisation administrative ne leur laissait aucun moyen d'agir ni même de se faire obéir.

IV. — L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE¹.

La Constituante, en effet, a complètement décentralisé l'administration : elle a répondu ainsi au vœu profond du pays. Courbés depuis si longtemps sous l'autorité des intendants, les provinces et les communautés paroissiales étaient unanimes à en réclamer la suppression. Cette hostilité à l'égard du pouvoir central, qui avait pris, dans les Cahiers, la forme d'un particularisme souvent étroit, ne s'évanouit nullement, comme on l'a cru, dans la nuit du 4 août. Si les Français abandonnèrent volontiers leurs privilèges locaux et adhérèrent de tout cœur à l'unité nationale, c'est qu'ils se jugèrent libres désormais de s'administrer

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur les nouvelles circonscriptions administratives on consultera E. Lebègue, *Thouret*, cité p. 17 et les monographies départementales dont on possède un certain nombre, par exemple D. Jouany, *La formation du département du Morbihan* (Vannes, 1920, in-8°) ; J. E. Geroock, *La formation des départements du Rhin en 1789*, dans la *Revue d'Alsace*, t. LXXII (1925), p. 193-212. — Sur la réorganisation judiciaire, Ed. Seligman, *La justice en France pendant la Révolution*, t. I (Paris, 1910, in-8°). Il existe quelques études relatives à la composition et à l'activité des tribunaux : M. Ferret, *Les tribunaux de famille dans le district de Montpellier, 1790-an IV* (Montpellier, 1926, gr. in-8°) ; A. Grivel, *La justice civile dans le district de Montpellier, en 1790-1791* (Montpellier, 1928, gr. in-8°).

eux-mêmes et de déterminer quels sacrifices ils consentiraient à l'État. Ils se débarrassèrent spontanément des intendants et s'organisèrent en communes autonomes.

Le décret du 14 décembre 1789 attribua donc aux municipalités des pouvoirs très étendus : l'assiette et la perception de l'impôt, le maintien de l'ordre, avec le droit de requérir l'armée et la garde nationale et de proclamer la loi martiale, enfin la juridiction de simple police. On ne pouvait cependant, les Cahiers l'avaient admis, se passer d'intermédiaires administratifs entre elles et le pouvoir central. La France fut divisée en 83 départements, ceux-ci en districts et ces derniers en cantons. En créant les généralités, la monarchie avait déjà entrepris de briser les cadres traditionnels de la vie provinciale : l'organisation nouvelle acheva son œuvre. Mais le but immédiat de la réforme fut moins ambitieux : les Français désiraient simplement des unités administratives clairement délimitées, groupant les villages autour de chefs-lieux aisément accessibles et pourvus déjà d'un marché. Les députés de chaque région s'entendirent pour en dresser la carte : il n'y a rien de plus réaliste et de plus terre à terre que leurs discussions.

Le décret du 22 décembre 1789 donna au département et au district un conseil général, un directoire ou corps exécutif et un procureur-syndic qui fut, en fait, le secrétaire des services administratifs : tous étaient élus par les mêmes électeurs qui choisissaient les députés ; aussi ces corps appartinrent-ils à la haute bourgeoisie et les Départements encore plus que les Districts. Les municipalités, au contraire, furent plus démocratiques que l'Assemblée nationale. Le maire et les officiers municipaux, les notables qui formaient avec eux le Conseil général de la commune, le procureur étaient pris parmi les éligibles à dix journées et, dans les campagnes, on nomma souvent, malgré la loi, de simples citoyens actifs. Cependant, en pleine effervescence révolutionnaire, le pauvre fut stupéfait de se voir exclu de l'assemblée primaire ; au moins, dans l'ancien régime, on réunissait parfois l'assemblée des habitants et il y venait. Malgré tout, la commune, pendant la révolution, eut une vie très active et c'est un des traits les plus originaux du temps.

Toutes les administrations furent adaptées à la nouvelle division territoriale. Elle fournit notamment aux tribunaux des ressorts appropriés : les Français d'alors, très processifs, voulaient avoir des juges à portée de la main. Au civil, le canton eut son juge de paix, le district son tribunal dont on appelait à un

tribunal voisin ; au criminel, la municipalité jugeait les contraventions, le juge de paix les délits, un tribunal départemental les crimes. Il y avait deux tribunaux nationaux : le tribunal de cassation et, pour les affaires politiques, la haute cour. Les tribunaux de commerce furent conservés, mais le contentieux administratif fut attribué aux directoires. La vénalité avait été supprimée et les justiciables n'auraient pas supporté que le roi remplît les nouveaux tribunaux de juges d'ancien régime. Les juges furent donc élus comme les administrateurs, sous certaines conditions de capacité. La nation eût voulu qu'on l'associât plus directement à la justice, pour la rendre en équité, d'une manière expéditive et économique. La Constituante ne lui accorda le jury que pour la mise en accusation et pour le jugement des criminels ; au civil, elle n'admit que l'arbitrage facultatif. C'est sous sa forme la plus dangereuse, en matière politique, que la lutte contre les ennemis de la Révolution allait bientôt faire prévaloir cette idée d'une justice populaire et sommaire.

Sur l'organisation administrative, le pouvoir central n'avait presque aucune prise ; le roi avait seulement le droit de suspendre les autorités locales ; encore l'Assemblée pouvait-elle les rétablir ; il était bon que le juge fût indépendant, mais le ministère public, partagé entre l'officier de gendarmerie, le directeur du jury d'accusation, l'accusateur public, élu par les électeurs du département, et le commissaire du roi, était fâcheusement affaibli. Pas plus que le roi, l'Assemblée n'avait le moyen de contraindre efficacement les Français à payer les impôts ou à respecter la loi. Il arriva même que les corps électifs se trouvant contre-révolutionnaires, on les vit invoquer le principe de la résistance à l'oppression contre l'Assemblée même. Si donc la crise politique s'aggravait, la décentralisation administrative mettrait en péril l'existence de la nation : au fond, l'état d'esprit qui l'a provoquée et qu'elle a encouragé tendait au fédéralisme.

V. — LES FINANCES¹.

La décentralisation administrative, qui favorisa les troubles, fut aussi désastreuse pour les finances. Le peuple en armes

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Les ouvrages de R. Stourm, *Les finances de l'ancien régime et de la Révolution* (Paris, 1885, 2 vol. in-8°), et de Ch. Gomel, *Histoire financière de l'Assemblée constituante* (Paris, 1896-1897, 2 vol. in-8°), sont aujourd'hui remplacés

s'était refusé à acquitter les impôts indirects et ne se pressait pas de payer les autres. Les aristocrates l'encourageaient et les municipalités ne se souciaient pas de le contraindre. On a reproché à la Constituante d'avoir consacré l'abolition des taxes indirectes qui, seules, auraient pu fournir des ressources immédiates, et d'avoir entrepris la refonte des contributions directes. Mais il aurait été beaucoup plus difficile encore de faire payer les aides et la gabelle que les droits féodaux et la refonte des impôts directs comptait parmi les demandes les plus instantes des Cahiers.

L'impôt foncier demeura le plus important, puisque la terre était la principale richesse : il devait rapporter 240 millions ; mais on y ajouta une contribution personnelle et mobilière de 60 millions et une taxe sur les revenus commerciaux et industriels, la patente, qui était de quotité. En principe, ces impôts étaient réels et assis d'après des signes extérieurs. Mais la taxation d'office ne disparut pas complètement dans l'assiette de la contribution mobilière. Cette réforme suscita des récriminations innombrables. On avait réclamé un cadastre ; en attendant, la Constituante ordonna d'établir des matrices d'après la déclaration des propriétaires ; mais les municipalités rurales n'avaient ni le désir de faire vite, ni le moyen de faire bien. Provisoirement, on répartit d'ailleurs l'impôt entre les communautés d'après le montant des anciennes impositions. Le mécontentement, souvent très vif, accrut les lenteurs. La contribution patriotique volontaire, imaginée par Necker, compliqua encore le travail, sans donner de résultats efficaces.

Le Trésor demeura donc vide. D'autre part, le budget, augmenté de l'entretien du culte et des pensions ecclésiastiques, se trouvait porté à plus de 600 millions et la dette flottante, gonflée du prix des offices supprimés, atteignit près de deux milliards en 1790. Née, en partie du moins, d'une crise financière, la Révolution l'avait aggravée. L'argent se cachait ou émigrail et Necker tenta en vain deux emprunts. Il vécut au jour le jour, grâce aux prêts de la Caisse d'escompte. En novembre 1789, elle

par M. Marion, *Histoire financière de la France depuis 1715*, t. II (Paris, 1919, in-8°). Jusqu'à présent, l'histoire financière n'a pas été l'objet de beaucoup de recherches locales. Pour la contribution patriotique, on peut recourir aux livres de R. Brouillard, *Les impositions extraordinaires sur le revenu pendant la Révolution* (Bordeaux, 1910, in-8°) ; A. Boidin, *La contribution patriotique en Lorraine* (Nancy, 1910, in-8°), et P. Hugues, *Histoire de la contribution patriotique dans le Bas-Languedoc* (Paris, 1919, n-8°). Pour les impositions ordinaires, on ne peut citer que M. Minoret, *La contribution personnelle et mobilière* (Paris, 1900, in-8°).

se déclara épuisée, ayant 114 millions de billets en circulation, dont 89 avaient été avancés à l'État. Ce fut cette crise de trésorerie qui imposa à la Constituante deux de ses mesures essentielles : la vente des biens du clergé et la création des assignats.

Necker proposa de transformer la Caisse d'escompte en banque nationale et d'accroître son capital. Mais où trouver les souscripteurs ? Ce capital, les biens du clergé pouvaient le fournir. Le 2 novembre, ils furent « mis à la disposition de la nation », et, le 14 décembre, on décida d'en mobiliser pour 400 millions sous forme d'assignats ou reconnaissances de dettes, portant intérêt à 4 pour 100. Si la Caisse avait pu les placer, elle eût été remboursée et elle aurait pu faire de nouvelles avances. Mais elle n'y réussit pas. Le clergé gardait l'administration de ses biens ; la réforme ecclésiastique n'était même pas commencée : on ne savait quelles terres seraient offertes aux créanciers de l'État. La Constituante fut ainsi amenée à supprimer les monastères (13 février 1790), à ôter au clergé l'administration de ses biens (17 mars), à créer le budget des cultes (17 avril), à mettre les biens ecclésiastiques en vente et à décréter les modalités de l'opération (14 mai). Les biens étant devenus disponibles, on imposa aux créanciers de l'État le remboursement en assignats.

Mais il était évident que beaucoup d'entre eux avaient besoin d'argent liquide et il en fallait aussi à la Constituante pour les besoins courants du Trésor. Aussi, le 27 août, le débat reprit et fut décisif : l'assignat devint un billet de banque et on porta l'émission à 1.200 millions. Dupont de Nemours, Talleyrand, Lavoisier, Condorcet prédirent l'inflation et ses misères. Leurs craintes ne se justifèrent que trop, mais la Révolution n'avait aucun autre moyen de gagner du temps et il lui en fallait pour s'affermir comme, bientôt, il lui en faudra pour vaincre. D'ailleurs, à la nécessité financière l'intérêt politique s'ajouta. Les premiers assignats auraient livré les biens du clergé aux seuls créanciers de l'État, c'est-à-dire aux financiers, aux fournisseurs et aux aristocrates dont on avait supprimé les offices. L'assignat-monnaie permettait à tout le monde d'en acquérir ; on acheta même pour s'en débarrasser et sa dépréciation favorisa les acquisitions des moins fortunés en même temps que celles des spéculateurs. On pourrait dire que l'opération devait réussir d'autant mieux à cet égard qu'elle échouerait plus complètement au point de vue financier.

Ce fut ce qui arriva. La Constituante n'éteignit pas la dette

et la dépréciation du papier fut immédiate, non point pour des raisons économiques, mais parce que la confiance manquait : on se disait que la contre-révolution ne reconnaîtrait pas l'assignat et les aristocrates le répétaient à tout venant. Dès 1791, il y eut donc deux prix, l'un en espèces, l'autre en assignats. La Constituante consacra la dépréciation en autorisant le trafic des espèces (17 mai) ; l'État lui-même en acheta pour payer les troupes. L'Assemblée répugnait à créer de petites coupures parce qu'elles devaient permettre de payer les ouvriers en papier, ce qui revenait, en fait, à diminuer les salaires : dès 1791, il fallut s'y résigner. En même temps le change, déjà défavorable, se mit à baisser ; au début de 1790, 100 livres sur Londres se traitaient à 89 ; dès mai 1791, elles ne valaient plus que 72 à 75 livres. L'argent disparut ; la hausse des denrées se manifesta : elle n'allait pas tarder à produire les mêmes effets que la disette et à remettre en mouvement les masses populaires provisoirement assoupies.

VI. — LA RÉFORME AGRAIRE ET L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE¹.

Les conséquences désastreuses de l'inflation parurent d'autant moins tolérables que les réformes économiques de la

1. **OUVRAGES A CONSULTER.** — On aura intérêt à se reporter aux recueils de textes législatifs et administratifs, et aux recueils de documents publiés par la Commission pour la recherche et la publication des documents relatifs à l'histoire économique de la Révolution, instituée en 1904, à l'instigation de J. Jaurès. Ces publications contiennent des introductions très précieuses pour l'histoire administrative ou qui, même, sont des études historiques proprement dites. On citera, entre autres, F. Gerbaux et Ch. Schmidt, *Procès-verbaux des Comités d'agriculture et de commerce de la Constituante, de la Législative et de la Convention* (Paris, 1906-1910, 4 vol. in-8°) ; Ph. Sagnac et P. Caron, *Les Comités des droits féodaux et de législation et l'abolition du régime seigneurial (1789-1793)* (Paris, 1907, in-8°) ; G. Bourgin, *Le partage des biens communaux* (Paris, 1908, in-8°) ; C. Bloch et A. Tuetey, *Procès-verbaux du Comité de mendicité de la Constituante* (Paris, 1911, in-8°).

Pour l'abolition des droits féodaux, outre le recueil de Ph. Sagnac et P. Caron, cité plus haut, on consultera Ph. Sagnac, *La Législation civile de la Révolution*, cité p. 33 ; A. Aulard, *La Révolution et la féodalité* (Paris, 1914, in-8°) ; A. Ferradou, *Le rachat des droits féodaux dans la Gironde 1790-1793* (Paris, 1928, in-8°). Pour la division du sol, on trouvera une bibliographie et un exposé sur l'état de la question dans deux articles de G. Lefebvre, *Les recherches relatives à la répartition de la propriété et de l'exploitation foncières, à la fin de l'ancien régime*, et *Les Études relatives à la vente des biens nationaux dans la Revue d'histoire moderne*, 1928, p. 103-130 et 188-219 ; voir aussi, du même auteur, *La place de la Révolution dans l'histoire agraire de la France*, dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, t. I (1929), p. 506-523. Pour tout ce qui concerne la situation des paysans et de l'agriculture, G. Lefebvre, *Les paysans du Nord pendant la Révolution française* (Lille, 1924, 2 vol. in-8°).

Sur les subsistances, C. Porée, *Les subsistances dans l'Yonne et particulièrement dans le*

Constituante, comme ses réformes fiscales, avaient déçu la majorité des Français. C'étaient les seules capables d'améliorer leur sort, donc les plus importantes.

La Constituante avait supprimé sans scrupule la dîme, impôt sur les fruits de la terre et d'ailleurs propriété corporative, mais à sacrifier les droits féodaux sans exception, elle craignit d'atteindre la propriété individuelle. Suivant Merlin de Douai, elle distingua, par le décret du 15 mars 1790, entre les droits qu'elle présuma usurpés sur l'État ou créés par la violence — justice, chasse et pêche, garenne et colombier, banalités, péages, plantis, corvées personnelles et servitude — et les redevances foncières ou réelles — champart, cens, droits de mutation ou casuels — qu'elle supposa représenter la concession perpétuelle d'une terre par le seigneur au paysan : les premiers furent abolis sans indemnité ainsi que les triages de communaux opérés depuis trente ans, les autres furent déclarés rachetables. Cette classification était contestable juridiquement et historiquement et les paysans demandèrent, tout d'une voix, que le seigneur présentât le contrat primordial qui, dans la plupart des cas, n'avait jamais existé ou n'existait plus. En outre, les redevances conservées étaient les plus lourdes ; le tenancier devait racheter simultanément les redevances et les droits casuels ; enfin la communauté paysanne ne pouvait intervenir, au contraire de ce qui avait

district d'Auxerre pendant la Révolution (Auxerre, 1903, in-8°) ; G. Lefebvre, introduction au tome I (CXXIV p.) des *Documents relatifs à l'histoire des subsistances dans le district de Bergues* (1789-an V), publiés par la Commission d'histoire économique (Lille, 1913-1921, 2 vol. in-8°) ; G. Martin, *La politique nantaise des subsistances sous la Constituante et la Législative* (Paris, 1924, in-8°, 113 p.) ; O. Karmin, *La question du sel pendant la Révolution* (Paris, 1912, in-8°).

Sur l'industrie, E. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France depuis 1789 jusqu'à nos jours* (Paris, 1862, 2 vol. in-8° ; 2^e édition, 1903) ; G. et H. Bourgin, *L'industrie sidérurgique en France au début de la Révolution* (Paris, 1920, in-8° ; publication de la Commission d'histoire économique de la Révolution) ; Ch. Ballot, *L'introduction du machinisme dans l'industrie française* (Lille, 1923, in-8° ; publication du Comité des travaux historiques et scientifiques ; notices, inventaires et documents, t. IX) ; P. Reynoard, *Les ouvriers des manufactures nationales sous la Révolution* (Paris, 1917, in-8°).

Sur le commerce, E. Levasseur, *Histoire du commerce en France*, t. II (Paris, 1912, in-8°) ; M. Treille, *Le commerce de Nantes et la Révolution* (Nantes, 1908, in-8°) ; Fr. L. Nussbaum, *Commercial policy in the french Revolution ; a study of the career of G. J. A. Ducher* (Washington, 1923, in-8°) ; J. B. Manger, *Recherches sur les relations économiques de la France et de la Hollande pendant la Révolution française* (Paris, 1923, in-8°) ; P. Masson, *Marseille depuis 1789 dans les Annales de la Faculté des Lettres d'Aix*, t. X (1916), p. 1-211.

Sur l'assistance publique, C. Bloch, *L'assistance et l'État en France à la veille de la Révolution* (Paris, 1908, in-8°) ; L. Lallemand, *La Révolution et les pauvres* (Paris, 1898, in-8°) ; E. Chaudron, *L'assistance publique à Troyes à la fin de l'ancien régime et pendant la Révolution* (Paris, 1923, in-8°).

été prescrit en Savoie, en 1771. On pouvait se demander si l'Assemblée, en réalité, n'avait pas voulu rendre le rachat impossible. L'abolition du régime seigneurial est restée la partie la plus populaire de l'œuvre révolutionnaire, mais il y a fallu la main de la Législative et de la Convention.

La suppression de la dîme et de la plupart des redevances ne devait profiter qu'au propriétaire. Pour le paysan qui n'avait pas de terre, la réforme agraire était d'un profit bien mince. Aussi la vente des biens nationaux, cédés francs de charges, en est-elle inséparable : d'elle, vint, pour une bonne part, son efficacité. Mais la sécularisation avait un intérêt plus direct : la grande majorité des paysans n'avaient pas de terre ou n'en avaient pas assez pour vivre indépendants. Si on cédait les biens du clergé aux communautés qui les répartiraient à leur gré, ou si on les divisait en petits lots, soit pour les distribuer en arrentement perpétuel, soit pour les vendre à la maison commune du village, le journalier lui-même pouvait espérer obtenir le lopin où il bâtirait sa maison.

Ce beau rêve était incompatible avec les besoins financiers et les intérêts des créanciers de l'État, et la loi du 14 mai 1790 le fit s'évanouir. Les baux furent maintenus et les exploitations vendues en bloc ; l'aliénation se fit par devant le directoire du district. La Constituante néanmoins souhaitait vivement qu'un certain nombre de paysans devinssent propriétaires, pour les attacher à la révolution et à l'ordre bourgeois : elle autorisa le paiement en douze annuités et permit que les divers lots d'une exploitation fussent adjugés séparément, si le produit dépassait une adjudication globale. Mais cette dernière éventualité ne pouvait guère se réaliser que si les paysans s'associaient. Heureusement pour eux, beaucoup de terres, surtout les biens de cure, étaient louées par parcelles, et des spéculateurs leur rendirent aussi le service de morceler pour revendre. Enfin, dans certaines régions, les paysans se coalisèrent pour acheter les terres du village ; ils circonvinrent les experts pour obtenir des estimations très basses et écartèrent les enchérisseurs par la violence. La révolte agraire finit aussi par atteindre son but ultime : de 1791 à 1793, les paysans du Cambrésis acquirent dix fois plus de terre que la bourgeoisie ; ce fut une véritable révolution agraire qui créa une démocratie paysanne. Il en fut de même dans le Laonnais et, sans doute, dans toute la plaine picarde. La part des paysans fut très importante aussi dans le Sénonais, dans une partie de la Flandre, dans le district

de Saint-Gaudens. L'opinion courante qui attribue à la bourgeoisie la part dominante est hors de conteste, si l'on envisage la vente des biens nationaux dans son ensemble, car, sous le Directoire, la législation et les circonstances devinrent très défavorables aux paysans. Pour la période antérieure à la guerre, elle est fondée sans doute, si l'on observe que la bourgeoisie mit la main sur toutes les propriétés urbaines, mais non pas pleinement démontrée en ce qui concerne les biens ruraux, tant les recherches précises sont encore rares. En tout cas, il est certain que nombre de paysans tirèrent de la vente des biens nationaux un appréciable profit ; si les grands fermiers et les cultivateurs qui étaient déjà propriétaires furent les plus avantagés, le nombre des petits propriétaires s'accrut incontestablement et aussi, on l'oublie trop, celui des fermiers, grâce à la division de grandes exploitations. Mais, après tout, que la plus forte part des terres vendues par la nation soit échue à la bourgeoisie ou à des paysans, c'est une question secondaire. Le fait essentiel est que la majorité des paysans et surtout les journaliers furent écartés de l'opération dans la plupart des régions. C'est le coup le plus dur que la Constituante ait porté à l'enthousiasme révolutionnaire dans les campagnes.

A la foule des ménagers et des journaliers qui n'avaient pu accéder à la propriété, la Constituante n'accorda rien du tout. La propriété foncière fut définitivement consacrée dans sa plénitude et l'évolution juridique, qui tendait à la délivrer de toute servitude et qui, malgré les hésitations du pouvoir royal, s'était accélérée au XVIII^e siècle, s'acheva brusquement : plus de distinction entre fiefs et censives ; droit de clore et de cultiver à son gré ; liberté absolue du commerce des denrées et notamment des grains, l'exportation demeurant réservée. Les droits d'usage étaient de nouveau condamnés, au moins en principe, et tout espoir s'évanouit d'obtenir la division obligatoire des grandes fermes, la réforme du métayage, la taxation des fermages et des denrées : la Constituante demeura insensible à toutes les pétitions.

La législation de l'industrie et du commerce se transforma de même, dans le sens de l'économie libérale, autant que le désirait la bourgeoisie. Le marché intérieur fut unifié par la suppression des douanes intérieures et des péages ; les corporations furent abolies, le 16 février 1791 ; l'emploi des capitaux et l'esprit d'initiative reçurent libre carrière. Mais le tarif douanier de 1791 continua de protéger la production nationale, et la légis-

lation qui interdisait les compagnonnages et la grève fut confirmée, le 14 juin. La Constituante refusa ainsi aux ouvriers le moyen d'accroître leurs salaires en même temps qu'elle repoussait toute taxation des denrées. En ouvrant des ateliers de charité, elle leur avait, en 1789, procuré du travail, mais, pas plus que l'Ancien régime, elle n'entendait leur reconnaître un droit à cet égard et, en mai 1791, elle ordonna la fermeture de ces ateliers. Elle admit seulement un droit à l'assistance en faveur des invalides. Malheureusement, elle s'en tint au principe : loin de se développer, l'assistance fut gravement atteinte par la disparition des aumônes du clergé et, sous la Convention, par la sécularisation des biens des hôpitaux, en attendant que l'inflation la réduisît à rien. Enfin, elle promit au peuple un enseignement national. Mais le rapport de Talleyrand demeura lettre morte. Les masses ouvrières des villes et des campagnes ne retiraient donc aucun profit substantiel de la Révolution : les démocrates surent exploiter leur mécontentement, mais aussi les aristocrates et surtout les prêtres réfractaires.

VII. — LA RÉFORME DU CLERGÉ¹.

Le conflit religieux, si favorable à la contre-révolution, les Constituants ne l'avaient ni voulu ni prévu. Élevés par les prêtres, nourris de l'antiquité, l'idée de laïcité leur était incon-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — L'histoire religieuse de la Révolution a été et demeure l'objet de publications abondantes. Les histoires générales elles-mêmes sont nombreuses. Parmi celles qui sont écrites du point de vue catholique, on citera L. Sciout, *L'Église et la constitution civile du clergé* (Paris, 1873-1881, 4 vol. in-8°) ; abbé A. Sicard, *L'ancien clergé de France* ; t. I : *Les évêques avant la Révolution* (Paris, 1893, in-8° ; 5^e éd. refondue, 1912) ; t. II : *Les évêques pendant la Révolution* (1894) ; t. III : *De l'exil au Concordat* (1903) ; du même ; *Le clergé de France pendant la Révolution*, t. I : *L'effondrement* (Paris, 1912, in-8°) ; t. II : *La lutte religieuse* (1927) : P. de la Gorce, *Histoire religieuse de la Révolution* (Paris, 1909-1923, 5 vol. in-8°) ; abbé F. Mourret, *Histoire générale de l'Église*, t. VII (Paris 1913, in-8°) ; chanoine J. Gendry, *Pie VI, sa vie, son pontificat* (Paris, 1906, 2 vol. in-8°). D'un point de vue différent : A. Debidour, *Histoire des rapports de l'Église et de l'État de 1789 à 1870* (Paris, 1898, in-8°) ; A. Gazier, *Études sur l'histoire religieuse de la Révolution* (Paris, 1887, in-12) ; A. Mathiez, *Rome et la Constituante* (Paris, 1910, in-8°), très important ; du même, *Contributions à l'histoire religieuse de la Révolution* (Paris, 1906, in-8°) ; du même, *La Révolution et l'Église* (Paris, 1910, in-8°) ; A. Aulard, *Le christianisme et la Révolution* (Paris, 1924, in-16, de la collection « Christianisme »).

Parmi les biographies et les monographies locales, outre le précieux recueil du chanoine P. Pisani, *Répertoire biographique de l'épiscopat constitutionnel* (Paris, 1907, in-8°), on se bornera à citer : J. Robinet, *Le mouvement religieux à Paris pendant la Révolution* (Paris, 1896-1898, 2 vol. in-8° ; Collection de la ville de Paris) ; chanoine P. Pisani, *L'Église de Paris pendant la Révolution* (Paris, 1908-1909, 2 vol. in-8° ; important) ; abbé E. Lavaquery, *Le cardinal de Boisgelin* (Paris,

nue ; loin de penser à séparer l'Église de l'État, ils rêvaient de les unir plus étroitement, car, les philosophes en étaient convenus, la cité ne pouvait vivre sans religion et, en France, cette religion ne pouvait être que le catholicisme. Les philosophes, il est vrai, eussent préféré une religion civile et l'idéalisme révolutionnaire tendait à se créer un culte, avec son autel de la patrie, ses fêtes, ses symboles. Mais le peuple l'associait spontanément au culte catholique et les curés patriotes justifiaient par l'Évangile les droits de l'homme et du citoyen. Les Constituants sentaient bien qu'il leur fallait dans chaque commune un médiateur qui expliquât leurs décrets à la masse inculte et lui ordonnât d'obéir à la loi. Aucun n'y pouvait mieux réussir que le curé. Au surplus, beaucoup de Constituants étaient croyants et même pratiquants. Le catholicisme conserva le privilège du culte public ; seul, il fut entretenu par la nation ; l'Église garda l'état civil et, pour le moment tout au moins, l'assistance et l'enseignement.

Cependant l'Église était dans l'État et non l'État dans l'Église. Les juristes de la royauté avaient toujours enseigné que, le dogme réservé, l'État avait toute autorité pour réformer l'organisation et la discipline de l'Église : Joseph II en avait usé et, en France, la monarchie avait porté, au XVIII^e siècle, des coups très rudes aux ordres religieux. Que l'Église gallicane dût être réformée, le clergé en demeurait d'accord. Plus son rôle devait être considérable dans l'État nouveau, moins il convenait de laisser au roi le choix des évêques ; et, du moment que l'État se chargeait de les entretenir après avoir vendu leurs biens, il lui fallait nécessairement réduire le nombre des clercs pour y trouver son profit. Dès le 12 août 1789, la Constituante avait nommé un comité ecclésiastique.

Il était certain que le Concordat ne survivrait pas ; déjà les décrets des 5-11 août 1789 avaient supprimé les annates, les dispenses en cour de Rome et la pluralité des bénéfices. Mais personne ne s'inquiétait d'un conflit avec la papauté. Pie VI

[1920], 2 vol. in-8°) ; abbé M. Giraud, *Essai sur l'histoire religieuse de la Sarthe de 1789 à l'an IV* (La Flèche, 1920, in-8°) ; abbé E. Sevestre, *L'acceptation de la Constitution civile du clergé en Normandie* (Laval, 1922, in-8°) ; *Liste critique des ecclésiastiques fonctionnaires publics insermentés et assermentés en Normandie* (Laval, 1922, in-8°) ; R. Reuss, *La Constitution civile et la crise religieuse en Alsace* (Strasbourg, 1923, 2 vol. in-8°) ; « Publications de la Faculté des Lettres de Strasbourg », série in-8°, fasc. 7 et 8) ; abbé E. Sol, *Le clergé du Lot et le serment exigé des fonctionnaires publics ecclésiastiques* (Paris, 1926, in-8°) ; abbé G. Charrier, *Histoire religieuse du département de la Nièvre pendant la Révolution* (Paris, 1926, 2 vol. in-8°).

n'avait guère de prestige : il n'avait pas rompu avec Joseph II, pas même avec la schismatique Catherine II quand elle avait, sans le consulter, bouleversé l'organisation des diocèses polonais. Le clergé français était, en grande partie, hostile au Concordat et le gallicanisme, qui n'était point encore contraire au dogme, demeurait très fort.

La Constituante s'attaqua d'abord au clergé régulier, mal vu depuis longtemps par les hommes d'État et les économistes, en décadence certaine et dont les biens étaient très considérables. On le supprima : ceux des religieux qui le voulurent reprirent la vie laïque avec une pension ; les autres furent rassemblés dans quelques monastères provisoirement conservés ; de même, les ordres enseignants et charitables furent maintenus pour le moment ; leur recrutement n'en fut pas moins tari par l'interdiction de prononcer des vœux.

La réforme des séculiers fut discutée dans le plus grand calme à partir du 29 mai 1790 : elle aboutit, le 12 juillet, au vote de la fameuse Constitution civile du clergé. Les circonscriptions administratives devinrent le cadre de la nouvelle organisation ecclésiastique. L'évêque et le curé seraient élus comme les autres fonctionnaires ; on ressuscitait dans l'Église le pouvoir délibérant : des synodes provinciaux étaient prévus et, à la place du chapitre supprimé, l'évêque se choisirait un conseil dont les décisions l'obligeraient. Le pape ne pourrait plus tirer aucun argent de la France ; la *primauté* lui était reconnue, non la *juridiction* ; l'évêque élu se mettrait en communion avec lui, sans pouvoir lui demander confirmation ; il serait sacré par le métropolitain et lui-même confirmerait ses curés. Mais, entre le gallicanisme des juristes et celui du clergé français, il y avait une grande différence : si l'Église nationale défendait son autonomie contre la Curie romaine, ce n'était pas pour la sacrifier à l'État, et la première lui demeurerait un suprême recours contre les empiétements du second. Les évêques-députés s'abstinrent au vote, sans se montrer hostiles ; beaucoup d'autres se montraient également conciliants. Toutefois l'archevêque d'Aix, Boisgelin, déclara formellement que ces réformes devaient recevoir la consécration canonique : autrement dit, l'Église ne refusait pas de se mettre en harmonie avec l'État, mais elle contestait sa prééminence. Restait à savoir qui représentait l'Église : le concile national ou le pape ? Ce fut ici le point décisif. Les évêques n'auraient pas demandé mieux que de se réunir ; les Constituants ne le permirent pas, craignant

que les évêques contre-révolutionnaires ne fissent du concile une machine de guerre. « En ce cas, déclara Boisgelin, le pape seul peut légitimer, *baptiser* la Constitution civile. » La Constituante ne voulut pas davantage le lui demander. Pourtant elle admit tacitement que le roi et les évêques le fissent. Ainsi, dès le début, la Constituante et le clergé français s'abandonnèrent entre les mains du pape : il dépendait de lui de les mettre aux prises. Le décret étant constitutionnel, il était entendu que le roi ne pouvait user du veto : on le sollicitait d' « accepter », non de « sanctionner ». Sur le conseil de Boisgelin et de Champion de Cicé, archevêque de Bordeaux et ministre de l'Intérieur, le roi céda, le 22 juillet. Le 1^{er} août, le cardinal de Bernis, ambassadeur à Rome, reçut l'ordre d'obtenir l'accession de Pie VI.

Déjà celui-ci avait manifesté son hostilité. A la demande du roi, il n'avait pas protesté, l'année précédente, contre la suppression des annates, mais cette fois, il s'agissait de son autorité. De plus, Avignon avait répudié sa souveraineté et demandé, le 11 juin, son annexion à la France. Pie VI était aussi jaloux de son pouvoir temporel que de ses prérogatives spirituelles ; la Déclaration des droits de l'homme lui paraissait monstrueuse : il l'avait condamnée secrètement le 29 mars. Le 10 juillet, deux autres brefs, déclarèrent inacceptable la Constitution civile. Quand ils arrivèrent à Paris, il était trop tard : le roi avait déjà notifié son acceptation ; les évêques qui le conseillaient, engagés comme lui, ne perdirent pas tout espoir : ils tinrent les brefs secrets et le pape, d'ailleurs, ne les divulgua pas. La Constituante et le ministre des Affaires étrangères, Montmorin, savaient qu'il tenait à Avignon et comptait sur la France pour rétablir son autorité : c'est pourquoi on croyait qu'il finirait par céder. Mais il attendait des propositions précises, et comment les lui faire ? Bien que la Constituante eût ajourné l'affaire d'Avignon, il ne pouvait pas être question d'y soutenir la contre-révolution. D'autre part, Bernis encourageait plutôt le pape à la résistance.

L'affaire traînant, la Constituante réclama la promulgation ; des évêques et des curés moururent : on élut leurs remplaçants. Des protestations s'élevèrent. Le silence du pape ébranla les conciliants. Pourtant, quand, le 30 octobre, les évêques-députés publièrent une déclaration de principes, ils ne condamnèrent pas la Constitution civile et se bornèrent à demander qu'avant de la mettre en vigueur, on attendît l'approbation pontificale. Cependant, comme le clergé détenait l'état civil, on ne pouvait

laisser les cures vacantes. La Constituante, harcelée par plusieurs administrations, finit par sauter le pas

Le 27 novembre, elle exigea de tous les prêtres fonctionnaires publics le serment à la Constitution du royaume et, par conséquent, à la Constitution civile qui s'y trouvait incorporée : à défaut, ils seraient remplacés et ne pourraient plus administrer les sacrements ; toutefois ils recevraient une pension. On finit par arracher au roi sa sanction, le 26 décembre. Les Constituants furent stupéfaits du résultat : parce qu'il y avait des prélats scandaleux et parce que les prêtres se disputaient les bénéfices, ils n'avaient pas une bien haute idée du clergé, et pensaient qu'il se soumettrait par intérêt ; en fait, sept évêques seulement jurèrent et, quant aux curés, ils se partagèrent à peu près par moitié dans l'ensemble, mais très inégalement suivant les régions : les assermentés ou constitutionnels formèrent une majorité écrasante dans le sud-est ; au contraire, on n'en trouva que quelques-uns dans le nord, l'Alsace et surtout l'ouest. Certains départements, malgré l'appui des anciens moines, ne purent reconstituer leur clergé. Le danger de voir s'interrompre le culte était si redoutable qu'on dut laisser les réfractaires en place.

Cependant Talleyrand, évêque d'Autun, et Gobel, évêque de Lydda, futur évêque de Paris, consentaient à sacrer les évêques élus : l'Église constitutionnelle se constituait. Alors Pie VI rompit le silence et condamna officiellement et les principes de la Révolution et la Constitution civile (11 mars et 13 avril 1791) : le schisme était consommé et fait plus important encore, de portée incalculable, l'Église romaine opposait sa doctrine aux principes de 1789.

VIII. — LA FRANCE EN 1791¹.

Vers ce moment, il devint évident que la politique de La Fayette avait échoué et que l'édifice élevé par la Constituante se lézardait avant d'être achevé.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Pour l'histoire du parti constitutionnel, se reporter au livre de G. Michon, *A. Duport*, cité p. 17. — Sur le mouvement démocratique et républicain, A. Aulard, *Histoire politique de la Révolution* (citée p. 2), chap. iv ; A. Mathiez, *Le club des Cordeliers pendant la crise de Varennes* (Paris, 1910, in-8°, avec un supplément en 1913), très important ; A. Espinas, *La philosophie sociale du XVIII^e siècle et la Révolution française* (Paris, 1898, in-8°) ; A. Lichtenberger, *Le socialisme et la Révolution française* (Paris, 1899, in-8°). — Sur les troubles agraires, H. Sée, *Les troubles*

Le schisme donna une impulsion extraordinaire à l'agitation contre-révolutionnaire. Les réfractaires s'efforcèrent de conserver leurs ouailles et administrèrent les sacrements en secret ; quelques-uns, comme l'évêque de Langres, en vinrent à demander qu'on laïcisât l'état civil — pour l'arracher aux constitutionnels. Il fallut souvent installer ceux-ci par la force et ils furent exposés à des sévices graves. Paysans et ouvriers, jusqu'à unanimes, se divisèrent : beaucoup ne voulurent pas risquer leur salut en renonçant aux « bons prêtres ». Ils ne pensaient pas pour autant à rétablir la dîme et les droits féodaux ; ils n'en furent pas moins entraînés à s'unir aux aristocrates qui les menèrent à l'insurrection. Le pis fut que le roi finit par se compromettre. En février, ses tantes émigrèrent, non sans difficulté. Quand, le 18 avril, Louis XVI voulut partir pour Saint-Cloud, après avoir assisté la veille à la messe d'un réfractaire, la foule l'en empêcha.

Les révolutionnaires, de leur côté, traitèrent les réfractaires en ennemis publics. Dès ce moment, des administrations proposaient de les chasser de leurs paroisses. La foule intervint : à Paris, en avril, les dévotés des réfractaires furent fouettés. Les curés constitutionnels, très jaloux de leur dignité, se montrèrent souvent combatifs et inclinèrent vers les Jacobins : or, plusieurs parmi ces derniers trouvaient la Constitution civile trop timide ; ils auraient désiré le culte en français, le mariage des prêtres ; l'Église constitutionnelle fut ainsi menacée dès sa naissance. Bien plus, on vit naître un parti anticléricale hostile au christianisme lui-même : puisque l'Église refusait de se faire l'auxiliaire de la Révolution, certains revenaient à l'idée d'une religion civile. Enfin la collusion du roi avec les réfractaires et l'excitation populaire favorisèrent les progrès des démocrates et des républicains.

Dès 1789, plusieurs journaux avaient combattu le marc d'argent et quelques députés, dont Robespierre, avaient réclamé le suffrage universel. Toutefois, ce fut hors de l'Assemblée que le parti démocratique se développa, grâce à la création de clubs populaires qui fut l'œuvre de meneurs obscurs et non des députés. Le 2 janvier 1790, Dansart, un pauvre maître de pension,

agaires en Haute Bretagne, 1790 et 1791, dans le *Bulletin d'histoire économique de la Révolution*, publié par la Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution, années 1920-1921 (fascicule paru en 1925), p. 231-370 ; chanoine E. Sol, *La Révolution en Quercy*, t. 1^{er} (Paris, [1929], in-8°), livre I^{er}, ch. vi.

fonda la première « Société fraternelle des deux sexes » et, peu à peu, ces groupes se multiplièrent. En avril 1790, s'ouvrit le club des Cordeliers ; en mars 1791, le club des Indigents. Bien que dirigés par des bourgeois, ils admettaient les passifs et la cotisation y était minime. En mai, ils constituèrent un comité central et, le 15 juin, présentèrent une pétition contre le cens. De son côté, au Palais royal, le « Cercle social » inaugurait des séances publiques où l'abbé Fauchet expliquait le *Contrat social*. Bonneville, dans la *Bouche de fer*, réclamait le gouvernement direct. Marat, dans l'*Ami du peuple*, encourageait le mouvement. Depuis l'automne précédent, certains démocrates s'avouaient républicains : leur chef était Robert et leur journal le *Mercur national*.

D'autre part, au cours des premiers mois de 1791, l'agitation sociale recommença. Dans les campagnes, à vrai dire, elle n'avait jamais cessé complètement. Au début de 1790, la révolte agraire s'était rallumée en Bretagne et dans le Périgord, le Quercy et l'Agenais ; la réunion des assemblées électorales provoqua, au printemps, une violente agitation dans le Nivernais et le Bourbonnais, en faveur de la taxation des denrées et de la réforme du métayage ; la perception de la dîme et du champart, au moment de la moisson, fut le signal de nouveaux troubles ; à la fin de l'année et au commencement de 1791, le Quercy et le Périgord se soulevèrent de nouveau. En même temps, les ouvriers parisiens s'agitèrent. L'activité économique n'était pas gravement atteinte ; la baisse du change surexcitait même l'exportation. Néanmoins les industries de luxe périlclitait, le chômage ne diminuait pas. L'assignat mécontentait l'ouvrier ; on s'ingéniait en vain à créer des billets de confiance et à frapper du billon. Puis, la hausse des denrées commençait. Et surtout la Révolution avait tiré les travailleurs de leur résignation ; au fond de la campagne normande, les mineurs de Littry montraient de l'indépendance : que dire des ouvriers des grandes villes ? A Paris, les typographes s'étaient organisés pour imposer un minimum de salaire ; à la fin de l'hiver, le bâtiment se mit en grève ; les maréchaux bientôt s'en mêlèrent. Les sociétés fraternelles et les journaux démocrates plaidèrent leur cause. Personne, à vrai dire, ne défendit le droit de grève. Les ouvriers eux-mêmes, habitués à l'intervention de l'autorité dans les conflits économiques, tendaient plutôt à réclamer sa médiation. De la sorte, les démocrates avaient prise sur eux : si les ouvriers conquéraient l'égalité

politique, la force de l'État pourrait passer à leur service.

C'était justement ce qui effrayait la bourgeoisie. Mirabeau observait attentivement ces événements. Depuis décembre 1790, il recommandait au roi un vaste plan de propagande et de corruption en vue d'un coup d'État dont le signal serait la fuite du roi en province. Mais il mourut le 2 avril 1791, heureusement pour lui : sa mort prématurée a sauvé sa réputation d'homme d'État, car son plan n'avait aucune chance de succès et il se trompait, comme La Fayette, sur les desseins du roi. Sa place fut immédiatement prise par du Port, Lameth et Barnave. Alarmés par le mouvement démocratique et par l'agitation ouvrière, ils avaient rapidement évolué et leur attitude dans la question de l'esclavage les avait brouillés avec Robespierre. Du Port et Lameth reçurent de la cour les fonds de leur nouveau journal, le *Logographe* et, en mai, ils étaient sur le point de se réconcilier avec La Fayette. Guidés par eux, le parti patriote se rapprocha du côté droit et manifesta une hostilité croissante au parti populaire.

Le directoire du département de Paris ayant reconnu aux réfractaires le droit de dire publiquement la messe dans l'église paroissiale (11 avril), la Constituante étendit cette mesure à toute la France (7 mai). Le culte réfractaire fut ainsi officiellement reconnu, bien qu'on lui déniât toujours, par une contradiction évidente, l'administration des sacrements. En même temps, les passifs étaient exclus pour l'avenir de la garde nationale ; les pétitions collectives étaient interdites, les Cordeliers expulsés de leur local ; le 14 juin était votée la loi Le Chapelier contre les compagnonnages et la grève. La Fayette et les triumvirs en venaient à penser qu'il fallait reviser l'œuvre de la Constituante, aggraver le cens, supprimer les clubs, atteindre les journaux, accroître le pouvoir du roi, créer peut-être une seconde chambre. Ils désiraient avant tout se perpétuer au pouvoir en autorisant la réélection des députés et saisir le ministère en rapportant le décret du 7 novembre. Robespierre, devenu le chef incontesté du parti démocrate, leur porta un coup fatal en faisant rejeter la réélection. Ils n'en persistèrent pas moins dans leur dessein. Brusquement le sol se déroba sous leurs pieds : le roi s'enfuit.

CHAPITRE III

LA RÉVOLUTION ET L'EUROPE

(juillet 1789-juin 1791)¹

Si Louis XVI s'enfuit, ce ne fut pas, comme le lui avait conseillé Mirabeau, pour faire appel au loyalisme de ses sujets, mais dans l'espoir d'obtenir enfin l'appui qu'il implorait des souverains étrangers. Que ceux-ci fussent hostiles à la Révolution, personne n'en doutait. Mais étaient-ils disposés à l'attaquer ? De la réponse qu'on fait à cette question dépend l'importance qu'il convient d'attribuer à l'« événement » de Varennes.

I. — LA PROPAGANDE².

Ce fut surtout par son rayonnement international que la Révolution inquiéta les rois ; ils incriminèrent de bonne heure la propa-

1. **OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER.** — On se reportera aux ouvrages cités p. 29 et particulièrement à ceux de A. Sorel, Ph. Sagnac et A. Mathiez. On consultera, en outre, pour l'Allemagne, W. Oncken, cité p. 29 ; Cl. Perthes, K. Heigel et Ph. Sagnac (*Le Rhin français*), cités p. 13 ; Woldemar Wenck, *Deutschland vor hundert Jahren* (Leipzig, 1887-1890, 2 vol. in-8°) ; — pour l'Angleterre, W. E. Lecky (t. V-VIII, 1887-1890), F. Salomon, cités p. 21 ; J. Holland Rose, *Pitt and the great war* (Londres, 1911, in-8°), avec une bibliographie ; P. A. Brown, *The french Revolution in english history* (Londres, 1918, in-8°) ; II. W. Meikle, *Scotland and the french Revolution* (Glasgow, 1912, in-8°) ; — pour la Belgique, H. Pirenne, cité p. 13 ; — pour le Danemark, E. Hohn, *Danmark-Norges historie fra 1720-1814* (Copenhague, 1891, 7 vol. in-8°) ; — pour l'Espagne, R. Altamira, cité p. 13 ; H. Baumgarten, *Geschichte Spaniens zur Zeit der französischen revolution* (Berlin, 1861, in-8°) ; Al. Tratchevsky, *L'Espagne pendant la Révolution française*, dans la *Revue historique*, t. XXI (1886), p. 1-55 ; — pour les États-Unis, D. Pasquet et B. Fay, cités p. 21 ; Ed. Channing, *History of United States*, t. IV (New-York, 1920, in-8° ; traduction française, Paris, 1919) ; — pour l'Italie, A. Franchetti, P. Orsi et N. Bianchi, cités p. 13 ; C. Tivaroni, *Storia critica del risorgimento italiano*, t. I (Turin, 1889, in-8°) ; — pour les Pays-Bas, P. Block, cité p. 13 ; L. Legrand, *La Révolution française en Hollande* (Paris, 1894, in-8°) ; — pour le Portugal, O. Martins, *Historia de Portugal* (Lisbonne, 1882, 2 vol. in-8°) ; — pour la Russie, A. Rambaud, A. Brückner, K. Waliszewski, cités p. 13 ; Ch. de la Rivière, *Catherine II et la Révolution française* (Paris, 1895, in-8°) ; — pour la Suède, A. Geffroy et R. Bain, cités p. 13 ; — pour la Suisse, J. Dierauer et W. Eschli, cités p. 13.

2. **OUVRAGES A CONSULTER.** — A. Mathiez, *La Révolution et les étrangers* (Paris, 1918, in-8°), où sont indiquées un grand nombre de publications de détail ; F. Vermales, *La franc-maçonnerie savoisienne à l'époque révolutionnaire*, dans les *Annales révolutionnaires*, t. III (1910), p. 375-394, et à part (Paris, 1910, in-8°) ; du même, *Joseph de Maistre franc-maçon*, dans les *Annales révolutionnaires*, t. II (1904), p. 356-376 ; J. Venedey, *Die deutschen Republikaner unter der französischen Republik* (Leipzig, 1870, in-8°), chap. II (sur l'influence de Strasbourg).

gande des « clubistes » et reprochèrent au gouvernement français de la tolérer ou même de l'encourager. En réalité, durant de longs mois, l'agitation révolutionnaire se propagea spontanément, comme avaient fait les « lumières » pendant tout le XVIII^e siècle. Il était naturel que les événements de France excitassent une curiosité insatiable ; en Allemagne et en Italie, les gazettes purement littéraires perdirent beaucoup de lecteurs ; les libraires français n'eurent garde de négliger cette clientèle : dès le mois d'août 1789, Nunez, ambassadeur d'Espagne à Paris, signalait l'impression de traductions destinées à la Catalogne ; on employa mille ruses pour déjouer la police du despotisme, et l'Inquisition espagnole elle-même ne vint pas à bout de la contrebande. Parmi les résidents français, la Révolution trouva mille agents bénévoles. Et peut-être en trouvait-elle plus encore parmi les étrangers qui affluaient en France.

Jamais on n'en avait tant vu ; aux touristes et aux curieux se joignaient maintenant les « pèlerins de la liberté », pour la plupart anglais ou allemands ; après le 14 juillet arriva, de Dessau, le chanoine Campe, successeur de Basedow, amenant avec lui son élève Guillaume de Humboldt ; Georges Forster, déjà célèbre pour avoir accompagné Cook, vint de Mayence assister à la Fédération ; Strasbourg attirait Rhénans et Souabes : le capucin Euloge Schneider, de l'Université de Bonn, vint s'y fixer en 1791. D'Angleterre accoururent, en 1789 Holcroft, l'ami de Danton ; en 1790, le quaker Pigott, l'ami de Brissot, le poète Wordsworth, qui revint à la fin de 1791, miss Williams, l'admiratrice de M^{me} Roland. De Russie même, on reçut l'écrivain Karamzine et le fils du prince Stroganov, conduit par Romme, son précepteur. Bon nombre de ces hôtes se mêlèrent ouvertement aux querelles des Français. Le cosmopolitisme du temps ne permit pas qu'on s'en étonnât et les révolutionnaires, qui croyaient que le monde allait se régénérer à leur exemple, accueillirent les néophytes avec transport. Tous les étrangers, certes, ne se laissèrent pas séduire ; le baron Grimm demeura hostile ; ce fut le comte de la Marck qui acheta Mirabeau ; la baronne de Korff et l'Anglais Crawford favorisèrent la fuite du roi ; Mallet du Pan, directeur du *Mercur*e, passa finalement à la contre-révolution. Ils comptèrent aussi dans leurs rangs des agents secrets, les Anglais Elliott et Miles, le Prussien Ephraïm, la baronne d'Aelders, espionne du stathouder. Mais très nombreux furent ceux qu'un enthousiasme sincère attachait, comme Wordsworth, à la cause de la liberté. On en trouve au

club de 89 et aux Jacobins comme au Cercle social et aux Cordeliers ; quelques-uns devinrent vite fameux ; on connaît le rôle de Marat et celui du baron prussien Cloots, « orateur du genre humain », qui, le 19 juin 1790, vint présenter à la Constituante une troupe cosmopolite pour laquelle il réclama l'honneur de représenter l'univers à la Fédération. Par leurs relations avec leur pays d'origine ou, s'ils y retournaient, par leur action personnelle et leurs relations de voyage, beaucoup de ces « patriotes » devinrent d'actifs propagandistes, sans s'être concertés et presque sans y penser.

Toutefois, il y avait parmi eux des réfugiés politiques et ceux-là furent beaucoup plus compromettants. Après les troubles de 1781 et de 1782, étaient arrivés les Neuchâtelois et les Genevois ; en 1787, les Hollandais ; en 1790, les Savoyards, les Liégeois, les Brabançons ; enflammés par la persécution, aigris par l'exil, la propagande pour eux était une revanche ; trompés par l'éloignement, ils prenaient aisément leurs désirs pour la réalité et firent partager leurs illusions à leurs amis français. Dès 1790, les Suisses formèrent à Paris un « club helvétique » et l'avocat Castella travailla systématiquement les cantons ; au cours de l'été, Berne et Fribourg protestèrent officiellement.

Bientôt après, au cours de l'automne, il semble que certains démocrates aient songé à les imiter. Les orateurs du Cercle social et le journal de Bonneville, la *Bouche de fer*, commencèrent à faire appel à tous les hommes pour réaliser la paix universelle par la liberté ; puis Bancal des Issarts essaya de créer à Londres un cercle affilié. Le Cercle social avait été fondé par la loge des Amis de la Vérité ; Bonneville était également influent dans la loge Saint-Jean d'Écosse dont Dietrich, maire de Strasbourg, entreprit de répandre les brochures en Allemagne. Les Illuminés avaient essayé, en 1787, de faire des prosélytes dans la maçonnerie française et Bonneville était en rapport avec eux. On ne peut s'empêcher de penser que Dietrich avait dû s'adresser aux initiés allemands. Très vraisemblablement, la propagande utilisa de même, en Savoie, les loges écossaises qui, dès la fin de l'ancien régime, prenaient leur mot d'ordre à Lyon, et surtout celles qui étaient affiliées au Grand-Orient de France. Dès le temps de la Révolution, les polémistes ont attribué, sans fournir aucune preuve, une influence démesurée aux sociétés secrètes et particulièrement à la franc-maçonnerie et aux Illuminés ; ceux de ces groupes qui étaient assez homogènes pour jouer un rôle politique ont été sûrement très rares ;

mais en cette circonstance, il se peut qu'ils aient rendu à la Révolution quelques services, qu'au surplus il faut se garder d'exagérer. En tout cas, on peut conclure qu'à la veille de Varennes, la propagande tendait à devenir un instrument de combat.

II. — L'EXPANSION RÉVOLUTIONNAIRE¹.

Cette propagande rencontra des obstacles dont l'événement démontra la solidité, et c'est un lieu commun de taxer les révolutionnaires de frivolité et d'aveuglement fanatique pour ne les avoir pas aperçus ou pour les avoir dédaignés. Il est pourtant bien vrai que la nouvelle de la prise de la Bastille avait excité des manifestations propres à les tromper et c'était à bon droit que les pèlerins de la liberté leur affirmaient qu'en tous pays ils avaient des partisans. Dans l'Europe orientale, ceux-ci étaient évidemment peu nombreux et sans influence. Des Russes isolés, Novikov, le poète Raditchev, le prince Galitzine manifestèrent des sympathies libérales, mais c'était du pouvoir central qu'ils attendaient le progrès, peut-être de ces petits-fils de Catherine II que Laharpe avait formés. La tsarine traitait de jacobine la *szlachta* polonaise parce qu'elle tenait un club chez le prince Radziwill et modelait la constitution du 3 mai 1791 sur l'exemple de l'Occident; cependant, en dépit de la timide réclamation des

1. OUVRAGES A CONSULTER. — On se reportera d'abord à l'esquisse de J. Jaurès, citée p. 12 et au dernier chapitre (par G. P. Gooch) du tome VIII de la *Cambridge modern history*, qui est consacré à l'expansion révolutionnaire; puis aux ouvrages cités p. 13 et 68, et particulièrement à ceux de K. Heigel, Cl. Perthes, W. Wenck, pour l'Allemagne; J. H. Rose, P. A. Brown, H. W. Meikle, pour l'Angleterre et l'Écosse; P. Hazard, pour l'Italie; E. Haumant, pour la Russie; J. Dieraue, pour la Suisse; enfin au livre d'A. Mathiez, *La Révolution et les étrangers*, cité p. 68.

Sur l'Allemagne, on consultera aussi Julian Schmidt, *Geschichte der deutschen Literatur* (citée p. 13); t. III, livre 8: *Der deutsche Idealismus und die französische Revolution* (1886); G. P. Gooch, *Germany and the french Revolution* (Londres, 1920, in-8°); A. Stern, *Der Einfluss der französischen Revolution auf das deutsche Geistesleben* (Berlin, 1927, in-8°), avec une importante bibliographie; A. Chuquet, *Études d'histoire*, 1^{re} série (Paris [1903], in-8°); 2^e série (1903): *Adam Lux, Klopstock*; 6^e série (1913): *Les écrivains allemands et la Révolution*; 7^e série (1914): *Stolberg*; A. Robinet de Cléry, *Frédéric de Gentz* (Paris, 1917, in-8°); X. Léon, *Fichte et son temps*, t. I (Paris, 1922, in-8°), chap. v (Fichte et la Révolution française). Sur les manifestations et les troubles: F. X. Remmling, *Die Rheinpfalz in der Revolutionszeit*, t. I (Spire, 1865, in-8°); J. Venedey, *Die deutschen Republikaner*, cité p. 53; A. Wohlwill, *Neuere Geschichte der Freien und Hansestadt Hamburg, insbesondere von 1789 bis 1815* (Gotha, 1914, in-8°); Hellmuth Schmidt, *Die sächsischen Bauernunruhen des Jahres 1790* (Meissen, 1907, in-8°).

Sur l'Angleterre, *The Cambridge history of english literature*, t. XI (Cambridge, 1914, in-8°); Ch. Cestre, *La Révolution et les poètes anglais* (Paris, 1906, in-8°); A. Angellier, *R. Burns* (Paris, 1893, 2 vol. in-8°); E. Legouis, *La jeunesse de Wordsworth* (Paris, 1896, in-8°), fasc. 22 des « *Annales de l'Université de Lyon* »; W. Ph. Hall, *British Radicalism, 1791-1797* (New-York, 1912, in-8°); E. Halévy, *La formation du radicalisme philosophique*, t. II: *Évolution de la doctrine utilitaire de 1789 à 1815* (Paris, 1901, in-8°); Moncure D. Conway, *The life of Th. Paine* (New-York, 1892, 2 vol. in-8°), traduction

villes et des efforts de Kollontaj, elle n'admit quelques bourgeois à la Diète que pour discuter les affaires commerciales et municipales, et tout ce qu'elle accorda aux paysans, ce fut de les placer sous la protection théorique de la loi. En Hongrie, l'effervescence demeura très vive en 1790. Des centaines de pamphlets réclamaient, au nom du « peuple », le rétablissement du régime représentatif et du magyar comme langue officielle. Mais le « peuple », ici, c'était la noblesse. Tel seigneur magyar pouvait admirer Voltaire et Rousseau, comme ce comte Feketi de Galantha, qui fut l'un des chefs de l'opposition contre Joseph II ; cela n'empêcha pas les magnats, quand ils firent leur paix avec Léopold II, d'exiger qu'il renoncât à l'émancipation des serfs. Quelques écrivains, il est vrai, comme Batthiany et Hajnóczy, sous l'influence combinée de Joseph II et des Français, élevaient maintenant la voix contre l'aristocratie. Certains se montraient agressifs, notamment Martinovics, savant professeur, affilié aux Illuminés, qui s'était lié à Paris avec Condorcet, et Laczkovics, fils de fonctionnaire et ancien officier. Mais ils n'avaient aucune action sur la masse de la population. Protégés par la distance, ces pays ne se prêtaient pas à la propagande. A vrai dire, il n'importait guère aux révolutionnaires : l'essentiel, pour le moment, était de gagner les régions à l'entour de la France ; leur hostilité seule était redoutable et, sans leur concours, il n'était pas possible de lui faire la guerre. A cet égard, c'étaient surtout l'Allemagne et l'Angleterre qu'il importait de conquérir ; c'étaient aussi les pays où le progrès des lumières promettait le plus de succès.

Il est incontestable que la Révolution éveilla une curiosité

française : *Th. Paine et la révolution dans les deux mondes* (Paris, 1900, in-8°) ; H. Roussin, *W. Godwin* (Paris, 1913, in-8°) ; Lord J. Russell, *The life and times of Fox* (Londres, 1867, 3 vol. in-8°) ; A. Chardon, *Fox et la Révolution française* (Paris, 1918, in-8°, 143 p.) ; Ghita Stanhope et G. P. Gooch, *The life of Charles, earl of Stanhope* (Londres, 1914, in-8°) ; G. Pariset, *La société de la Révolution de Londres dans ses rapports avec Burke et l'Assemblée constituante*, dans la revue *La Révolution française*, t. XXIX (1895), p. 297-325).

Sur l'Espagne, O. Miguel de los Santos, *Los Españoles en la Revolucion francesa* (Madrid, 1914, in-8°). — Sur la Hongrie, I. Kont, cité p. 11 ; Alex. Eckhardt, *Le baron de Trenck*, dans la *Revue des études hongroises*, 1924, p. 49-57. — Sur le Portugal, O. Karmin, *La Révolution française vue de l'intendance de Lisbonne*, dans la *Revue historique de la Révolution française*, 1922, p. 81-107. — Sur la Suisse, H. Büchi, ouvrage cité p. 13, t. II (1927) ; Ed. Chapuisat, *Genève et la Révolution française* (Genève [1912], in-8°) ; M. Peter, *Genève et la Révolution* (Genève, 1921, in-8°) ; A. Boethlingk, *Der Waadtländer F. C. Laharpe* (Berne, 1925, 2 vol. in-8°) ; G. Finsler, *Lavaters Beziehungen zu Paris in den Revolutionsjahren* (Zürich, 1898, in-8°) ; t. LXI de « *Neujahrsblatt zum Besten des Waisenhauses in Zürich* » ; l'introduction de G. Steiner à la *Korrespondenz des P. Ochs*, citée p. 13 ; G. Gautherot, *La Révolution dans l'ancien évêché de Bâle* ; t. I : *La République rauracienne* (Paris, 1908, in-8°), et les ouvrages de J. Mörikofer et de V. Russel, cités p. 13.

sympathique dans l'esprit de beaucoup d'Allemands notables ou illustres. On compta parmi eux des nobles comme Knigge et Clauer, qui traduisit la constitution de 1791, et même des princes, comme le duc et la duchesse de Gotha, mais surtout des littérateurs, des journalistes et des professeurs. A Mayence, qui était alors le centre intellectuel le plus libre de toute l'Allemagne, l'historien suisse Jean de Müller, secrétaire de l'archevêque d'Erthal et Forster, bibliothécaire de l'Université, approuvèrent chaleureusement ; de même à Carlsruhe, le professeur Posselt. La Souabe et la Franconie pouvaient citer Schubart, Weckherlin, Rebmann et Hölderlin ; les étudiants de Tübingen, au nombre desquels sans doute Hegel et Schelling, plantaient un arbre de la liberté. Le centre et le nord n'avaient guère de ville où ne se révélât un propagandiste : à Göttingen, Schlözer et le poète Stolberg ; à Detmold, le pasteur Ewald ; à Brunswick, le major Mauvillon, un des « faiseurs » de Mirabeau ; à Dessau, Campe ; à Hambourg, Klopstock. Ce fut sans doute le cercle de Weimar qui montra le plus de réserve : Herder, vice-président du consistoire ; Wieland, directeur du *Mercur* ; Jean-Paul Richter, se compromirent publiquement tandis que Goethe, Schiller et Körner, sans être hostiles, hésitaient devant les violences et doutaient du succès final. Les deux Jacobi, à Fribourg et à Düsseldorf ; le poète Gleim à Halberstadt se montraient plus froids encore. Au delà de l'Elbe, l'Université de Kiel se divisa également : Cramer et Ehlers prirent ouvertement parti pour la Révolution, tandis que Niebuhr la désapprouvait. En Danemark, le géographe Malte-Brun et le poète Baggesen étaient d'accord avec les libéraux du Holstein et le Norvégien Steffens fonda un club à Copenhague. En Prusse, où les mesures réactionnaires de Wöllner avaient suscité une vive émotion, beaucoup prirent plaisir à fronder la cour, en approuvant les Français avec Archenholz, rédacteur de la *Minerva* ; Nicolai, éditeur de la Bibliothèque allemande, et Reichardt, directeur de l'Opéra de Berlin. Gentz, secrétaire du directoire ministériel, partagea d'abord leur avis et les grands philosophes, Kant et Fichte, ne varièrent jamais. Arndt lui-même fut touché, paraît-il, par l'enthousiasme révolutionnaire. A Vienne aussi, les cercles de l'*Aufklärung* furent atteints : Reinhold, collaborateur du *Mercur* ; le poète Alxinger et Sonnenfels, l'ami de Joseph II, plaidèrent la cause des réformateurs d'outre-Rhin. Seule la Bavière, dominée par les Jésuites, résista longtemps à la contagion.

Le mouvement ne demeura point purement intellectuel. Des nouvellistes anonymes appelèrent à l'action, en termes violents, la bourgeoisie et le peuple. A Hambourg, le 14 juillet 1790 fut célébré par la bourgeoisie et Klopstock, ce jour-là, récita publiquement une ode ; à Leipzig, des pièces contre-révolutionnaires, dont l'une de Kotzebue, furent sifflées et on dut les retirer de l'affiche. On accusa bientôt maçons et illuminés de préparer des soulèvements et on rapporta qu'en 1790, dans un banquet maçonnique, un bourgeois de Gotha avait invité les officiers à ne pas tirer sur le peuple. Fait plus grave : dans la région rhénane, les masses semblaient s'émouvoir ; la disette troublait les villes ; les oligarchies urbaines voyaient contester leur autorité ; l'Alsace enseignant les paysans rhénans dans leur propre langue, ils se mirent à refuser les redevances féodales dans le Palatinat et le long du Rhin. L'ébranlement semble avoir gagné les profondeurs de l'Allemagne ; il y eut une sorte de Jacquerie dans l'île de Rügen et des troubles agraires autour de Meissen, en Saxe électorale. En 1791, des grèves éclatèrent à Hambourg.

L'expansion révolutionnaire en Allemagne fût devenue plus facile si la Belgique et la Suisse, se révoltant, eussent aidé à la propagande. On put l'espérer un instant à Paris. L'évêché de Liège, fort tranquille jusqu'en 1787, était entré peu à peu en ébullition sous l'influence de la France. Quand on y connut la prise de la Bastille et la nuit du 4 août, la révolution éclata, le 18 août, sous la conduite de Bassange, Fabry et Ransonnet. L'évêque se réfugia à Trèves où, par contagion, des troubles ne tardèrent pas à se produire. Bientôt, les ouvriers et les paysans liégeois s'émancipèrent comme en France ; la bourgeoisie accepta un moment l'occupation prussienne pour se protéger à la fois contre la démocratie et contre l'évêque qui avait fait appel à la Diète. En Belgique, la révolution vint des Vonckistes, excités aussi par l'exemple de la France. Ils organisèrent des bandes dans l'évêché de Liège, puis à Bréda, sous le commandement de Vandermersch, ancien officier autrichien. Van der Noot se résigna à accepter leur concours, au nom des « statistes ». En novembre 1789, ils surprirent Bruges et tout le pays se souleva ; le 18 décembre, les troupes autrichiennes évacuèrent Bruxelles.

Dans la Suisse alémanique, l'influence de l'Alsace eut le même succès qu'en Rhénanie. Pierre Ochs et Gobel, le futur évêque de Paris, firent si bien à Bâle que l'évêque dut réclamer l'appui de l'Autriche en 1790. A Zurich, Lavater, l'ami des Roland,

groupait autour de lui plusieurs amis de la France nouvelle. A Genève, le patriciat des « Négatifs » avait dû accorder une révision de la constitution dès février 1789 ; il dut céder une seconde fois en décembre. De Saint-Petersbourg, Laharpe excitait les Vaudois et les Valaisans ; les cantons dominants étaient d'autant plus inquiets que la Suisse risquait de voir s'allumer, à ses portes, un nouveau foyer révolutionnaire : la disette excitait des troubles en Savoie et les paysans refusaient d'acquitter le prix des droits féodaux supprimés ; le médecin Doppet s'enfuit à Grenoble avec bien d'autres et s'en alla à Paris chercher des appuis pour sa propagande.

En Angleterre, il n'y avait ni troubles, ni même agitation populaire ; la Révolution française n'y pouvait toucher les masses que par l'intermédiaire du mouvement radical et il fallut du temps pour le ressusciter. En principe, les classes dirigeantes approuvèrent avec condescendance les premiers efforts des Français pour transplanter chez eux le régime constitutionnel. Fox et ses amis, Sheridan, Stanhope et Lauderdale, Wilberforce, l'adversaire de l'esclavage, plusieurs évêques même témoignèrent de leur sympathie. Bentham écrivit un projet de réforme judiciaire qui fut présenté par Mirabeau à la Constituante. Mais les plus ardents furent les dissidents. A la suite d'un sermon fameux de Price, le 4 novembre 1789, ils entraînèrent la « Société de la révolution » (de 1688) à envoyer une adresse à la Constituante ; la société fêta le 14 juillet 1790 et félicita de nouveau l'Assemblée à cette occasion ; elle entra aussi en rapport avec de nombreux clubs. Les dissidents insistèrent plus que jamais pour obtenir les réformes promises ; mais les tories se refroidissant à mesure que la Révolution se développait, Pitt garda le silence. Alors les dissidents accentuèrent peu à peu leur attitude : en 1791, ils reconstituèrent la *London Society for promoting constitutional information*, créée jadis par les partisans de la réforme parlementaire. A cette date, il existait, dans la plupart des villes, des groupes d'hommes cultivés, ordinairement non conformistes, qui préconisaient une rénovation plus ou moins profonde du régime politique. Aux côtés de Price s'étaient rangés, à Londres, Horne Tooke, Wakefield, Thelwall, Godwin, Thomas Paine, le publiciste Johnson, le critique d'art Fuseli et Mary Wolstonecraft, l'apôtre du droit des femmes. A Norwich, on citait les Taylor et Aikin, de la *Monthly review* ; à Birmingham, les Russell, le chimiste Priestley et plusieurs capitaines d'industrie : Wedgwood, Boulton et Watt ; à Derby,

le poète Erasmus Darwin ; à Liverpool, le docteur Currie et l'historien Roscoe. A Manchester, Walker avait fondé, en 1790, une *Constitutional society*. L'Écosse s'éveillait rapidement à la vie politique comprimée jusque-là par le ministre Dundas grâce à l'emploi habile et sans scrupule du patronage et de la corruption. Les universités écossaises se montrèrent plus favorables aux idées nouvelles qu'Oxford et Cambridge, qui manifestèrent de très bonne heure leur hostilité. Erskine, Fletcher l'historien Robertson, le philosophe Dugald Stewart donnèrent leur approbation. Toutefois, au moment de Varennes, rien n'annonçait que les masses fussent entamées par la propagande ; elles ne se mirent en mouvement qu'à la fin de 1791. L'Irlande était un peu plus émue, car l'agitation ne s'était jamais assoupie depuis 1782. Les catholiques qui demeuraient hors la loi et payaient la dîme anglicane approuvaient ici les Français d'avoir proclamé la tolérance religieuse et aboli la dîme. En même temps, le principe de souveraineté nationale inclinait peu à peu le catholique Fitzgerald et le protestant Wolf Tone à réclamer l'indépendance de l'Irlande. Dès 1789, il s'était fondé des *Whig clubs* à Dublin et à Belfast. Grattan, le leader parlementaire, avait réussi jusqu'ici à limiter le mouvement aux réformes légales ; ce fut aussi à la fin de 1791 qu'il commença à en perdre l'entier contrôle.

Les pays du midi étaient moins atteints encore. La Révolution éveilla quelque sympathie en Italie dans les milieux littéraires. Parini, les deux Pindemonte et Alfieri lui-même, Fantoni en Toscane, Cesarotti à Padoue, Ciaja et le comte Gorani à Naples, applaudirent tout au moins à ses débuts. L'hostilité que le concile de Pistoie avait manifestée à l'égard du pouvoir pontifical n'était pas éteinte ; l'évêque de cette ville, Scipion Ricci, correspondait avec Grégoire et avec l'abbé Clément qui devint évêque constitutionnel de Versailles. Ça et là, quelques hommes se montrèrent même disposés à l'action comme le professeur Rotondo et Buonarroti. Néanmoins, le mouvement demeura très superficiel. Ce fut pis encore dans la péninsule ibérique : des amis des lumières, Jovellanos, Campomanès, le voltairien d'Aranda, aucun n'osa se prononcer pour la Révolution ; à Lisbonne, un prêtre, Correa da Serra, secrétaire de l'Académie des sciences, l'écrivain Bocage, le duc de Lafoes furent plus hardis ; le gouvernement avait même permis à la *Gazette officielle* de célébrer la chute de la Bastille : il n'ignorait pas qu'il n'avait aucune inquiétude à concevoir.

Les révolutionnaires savaient l'Italie désarmée et ils étaient pleins de mépris pour l'Espagne. De l'une comme de l'autre, ils n'avaient en effet rien à craindre. Mais il ne pouvait leur échapper qu'en Allemagne et en Angleterre la réaction grandissait de pair avec leur influence et la révolution des Pays-Bas les avait cruellement déçus.

III. — LA RÉACTION ET LE PROJET DE CROISADE¹.

Aussitôt après la révolte agraire et la nuit du 4 août, on put mesurer la valeur de la « philosophie » dont l'aristocratie, par mode, avait fait parade : elle devint contre-révolutionnaire, à de rares exceptions près ; peu après, la vente des biens du clergé acheva d'irriter toutes les églises ; la bourgeoisie hésita davantage, mais s'effraya du désordre et trembla pour son bien-être ; les dix-neuf vingtièmes des Anglais qui avaient un toit sur la tête et un bon habit sur le dos, dit Macaulay, prirent parti contre la Révolution.

Les émigrés français firent de leur mieux pour répandre l'alarme. Dès 1789, le comte d'Artois s'était installé à Turin, chez son beau-frère le roi de Sardaigne ; à Rome, le cardinal de Bernis était plein d'égards pour les fugitifs ; à Madrid, l'ambassadeur, duc de la Vauguyon, les protégea efficacement ; en 1790, des rassemblements armés commencèrent à se constituer dans les domaines de l'électeur de Trèves. Prodiges, quoique bientôt besogneux, les émigrés faisaient renchérir la vie ; ils se montraient hautains et impertinents, frivoles et brouillons. Personne ne les aimait. Pour les gens de leur caste, ils étaient pourtant une leçon vivante ; leurs récits horribles alimentaient gazettes et brochures et, à la longue, firent impression. Ils assuraient que leurs compatriotes supportaient impatiemment la tyrannie d'une poignée de malfaiteurs et que des troupes réglées parviendraient à Paris sans obstacle. Ils jouèrent

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Ceux qui sont indiqués, p. 68 et 71. Ajouter, sur Burke et son influence, J. Morley, *Edmund Burke* (Londres, 1898, in-8°) ; B. Newman, *Edmund Burke* (Londres, 1927, in-8°) ; F. Braune, *Edmund Burke in Deutschland* (Heidelberg, 1917, in-8°, t. L des « Heidelberg Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte », fondés par E. Marcks et D. Schäfer). Les *Reflections on the french Revolution* ont été traduites en français par J. d'Anglejean (Paris, 1912, in-8°) ; la dernière édition anglaise est celle de W. et K. Philipps (Cambridge, 1913, in-8°). Pour la Belgique, ajouter aussi F. Van Kalken, *Origines du sentiment antirévolutionnaire en 1789 dans les Pays-Bas autrichiens et ses effets sur la révolution brabançonne*, dans la *Revue d'histoire moderne*, 1927, p. 161-176.

à l'étranger un rôle assez semblable à celui des réfugiés politiques en France.

Rien n'aurait dû édifier les révolutionnaires comme les événements des Pays-Bas. Les Autrichiens n'étaient point encore chassés que l'aristocratie foncière et le clergé, éclairés par les décrets de la Constituante sur les dangers qu'ils couraient, répudiaient les demandes des Vonckistes, pourtant si modérées. Le pays évacué, ils restaurèrent purement et simplement les anciens États provinciaux et, le 12 janvier 1790, en proclamant l'indépendance des États-Unis belgiques, ils en confièrent le gouvernement à un congrès de délégués des États fédérés. Le jésuite Feller et le prêtre Van Eupen, dont Van der Noot était l'instrument, déclarèrent préférer la domination autrichienne à celle des Vonckistes et menèrent, pour les vaincre, une campagne furibonde, exploitant la méfiance des métiers privilégiés et des ouvriers affamés à l'égard du grand négoce et des professions libérales, et déchaînant surtout le clergé contre les réformes qui préludaient, disaient-ils, à la subversion de la religion. Finalement, du 16 au 18 mars, un soulèvement populaire fit rage à Bruxelles et les Vonckistes émigrèrent en France. Demeurés maîtres du pouvoir, les privilégiés se montrèrent d'ailleurs incapables d'organiser la défense contre l'Autriche et attendirent, résignés et pitoyables, le coup de grâce.

En Angleterre, ce fut aussi l'Église anglicane qui, semble-t-il, prit l'alarme avant tout le monde. Mais l'aristocratie foncière ne tarda guère à l'imiter. Aux élections de 1790, la majorité tory fut renforcée. Les nouvelles tentatives en faveur de l'abolition du Test et de la réforme parlementaire obtinrent moins de succès que jamais. Pitt déclara que ces mesures paraîtraient un signe de faiblesse et que les circonstances commandaient de les ajourner : elles le furent en effet pour une génération. Les whigs se divisèrent : Windham, au grand scandale de Fox, terrifia les Communes par une description dramatique des dangers qui menaçaient l'Église et, en avril 1791, à propos du bill qui organisa le régime constitutionnel au Canada, Burke rompit solennellement avec Fox en pleine chambre des communes : ainsi commença le schisme whig. Déjà, en novembre 1790, Burke avait publié ses fameuses *Réflexions sur la Révolution française*, qui devinrent et sont demeurées l'évangile de la contre-révolution. Il y montrait avec force qu'un décret ne suffisait pas à donner aux hommes le sens de la liberté et la vertu civique ;

il introduisait ainsi dans l'histoire et la politique la notion d'évolution, ce qui était d'un penseur. Mais, en même temps, il assignait à l'évolution sociale des bornes étroites, et c'est ce qui a fait la fortune de son ouvrage : la hiérarchie des classes lui paraissait d'ordre divin et, s'il condamnait la Révolution française comme infernale et destructrice de toute la civilisation européenne, c'est qu'elle ruinait l'aristocratie : mieux qu'aucun autre, il discernait dans son œuvre la part essentielle et définitive. Son succès fut très vif, mais eut un contre-coup imprévu. Parmi ses nombreux contradicteurs, la plupart s'adressèrent à la bourgeoisie et contestèrent seulement l'interprétation étroite qu'il avait donnée de la révolution de 1688 et de l'évolution progressive : tel l'Écossais Mac-Kintosh, dans ses *Vindiciæ gallicæ*. Mais il s'en trouva un, Thomas Paine, déjà célèbre pour avoir pris le parti des insurgents d'Amérique, qui, par ses invectives contre l'inégalité politique et sociale, par ses attaques passionnées contre le roi et les lords, alla droit au cœur du peuple. Ses *Droits de l'homme*, dont la première partie parut en 1791, répandus dans tout le pays en éditions à bon marché, fit comprendre aux masses en quoi l'exemple de la France pouvait les intéresser et contribua particulièrement à les mettre en mouvement.

En Allemagne, dès le début de 1790, Schlözer, sans désavouer les principes libéraux, se mit à attaquer « l'ochlocratie », la tourbe démagogique qui s'était emparée, en France, du gouvernement. On dénonça « la girouette de Göttingen », sans pouvoir empêcher les novellistes de se ranger, toujours plus nombreux, à ses côtés : Ottokar Reichard, Brandes, conseiller secret du Hanovre, et surtout Rehberg, le Burke germanique, dans la *Gazette littéraire* d'Iéna. A Vienne, Hoffmann, protégé de Léopold, entreprit, dans la *Wiener Zeitung*, une campagne violente contre les libéraux. Partout les sociétés secrètes et les universités devenaient suspectes. Dès 1791, un pamphlet anonyme, les *Lettres d'un voyageur*, dénonçait les premières pour avoir déchaîné les troubles de France et il fut question, à Vienne, d'interdire la *Flûte enchantée*, dont les rites maçonniques souillaient, paraît-il, le livret. Mais voici peut-être le symptôme le plus grave : tout en continuant de louer les réformes de la Constituante, les libéraux se défendaient de vouloir les introduire séance tenante en Allemagne et prétendaient ne rien attendre que du progrès de la culture et de la pression pacifique de l'opinion ; l'objet immédiat et précis

de la Révolution s'évanouissait dans une perspective lointaine : ils témoignaient ainsi que le mouvement allemand était surtout intellectuel et que le pays n'était pas prêt pour l'action.

Dans les pays catholiques, les gouvernements se mettaient en défense. En décembre 1790, la Bavière renouvela l'interdiction des associations secrètes ; la censure, très sévère, y interdisait même le *Moniteur*. La même année, le roi de Sardaigne invita les loges à ne plus s'assembler et Joseph de Maistre convertit à la réaction son ami Costa de Beauregard. Le pape, en ordonnant des prières et des jeûnes pour le salut de l'Église, signala les dissidents à la réprobation populaire. La réaction, en Italie, noya rapidement les timides approbations que la Révolution avait suscitées. Francs-maçons, jansénistes et libéraux furent confondus, par les gazettes et les académies, dans une commune condamnation ; beaucoup de Français furent arrêtés ou chassés. L'Italie cependant, comme l'Allemagne, avait des princes peu enclins à la répression : tel le duc de Toscane. En Espagne, au contraire, Florida Blanca et l'Inquisition se mirent d'accord, dès la fin de 1789, pour saisir les livres et les journaux français, pour faire ouvrir les lettres et fouiller les marchandises importées. Jovellanos fut exilé ; Campomanès sortit du Conseil de Castille. Les Français furent étroitement surveillés, emprisonnés comme Cabarrus lui-même, expulsés en nombre croissant. En Portugal, leur sort n'était guère meilleur. La réaction s'aggrava quand un Français, on ne sait pour quel motif, eut blessé Florida Blanca, le 18 juin 1790. Enfin, en mars 1791, un cordon de troupes fut établi le long des Pyrénées pour arrêter la « peste française ».

Burke aurait voulu que tous les États en fissent autant et que le gouvernement anglais prît la direction d'un blocus pacifique qui restreindrait la propagande. A ses yeux, ce n'était même qu'une mesure préliminaire. Contre la nation retournée à la barbarie, Burke prêchait la croisade et, de bonne heure, le baron Grimm et le conseiller Zimmermann, médecin suisse transformé en noble hanovrien, lui firent écho en Allemagne. Lorsque le pape, au printemps de 1791, eut condamné solennellement les principes de la Révolution, il parut que les rois ne pourraient pas manquer de se prononcer à leur tour et de défendre leur propre cause contre les nouveaux infidèles. La question était bien posée.

IV. — LOUIS XVI ET LES ÉMIGRÉS. L'APPEL A L'ÉTRANGER¹.

Elle ne l'était pas seulement par les polémistes et par la raison d'État : les émigrés publiquement, Louis XVI secrètement suppliaient les rois de se prononcer. De Turin, le comte d'Artois avait envoyé le comte de Vaudreuil à Rome et à Madrid. Il ne quémandait pas seulement des subsides : il réclamait aussi une intervention militaire qui viendrait soutenir les insurrections qu'il fomentait dans le midi. En novembre 1790, Calonne devint le ministre de l'émigration. Sans négliger l'empereur, il comptait plutôt sur la Prusse et offrait à l'Angleterre l'alliance de la France et quelque colonie. Le plan était de frayer la voie aux troupes étrangères au moyen de l'armée que le prince de Condé organisait à Coblençe, et de rétablir purement et simplement l'ancien régime ; les émigrés fulminaient les plus terribles menaces contre leurs compatriotes et n'avaient que mépris pour leur souverain qui supportait avec docilité le joug de l'Assemblée.

En réalité, la soumission de Louis XVI ne fut jamais qu'apparente. Il tremblait, et la reine avec lui, à l'idée d'une nouvelle « journée » et se condamnait ainsi à une duplicité qui acheva de lui ôter tout prestige ; mais, dès novembre 1789, il avait adressé à son parent Charles IV une protestation solennelle contre les concessions qu'on lui avait imposées et la reine ne cessa d'exprimer à son ami le comte suédois Axel de Fersen et à l'ambassadeur d'Autriche, le comte de Mercy-Argenteau, la haine qu'elle éprouvait pour La Fayette et les constitutionnels. L'abbé de Fontbrune, qui porta la protestation du roi à Madrid, fut chargé de sonder cette cour sur l'appui qu'elle pourrait prêter et de lui demander de l'argent. En 1790, il repartit pour Vienne : Léopold II, qui avait succédé à Joseph II en février, était, comme lui, le frère de Marie-Antoinette ; un troisième était archevêque de Cologne ; une de ses sœurs régnait à Naples ; une autre était régente des Pays-Bas. Pourtant, Fontbrune n'obtint que de bonnes paroles : c'était à la

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Se reporter aux ouvrages généraux, cités p. 29 et 68. Ajouter A. Mousset, *Le comte de Fernan Nunez, ambassadeur d'Espagne à Paris, 1787-1791* (Paris, 1923, in-8°) ; Mme Arnaud-Boutteloup, *Le rôle politique de Marie-Antoinette* (Paris, 1924, in-8°) ; A. Geffroy, *Gustave III et la cour de France* (cité p. 25), t. II ; B. Mallet, *Mallet du Pan and the french Revolution* (Londres, 1902, in-8°). Sur l'émigration, voir l'ouvrage d'E. Daudet, cité p. 41, et, en outre, L. Pingaud, *Le comte d'Antraigues* (Paris, 1893, in-8°) ; P. de Vaissière, *A Coblençe* (Paris, 1894, in-8°).

fin de juin. Ainsi donc, ce n'est point la constitution civile du clergé qui a dicté l'appel de Louis XVI à l'étranger ; et si l'on peut admettre que, vers le début de l'automne, des scrupules de conscience fortifièrent sa décision, d'autres motifs encore contribuèrent à la confirmer : l'organisation administrative créée par la Constituante commençait à fonctionner ; les ministres que Louis XVI avait choisis s'en allaient l'un après l'autre ; il était bien obligé de reconnaître que la Révolution était tout autre chose qu'une fronde. Quand, en octobre, l'évêque de Pamiers, d'Agoult, déjà émigré, vint le presser d'agir, il n'eut pas de peine à le convaincre. Le baron de Breteuil reçut pleins pouvoirs ; il devint le chef du secret et accrédita des agents dans les cours étrangères. Louis XVI décida de fuir et chargea le marquis de Bouillé, le vainqueur de Nancy, qui commandait à Metz, de prendre ses mesures pour le recevoir ; en décembre, Fersen commença, de son côté, les préparatifs d'évasion.

Louis XVI et Marie-Antoinette n'avaient cessé de combattre la diplomatie des émigrés, leur reprochant de les avoir abandonnés et de compromettre leur sûreté par une action téméraire et prématurée. Ils craignaient aussi de devenir leurs prisonniers. A l'irruption des émigrés armés ils préféraient un concert des puissances qui sommeraient l'Assemblée de reviser ses décrets suivant les convenances du roi et appuieraient leur intervention par une démonstration militaire à la frontière. Louis XVI, installé à Montmédy, s'interposerait en médiateur et resterait maître des événements. Il représentait avec insistance qu'il ne demandait pas l'entrée des troupes étrangères en France, mais son arrière-pensée était qu'ainsi engagés les rois ne pourraient se dérober si l'Assemblée tenait bon. Sans doute, il faudrait payer leur concours : le remboursement de leurs frais allait de soi ; céder quelques provinces répugnait à Louis XVI ; cependant, sur les conseils de Bouillé, il donna mission, en mai 1791, d'offrir à l'Angleterre une partie de nos colonies pour prix de sa neutralité.

Entre Louis XVI et les émigrés, les rois se partagèrent. Catherine II recevait les émigrés à bras ouverts et se montra pleine de zèle pour la croisade sans merci : « Détruire l'anarchie française, c'est se préparer une gloire immortelle. » Tel était aussi le sentiment de Gustave III qui, au printemps de 1791, vint s'installer à Spa et à Aix-la-Chapelle, comme en avant-garde. Le roi de Sardaigne, Victor-Amédée III, semblait acquis, comme le pape, aux vues du comte d'Artois, son beau-frère. Frédéric-

Guillaume II, faisant parade de chevalerie, brûlait apparemment d'aider Louis XVI, mais il prêtait aussi l'oreille aux émigrés, ainsi que son aide de camp, Bischoffswerder, et toute sa camarilla. En Espagne, les émigrés étaient, au contraire, tenus à l'écart par Florida-Blanca, qui les jugeait aussi compromettants que dispendieux. Et l'empereur ne voulait pas entendre parler de coopérer avec eux. Joseph avait éconduit le comte d'Artois ; Léopold, en janvier 1791, refusa de voir Calonne et lui ordonna de quitter Vienne. Quant à l'Angleterre, le roi, les ministres et le Parlement étaient d'accord pour ne pas intervenir dans les affaires de France, quels que fussent leurs sentiments, aussi longtemps que l'intérêt national ne le commanderait pas. Lorsqu'il parlait de croisade à ses compatriotes, Burke prêchait dans le désert.

Les amis des émigrés étaient les plus animés contre la Révolution, mais, sans l'empereur, ils ne pouvaient rien. Catherine II qui poussait les autres en avant, était bien résolue à ne pas les suivre ; Frédéric-Guillaume II avait bien accueilli le baron Roll en août 1790 et fit, en septembre, ses premières ouvertures à Vienne, mais il ne pouvait s'engager sans l'Autriche et Léopold qui, par la situation de ses États au centre de l'Europe, sa parenté avec Marie-Antoinette, et sa puissance aussi, apparaissait comme le chef désigné de la coalition, se montrait justement le moins belliqueux de tous. Durant de longues années il avait été, en Toscane, un despote très éclairé ; la plupart des réformes des constitutionnels ne lui inspiraient pas d'horreur ; d'ailleurs, il se rendait compte que la restauration de l'ancien régime ne serait pas possible. Personnellement, il n'y trouvait pas intérêt ; certes, il eût refusé d'abandonner la moindre parcelle de son autorité, mais que celle du roi de France fût affaiblie, il ne le trouvait pas mauvais. Enfin, dans ses propres États et en Orient, il ne manquait pas de soucis. Il n'encourageait donc pas Louis XVI ; il eût préféré le voir s'arranger avec les constitutionnels et traînait les choses en longueur, s'excusant sur les lenteurs et les divisions des autres États et sur l'attitude énigmatique de l'Angleterre. On suit dans la correspondance de Marie-Antoinette et aussi dans celle de l'ambassadeur Nunez, les vains efforts et les alternatives pitoyables où la famille royale, d'ailleurs divisée, car Mme Élisabeth et les tantes du roi tenaient pour les émigrés, s'épuisa de mois en mois. La reine accusait les souverains, et surtout son frère, d'égoïsme et d'aveuglement. Depuis, on s'est souvent appliqué

à montrer qu'ils n'avaient en effet aucune intention agressive contre la Révolution, afin de rejeter sur celle-ci la responsabilité du conflit. En réalité, Léopold lui-même n'était insensible ni au danger de la propagande, ni au devoir que lui imposaient les liens du sang et la solidarité monarchique. Mais, comme les autres souverains, il jugeait avec raison que, pour le moment, il n'avait rien à craindre de la Révolution; obligé de reconquérir la Belgique, de pacifier la Hongrie, de terminer la guerre turque, il pensait qu'avant de s'occuper des affaires de Louis XVI, il avait le droit et le devoir de rétablir les siennes.

V. — LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE¹.

A la vérité, il y avait, entre les souverains et la Révolution, des conflits de droit public et d'ordre territorial. L'abolition des droits féodaux avait lésé bon nombre de princes allemands qui possédaient des domaines en Alsace; des évêques français, ceux de Strasbourg et de Verdun, n'avaient pas hésité à invoquer les traités de Westphalie et à faire appel à la Diète contre la Constituante. D'autre part, Avignon et le Comtat, ayant abattu l'ancien régime, étaient entrés en conflit avec le pape; le 12 juin 1790, Avignon vota son annexion à la France; Carpentras se contenta d'adopter la constitution française, mais ne tint aucun compte du veto pontifical. La Constituante ne se prononçant pas, la guerre avait éclaté entre Avignon et Carpentras, tandis que, dans Avignon même, aristocrates et patriotes s'entre-déchiraient.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Se reporter d'abord aux ouvrages généraux et particulièrement à ceux de H. von Sybel (t. I), A. Sorel (t. II), cités p. 29; E. Bourgeois, A. W. Ward et G. P. Gooch, cités p. 25. On peut y joindre F. Masson, *Le département des Affaires étrangères pendant la Révolution 1789-1804* (Paris, 1877, in-8°); G. de Grandmaison, *L'ambassade de France en Espagne pendant la Révolution, 1789-1804* (Paris, 1892, in-8°); M. Dufrasse, *Histoire du droit de guerre et de paix de 1789 à 1815* (Paris, 1867, in-8°); J. Basdevant, *La Révolution française et le droit de la guerre continentale* (Paris, 1901, in-8°). — Sur les agents secrets de l'étranger à Paris, A. Mathiez, *La Révolution et les étrangers*, cité p. 68. — Sur l'affaire des princes allemands, les travaux essentiels sont Th. Ludwig, *Die deutschen Reichsstände im Elsass und der Ausbruch der Revolutionskriege* (Strasbourg, 1898, in-8°), et P. Muret, *L'affaire des princes possédés d'Alsace et les origines du conflit entre la Révolution et l'Europe*, dans la *Revue d'histoire moderne*, t. I (1899-1900), p. 433-456 et 566-592. — Sur les événements d'Avignon et du Comtat, P. Charpenne, *Les grands épisodes de la Révolution dans Avignon et le Comtat* (Avignon, 1902, 4 vol. in-16); J. Viguier, *La réunion d'Avignon et du Comtat-Venaissin à la France*, dans la revue *La Révolution française*, t. XXI (1891), p. 424-449; t. XXIII (1892), p. 149-160; t. XXVI (1894), p. 150-168; A. Mathiez, *Rome et la Constituante*, cité p. 60.

Ce fut à propos de ces deux conflits que la Révolution fut amenée à dégager de ses principes un nouveau droit public international. En novembre 1790, la Constituante finit par répondre clairement aux princes allemands, par la voix de Merlin de Douai, que l'Alsace était française, non parce que les traités de 1648 avaient livré son territoire à Louis XIV, mais parce que les Alsaciens avaient attesté, lors de la Fédération, leur volonté de rester unis à leurs compatriotes. La Révolution libérait donc les nations comme l'homme et le citoyen, et même elle les appelait à la vie. Jusqu'ici il n'y avait eu, en droit, que des États : l'homme suivait le sort de la terre conquise et reconquise. Le 22 mai 1790, la Constituante répudia solennellement le droit de conquête ; désormais la volonté de l'homme, librement exprimée, asservissait au contraire le sol : l'état territorial et dynastique faisait place à la nation. En conséquence, la gauche demanda, sans ambages, qu'on accueillît le « vœu » des Avignonnais et qu'on prononçât l'annexion qu'ils sollicitaient. En mai 1791, il ne se trouva plus qu'une faible majorité pour la repousser ; encore l'Assemblée décida-t-elle d'occuper Avignon et le Comtat pour y rétablir l'ordre et consulter la population ; la réunion finit par être adoptée en septembre. A ce moment, il y avait déjà longtemps que le pape avait fait appel à l'Europe. Aux yeux des rois, ce nouveau droit public revenait à proclamer, au profit de la France, le droit d'annexer, pacifiquement et sans aucuns frais, tous les pays qui, voulant eux aussi faire une révolution, entreraient en conflit avec leurs souverains. Tous les traités se trouvaient déchirés et tout lien juridique rompu entre la France et l'Europe. Il y avait là de quoi indigner les diplomates et les souverains.

Toutefois ils ne se payaient pas de mots. Les questions d'Alsace et d'Avignon avaient leur intérêt, car elles permettraient, quand on voudrait, de faire la guerre à la France, mais elles ne touchaient point les grands États ; pour qu'ils se sentissent menacés, il eût fallu que les forces de la France fussent intactes et tel n'était pas le cas : elle n'avait plus ni armée, ni marine, ni finances et elle rompait ses alliances. Les prétentions des révolutionnaires faisaient pitié et on les rabattait au premier jour.

Il était évident, en effet, que la Constituante redoutait la guerre. Elle refusa de recevoir les communications des États généraux de Belgique ; elle interdit, il est vrai, le passage aux troupes autrichiennes envoyées aux Pays-Bas, mais elle les laissa occuper l'évêché de Bâle. Après avoir nié, en principe, les

droits des princes allemands, elle leur offrit une indemnité pécuniaire et Louis XVI dut se hâter de leur envoyer Augeard pour les détourner d'accepter. Elle ajourna aussi, tant qu'elle put, l'affaire d'Avignon. Estimant que la guerre ferait le jeu de la cour, elle subordonna, en mai 1790, le droit royal de paix et de guerre à l'autorisation législative, et, bien que la Constitution réservât au roi la direction des affaires étrangères, elle créa, le 1^{er} août, un comité diplomatique. Enfin, comme les alliances d'ancien régime pouvaient impliquer la France nouvelle dans quelque conflit, en dépit de sa volonté, elle préféra s'isoler en Europe plutôt que de courir ce risque. Avec les Habsbourgs, à la vérité, l'alliance se déliait toute seule : l'empereur ne tenait plus compte d'une France impuissante et la tradition anti-autrichienne, vivifiée par la haine qu'inspirait Marie-Antoinette, portait les révolutionnaires vers la Prusse. Goltz, ambassadeur, et Ephraïm, agent secret de Frédéric-Guillaume, encourageaient leurs espoirs. Cette tradition était si puissante que les émigrés, comme on l'a dit, avaient les mêmes préférences que leurs adversaires. L'alliance espagnole, qui avait permis à la France de vaincre l'Angleterre, ne prêtait pas aux mêmes objections, et cependant la Constituante l'abandonna pareillement. En mai 1790, l'Espagne, menacée par Pitt, invoqua le pacte de famille. L'Assemblée finit par voter, le 26 août, l'armement de 45 navires, mais déclara l'accord dynastique sans valeur : on en négocierait un nouveau qui unirait cette fois la nation française à la nation espagnole. Personne ne pouvait s'y tromper : l'alliance était morte et les agents de Pitt, Miles et Elliott, qui avaient chapitré Mirabeau, s'en félicitaient.

L'impuissance de la France semblait évidente. A travers l'histoire, tel avait toujours été, disait-on, l'effet des révolutions. La sagesse commandait aux souverains de l'abandonner à elle-même et de poursuivre leurs desseins. Il serait toujours temps de restaurer la puissance d'un roi qui pouvait les contrecarrer.

VI. — LA POLITIQUE EUROPÉENNE¹.

A l'automne de 1789, la résistance des Turcs avait faibli. Souvorov avait pris Otchakov et parvenait au Danube; les Impé-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Ceux qui sont cités p. 24 et 25, et particulièrement R. H. Lord, *The second partition of Poland* (importante bibliographie), qui résume tous les travaux antérieurs sur la question. — Sur la politique de l'Autriche et de la Prusse et sur leurs rapports avec la Russie, à partir de 1790, on trouvera une bonne mise au point

riaux s'étaient emparés de Belgrade. Cependant Catherine II demeurait soucieuse ; il était évident qu'elle n'atteindrait pas Constantinople et que le projet grec ne serait pas réalisé : Gustave III, malgré ses échecs de 1788, avait sauvé le sultan ; d'ailleurs, ayant brisé, en avril 1789, la résistance des nobles, il menaçait de nouveau Saint-Pétersbourg et, le 9 juillet 1790, il battit la flotte russe à Svenka-sund. La Diète polonaise, réunie en septembre 1788, s'étant vu offrir par Buchholtz l'alliance de la Prusse, avait demandé impérieusement le départ des troupes russes et Catherine avait cédé. Pour Joseph II, la situation était pire : les Pays-Bas étaient perdus et la Hongrie sur le point de se soulever.

La Prusse intriguait partout contre les deux empires. Dietz signait une alliance avec les Turcs, le 31 janvier 1790 ; une autre était enfin conclue avec la Pologne, le 29 mars. Frédéric-Guillaume soutenait sous main les Hongrois, occupait Liège, fournissait un général aux Belges et proposait à Pitt de reconnaître leur indépendance. L'Angleterre et la Hollande, ses alliées depuis août 1788, le soutenaient discrètement : Gustave III avait reçu quelques subsides et Elliot, à Copenhague, était intervenu hardiment, à l'automne de 1788, pour empêcher les Danois de le prendre à revers. On attribuait à la Prusse de grands desseins et de grands moyens. Mais l'événement manifesta surtout la médiocrité de ses dirigeants et fut un digne prologue à l'aventure lamentable de 1792. En fait, la Prusse avait deux politiques. D'après le « grand plan » que Herzberg avait présenté au roi, en mai 1789, l'Autriche, s'étant pourvue en Turquie, devait restituer la Galicie aux Polonais qui céderaient alors Dantzig, Thorn et Posen à la Prusse : ainsi l'Autriche demeurerait intacte et la Prusse se garnirait les mains aux dépens de ses alliés ; Herzberg s'imaginait que des démonstrations militaires suffiraient à imposer ces échanges. Le roi, moins crédule ou plus belliqueux, songeait, au contraire, à ôter à l'Autriche les Pays-Bas et, peut-être même, à s'attribuer la Bohême, si la Hongrie s'insurgeait. Il eût fallu de la décision et de l'audace : or, en août 1789, son armée étant massée en Silésie, il avait remis l'attaque à l'année suivante et, bientôt après, la roue avait

dans K. Heidrich, *Preussen im Kampfe gegen die französische Revolution bis zur zweiten Teilung Polens* (Stuttgart et Berlin, 1908, in-8°). Sur l'histoire intérieure de la Pologne, voir Mile J. Klotz, *L'œuvre législative de la diète de Quatre ans* (Paris, 1913, in-8°). Sur la répression autrichienne en Belgique, se reporter à H. Pircune, *Histoire de Belgique*, t. V, cité p. 13).

tourné. Enfin, c'était bien à tort qu'il comptait sur les puissances maritimes.

Pitt ne se souciait aucunement d'agrandir la Prusse. Il ne voulait pas que la Russie dominât la Baltique, où le commerce britannique et le commerce hollandais régnaient sans conteste et il désirait aussi la tenir à bonne distance de la Méditerranée, en sauvant la Turquie. La dissolution de l'Autriche le rendait soucieux, car elle aurait rompu l'équilibre continental et livré à l'influence française les Pays-Bas devenus indépendants. Ce qui lui importait, c'était de rétablir le *statu quo*. Administrateur et financier avant tout, satisfait de voir la dette s'amortir et le commerce croître, il ne désirait pas la guerre ; la Hollande encore moins, ayant prêté de grosses sommes à Catherine. Pitt, cependant, prenait grand soin de la marine et, quand il sentait l'adversaire faiblir, il se montrait volontiers audacieux et intraitable, mais, naturellement, c'était contre les vainqueurs de la guerre d'Amérique qu'il préférait tourner ses forces. En 1787, il avait ainsi intimidé Montmorin et mis la main sur la Hollande ; en 1790, ce fut le tour de l'Espagne. Quelques navires anglais ayant été saisis, en 1789, à Nootka-sund, sur la côte du Pacifique, au nord de la Californie, il exigea réparation et, en outre, contesta la souveraineté de l'Espagne en ces parages ; en mai 1790, il arma. L'Angleterre avait alors 93 vaisseaux de ligne et l'Espagne 34. Abandonnée par la France, celle-ci révoqua la saisie, le 24 juillet, et, sur un ultimatum, céda la baie, le 28 octobre. Ainsi occupé, on comprend que Pitt, pendant toute cette année, n'ait cessé de signifier aux Prussiens que leurs plans étaient étrangers à l'alliance et qu'il se soit posé en médiateur sur le continent.

Toutefois, il lui eût été difficile de retenir Frédéric-Guillaume si les préparatifs de celui-ci eussent été terminés au moment de la mort de Joseph II ; mais les Prussiens comptaient se mettre en campagne à la fin du printemps, suivant la coutume, et Joseph II disparut en février 1790. Pitt eut le temps de s'arranger avec Léopold. Ce prince était plus judicieux et d'imagination moins turbulente que son frère. Pour sauver l'Autriche, tout en conservant ce qu'il pourrait des conquêtes de Turquie, il lui fallait d'abord isoler la Prusse. Quand, en avril, les Anglais lui offrirent leur médiation, sur la base du *statu quo ante*, il l'accepta aussitôt. Au surplus, comme il avait imaginé de distinguer entre le *statu quo* pur et simple et le *statu quo* amélioré, cela ne l'empêcha pas de négocier avec les Prussiens pour obtenir le

second. A la vérité, Kaunitz s'y opposa, mais Léopold avait son « secret » ; le vice-chancelier, Philippe Cobenzl, et le référendaire, Spielmann, le servirent, en dépit du « vieux papa ». Les conférences s'ouvrirent à Reichenbach, en Lusace, où 170.000 Prussiens étaient massés en face de 150.000 Autrichiens. Herzberg avait remanié son plan pour tout concilier : l'Autriche ne céderait plus que le sixième de la Galicie et réduirait en proportion ses conquêtes en Turquie ; la Prusse se contenterait de Thorn et de Dantzig. Aussitôt les Anglais de faire grise mine et les Polonais de protester. Troublé, Frédéric-Guillaume renonça subitement à toute acquisition et Spielmann, navré, fut obligé d'accepter le *statu quo* pur et simple, le 27 juillet.

En réalité Léopold tira, de cette apparente défaite, tous les profits qu'il voulait ; déjà, en juin, il s'était réconcilié avec les Magyars ; en novembre, son armée entra en Belgique sans rencontrer de résistance et, au début de décembre, Liège et les Pays-Bas étaient entre ses mains ; le 10, à La Haye, la triple alliance lui imposa la concession d'une amnistie et garantit le maintien des privilèges provinciaux, mais il ne ratifia pas la convention. A Sistova, il négociait avec les Turcs, mais sans conclure. L'État autrichien reprenait son assiette. C'était, pour la Prusse, un désastre.

Elle s'en prépara un second. Catherine II, en effet, fut mise en demeure, à son tour, de renoncer à ses conquêtes et d'accepter la médiation. Elle s'y attendait et avait déjà pris ses précautions. Voyant Léopold abandonner la partie, elle avait fait sa paix avec Gustave III, le 14 août. Le 22 décembre, Souvorov prit Ismaïlia où il fit de la garnison et de la population un carnage épouvantable. Catherine refusa donc tout accommodement. Pourtant on la savait à bout de ressources et la Prusse lui fit entendre qu'elle était toujours prête à un accord : peu s'en fallut qu'il ne se conclût sur le dos de la Pologne. Potemkine, qui menait la guerre contre les Turcs et devait conquérir les provinces danubiennes, avait dessein de conserver celles-ci pour lui et d'y adjoindre l'Ukraine polonaise : il désirait donc un partage. Soutenu par Bezborodko, il combattit les favoris, Zubov, Markov et Ostermann, qui poussaient à l'intransigeance : le 26 mars 1791, une dépêche partit pour Berlin, offrant l'alliance russe et un second démembrement de la Pologne. Toute l'action contre-révolutionnaire en eût pris un autre tour. Mais la dépêche arriva trop tard.

Frédéric-Guillaume, dans l'incertitude, n'avait pas cessé de

s'agiter. La camarilla lui avait conseillé de se rapprocher de l'Autriche pour isoler Catherine ; lui aussi avait maintenant son « secret ». Laissant Herzberg dans l'ignorance de ses menées, Bischoffswerder, après une première avance à Léopold en septembre 1790, se rendit à Vienne, en février 1791. Sans vouloir, en aucune façon, se brouiller avec Catherine, Léopold jugeait utile de ménager la Prusse : il écouta le favori sans rien promettre ; il n'en fallut pas davantage au brouillon incapable et crédule : de retour, il assura au roi que l'Autriche demeurerait neutre en cas de conflit. Le 11 mars, Frédéric-Guillaume mit l'Angleterre en demeure de se prononcer définitivement sur l'action coercitive contre la Russie.

Pitt, ayant désarmé l'Espagne et l'Autriche, était alors à l'apogée de sa renommée. La flotte anglaise demeurait mobilisée et Whitworth l'assurait que les Russes étaient à bout de force. Le bluff lui avait toujours réussi jusqu'alors : il semble que le succès l'ait grisé. Ewart, son ambassadeur à Berlin, le poussait à constituer une ligue qui réunirait la Suède, la Pologne, la Turquie et la Prusse, sous l'égide de l'Angleterre, et qui endiguerait définitivement les progrès de la Russie : il se laissa persuader ; les 21 et 22 mars, le cabinet décida d'adresser un ultimatum à Catherine ; il fut ratifié à Potsdam, le 7 avril. Mais Pitt avait compté sans les whigs. Avec la complicité de l'ambassadeur russe, Voronzov, ils soulevèrent l'opinion contre pareille guerre : les Anglais fournissaient les trois quarts des importations de la Russie ; soutiendraient-ils contre elle les Turcs, clients de la France et, par surcroît, infidèles ? A la Chambre des Communes la majorité alla décroissant ; le ministère se divisa. Dès le 6 avril, Pitt se résignait à une palinodie pour sauver son portefeuille ; l'intervention du ministre danois, Bernstorff, assurant que Catherine accepterait la limite du Dniestr, lui permit de sauver la face. Ewart fut renvoyé à Potsdam, le 20 avril, avec mission d'avertir la Prusse que l'Angleterre l'abandonnait. Catherine triompha : « Chien qui aboie ne mord pas toujours. » A Galatz (11 août 1791) et à Iassy (9 janvier 1792), elle garda Otchakov et la ligne du Dniestr.

Cette fois, la Prusse n'était pas seule atteinte : la Pologne comprit qu'elle allait être abandonnée à la vengeance de Catherine. Le péril réconcilia le roi et les chefs patriotes, Stanislas et Jean Potocki, Malachowski, Kollontaj et Czartoryski. Le 3 mai 1791, ils firent accepter en bloc par la Diète une nouvelle constitution qui abolissait le *liberum veto* et organisait une monar-

chie constitutionnelle et héréditaire, la succession de Stanislas Poniatovski étant assurée à la fille de l'électeur de Saxe. Mais il était probable que la Pologne n'aurait pas le temps de se mettre en défense et qu'elle serait occupée tout entière par les Russes. Une pareille perspective parut également désastreuse à la Prusse et à l'Autriche et les rapprocha définitivement. Herzberg était maintenant disgracié et Bischoffswerder au pinacle : il obtint, le 12 mai, qu'on fit des propositions à l'Autriche ; le 11 juin, à Milan, il vit lui-même Léopold qui accepta l'alliance prussienne et promit de signer la paix avec les Turcs ; il fut convenu que Léopold et Frédéric-Guillaume auraient une entrevue à Pillnitz, en Saxe. En échange, Léopold demanda que la Prusse reconnût avec lui la constitution du 3 mai, y compris la succession saxonne. Il fut décidé que le traité serait signé à Vienne. Les deux puissances allemandes paraissaient donc d'accord pour tenir tête à la Russie. Mais leur entente reposait sur une équivoque. Léopold désirait sauver la Pologne, tandis que Frédéric-Guillaume aspirait à la démembrer ; l'alliance polonaise avait perdu toute valeur à ses yeux depuis que, le 6 septembre 1790, la Diète avait interdit de céder aucune portion du territoire national ; la constitution nouvelle en avait encore moins si elle devait régénérer la Pologne. En détachant l'Autriche de la Russie, il voulait imposer à celle-ci un nouveau partage. En fin de compte, les événements eussent suivi la même marche qu'en 1772 ; l'Autriche aurait cédé et la Triple-Alliance restaurée eût pesé de tout son poids dans la lutte contre la France. Mais déjà les projets contre-révolutionnaires s'étaient infiltrés dans la politique européenne ; avant d'avoir réglé la question polonaise, les deux cours allemandes s'engagèrent imprudemment à l'ouest, pour le plus grand profit de Catherine et vouèrent leur coalition à la ruine avant même que de la former.

Ce fut Frédéric-Guillaume II qui formula les premières propositions d'intervention et ce fut après Reichenbach qu'il s'y décida. Mais il posa deux conditions : la coopération de l'Autriche et une compensation pour les frais de guerre ; il voulait Juliers et Berg que lui céderait la Bavière, laquelle se dédommagerait, ainsi que l'Autriche, en Alsace et en Lorraine. Ces vues servirent de prétexte aux premières ouvertures de rapprochement avec l'Autriche, en septembre 1790. On ne peut nier que les sentiments personnels de l'impulsif roi de Prusse à l'égard de Louis XVI et des émigrés n'aient contribué à cette volte-face ; mais ce fut évidemment son échec à Reichenbach

qui, par un détour singulier, lui fit envisager la contre-révolution comme une revanche : elle devait lui procurer, tout à la fois, un allié à la place de l'Angleterre défaillante et l'agrandissement indispensable à sa gloire. En février 1791, Bischoffswerder déclara de nouveau à l'empereur que la Prusse le suivrait contre la France.

Léopold fit d'abord la sourde oreille. Le 18 mai il éconduisit une fois encore le comte d'Artois à Mantoue. Catherine ne cessait de lui recommander l'intervention en France, mais c'était une raison de plus pour l'ajourner. Tout à coup, à Milan, il fit bon accueil aux nouvelles offres de Bischoffswerder et la contre-révolution éventuelle fut une des bases de l'accord : c'est qu'il venait de recevoir la lettre de Marie-Antoinette lui annonçant la fuite imminente. On a exagéré en effet l'indifférence de Léopold ; il eût préféré s'abstenir pour ne pas se mettre entre deux feux : c'était sagesse ; mais si le sort de Louis XVI et de sa sœur s'aggravait, il ne doutait pas qu'il eût le devoir d'intervenir. Pareil état d'esprit le mettait à la discrétion de Louis XVI : en fuyant, celui-ci lui força la main.

CHAPITRE IV

LA FUITE DU ROI ET LA DÉCLARATION DE GUERRE A L'AUTRICHE

(juin 1791 - avril 1792) ¹

La fuite de Louis XVI fut un des faits essentiels de la Révolution. La France savait que les rois lui étaient hostiles ; mais, comme ils étaient occupés ailleurs, elle aurait pu, quelque temps encore tout au moins, continuer paisiblement son œuvre. Ce fut l'initiative de Louis XVI qui précipita le conflit.

I. — L'ÉVÉNEMENT DE VARENNES ET SES CONSÉQUENCES EN FRANCE (1791) ².

Depuis si longtemps que Fersen préparait l'évasion de la famille royale, on n'avait pu éviter les indiscretions et Marat n'avait pas cessé de la prédire. Le soir du 20 juin, Bailly, inquiet, envoya aux Tuileries La Fayette qui les jugea bien

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Ceux qui sont cités p. 29-30 et p. 81 ; pour la politique européenne, ceux qui sont indiqués, p. 24 et p. 86.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur la fuite du roi, l'ouvrage principal reste celui de V. Fournel, *L'événement de Varennes* (Paris, 1890, in-8°) ; le livre de G. Lenôtre, *Varennes* (Paris, 1905, in-12) ne l'a pas remplacé ; cf. G. Bord, *La fin de deux légendes. L'affaire Léonard* (Paris, 1909, in-8°). — Sur l'attitude des partis et l'affaire du Champ de mars, A. Aulard, *Histoire politique* (citée p. 30), chap. v et vi ; A. Mathiez, *Le club des Cordeliers pendant la crise de Varennes* [cité p. 64], très important ; G. Michon, A. Duport (cité p. 30) ; F. Braesch, *Les pétitions du Champ de mars*, dans la *Revue historique*, t. CXLII (1923), p. 192-209 ; t. CXLIII (1923), p. 1-3, 181-197 ; cf. les observations d'A. Mathiez, *ibid.*, t. CXLIV (1923), p. 87-91 ; H. Chobaut, *La pétition du club de Montpellier en faveur de la république*, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. IV (1927), p. 547-560. — Sur les rapports des constitutionnels, et particulièrement de Barnave, avec la reine, la publication d'O. de Heidenstam, *Marie-Antoinette, Fersen et Barnave* (Paris, 1913, in-8°), tirée des papiers de Fersen, a apporté des précisions nouvelles. L'authenticité de ces textes a été contestée (voyez les observations de H. Glagau, dans les *Annales révolutionnaires*, t. VII [1914], p. 387-403 et 675-693, et de Miss E. D. Bradby, dans l'*English historical review*, t. XXI [1916], p. 238-255) et il est certain qu'ils ont été, tout au moins, publiés de manière très défectueuse. Mais il n'est pas douteux que Barnave a correspondu avec Marie-Antoinette.

gardées à l'instant même où les fugitifs en sortaient¹. Une lourde et somptueuse berline les emmena vers Châlons, d'où ils devaient gagner Montmédy. Bouillé s'était installé à Stenay et avait envoyé des détachements jusqu'au delà de Sainte-Menehould. Mais la berline prit cinq heures de retard ; la population se montrait nerveuse et défiante ; les chefs, désorientés, perdirent leur sang-froid. Quand le roi parvint en pleine nuit en haut de la côte de Varennes, il n'y trouva pas le relais convenu et s'arrêta : ce fut sa perte.

Il ne s'était guère caché ; mais de ceux qui le reconnurent, aucun n'osa ou ne voulut agir, sauf Drouet, le maître de poste de Sainte-Menehould, dont la décision et l'énergie forcèrent le destin. Ayant rejoint à bride abattue la berline immobile, il descendit au pont de l'Aire qu'il fit barricader. Quand, enfin, le roi y parvint, on l'arrêta et il avoua. Le tocsin ameuta les paysans et les hussards, accourus, fraternisèrent avec eux. Au jour, les messagers de La Fayette apparurent et notifièrent les décrets de l'Assemblée : il fallut repartir. Le retour fut tragique, au milieu des foules menaçantes. Le 25 juin, la famille royale réintégra les Tuileries sous bonne garde.

L'Assemblée avait donné l'exemple du sang-froid : ayant suspendu le roi et le veto, donné des ordres aux ministres et organisé, de fait, la France en république, elle était revenue ensuite à son ordre du jour. Mais jusqu'au fond des campagnes, l'émotion fut profonde. Que la fuite du roi fût le signal de l'invasion, personne n'en douta : le long des frontières, les places fortes se mirent spontanément en état de siège et, dès le 24, l'Assemblée décida de tirer de la garde nationale 169 bataillons de marche. La joie éphémère des aristocrates réveilla l'idée de les exterminer ; en beaucoup d'endroits, nobles et réfractaires furent molestés ; des châteaux flambèrent. Mais l'ennemi le plus redoutable désormais n'était-il pas Louis XVI ? D'un élan, on avait couru le reprendre ; mais était-ce comme otage ou comme roi ?

À Paris, à la nouvelle de la fuite ce fut, contre lui et contre la reine, une tempête d'invectives parfois grossières. Les républicains exultèrent : « Nous voilà enfin libres et sans roi »,

1. Le point le plus obscur de l'aventure, c'est qu'une porte des Tuileries ne se trouvait pas gardée. *Les Mémoires du comte de Saint-Priest*, récemment publiés (Paris, 1929, 2 vol. in 8°), expliquent que La Fayette avait voulu laisser ainsi à Fersen, qui en profitait presque chaque jour, le moyen de monter librement chez la reine (t. II, p. 91-93).

disaient les Cordeliers dans leur proclamation. Les républicains espérèrent entraîner les démocrates et, le 21 juin, les Cordeliers demandèrent à la Constituante de proclamer la république ou, tout au moins, de ne pas décider du sort du roi avant d'avoir consulté les assemblées primaires. Brissot, Bonneville, et, le 8 juillet encore, le marquis de Condorcet adhèrent à la république. En province, quelques clubs s'étaient prononcés, plus ou moins clairement, dans le même sens. Mais le retour du roi et l'attitude de l'Assemblée déconcertèrent les esprits et, d'ailleurs, tous les démocrates ne se laissèrent pas entraîner. Plusieurs peut-être pensaient encore au duc d'Orléans et Marat, comme toujours, réclamait un dictateur. Robespierre insistait pour qu'on se contentât de juger Louis XVI et de faire élire promptement la Législative afin de se débarrasser de la Constituante devenue suspecte. Ce fut sur ce programme qu'on tomba d'accord.

Mais l'Assemblée nationale demeura inébranlable et dédaigna toutes les pétitions. Proclamer la république, c'était provoquer la guerre ; c'était aussi ouvrir la voie à la démocratie ; c'était encourager la sourde révolte des paysans et le mouvement de grève qui l'avait alarmée. Elle avait spontanément pris parti, dès la première heure, en dénonçant « l'enlèvement du roi » et en créant ainsi la fiction qui lui permettrait d'absoudre Louis XVI. Les triumvirs et La Fayette s'étaient aussitôt réconciliés et, le 21 au soir, Barnave avait donné le mot d'ordre aux Jacobins : « La Constitution, voilà notre guide ; l'Assemblée nationale, voilà notre point de ralliement. » Pour empêcher les assemblées électorales, déjà convoquées, d'exprimer des vœux favorables aux républicains, les élections furent suspendues. Le roi revenu, Du Port et Barnave lui soufflèrent ses réponses : il reconnut qu'il s'était trompé sur l'état d'esprit des Français et laissa entendre qu'il accepterait la constitution ; deux décrets des 15 et 16 juillet mirent en accusation les auteurs de l'enlèvement et disculpèrent les souverains.

Cependant, le 15 au soir, les Jacobins, envahis par une foule accourue du « Cercle social » et menée par les Cordeliers, avaient accepté de participer à la rédaction d'une nouvelle pétition qui demanderait à la Constituante de remplacer Louis XVI — « par tous les moyens constitutionnels », ajouta Brissot qui en arrêta le texte le lendemain. Au Champ de mars, où on devait la signer, les Cordeliers protestèrent contre cette adjonction qui ne pouvait profiter qu'au duc d'Orléans. On en référa

aux Jacobins qui, ayant déjà reçu le décret par lequel l'Assemblée venait d'absoudre le roi, renoncèrent à toute intervention. Le 17, Robespierre approuva cette décision, mais les Cordeliers persistèrent et furent fidèles au rendez-vous; on rédigea, séance tenante, un nouveau texte sur l'autel de la patrie.

Cette foule n'était pas armée et d'ailleurs, une insurrection n'aurait eu aucune chance de succès car la garde nationale, encore exclusivement bourgeoise, était très montée contre la « canaille ». Mais les pétitions successives avaient provoqué des manifestations de plus en plus tumultueuses qui peu à peu mobilisaient les grévistes et les ouvriers des ateliers de charité qu'on venait de licencier. Des propos menaçants avaient été tenus et il y avait eu des incidents graves; le matin même, on avait mis deux hommes à mort près du Champ de mars. Bailly et La Fayette, encouragés par la Constituante, résolurent de faire un exemple. Le drapeau rouge déployé, la garde nationale envahit le Champ de mars et fit feu sur les pétitionnaires. Incontinent, on les accusa de complot : les prisons s'emplirent; plusieurs journaux démocrates disparurent; les Cordeliers furent un moment fermés et les Jacobins menacés de dissolution par la scission de presque tous les députés qui allèrent installer un nouveau club aux Feuillants. Robespierre tint tête à peu près seul et finit par sauver les Jacobins. Le parti patriote ne s'en trouva pas moins coupé en deux : d'un côté, les constitutionnels, la bourgeoisie censitaire, qui, pour maintenir leur œuvre compromise, étaient prêts à s'entendre avec le roi et la droite; de l'autre, les démocrates parmi lesquels les républicains prendront de plus en plus d'influence; entre eux, le sang du Champ de mars et la terreur « tricolore ».

Maîtres de la situation, Du Port, Barnave et les Lameth essayèrent de s'entendre avec la droite pour reviser la constitution; on aurait accru les pouvoirs du roi, aggravé le cens, établi une seconde chambre, rétabli la noblesse et autorisé la réélection et l'accession des députés au ministère. Cette tentative échoua : les noirs demeurèrent irréductibles et une partie des patriotes refusèrent d'aller si loin. La revision accentua la rupture entre les deux fractions révolutionnaires, sans rallier aux Feuillants le roi et les aristocrates. Louis XVI pourtant se résigna à accepter la constitution et fut remis en possession de son autorité. Mais aucune illusion n'était plus possible sur ses sentiments réels. Varennes avait « déchiré le voile ».

II. LA DÉCLARATION DE PILLNITZ (27 AOÛT 1791)¹.

Par toute l'Europe, l'arrestation du roi avait touché les cœurs et, surtout en Angleterre, offensé le loyalisme. Les souverains firent un retour sur eux-mêmes. « Quel exemple effrayant ! », s'écria le roi de Prusse. L'Espagne intervint la première ; dès le 1^{er} juillet, Florida Blanca expédia une note menaçante ; Montmorin et l'ambassadeur Nunez, également inquiets, l'adoucirent d'un commun accord. Nunez fut blâmé et rappelé ; toutefois, Charles IV n'insista pas ; il se rabattit sur les résidents français : le 20 juillet, il les mit en demeure de lui prêter serment sous peine d'expulsion. Tous les yeux étaient tournés vers l'empereur. L'événement l'avait atterré, mais il n'hésita pas : le 6 juillet, de Mantoue, il proposa aux cours de se concerter pour sauver la famille royale et la monarchie française. Le 4 août, il signa la paix avec les Turcs à Sistova. La Diète, de nouveau, s'agita et conclut à une intervention de l'Empire en faveur des princes lésés par la Révolution. Bischoffswerder se réjouit de voir Léopold disposé à l'offensive et, sans demander d'autorisation, signa, le 25 juillet, à Vienne, la convention prévue à Milan. Le roi de Prusse la ratifia le 12 août, malgré ses ministres, et partit pour Pillnitz avec une suite d'officiers, sans aucun diplomate.

Cependant Léopold revenait déjà aux tempéraments. Les réponses qu'il avait reçues n'étaient pas encourageantes. Georges III signifia que, malgré l'intérêt qu'il portait à Louis XVI, il garderait la neutralité ; Charles IV et le roi de Sardaigne, Victor-Amédée, attendaient que l'Autriche commençât la guerre, pour ne pas s'exposer aux premiers coups ; seuls Catherine II et Gustave III adhéraient avec chaleur à l'action concertée. Léopold comprenait bien que l'armée russe, avant de combattre les Français, occuperait la Pologne, et l'attitude de la Prusse, à l'égard de ce pays, n'avait rien de rassurant. En juin, Frédéric-Guillaume avait signifié que l'alliance de 1790 ne pouvait garantir une constitution postérieure et, le 9 août, il remontra aux Autrichiens qu'il ne pouvait s'expliquer sur cette dernière tant que la Russie gardait le silence.

Si la Constituante avait détrôné Louis XVI, Léopold sans doute eût passé outre ; la prudence et la modération de

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voyez les ouvrages relatifs à la politique européenne, indiqués p. 24 et 86.

l'Assemblée lui permirent de penser à ses intérêts. Le 11 juillet, Barnave, Du Port, Lameth et La Fayette annonçaient à Mercy, qui représentait maintenant l'empereur à Bruxelles, la discussion imminente du rapport qui disculpait le roi ; si les souverains poussaient au pire, ils donneraient à leurs sujets « l'exemple contagieux d'un roi détrôné ». Le 30 juillet, ils dictèrent à la reine une lettre qui conseillait la paix à Léopold. Ils dépêchèrent l'abbé Louis à Mercy pour tâcher de le ramener à Paris.

La reine, il est vrai, désavoua, le jour même, sa démarche officielle. « Il ne s'agit que de les endormir et leur donner confiance pour mieux les déjouer après », répétait-elle le 26 août ; « nous n'avons plus de ressources que dans les puissances étrangères ; il faut à tout prix qu'elles viennent à notre secours, mais c'est à l'empereur à se mettre à la tête de tous ». Léopold trouva plus sage, et pour Louis XVI et pour lui-même, d'accepter les offres des Feuillants. Le 20 août, il fit savoir que les puissances reconnaîtraient la constitution que Louis XVI aurait acceptée et, à Pillnitz, Frédéric-Guillaume dut renoncer à lui prêcher l'intervention armée.

La sagesse, dès lors, commandait le silence : une menace sous conditions ne pouvait que perdre les Feuillants. Mais c'était justement ce que voulait le comte d'Artois et ni Léopold ni Kaunitz n'aperçurent le piège : ils s'imaginaient, au contraire, qu'un manifeste intimiderait les séditieux et accroîtrait l'autorité des constitutionnels. C'est pourquoi l'empereur et le roi de Prusse décidèrent de publier la déclaration du 27 août : le rétablissement de l'ordre en France étant d'intérêt européen, ils invitaient les autres souverains à joindre leurs forces aux leurs : « alors et dans ce cas », ils passeraient à l'action. Comme l'Angleterre, au moins, manquerait toujours au concert, Léopold gardait les mains libres. « Alors et dans ce cas », disait-il, « sont pour moi la loi et les prophètes. » Toutefois, il lui convenait que les Jacobins prissent peur et il laissa les princes français interpréter la déclaration comme un ultimatum.

Le 14 septembre, Louis XVI accepta la constitution et, par là même, se trouva rétabli ; le 30, la Constituante se sépara. Léopold se félicita de la décision du roi et ne laissa plus aucune illusion à Marie-Antoinette. « Quel malheur, écrivait-elle, que l'empereur nous ait trahis ! » Le 3 décembre, Louis XVI écrivit personnellement au roi de Prusse pour lui demander secours contre ses sujets rebelles, mais Frédéric-Guillaume se déclara incapable d'agir seul. Léopold ne perdait pas de vue l'alliance

prussienne ; en novembre, il rouvrit les négociations pour la conclusion définitive de l'alliance ; mais il s'agissait pour lui d'arracher à la Russie la garantie polonaise.

Cependant, persuadé qu'il avait sauvé Louis XVI en intimidant la Constituante, il persistait à vouloir refréner l'ardeur jacobine par la menace d'une intervention ; le 12 novembre, une circulaire invita encore une fois les cours à réaliser le concert. La déclaration de Pillnitz courait le monde et, d'après l'opinion générale, les puissances préparaient la guerre pour le printemps. Peu à peu les sentiments des Jacobins se manifestaient : ils étaient tout contraires à l'attente de Léopold ; loin de s'humilier devant lui, ils le prenaient à partie et allaient bouleverser tous ses plans.

C'est devenu un lieu commun de vitupérer leur maladresse ou leur sottise : que ne s'en rapportaient-ils aux diplomates ? On leur eût expliqué la règle du jeu. Il se peut. Cependant, c'est avec raison que la Révolution se jugeait menacée. Elle l'était surtout par la Prusse, il est vrai, et, à cet égard, l'erreur des Français fut profonde ; mais, l'affaire de Pologne réglée, Léopold eût pu se retourner contre eux et d'ailleurs, on le vit bientôt, il pouvait avoir un successeur qui se montrerait agressif. Les Français, au surplus, n'étant pas dans le secret des cours, devaient prendre la déclaration au pied de la lettre, comme ses auteurs l'avaient désiré. Et enfin, faut-il oublier que toute menace d'intervention, même inoffensive, était une injure ? La prudence, peut-être, conseillait de la dédaigner ; mais aucune nation ne l'aurait pardonnée.

III. — L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE ET LA POLITIQUE GIRONDINE (OCTOBRE-DÉCEMBRE 1791) ¹.

Depuis l'affaire du Champ de mars, les Feuillants paraissaient maîtres de la France. On ne parlait plus de république et Collot d'Herbois publiait son royaliste almanach du Père Gérard. La

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Pour l'histoire de la Législative, on se reportera d'abord aux ouvrages d'ensemble, cités p. 29. La liste des députés se trouve dans A. Kusinski, *Les députés à l'Assemblée législative* (Paris, 1900, in-8°). La politique des Feuillants est étudiée dans G. Michon, *A. Duport*, cité p. 30 ; consulter aussi les ouvrages relatifs à M^{me} de Staël, particulièrement Lady Blennerhasset, *Frau von Staël, ihre Freunde und ihre Bedeutung in Politik und Literatur* (Berlin, 1887-1889, 2 vol. in-8°) ; t. II, livre II, chap. II ; l'ouvrage a été traduit en français par A. Dietrich, *M^{me} de Staël et son temps* (Paris, 1890, 3 vol. in-8°) ; D. G. Larg, *M^{me} de Staël, la vie dans l'œuvre* (Paris, 1924, in-8°). — Sur les négociations de Louis XVI avec l'étranger, voir J. Flam-

Législative, qui se réunit le 1^{er} octobre 1791, comprenait une énorme majorité de constitutionnels sincères. Du Port, Barnave et Lameth croyaient mener le roi ; ils choisirent la plupart des nouveaux ministres, notamment de Lessart qui remplaça Montmorin aux Affaires étrangères. En réalité, le pouvoir des triumvirs était très faible. Ils n'étaient pas en bons termes avec La Fayette qui ne les avait pas suivis lors de la révision et ils firent élire contre lui à la mairie de Paris, un démocrate avéré, Petion. Mais surtout, ils ne tenaient pas en main la majorité : 264 députés seulement s'étaient fait inscrire aux Feuillants ; 136 étaient allés aux Jacobins et aux Cordeliers ; restait une masse incertaine de 350 constitutionnels, la moitié de l'Assemblée. La bourgeoisie révolutionnaire, si unie au temps de la Constituante, était en train de se diviser : c'était la conséquence de Varennes et de Pillnitz.

L'opinion était inquiète. Les réfractaires s'agitaient plus que jamais : en août, ils avaient suscité des troubles en Vendée ; en février 1792, ils contribuèrent à soulever la Lozère. On savait que les aristocrates ne désarmaient pas ; le 16 octobre 1791, ils se révoltèrent à Avignon et tuèrent le maire Lescuyer, que les patriotes vengèrent par les massacres de la Glacière. Le roi gardait son homme dans le gouvernement, Bertrand de Molleville, ministre de la marine, et continuait d'employer Montmorin : les attaques contre le « comité autrichien », où le soupçon confondait les agents du roi et les triumvirs, troublaient les modérés eux-

mermont, *Négociations secrètes de Louis XVI et du baron de Breteuil avec la cour de Berlin*, déc. 1791-juillet 1792 (Paris, 1885, in-8°).

Sur les Girondins, les ouvrages d'ensemble sont vieillis ou de polémique : J. Guadet, *Les Girondins* (Paris, 1861, 2 vol. in-8°) ; E. Biré, *La légende des Girondins* (Paris, 1881, in-12). On se reportera aux ouvrages d'Aulard, *Histoire politique* (citée p. 30), 2^e partie, chap. VII, et *Les orateurs de la Législative et de la Convention* (Paris, 1885, 2 vol. in-8° ; 2^e édit., 1906), t. I, livres III-V ; t. II, livres VI et VII, ainsi qu'aux biographies parmi lesquelles on peut citer Miss E. Ellery, *Brissot* (Cambridge, U. S. A., 1915, in-8°) ; E. Lintilhac, *Vergniaud* (Paris, 1920, in-8°) ; E. Chapuisat, *Figures et choses d'autrefois* (Genève, 1920, in-8°), étude sur Clavière, p. 9-170. A part les essais de Miss Ida Tarbell, *Madame Roland* (Londres, 1896, in-8°), et de M^{me} Clemenceau-Jacquemaire, *Vie de M^{me} Roland*, 2 volumes (Paris, 1929, in-8°), il n'y a pas d'étude d'ensemble sur l'Égérie de la Gironde ; il faut se reporter aux publications suivantes de Cl. Perroud : *Mémoires de M^{me} Roland* (Paris, 1905, 2 vol. in-8°) ; *Lettres de M^{me} Roland, 1780-1793* (Paris, 1900-1903, 2 vol. in-4° de la « Collection des documents inédits sur l'histoire de France ») ; *Lettres*, nouv. série : 1767-1780 (Paris, 1913-1915, in-4°, même collection) ; *Roland et Marie-Phlipon, lettres d'amour, 1777-1780* (Paris, 1909, in-8°) ; *Une amie de M^{me} Roland ; souvenirs de Sophie Grandchamp*, dans la revue *La Révolution française*, t. XXXVII (1899), p. 65-89, 153-170. — Sur Dumouriez, voir le livre d'A. Chuquet, *Dumouriez* (Paris, 1914, in-8°). — Sur la politique de Robespierre, E. Hamel, cité p. 30 ; G. Michon, *Robespierre et la guerre*, dans les *Annales révolutionnaires*, t. XII (1920), p. 265-311.

mêmes; les sommations de l'étranger révoltaient La Fayette, très jaloux de la dignité nationale. Comme on attendait la guerre pour le printemps, l'assignat baissait et les acquéreurs de biens nationaux s' alarmaient. L'incertitude énervait les révolutionnaires, et quand la gauche proposa « de grandes mesures » pour rétablir la sécurité et la confiance, ils cédèrent aisément.

Cette gauche subit l'ascendant d'hommes nouveaux dont l'impulsion, jusqu'en juin 1792, fut décisive et au premier rang desquels se placèrent Brissot, député de Paris, et Vergniaud, le plus connu des députés de la Gironde. On les appela Brissotins et, surtout depuis Lamartine, nous les appelons Girondins. Cette seconde génération révolutionnaire s'était en partie recrutée parmi cette petite bourgeoisie, instruite mais pauvre — novellistes, avocats, professeurs — qui s'était peu à peu constituée au XVIII^e siècle. L'enthousiasme et l'ambition ne les poussaient pas seuls au pouvoir : plus d'un fut également sensible à ses agréments et au charme des salons que la politique leur ouvrait. Ils étaient en bons termes avec la bourgeoisie d'affaires — armateurs, négociants, banquiers — qui désiraient en finir avec la contre-révolution pour rétablir l'assignat et qui ne répugnaient pas à une guerre où fournisseurs et spéculateurs gagneraient beaucoup d'argent. De par leurs origines et leur formation philosophique, les Girondins étaient favorables à la démocratie politique, mais leurs goûts et leurs liaisons exigeaient qu'elle respectât la richesse et qu'elle consacraît les talents. Brissot et Vergniaud n'en manquaient pas, mais ils péchaient par le caractère. Après une vie errante de novelliste à gages, Brissot était parvenu à la notoriété grâce aux « Amis des Noirs » et au *Patriote français*. Besogneux, il avait servi le duc d'Orléans, des spéculateurs comme Clavière, et aussi La Fayette; on contestait sa délicatesse, mais il mourut pauvre. Ayant voyagé en Angleterre, en Suisse, aux États-Unis, il croyait connaître les cours et les peuples; il fut le diplomate de la Gironde. Il en fut aussi le « faiseur » : ses relations étaient très étendues; son enjouement et sa facilité lui donnaient du liant et son activité était incessante. Mais il était brouillon; l'impresion de légèreté et d'étourderie que laisse la politique girondine, c'est de lui surtout qu'elle vient. Vergniaud respire plutôt la mollesse et l'incertitude. Fils d'un marchand de Limoges, il avait fini, après de longs tâtonnements, par trouver sa voie au barreau de Bordeaux et s'y était lié avec Guadet, Gensonné,

Grangeneuve ; la Révolution l'unit à Ducos et à Boyer-Fonfrède. Le groupe trouva en lui son meilleur orateur. Par l'assaut des répétitions passionnées, quelques-unes de ses harangues comptent parmi les plus pathétiques. A plusieurs reprises, il fut la voix de la nation et sut évoquer les décisions tragiques que la politique de son parti devait imposer à la Révolution, avec une logique implacable qui, déjà, semblait un acte. Mais son épicurisme élégant et mesuré ajournait les initiatives redoutables. Ce fut lui qui donna aux Girondins le moyen de se concerter, mais c'est à la table et dans le salon luxueux de Mme Dodun, place Vendôme, qu'il les convoquait : sous le charme de leurs propres discours, ils oubliaient de conclure.

Pour se faire écouter de l'Assemblée, les Girondins n'avaient pas d'autre moyen que de foncer sur les ennemis de la Révolution ; et d'abord, à partir du 20 octobre, Brissot, Vergniaud, Isnard s'en prirent au comte d'Artois, au comte de Provence qui avait fui au moment de Varennes, aux émigrés rassemblés en armes à Coblenz ; ils obtinrent contre eux deux décrets, le 31 octobre et le 9 novembre. Ils s'attaquèrent ensuite aux réfractaires. Non qu'ils fussent très attachés à l'église constitutionnelle : la plupart tenaient de Voltaire et des encyclopédistes plutôt que de Rousseau et n'avaient pas l'âme religieuse ; en quelques-uns naissait l'idée de laïcité : dès novembre, Ducos demanda qu'on séparât l'État de la religion et, plus tard, le 25 avril 1792, Guadet critiqua vertement Robespierre pour avoir assuré, dans une circulaire aux Jacobins affiliés, que la Providence protégeait la Révolution : « Point de capucinades », s'écria Sonthonax. Mais les réfractaires faisaient le jeu des aristocrates : à ce titre, le décret du 29 novembre les menaçait d'internement.

On ne pouvait se dissimuler que, contre les émigrés, les décrets étaient illusoires. On les atteindrait plus sûrement en sommant l'électeur de Trèves de dissoudre leur armée ; aussi, le même jour, 29 novembre, le roi fut-il prié de lui adresser un ultimatum ; l'archevêque étant prince d'Empire, il était certain qu'il demanderait avis et secours à la Diète et à l'empereur. L'attaque girondine, méthodiquement développée, avec une sorte « d'audace sournoise », a dit Jaurès, échauffait l'opinion pour l'amener peu à peu à se tourner contre l'Autriche¹. Qu'éspéraient-ils

1. H. von Sybel et A. Sorel (ouvrages cités p. 29) sont tombés d'accord pour imputer aux Girondins la responsabilité de la guerre ; le premier a été guidé par son hostilité pour la France, le second par son antipathie pour le parti démocratique qu'était la Gironde. Pour défendre leur opinion, ils se sont appliqués à montrer que la déclaration

de cette tactique? Avant tout, pour eux, un grand rôle et la popularité. Mais ils comptaient aussi mettre le roi au pied du mur et libérer la Révolution de l'oppressant soupçon. Si Louis XVI accordait sa sanction aux décrets et interpellait l'Électeur, il renonçait en fait au veto ; resterait à lui imposer des ministres girondins qui mèneraient la guerre. Brissot croyait le succès certain et rapide si l'on surprenait l'Autriche, car l'appel aux peuples opprimés serait d'un effet irrésistible. « Le moment est venu », disait-il le 31 décembre, « d'une nouvelle croisade ; c'est une croisade de liberté universelle ». Les réfugiés l'apuyaient ardemment. Dans leurs rangs, les Girondins compétaient notamment le banquier Clavière, réfugié genevois. Le 18 décembre, une députation anglaise, que présidait le fils de Watt, provoqua aux Jacobins une scène d'enthousiasme. Dans le nord, les Belges s'organisaient et les Liégeois demandaient à former une légion. La Belgique et la rive gauche du Rhin seraient tout d'abord délivrées. Rien n'était plus propre à enflammer à la fois les esprits nourris de la tradition nationale des frontières naturelles et les idéalistes enivrés de donner la liberté au monde.

Cependant, il n'est pas sûr que les Girondins eussent entraîné le gouvernement sans leur collusion avec les partisans de La Fayette et sans le revirement secret de la cour. La Fayette et ses amis comptaient prendre le commandement des armées et la guerre qui, dans l'esprit de la Gironde, devait annuler le pouvoir du roi, leur paraissait propre, au contraire, à le fortifier ; elle justifierait toutes les mesures qu'on prendrait contre les factieux et, au besoin, on pourrait se servir des armées pour les écraser. Le salon de Mme de Staël était devenu le foyer du parti ; le 9 décembre, elle réussit à faire nommer son amant, le comte de Narbonne, ministre de la Guerre. Le marquis de Condorcet servit

de Pillnitz était de prime abord destinée à rester lettre morte et ils n'attachent aucune importance aux démarches de Léopold pour établir le concert ; ils en concluent implicitement qu'au 1^{er} octobre 1791, la France n'avait aucun grief sérieux à formuler contre l'empereur. Cette thèse a été résumée, sans nuances, par A. Wahl, *Geschichte des europäischen Staatensystems* (citée p. 29), p. 31-33, et elle a été reprise, sans argument nouveau, par H. A. Goetz-Bernstein, *La diplomatie de la Gironde. Jacques-Pierre Brissot* (Paris, 1912, in-8°). Mais l'importance de la déclaration de Pillnitz et de la politique d'intimidation poursuivie par Léopold et Kaunitz, d'une part, et, de l'autre, les dispositions belliqueuses de Frédéric-Guillaume II qui cherchait partout l'occasion de s'agrandir, ont été replacées en bonne lumière par I. A. Clapham, *The causes of the war of 1792* (Cambridge, 1899, in-8°), et surtout par H. Glagau, *Die französische Legislative und der Ursprung der Revolutionskriege* (Berlin, 1896, in-8°), avec lettres du comte de Mercy-Argenteau et de Pellenc, ancien secrétaire de Mirabeau, ainsi que par K. Heideich, *Preussen im Kampfe gegen die französische Revolution*, cité p. 87.

de trait d'union avec les Brissotins. Éditeur de Voltaire, représentant de la philosophie, il allait devenir le penseur de la Gironde et le rénovateur de l'instruction publique. Mais avant d'adhérer, en juillet, à la république, il avait été membre du club de 89, et, directeur de la monnaie, il était en rapport avec la finance. Ce fut lui qui mena Brissot et Clavière chez Mme de Staël. Dès le 29 novembre, un « fayettiste », hollandais d'origine, Daverhoul, proposa la sommation à l'Électeur. Toutefois, l'accord fut menacé par l'opposition des amis de La Fayette au décret sur les réfractaires que Louis XVI rejeta, le 19 décembre, à la demande du Département de Paris. La Gironde finit par céder et soutint Narbonne de toutes ses forces.

Les ministres et les triumvirs étaient hostiles au nouveau venu ; mais ils avaient opposé le veto aux décrets sur les émigrés et l'agitation, sans cesse croissante, se tournait contre eux ; ils se résignèrent à la sommation, comptant sur Léopold : Du Port et Barnave lui adressèrent un mémoire, le 8 janvier 1792, pour lui recommander de faire disperser les émigrés. Cependant leur action touchait à sa fin : Du Port continua de combattre Narbonne et la Gironde ; Barnave, au contraire, n'était pas loin de raisonner comme La Fayette ; il se retira en Dauphiné, d'où il ne cessa de conseiller à ses amis d'appuyer les ministres patriotes.

Le 14 décembre, le roi vint annoncer à l'Assemblée qu'il allait sommer l'électeur de Trèves de disperser les émigrés ; Narbonne demanda la constitution de trois armées dont une serait confiée à La Fayette. On eût bien surpris Feuillants et Girondins en leur révélant que Louis XVI avait cédé de bonne grâce. Désespérant du concert, il s'était résolu à forcer la main, encore une fois, aux rois qu'il avait implorés en vain : attaqués, il faudrait bien qu'ils vinssent à son secours. Les révolutionnaires faisaient son jeu. « Les imbéciles ! », écrivait la reine à Fersen, « ils ne voient pas que c'est nous servir ! » et Louis XVI écrivait lui-même à Breteuil, le 14 décembre : « Au lieu d'une guerre civile, ce sera une guerre politique et les choses en seront bien meilleures. L'état physique et moral de la France fait qu'il lui est impossible de la soutenir une demi-campagne. »

Ce fut au sein de la gauche même que la guerre trouva son seul adversaire, obstiné et résolu. Le 16 décembre, Robespierre prononça contre elle son premier discours aux Jacobins. Au début, Danton et certains journaux démocrates parurent disposés à le soutenir, mais ils l'abandonnèrent presque aussitôt : déjà, le courant dans la masse révolutionnaire se dessinait irrésis-

tible. Robespierre, au contraire, persista jusqu'à la fin. Avec une clairvoyance surprenante, il montra les dangers de la guerre : la réaction nationale des peuples contre les missionnaires armés de la propagande, la dictature inévitable, les charges écrasantes, la lassitude et le dégoût. Mais ce qui exaspéra surtout la Gironde, c'est qu'il en dénonça fortement la situation équivoque : la voilà qui se portait garante de La Fayette, l'homme du Champ de mars, et qui voulait qu'on fît crédit aux ministres du roi, parce que la guerre exigeait l'union ! N'était-il pas évident que les Feuillants acceptaient la guerre pour fortifier le roi et tourner l'armée contre la nation ? Avant de combattre, il fallait maîtriser le roi et chasser de l'armée les officiers contre-révolutionnaires.

Toutefois, Robespierre dénigrait à l'excès les raisons de la Gironde : il était vrai que la Révolution était menacée ; si l'événement a décidé contre son espoir, il était naturel qu'elle comptât sur la propagande et celle-ci n'a pas été sans écho. En outre, l'action de Robespierre était purement négative. Il conseillait de dresser la nation contre le roi, mais l'attaquer directement, dans l'Assemblée, ne menait à rien et pour faire appel au peuple, il fallait un programme social — par exemple, l'abolition des droits féodaux et la taxation des grains : la bourgeoisie s'en fût effrayée. Robespierre lui-même ne proposait rien de semblable et ne parlait pas d'insurrection. Il demeura impuissant.

Dans l'état où se trouvaient l'Europe et la France, la politique girondine pouvait se défendre. Son pouvoir sur l'imagination des Français a été incomparable et son prestige a survécu aux catastrophes qu'elle a engendrées. Les Girondins sont demeurés populaires parce qu'ils semblent incarner la nation en sa jeunesse, toute frémissante de la délivrance et fière d'offrir à « ses sœurs » la liberté. Ce n'est pas dans le dessein, mais dans l'exécution que se manifeste leur faiblesse. Car ils voulaient, par la guerre, découvrir et frapper les traîtres. « Nous avons besoin de grandes trahisons ! », s'écriait Brissot ; « le peuple est là ! » Mais au moment décisif, ils n'osèrent.

IV. — L'ALLIANCE AUSTRO-PRUSSienne (DÉCEMBRE 1791-AVRIL 1792)¹.

Louis XVI et les partisans de la guerre s'étaient imaginé que l'électeur et l'empereur repousseraient la sommation. Tout au

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Ceux qui sont mentionnés p. 86-87 et particulièrement ceux de R. H. Lord et de K. Heidrich.

contraire, une effroyable panique bouleversa les pays rhénans ; l'aristocratie était convaincue qu'à l'apparition des Français la révolte éclaterait. Et quand l'Électeur implora l'empereur, celui-ci, qui n'avait pour les émigrés ni estime ni sympathie, ne lui promit protection qu'à la condition qu'il les disperserait. A la fin de décembre, on les vit donc se débâter tristement dans toutes les directions. Seuls, les frères de Louis XVI furent tolérés à Coblenze.

Ainsi donc Léopold ajournait encore une fois l'intervention. Mais il demeurait fidèle à sa politique d'intimidation. Il ne se rendait pas compte qu'en multipliant les menaces contre les clubs, les « repaires de bandits », il favorisait les progrès des Jacobins. Le 10 décembre, il avait ratifié la résolution de la Diète qui accordait la protection de l'Empire aux princes possédés. Le 21, il avertit la France que ses troupes des Pays-Bas avaient reçu l'ordre de défendre Trèves. Et, en même temps, il stigmatisait la conduite des Jacobins en France : exprimant l'espoir qu'ils ne l'obligeraient pas à venir les réduire, il renouvelait la sommation de Pillnitz. Kaunitz devait reprendre le même thème, le 17 février et le 18 mars, avec plus de virulence encore.

Le 20 décembre, Léopold pressa la Prusse de signer enfin l'alliance dont, jusque-là, il avait paru faire si peu de cas. Ce fut Frédéric-Guillaume qui, cette fois, tergiversa ; il signifia, le 13 janvier 1792, que l'Autriche s'était trompée sur le sens de l'accord du 25 juillet : ce n'était pas *la* libre constitution polonaise, c'est-à-dire celle du 3 mai 1791, qu'on y avait garantie, mais *une* libre constitution. C'était abandonner la Pologne. Cependant Léopold ne fit aucune objection. Il obtint à ce prix le traité du 7 février qui stipulait l'envoi de 20.000 hommes au secours de la puissance attaquée. Précaution défensive, dira-t-on, et que justifiait l'attitude de la France. On oublie que cette alliance ne joua jamais ; au moment même qu'elle fut conclue, elle était déjà dépassée. Le 17 janvier, en effet, une conférence ministérielle avait adopté, à Vienne, un plan d'entente européenne qui fut soumis à la Prusse, le 25. Le succès en était de plus en plus improbable : au début de janvier, la Russie, d'accord avec l'Espagne, avait déclaré qu'elle se bornerait à laisser agir les émigrés en les soutenant éventuellement. D'ailleurs, l'invitation ne fut lancée que le 12 avril. En réalité, ce que l'Autriche proposait à la Prusse, c'était une action offensive à deux : chaque puissance fournirait 50.000 hommes, dont 6.000 seraient mis en marche immédia-

tement : la France serait sommée de réintégrer les princes allemands et le pape dans leurs possessions, d'envoyer la famille royale en lieu sûr et de garantir la forme monarchique du gouvernement. La Prusse adhéra immédiatement et elle exigea en outre que le gouvernement français interdît les manifestations jacobines, ce qui devait rendre la guerre plus certaine. On accorde que Léopold ne pensait pas avoir à combattre ; il n'avait pas encore reçu le décret du 25 janvier et, d'ailleurs, il croyait probablement les Jacobins « trop lâches », comme disait Marie-Antoinette, pour ne pas capituler devant les puissances, mais il est difficile de nier que tout était prêt maintenant pour l'intervention. Dès le 16 février, Frédéric-Guillaume tenait conseil à Potsdam avec le duc de Brunswick, qu'il avait proposé à l'Autriche comme général en chef et dressait avec lui le plan de campagne ; le 18, il envoyait de nouveau Bischoffswerder à Vienne pour stimuler son allié. Léopold mourut le 1^{er} mars ; mais l'avènement de François II ne pouvait que précipiter le conflit : il n'avait ni la prudence ni le libéralisme de son père et l'intervention en France reçut son approbation sans réserve.

Contrairement à son attente, il fut devancé par la Révolution. Le 26 mars, Marie-Antoinette annonçait à l'empereur que, la veille, le ministère avait résolu de déclarer la guerre et d'envahir la Belgique. Consterné, le conseil aulique décida, le 13 avril, d'y envoyer toutes les troupes disponibles et de réduire à 15.000 hommes le contingent destiné à l'offensive.

Les Prussiens protestèrent : avec 65.000 hommes, l'invasion de la France serait impossible, en sorte que la Prusse ne combattrait plus que pour défendre l'Autriche. Le 18 avril, Frédéric-Guillaume fit savoir qu'il ne mobiliserait pas avant que l'Autriche eût fixé la date à laquelle ses 50.000 hommes seraient prêts à entrer en France. L'Autriche céda aussitôt et fixa l'offensive à la fin de juillet. La Prusse lança l'ordre de mobilisation dans la nuit du 4 ou 5 mai. Les alliés commençaient ainsi par offrir trois mois de répit aux Français.

Mais le sort en était jeté : en se précipitant vers l'ouest, les Allemands livraient la Pologne à Catherine. Tout en applaudissant à leur entreprise, elle recevait, le 15 mars, les Polonais qui, depuis l'été précédent, avaient négocié, à Iassy, avec Potemkine d'abord, puis, lui mort, avec Bezborodko, en vue d'obtenir l'appui des Russes contre la nouvelle constitution. C'étaient Félix Potocki et Rzewuski, aveuglés par la passion réactionnaire, et Branicki, que son avidité avait accoutumé à la trahison. La

confédération fut établie à Pétersbourg le 27 avril, mais datée, pour sauver la face, de Targovitsa, 17 mai, veille du jour fixé pour l'invasion. Dès le 28 février, Catherine annonçait l'intervention en termes vagues aux ambassadeurs alliés, Goltz et Louis Cobenzl. Personne cependant ne supposait qu'elle pût occuper la Pologne entière. Le roi de Prusse se réjouit, au contraire, persuadé qu'elle lui ferait sa part. Le 15 février, il apprenait de Goltz, renseigné par un espion, que Catherine était résolue à un second partage et, le lendemain, il prenait la décision fatidique : sans cesser de parler de Juliers et de Berg, de compensation en argent et d'acquisitions territoriales, au cas où Louis XVI manquerait de ressources, il était désormais résolu à se dédommager en Pologne des frais de la campagne de France et il en avertit Catherine le 12 mars.

Frédéric-Guillaume ne soupçonnait pas quelles traverses lui étaient réservées ; quant à l'Autriche, son sort était, d'ores et déjà, bien pire, car, dans cette guerre, tous les risques territoriaux étaient pour elle ; la Prusse était maîtresse de l'abandonner au premier tournant et elle venait de le montrer. Or, Kaunitz, fidèle à la politique de Léopold, ne voulait pas d'un partage polonais ; il s'en tenait à une indemnité pécuniaire qui empêcherait la Prusse de s'agrandir. En ce cas, si Catherine entraînait en Pologne — et on ne pouvait l'en empêcher — l'alliance austro-prussienne ne tiendrait pas. C'est ce que virent clairement Spielmann et Philippe Cobenzl, les subordonnés de Kaunitz. Habitué par Léopold à négocier à l'insu de son chef, Spielmann, dès le 17 janvier, avait averti la Prusse que l'Autriche échangerait volontiers la Bavière contre la Belgique et, le 28 mars, il fit, pour la première fois, allusion à un partage de la Pologne entre la Russie et la Prusse. Mais la chancellerie autrichienne, ainsi divisée, ne posa point ses conditions et entra en campagne sans qu'un traité en bonne et due forme eût réglé la question des indemnités. C'est que, jusqu'à Valmy, les alliés ne crurent pas à la résistance des Français ni à la durée de la guerre. On a critiqué sans miséricorde la légèreté des Girondins. Qu'avaient-ils à envier aux politiques chevronnés de la vieille Europe ?

V. — LE MINISTÈRE DUMOURIEZ ET LA DÉCLARATION DE GUERRE (20 AVRIL 1792)¹.

Le 6 janvier 1792, la Législative apprit que les émigrés se dispersaient : de Lessart pouvait soutenir que la France avait

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Voyez p. 86-87 et 103.

obtenu satisfaction. Mais, dès le 31 décembre, on avait connu la dépêche de Léopold et sa nouvelle menace d'intervention : ainsi les Girondins purent s'en prendre à lui et la situation ne fit qu'empirer. Dès le 13 janvier, Gensonné, au nom du comité diplomatique, proposa un ultimatum à l'Autriche : avant le 1^{er} mars, elle devait déclarer si elle entendait maintenir l'alliance de 1756 et renoncer au concert. Brissot et Vergniaud s'engagèrent à fond ; le 25 enfin, l'Assemblée vota le décret. Narbonne assurait que l'armée était prête. Il avait chargé le fils du comte de Custine d'aller proposer au duc de Brunswick le commandement des forces françaises. En même temps, le ministre des Affaires étrangères s'était laissé persuader d'envoyer de Ségur au roi de Prusse pour obtenir sa neutralité, en achetant ses favoris, et Talleyrand à Londres, pour rassurer les Anglais et obtenir un emprunt.

Cependant de Lessart espérait encore en Léopold. Le 21 janvier, il protesta timidement contre sa prétention d'intervenir dans les affaires intérieures du royaume et assura que la France voulait la paix. Rien n'était plus propre à confirmer Kaunitz dans sa superbe ; en dénonçant « publiquement », le 17 février, « la secte » qui se refusait à laisser reviser la constitution, il mit le feu aux poudres. La Fayette et Narbonne protestèrent contre l'humiliation infligée au pays et se querellèrent avec du Port et Bertrand de Molleville. Narbonne exigea le renvoi de Bertrand, mais ce fut lui qu'on chassa. Girondins et Fayette-tistes répondirent en mettant de Lessart en accusation, le 10 mars. Les autres ministres, épouvantés, se retirèrent. Du Port conseillait à Louis XVI un coup d'État. Mais par quel moyen ? Effrayé lui-même, le roi céda. Toutefois, il n'accepta pas les ministres que lui présentait La Fayette. Il donna carte blanche à Dumouriez.

Après de brillants débuts pendant la guerre de Sept ans, Dumouriez avait végété dans la diplomatie secrète ; nommé ensuite commandant militaire de Cherbourg, il y vieillissait sans gloire quand la Révolution lui ouvrit une nouvelle carrière : il s'y rallia sans hésiter ; envoyé en Vendée, il fit le jacobin et entra en rapport avec Gensonné ; mais, en même temps il s'offrit au roi, par l'intermédiaire de ses amis, Laporte, intendant de la liste civile, et le banquier Sainte-Foy, qui le firent adjoindre à de Lessart. Il avait le même dessein que La Fayette et Narbonne : faire une guerre courte, puis ramener l'armée victorieuse pour restaurer le pouvoir du

roi et gouverner en son nom. Mais, eux étaient odieux à la cour ; lui était un homme nouveau et qui plut à Louis XVI par son entrain et sa conversation primesautière. Il se fit fort de désarmer les démocrates en accordant quelques portefeuilles à la Gironde. Il fut même question de Danton et de Collot d'Herbois. On s'en tint au banquier Clavière et à Roland, ancien inspecteur des manufactures. Les autres ministres étaient dévoués au roi, mais on cassa quelques Jacobins en sous-ordre : Bonnacarrère, Lebrun-Tondu et Noël, ami de Danton, aux Affaires étrangères, Lanthenas et Pache, à l'intérieur.

L'espoir de Dumouriez se réalisa. Depuis janvier, les Girondins et Robespierre s'accusaient réciproquement de servir les desseins de la cour. Robespierre eut beau jeu pour dénoncer les compromissions des « intriguants ». La rupture devint définitive : ce fut le germe du duel mortel entre la Montagne et la Gironde. D'autre part, celle-ci s'était fourvoyée dans une dangereuse aventure : elle acceptait la responsabilité du pouvoir, sans en prendre la direction. M^{me} Roland s'en aperçut immédiatement et s'efforça d'y remédier. Ce fut elle qui fit nommer Servan à la guerre et qui fut le véritable ministre de l'Intérieur. Déjà, au printemps de 1791, dans son salon de la rue Guénégaud, elle s'irritait de l'indolence de ses amis. Installée dans le magnifique hôtel où le ministre de l'Intérieur avait succédé aux contrôleurs généraux, elle devint l'Égérie de la Gironde et la poussa à l'action. Elle se croyait digne du pouvoir par sa volonté cornélienne ; mais l'ingérence d'une femme dans la politique paraissait alors ridicule : elle affaiblit son parti. Et d'ailleurs elle était plus propre à régner qu'à gouverner, car elle n'avait aucune vue précise sur les mesures à prendre. Enfin, tout en prêchant l'union, elle divisa les démocrates. Jugeant les hommes sur leur mine et leur soumission à son influence, elle n'aimait pas Vergniaud, prit Danton en horreur et imposa ses préventions à tous ceux que son charme séduisait.

Mais la Gironde insoucieuse ne pensait qu'à la déclaration de guerre qui, maintenant, ne faisait plus de doute. Dumouriez débuta, le 18 mars, par une note assez modérée, mais elle se croisa avec celle de Kaunitz ; le 25, la guerre fut décidée et un ultimatum définitif adressé à l'Autriche qui ne répondit pas. Le 20 avril, sans opposition sérieuse, l'Assemblée vota la guerre au roi de Bohême et de Hongrie, c'est-à-dire à l'Autriche seule, et non à l'Empire. Une période nouvelle s'ouvrait dans l'histoire de l'Europe.

CHAPITRE V

LA SECONDE RÉVOLUTION FRANÇAISE

(avril - septembre 1792)¹

La guerre qui commençait déjoua toutes les prévisions de ceux qui l'avaient provoquée. Elle devait bouleverser l'Europe et durer, à part un bref intervalle, jusqu'en 1815. Mais ce fut en France que ses premiers effets se manifestèrent : elle ranima le mouvement révolutionnaire et Louis XVI lui-même fut sa première victime.

I. — L'ÉCHEC DE L'OFFENSIVE FRANÇAISE (AVRIL-JUIN 1792)².

Dumouriez, qui se regardait avant tout comme un diplomate, s'était chargé des affaires étrangères. Il se faisait fort d'isoler l'Autriche et de soulever la Belgique où elle n'avait qu'une

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Voyez p. 99.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — La politique extérieure de Dumouriez est étudiée dans A. Sorel, *L'Europe et la Révolution* (citée p. 29), t. II, livre IV, chap. 1. L'état de l'armée française en 1792 est décrit par A. Chuquet, au t. 1^{er} des *Guerres de la Révolution : La première invasion prussienne* (Paris, 1886, in-12), chap. II. On peut consulter aussi Capitaine J. Colin, *La tactique et la discipline dans les armées de la Révolution* (Paris, 1902, in-8°), introduction ; et, du même, *L'infanterie au XVIII^e siècle* (Paris, 1907, in-8°) ; publications de la Section historique de l'état-major de l'armée. Il existe bon nombre de monographies sur les volontaires, par exemple, pour Paris, C. L. Chassin et L. Hennet, *Les volontaires nationaux pendant la Révolution* (Paris, 1899-1901, 3 vol. in-8° ; « Collection de la ville de Paris ») ; une des plus récentes est celle du lieutenant-col. R. Tournès, *La garde nationale dans le département de la Meurthe pendant la Révolution* (Angers, 1921, in-8°). On a publié également beaucoup de souvenirs et de lettres de soldats de la Révolution, par exemple *Journal de marche du sergent Fricasse, 1792-1802*, publié par Lorédan Larchey (Paris, 1882, in-12) ; *Journal du canonnier Bricard, 1792-1802*, publié par ses petits-fils A. et J. Bricard (Paris, 1891, in-12) ; lieutenant-col. E. Picard, *Au service de la nation, 1792-1798* (Paris, 1914, in-12).

Sur les opérations militaires, *Victoires, conquêtes, désastres, revers et guerres civiles des Français de 1792 à 1825, par une société de militaires et de gens de lettres* (Paris, 1817-1821, 27 vol. in-8°) ; les t. I à IV concernent la période de la Législative et de la Convention) ; H. de Jomini, *Histoire critique et militaire des guerres de la Révolution* (Paris 1820-1824, 15 vol. in-8°) ; les t. I à VI, jusqu'aux traités de 1795) ; H. Dumoulin, *Précis*

cinquantaine de mille hommes; après quoi, sans avoir beaucoup combattu, il ferait la paix. Comment il pensait y amener François II, on l'entrevoit par les propos que son agent Benoît tint, à Berlin, sur la révision de la constitution.

La Prusse, la Sardaigne, les Turcs étaient les éléments classiques d'une coalition antiautrichienne. Mais les envoyés français furent partout éconduits. L'Angleterre repoussa également les avances de Talleyrand qui avait repris le chemin de Londres avec le marquis de Chauvelin. La mort de Gustave III, assassiné par ses nobles, le 16 mars, et la disgrâce de Florida Blanca, que d'Aranda remplaça, étaient des événements plus favorables. Mais de la Suède et de l'Espagne, tout ce qu'on pouvait espérer, c'était la neutralité. L'échec diplomatique fut complet.

Dumouriez et Brissot comptaient beaucoup sur la propagande qui, désormais, s'organisait officiellement. On entreprit de constituer des légions étrangères : belge, liégeoise, germanique, hollandaise, savoisiennne. En Belgique, la réaction n'avait pas été très sévère, sauf à Liège, mais le régime autrichien restait suspect au clergé et le mécontentement demeurait très vif. De Strasbourg, Dietrich, le jacobin Laveaux et le réfugié Euloge Schneider travaillaient l'Allemagne. De Paris, le club helvétique qui, vers le 10 août, se transforma en club des Allobroges, agissait en Suisse et en Savoie, sous la direction de Clavière et de Doppet. Chantreau, ancien professeur à l'École militaire d'Avila, fut chargé d'une mission secrète en Catalogne. On accueillit Miranda, qui promettait de soulever l'Amérique espagnole. Des gratifications furent promises aux déserteurs. Les Français demeuraient persuadés qu'ils seraient accueillis en libérateurs au delà de la frontière; mais il fallait la franchir.

En dépit des assurances de Narbonne, l'armée n'était pas prête pour une grande guerre. Les troupes de ligne manquaient de beaucoup de choses et leur effectif était incomplet : on préférerait en effet s'engager dans les bataillons de volontaires, mieux payés, qui élisaient leurs officiers et pouvaient se retirer après la

d'histoire militaire, t. I : *Révolution* (Paris, 1901, in-8°, avec album et croquis); général Descoins, *Étude synthétique des principales campagnes modernes* (Paris, 1901, in-8°); 7^{ème} édition, refondue, avec croquis du commandant Chanoine, t. I : 1674-1807, Paris, 1928, in-8°). — Sur les opérations de la frontière du Nord en 1792, P. Foucart et J. Finot, *La défense nationale dans le Nord de 1792 à 1802* (Lille, 1890, 2 vol. in-8°); *Krieg gegen die französische Revolution*, t. II (Vienne, 1905, in-8°, publication de l'état-major autrichien); pour la frontière de l'est, A. Chuquet, *La première invasion prussienne* (cité plus haut).

campagne. Et, malgré ces avantages, ces bataillons ne s'organisaient qu'avec lenteur : les volontaires proprement dits, qu'animait l'enthousiasme révolutionnaire, n'en formaient qu'une part ; souvent, les gardes nationaux, ne voulant pas quitter leurs foyers, étaient obligés, pour réunir les contingents qu'on leur demandait, d'offrir des primes et d'attendre les engagements. Ces nouvelles troupes étaient peu instruites ; leurs cadres étaient constitués par l'élite de la bourgeoisie et fournirent un grand nombre des généraux de la république et de l'empire ; mais ils avaient tout à apprendre de la conduite de la guerre. Dumouriez savait tout cela : mais l'armée s'exercerait en combattant et l'essentiel était d'oser, car l'adversaire ne lui opposait pas plus de 30.000 hommes en campagne, disposés en cordon de la mer à la Lorraine. Partant le 29 avril de Fumes, Lille, Valenciennes et Givet, quatre colonnes, comptant plus de 50.000 hommes, perceraient aisément ce rideau. Malheureusement les généraux, dressés à la guerre régulière, n'entendaient rien à ce plan et les officiers se méfiaient de leurs troupes indisciplinées qui le leur rendaient bien ; car, sur 9.000 officiers, la moitié au moins avaient déjà émigré ; certains désertèrent la veille de l'offensive ; d'autres, en mai, passèrent à l'ennemi avec trois régiments entiers. Le 30 avril, donc, à la vue des premiers Autrichiens, Dillon et Biron ordonnèrent la retraite ; les troupes, se jugeant trahies, se débandèrent ; Dillon fut massacré. Carle et La Fayette se retirèrent sans avoir vu l'adversaire. L'armée du Rhin n'avait pas bougé, afin de ne pas provoquer la Diète ; seul, Custine obtint un succès : il fit évacuer Porrentruy.

Les généraux rejetèrent toute la responsabilité sur l'indiscipline et sur le ministère qui la tolérait. On avait fêté le 15 avril les Suisses condamnés lors de l'affaire de Nancy et récemment amnistiés : La Fayette y vit une injure personnelle. En vain, la Gironde fit poursuivre les meurtriers de Dillon et aussi Marat, qui excitait les soldats à se débarrasser de leurs généraux. Le 18 mai, réunis à Valenciennes, les chefs d'armée déclarèrent, en dépit des ordres réitérés du ministère, que l'offensive était impossible et ils se permirent de conseiller au roi la paix immédiate. A la fin de juin, Luckner se décida à prendre Courtrai, mais l'évacua aussitôt. L'échec militaire, lui aussi, était complet : la France perdait le bénéfice de l'offensive. Les motifs invoqués par les généraux n'étaient que trop réels ; mais leur incapacité ne l'était guère moins. Et ils cachaient leurs véritables raisons qui étaient d'ordre politique : Lafayette avait fait volte-face.

II. — ORIGINES DE LA SECONDE RÉVOLUTION¹.

Depuis que la Gironde avait entrepris sa propagande, l'agitation croissait de jour en jour. On avait fait appel à « l'amour sacré de la patrie » et avec succès : le 25 avril, Rouget de l'Isle en avait exprimé l'ardeur dans son « Chant de guerre pour l'armée du Rhin » que les contemporains allaient surnommer « la Marseillaise ». Mais les « patriotes » de 1792 étaient les tenants de la Révolution ; les aristocrates opposaient le roi à la patrie et bafouaient la « nation ». Ainsi l'élan national et l'effervescence révolutionnaire étaient inséparables. Les échecs d'avril étant naturellement imputés à la trahison, un prêtre réfractaire fut massacré à Lille, en même temps que Dillon et, le même jour, le directoire du département du Nord décida d'interner les insermentés à Cambrai. Comme, d'autre part, on appelait tous les Français à défendre la patrie, le mouvement démocratique s'était ranimé. Les sociétés fraternelles se repeuplaient ; les citoyens passifs s'armaient de piques et on avait commencé à porter le bonnet rouge. Le mouvement prenait un caractère social autant que politique. Un peu partout, on taxait les riches pour récompenser ou équiper les volontaires. La révolte agraire couvait toujours : à la fin de l'hiver, les jacqueries avaient recommencé dans le massif central et Couthon avait demandé qu'on imposât aux seigneurs la production du titre primordial, c'est-à-dire la suppression sans indemnité de presque toutes les redevances. Enfin une crise économique ébranlait, comme en 1789, les masses lourdes et profondes.

Elle était due, cette fois, non à la disette, mais à la baisse de l'assignat. A Paris, les 100 livres sur Londres qui, à la veille de Varennes, cotaient environ 70, étaient tombées à 50 en mars 1792. Certes, l'inflation continuait ; mais, l'exportation étant extrêmement active, la faiblesse du change ne pouvait guère s'expliquer que par l'émigration des capitaux et par la crise de confiance qui faisait spéculer à la baisse. Cependant, la guerre n'engendra point la panique, comme on pourrait le croire ; au contraire, les cours se relevèrent et, d'avril à août, les

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Se reporter à la page 99. Pour l'histoire économique et sociale, consulter A. Mathiez, *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur* (Paris, 1927, in-8°), chap. I et II, et les ouvrages relatifs aux subsistances, cités p. 56-57, notamment l'introduction des *Documents relatifs à l'histoire des subsistances dans le district de Bergues*, publiés par G. Lefebvre.

100 livres se tinrent entre 52 et 62. Les gens d'affaires de Londres, d'Amsterdam, de Hambourg et des autres grandes places bancaires voyant que leurs pays demeuraient neutres, que la mer restait libre et que l'ordre matériel en France n'était pas troublé à l'excès, ne s'émouvaient pas beaucoup. Heureusement, les prix étaient bien loin de suivre le pair de l'or ; ils ne s'étaient guère élevés que d'un tiers ou de moitié, au lieu de doubler. Mais en un temps où les ouvriers ne pouvaient que très difficilement exiger un accroissement de salaire, c'en était bien assez pour les surexciter. La disparition du numéraire et le déluge des billets de confiance exaspéraient aussi des gens qui n'étaient pas accoutumés au papier. Enfin, le sucre et le blé, pour diverses raisons, se faisaient plus rares. Les esclaves des Antilles s'étant soulevés l'été précédent, on avait accaparé les denrées coloniales : en janvier et février, des épiceries furent pillées à Paris. Les gros cultivateurs, ne payant ni redevance, ni impôts et acquittant leurs fermages en assignats au pair, attendaient la hausse, d'autant mieux qu'ils pouvaient maintenant vendre chez eux. Les marchés étant peu garnis et le pain plus cher, la circulation redevint difficile ; en février, on accourut à Noyon, de dix lieues à la ronde, pour arrêter des bateaux de grains ; à Dunkerque, une émeute suspendit les embarquements pour l'ouest et le midi ; les ouvriers du Perche et du Maine descendirent en Beauce et taxèrent les denrées sur les marchés ; le 3 mars, Simoneau, maire d'Étampes, fut massacré. La guerre aggrava la situation car la réquisition des chevaux et des voitures ralentit le battage et le transport des grains tandis que les achats de l'armée les rendait plus rares et plus chers. La réglementation et la taxation, affectionnées du peuple, retrouvèrent des défenseurs. En mai, Jacques Roux, vicaire de Saint-Nicolas des Champs, réclamait à Paris la peine de mort contre les accapareurs ; en juin, un officier municipal de Lyon, Lange, proposait le monopole national des grains ; beaucoup d'administrations eussent voulu du moins ne laisser sortir que l'excédent de leurs départements. En cherchant ainsi à restreindre ce qu'ils regardaient comme un abus du droit de propriété, certains en venaient à faire le procès de la propriété elle-même, tel Pierre Dolivier, curé de Mauchamp, dans sa défense des émeutiers d'Étampes.

Comme au moment de Varennes, les journaux feuillants représentaient que la constitution n'était pas seule menacée et alarmaient les possédants par le spectre de la « loi agraire ».

III. — LA CHUTE DU MINISTÈRE DUMOURIEZ ET LA DÉFAILLANCE GIRONDINE (JUIN-AOUT 1792)¹.

La Fayette avait toléré avec peine un ministère qu'il n'avait pas formé et où on avait admis de petites gens, comme Roland. Les échecs de l'armée l'avaient ulcéré. L'émotion des Feuillants le gagna. Il reçut Du Port à Givet et admit la nécessité de fermer les clubs et de réviser la constitution par un coup d'État militaire. Il envoya l'ancien jésuite Lambinet proposer à Mercy un armistice qui lui permettrait de marcher sur Paris. On ne lui répondit pas, car on savait que Louis XVI ne voulait pas être sauvé par lui. Rien n'empêchait du moins que le roi ne profitât de son intervention pour renvoyer les ministres girondins. Dès qu'il s'en aperçut, Dumouriez prit parti contre eux.

La seule ressource qui restât à la Gironde était de revenir à la politique d'intimidation qui l'avait portée au pouvoir. Elle fit voter, coup sur coup, la dissolution de la garde du roi qu'on savait remplie d'aristocrates (27 mai), la déportation de tout réfractaire dénoncé par vingt citoyens de leur département (29 mai) et la formation sous Paris d'un camp de 20.000 gardes nationaux qui assisteraient à la Fédération (6 juin). Le roi repoussa les deux derniers décrets. Le 12 juin, Roland lui adressa une mise en demeure, déclarant que sa conduite allait provoquer la chute du trône et le massacre des aristocrates. Le roi le renvoya, le 13, ainsi que Servan et Clavière. Mais le 15, Dumouriez fut accueilli de telle sorte à l'Assemblée qu'il craignit d'être mis en accusation ; le roi s'obstinant à refuser sa sanction aux décrets, il donna sa démission et partit pour l'armée du nord. Les Feuillants reprirent le pouvoir et La Fayette jugea le moment favorable : le 18, l'Assemblée reçut de lui sommation de briser le mouvement démocratique.

Dès la fin de mai, les faubourgs avaient paru sur le point de se soulever : les Girondins les avaient contenus par l'entremise de Petion. Ils n'eurent qu'à laisser faire. Une manifestation

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Se reporter à la p. 99, note 1. Sur le 20 juin et ses conséquences immédiates, on consultera Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur*, t. 1 (Paris, 1862, in-8°) et F. Braesch, *La Commune du 10 août, étude sur l'histoire de Paris du 20 juin au 2 décembre 1792* (Paris, 1911, in-8°, 1236 p.). Il n'y a d'autre monographie sur cette journée que l'essai de Miss L. B. Pfeiffer, *The uprising of June 20 1792* (Lincoln en Nebraska, 1913, in-8°, 147 p.). Sur les rapports des Girondins avec la cour à la veille du 10 août, on se reportera utilement à la séance de la Convention du 3 janvier 1793 (*Moniteur*, XV, p. 41) et au procès des Girondins (t. XXIX et XXX de l'ouvrage de P. Buzès et P. Roux, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, Paris, 1834-1838, 40 vol, in-8°).

avait été décidée pour le 20 juin, anniversaire du serment du Jeu de paume; le directoire du département l'interdit en vain. La foule défila dans l'Assemblée et envahit les Tuileries. Le roi subit avec dignité les objurgations et les menaces, mais refusa obstinément de retirer le veto et de rappeler les ministres girondins. L'insulte qu'on lui avait faite en vain provoqua d'ardentes manifestations royalistes. Pétion fut suspendu ainsi que Manuel, procureur de la commune. Le 28, La Fayette, ayant quitté son armée sans autorisation, parut à l'Assemblée, menaçant. Desservi par la cour, il ne réussit pas à entraîner la garde nationale des quartiers de l'ouest et repartit, déçu. Mais il ne renonça point. À la fin de juillet, on vit ses troupes opérer avec celles de Luckner, en présence de l'ennemi, un étonnant chassé-croisé qui devait leur permettre d'approcher de Compiègne où on supplia Louis XVI de se rendre. Mais le roi persista dans son refus. Il croyait pouvoir tenir jusqu'à l'arrivée des alliés : il comptait sur le manifeste qu'il les priaît de publier, sur la corruption et, aussi, sur les hésitations des Girondins.

Un moment déconcertés par l'échec du 20 juin, ces derniers avaient repris le siège du ministère. Un décret du 2 juillet autorisa les gardes nationaux à se rendre à la Fédération : beaucoup s'étaient mis en route spontanément. Un autre institua, le 5, la réquisition générale des hommes valides et des armes pour le cas où la patrie serait déclarée en danger. Cette déclaration fut lancée dès le 11. Vergniaud le 3, Isnard le 5, Brissot le 9 dénoncèrent avec passion la trahison du roi et des ministres ; ils demandèrent que ceux-ci fussent déclarés solidairement responsables, notamment de l'exercice du droit de veto ; ils menacèrent de les mettre en accusation et proposèrent de rechercher s'il n'y avait pas lieu de prononcer la déchéance du roi. Ils firent si bien que le gouvernement donna sa démission le 10. Restait à obtenir de Louis XVI qu'il les rappelât au pouvoir. Alors, comme autrefois les triumvirs, ils s'abouchèrent secrètement avec lui : Gensonné, Guadet et Vergniaud lui firent tenir une lettre, le 20 juillet, par le peintre Boze; Vergniaud en écrivit une seconde le 29 ; Guadet eut, aux Tuileries, une entrevue avec la famille royale. Louis XVI ne leur livra point le ministère, mais il leur en laissa l'espoir pour leur lier les mains.

Les eût-il rappelés, qui l'empêchait de les renvoyer de nouveau en pleine invasion? Les fédérés et les sections y voyaient plus clair : ils étaient décidés à en finir et M^{me} Roland était de leur avis. Mais plusieurs des Girondins essayèrent de les en

empêcher : le 26 juillet, Brissot menaça les républicains du glaive de la loi et se prononça contre la déchéance et contre le suffrage universel ; le 4 août, Vergniaud fit annuler l'arrêté de la section Mauconseil qui avait déclaré « qu'elle ne reconnaissait plus Louis XVI comme roi des Français ». Isnard parla de décréter Robespierre d'accusation. La Gironde avait rompu le contact avec le peuple révolutionnaire, au moment qu'il allait donner à leur politique son couronnement logique. Leur défaillance avait des causes profondes. Au fond, ces « hommes d'État » n'avaient pour les classes populaires qu'une sympathie distante et l'insurrection leur faisait peur : ils craignaient de n'en pas rester maîtres et, comme les Feuillants l'avaient prédit, de mettre en péril la richesse, peut-être même la propriété. Mais reculer en ce moment suprême, c'était porter contre soi et contre son parti un arrêt mortel.

IV. — LA RÉVOLUTION DU 10 AOÛT 1792¹.

Après Varennes, la province était demeurée à peu près muette ; après la journée du 20 juin, ce fut elle qui réconforta Paris. Au contraire des administrations de départements, beaucoup de municipalités se prononcèrent contre le roi, surtout dans le sud-est. Marseille, la première, réclama la république, le 27 juin. D'autre part les fédérés, enthousiastes et militairement organisés, constituèrent pour les Jacobins de Paris un renfort inestimable. Dès le 11 juillet, ils protestaient, devant l'Assemblée, contre le veto, et, le 17, Robespierre rédigea en leur nom une pétition tendant à la suspension du roi. La révolution du 10 août ne fut point parisienne, comme celle du 14 juillet, mais nationale.

Les fédérés avaient établi un comité central et un directoire secret où entrèrent des chefs parisiens qui assurèrent la liaison avec les sections. D'autre part, dans chacune des quarante-huit

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux, cités p. 99, voir Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur*, t. II (Paris, 1863, in-8°) ; Ph. Sagnac, *La chute de la royauté* (Paris, 1909, in-12) ; F. Braesch, *La Commune du 10 août*, citée p. 116 ; A. Tuetey, *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. IV (Paris, 1889, in-4°), p. 1-xxxv ; J. Pollio et A. Marcel, *Le bataillon du 10 août* (Paris, 1881, in-8°). Sur les conséquences politiques immédiates du 10 août, voir A. Aulard, *Histoire politique de la Révolution* (citée p. 30), 2^e partie, chap. 1 ; P. Mautouehet, *Le gouvernement révolutionnaire* (Paris, 1912, in-8°), documents avec une introduction ; le recueil de documents, publié par P. Caron, *Les commissaires de la Législative et du Conseil exécutif en août et septembre 1792* (Paris, 1913, in-4°, de la « Collection des documents inédits »).

sections de Paris, les citoyens se réunissaient journellement, depuis que l'agitation s'était propagée et, le 25 juillet, l'Assemblée autorisa les sections à se tenir en permanence ; le 27, Petion leur permit d'installer un bureau central à l'Hôtel de Ville. Toutes n'étaient pas hostiles au roi. Mais les citoyens passifs s'y infiltrèrent peu à peu : le 30, la section du Théâtre français institua chez elle le suffrage universel. Les Jacobins purent ainsi évincer peu à peu les modérés. En outre, un décret autorisa les passifs, armés de piques, à entrer dans la garde nationale.

Les unes après les autres, quarante-sept des sections se prononcèrent pour la déchéance du roi et la nomination d'un Conseil exécutif. Mais Robespierre fit remarquer qu'on n'aurait rien fait, si on ne remplaçait pas l'Assemblée : il fallait élire une Convention, au suffrage universel. Dans les derniers jours de juillet, des événements dramatiques achevèrent d'enfiévrer les esprits. Du 22 au 24, on proclama, dans les rues, la patrie en danger ; l'enrôlement public commença ; les Prussiens allaient quitter Coblenz et, le 1^{er} août, on connut le manifeste de Brunswick qui menaçait de livrer Paris « à une exécution militaire et à une subversion totale », s'il était fait « le moindre outrage » à la famille royale ; le 25 arrivèrent les fédérés de Brest, et le 30 les Marseillais de Rebecqui et de Barbaroux défilèrent, dans le « faubourg de gloire », en chantant l'hymne fameux qui, depuis, porte leur nom. L'insurrection faillit éclater le 26, puis le 30. Petion, qui devait présenter, le 3 août la pétition des sections, obtint qu'on attendît. Le faubourg Saint-Antoine, section des Quinze-Vingts, donna à l'Assemblée jusqu'au 9, dernier délai ; elle se sépara, ce jour-là, sans avoir prononcé. Dans la nuit, le tocsin sonna.

Le faubourg Saint-Antoine invita les autres sections à envoyer à l'Hôtel de ville des commissaires qui s'installèrent à côté de la Commune légale et, au jour, prirent sa place ; Mandat, commandant de la garde nationale, qui avait habilement organisé la défense, fut appelé, arrêté, massacré et ses ordres révoqués. Aux Tuileries, la garde nationale fit défection ; la famille royale se réfugia à l'Assemblée ; il ne resta plus guère que les Suisses. A huit heures parurent les Marseillais que Chaumette et Gorsas avaient mis en marche de bonne heure. On les laissa entrer dans les cours et s'avancer pour fraterniser jusqu'au grand escalier ; alors seulement, comme à la Bastille, les Suisses ouvrirent le feu, puis sortirent et déblayèrent le Carrousel. Les faubourgs arri-

vant enfin, les fédérés reprirent l'offensive et refoulèrent leurs adversaires dans le château ; vers dix heures, sur l'ordre du roi, les assiégés cessèrent le feu ; mais les assaillants refusèrent quartier, prétendant qu'il y avait eu guet-apens ; ils massacrèrent un grand nombre de Suisses ; cinquante, amenés à l'Hôtel de Ville, y furent égorgés de sang-froid.

Le 14 juillet avait sauvé la Constituante ; le 10 août condamnait la Législative. Les vainqueurs étaient résolus à imposer leur dictature et pensèrent à disperser l'Assemblée. Toutefois la nouvelle Commune, formée d'inconnus, craignait d'alarmer la province, où les Girondins demeuraient si populaires : on les conserva donc comme répondants et la Révolution s'enlisa dans un compromis. L'Assemblée subsista provisoirement, mais elle reconnut la Commune insurrectionnelle que des élections portèrent à 288 membres, dont Robespierre. La déchéance ne fut pas prononcée : Louis XVI fut seulement suspendu ; la Commune l'interna au Temple avec sa famille et la décision fut réservée à une Convention élue au suffrage universel, comme Robespierre l'avait demandé. L'Assemblée nomma un Conseil exécutif provisoire où elle fit entrer Monge et Lebrun-Tondu à côté des anciens ministres girondins ; elle leur adjoignit Danton, comptant se servir de lui pour amadouer la Commune.

Fils d'un procureur d'Arcis et ancien avocat au Conseil, Danton était connu comme démocrate depuis 1789, mais on lui avait vu subitement beaucoup d'argent et on disait que c'était celui du roi¹. Mirabeau, dans une lettre intime, atteste l'avoir

1. Sur le caractère de Danton, deux opinions s'affrontent. Suivant la première, Danton est un ardent démocrate, un patriote indéfectible et un grand homme d'État ; elle a été principalement défendue par le Dr Robinet (*Danton ; Mémoires sur sa vie privée*, Paris, 1865, in-8° ; 3^e éd. 1884 ; *Procès des Dantonistes*, Paris, 1879, in-8° ; *Danton émigré*, Paris, 1887, in-8° ; *Danton homme d'État*, Paris, 1889, in-8°) et par A. Aulard (*Les orateurs de la Législative et de la Convention*, cité p. 100, t. II, p. 165-225 ; *Études et leçons sur l'histoire de la Révolution française*, Paris, in-12 ; séries I, 1893, II, 1898, IV, 1904, V, 1907, IX, 1924). Suivant l'autre opinion, Danton est un politicien sans scrupules, capable de trahir la Révolution et la patrie elle-même et qui s'est, tout au moins, vendu à la cour : elle est soutenue depuis vingt ans par A. Mathiez dans un grand nombre d'articles des *Annales révolutionnaires* (15 vol. in-8°, 1908-1923) et des *Annales historiques de la Révolution française* (depuis 1924), ainsi que dans plusieurs ouvrages : *Études robespierristes*, t. I (Paris, 1917, in-8° : *la fortune de Danton*, p. 31-69 ; *les comptes de Danton*, p. 70-97 ; *la formation de la légende dantonienne*, p. 98-134) ; *Danton et la paix* (Paris, 1919, in-8°) ; *Autour de Danton* (Paris, 1926, in-8°). On trouvera un résumé de ses conclusions dans son article, *Danton : l'histoire et la légende*, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. IV (1927), p. 417-461. Il a montré que Danton s'était enrichi subitement sans qu'on puisse expliquer comment et il a publié les déclarations que Talon, lieutenant civil au Châtelet en 1789, fit, en l'an XII, à la police : « J'ai eu des rapports avec Danton et ces rapports étaient à l'effet de découvrir

acheté. Mais sur ce que la cour obtint de lui, nous ne savons rien. Sur son rôle dans la journée du 10 août, qu'au tribunal révolutionnaire il se glorifia d'avoir faite, les témoignages sont rares et contestés. Cependant, pour que les Girondins aient eu recours à lui, il fallait bien qu'il fût populaire et, par conséquent, engagé avec les insurgés. Comme Mirabeau, c'était un tempérament impétueux, avide de jouissances, que la morale n'embarrassait guère ; bonhomme d'ailleurs dans le privé. Il n'écrivait pas et ses idées politiques comme ses intentions nous échappent souvent. Il flairait le vent, semble-t-il, en politicien retors, avant de prendre parti. Néanmoins, il avait des dons d'homme d'État : le coup d'œil prompt, la décision rapide et audacieuse, le réalisme sans scrupules, une éloquence abondante en formules saisissantes ; la jalousie et la rancune lui étaient étrangères et il était toujours prêt à l'union pour l'action. Au Conseil, il fut en réalité le maître et rendit des services à la Révolution.

En province, le danger principal venait de La Fayette qui entraîna le département des Ardennes et voulut marcher sur Paris, tandis que son ami Dietrich essayait de soulever Strasbourg. Ces tentatives échouèrent : abandonné par ses troupes, La Fayette, le 19 août, passa aux Autrichiens qui l'emprisonnèrent. A l'intérieur, quelques directoires de département se regimbèrent : on les suspendit et ce fut tout. Cependant, un grand nombre d'administrations demeurèrent aux mains des constitutionnels et entrèrent en conflit avec les clubs jacobins. L'Assemblée leur envoya des représentants et le Conseil exécutif des commissaires choisis par Danton parmi les insurgés ; Roland aussi eut ses « missionnaires » ; la Commune de Paris en créa d'autres encore ; ces commissaires prirent des mesures révolutionnaires : arrestations de suspects, créations de comités de surveillance ; épurations des autorités. Celles-ci, plus d'une fois,

ce qui pouvait intéresser la sûreté individuelle du roi » (*Annales historiques de la révolution* t. V, 1928, p. 1-21 : *Talon et la police de Bonaparte*). La lettre de Mirabeau au comte de la Marck, 10 mars 1791 (*Correspondance entre le comte de Mirabeau et le comte de la Marck pendant les années 1789, 1790 et 1791*, publiée par R. de Bacourt, 1851 ; t. III, p. 82), d'après laquelle Danton venait de recevoir 30.000 livres sur les fonds de corruption, se trouve ainsi corroborée. Elle paraît l'être aussi par ce qu'on sait maintenant du rôle de Danton dans le procès du roi (voir plus loin, chap. III, § 2). L. Madelin (*Danton* ; Paris, 1914, in-8°) et G. Pariset (*La Révolution*, citée p. 2) admettent la corruption, mais ils ne déniaient à Danton ni le patriotisme révolutionnaire ni la capacité politique. En ce qui concerne la journée du 10 août, la même opposition se manifeste : pour A. Aulard, c'est Danton qui a dirigé l'insurrection (*Études et leçons*, 4^e série, p. 194-226 : *Danton et la révolution du 10 août, 1792*) ; pour A. Mathiez, il n'a joué qu'un rôle effacé jusqu'au succès de l'insurrection.

leur résistèrent et, parfois, les firent arrêter. Comme à Paris, ce fut souvent un chaos d'autorités rivales.

La seconde révolution marque l'avènement du suffrage universel et, en fait, de la république, mais elle ne recueillit pas, comme la première, l'adhésion chaleureuse et presque unanime de la nation. Depuis 1789, beaucoup avaient suivi les prêtres réfractaires; de ceux qui demeuraient fidèles à la Révolution, les uns blâmèrent le 10 août, d'autres laissèrent faire. Ceux qui avaient agi ou qui approuvèrent sans réserve n'étaient qu'une minorité. Ils étaient bien résolus à écraser la contre-révolution par tous les moyens : la Terreur commença. Mais, on l'a déjà compris, elle demeura anarchique : il lui manqua le Comité de salut public.

V. — LA PREMIÈRE TERREUR (SEPTEMBRE 1792)¹.

Le premier soin des vainqueurs fut d'imposer leur dictature. Dès le premier moment, la Commune supprima les journaux d'opposition, ferma les barrières et, par des visites domiciliaires répétées, captura nombre de réfractaires et d'aristocrates

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Il n'y a pas d'étude d'ensemble sur la première Terreur Pour Paris, se reporter à Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur* (citée p. 116), t. III et IV, et à F. Braesch, *La Commune du 10 août* (citée p. 118), pour la province : A. Mathiez, *L'arrestation des suspects en Côte-d'Or pendant la crise de la première invasion*, dans les *Annales historiques de la Révolution*, t. II (1925), p. 113-130. Quant aux massacres de septembre, on a publié nombre d'ouvrages anecdotiques ou relatifs aux victimes (par exemple, J. Grente, *Les martyrs de septembre à Paris*, Paris, 1919, in-8°), mais on ne possède pas d'étude critique satisfaisante. Outre Mortimer-Ternaux et Braesch, consulter Ed. Seligman, *La justice en France pendant la Révolution*, t. II (Paris, 1913, in-8°); A. Tuetey, *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. V (Paris, 1900, in-4°), p. 1-xix (les septembreurs).

Sur Marat, à qui on en impute, d'ordinaire, presque toute la responsabilité, F. Chévrement, *Jean-Paul Marat* (Paris, 1880, 2 vol. in-8°); A. Cabanès, *Marat inconnu. L'homme privé, le médecin, le savant* (Paris, 1891, in-12; 2^e éd., 1911); L. R. Gottschalk, *Jean-Paul Marat. A study in radicalism* (New-York, 1927, in-8°). — Sur le rôle de Danton, A. Aulard, *Études et leçons* (citées p. 120), 2^e série, p. 39-106 (Danton et les massacres de septembre) et, en sens opposé, A. Mathiez, *Autour de Danton* (cité p. 97), chap. VI et VII.

Sur le mouvement politique entre le 10 août et le 20 septembre, se reporter à A. Aulard, *Histoire politique* (citée p. 30), 2^e partie, chap. II, et à A. Mathiez, *La Révolution française* (citée p. 30), t. II. Sur les mesures religieuses, A. Mathiez, *Les conséquences religieuses de la journée du 10 août* (Paris, 1911, in-8°); abbé L. Misermont, *Le serment de liberté-égalité* (Paris, 1914, in-8°); du même, *Le serment à la constitution civile du clergé; le serment civique* [de 1792] (Paris, 1917, in-8°). Pour les réformes favorables aux paysans, se reporter aux ouvrages relatifs à l'abolition de la féodalité et à G. Lefebvre, *Les paysans du Nord pendant la Révolution*, cités p. 56. Le mouvement économique et social est étudié par A. Mathiez, *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur* (cité p. 114), chap. III.

notables. Le 11 août, la Législative autorisa toutes les municipalités à arrêter les suspects, mais l'application du décret dépendit entièrement des autorités locales. Si, dans la Côte-d'Or, elles ordonnèrent de multiples arrestations, il semble que la plupart du temps, elles se montrèrent discrètes dans l'exercice de leur pouvoir ou même n'en firent pas usage. La nouvelle de l'invasion et l'approche des élections arrachèrent le 26 août, à l'Assemblée, la déportation ou plutôt le bannissement de tous les réfractaires. A Paris, on les maintint en prison ; dans les départements, la grande majorité d'entre eux s'exilèrent, mais non pas tous et on ne rechercha guère les récalcitrants. Somme toute, la première Terreur eût été assez bénigne s'il n'avait tenu qu'aux administrations, parce qu'en général elles n'avaient pas été renouvelées et parce que la bourgeoisie républicaine répugnait à suspendre les droits de l'homme et du citoyen.

Toutefois il fallait compter avec l'excitation populaire et non pas seulement, comme on le dit souvent, avec une poignée de Parisiens : avant et après le 10 août, il y avait eu, en province, plusieurs émeutes meurtrières et peu s'en fallut qu'à Cambrai, le 30, la nouvelle de la prise de Longwy n'entraînât le massacre de tous les prêtres internés. Mais à Paris, la volonté de venger les morts du 10 août accroissait évidemment le péril. Dès le premier moment, les insurgés avaient menacé de massacrer les prisonniers si on ne les faisait juger sommairement par un tribunal populaire. Le 17 août, l'Assemblée finit par se résigner à créer un tribunal extraordinaire élu par les sections, mais il se montra plus lent et plus clément qu'on ne l'aurait cru. D'autre part, Marat avait bien des fois recommandé une hécatombe d'aristocrates comme le seul moyen de sauver la Révolution. L'«ami du peuple», aigri par l'insuccès, la pauvreté, les poursuites judiciaires et la maladie, jouissait d'une grande influence car il avait un sens réel des souffrances et des vœux obscurs de la foule. Aussi a-t-on coutume de lui imputer principalement la responsabilité des journées de septembre. Cependant bien d'autres que lui avaient prononcé des paroles imprudentes et, au surplus, il ne donna pas le signal du massacre qui commença spontanément.

La nouvelle que Longwy s'étaient rendu ; puis, le 2 septembre que Verdun était assiégé ; le tocsin et le canon d'alarme, tout avait achevé de troubler les esprits : les volontaires allaient partir en masse ; le bruit courut que, derrière eux, les prisonniers

se soulèveraient pour tendre la main à l'ennemi. Dans l'après-midi du 2, un attroupement mit à mort des réfractaires qu'on amenait à la prison de l'Abbaye. Alors, le comité de surveillance de la Commune, qui venait, de s'adjoindre Marat, prit la responsabilité du massacre. A l'Abbaye et à la Force, des tribunaux populaires furent établis ; aux Carmes et ailleurs, on tua en masse. Les prêtres ne furent nullement les seules victimes : les criminels de droit commun, les filles de la Salpêtrière, les pensionnaires de Bicêtre subirent le même sort, en tout plus de 1.100 personnes, du 2 au 6 septembre. Les massacreurs qui comptaient parmi eux beaucoup de petits bourgeois n'étaient pas très nombreux, mais il n'y eut aucune tentative sérieuse de répression. Les Girondins furent terrorisés : le 3, la Commune avait parlé d'arrêter Roland et Robespierre venait de dénoncer Brissot et Carra qui avaient eu, naguère, l'incroyable idée de proposer comme roi Brunswick ou le duc d'York. Danton s'opposa résolument à ces arrestations ; quant aux massacres, il laissa faire.

La Terreur accentua les conséquences politiques, religieuses et sociales du 10 août. Personne ne pouvait plus défendre la monarchie ; le 4 septembre, les députés exprimèrent le vœu que la Convention l'abolît et l'assemblée électorale de Paris en donna le mandat formel à ses élus. Certaines assemblées commencèrent par s'épurer ; d'autres votèrent à haute voix ; le nombre des abstentions fut énorme. Les élections à la Convention marquèrent bien moins l'instauration du suffrage universel que la dictature des hommes du 10 août.

L'Assemblée avait fermé, le 11 août, les couvents qui subsistaient, puis supprimé, le 15, les ordres hospitaliers et enseignants. Les décrets contre les réfractaires furent mis en vigueur ; la déportation du 26, les arrestations et les massacres les éliminèrent. Quant aux prêtres romains qui, n'étant pas fonctionnaires, n'avaient pas eu à prêter le serment du 27 novembre 1790, ils durent comme les autres citoyens jurer fidélité à la liberté et à l'égalité, en vertu d'un décret du 14 août. A Paris, quelques-uns des prisonniers s'étant soumis à cette obligation, furent épargnés par les septembriseurs. A partir de ce moment, on n'exigea plus des prêtres que ce « petit serment » ; le pape ne le condamna jamais formellement. Néanmoins, le clergé français à cet égard se divisa une fois de plus. Désormais bien des paroisses réfractaires acceptèrent un constitutionnel, faute d'autres. Mais, comme il n'y en

avait pas pour toutes, il fallut bien en venir à laïciser l'état civil, le 20 septembre : ce fut une des conséquences les plus importantes du 10 août. Le divorce fut institué le même jour. Le clergé constitutionnel se trouva ainsi atteint au moment même où il semblait triompher. Sur lui, l'autorité de l'État se fit d'ailleurs de plus en plus lourde ; on lui défendit de percevoir un casuel, de porter le costume ecclésiastique en dehors de ses fonctions ; il lui fut interdit de tenir des registres de catholicité, de subordonner le mariage à d'autres conditions que celles qui étaient prévues par la loi et, par conséquent, de refuser de marier ses propres prêtres ; les cloches et l'argenterie étaient enlevées des églises ; les biens des fabriques mis en vente. La rupture des républicains avec le clergé constitutionnel n'était plus qu'une question de temps.

L'ordre social, instauré par la Constituante, ne manqua pas de subir le contre-coup de la victoire populaire. Le 25 août, les redevances féodales furent abolies sans indemnité, à moins que le seigneur ne produisît le titre primordial ; tous les biens communaux qu'il s'était fait céder ou avait usurpés lui furent enlevés. On promit aux paysans qui n'avaient point de terre de leur partager les communaux et de leur céder une partie des biens des émigrés, par petits lots, en arrentement perpétuel. A Paris, la Commune enrôla les chômeurs à 40 sous par jour pour les travaux de fortification. Mais c'était surtout la question des subsistances qui devenait aiguë. Le 11 août, la Commune demanda qu'on interdît le commerce de l'argent et l'usage de faire deux prix, l'un en assignats, l'autre en numéraire. A la même date, une terrible émeute suspendit à Carcassonne la circulation des grains par le canal du Midi. Le 25, Lyon se souleva contre les accapareurs et imposa la taxation. Les 8 et 9 septembre, à Tours, il fallut fixer le prix du pain à 2 sous au lieu de 4. Presque partout, les autorités revinrent d'elles-mêmes à la réglementation et, finalement, les décrets des 9 et 16 septembre autorisèrent les directoires de district à recenser les grains et à les réquisitionner pour l'approvisionnement des marchés. L'Assemblée se borna à refuser le droit de les taxer. Mais ces mesures semblaient en présager d'autres ; des Jacobins en firent d'inquiétants commentaires : dans l'Eure et le Calvados, Dufour et Momoro déclarèrent que les propriétés industrielles et commerciales étaient à la disposition de la nation et que celle-ci, tout en respectant provisoirement la propriété foncière, avait sur

les produits un droit de réglementation. « Gare la loi agraire », écrivait l'évêque Lindet. Dans le Cher, le curé Petitjean invitait ses ouailles à mettre leurs biens en commun et à ne plus payer de fermages.

Les futurs Montagnards, qui avaient été élus à Paris, se trouvaient plus ou moins dépassés. Ceux même qui excusaient les massacres n'aimaient pas l'anarchie de la rue et le montrèrent bien en l'an II et aucun d'eux ne pensa jamais à supprimer la propriété, Marat et Hébert pas plus que les autres ; en principe, ils n'étaient même pas tous favorables à la réglementation, ni surtout à la taxation. Mais ils ne pouvaient se retourner contre le peuple sans faire le jeu des modérés, comme les Feuillants avaient fait celui de la contre-révolution et, d'autre part, ils pensaient que, pour défendre la Révolution, des mesures exceptionnelles pouvaient être admises : or, de celles que le peuple imposait, quelques-unes leur semblait d'utiles expédients de guerre. Il était vrai que l'ennemi avait en France des complices plus ou moins conscients. Le 21 août, la première insurrection vendéenne s'empara de Châtillon, et Danton savait que la vaste conspiration de La Rouërie était en état de soulever l'ouest entier. Ce furent les royalistes qui provoquèrent principalement la capitulation de Verdun. Beaucoup de gens encourageaient la résistance passive aux enrôlements et aux réquisitions et ne se cachaient pas pour prédire la victoire des alliés ou pour s'en réjouir. La Terreur devait réduire les suspects à l'impuissance et assurer l'obéissance de tous en présence de l'ennemi. La réquisition et la taxation permettraient de pourvoir les armées, de ménager la dépense et d'assurer l'ordre. C'est pourquoi le régime de l'an II reçut, dès ce moment, sa première esquisse. D'un commun accord, la Commune et l'Assemblée hâtèrent les enrôlements, armèrent et équipèrent des bataillons qu'on poussait vers la frontière. Dans le nord et dans l'est, on fit des levées en masse de gardes nationaux. Ce fut un premier essai de mobilisation générale : armes et chevaux, cloches, bronzes et argenteries des églises furent mis en réquisition par la Commune ; elle organisa les premiers ateliers d'habillement. Enfin, le 4 septembre, le Conseil exécutif établit la réquisition et la taxation des grains et fourrages au profit de l'armée. On aurait tort de se faire illusion sur l'efficacité de ces efforts : il aurait fallu du temps pour qu'ils portassent fruit. La Commune envoya en Champagne une vingtaine de mille hommes, mais ce n'était guère qu'une cohue. Cependant, ce ne

fut pas en vain que la défense nationale reçut cette vigoureuse impulsion. Après Valmy, les renforts expédiés à Dumouriez impressionnèrent les Prussiens et alimentèrent l'offensive de Belgique. Et surtout l'armée eut l'impression que le gouvernement, désormais, était résolu à lutter et qu'en elle reposait l'espoir du pays. Cette volonté de vaincre, ce fut Danton qui contribua le plus à en donner le sentiment. Sans lui, certains de ses collègues eussent faibli : le 28 août, ils envisagèrent la retraite sur la Loire. C'eût été l'effondrement moral du pays. Danton était moins sûr de la victoire qu'il ne disait, mais son imperturbable énergie était d'un chef et, ce jour-là, il mérita bien de la Révolution.

Sursaut populaire ou moyen de gouvernement, la Terreur était, en tout cas, une réaction contre le péril qui menaçait la Révolution et la victoire en devait marquer naturellement la fin. Après Valmy, la détente fut générale. Les Girondins n'attendirent même pas ce moment pour prendre leur revanche. Visiblement, au cours de cette première crise terroriste, le gouvernement n'avait eu ni la force ni le temps de dominer l'action populaire. Les massacres et les arrestations arbitraires avaient suscité une violente réprobation. Le régime des réquisitions et les déclarations à tendance socialiste avaient effrayé la bourgeoisie ; instinctivement, elle se massa derrière la Gironde qui, comme hier les Feuillants, dénonçait le péril social et la loi agraire. Or, la Gironde dominait l'Assemblée et avait la majorité dans le Conseil ; le résultat des élections l'encouragea ; la plupart des élus lui étaient favorables : dans les départements, les révolutionnaires ne pouvaient pas suivre dans le détail les luttes de leurs frères de Paris et, d'ailleurs, moins nombreux et plus menacés, sentant mieux la nécessité de l'union, ils ne s'y intéressaient pas beaucoup ; à leurs yeux, les Girondins demeuraient les hommes du 10 août, puisque cette journée les avait ramenés au ministère.

Le 13 septembre, Roland dénonça les commissaires de la Commune ; le 17, Vergniaud s'en prit au comité de surveillance. La Commune plia aussitôt, cassa son comité et fit amende honorable. Le 20, il n'en fut pas moins décrété qu'on en élirait une nouvelle. Ce n'était là qu'un début. Les Girondins ne pardonnaient aux Parisiens ni leurs angoisses, ni la nullité où ils avaient été réduits, ni l'élection des Montagnards. M^{me} Roland avait conçu une haine violente pour Robespierre et surtout pour Danton qui n'avait laissé aucune autorité à son mari, c'est-à-dire

à elle-même. Ce fut elle qui lança l'idée d'une garde départementale destinée à protéger la nouvelle assemblée : on pourrait alors mettre les Montagnards en accusation. Avant même qu'elle se réunît, la lutte inexpiable des partis déchirait la Convention.

CHAPITRE VI

L'INVASION DE LA POLOGNE ET DE LA FRANCE.

LA RIPOSTE RÉVOLUTIONNAIRE : VALMY

ET JEMAPPES

(septembre 1792 - janvier 1793)¹

L'inaction des Français permit aux Allemands de poursuivre tranquillement leurs préparatifs militaires, mais les coalisés ne surent pas profiter de ce répit ; leurs lenteurs avaient laissé aux républicains le temps de se débarrasser du roi ; leurs divisions permirent bientôt aux armées révolutionnaires de ressaisir l'offensive.

I. — L'INVASION DE LA POLOGNE ET LA QUESTION DES INDEMNITÉS².

A Berlin et surtout à Vienne, ce n'étaient que lenteurs et divisions. François II passa l'été à se faire couronner à Bude, à Francfort, le 14 juillet, et à Prague ; il s'ennuyait au conseil et ne décidait qu'à regret. Spielmann avait définitivement attaché sa fortune à l'alliance prussienne et Ph. Cobenzl le suivait timidement ; mais Kaunitz et les autres ministres restaient attachés à la tradition et détestaient le parvenu. Chez les Prussiens, les ministres jalousaient les favoris, surtout l'incapable Bischoffswerder, et critiquaient vertement l'alliance autrichienne ; soumis aux ordres du roi qui voulait guerroyer en France, ils n'en tenaient pas moins l'entreprise pour superflue et même dangereuse, à présent que la question polonaise était ouverte. Pourtant, il faut l'avouer, l'audace et la désinvolture de Catherine déjouèrent toutes les prévisions.

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — Ceux qui sont indiqués p. 86-87 (le t. III de l'ouvrage d'A. Sorel commence avec l'invasion prussienne) et particulièrement R. H. Lord et K. Heidrich.

2. OUVRAGES À CONSULTER. — Voyez la note 1.

La tsarine ne s'était pas laissé mener par les événements. Tout en poussant les Allemands contre la Révolution elle s'était préparée à entrer en Pologne dès qu'ils auraient le dos tourné. Le jour même que la Législative vota la guerre, elle lançait la dépêche annonçant aux Allemands qu'elle allait intervenir en Pologne ; dans la nuit du 18 au 19 mai, près de cent mille Russes franchirent la frontière en Lituanie et en Ukraine. La Diète conféra des pouvoirs dictatoriaux à Stanislas et disparut le 29. Les deux armées polonaises comptaient un peu plus de trente mille hommes. Poniatovski, qui commandait au sud, n'avait ni expérience ni décision, mais un de ses lieutenants, Kosciuzko, qui avait fait la guerre d'Amérique, était un chef. Constamment tournés, les Polonais échappèrent adroitement à l'encerclement. Ils finirent pourtant par défendre la ligne du Boug : elle fut forcée le 18 juillet et ils durent se retirer sur Varsovie. Leur situation n'était pas absolument désespérée, car les Russes s'éloignaient de leurs bases et les volontaires affluaient : la Pologne commençait à s'émouvoir. Malheureusement elle fut trahie par son roi qui, dès le début, s'était résolu à la livrer pour sauver sa situation personnelle. Le 19 juin, il avait imploré la clémence de Catherine ; le 22 juillet, ordre lui fut intimé d'adhérer purement et simplement à la confédération de Targovitza. Le lendemain, il arracha au conseil son consentement. Toute la Pologne fut occupée par les Russes ; les confédérés rétablirent l'ancienne constitution et s'emparèrent du pouvoir ; l'armée fut disséminée à travers le pays ; la plupart des chefs patriotes émigrèrent.

Les Allemands furent consternés. Ils étaient bien convenus de ne pas défendre la constitution du 3 mai et l'avaient fait savoir à Varsovie ; mais ils avaient espéré que le succès de Catherine serait moins prompt et moins complet et qu'elle se concerterait avec eux sur le nouveau régime de la Pologne. En vain lui proposèrent-ils encore une fois d'accéder à leur traité de février et de restaurer ainsi la triple-alliance : elle fit la sourde oreille et offrit seulement de renouveler son accord avec l'Autriche (14 juillet), puis de s'unir de nouveau à la Prusse (3 août). Autrement dit, elle voulait négocier séparément avec chacune d'elles : ainsi, le premier résultat de l'alliance austro-prussienne avait été de raccommoder les Prussiens et les Russes. Les deux puissances allemandes, se méfiant l'une de l'autre, ne cherchèrent plus qu'à ménager la toute-puissante impératrice et à se concilier ses bonnes grâces.

Sur le destin réservé à la Pologne, l'entourage de Catherine était divisé et il est probable qu'elle-même hésita. On admet toujours que son dessein était de la garder intacte sous son protectorat et que, si elle poussait à la guerre de France, ce n'était que rouerie diplomatique. La réalité est plus complexe. Elle savait bien qu'à la première occasion, la Pologne pourrait lui échapper, comme en 1789, avec l'appui des Allemands : annexer l'Ukraine était plus sûr et flattait son amour-propre. Et, d'autre part, elle désirait sincèrement que les Français fussent mis à la raison ; or il n'était pas douteux que la Prusse ne persisterait pas dans son entreprise si on lui refusait sa part de Pologne. Il est donc probable que le second partage aurait rapproché les trois complices et consolidé la coalition si, pour désarmer Kaunitz, Spielmann ne s'était avisé de réclamer, au lieu d'un morceau de Pologne, l'échange des Pays-Bas contre la Bavière, si longtemps désirée par le vieux chancelier.

Ce fut une idée vraiment désastreuse. Catherine saisit la balle au bond : ce qui subsisterait d'État polonais sous son protectorat en serait d'autant plus grand. De la sorte, l'Autriche la poussait à s'accorder séparément avec la Prusse pour entrer aussitôt en possession, alors que l'échange ne pourrait s'exécuter qu'après la paix avec la France, sans compter que le duc de Deux-Ponts, héritier du duc de Bavière, y était hostile et que les puissances maritimes s'opposeraient à voir installer en Belgique un prince incapable de la défendre ; si la guerre se prolongeait, l'Autriche se trouverait les mains vides en face de ses alliés satisfaits, à moins qu'elle ne les priât d'attendre qu'elle pût aussi se pourvoir : d'une façon comme de l'autre, la coalition serait moralement atteinte. Mais, à ce moment, on pensait que l'expédition de France ne serait qu'une promenade militaire ; aussi la Prusse admettait-elle sans difficulté que l'Autriche devait entrer en possession en même temps qu'elle et, naturellement, d'une indemnité égale à la sienne. Spielmann put donc se fourvoyer à loisir. Et, après tout, peut-être eût-il obtenu de la Prusse un traité en bonne et due forme s'il n'avait été à demi désavoué.

Lorsque, à la suite des conférences de Potsdam (12-15 mai), Schulenburg eut fait des propositions officielles, il fallut bien que Spielmann mît l'empereur et Kaunitz au courant des négociations. Le chancelier s'écria que l'Autriche serait dupe et demeura irréductible. François II accepta sa démission (août), ce qui ne l'empêcha pas de prêter l'oreille aux autres

ministres qui combattaient obliquement le plan de Spielmann : le revenu de la Bavière était inférieur à celui de la Belgique ; donc l'Autriche avait droit à un « surcroît » et on le trouvait opportunément dans les margraviats d'Anspach et de Bayreuth, dont Frédéric-Guillaume venait d'hériter. On partit pour Francfort sans avoir rien décidé, et ce fut seulement le 17 juillet que ce compromis fut adopté ; encore François II réserva-t-il le consentement de l'Angleterre. Que la Prusse dût faire les frais du surcroît, Schulenburg en fut offusqué, sans refuser néanmoins d'en référer au roi. Les alliés se séparèrent en bons termes, l'Autriche, encore une fois, ayant laissé passer l'occasion de conclure. Quand la Russie, au début d'août, s'enquit du plan d'indemnité adopté à Francfort, la Prusse répondit que rien n'était encore arrêté pour l'Autriche, mais que sa propre décision était prise : elle la fit connaître et, ainsi, la négociation se trouva ouverte entre Berlin et Pétersbourg. Alors Schulenburg signifia que les margraviats ne se pouvaient céder et que l'Autriche eût à se contenter de l'échange ou à proposer un autre *surrogat*. On se remit à discuter inlassablement à Vienne. Enfin, le 9 septembre, l'empereur se prononça : sans les margraviats, il ne pouvait être question de l'échange, ni par conséquent d'indemnités territoriales ; si la Prusse ne cédait pas, elle aurait à se contenter, comme l'Autriche, d'une indemnité pécuniaire. Spielmann partit, le 12, pour aller signifier ce beau programme à Frédéric-Guillaume. Il voyagea avec Haugwitz, le nouvel ambassadeur prussien à Vienne, qui, jusqu'ici, paraissait résolument favorable à l'alliance. Ils n'avaient pas perdu tout espoir : à la rigueur, l'empereur n'accepterait-il pas, à la place des margraviats, l'Alsace et la Lorraine jusqu'à la Moselle ? Or c'était à Paris qu'ils comptaient rejoindre le roi de Prusse.

II. — L'ARMÉE DE LA COALITION¹.

Aux coalisés l'Europe n'avait fourni aucune aide. La contre-révolution avait perdu un de ses protagonistes ; Gustave III avait été assassiné par un de ses nobles, le 16 mars ; le duc de

1. OUVRAGES À CONSULTER. — On trouvera une bonne étude sur l'armée autrichienne dans la *Geschichte der Kämpfe Oesterreichs. Krieg gegen die französische Revolution*, t. I : *Einleitung* (Vienne, 1905, in-8° ; publication de la Section historique de l'état-major autrichien) ; exposé plus bref dans M. E. von Angeli, *Die Heere des Kaisers und der französischen Revolution im Beginne des Jahres 1792*, dans les *Mittheilungen des K. und K. Kriegarchives*, nouv. série, t. IV (1889). L'armée prussienne est étudiée dans A. Chu-

Sudermanie, devenu régent, et son ministre, Reuterholm, se rapprochèrent de la France. En Espagne, d'Aranda faisait de son mieux pour s'accommoder avec elle. Quant à Pitt, il demeurait impassible. Seules la Sardaigne et la Russie avaient répondu favorablement à la circulaire du 12 avril. Mais tout ce que promit Victor-Amédée, menacé d'une invasion française, fut de se défendre; encore demandait-il qu'on l'aidât. Quant à Catherine, elle offrit quinze mille hommes au lieu des douze que comportait son alliance avec l'Autriche, en observant toutefois qu'ils ne pourraient se mettre en marche qu'après avoir pacifié la Pologne; on lui proposa alors de remplacer son contingent par un subside et elle accorda généreusement 400.000 roubles.

Cette guerre n'était point nationale pour les Allemands, encore bien moins pour les Italiens. L'opinion y voyait une guerre de classes et les princes une guerre politique. La réaction avait fait des progrès en Allemagne : à la fin de 1791, Frédéric de Gentz, sans renier les idées constitutionnelles, s'était converti aux opinions de Burke dont il traduisit le livre. Les amis de la Révolution n'en demeuraient pas moins nombreux et hardis. L'agitation restait vive dans les pays rhénans, principalement à Mayence, par les soins de Forster et de ses amis; la propagande y était très active et des Français, comme Publicola Chaussard, soutenus par le gouvernement girondin, y participaient. On condamnait ouvertement l'intervention. Reichardt revenant de France, Von Knigge et Archenholtz assuraient que les Jacobins triompheraient; Klopstock parlait avec enthousiasme de « la guerre pour la liberté ». Les échecs d'avril furent une grande déception pour eux et Burger exprima leur amertume dans son *Chant de reproche* : « Qui ne peut mourir pour la liberté est digne de la chaîne », tandis que les contre-révolutionnaires assignaient aux sans-culottes une nouvelle devise : « Vaincre ou courir. » Quant aux princes, ne voyant rien à gagner en cette affaire, ils s'abstinrent. De même, ce fut en vain que Victor-Amédée essaya, en octobre 1791, de confédérer les États de la péninsule. On avait compté du moins sur les princes rhénans; mais, aussi longtemps que les Austro-Prussiens ne furent pas en mesure de les protéger, ils négocièrent avec les Français pour ne pas

quet, *Les guerres de la Révolution*, t. I : *La première invasion prussienne* (Paris, 1886, in-8°), chap. III. Ajouter C. Jany, *Die Gefechtsausbildung der preussischen Infanterie vor 1806* (*Urkundliche Beiträge und Forschungen zur Geschichte des preussischen Heeres*, publiés par le grand état-major, t. I, 1903, fasc. 5); *Der preussische Kavalleriedienst vor 1806* (*Ibid.*, t. II, 1904, fasc. 6).

s'exposer à une invasion ; s'ils rompirent ensuite, la Hesse seule mit quelques régiments à la disposition des coalisés.

Ni l'Autriche ni la Prusse ne songèrent à engager toutes leurs forces qui, officiellement, s'élevaient à 223.000 et 171.000 hommes respectivement. Le duc de Brunswick ne pouvait disposer que des 100.000 hommes convenus, non compris les Hessois et les garnisons des Pays-Bas, et quand il arriva, en juillet, à Coblençe, il constata qu'il ne les aurait pas. La Prusse avait fourni son contingent qui, déduction faite de la garde des magasins, ne représentait que 42.000 combattants. Quant à l'Autriche, elle n'avait pu rassembler le sien, s'étant heurtée à la mauvaise volonté de la diète hongroise et des États provinciaux de Belgique. Le roi de Prusse n'était pas riche et, de 1789 à 1791, il avait dissipé en partie le trésor de Frédéric ; cependant il avait pu contracter un emprunt en Hollande ; l'Autriche, elle, ne pouvait pas même suffire aux dépenses courantes : la guerre turque l'avait épuisée. Il lui fallait d'ailleurs se renforcer aux Pays-Bas et la désertion sévissait dans ses rangs. Elle ne put envoyer à Brunswick que 29.000 hommes, dont 15.000 sous Hohenlohe-Kirchberg et 14.000 venus de Belgique sous Clerfayt. Avec les Hessois, l'armée d'invasion ne dépasserait pas 77.000 hommes. Sur les instances du roi, le duc se résigna à emmener 4 à 5.000 émigrés, mais il tenait leur valeur militaire pour négligeable. 16.600 Autrichiens restèrent en outre sur le Rhin et 25.000 autres dans les Pays-Bas : l'archiduc Albert put en distraire 13.000 pour attaquer Lille.

La qualité du moins, au jugement des contemporains et des Français eux-mêmes, compensait la quantité. Les troupes prussiennes passaient pour les premières de l'Europe ; elles étaient fameuses par la précision mécanique de leurs évolutions sur les champs de manœuvre, par une discipline brutale, mais exacte, qui proscrivait toute initiative de la part de l'officier aussi bien que de ses hommes. Frédéric II avait porté à sa perfection le dressage du soldat, le *drill*, que les militaires de tous les pays admiraient et s'efforçaient d'imiter. De fait, cette méthode répondait parfaitement aux conditions du recrutement, l'armée étant composée de volontaires et de paysans illettrés, et surtout à l'ordre linéaire qui avait été conçu pour donner au fusil le maximum d'efficacité et qui exigeait par conséquent des feux de file et un tir aussi accéléré que possible. Toutefois, l'armée de Frédéric-Guillaume II n'avait jamais fait campagne : à l'épreuve, le vernis s'écailla. Des lacunes énormes se révélèrent dans l'orga-

nisation : l'artillerie se montra médiocre, le génie incapable, le service de santé inexistant, l'administration routinière. Déjà, en 1790, la mobilisation avait été si défectueuse que le ministre s'était tué de désespoir. Le soldat ne vivait pas sur le pays : il emportait du pain pour neuf jours, et achetait le reste sur sa paye ; ensuite, il fallait établir une nouvelle base, des magasins et des fours, ou se ravitailler par charrois ; comme on laissait les officiers emmener un bagage énorme, la marche était extrêmement lourde. L'armée autrichienne était moins réputée parce qu'elle avait copié celle de Frédéric ; en 1753, Marie-Thérèse avait assujéti les pays des provinces allemandes au tirage au sort suivant le système prussien des *Kantonisten* ; on avait aussi imité le *drill*. Toutefois les Autrichiens avaient sur les Prussiens une supériorité incontestable : ils venaient de faire la guerre turque ; leur commissariat civil avait eu à nourrir les troupes dans un pays de peu de ressources et dépourvu de communications : sur la frontière de France, il se débrouilla beaucoup mieux que l'autre.

Le duc de Brunswick ne s'en souciait guère : les lenteurs ne l' alarmaient point. La politique monarchique prescrivait en premier lieu de ne pas aventurer à la légère une armée qu'on ne pourrait reconstituer qu'au prix de beaucoup de temps et d'argent ; d'autre part, elle cherchait moins à détruire l'adversaire, qu'à saisir des gages en vue des négociations prochaines. Les conditions du dressage et la tactique de l'infanterie n'encourageaient pas à rechercher la bataille décisive. Il fallait que le terrain fût propice et qu'on s'y retrouvât comme au champ de manœuvre ; l'ordre linéaire était plus favorable à la défense qu'à l'attaque parce qu'il était impossible de tirer en marchant et en conservant l'alignement, parce que les lignes étaient à la merci d'une charge de cavalerie et, enfin, parce qu'elles ne pouvaient pas poursuivre. Il y avait longtemps qu'on s'en était avisé. Cependant Frédéric II lui-même n'avait pu surmonter la difficulté : l'ordre profond, la colonne, en restituant à l'infanterie sa puissance de choc, éteignait son feu ; l'ordre en tirailleurs n'inspirait pas confiance parce qu'il ne permettait pas de former le carré contre la cavalerie et qu'il favorisait la désertion : on ne l'employait que pour commencer l'action ou pour aborder les retranchements. A cet égard aussi, les Autrichiens avaient l'avantage ; ils disposaient d'une infanterie légère, les Tyroliens et les Croates, mais elle était peu nombreuse. L'école conseillait donc d'éviter la bataille, de

manœuvrer pour menacer les communications de l'ennemi, de le forcer à céder du terrain et à abandonner des places fortes qu'on pouvait ensuite assiéger à loisir. Comme l'adversaire se réglait de même, il importait de couvrir soigneusement ses flancs et surtout ses magasins ainsi que les routes des convois : l'armée s'étirait en « cordon » et achevait de perdre toute vigueur offensive. Le grand Frédéric n'avait point laissé de disciples : outre qu'il avait subi bien des échecs, on observait qu'à la fin de sa vie, il était devenu de plus en plus prudent et on attribuait ses grandes victoires à l'incapacité de ses adversaire et au hasard. Ainsi pensait le duc de Brunswick, guerrier fameux, brave et réfléchi, mais qui manquait de la qualité essentielle de l'homme de guerre : il avait peur d'oser. Craignant d'ailleurs de compromettre sa gloire, il s'était lui-même dépouillé de son autorité en stipulant que Hohenlohe exécuterait, sous sa propre responsabilité, le plan arrêté ; plein de respect pour le roi, il n'osa l'écarter de l'armée ni le contredire. En fait, les envahisseurs eurent trois chefs.

D'après le plan que le duc avait exposé en février et qu'il défendit, en mai, aux conférences de Sans-Souci, les coalisés devaient marcher par Longwy sur Verdun, séparant l'armée de Metz, contenue par Hohenlohe, de l'armée de Sedan, observée par Clerfayt. La Meuse atteinte, on ferait le siège des places laissées en arrière et on prendrait ses mesures pour marcher sur Paris au printemps. Cette conception était parfaitement conforme aux principes. Mais, dans l'opinion générale, « l'armée des savetiers » était incapable de résister : il en devait être de la France comme de la Hollande en 1787. Bouillé assurait de plus qu'il avait en poche les clefs des forteresses et que la majorité des Français attendaient la délivrance avec impatience ; on croyait qu'un manifeste menaçant rallierait les hésitants. Le roi voulait donc entrer à Paris dès la fin de l'été. Le duc jugeait que, néanmoins, ses effectifs étaient trop maigres et la saison trop tardive ; il se tut, sans renoncer à son plan. On se mit en route sans avoir décidé positivement ce qu'on allait faire.

Les derniers préparatifs s'achevèrent pendant les fêtes du couronnement de François II où la vieille Allemagne, pour la dernière fois, se donna ce spectacle. Ce fut alors que le publiciste Mallet du Pan présenta aux souverains le projet de manifeste que Louis XVI avait reçu des Feuillants ; le marquis de Limon lui opposa le sien qui avait l'approbation de Fersen. Les diplomates les examinèrent distraitement et choisirent celui

de Limon, sans qu'on sache trop pourquoi. Le 25 juillet, Brunswick en endossa la responsabilité : il s'en repentit toute sa vie.

III. — VALMY (20 SEPTEMBRE 1792)¹.

Le 30 juillet enfin, le gros de l'armée quitta Coblençe. La frontière ne fut franchie que le 19 août. Aussitôt, il se mit à pleuvoir et, désormais, ce fut un déluge à peu près continu qui transforma la Woëvre et l'Argonne en un borbier affreux où la lourde armée s'enlisa peu à peu : la pluie fut pour la Révolution le plus précieux des alliés. Longwy fut attaqué le 22 ; le duc n'avait pas d'équipage de siège : il fit bombarder la ville qui capitula le 23. Verdun assiégé le 29 se rendit de même le 2 septembre, après le suicide ou l'assassinat du commandant Beaurepaire². Ce n'était pas que les Lorrains fussent hostiles à la Révolution : les envahisseurs le constataient avec chagrin. Mais les citoyens faiblirent sous le bombardement et il n'y avait pas encore de gouvernement révolutionnaire pour les obliger au sacrifice et pour mater les royalistes : ceux-ci en profitèrent pour intimider l'autorité militaire. Si les « vierges de Verdun », qui furent plus tard guillotines, ne jonchèrent pas de roses le chemin du roi de Prusse, elles lui firent bon visage.

Jusqu'alors Brunswick n'avait pas renoncé à son plan ; comme le roi s'obstinait, sous l'influence de Calonne et de Breteuil, le duc céda enfin. Au reste, il avait appris que les armées de Sedan et de Metz reculaient : il ne craignait plus d'être tourné et appela

1. **OUVRAGES A CONSULTER.** — L'état de l'armée française à la veille de Valmy n'a pas fait l'objet d'une étude particulière. Pour les opérations, outre les ouvrages généraux indiqués p. 111, voir A. Chuquet, *Les guerres de la Révolution*, t. I : *La première invasion prussienne* (Paris, 1886, in-8°) ; t. II : *Valmy* (1887) ; t. III : *La retraite de Brunswick* (1887) ; du même, *Dumouriez*, cité p. 100 ; et aussi *Krieg gegen die französische Revolution* (cité p. 112), t. II (1905) ; Goëthe, *Campagne in Frankreich* (1822), publ. avec une introduction de A. Doves dans la grande édition *Goethes Sämtliche Werke. Jubiläums Ausgabe*, t. XXVIII (Stuttgart [1903], in-8°) ; voir aussi l'édition A. Chuquet (Paris, 1884, in-12) et la traduction Porchet (Paris, 1882, in-12).

2. Le siège de Verdun et la mort de Beaurepaire ont fait couler beaucoup d'encre. A. Chuquet (voir note 1) se déclare fermement convaincu du suicide de Beaurepaire ; mais la thèse de l'assassinat a été fortement défendue par E. Pionnier, *Histoire de la Révolution à Verdun* (Paris, 1906, in-8°) ; son exposé a été critiqué par M. Saintelette, *La mort de Beaurepaire* (Paris, 1908, in-8°, 45 p.). Les deux thèses sont résumées par X. de Pétigny, *Beaurepaire et le premier des bataillons des volontaires de Maine-et-Loire à Verdun, juin-septembre 1792* (Angers, 1912, in-8°, 194 p.). Deux faits sont hors de conteste : la trahison des royalistes, y compris quelques-uns des officiers qui dirigeaient la défense, et la défaillance de la population. Si Beaurepaire n'a pas été assassiné, il a été, en tout cas, acculé au suicide par la trahison ; mais l'assassinat est beaucoup plus vraisemblable.

à lui Hohenlohe. Le 8 septembre, l'armée coalisée aborda l'Argonne, Hohenlohe aux Islettes, où passe la route de Châlons ; le duc vers Grand-Pré, à la trouée de l'Aire ; Clerfayt au nord. Partout, ils trouvèrent les Français commandés par Dumouriez.

Abandonné par le roi et brouillé avec la Gironde, Dumouriez n'avait point perdu l'espoir. Au camp de Maulde, il avait fait merveille et, en contrecarrant La Fayette, avait regagné la confiance des Jacobins. Quand l'armée de Sedan se trouva sans chef, le Conseil exécutif la lui confia ; il y arriva le 28 août. Son dessein n'avait pas changé : il voulait toujours entrer en Belgique, persuadé que Brunswick courrait au secours du duc de Saxe-Teschen. Servan, au contraire, le pressait de couvrir Paris. Évidemment, il avait le souci de ménager l'opinion ; mais, au point de vue militaire, il était bien douteux que le roi de Prusse se détournât de sa route pour aller défendre les Pays-Bas et, les Prussiens à Paris, que fût devenu Dumouriez en Belgique ? Lui-même changea d'avis quand il vit l'ennemi sur la Meuse : le 1^{er} septembre, il quitta Sedan et par une marche de flanc que Clerfayt, par une incroyable inertie, ne chercha même pas à troubler, porta ses 23.000 hommes sur l'Argonne. Duval et Beurnonville lui amenaient du nord une dizaine de mille hommes ; Kellermann arrivait de Metz avec 18.000 autres.

L'armée française avait fait des progrès depuis le printemps : elle s'était aguerrie par la guerre de postes et, bien que la Législative se fût refusée obstinément à verser les volontaires dans les troupes de ligne, l'amalgame avait commencé, les généraux ayant pris le parti d'associer dans leurs formations des bataillons d'origine différente. Il y avait encore des paniques et Dumouriez ne se jugeait pas en état de livrer bataille en rase campagne ; la défensive, du moins, était possible, surtout dans un pays tel que l'Argonne. L'artillerie était bien supérieure à celle de l'ennemi et La Fayette l'avait dotée de batteries à cheval. Les généraux français, comme leurs adversaires, restaient attachés à la tactique traditionnelle : le règlement d'août 1791, fondé sur l'enseignement de Guibert, préconisait l'ordre mince, l'infanterie étant rangée en deux lignes sur trois rangs, tout en admettant l'attaque en ordre profond, par colonne de bataillon ; néanmoins la force des choses commençait à transformer le combat ; la défensive, la guerre de postes, la nécessité d'utiliser les volontaires qu'on n'avait pas le temps d'instruire, mais qui étaient pleins d'ardeur et d'initiative, conduisaient à disperser en tirailleurs une part sans cesse croissante de l'effectif. L'armée

avait maintenant un chef. Comme général, en effet, Dumouriez manifesta d'éminentes qualités : il était brave et endurant ; il savait parler au soldat et s'en faire aimer ; plein d'entrain et de gaieté, il affectait la confiance dans les pires conjonctures et ne perdait jamais son sang-froid. Malheureusement, à l'armée comme dans le cabinet, il conservait un fonds de légèreté et d'étourderie qui faillit le perdre.

S'en rapportant au chef qui commandait au défilé de la Croix-aux-bois, il laissa dégarnir ce poste. Clerfayt l'enleva, le 12 septembre, et Dumouriez se trouva tourné ; il réussit à s'échapper de Grand-Pré par une marche de nuit et vint camper autour de Sainte-Menehould, s'adossant à Dillon qui tenait toujours aux Islettes et bientôt renforcé par Beurnonville et Kellermann. Brunswick demeura inactif jusqu'au 17, puis franchit l'Argonne et manœuvra pour envelopper les Français et les obliger ainsi à reculer sur Vitry. Mais, le 19, pressé d'en finir, le roi, dédaignant les règles de l'art, ordonna de marcher droit à l'ennemi. Le 20, les Prussiens se trouvèrent en présence des Français rangés en bataille sur les hauteurs de Valmy et d'Yvron ; une canonnade furieuse s'engagea ; puis, l'après-midi, l'infanterie prussienne s'avança ; comme les Français faisaient bonne contenance et redoublaient leur feu, les colonnes d'attaque, impressionnées, hésitèrent et Brunswick jugea la partie manquée : il ordonna la retraite. Ce n'avait pas été une grande bataille ; pour les Français, c'était cependant une grande victoire, victoire morale que la Révolution avait gagnée dans l'esprit même de ses ennemis et dont Goëthe, à l'en croire, entrevit sur-le-champ, les répercussions infinies ; succès militaire aussi, et trop déprécié, car il rangea le temps aux côtés des Français et assura ainsi la déconfiture de l'ennemi.

On crut d'abord que c'était partie remise. Dumouriez n'était aucunement rassuré et souhaitait gagner du temps. Diplomate plutôt que soldat et toujours avantageux, il se flatta d'exploiter la mauvaise humeur des Prussiens, d'obtenir leur départ, ce qui lui permettrait de porter enfin la guerre en Belgique, et peut-être même la paix ainsi qu'une alliance contre l'Autriche. Il amorça, le 22, une négociation. Les Prussiens lui répondirent avec empressement, s'imaginant qu'il voulait, comme La Fayette, marcher sur Paris pour restaurer lui-même la monarchie constitutionnelle : que Louis XVI fût rétabli et ils se déclaraient prêts à traiter. Mais le jour même, 23 septembre, Dumouriez connut l'établissement de la république et la signifia au roi de

Prusse qui rompit les pourparlers le 28, par un manifeste violent. Cependant ses troupes, très mal ravitaillées de Verdun, exposées nuit et jour, en pleine Champagne pouilleuse, aux averses d'automne, en proie à une dysenterie épidémique, fondaient à vue d'œil : il ne restait que 17.000 hommes valides et la retraite fut décidée pour le 1^{er} octobre ; la situation des Prussiens était devenue très critique : au passage de l'Argonne, ils seraient à la merci de Dumouriez. Le 29, ils rouvrirent eux-mêmes la discussion, et juste à ce moment arrivèrent les instructions que le Conseil exécutif, mis au courant, avait arrêtées les 25 et 26. Danton éprouvait les mêmes inquiétudes que Dumouriez ; au milieu du mois, Lebrun avait entrepris de sonder le roi de Prusse en vue d'un armistice ; Servan voulait toujours ramener l'armée derrière la Marne ou sous Paris ; le nord était envahi, Lille attaqué par les Autrichiens. Le 10 août avait eu un fâcheux effet à l'étranger : l'Angleterre, la Russie, l'Espagne, la Hollande, Venise avaient rompu tout rapport avec la France ; les cantons suisses armaient ; les Bernois avaient occupé Genève ; on s'attendait à une attaque des Sardes. Montesquiou et d'Anselme avaient reçu l'ordre de s'avancer en Savoie et vers Nice ; on avait aussi autorisé Custine à marcher sur Spire ; mais que donneraient ces diversions ? La négociation de Dumouriez parut une chance inespérée : on lui conféra pleins pouvoirs. Néanmoins le Conseil n'avait pu prévoir la retraite volontaire de l'ennemi et il n'avait pas commandé de le laisser échapper sans garanties.

Ce fut pourtant ce que firent Dumouriez et Westermann, l'envoyé de Danton. Leurs pourparlers demeurent un mystère. Mais les faits parlent : l'armée prussienne regagna la Meuse sans coup férir. A ce moment, Custine marchait sur Mayence : les Autrichiens abandonnèrent la partie, les Hessois prirent précipitamment la route de Coblenz et Brunswick, pressé de les suivre, livra Verdun, puis Longwy, à Kellermann (8 et 22 octobre). Chemin faisant, on n'avait pas cessé de négocier ; mais le roi, une fois tiré du guépier, refusa de traiter. Faut-il croire qu'il avait joué les Français ? Ce n'est pas sûr ; l'évacuation du territoire, la faculté d'attaquer la Belgique, la perspective de détacher la Prusse de la coalition ont pu suffire à déterminer Dumouriez et le Conseil, qui l'approuvait, à épargner l'ennemi. En dépit de quelques rumeurs, cette retraite surprenante parut un éclatant triomphe de la jeune république et, il faut l'avouer, elle en hâta un autre.

IV. — LA CONQUÊTE RÉPUBLICAINE; JEMAPPES
(6 NOVEMBRE 1792)¹.

Montesquiou, ayant enlevé Montmélian le 22 septembre, était entré à Chambéry le 24 ; il fut accueilli dans toute la Savoie comme un libérateur. Il reçut l'ordre de chasser de Genève les Bernois ; il préféra négocier et obtint leur départ. D'Anselme était arrivé à Nice le 29 septembre. Le 30, Custine avait occupé Spire. Les Autrichiens ayant repassé le Rhin, il marcha sur Worms, puis sur Mayence, qu'il atteignit le 21 octobre, et enfin sur Francfort.

Cependant, le duc de Saxe-Teschen avait bombardé Lille sans pouvoir la cerner. L'assemblée électorale du Nord, alors réunie au Quesnoy, décida de s'y transporter ; réduite à une poignée de Jacobins dirigés par le curé Nolf, elle prévint toute défaillance ; les représentants mobilisaient le quart des gardes nationales : les Autrichiens se retirèrent vers Mons (8 octobre). Le 6 novembre, Dumouriez qui avait rassemblé 40.000 hommes les attaqua, en avant de la ville, sur les hauteurs de Jemappes qu'il enleva d'assaut. Toute la Belgique tomba entre ses mains ; il occupa Aix-la-Chapelle et poussa jusqu'à la Roër.

En France et à l'étranger, ce retour de fortune fit une impression prodigieuse. Jemappes fut l'écho formidable de Valmy. C'était une véritable victoire révolutionnaire, remportée par une attaque frontale, sans manœuvre savante, par les sans-culottes, courant à l'ennemi au chant de la *Marseillaise* et de la *Carmagnole* et le submergeant sous le nombre : elle fit germer l'idée de la levée en masse et d'une guerre populaire où l'on pouvait se passer de science et d'organisation.

Pourtant la campagne avait été mal conduite. Si Dumouriez eût poursuivi les Prussiens et Custine occupé Coblenz, ils n'eussent pas repassé le Rhin et, en abordant ensuite la Belgique par la Meuse, on eût anéanti l'armée autrichienne. Dumouriez avait fait reculer les coalisés au lieu de les détruire. A moins qu'on ne conclût la paix, on pouvait être certain que, dès le printemps, ils attaqueraient de nouveau.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — A. Chuquet, *Les guerres de la Révolution*, t. V : *Jemappes et la conquête de la Belgique* (Paris, 1890, in-8°) ; t. VI : *L'expédition de Custine* (1891) ; *Krieg gegen die französische Revolution*, t. II, cité p. 112. On ne trouvera rien de nouveau dans H. Libermann, *La défense nationale à la fin de 1792* (Paris, 1927, in-8°).

V. — LE SECOND PARTAGE DE LA POLOGNE (23 JANVIER 1793) ; LA COALITION ÉBRANLÉE¹.

Toutefois, leur entente périlait : telle fut encore la vertu de Valmy. Quand Haugwitz et Spielmann arrivèrent à Verdun, le 8 octobre, ils trouvèrent l'armée en débandade, le roi furieux et humilié, Bischoffswerder disgracié et remplacé par Lucchesini, l'ennemi de l'Autriche : Haugwitz aussitôt changea de camp. Il ne s'agissait plus pour la Prusse d'envahir la France, mais de défendre l'Empire et les Pays-Bas ! L'Autriche, dès lors, devenait « partie principale » et la Prusse, n'étant plus que son « auxiliaire », pouvait désavouer le principe de la concomitance des indemnités, sinon de leur égalité : elle se pourvoirait sans s'inquiéter de son alliée et ne participerait à une nouvelle campagne qu'après avoir occupé sa part de Pologne. A la vérité, Frédéric-Guillaume avait plus de scrupules que ses ministres et annonçait qu'il n'abandonnerait pas ses alliés. Néanmoins il savait que les Russes s'impacientaient et Goltz assurait que Catherine était prête à traiter séparément avec lui. Le roi lui envoya plein pouvoir le 17 octobre et, le 25, au camp de Merle, en Luxembourg, il signifia ses prétentions aux Autrichiens ; en cas de refus, il se bornerait à fournir le corps de 20.000 hommes prévu par le traité du 8 février, ou encore le contingent d'Empire, si la Diète déclarait la guerre à la France.

La note de Merle fut connue à Vienne le 20 novembre, en même temps que la nouvelle de Jemappes qui en renforçait la signification : l'Autriche devait se résigner à perdre son alliée ou à se passer provisoirement de toute indemnité. Pourtant Spielmann et ses collègues ne désespérèrent point d'échapper à ce funeste dilemme : ils comptaient sur la versalité du roi et, cher-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voyez p. 129 (t. I et II d'H. von Sybel : le premier se termine à la note de Merle). La politique des deux puissances allemandes a donné lieu entre Prussiens et Autrichiens, à une polémique que les événements de 1866 rendirent particulièrement acerbe et qui a eu l'avantage de déterminer les Autrichiens, A. von Vivenot et H. von Zeissberg, à entreprendre leurs grandes publications de textes pour rétorquer les affirmations de H. von Sybel. Le point de vue autrichien est exposé par H. Langwerth von Simmern, *Österreich und das Reich im Kampfe mit der französischen Revolution* (Berlin, 1880, 2 vol. in-8°). On trouvera un résumé de la question, avec les indications bibliographiques essentielles, dans A. Wahl, *Geschichte des europäischen Staatensystems* (cité p. 29), aux p. 66 et 67. La première question débattue est de savoir si l'Autriche a donné réellement, quoique verbalement, à Haugwitz, en décembre 1792, son acquiescement à la prise de possession immédiate par la Prusse de son indemnité territoriale en Pologne. Telle n'était certainement pas l'intention des Autrichiens, mais, comme ils n'osaient l'énoncer clairement et se perdaient en subtilités, Haugwitz a pu se tromper de bonne foi. Le deuxième point contesté est l'évacuation de la Belgique par les Autrichiens en 1794 ; il en sera question plus loin.

chant à gagner du temps, ne répondirent que le 11 décembre : ils admirent que la Prusse occupât « éventuellement » sa part de Pologne. Haugwitz se récria et soutint plus tard qu'on lui avait consenti verbalement une occupation « actuelle » ; il crut, semble-t-il, qu'on lui avait donné carte blanche. En réalité, l'Autriche invita secrètement l'Angleterre à s'opposer au partage ; elle pria Catherine de l'ajourner et de diminuer, en outre, la part de la Prusse : on savait que, depuis Valmy, Catherine se répandait en propos méprisants contre les vaincus. Mais l'Autriche avait trop attendu : à la réflexion, Catherine avait craint que Frédéric-Guillaume ne fit sa paix avec la France et que l'Angleterre n'intervînt ; le 13 décembre au plus tard elle se résolut à conclure, et le 16 Ostermann indiqua à Goltz ce qu'elle allait prendre : l'Ukraine et la Russie blanche, quatre fois plus que la Prusse, en superficie, et trois millions d'âmes contre un. Pourtant le gain de Frédéric-Guillaume, Dantzig, Thorn, Posen et Kalisch, n'était pas à dédaigner. Le traité fut bâclé en six jours et signé le 23 janvier 1793. La Prusse s'engageait à continuer la guerre à l'ouest : en fait, elle envoya une partie de ses troupes en Pologne et ne pensa plus qu'à priver l'Autriche de toute aide efficace et de toute indemnité. L'empereur fut pourtant invité à donner son adhésion, moyennant quoi on lui faciliterait le fameux échange avec tels avantages complémentaires qu'il serait possible. Quand on eut reçu à Vienne, notification du traité, la consternation et l'indignation furent générales.

CHAPITRE VII

LES ORIGINES DE LA COALITION GÉNÉRALE¹

Si la Révolution victorieuse et en possession de gages territoriaux eût temporisé jusqu'à cette époque, n'eût-elle pas obtenu la paix d'une coalition disloquée, en offrant de rendre ses conquêtes à condition qu'on respectât son indépendance? Oui probablement, et c'eût été un grand bienfait. Telle était sans doute la perspective qu'envisageait Danton au début d'octobre. Mais, dans l'intervalle, il eût fallu résister à l'enivrement de la victoire qui poussait à la guerre de propagande, aux annexions et, par conséquent, à la rupture avec l'Angleterre ; il eût fallu aussi épargner Louis XVI. Danton n'eût pas hésité. Une telle politique eût exigé l'accord de tous les révolutionnaires. La Convention, déchirée, ne put offrir la paix à l'Europe.

I. — LES DÉBUTS DE LA CONVENTION. GIRONDINS ET MONTAGNARDS².

La Convention nationale se réunit pour la première fois le 20 septembre, dans l'après-midi, au moment où finissait la bataille de Valmy. S'étant constituée, elle vint, le 21, remplacer

1. **OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER.** — Se reporter aux ouvrages généraux cités p. 24 et 29 ; particulièrement important est le livre de J. Holland Rose, *Pitt and the great war*, cité p. 68.

2. **OUVRAGES A CONSULTER.** — Pour l'histoire de la Convention, se reporter aux histoires générales, principalement celles de G. Pariset et d'A. Mathiez (t. II et III), citées p. 30, et à Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur*, t. IV à VIII (Paris, 1866-1881, in-8°). Ajouter A. Kuscinski, *Dictionnaire des Conventionnels* (Paris, 1919, in-8°) et les biographies : pour les Girondins, voir p. 100 ; pour Danton, p. 120 ; pour Marat, p. 122 ; pour Robespierre, p. 30 ; G. Avenel, *Anacharsis Cloots* (Paris, 1865, 2 vol. in-8°) ; S. Stern, *Cloots* (Stuttgart, 1914, in-8°) ; L. Cahen, *Condorcet et la Révolution française* (Paris, 1904, in-8°) ; L. Madelin, *Fouché*, t. I (Paris, 1900, in-8°) ; L. Lévy-Schneider, *Jean Bon Saint-André* (Paris, 1901, 2 vol. in-8°) ; A. Meynier, *La Revellière-Lépeaux* (Paris, 1905, in-8°) ; Stéfane-Pol, *Autour de Robespierre. Le conventionnel Lebas* (Paris, 1901, in-8°) ; A. Montier, *Robert Lindet* (Paris, 1899, in-8°) ; E. Hamel, *Histoire de Saint-Just* (Paris, 1860, 2 vol. in-8°) ; A. Tournier, *Vadier* (Paris [1896], in-8°). Consulter aussi

la Législative dans la salle du Manège. A la fin de la séance, Collot d'Herbois, chaudement appuyé par Grégoire, proposa d'abolir la royauté et entraîna aisément l'Assemblée; le lendemain, Billaud-Varennes obtint sans difficulté qu'on datât désormais les décrets de l'an I de la République : elle fut ainsi établie indirectement, non par préférence théorique, solennellement exprimée, mais parce que la France révolutionnaire ayant, pour sa sûreté, renversé Louis XVI, se trouvait obligée de se gouverner elle-même.

La Convention ne pouvait être l'image fidèle du pays. La Révolution était en guerre contre ses adversaires à l'intérieur comme à l'extérieur : elle avait été obligée d'exclure les royalistes de l'Assemblée. La masse, qui n'avait pas voté, était inquiète et sourdement mécontente : elle aurait voulu jouir des profits de la Révolution et en répudier les charges. La Convention avait été nommée par la minorité qui se refusait à tergiverser en présence du danger ; investie par son nom même, d'après les idées du temps, des pouvoirs les plus étendus, elle constituait une dictature, mais non pas aussi étroite que l'avaient désirée la Commune et les insurgés du Dix août. Car la foule des « journées », les adeptes de la Terreur et de la réglementation n'y étaient qu'imparfaitement représentés, la Montagne n'ayant pas encore de programme social ; quant aux enfants perdus du socialisme, ils y étaient unanimement condamnés. Absents de la Convention, les extrémistes dominèrent promptement aux Cordeliers et les circonstances leur permettront, en 1793, d'entraîner à la fois la Montagne et les sections pour forcer encore une fois la main à l'Assemblée nationale.

Au sein de cette dernière, deux états-majors, les Girondins et les Montagnards, entrèrent aussitôt en conflit. Ce n'étaient pas des partis organisés et disciplinés ; les uns et les autres

A. Aulard, *Les orateurs de la Législative et de la Convention*, cité p. 100 (Condorcet : t. I, p. 263-280 ; La Montagne : t. II, livres VIII et IX ; Robespierre : livre X ; les Robespieristes : livre XI).

Sur les premières séances de la Convention, A. Aulard, *Histoire politique* (cité p. 30), 2^e partie, chap. III, et sur les démêlés avec la Commune, F. Braesch, *La Commune du 10 août*, citée p. 116. — Entre Girondins et Montagnards, A. Aulard ne voit d'autre différence que la manière de comprendre le rôle de Paris dans la vie politique de la France (*Histoire politique*, citée p. 30, 2^e partie, chap. VII). A. Mathiez voit dans les premiers les représentants de la grande bourgeoisie et dans les seconds ceux de la démocratie des artisans et des ouvriers (*De la véritable nature de l'opposition entre les Girondins et les Montagnards*, dans les *Annales révolutionnaires*, t. XV, 1923, p. 177-197). Il faut éviter de se les représenter comme des partis organisés et bien délimités, et, surtout, ne pas leur attribuer des idées réduites en corps de doctrine et cristallisées. L'influence des circonstances et des rivalités personnelles a été prépondérante.

eurent leurs dissidents et agirent en ordre dispersé. Ils n'incar-
naient pas non plus des programmes nettement déterminés,
mais plutôt des tendances que la lutte et les circonstances
rendirent de plus en plus divergentes. L'origine de leur rivalité
remontait au conflit de Brissot et de Robespierre sur l'opportu-
nité de la guerre, aux accusations réciproques de conni-
vence avec la cour; puis étaient venus le Dix août et ses consé-
quences: M^{me} Roland ne pardonnait pas à Danton d'avoir ruiné
l'influence de son mari et, par conséquent, la sienne; Petion
gardait rancune à Paris de ne l'avoir point élu; tous ressen-
taient encore la peur de septembre. La querelle ne tarda pas
à s'envenimer. Contre la dictature centralisatrice, les Girondins
invoquèrent l'appui des administrations locales où bourgeoisie
modérée demeura retranchée, même après que la Conven-
tion en eut décrété le renouvellement, et ils encouragèrent la
passion de l'autonomie qui s'était donné libre cours depuis
1789 et qui, en fait, avait transformé la France en une fédé-
ration de communes: sans être vraiment fédéralistes, ils
s'appuyaient sur le particularisme, ce qui était pire. Liés à la
bourgeoisie d'affaires, frayant peu avec le peuple, ayant aban-
donné les Jacobins pour se concerter chez M^{me} Dodun, chez
M^{me} Roland ou chez Valazé, ils étaient passionnément attachés
à la liberté économique et ils se brouillèrent ainsi avec les petites
gens si férues de réglementation. Dès lors, le conflit prit un
caractère social; la bourgeoisie inquiète et mécontente se groupa
derrière eux et, par là, les royalistes s'infiltrèrent dans les rangs
de leurs partisans. Les Montagnards, députés de Paris, incli-
naient naturellement vers la foule des « sectionnaires »; maîtres
des Jacobins, ils y communiquaient avec eux; ils plaidèrent leur
cause; menacés par la Gironde et la jugeant incapable sinon de
voter, du moins d'appliquer vigoureusement les mesures que la
guerre imposait, ils finirent par adopter, non pas toujours sans
regret, les vues populaires et se mirent à la tête de l'extrême-
gauche révolutionnaire qui n'avait point place à l'Assemblée.
Entre les deux factions, la majorité n'opta jamais sans retour.
Bien résolus à défendre la Révolution, les conventionnels étaient
opportunistes sur le choix des moyens. Très bourgeois, ils redou-
taient le peuple, au fond; la violence arbitraire et sanguinaire
leur répugnait et la liberté économique leur était comme un
dogme. Mais, tant que la Révolution était en péril, il leur
semblait difficile de rompre avec le peuple du Dix août et les
mesures que celui-ci réclamait pouvaient être utiles, à titre

provisoire, jusqu'à la victoire. Plus clairvoyants que les chefs de parti, déjà enragés de haine, la plupart des députés provinciaux se rendaient compte que les révolutionnaires étaient maintenant trop peu nombreux pour s'entre-déchirer sans se perdre. En changeant de camp, ils obligèrent la Convention à d'incroyables palinodies, mais un réalisme profond les guida.

II. — LA LUTTE DES PARTIS ET LA MORT DU ROI (JANVIER 1793)¹.

Pour le moment, les Girondins conservaient leur prestige dans la Convention ; l'effroi que les massacres et les propos hostiles à la propriété avaient inspiré, le sentiment de sécurité que les victoires éveillèrent promptement, tout inclinait vers eux la majorité. Danton, optant pour la députation, avait quitté le Conseil exécutif et le « vertueux » Roland s'en croyait devenu le maître. La Commune ne fut renouvelée qu'en novembre et décembre, mais elle avait perdu ses pouvoirs d'exception et supprimé son comité de surveillance ; les commissaires du Conseil exécutif avaient été rappelés ; la haute police était maintenant aux mains de Roland et du Comité de Sûreté générale de la Convention ; les poursuites s'arrêtèrent ; partout, on libéra les suspects et on laissa rentrer beaucoup de déportés et d'émigrés ; puis le tribunal du 17 août fut supprimé et le cours normal de la justice rétabli. La réglementation du commerce des grains, édictée en septembre, tomba en désuétude, sans avoir jamais été appliquée exactement. Roland ne cessait de la condamner et, le 8 décembre, la liberté fut de nouveau proclamée. Ce fut une belle époque pour les fournisseurs, notamment pour l'abbé d'Espagnac, qui avaient partie liée avec Dumouriez. Pache, le nouveau ministre de la guerre, ayant créé un directoire d'achats, ils engagèrent contre lui une lutte acharnée avec l'appui de la Gironde. En même temps, on renonçait à forti-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur* (citée p. 144), t. V ; Ed. Seligman, *La justice en France pendant la Révolution* (cité p. 122), t. II ; P. de Vaissière, *La mort du roi* (Paris, 1910, in-8°). — Sur le rôle de Danton et les tentatives de corruption pendant le procès voir A. Mathiez *Études robespierristes* citées, p. 129), t. II, chap. iv. Voir aussi les importants documents produits, en dernier lieu Théodore de Lameth, *Mémoires* (Paris, 1913, in-8°) ; *Notes et souvenirs* (Paris, 1914, in-8°), les uns et les autres publiés par E. Welvert ; et la lettre de M. Le Couteux de Caumont, publiée dans *La Croix*, n° du 9 décembre 1925, et reproduite dans les *Annales historiques de la Révolution*, t. III (1926), p. 179-183, et dans *La Révolution française*, t. LXXX (1927), p. 146-149.

fier Paris et on licenciait les ateliers de travailleurs ; dans les manufactures nationales, Roland rétablissait le travail à la tâche. Il ne cessait de dénoncer la prodigalité de la Commune qui maintenait le pain à 3 sols aux frais des contribuables. Dans l'ensemble, les Girondins l'avaient emporté et on ne leur avait guère fait d'opposition ; au cours du grand débat sur les grains, Saint-Just, en économiste orthodoxe, montra que le seul remède à la cherté était de refréner l'inflation ; Robespierre interpréta éloquentement les plaintes du peuple, mais ne proposa aucune mesure positive. D'ailleurs, les Montagnards n'étaient pas unis : Danton avait offert son appui aux Girondins.

Il ne demandait pas mieux que de renoncer aux mesures extrêmes et, en octobre, Théodore de Lameth étant venu, de Londres, implorer son concours, il lui promettait de s'employer à sauver Louis XVI. Cette politique était la condition de la paix. Pour la conclure, Danton serait allé peut-être jusqu'à rétablir la monarchie constitutionnelle, en faveur du duc de Chartres, par exemple. Dès le 4 octobre, il proposait de déclarer que la patrie n'était plus en danger. Mais, inversement, l'apaisement et la modération supposaient la paix : grande difficulté dont on ne pouvait venir à bout que par l'union des partis. Tout au moins, fallait-il obtenir le silence des Montagnards. Les 21 et 25 septembre, Danton avait réprouvé la dictature et la loi agraire, en même temps que le fédéralisme. Si les Girondins avaient eu quelque esprit politique, ils eussent accueilli son offre.

Mais ils voulaient écraser leurs adversaires. Ils rejetèrent Danton vers la gauche en lui réclamant le compte de ses dépenses secrètes qu'il fut incapable de fournir, tandis que M^{me} Roland lui imputait le pillage du garde-meuble qu'on venait de dévaliser. Dès le 25 septembre, Marat et Robespierre avaient été violemment dénoncés comme aspirants-dictateurs ; les attaques contre la Commune se multiplièrent ; le 29 octobre, Louvet reprit l'offensive contre Robespierre. Les Girondins cherchaient visiblement à faire mettre en accusation ou à perdre moralement ceux des auteurs du Dix août qui ne s'étaient point ralliés à eux comme Carra et Barbaroux, en leur imputant les massacres et tous les excès de la dictature. Ils comprenaient bien qu'ainsi le peuple révolutionnaire de Paris se trouvait incriminé et qu'ils risquaient une nouvelle journée. Aussi, dès le 23 septembre, Roland avait demandé que la Convention se donnât une garde et Buzot, que M^{me} Roland avait tourné contre ses anciens com-

pagnons, se fit l'apôtre de la « force départementale » qui devait protéger la souveraineté nationale.

La Convention refusa, cette fois, de suivre la Gironde et ce fut l'origine du Tiers parti qu'on appela ensuite la Plaine, par opposition à la Montagne, ou qu'on flétrit du nom de Marais. Au fond, la majorité adopta la thèse que Robespierre défendit brillamment le 5 novembre : certaines conséquences du 10 août avaient été déplorables, mais il fallait passer condamnation pour ne pas atteindre les hommes qui avaient renversé Louis XVI ; autrement la Convention blâmerait implicitement l'insurrection et ruinerait par là sa propre autorité ; si, de plus, elle employait la force contre les Sans-culottes parisiens, les « sectionnaires », elle se mettrait à la discrétion des royalistes. Elle s'en tint donc à manifester son mépris pour Marat ; Robespierre ne fut pas mis en accusation : l'épreuve le grandit et fit de lui le chef de la Montagne ; on évita de dresser les départements contre Paris : l'Assemblée se contenta d'accueillir leurs adresses en faveur de la Gironde et les laissa envoyer spontanément à Paris de nombreux fédérés.

N'ayant pas réussi à convaincre la Convention, les Girondins virent leur puissance décroître. Le Conseil exécutif leur échappait peu à peu. Lebrun et Clavière avaient déjà subi l'influence de Danton ; Pache fit du ministère de la guerre une forteresse jacobine. Ils ne surent même pas, faute d'organisation, s'emparer de la Commune et du Département, car la bourgeoisie parisienne ne vint pas voter. A côté d'un maire modéré, siégèrent Chaumette, comme procureur, et Hébert, son substitut.

Mais le pire fut naturellement que les Montagnards leur reprochèrent d'ajourner le procès du roi. Et tel était certainement leur désir, car, avait dit Danton, « si on le juge, il est mort »¹. La Convention, en effet, était obligée de le déclarer coupable, sous peine de condamner le Dix août et sa propre existence ; et si Louis XVI était coupable d'avoir pactisé avec l'étranger, il était bien difficile qu'elle lui épargnât la peine capitale, alors

1. En novembre, les Girondins envisageaient le bannissement de Louis XVI aux États-Unis : ce fut l'origine de la mission de Genet. Celui-ci espéra jusqu'au dernier moment qu'il pourrait emmener le roi ; il ne partit que le 21 janvier, après le retour de deux secrétaires qu'il avait envoyés place de la Révolution et qu'il attendit chez lui, sa voiture prête, les postillons en selle. Avait-il reçu des instructions de Lebrun, c'est-à-dire des Girondins ? Était-il en relations avec les royalistes ? Son biographe, qui rapporte le fait d'après les propres papiers de Genet, conservés aux États-Unis, pose ces questions sans les résoudre (M. Minnigerode, *Jefferson friend of France ; the career of E. Ch. Genet*, New-York et Londres, 1928, in-8°, p. 134).

qu'elle envoyait les Français mourir à la frontière pour arrêter l'invasion qu'il avait provoquée. Danton lui-même avait prévenu Th. de Lameth que si la question était posée, il voterait la mort. En attaquant la Montagne, la Gironde ne pouvait empêcher qu'elle le fût. Quand, le 20 novembre, on eut découvert aux Tuileries l'armoire de fer et ses papiers compromettants, il devint impossible d'ajourner le procès. Louis XVI nia ou se retrancha derrière la Constitution ; la défense invoqua aussi l'inviolabilité, ce qui revenait toujours à blâmer le Dix août. La Gironde essaya de gagner du temps en exigeant que tous les Bourbons fussent jugés avec Louis XVI, ce qui obligea les Montagnards à défendre le duc d'Orléans, devenu Philippe-Egalité, et permit de les accuser de royalisme ; puis, elle voulut que la sentence fût ratifiée par le peuple, ce qui l'aurait conduite à se coaliser, dans les assemblées primaires, avec la contre-révolution pour sauver le roi. Le 15 janvier 1793, la culpabilité fut prononcée à l'unanimité et l'appel au peuple rejeté par 426 voix contre 278. L'appel tragique commença le 16 et se prolongea vingt-quatre heures. La mort fut votée par 387 voix contre 334, mais 26 députés avaient proposé de surseoir à l'exécution, comme Mailhe, votant le premier, en avait habilement suggéré l'idée ; or, il y avait 721 députés présents ; les vingt-six voix déduites, la mort ne l'emportait que d'une demi-voix. Mais, au dernier vote, les 26 se divisèrent ; le sursis fut rejeté par 380 voix contre 310. Jusqu'au dernier moment, les royalistes avaient conservé bon espoir et le résultat les surprit ; on avait agi secrètement auprès des députés et on n'avait pas épargné l'argent ; le chargé d'affaires espagnol, Ocariz, obtint de la banque Le Couteux une avance de plus de deux millions ; on comptait probablement sur Danton, mais Pitt refusa, paraît-il, de lui verser deux millions supplémentaires. Ocariz intervint aussi officiellement et déclara que la mort du roi provoquerait la guerre avec l'Espagne ; Brissot, le 1^{er} janvier, avait montré le péril. C'était sur ce terrain qu'il eût fallu transporter le débat pour éviter le procès : au mois de janvier il était trop tard et, d'ailleurs, la Gironde, poussant à la guerre, ne pouvait se donner l'air d'avoir peur.

Un royaliste assassina le représentant Lepeletier le 20 janvier ; d'autres songèrent à enlever le roi sur la route de l'échafaud, mais ne firent aucune tentative sérieuse. Le 21 janvier, Louis XVI fut exécuté. Le pays demeura silencieux, mais l'impression fut profonde. On disputera toujours sur les conséquences

de ce supplice. Il a excité la pitié et exalté des convictions. Mais il ne paraît pas douteux que le sentiment monarchique ait reçu un coup décisif ; un roi avait été mis à mort comme un homme ordinaire : la royauté perdit pour toujours le caractère surnaturel que la Révolution même, jusque-là, ne lui avait pu enlever. Toutefois la Révolution, pour le moment, ne fit qu'augmenter ainsi les périls qui la menaçaient : entre les « votants » et les « appelants », la haine devint inexpiable et l'Europe décréta contre les régicides une guerre d'extermination.

III. — LA GUERRE DE PROPAGANDE ET LES ANNEXIONS¹.

Éviter la dictature et sauver le roi, cette politique des Girondins supposait la paix ; or, ils étaient le parti de la guerre et le demeurèrent : voyant l'opinion révolutionnaire se détourner d'eux, ils s'efforcèrent de la regagner en évoquant témérairement le fantôme d'une France libératrice de l'univers. Ce n'était

1. OUVRAGES A CONSULTER. — On se reportera aux ouvrages généraux cités p. 144 et à ceux qui concernent la Gironde, cités p. 99, notamment ceux de Miss E. Ellery, E. Lintilhac, H. Goetz-Bernstein ; voir en outre H. von Zeissberg, *Zwei Jahre belgischer Geschichte*, 1791-1792 (Vienne, 1891, 2 vol. in-8°) ; E. Cruyplants, *Dumouriez dans les Pays-Bas autrichiens* (Paris, 1912, 2 vol. in-4°) ; P. Verhaegen, *La Belgique sous la domination française*, t. I (Bruxelles, 1923, in-8°), très hostile à la Révolution ; J. Masse, *Histoire de l'annexion de la Savoie à la France en 1792* (Grenoble, 1891-1895, 3 vol. in-8°) ; F. Vermalet et S. Blanchoz, *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des Allobroges et de la Commission provisoire d'administration* (Paris, 1908, 2 vol. in-8°) ; Ph. Sagnac, *Le Rhin français*, cité p. 13 ; F. Remmling, *Die Rheinpfalz in der Revolutionszeit* et J. Venedey, *Die deutschen Republikaner unter der französischen Republik*, cités, p. 68 ; J. Hashagen, *Das Rheinland und die französische Herrschaft. Beiträge zur Charakteristik ihres Gegensatzes* (Bonn, 1908, in-8°) ; M. Springer, *Die Französenherrschaft in der Pfalz, 1792-1814* (Stuttgart, 1926, in-8°) ; K. Bockenhimer, *Die Mainzer Klubisten der Jahren 1792 und 1793* (Mayence, 1896, in-12) ; G. Gautherot, *La révolution dans l'ancien évêché de Bâle* ; t. I : *La République rauracienne* (cité p. 71), livre I ; A. Morel-Fatio, *José Marchena et la propagande révolutionnaire en Espagne*, dans la *Revue historique*, t. XLIV (1890), p. 72-87 ; A. Richard, *Marchena et les Girondins*, dans les *Annales révolutionnaires*, t. XV (1923), p. 126-145. — On trouvera une étude sur les plébiscites organisés par les révolutionnaires dans l'ouvrage de Sarah Wambaugh, *A monograph on plebiscits* (New-York, 1920, in-8°) ; « Publications of the Carnegie Endowment for International Peace », p. 33-57. — Les livres sur Miranda sont nombreux mais, en général, apologetiques ; consulter J. Mancini, *Bolivar et l'émancipation des colonies espagnoles* (cité p. 23), livre II, chap. 1 ; depuis ont paru : A. O'Kelly de Galway, *Francisco de Miranda* (Paris, 1913, in-8°), et C. Parra-Perez, *Miranda et la Révolution française* (Paris, 1925, in-16). Les papiers de Miranda sont entrés récemment aux archives de Caracas et vont être publiés ; un extrait de l'inventaire a été publié dans les *Archives historiques de la Révolution française*, t. IV (1927), p. 412-413.

pas seulement l'esprit de faction qui les inspirait : le rêve magnifique les éblouissait ; néanmoins l'instinct les servait : la guerre de propagande demeura toujours chère au cœur du peuple révolutionnaire et il condamna la Gironde non pour l'avoir entreprise, mais pour n'avoir pas su la faire.

Toutefois la Convention se réserva longtemps, bien qu'on la pressât, de tous côtés, de résoudre certaines questions urgentes qui auraient engagé l'avenir. On ne doutait point que les pays conquis ne fussent empressés de se délivrer de l'ancien régime ; pourtant devait-on leur en laisser le soin ? ou fallait-il devancer leur vœu en les « municipalisant » immédiatement ? Et d'autre part, la France les libérerait-elle à ses frais, en exportant son numéraire ? ou bien ferait-elle vivre ses troupes au moyen de réquisitions et de contributions de guerre ? Les réfugiés étrangers s'agitaient et l'un d'eux, Clavière, était ministre : il fit destituer le général Montesquiou qui avait ménagé l'aristocratie genevoise. En novembre, des Niçois, des Savoyards, des Rhénans posèrent un problème nouveau : ils demandèrent l'annexion à la France. Les généraux, ne recevant pas d'instructions, agissaient suivant leur inspiration. A Nice, d'Anselme renouvela les autorités : il « municipalisa », tandis que Montesquiou, en Savoie, laissa seulement se multiplier les clubs et réunir, le 20 octobre, une Assemblée nationale des Allobroges. Sur le Rhin, Custine organisa lui-même les clubs (celui de Mayence est le plus fameux) et il aurait voulu abolir le régime féodal. Plus tard, Dumouriez, qui espérait devenir le chef d'une Belgique indépendante, se contenta de faire élire, d'accord avec les Vonckistes, des assemblées provinciales pour remplacer les États : il n'en fallut pas davantage pour le brouiller avec les statistes ; d'ailleurs, il ne put empêcher les démocrates anticléricaux de triompher à Liège et d'ouvrir, partout ailleurs, des clubs tapageurs qui provoquèrent immédiatement l'hostilité de l'Église. Les méthodes de guerre varièrent pareillement : d'Anselme, Montesquiou, Dumouriez demandèrent le moins possible aux populations ; ce dernier négocia des emprunts au clergé et ses fournisseurs payèrent les achats en numéraire ; dans la Rhénanie au contraire, Custine vécut sur le pays, en taxant les privilégiés qui étaient souvent des bourgeois, comme les banquiers de Francfort. Mais jusqu'à la mi-novembre, la Convention ne s'était pas prononcée.

Alors survint Jemappes. La confiance et l'enthousiasme du

peuple révolutionnaire s'exaltèrent sans mesure ; les Montagnards ne furent pas moins ardents que les autres et Robespierre, cette fois, n'essaya pas de résister au torrent. On ne se donna même pas le temps de réfléchir. Le 19 novembre, comme Rühl exposait les craintes du club de Mayence et son désir d'obtenir la garantie de la France, la Convention vota d'enthousiasme le fameux décret qui accordait « fraternité et secours » à tous les peuples qui voudraient recouvrer leur liberté. Le sort en était jeté : la Révolution, devenue guerrière, défiait le monde. Le 27, accueillant une délégation anglaise qui venait complimenter la jeune république, Grégoire saluait d'avance celle qui, bientôt, naîtrait aux bords de la Tamise. Brissot poussait de toutes ses forces à la rupture avec l'Espagne : « Notre liberté ne sera jamais tranquille tant qu'il restera un Bourbon sur le trône. Point de paix avec les Bourbons et, dès lors, il faut songer à l'expédition pour l'Espagne. » Et il réclamait à Dumouriez son lieutenant Miranda, qui soulèverait l'Amérique latine. L'Allemagne et l'Italie n'étaient pas oubliées : « Nous ne pouvons être tranquilles », écrivait-il le 26 novembre, « que lorsque l'Europe, et toute l'Europe, sera en feu. » Le 16, Chaumette avait prophétisé que, bientôt, l'Europe serait municipalisée jusqu'à la Russie. Les réfugiés poussaient énergiquement à la croisade. Au premier rang brillait Cloots ; les Hollandais demandaient que Dumouriez envahît leur pays ; de Bayonne, Marchena et Hevia organisaient la propagande en Espagne.

En dépit de ces vastes desseins, la nature des choses voulait que l'entreprise visât d'abord les pays occupés qui, justement, portaient la France aux limites naturelles dont la conquête avait été le but de la monarchie depuis le *xvi^e* siècle et que l'école de Favier avait continué de regarder comme essentielles. « La République française », écrivait Brissot, « ne doit avoir pour borne que le Rhin. » Et le 16 novembre, le Conseil exécutif, comme si la Belgique déjà eût été française, ouvrait aux navires l'embouchure de l'Escaut, sans se soucier des traités de Westphalie qui l'avaient fermée et sans s'apercevoir, semble-t-il, qu'il rendait inévitable le conflit avec l'Angleterre. L'entreprise de libération réveillait donc l'ambition nationale et devait recevoir l'approbation des politiques décidés à l'utiliser comme machine de guerre. Ainsi tournerait-elle à la conquête. L'échec de la propagande et les nécessités militaires précipitèrent l'évolution : il n'y fallut que quelques semaines.

La Convention, comme les Girondins, eût préféré que la France s'entourât de républiques-sœurs. Mais il fut bientôt évident que la majorité des populations lui était hostile ou se réservait par peur ; en tous lieux, l'occupation d'ailleurs, si douce qu'elle fût, entraînait des maux ou une gêne dont on souhaitait se délivrer. La Savoie seule se prononça franchement : elle abolit l'ancien régime et demanda l'annexion. En Belgique, la majorité souhaitait l'autonomie et les Vonckistes eux-mêmes ne voulaient pas adopter toutes les réformes révolutionnaires, par peur de l'Église ; il en allait de même en Rhénanie. En somme, les peuples se montraient incapables de se libérer ou ne voulaient pas l'être. Les révolutionnaires s'en irritaient profondément. « En même temps que nous devons donner aux peuples voisins la liberté », s'était écrié Danton, dès le 28 septembre, « je déclare que nous avons le droit de leur dire : vous n'aurez plus de rois . » Les amis de la Révolution représentèrent que l'indépendance les livrerait à leurs ennemis tout autant que la victoire des coalisés. Les Niçois l'avaient dit, dès le 4 novembre. A Mayence, le club se sentait isolé et Forster finit par proposer la réunion.

Le 27 novembre, la Convention sauta le pas et annexa la Savoie. Ce fut Grégoire qui justifia le décret en invoquant la souveraineté nationale, la nature qui avait fait de cette province une région française et, enfin, l'intérêt commun de la Savoie et de la France. Du moins, ces conditions exigeaient qu'on délibérât séparément sur chacun des pays occupés. Mais les besoins de l'armée et du trésor brusquèrent la décision.

Les agissements de Dumouriez semblaient scandaleux. Cambon, qui était déjà le grand financier de la Convention, fit arrêter l'abbé d'Espagnac et on envoya en Belgique des commissaires parmi lesquels figurait Danton. Ils signalèrent aussitôt le dénuement des troupes et Cambon déclara impossible de continuer à les pourvoir aux frais de la république. Il fallait que la guerre devînt révolutionnaire : les biens des privilégiés seraient séquestrés et serviraient de gage aux assignats, en sorte que la France se couvrirait de ses dépenses par de nouvelles émissions et, qu'en tout cas, elle n'exporterait plus son or ; des gouvernements nouveaux appliqueraient le nouveau régime : seuls seraient électeurs ceux qui prêteraient serment à la liberté ; la dîme et les droits féodaux seraient abolis et les anciens impôts remplacés par des taxes sur les riches ; ainsi, les bienfaits de la

Révolution deviendraient sensibles aux masses populaires ! Guerre aux châteaux, paix aux chaumières ! Ce célèbre décret fut voté par acclamation le 15 décembre : sous la protection des baïonnettes françaises, il instituait la dictature des minorités révolutionnaires et entreprenait de rendre les peuples heureux sans les consulter, et à leurs frais.

Le résultat, jadis prédit par Robespierre, fut désastreux. Le populaire lui-même repoussa ces présents qui lui parurent illusoires au prix de l'assignat. Dumouriez, dont tous les plans se trouvaient compromis, accourut à Paris, le 1^{er} janvier, pour protester. Il n'obtint rien. Trente commissaires se répandirent en Belgique et firent exécuter le décret par la force. Cambon se félicita, le 1^{er} février, d'avoir déjà tiré 611 millions de la Belgique. Mais, en dépouillant l'Église sans aucun ménagement, même de forme, on s'était, comme Joseph II, aliéné la population. Le 17 février, les commissaires de la Convention ne cachaient pas qu'au premier échec les Français seraient massacrés. Il en alla de même partout ; la désaffection commença de gagner jusqu'à la Savoie. La conclusion fut que l'annexion était devenue la seule politique possible si l'on voulait éviter la contre-révolution dans les pays occupés. Nice fut réunie le 31 janvier. Ce même jour, Danton demanda que la Belgique le fût aussi et formula, avec une brièveté saisissante, la doctrine qui devint, dès lors, celle de la Convention : la république devait s'étendre jusqu'aux limites « marquées par la nature ». Le 14 février, Carnot compléta cette déclaration par l'appel à l'histoire : de ce domaine naturel, « les parties qui ont été démembrées ne l'ont été que par usurpation ». On n'osa réunir une convention belge : les réunions furent votées ville par ville, province par province, par des assemblées de commande, sous la surveillance des troupes. En Rhénanie, une convention fut élue dans les mêmes conditions : elle approuva l'annexion le 17 mars. La Convention ratifia dans le courant de ce même mois. L'ancien évêché de Bâle qui, en novembre 1792, s'était érigé en république de Rauracie, devint, le 23 mars 1793, le département de Mont Terrible.

A ce moment déjà, la coalition générale était virtuellement formée et les premiers coups avaient été portés à l'armée française qui, seule, pouvait assurer désormais le succès de cette politique : après six mois de discussions, la Convention ne l'avait définitivement adoptée qu'au moment où les revers commen-

IV. — LA RUPTURE AVEC L'ANGLETERRE¹.

Dès qu'il avait connu l'arrêté du 16 novembre et le décret du 19, Pitt avait décidé de faire la guerre à la France. Mais il avait été surpris par les événements.

Le 17 février 1792, en présentant son budget, il assurait que, dans l'état présent de l'Europe, l'Angleterre pouvait se promettre quinze années de paix ; en conséquence, les forces avaient été réduites de 2.000 matelots et de plus de 5.000 soldats. Quand la guerre éclata sur le continent, il observa rigoureusement la neutralité. Il pensait probablement, comme tout le monde, que la Révolution ne tarderait pas à être étouffée et il s'en réjouissait, car, par contre-coup, l'agitation se trouverait découragée dans le royaume-uni. La propagande démocratique ne cessait de s'amplifier. En avril, plusieurs des chefs whigs avaient formé une nouvelle « Société des Amis du peuple ». Mais ces radicaux étaient déjà débordés : par une pente naturelle, les démocrates, comme en France, abordaient le programme social. Le 17 février 1792, Paine publia la seconde partie de ses *Droits de l'Homme* ; il y attaquait violemment l'aristocratie britannique et proposait un impôt sévèrement progressif qui absorberait la totalité du revenu à partir de 23.000 Livres. Godwin préparait son *Human Justice* qui allait jusqu'au communisme utopique et parut en 1793. Or, à la fin de 1791, un pauvre cordonnier de Londres, Thomas Hardy, avait groupé quelques ouvriers dans un cabaret et, le 25 janvier 1792, ils avaient fondé, à huit, la « Société londonienne de correspondance », en fixant la cotisation à un penny par semaine ; au même moment, cinq à six ouvriers de Sheffield en faisaient autant. L'intervention des ouvriers dans la vie publique était un grand événement : la question sociale devint une réalité. « C'est notre travail qui soutient la monarchie, l'aristocratie et le clergé », dira bientôt le club de Stockport ; « nous ne sommes pas la vile multitude dont parle M. Burke. » Le poète écossais Burns exprimait avec rudesse le sentiment populaire. Les nouveaux venus donnèrent une vive impulsion au mouvement démocratique ; le 24 mars, une réunion des délégués des clubs, à Norwich, émit l'espoir qu'on arriverait bientôt à former une

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Se reporter à la page 144, ainsi qu'aux pages 68 et 71 pour les ouvrages relatifs à l'Angleterre. Au grand ouvrage de J. Holland Rose, *Pitt and the great war*, ajouter les *Documents relating on the rupture with France*, qu'il a publiés dans l'*English historical Review*, t. XXVII (1912), p. 117-123 et 324-330. Sur les dernières tentatives de négociations, voir baron Ernouf, *Maret, duc de Bassano* (Paris, 1878, in-8°).

union générale de tous les amis de la liberté : ainsi apparut l'idée de cette convention populaire qui allait bientôt devenir la terreur de l'aristocratie ; elle crut voir ressusciter les « niveleurs » du xvii^e siècle. Comme en France, la propagande eut d'ailleurs moins d'effet que les circonstances économiques. En 1791, la loi sur les blés avait été aggravée ; ce fut d'ailleurs la dernière année que l'Angleterre exporta du blé ; dès l'hiver, le pain renchérit ; la récolte de 1792 s'annonçait mal ; en mai, des émeutes éclatèrent ; les grèves se multiplièrent à Liverpool, Manchester, Sheffield et Wigan. Les soldats anglais, qui n'étaient pas casernés et devaient se nourrir eux-mêmes sur leur solde, souffraient aussi de la hausse des prix ; travaillés par les clubs, ils signèrent des pétitions et la discipline se relâcha. La situation n'était pas meilleure en Irlande et les troubles agraires y reparurent : les *defenders* de l'Ulster et les *Peep of Day Boys* catholiques se trouvèrent dès lors tout disposés à faire cause commune avec les associations politiques. Ces dernières — les « Irlandais unis », organisés par Wolf Tone à la fin de 1791, sans distinction de confession, et le « Comité catholique », qui, en février 1792, avait réuni tous les délégués affiliés — étaient d'accord pour réclamer l'abolition du Test et le droit de vote pour les catholiques. Grattan défendit ce programme au Parlement, tout en réprouvant l'agitation ; si quelques-unes des incapacités qui frappaient les catholiques furent en effet rapportées, la réforme électorale fut repoussée.

Jusqu'en mai 1792, il ne semble pas que Pitt se fût beaucoup alarmé. Ce même mois, tout en repoussant une nouvelle motion de Grey en faveur de la réforme électorale, il laissa passer le bill de Fox qui déférait au jury le jugement des libelles. Mais, le 21, une proclamation royale dénonça tout à coup les publications incendiaires et ordonna de les poursuivre ; en même temps, le gouvernement se mit à subventionner une propagande conservatrice ; en juin, s'étant débarrassé du chancelier Thurlow qui le contrecarrait depuis longtemps, Pitt ouvrit des pourparlers avec l'aile droite des whigs, que dirigeait Portland, en vue de constituer un ministère d'union ; sans l'opposition du roi, Pitt y aurait admis Fox, dont l'exclusion fit échouer le plan.

Le triomphe des démocrates français aggrava singulièrement la situation. Cette fois, Pitt et Grenville ne cachèrent pas leurs sentiments personnels qui avaient toujours été ceux de Georges III et du pays légal. L'ambassadeur à Paris, lord

Gower, fut rappelé et tout rapport officiel rompu avec Chauvelin ; or, la froide réserve de Pitt et la morgue dédaigneuse de Grenville rendaient difficiles les entretiens officieux où les Français, d'ailleurs, demandaient qu'au préalable, on reconnût leur nouveau gouvernement ; en outre, Chauvelin était accusé d'encourager l'opposition whig, et même de diriger et de payer la propagande démocratique. Les massacres de septembre et l'afflux des réfugiés (3.772 dont 2.000 prêtres) émurent violemment l'opinion ; on raconta qu'à Paris les Jacobins mangeaient des pâtés de chair humaine. Les amis de la Révolution, l'évêque Watson entre autres, furent ébranlés et les palinodies commencèrent ; au cours de septembre, Noël, l'envoyé de Danton, ne cachait pas que la situation était devenue périlleuse.

La propagande démocratique fit des progrès très rapides au cours de l'automne et, comme en France, les victoires de la Révolution exaltèrent les esprits ; les clubs les célébrèrent publiquement et la « société de correspondance », fondée par Hardy, envoya féliciter la Convention ; les délégués des clubs furent convoqués en assemblée générale pour le 11 décembre. En Écosse, Muir avait fondé, le 3 octobre, la « Société des amis de la Constitution et du peuple » ; Burns achetait des canons pour les envoyer aux Français et réclamait le *Ça ira* en plein théâtre. On dénonça au gouvernement des fabrications d'armes et, en décembre, Burke, mélodramatique, porta l'accusation aux Communes en jetant, à l'appui, un poignard sur le sol. Le 24 novembre, Noël assurait qu'un grand mouvement révolutionnaire ne pouvait plus tarder. C'était flatter les illusions de la Convention. De même que la Législative, un an auparavant, avait compté sur la propagande, elle se figurait que le gouvernement de Pitt n'avait point de racines dans le pays et que le peuple anglais saurait lui imposer la paix ou le renverser. Mais, outre qu'il n'y a aucune preuve que les clubistes anglais aient songé à s'insurger, la réaction violente de l'aristocratie et de la bourgeoisie, qui leur en attribuaient le dessein, suffisaient à prouver que Pitt pourrait tenir tête. L'historien Reeves constitua une société « anti-niveleuse » et la panique même fit surgir un grand nombre d'associations loyalistes et gallophobes. Dès que la guerre fut en vue, elle fut populaire dans les classes qui détenaient l'autorité : tout en servant certains intérêts et ouvrant au sentiment national et impérialiste la perspective d'une revanche contre la France et d'acquisitions coloniales,

elle fournirait un prétexte pour écraser les démocrates. Il est très probable que cette manœuvre intérieure compta parmi les raisons qui déterminèrent Pitt et Grenville ; en tout cas, dès qu'ils eurent déclaré que le décret du 19 novembre était un *casus belli*, les démocrates anglais se trouvèrent virtuellement inculpés de collusion avec l'étranger. Paine, qui siégeait à la Convention française, comme député du Pas-de-Calais, fut jugé par contumace et, en janvier 1793, des poursuites furent entreprises contre Muir qui venait de partir pour Paris.

Rien n'indique cependant que les motifs essentiels du gouvernement anglais aient été d'ordre intérieur. L'influence prépondérante appartient aux événements du continent et même la Grande Bretagne ne se résolut à la guerre que pour sauvegarder ses intérêts particuliers. Le 6 novembre encore, Grenville déclarait à Auckland, ambassadeur à La Haye, qu'il n'y avait aucun avantage à abandonner la neutralité. Bien que Pitt eût écrit le 16 octobre, que, si la France gardait la Savoie, cela pourrait changer la face des choses, on peut se demander si les annexions alpestres et même les rhénanes l'eussent décidé à recourir aux armes ; mais que Dumouriez et les conventionnels aient pu imaginer qu'il laisserait la France annexer ou dominer la Belgique, c'est une erreur inconcevable ; tout au plus peut-on supposer qu'il leur eût permis d'y porter la guerre, moyennant promesse formelle de n'en pas disposer sans son consentement. En vain, Lebrun lui envoya-t-il Maret pour assurer que la république ne conserverait pas la Belgique : l'ouverture des bouches de l'Escaut annulait cette promesse et, pour Pitt, ce fut un symbole. D'ailleurs le décret du 15 décembre ne tarda pas à justifier son opinion.

L'Angleterre, au surplus, était l'alliée de la Hollande, qui n'était pas moins intéressée qu'elle à la fermeture de l'Escaut. Une escadre française, forçant les passes, bouscula les Hollandais ; le stathouder, se sachant menacé d'une invasion, réclama l'appui naval et militaire de Pitt qui le lui promit sans tarder. Le Conseil exécutif ajourna inutilement l'invasion, le 5 décembre : Pitt et Grenville avaient pris parti et, déjà, ils avaient agi.

Le 29 novembre, Grenville donna audience à Chauvelin et lui signifia que l'arrêté du 16 et le décret du 19 devaient être rapportés ; Pitt tint le même langage à Maret, le 2 décembre. La veille, la milice avait été appelée. Le 13, le Parlement se réunit ; les whigs, à quelques exceptions près, venaient de décider qu'ils soutiendraient le gouvernement ; Fox, Landsdowne,

Sheridan condamnèrent les décrets, mais protestèrent contre la guerre avec beaucoup de courage, pourvu toutefois que la Hollande ne fût pas attaquée. Pitt l'emporta aisément et multiplia les mesures hostiles : le 20, il demanda 25.000 matelots ; le 31, il fit voter un *alien bill*, dirigé contre les Français ; en janvier, il arrêta les cargaisons de grains et de matières premières à destination de la République. Le Conseil exécutif regardait maintenant la guerre comme inévitable : une circulaire de Monge, le 31 décembre, un discours de Kersaint, le 1^{er} janvier, ne laissèrent plus aucun doute ; le 10, le Conseil décida d'occuper la Hollande : du moment que le conflit était certain, il importait d'aller appliquer à ce pays le décret du 15 décembre et d'exploiter ses immenses ressources, Amsterdam étant la première place bancaire de l'Europe. Cependant, l'ordre ne fut expédié à Dumouriez que le 31 janvier : les négociations officieuses se poursuivirent jusqu'à la fin du mois sans aucune chance de succès, d'autant que le procès du roi aigrissait encore les esprits. La mort de Louis XVI hâta le dénouement. Chauvelin reçut ses passeports, le 24. Lebrun, prévoyant l'événement, le rappela le 25. A son arrivée, le 1^{er} février, la Convention vota la déclaration de guerre.

V. — LA RUPTURE AVEC LES ÉTATS DU MIDI¹.

Pour l'Angleterre, l'exécution du roi n'avait été qu'un prétexte ; pour l'Espagne, elle fut la cause de la guerre. Après le 10 août, d'Aranda avait continué à ménager la France. Bourgoing obtint même des mesures contre les prêtres émigrés ; malgré les objurgations de Brissot, Lebrun modérait son ambassadeur : il proposait un désarmement simultané et une déclaration de neutralité, en attendant que l'Espagne reconnût la république. Mais le 15 novembre, une révolution de palais substitua Godoy à d'Aranda. Bientôt le procès de Louis XVI provoqua des manifestations contre la France et les troupes furent renfor-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 144. Ajouter G. Grosjean, *Les relations diplomatiques de la France avec les Deux Siciles de 1788 à 1793*, dans la revue *La Révolution française*, t. XV (1888), p. 9-45 ; R. Trinquet, *L'assassinat de Hugou de Bassville*, dans les *Annales révolutionnaires*, t. VII (1914), p. 338-368 ; F. Bornarel, *Les relations de la France et de la Toscane de 1792 à 1795*, dans *La Révolution française*, t. XIV (1888), p. 673-706 ; G. Grosjean, *La mission de Sémonville à Constantinople (1792-1793)* dans *La Révolution française*, t. XII (1887), p. 888-921 ; L. Pingaud, *Choiseul-Gouffier* (Paris, 1887, in-8°), chap. vi.

cées à la frontière. Comme on l'a dit, Godoy signifia que sa neutralité était subordonnée à l'issue du procès; après le 21 janvier, il refusa de recevoir désormais Bourgoing et rejeta les demandes françaises. Bourgoing quitta Madrid le 22 février et la Convention déclara la guerre, le 7 mars. L'accès de la Méditerranée fut ainsi ouvert aux Anglais, et les princes italiens se trouvèrent libres de se tourner à leur tour contre la République.

La rupture avec le pape était déjà un fait accompli. Comme il avait incarcéré deux élèves de l'Académie de France à Rome, qu'il relâcha d'ailleurs bientôt, Mackau, notre agent à Naples, avait envoyé à Rome un secrétaire, Hugou de Bassville, qui porta ostensiblement la cocarde et voulut arborer le drapeau tricolore. Le clergé suscita une émeute au cours de laquelle il fut massacré le 13 janvier. Un message du Conseil, rédigé par M^{me} Roland, dénonça « l'insolent hypocrite de Rome ».

Naples, menacée en décembre par l'escadre de Latouche, attendit l'arrivée des navires anglais. Alors Ferdinand IV et son ministre Acton entrèrent dans la coalition. La Toscane elle-même fut obligée de rompre avec la France; Venise en fit autant; il n'était pas jusqu'au Grand Turc que notre propre ambassadeur, Choiseul-Gouffier, n'eût mis en défiance contre son successeur Descorches. A l'exception de la Suisse et des deux États scandinaves, la France se trouva en guerre avec l'Europe entière.

Et bien qu'elle eût elle-même déclaré la guerre, elle ne l'avait pas préparée. Comme les volontaires s'engageaient pour la campagne, ils avaient quitté l'armée en masse, maintenant surtout que la patrie ne paraissait plus en danger. On avait aussi perdu un temps précieux; Dumouriez aurait pu entrer en Hollande à la fin de décembre; quand il se mit en marche, en février, l'armée de Cobourg était sur le point de prendre l'offensive. Les coalisés, comme ils l'espéraient, remportèrent d'abord des succès éclatants et leurs victoires scellèrent le destin de la Gironde.

LIVRE II

La coalition et la Révolution jusqu'aux traités de 1795

CHAPITRE PREMIER

LA COALITION (1793 - 1795)¹

Si la plupart des États européens se trouvaient maintenant en guerre avec la France, ils ne s'étaient pas encore unis : ce fut l'Angleterre qui forma la coalition. Mais elle ne réussit point, en partie par sa propre faute, à lui insuffler la vie ; les alliés ne furent jamais d'accord sur leurs buts de guerre et ils dispersèrent leurs forces. La Pologne, la guerre navale et coloniale les préoccupèrent autant et davantage que l'attaque continentale contre la France. Aussi, après quelques succès, leurs armées s'arrêtèrent ou reculèrent ; puis, en 1794, elles cédèrent à l'offensive révolutionnaire et, comme après Valmy et Jemappes, la coalition entra en décomposition.

Mais les discussions des alliés ne suffisent pas à expliquer leur échec. Il a des causes plus profondes et qui, par comparaison, mettent en évidence les caractères originaux de la Révolution. Les coalisés ne surent point tirer parti de leurs ressources ; ils n'aperçurent point la nouveauté de cette guerre et la conduisirent suivant la coutume ; ils ne modifièrent ni leurs méthodes de gouvernement ni leurs méthodes de combat. Et leur paralysie ne vint pas seulement de la routine : ils redoutèrent d'asso-

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — Ceux qui sont indiqués p. 24, 29 et 68.

cier trop étroitement leurs sujets à la guerre contre la France, parce qu'ils ne voulaient pas leur faire les concessions qu'auraient méritées leurs sacrifices. L'ancien régime fut vaincu parce qu'il craignait que la victoire ne se retournât contre lui.

I. — FORMATION DE LA COALITION¹.

L'Angleterre aussi avait ses traditions : quand elle était en guerre avec la France, elle lui suscitait des ennemis sur le continent et les aidait principalement de son argent. La Hollande était déjà son alliée et, dès novembre, Grenville avait fait des ouvertures à l'Autriche ; après la déclaration de guerre, il s'unit successivement à tous les belligérants : le 25 mars, à Catherine II ; le 25 avril, au roi de Sardaigne ; le 25 mai, à l'Espagne ; le 12 juillet, aux Napolitains et le 14 à Frédéric-Guillaume II ; le 30 août, à l'Autriche ; le 26 septembre, au Portugal ; en mars, l'Empire s'était décidé à déclarer la guerre à la France : le pays de Bade et les deux Hesses s'entendirent aussi avec les Anglais ; quant au Hanovre, il appartenait à Georges III. Ainsi se constitua peu à peu ce qu'on appelle la première coalition : elle n'existait que par l'Angleterre ; si la lutte contre un ennemi commun créait entre les puissances un certain sentiment de solidarité, il ne s'exprima jamais par un pacte général ; d'un commandement unique ou d'une mise en commun des ressources, on n'eut même pas l'idée.

Entre les alliés de l'Angleterre régnait une inégalité évidente : les Sardes, les Napolitains, les Portugais, les Hanovriens, les Badois et les Hessois fournissaient un contingent à prix d'argent : elle les regardait comme ses mercenaires ; la Hollande contribuait à financer la guerre, mais elle ne pouvait se défendre seule. Au contraire, la Prusse et l'Autriche, tout en espérant obtenir un jour ou l'autre des subsides, n'entendaient pas recevoir d'ordres ; quant aux traités avec l'Espagne et la Russie, ils ne prévoyaient que l'organisation du blocus. Pour que la coalition fût une réalité, il eût fallu que l'Angleterre et les États qui échappaient à son influence directe eussent des vues concordantes sur le but à atteindre. Or, il n'en était rien.

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Ceux de H. von Sybel (t. II), A. Sorel (t. III et IV), cités p. 29 ; de A. Ward et G. Gooch et de K. Heigel, cités p. 13, et surtout de J. Holland *Röse, Pitt and the great war*, cité p. 68.

II. — LES BUTS DE GUERRE DES COALISÉS¹.

Deux buts de guerre pouvaient rallier l'unanimité des alliés. Le premier, depuis longtemps prôné par Burke et les émigrés, était de sauver la civilisation européenne, c'est-à-dire la domination de l'aristocratie, en détruisant l'œuvre de la Révolution en France : c'était une croisade soi-disant idéaliste et, en réalité, une guerre de classe. L'autre était celui de Pitt et de Grenville ; ils se posaient en défenseurs du droit public : la France devait respecter les traités et renoncer à la propagande ; ils prétendaient aussi rétablir l'équilibre européen : la France devait restituer ses conquêtes ; c'était une guerre politique.

Il ne faut pas s'y tromper : ni l'un ni l'autre de ces buts n'ont été répudiés par les coalisés. Pitt refusa de publier le manifeste que proposait Burke : l'aristocratie anglaise n'avait pas de goût pour l'idéalisme et ne se souciait pas de venger la noblesse française ; d'ailleurs, à vouloir rétablir l'ancien régime en France, on rendrait la victoire plus difficile, la majorité des Français étant attachée à la Révolution. Les continentaux n'en étaient pas moins convenus d'opérer la contre-révolution et, aux conférences d'Anvers, en avril 1793, les Anglais ne s'opposèrent pas à leur dessein ; il s'exécuta surtout dans le département du Nord dont un conseil de fonctionnaires autrichiens, la « jointe » de Valenciennes, gouverna une partie pendant un an : elle rétablit la dîme et les droits féodaux, ramena les réfractaires et les ordres monastiques, leur rendit les biens nationaux encore disponibles et annonça qu'on reprendrait ceux qui avaient été vendus. On peut juger par là de ce qui se serait passé si la France avait été subjuguée. D'ailleurs, Pitt lui-même était tout au moins résolu, en son for intérieur, à restaurer en France la monarchie et la prépondérance constitutionnelle de la noblesse et de la haute bourgeoisie, c'est-à-dire des classes qui dominaient en Angleterre. Quant à la guerre politique, telle qu'il l'avait définie, les continentaux s'y intéressaient assurément moins que lui : tous n'étaient pas lésés par les conquêtes des Français ; les États en croissance, Russie, Prusse, Sardaigne, les eussent tolérées pourvu qu'ils en fissent d'équivalentes ;

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Les mêmes que pour le paragraphe précédent (voir p. 164). Ajouter R. Lord, *The second partition of Poland* (cité, p. 25), qui étudie l'exécution du partage et ses conséquences jusqu'à la fin de l'été de 1794. Sur la restauration de l'ancien régime dans le nord de la France, G. Lefebvre, *Les paysans du Nord* (cité p. 56), p. 548-564 ; J. Peter, *L'occupation étrangère dans le département du Nord* (Lille, 1927, in-8°, 74 p.).

tous enfin savaient bien que, si l'équilibre continental était cher à l'Angleterre, c'est qu'il lui assurait l'empire des mers. Cependant, les principes de Pitt étaient si raisonnables que personne ne les contesta jamais.

Les coalisés avaient un autre but encore, qui était d'obtenir des indemnités territoriales, et Burke avait prédit qu'il sèmerait entre eux la division et surexciterait en France l'esprit national. C'était bien vu. Mais Pitt ne pouvait prêcher le désintéressement, car il lui fallait des alliés : or, accessoire à l'origine, la question des indemnités était devenue en fait la principale préoccupation des continentaux avant que l'Angleterre ne fût entrée en guerre et on l'avait même résolue en principe par le partage de la Pologne et par l'échange des Pays-Bas contre la Bavière. De plus, il fut bientôt évident que Pitt adhérerait au principe lui-même : il voulait agrandir l'empire britannique en s'emparant de la Corse et des colonies françaises et, malgré ses protestations, on le soupçonna de vouloir annexer aussi Dunkerque et Toulon. En tout cas, aux conférences d'Anvers, les Anglais protestèrent avec les autres alliés contre le manifeste du prince de Cobourg qui, pour favoriser l'entreprise de Dumouriez contre la Convention, avait assuré que la coalition respecterait l'intégrité de la France. En conséquence, dans le département du Nord, les Autrichiens refusèrent de proclamer Louis XVII et même de laisser rentrer les émigrés qui n'étaient pas domiciliés dans la région ; à Toulon, Howe ayant reconnu Louis XVII et arboré le drapeau blanc, Pitt ne l'approuva pas et refusa l'accès de la ville au comte de Provence. La conquête étant le but principal des alliés, les événements prirent un tour plus fâcheux encore que Burke ne l'avait prévu.

La Révolution, de toute évidence, ne pouvait être écrasée que sur le continent. Or, pressé d'occuper les colonies de la France, d'anéantir sa marine et de conquérir ses marchés, Pitt négligea la guerre continentale ; il irrita ainsi l'Espagne qui faisait surtout une guerre de principes et l' alarma sur ses intérêts maritimes et coloniaux, si bien que la guerre navale, faute de sa coopération sincère, ne donna pas de résultats décisifs et que, finalement, Charles IV abandonna la coalition. L'exemple de l'Angleterre encouragea ses alliés à chercher d'abord leur profit : or, géographiquement, ils ne pouvaient pas tous se pourvoir en France : le plan de Spielmann en était l'aveu ; alors donc que les efforts des coalisés paraissaient devoir se réunir contre elle, la Russie et la Prusse, sinon aussi l'Autriche, trou-

vèrent plus d'intérêt à assaillir la Pologne. Du moins, le plan de Spielmann imposait-il aux deux premières l'obligation morale de s'intéresser à la guerre de l'ouest, car, pour que l'échange des Pays-Bas fût possible, il fallait bien les reprendre aux Français ; Catherine, par le traité du 23 janvier 1793, avait, en effet, obligé le roi de Prusse à y contribuer. Malheureusement pour lui, du moment qu'il avait admis le principe des indemnités, Pitt ne pouvait pas se désintéresser complètement de leurs modalités. Il fit bon marché de la Pologne ; à la fin de 1792 et le 12 février 1793 encore, Grenville avait protesté hautement contre le partage ; en juillet, au moment de conclure avec la Prusse, il fallut bien qu'il accordât son adhésion. Au contraire, Pitt se montra intraitable sur l'échange des Pays-Bas ; pour consoler l'Autriche et l'encourager à les garder, il lui suggéra d'en reporter la frontière à la Somme. Mais ce plan nouveau n'engageait pas la Prusse : Lucchesini et ses collègues y trouvèrent un prétexte pour se dégager des obligations du traité du 23 janvier et pour se détourner à peu près complètement de la guerre de France ; l'Autriche, bernée, fut induite à reporter vers l'est une partie de ses forces.

Ainsi les continentaux partagèrent leurs troupes entre la Pologne et la France ; l'Angleterre se consacra principalement à la guerre navale et coloniale sans pouvoir porter à la Révolution de coup décisif ; les autres alliés, comprenant que les Quatre ne songeaient guère à leur faire une part, limitèrent au plus juste leurs sacrifices. Ce fut assurément une des causes essentielles du triomphe de la Révolution.

III. — LA COALITION ET LA POLOGNE (AVRIL 1793-OCTOBRE 1794)¹.

Le second partage de la Pologne ne prit fin qu'en septembre 1793. L'occupation prussienne se trouvant terminée, le 4 avril, par la capitulation de Dantzig, les manifestes d'an-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir page 144, note 1. Pour l'insurrection polonaise et ses conséquences, outre les ouvrages généraux, on pourra utiliser l'ouvrage du comte de Ferrand, paru sans nom d'auteur, *Les trois démembrements de la Pologne pour faire suite aux révolutions de Pologne de Rulhière* (Paris, 1820, 3 vol. in-8° ; 2^e édit., annotée par Ch. Ostrowski, Paris, 1865, 3 vol. in-12), et aussi A. von Treskow, *Beitrag zur Geschichte der polnischen Revolutionskriege ; Feldzug der Preussen im Jahre 1794* (Dantzig, 1836, in-8° ; 2^e éd., Berlin, 1837, in-8°), ainsi que le recueil consacré à Kosciuszko, par le comité de Rapperschwyl, en 1894 : *Kosciuszko ; biographie et documents* (Cracovie, 1894, in-8°, en polonais), ouvrage anonyme, dont l'auteur est T. Korzon.

nexion furent publiés le 7 ; restait à les faire ratifier par la Diète et Sievers, à qui Catherine II avait confié cette tâche, ne réussit point sans peine à la mener à bien, en dépit de sa souplesse raffinée et de l'argent dont il disposait. Malgré ses manœuvres, vingt-cinq patriotes furent élus et, quand la Diète se réunit le 17 juin, Stanislas et les confédérés, honteux eux-mêmes de leur rôle, se prêtèrent sourdement à l'obstruction. Pour en venir à bout, Sievers dut séquestrer les revenus du roi, faire arrêter plusieurs députés et menacer les opposants de saisir leurs propriétés : l'accord avec la Russie fut enfin ratifié le 22 juillet. Mais à l'égard de la Prusse, la résistance continua, d'autant plus obstinée que, la Russie satisfaite, Sievers se montrait conciliant. Enfin, le 2 septembre, sur l'ordre de Catherine, les troupes cernèrent la Diète : elle céda, sous réserve de concessions commerciales que la Prusse repoussa. Le 23, il fallut recourir de nouveau à la violence ; le silence des infortunés Polonais, défaillants de fatigue et d'épuisement, fut réputé consentement et, le 25, on signa le traité. Mais déjà, le 22 septembre, Frédéric-Guillaume II, exaspéré, était parti pour la Pologne, délaissant la guerre contre la France et abandonnant virtuellement la coalition.

Dans l'intervalle, en effet, l'hostilité n'avait pas manqué de croître entre lui et l'Autriche. L'ambassadeur russe, Razoumovski, avait annoncé le partage à Vienne, le 19 février, sans en faire connaître les conditions. On attendit que la campagne des Pays-Bas eût commencé et que l'Autriche fût ainsi incapable d'entrer en Pologne. Quand enfin, le 23 mars, le traité eut été communiqué à Vienne, il y déclencha la tempête, car les acquisitions des alliés dépassaient toutes les prévisions. Cobenzl et Spielmann furent disgraciés le 27, et cédèrent la place à Thugut, nommé directeur des Affaires étrangères.

C'était un parvenu, uniquement dévoué à sa propre fortune et qui la croyait assurée s'il satisfaisait l'appétit territorial des Habsbourgs en leur livrant quelque territoire extorqué par la force ou par de louches trafics. Il était certainement supérieur à ses prédécesseurs et, d'autre part, il n'était pas mal assorti à la coalition ; mais, en substituant son égoïsme avide et féroce à la mollesse incapable de Cobenzl et de Spielmann, il en relâcha les liens. Pour commencer, il engagea une violente polémique avec les Prussiens et surtout avec Haugwitz qui, accusé de duplicité, se défendit avec virulence. Lucchesini ferma le débat, le 15 mai : la Prusse attendrait que son alliée revînt à la raison ;

Catherine précisa, le 27, que, si l'Autriche s'obstinait, il était à craindre que Frédéric-Guillaume ne l'abandonnât.

Thugut le savait bien et il n'avait pas l'intention de refuser son adhésion au traité du 23 janvier : il l'ajournait seulement, espérant obtenir qu'on lui garantît formellement des acquisitions compensatrices. La Prusse, en effet, n'avait pris d'engagement que pour la campagne en cours ; or Thugut pouvait déjà prévoir qu'il en faudrait au moins une troisième, car, ayant renoncé secrètement à l'échange des Pays-Bas sous la pression de Pitt et toujours en quête aussi d'un « surcroît », il lui fallait exiger de la France la ligne de la Somme et celle de la Moselle. Les ministres prussiens, invoquant la situation en Pologne et la mauvaise volonté de Thugut, pressaient leur roi de ne pas fortifier ainsi sa rivale et ils furent charmés d'apprendre, par l'ambassadeur anglais, Yarmouth, que l'Autriche avait renoncé à l'échange. Quand la négociation s'ouvrit en août, Lucchesini s'empressa de déclarer que la Prusse, au contraire, s'y tenait et que, la Belgique étant reconquise, elle estimait avoir rempli loyalement son devoir d'alliée. Puis, les affaires s'embrouillant de plus en plus à Varsovie, Frédéric-Guillaume se laissa persuader enfin de signifier à l'Autriche qu'il la tenait quitte de son adhésion au traité du 23 janvier, moyennant quoi il lui abandonnait le soin de procéder à l'échange et d'imposer à la France la cession des territoires qu'elle voulait lui prendre. Par un dernier scrupule, il admit cependant qu'il pourrait consentir à une troisième campagne, si on lui en fournissait les moyens. Après quoi, il quitta le Rhin ; derrière lui, Brunswick laissa battre Wurmser et bientôt céda le commandement à Mollendorf, qui était l'un des plus déterminés partisans de la paix avec la France.

Thugut, ainsi abandonné, ne perdit pas tout espoir de réaliser quelque conquête en France, grâce à l'appui de l'Angleterre, mais il se mit en quête d'une proie plus facile : il jeta les yeux sur Venise. En même temps, il s'aperçut que Catherine se montrait maintenant très froide pour la Prusse : l'ayant agrandie, il lui semblait opportun de la contenir en se rapprochant de l'Autriche. Thugut favorisa cette évolution, en reconnaissant le traité du 23 janvier pour ce qui concernait la Russie ; le 27 février 1794, on jeta les bases d'une nouvelle alliance austro-russe qui devait garantir Venise à François II à défaut de conquêtes en France ; Thugut, au surplus, avait sûrement une arrière-pensée : il restait encore une Pologne. Visiblement, la guerre de l'ouest, l'intéres-

sait de moins en moins. Le même jour, 27 février 1794, il repoussait dédaigneusement la demande de subsides que lui avait présentée Frédéric-Guillaume et que recommandait l'Angleterre : l'Autriche n'exigeait plus de la Prusse que les 20.000 hommes du traité du 7 février 1792. Le roi riposta, le 11 mars, en ordonnant à Mollendorf de se retirer en Westphalie. Si toutefois la Prusse prit part à la campagne de l'an II, c'est que Pitt se chargea d'entretenir l'armée qu'elle y consacra. Mais ses sacrifices furent en pure perte, parce que la crise polonaise se rouvrit.

Les patriotes polonais ne s'étaient pas résignés à voir démembrer leur patrie sans combattre. Kosciuzko, réfugié en Saxe, préparait une insurrection. Le commandant russe, Igelstrom, la précipita en licenciant les régiments polonais ; Madalinski ayant refusé de dissoudre les siens, la révolte éclata en mars 1794 ; Kosciuzko accourut à Cracovie ; le 4 avril, les Russes furent battus à Raglawice ; le 29, ils évacuèrent Varsovie qui s'était soulevée et presque aussitôt, des bandes s'infiltrèrent en Pologne prussienne. Kosciuzko, toutefois, ne se dissimulait pas qu'il était perdu s'il n'obtenait la neutralité des deux puissances allemandes : il leur offrit de traiter en leur laissant les provinces que les deux partages leur avaient attribuées ; mais Frédéric-Guillaume refusa de parlementer et Thugut fit une réponse dilatoire. Il était bien évident, en effet, que ceux qui écraseraient le mouvement national s'adjugeraient ce qui restait de la Pologne. Or, Catherine, cette fois, s'était trouvée en défaut ; il n'y avait que fort peu de Russes en Pologne et il fallait du temps pour amener d'Ukraine l'armée de Souvorov : l'heure était aux Allemands. Aussi Thugut accourut précipitamment des Pays-Bas et l'empereur ne tarda pas à le suivre ; toutes les forces disponibles, 15 à 20.000 hommes, furent expédiées en Galicie. L'accord austro-russe se précisa : il fut convenu que l'Autriche occuperait les palatinats méridionaux et notamment Cracovie. Mais les Prussiens avaient pris les devants : à la nouvelle de l'insurrection, ce n'avait été qu'un cri au ministère et dans l'armée ; le roi lui-même s'était mis en route avec 50.000 hommes ; dès le 3 juin, il était à Wola et, le 15, ses troupes entraient à Cracovie. Kosciuzko s'étant retranché dans Varsovie, il y fut attaqué en juillet par 25.000 Prussiens et 13.000 Russes. Malheureusement les Polonais s'étaient divisés : on préparait une constitution démocratique à la mode française et on parlait d'émanciper les paysans ; déjà des conflits sanglants éclataient entre les

« Amis de la liberté » et les « royalistes ». Pourtant, ils firent une belle défense et, comme en 1792, la lenteur des transports, la maladie, les hésitations du roi empêchèrent les Prussiens de vaincre. La tranchée ne fut ouverte que le 28 juillet et n'avança que lentement ; un soulèvement éclata en Posnanie et menaça les communications : le 6 septembre, Frédéric-Guillaume leva le siège. Aussitôt après, Dombrovsky s'empara de Bromberg et les Prussiens se demandèrent s'ils pourraient tenir la Vistule et protéger l'Oder.

Or, les Russes arrivaient : en octobre, Souvorov battit les Polonais à Maciejowice, où Kosciuzko fut pris et, le 4 novembre, il enleva Praga dont les habitants furent passés au fil de l'épée ; Varsovie, où l'émeute faisait rage, capitula le 6. D'autre part, Thugut, ayant perdu les Pays-Bas, notifiait, en août, aux Anglais, qu'il renonçait à les reconquérir et leur en laissait le soin : les Prussiens occupaient toujours Cracovie et il n'avait pas une minute à perdre ; il consacra désormais toute son application à circonvenir Catherine II et à préparer le troisième partage : si Frédéric-Guillaume en était exclu, il tenait sa revanche.

On le comprit très bien à Berlin ; pour parer le coup, nul autre moyen que de traiter avec la France afin de porter vers l'est toutes les troupes de la monarchie : si l'on s'y trouvait en force, l'Autriche, exposée aux coups des révolutionnaires, n'oserait en venir aux mains. Déjà Mollendorf, prévoyant, avait fait, le 31 juillet, des ouvertures à Barthélemy qui représentait la France à Bâle ; le roi hésita longtemps, mais la retraite de Varsovie — et aussi la maladresse de Pitt qui, juste à ce moment, lui coupa les vivres — acheva l'œuvre de Valmy : le 25 octobre, il ordonna de négocier avec les régicides.

Ainsi la crise polonaise n'a cessé de retenir loin de la France, non seulement la Russie, mais une partie des troupes prussiennes et autrichiennes et elle a fini par disloquer la coalition sur le continent. Au prix de son indépendance, la Pologne, contribua au salut de la Révolution.

IV. — LA GUERRE CONTRE LA FRANCE : VICTOIRES ET REVERS DES ARMÉES COALISÉES (1793-1794)¹.

Les armées qui assaillirent la France en 1793 étaient cependant

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Pour les opérations militaires, se reporter aux indications générales données p. 111. Ajouter pour l'armée anglaise Sir J. W. Fortescue, *History of the british army*, t. IV (Londres, 1906, in-8°). La publication de l'état-major autrichien s'arrête à la fin de 1792. Il conviendra de recourir aux ouvrages qui racontent

redoutables. Cobourg entra en campagne avec 55.000 Autrichiens et 11.000 Prussiens et, graduellement, il se renforça des Anglais et des Hollandais, puis des Hanovriens et des Hessois ; en août, il disposait de 110.000 hommes entre la mer du Nord et la Meuse. Le roi de Prusse marcha sur Mayence avec 42.000 hommes et il en avait 33.000 autres en Westphalie ; Wurmser le soutint avec 24.000 Autrichiens auxquels devaient s'adjoindre 14.000 Allemands. L'Angleterre soudoyait 20.000 Sardes et 6.000 Napolitains ; l'Espagne avait armé quelque 50.000 hommes et le Portugal lui envoya une division. Mais, si le péril, jusqu'à l'automne, ne cessa de grandir pour la Révolution, ce fut surtout parce qu'elle était attaquée à revers par ses ennemis de l'intérieur qui tendaient la main aux coalisés : en mars, la Vendée appela les Anglais ; après le 2 juin, tout le midi fut en feu : les Sardes et les Espagnols auraient pu en profiter.

Et cependant, la campagne de 1793 se termina par la victoire des « Carmagnoles ». Les contemporains surent faire leur part aux Prussiens et aux Autrichiens dans les responsabilités : les Prussiens de Westphalie furent envoyés en Pologne ; ceux des Pays-Bas s'en allèrent rejoindre l'armée du Rhin qui, cependant, demeura à peu près passive ; Thugut, par suite, ramena d'Italie, pour renforcer Wurmser, les troupes qui devaient s'embarquer pour Toulon ou soutenir les Sardes ; ceux-ci, inquiets, ne s'engagèrent pas à fond et, à Toulon, il n'en parut pas tout à fait 1.600. Le blâme retomba aussi sur Pitt et non sans raison. Comme diplomate, il avait déjà vu pâlir son étoile en 1791 ; comme chef de guerre, il ne manifesta qu'une seule des qualités qui avaient illustré son père, la persévérance tenace ; si sa volonté ne se laissa pas accabler par les événements, son esprit fut incapable de les dominer.

Il n'aperçut point la nouveauté de cette guerre et qu'il ne s'agissait plus d'arracher la paix à la lassitude d'un roi ; les Jacobins se refusaient à toute transaction et ne voulaient opter qu'entre la victoire et la mort ; pour traiter, il fallait renverser leur gouvernement et cela ne se pouvait qu'en prenant Paris.

les opérations du point de vue français (voir ci-dessous, p. 223 et 253, et notamment à ceux d'A. Chuquet, *Les guerres de la Révolution* (cit. p. 137), t. V : *La trahison de Dumouriez*, (Paris, 1893, in-12) ; t. VII : *Mayence* (1891) ; t. VIII : *Wissembourg* (1893) ; t. IX, *Hoche et la lutte pour l'Alsace* (1893) ; t. X : *Valenciennes* (1894) ; t. XI : *Hond-schoote* (1896). Le siège de Mayence a été raconté de nouveau par K. G. Bockenheimer, *Die Wiedererberung von Mainz durch die Deutschen im Sommer 1793* (Mayence, 1893, in-8°). L'influence de la politique générale sur les opérations doit être étudiée dans les ouvrages indiqués p. 164.

Bruke avait vu clair : « Ce sera une longue et dangereuse guerre », disait-il. Pitt et Grenville, au contraire, ne se rendaient pas compte de la puissance de l'adversaire : à les en croire, une ou deux campagnes suffiraient. Les faiblesses de la coalition ne leur apparaissaient pas non plus dans toute leur étendue : Pitt vécut comme dans un rêve, additionnant sur le papier les effectifs qu'on lui avait promis ; il comptait avoir, à la fin d'octobre, 34.200 hommes à Toulon : il en vint 17.000 dont 12.000 seulement étaient utilisables.

Sûr d'une victoire facile et prochaine, Pitt se préoccupa donc, avant tout, de mettre en sûreté le butin de l'Angleterre et, par suite, il s'en rapporta à la tradition pour déterminer le rôle de son pays dans la conduite de la guerre : aux alliés et aux mercenaires, l'attaque sur le continent ; à l'Angleterre, la mer et les colonies ; les troupes britanniques, sans doute, pourraient participer aux opérations en Europe, mais pour servir directement les intérêts anglais ou s'emparer de gages et toujours à très faible effectif. Rien n'est plus instructif que l'attitude de Pitt dans la campagne de Belgique dont, pourtant, il tenait si fort à chasser les Français : le duc d'York ne partit que le 20 février et n'emmena que quatre bataillons, avec ordre de ne pas dépasser la frontière hollandaise ; après Neerwinden, on l'autorisa enfin à marcher sur Anvers et Gand ; à la fin d'avril, il n'avait encore que 6.500 Anglais. Pitt, il est vrai, n'avait pas beaucoup de troupes à sa disposition ; du moins, aurait-il pu éviter de les disperser.

Sa politique eut deux conséquences fatales. D'abord, il laissa échapper l'une des meilleures chances de la coalition, qui était de répondre à l'appel de la Vendée. L'Angleterre seule pouvait la secourir. Burke et Windham montrèrent que, si l'expédition n'allait pas sans difficulté, puisque la flotte anglaise n'était pas maîtresse de la mer et que les Vendéens n'avaient pas de port, le risque pourtant en valait la peine. Leurs efforts furent vains. Ils reprirent espoir quand l'amiral Hood, répondant spontanément à l'appel des royalistes de Provence, eut occupé Toulon ; cette fois, Pitt s'émua parce que ce port était un gage et livrait la moitié de la flotte française ; pourtant les moyens qu'il employa furent tout à fait insuffisants ; il chercha des troupes et des vaisseaux à Naples, à Turin et à Milan ; finalement, en décembre, il tira des renforts d'Irlande, mais trop tard : or, le 26 novembre, 7.000 hommes s'étaient embarqués pour Haïti.

Et, d'autre part, le mal qui paralyse les coalitions, l'extrême difficulté qu'elles éprouvent à coordonner l'action de leurs armées, exerça librement ses ravages. En un temps où les communications demeuraient si lentes qu'il fallait onze jours au moins pour transmettre un ordre de Londres à Toulon, il était impossible de réaliser un synchronisme parfait entre les opérations sur tous les fronts à la fois ; toutefois, sur celui du nord-est, où se jouait la partie décisive, les chefs pouvaient se concerter pour avancer simultanément. Les obstacles, il est vrai, étaient peut-être insurmontables : c'était l'antagonisme entre Prussiens et Autrichiens ; c'était aussi l'impéritie des chefs qui s'entêtaient à prendre des places fortes au lieu de chercher l'adversaire pour le détruire ; c'était le souci de saisir des gages qui encourageait les généraux dans leur stratégie désuète. Il n'en est pas moins vrai que l'Angleterre était le centre de la coalition et que Pitt, qui parlait en son nom, pouvait seul essayer de presser et de coordonner l'offensive générale : il n'y pensa même pas et il eût fallu pour cela que l'Angleterre envoyât une forte armée aux Pays-Bas et ne donnât pas l'exemple de suspendre la guerre de mouvement pour s'emparer de Dunkerque.

En réalité, si la coalition triompha quelques mois, c'est que les Français étaient divisés et mal conduits : entre les armées de Custine et de Dumouriez, Brunswick et Cobourg étaient maîtres de l'offensive. Or, Custine était en flèche à Mayence et l'armée de Dumouriez était éparpillée derrière une faible couverture qui, à peu près sans chef, gardait la Roër ; pour comble, le 26 février, au moment même où l'armée de Cobourg allait s'ébranler, Dumouriez entra en Hollande. On vanta pompeusement le génie de Mack, chef d'état-major de Cobourg, qui mena la campagne : il n'eut qu'à pousser de l'avant. Le 1^{er} mars, les alliés culbutèrent les Français sur la Roër et foncèrent sur Liège. Dumouriez finit par se résigner à revenir de Hollande et livra bataille avant d'avoir concentré ses forces : il fut battu à Neerwinden, le 18 mars, puis à Louvain, le 21. Il aurait pu défendre la ligne de l'Escaut, mais il venait de rompre avec la Convention et voulait marcher sur Paris. Il conclut avec Mack un armistice et évacua la Belgique. Cobourg s'arrêta à la frontière, comme il était convenu.

Réunis à Anvers, les diplomates de la coalition protestèrent, le 8 avril, contre cette attitude qui empêchait toute conquête et Thugut, après avoir ratifié l'armistice, le 9, le dénonça le lendemain. L'échec de Dumouriez l'avait déjà rendu caduc

et Cobourg avait franchi la frontière. Toutefois les renforts ne lui arrivèrent que peu à peu, et Dampierre put lui résister plusieurs semaines dans les bois de la Scarpe; ensuite le camp de Famars tint jusqu'au 23 mai. Alors, les Français se retirèrent au camp de César, entre l'Escaut et la Sensée, et Cobourg se trouva libre d'assiéger tranquillement Condé et Valenciennes; il y passa deux mois, ses parcs et ses munitions n'étant pas à pied d'œuvre. Condé se rendit le 10 juillet et Valenciennes le 28. Enfin, en août, il dessina un grand mouvement tournant à travers le Cambrésis; mais, au lieu d'enlever Cambrai ou de passer l'Escaut au nord de la place, il le franchit au sud et sans employer sa cavalerie: l'armée française put se mettre à couvert derrière la Scarpe. Cependant, la route de Paris était ouverte et Cobourg avait maintenant en rase campagne 110.000 hommes contre 40.000.

Pendant ce temps, les Prussiens, ayant traversé le Rhin au nord de Bingen, avaient encerclé Mayence; Wurmser passa également le fleuve au sud de Mannheim: Custine, pris à revers, recula précipitamment sur Landau. Le siège de Mayence commença: il fut aussi lent que celui des places du nord et ne se termina que le 23 juillet. En août, Landau fut bloqué et Wurmser pénétra dans le Bienwald, entre Queich et Lauter. Sur les autres fronts, les alliés étaient également victorieux. Les Sardes s'avançaient en Tarentaise, en Maurienne et dans le Faucigny; or, le siège de Lyon débutait à peine; le 29 août, les royalistes livrèrent Toulon aux Anglais et faillirent réussir de même à Marseille. Aux Pyrénées, Caro avait atteint la Nivelle; Ricardos avait enlevé les places qui couvraient le Roussillon et, en septembre, il cerna Perpignan. Enfin la Vendée avait repoussé tous les assauts. Le gouvernement révolutionnaire se constituait, il est vrai, mais Cobourg avait encore le temps d'agir.

Or, à ce moment même, son armée se disloqua. Les Anglais n'avaient consenti qu'avec peine à ajourner jusque-là le siège de Dunkerque: le duc d'York reçut l'ordre d'aller prendre cette ville et les Hollandais le suivirent; les Prussiens s'en allèrent renforcer Brunswick. Cobourg, affaibli, se contenta de faire capituler le Quesnoy (12 septembre), après quoi il attaqua Maubeuge (23 septembre). De même, Brunswick demeurant sur la défensive dans le Palatinat, Wurmser n'osa franchir le Rhin au sud de la Lauter et dut aborder de front les lignes de Wissembourg; il ne s'y décida que le 13 octobre: il put alors s'avancer jusqu'à la Zorn. Mais il était trop tard: les Français avaient profité

de son inaction pour grouper leurs forces dans le nord et y accabler les armées désunies d'York et de Cobourg à Hond-schoote (6-8 septembre) et à Wattignies près de Maubeuge (16 octobre). Puis Wurmser fut, à son tour, assailli et refoulé sur les lignes de Wissembourg ; finalement, il en fut chassé et dut lever le siège de Landau (décembre). Les événements suivirent le même cours au midi : les Sardes n'étant pas soutenus par les Autrichiens s'arrêtèrent et, Lyon ayant succombé, le 9 octobre, furent rejetés de la Savoie ; aux Pyrénées, Caro avait reculé sur la Bidassoa et Ricardos sur le camp du Boulou. Les Français purent alors presser le siège de Toulon dont la chute marqua la fin de la campagne. Les alliés avaient reconquis la Belgique et la rive gauche du Rhin ; ils tenaient trois forteresses dans le nord de la France ; mais les armées révolutionnaires avaient ressaisi l'offensive et elles étaient beaucoup plus redoutables qu'auparavant.

Pitt, il faut le reconnaître, s'efforça enfin d'améliorer les méthodes des alliés. Il critiqua vivement l'incapacité de Cobourg ; ne pouvant obtenir qu'on le remplaçât, il lui fit adjoindre Mack qui, blessé, était retourné en Autriche en mai 1793, et on convint que François II se rendrait en personne aux Pays-Bas pour assurer l'unité du commandement ; il y eut à Bruxelles, puis à Londres, des conférences pour la préparation de la campagne prochaine entre le Rhin et la mer : Mack insista pour que l'on concentrât dans les Pays-Bas, toutes les forces disponibles, 200.000 hommes au moins, qui marcheraient sur Paris. Comme les Prussiens menaçaient de se retirer, les perspectives n'étaient pas brillantes. Ce fut également Pitt qui ressouda momentanément la coalition. Il avait envoyé aux Prussiens lord Malmesbury, un de ses meilleurs diplomates ; mais, Thugut s'obstinant à refuser sa quote-part des 22 millions de thalers réclamés par Frédéric-Guillaume, pour l'entretien de 100.000 hommes, Mollendorf reçut l'ordre de repasser le Rhin ; Malmesbury obtint qu'il restât et, ayant emmené Haugwitz à La Haye pour le soustraire à l'influence de ses collègues, le détermina à signer le traité du 19 avril : l'Angleterre prit à sa solde 62.400 Prussiens à raison de 50.000 £. par mois, plus 300.000 une fois versées.

Mais rien, dans tout cela, ne modifiait essentiellement la situation ; l'Angleterre n'avait toujours qu'une douzaine de mille hommes aux Pays-Bas et son autorité morale y était médiocre. L'entourage de François II était hostile à Mack ;

quand la crise polonaise eut ramené l'empereur à Vienne, à la fin de mai, Mack quitta la partie et le commandement redevint ce qu'il était auparavant. Il n'était pas au pouvoir de Pitt de parer aux conséquences de la crise polonaise, mais, par sa maladresse, il contribua puissamment à encourager la défection de la Prusse. En effet, il ne ratifia le traité que le 22 mai; puis il émit la prétention de disposer à sa volonté des troupes qu'il payait; enfin, il décida de les amener du Palatinat aux Pays-Bas; le roi s'offensa qu'on déplaçât ses soldats sans le consulter et Mollendorf eut la partie belle pour refuser d'entreprendre cette marche de flanc en présence des Français. Comme Thugut n'envoyait plus de renforts, Cobourg ne put aligner que 185.000 hommes depuis la mer du Nord jusqu'à Luxembourg; les Français en avaient à peu près autant. Cobourg attaqua au centre, mais il ne sut pas concentrer suffisamment ses forces; il engagea d'abord l'offensive sur la Sambre et s'empara de Landrecies; puis il poussa une pointe contre Lille, et se fit battre à Tourcoing (18 mai). L'inaction de Mollendorf, comme celle de Brunswick en 1793, provoqua la décision : les Français amenèrent sur la Sambre une partie de l'armée de la Moselle qui, jointe à celle des Ardennes, prit Cobourg à revers : la bataille de Fleurus (26 juin) rendit la Belgique aux républicains. Pitt ne renonça aucunement à ses illusions : il calcula que les Autrichiens pourraient amener 100.000 hommes aux Pays-Bas vers la fin de l'année. Mais quand il les vit de retour vers le Rhin, tandis que le duc d'York, tirant de son côté, rentrait en Hollande, il perdit son sang-froid et, rejetant le désastre sur les Prussiens, leur supprima tout subside (17 octobre). Ce fut ce dernier coup qui décida Frédéric-Guillaume à négocier avec les Français. Et sans doute doit-on penser que Pitt n'aurait pu réussir à sauver la coalition; cependant qu'il ait fait si peu pour assurer sa victoire et si manifestement contribué à sa ruine, ce n'est pas la marque d'un grand homme d'État.

V. — LA GUERRE NAVALE ET COLONIALE¹.

La tâche essentielle que Pitt s'était réservée paraissait moins ardue. Pour rétablir l'équilibre au cours de la guerre d'Amé-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — On trouvera un bon exposé d'ensemble, par H. W. Wilson, et une bibliographie dans la *Cambridge modern history*, t. VIII (1904), chap. xv. Le meilleur ouvrage est celui d'A. T. Mahan, *The influence of Sea Power upon the French Revolution and Empire* (Londres, 1892, 2 vol. in-8°), t. I, chap. II-V. L'ouvrage de

rique, la France avait eu besoin du concours des Espagnols et des Hollandais ; en se tournant contre elle, ils rendaient sa défaite certaine. Pourtant, durant les premières années de la guerre, l'Angleterre n'exerça pas sur les mers un empire absolu et elle éprouva de graves mécomptes.

Ses alliés lui rendirent peu de service. La Hollande avait 49 vaisseaux, mais assez faibles et qu'on utilisa pour les escortes et le blocus ; Naples n'en avait que quatre ; le Portugal en fournit six qu'on pourvut d'officiers britanniques ; l'Espagne seule aurait pu être très utile, ayant 76 vaisseaux de ligne dont 56 armés en 1793 ; son alliance ouvrait la Méditerranée aux Anglais et, en les soutenant résolument dans cette mer, elle leur aurait permis d'employer la majeure partie de leurs forces dans la Manche et l'Océan. Mais elle se méfiait d'eux et ne tenait pas à les installer en Corse ; à Toulon, Langara se querella avec Hood qui voulait emmener l'escadre française ; ultérieurement, Hotham ne reçut aucune aide de l'Espagne. L'annexion par les Anglais des Antilles françaises et surtout de Haïti l'inquiétait plus encore. Au reste, Valdès, le ministre de la marine, était franchement anglophobe.

La flotte anglaise, il est vrai, avait, sur celle de la France, une supériorité évidente : au début de la guerre, 115 vaisseaux de ligne mobilisables contre 76 ; elle avait aussi quelques avantages techniques, quoique son artillerie fût proportionnellement moins puissante : une mâture moins lourde, un meilleur gréement, un refouloir souple, précieux en cas d'abordage ; elle tirait à couler bas au lieu de tirer à démâter ; mais sa supériorité numérique était insuffisante pour parer aux besoins : il lui était impossible à la fois de combattre, d'assurer le blocus et de protéger le commerce contre les corsaires. Et, en tout cas, elle n'était pas prête. On eut de grandes difficultés à surmonter et il fallut des années pour la porter au point convenable. L'Angleterre n'avait que de médiocres arsenaux : sur les 24 vaisseaux de ligne construits de 1793 à 1801, ils n'en

W. James, *The naval history of Great Britain*, (1793-1820), est encore utile (Londres, 1824, 5 vol. in-8° ; 2^e édition, 1886, 6 vol. in-8°). Celui de Sir W. L. Clowes, *The royal navy*, t. IV (Londres, 1899, in-8°) est très inégal et souvent sans valeur. Les principaux ouvrages français sont Ed. Chevalier, *Histoire de la marine française sous la première république* (Paris, 1886, in-8°) ; Ed. Desbrière, *Le blocus de Brest de 1793 à 1805* (Paris, 1903, in-8°) ; M. Jollivet, *Les Anglais dans la Méditerranée ; un royaume anglo-corse, 1794-1797* (Paris, 1896, in-12) et, pour les colonies, P. Gaffarel, *La politique coloniale de la France de 1789 à 1830* (Paris, 1908, in-8°) ; H. de Poyen, *Les guerres des Antilles de 1793 à 1815* (Paris, 1895, in-8°) ; *Histoire militaire de la révolution de Saint-Domingue* (Paris, 1900, in-8°) ; D^r Magnac, *La perte de Saint-Domingue* (Paris, 1907, in-12).

livrèrent que deux. En 1792, la flotte ne comptait que 16.000 marins ; on en ajouta 9.000 en décembre 1792 ; mais, en 1790, les escadres mobilisées contre l'Espagne en avaient exigé 40.000 et, en 1799, on en employait plus de 120.000. Si les Anglais prirent tout de suite l'avantage, c'est que la flotte française était désorganisée par l'émigration et l'indiscipline, que la trahison leur livra l'escadre de la Méditerranée et que le Comité de Salut public, occupé d'arrêter l'invasion, ne put consacrer à la marine qu'une faible partie de ses ressources. Néanmoins, ils durent se borner au début à surveiller l'adversaire pour consacrer presque tous leurs navires aux patrouilles et aux escortes ; ce fut peu à peu qu'ils passèrent à l'attaque et, en 1795, ils n'étaient pas encore parvenus à balayer la mer des flottes républicaines.

Jusqu'à cette date, il est vrai, les chefs administratifs de la marine, Chatham et Richmond, se montrèrent aussi insouciants qu'incapables et le commandement tira des escadres un parti fort médiocre. Certainement, il valait mieux que celui de l'armée de terre. Comme il fallait beaucoup d'officiers, on ne regardait pas trop à la naissance et on en tirait même de la marine marchande ; en sous-ordre servaient déjà les hommes de grande valeur qui devaient rénover la tactique : Collingwood, Cornwallis, Troubridge et Nelson, le plus célèbre, alors capitaine à trente-quatre ans ; le haut commandement, formé par la guerre d'Amérique, comptait de bons chefs comme Duncan et Jervis, mais Howe, et Hotham plus encore, se montrèrent inférieurs à leur tâche. Les instructions de l'Amirauté ordonnaient de chercher l'ennemi pour le détruire, mais Howe songeait avant tout à ménager ses bâtiments ; il s'obstina à ne pas bloquer les Français dans leurs ports, ces croisières fatiguant trop les navires ; et il continuait de pratiquer la vieille tactique, le combat en ligne, vaisseau contre vaisseau. Hood, plus capable, ne remporta pas de grands succès.

Le fait nouveau de la guerre, durant ces premières années, fut l'importance des opérations méditerranéennes, que les Anglais purent entreprendre grâce à l'alliance de l'Espagne. Cependant, ce fut seulement en juillet que Hood bloqua Trogoff dans Toulon ; quand la trahison lui eut livré l'escadre française, il put faire emmener quatre vaisseaux, et lors de l'évacuation en brûla neuf autres. Il eut alors le loisir de conquérir la Corse où Paoli avait organisé un mouvement séparatiste et offrit la couronne à Georges III ; cependant, comme il manquait de

troupes de débarquement, trois places résistèrent longtemps; Calvi ne tomba aux mains de Nelson qu'en août 1794. Les chefs anglais, il est vrai, ne s'entendaient pas mieux qu'à Toulon et Pitt ne leur envoya guère de renforts. Pendant ce temps, les Français avaient travaillé et, en juin 1794, ils reprirent la mer; Hood les refoula dans le golfe Jouan sans pouvoir les attaquer et quand, au début de 1795, six vaisseaux de Brest eurent gagné Toulon, sa situation devint critique. Il se plaignit : on le révoqua. Son successeur, Hotham, quoique renforcé, se vit défier par l'amiral Martin dans les eaux corses en mai et en juillet, sans qu'il osât livrer une bataille décisive. Le blocus de Toulon ne fut rétabli qu'en novembre par Jervis.

Les Anglais ne remportèrent non plus aucun succès décisif dans l'Océan. En juillet 1793, Howe ne voulut pas s'engager contre Morard de Galles dans les eaux de Belle-Isle; ensuite il refusa de croiser devant Brest; vertement critiqué, il mit à la voile, en mai 1794, pour intercepter le grand convoi que la France attendait d'Amérique et rencontra Villaret-Joyeuse qui était sorti pour le protéger; les deux escadres se heurtèrent les 26 et 29 mai et le 1^{er} juin. Bien que Howe eût capturé six navires et qu'il lui restât quinze vaisseaux utilisables contre neuf, il laissa Villaret rentrer à Brest pendant que le convoi lui échappait également. En décembre, Villaret put repartir : la tempête le ramena au port, non les Anglais; six vaisseaux purent ensuite gagner Toulon. Dans l'été de 1795, Bridport et Cornwallis le forcèrent à se réfugier à Lorient pendant le débarquement de Quiberon; toutefois, en janvier 1796, l'expédition de Hoche put encore atteindre l'Irlande.

Dans ces conditions, les Français soutinrent la guerre coloniale avec moins de désavantage qu'on n'aurait cru. Elle se concentra aux Antilles, car c'étaient les seules possessions de grand prix qui leur restassent : les exportations d'Haïti dépassaient de plus d'un tiers celles des Antilles anglaises et sa ruine assura la fortune de la Jamaïque. Les Anglais s'étaient renforcés de bonne heure, car ils craignaient une révolte des nègres depuis l'insurrection des esclaves, en août 1791; Toussaint-Louverture avait peu à peu organisé ceux d'Haïti, pendant que les Girondins essayaient en vain de ménager un compromis entre les blancs et les mulâtres, en abandonnant les noirs; les colons, eux, avaient négocié avec les Anglais dès septembre 1791 : Pitt s'était réservé; puis, la guerre commencée, il avait traité avec Malouet; à la fin de 1793, les troupes anglaises occupaient

cinq ports haïtiens ; elles avaient aussi débarqué à Tabago ; en mars 1794, arriva Jervis qui conquiert la Martinique, la Guadeloupe et Sainte-Lucie. Mais, en septembre 1794, l'escadre de Rochefort réussit à gagner les îles et reprit la Guadeloupe ; Victor Hugues, commissaire de la République, avait proclamé l'abolition de l'esclavage, armé les noirs et appelé les esclaves des Antilles anglaises à l'insurrection, non sans succès. A Haïti, les Espagnols laissaient les bandes de Toussaint se ravitailler et se refaire sur leur territoire. La maladie décimait les Anglais qui, à la fin de 1795, se trouvaient confinés dans les villes de la côte.

A ce moment, les colonies de la Hollande leur offraient une nouvelle proie : ils occupèrent le Cap (16 septembre 1795) et la Guyane hollandaise. La balance penchait de plus en plus en leur faveur, mais le dernier mot n'était pas dit encore : ils avaient perdu la Hollande, et l'Espagne était sur le point de les abandonner.

VI. — LA GUERRE ÉCONOMIQUE¹.

Pendant longtemps, Pitt et Grenville, pour justifier leur optimisme, évoquèrent la détresse de la France : la famine et l'effondrement de l'assignat allaient la réduire à merci. D'ailleurs, on pouvait hâter cet heureux moment. Déjà, en 1792, les émigrés avaient proposé au roi de Prusse de fabriquer de faux-assignats : il s'y était refusé. Pitt n'eut pas le même scrupule : il en fit imprimer de grandes quantités en Angleterre pour les répandre en France. D'autre part, en juillet 1793, on

1. OUVRAGES A CONSULTER. — C'est la partie la moins étudiée de toute cette histoire. On ne sait rien de bien précis en ce qui concerne l'influence de la guerre sur les courants commerciaux et les changes. Il y a quelques indications dans W. Cunningham, *The growth of english industry and commerce in modern times* (Londres, 1890, 2 vol. in-8° ; 3^e éd., 1903) ; J. Holland Rose, *Pitt and the great war*, cité p. 68 ; Wohlwill, *Neuere Geschichte des Freien- und Hansestadt Hamburg*, cité p. 71, chap. III. Sur les rapports du blocus et du mercantilisme, voir E. F. Hecksher, *The continental system* (Oxford, 1922, in 8°), chap. II, p. 30-50. Il n'y a rien à tirer, pour le présent sujet, de W. S. Lindsay, *History of the merchant shipping and ancient commerce* (Londres, 1874, in-8°), t. II, chap. VII. — Pour les difficultés diplomatiques suscitées par le blocus, lire l'article de S. F. Bemis, *The United States and the abortive armed neutrality of 1794*, dans l'*American historical Review*, t. XXIV (1918), p. 26-47 ; on trouvera quelques textes sur la période, en dépit du titre de l'ouvrage, dans J. Brown Scott, *Armed neutralities of 1780 and 1800* (New-York, 1918, in-8° ; « Publications of the Carnegie endowment for International peace »), p. 436-444.

l'accusa, dans la Convention, d'avoir ouvert des crédits aux banquiers pour leur permettre de vendre à Paris des effets sur Londres et de faire ainsi baisser le change français en favorisant la fuite des capitaux ; l'imputation est vraisemblable ; car Pitt, on en est certain, restait en rapport avec certains banquiers de Paris, tels l'Anglais Boyd et le Suisse Perrégaux. Mais, pour affaiblir la France, la tradition lui présentait un moyen plus efficace encore : c'était le blocus dont les règles avaient été peu à peu élaborées par l'Angleterre depuis le *xvii^e* siècle et principalement pendant la guerre de Sept ans et celle d'Amérique. Il consistait, d'une part, à interdire l'importation en France de la contrebande de guerre, c'est-à-dire des armes, des munitions et de tout ce qui pouvait alimenter ses fabrications militaires et ses constructions navales, et, d'autre part, à supprimer ses exportations ainsi que son trafic colonial. Le 8 juin 1793, Pitt adjoignit les grains à la contrebande de guerre, sous prétexte que le gouvernement français, par la réquisition, disposait maintenant de toutes les ressources du pays et qu'ainsi les grains importés pouvaient être attribués à l'armée. En fait, cette mesure traitait, pour la première fois, comme des assiégés, la population civile d'un pays entier. D'autre part, ce fut aussi la première fois que le blocus fut si sévère. Bien entendu, il était impossible de surveiller effectivement toutes les côtes de France : le blocus était « fictif », établi sur le papier, c'est-à-dire qu'on le réalisait par une police de la haute mer, en arrêtant les vaisseaux, sans distinction de nationalité, pour inspecter leurs livres et leurs cargaisons, l'Angleterre ayant toujours refusé d'admettre que le pavillon couvrit la marchandise. Néanmoins, dans les guerres précédentes, les États continentaux, étant neutres, protestaient et violaient de leur mieux cette réglementation ; d'ailleurs les frontières terrestres de la France demeuraient ouvertes et la Méditerranée échappait au contrôle britannique. A présent, les coalisés se trouvaient engagés par leurs traités avec l'Angleterre à interdire leurs ports aux Français, à séquestrer leurs biens, à défendre l'expédition à leur profit des marchandises visées par le blocus ainsi que tous prêts et paiements ; les armées fermaient hermétiquement les frontières, si ce n'est du côté de la Suisse ; les Anglais croisaient en Méditerranée. L'investissement de la France était à peu près complet.

Néanmoins, le blocus fut très loin d'être étanche. Les coalisés

n'appliquèrent pas tous, avec le même zèle, les mesures convenues ; par exemple, ce fut seulement le 17 mars 1794 que l'empereur interdit, dans les Pays-Bas, de faire des paiements aux Français ; les pays commerçants se montrèrent indulgents aux contrebandiers : la Diète admonesta en vain le Sénat de Hambourg ; il fallut un ultimatum et de longues croisières pour que Livourne cessât de recevoir les Français ; en Hollande même, ceux-ci trouvèrent moyen d'opérer. Puis le blocus fictif, au temps de la marine à voiles, était à mailles très lâches et ne gênait pas beaucoup le cabotage ; pour renseigner les croiseurs, on manquait d'une organisation internationale d'espionnage commercial et, aussi, de moyens de communication. Enfin, il restait des neutres : les uns, Suédois, Danois, Américains, n'observaient le blocus que s'ils y étaient contraints ; d'autres, les Génois et les Suisses, par leur position géographique, y échappèrent toujours. Par la Suisse, la France put acheter en Allemagne, en Autriche et en Italie.

Il faut observer, en outre, qu'entre les mains des Anglais, le blocus n'était pas uniquement ni même essentiellement un moyen d'affaiblir la résistance militaire de l'ennemi ; ils l'avaient ajusté au système mercantile ; s'ils interdisaient les exportations des Français, c'était surtout pour confisquer leurs marchés et se délivrer, en Angleterre même, de leur concurrence ; la réglementation draconienne appliquée aux vaisseaux marchands tendait à éliminer les neutres et même les alliés, au profit des Anglais. C'est le fameux Ordre du Conseil du 6 novembre 1793, sur le trafic colonial, qui met le mieux en lumière cet aspect du blocus : il interdisait aux neutres de commercer avec les colonies françaises qui leur étaient fermées avant la guerre, mais que la Convention leur avait ouvertes : l'Angleterre voulait ainsi se constituer un monopole des denrées coloniales. Or, du point de vue mercantile, le blocus complet était pure absurdité : s'il était excellent d'empêcher l'ennemi de vendre, il l'était pareillement de le laisser acheter les marchandises anglaises et de les lui envoyer, s'il y consentait, sur navires anglais. A la vérité, la Convention, animée du même esprit, avait proscrit les unes et les autres. Mais on pouvait neutraliser les marchandises ; à Emden, par exemple, cette opération se pratiquait en grand et il n'en coûtait qu'une commission de 1 à 2 pour 100 ; quant au transport, les Anglais recouraient, à leur tour, aux vaisseaux neutres ; de fait, les sorties à desti-

nation de la France et des Pays-Bas, de 15 pour 100 du total des exportations anglaises en 1792, étaient seulement descendues à 12 pour 100 en 1800. Il semble même que, pour ménager les intérêts mercantiles, l'autorité se soit montrée indulgente à la contrebande de guerre. Les neutres rendant des services (ils étaient d'ailleurs précieux aux Anglais comme aux Français pour échapper aux corsaires), on fut bien obligé de les ménager; la défense d'importer des grains en France finit par être rapportée en août 1794. Ainsi les Anglais auraient volontiers adouci le blocus pour continuer à exporter : la volonté des Français et surtout la loi du « maximum » l'aggravèrent et le retournèrent contre ses auteurs.

Tel qu'il fut, il créa beaucoup de difficultés aux coalisés. D'abord, il les brouilla avec les neutres. Le ministre danois Bernstorff et le régent de Suède maintinrent énergiquement leur droit et finirent par conclure, le 27 mars 1794, une convention qui prévoyait l'armement de seize vaisseaux pour la protection de leur commerce et même la fermeture de la Baltique aux belligérants. Grenville ne s'alarma guère parce qu'il sut, par ses espions, que Bernstorff ne tenait pas à une rupture et, qu'en tout cas, on ne passerait à l'action qu'au printemps de l'année suivante. Plus menaçante parut un moment l'attitude des États-Unis; quand on leur eut capturé 300 navires qui trafiquaient avec les Antilles françaises, ils mirent l'embargo sur les navires anglais; le 29 avril 1794, les Scandinaves notifièrent leur accord aux Américains et le bruit courut que ceux-ci allaient y adhérer. Mais, à ce moment, l'attitude de l'agent français Genet avait indisposé Washington; quant à Hamilton, il était résolu à éviter tout conflit avec l'Angleterre. Celle-ci toléra que les denrées coloniales transportées aux États-Unis et devenues propriété américaine fussent réexportées. En juin 1794, Jay était arrivé à Londres et il conclut, le 19 novembre, le traité qui porte son nom et qui constituait une capitulation : sans rien retrancher de ses prétentions officielles, l'Angleterre obtint le traitement de la nation la plus favorisée, ainsi que le droit d'armer des corsaires et de vendre ses prises en Amérique, tandis que pareille faculté était refusée aux Français. Les fédéralistes francophobes avaient tiré l'Angleterre d'un mauvais pas et préparé une querelle avec la république-sœur.

D'autre part, les mesures adoptées par la France et l'activité de ses corsaires causèrent de graves dommages au commerce

des alliés. En dépit de la navigation en convois escortés, les Anglais perdirent plus de 600 bâtiments par an, en 1794 et en 1795 ; le taux des assurances s'éleva beaucoup ; il fallut avoir recours aux neutres et leur part dans le trafic des ports britanniques passa de 10 pour 100 du tonnage en 1792, à 25 pour 100 en 1793 ; le commerce subit une rude crise : le tonnage global des ports diminua de 17 pour 100 et les exportations tombèrent de 24 millions de livres, en 1792, à 19 millions ; les prix des denrées coloniales s'effondrèrent : Hambourg en regorgeait. Les faillites furent nombreuses en Angleterre. Mais la suite témoigna que l'armature capitaliste, dans ce pays, était déjà d'une grande solidité ; ce mauvais pas franchi, importations et exportations ne cessèrent plus de croître ; ces dernières s'élevèrent à 25 millions de livres en 1794 et 1795, à 28 en 1796 ; la traite qui avait pris un essor prodigieux en 1792 à la suite des troubles qui paralysaient les Antilles françaises demeura florissante : on avait importé 27.000 esclaves en 1792 au lieu de 11 en 1789 ; on en amena encore 14.000 en 1794. Certaines industries périclitèrent, il est vrai : ainsi les tisserands de soie et de brocart furent réduits au chômage à Spitalfields. Mais les continentaux souffrirent beaucoup plus ; les uns, comme les Italiens et les Espagnols, étaient clients de la France et subirent de grandes privations ; d'autres, comme les Allemands, lui fournissaient des métaux et des produits chimiques et furent privés de leurs débouchés.

Mais le pire était que le blocus coïncidait avec la crise polonaise : l'activité de l'industrie textile, en Allemagne et surtout en Silésie, fut ainsi réduite à rien ; il devint très difficile de tirer des grains de Prusse et de Pologne au moment même où la Hollande et les Pays-Bas, obligés de nourrir les armées, n'en pouvaient vendre non plus. Or, en 1794 et en 1795, la récolte manqua dans tout l'occident, aussi bien qu'en France ; en Angleterre, le prix du blé s'éleva sans cesse jusqu'à ce qu'il atteignît, en 1796, 6 guinées le quarter, ce qui l'aurait porté en France à environ 28 livres le quintal, deux fois le maximum de l'an II ; à Barcelone, on mangea du pain d'amalgame, dès le printemps de 1793 ; le chômage et la cherté des vivres ont partout les mêmes effets : comme en France, ils mirent en mouvement les classes populaires. C'était naturellement ce que redoutaient le plus les gouvernements d'ancien régime. Or, cette crainte exerça une grande influence sur la conduite de la guerre : elle empêcha les coalisés d'en faire une guerre nationale.

VII. — LES GOUVERNEMENTS DE GUERRE DE
ÉTATS COALISÉS¹.

La cause immédiate des échecs de la coalition fut son incohérence et la médiocrité de ses diplomates, incapables de sortir de leur routine. Mais c'est dans l'ancien régime lui-même qu'il faut en rechercher la cause profonde. On est surpris de constater que, pendant longtemps, cette guerre, menée par les Français de manière si neuve, ne changea rien, chez les coalisés, aux méthodes de gouvernement.

Monarques et aristocrates, ankylosés par l'hérédité, le privilège et le préjugé, se montrèrent à la fois incapables d'inventer et de faire appel aux forces nouvelles. Certes, il n'est pas étonnant que les gouvernements continentaux ne se soient pas renouvelés : à part Catherine, dont la passion contre-révolutionnaire demeura platonique, le hasard voulut que leurs monarques fussent des fantoches ou des incapables. Des deux plus puissants, François II se laissait mener par l'impératrice, fille de Ferdinand de Naples, et par un Lorrain, le général Rollin, son aide de camp, qui, d'accord avec Thugut, était l'arbitre des choix militaires et fit écarter Mack ; l'autre Frédéric-Guillaume II fut, à partir de Valmy, le seul Prussien qui voulût continuer la guerre contre la France : ses ministres, approuvés par le prince Henri, lui donnaient perpétuellement l'assaut et, quant à l'armée, c'était un État dans l'État, au point que Mollendorf, son chef, finit par négocier, de sa propre autorité avec les Français. Mais il est plus surprenant que le gouvernement de l'Angleterre, sans présenter la même anarchie, ne se soit pas pénétré plus vite des nécessités de la guerre et ne se soit pas réformé en conséquence.

Pitt eût bien modifié son ministère, mais c'était par tactique

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Voir les ouvrages généraux rappelés en tête du chapitre p. 163. Pour l'Angleterre, consulter surtout celui de J. Holland Rose, *Pitt and the great war* ; ajouter E. D. Adams, *The influence of Grenville on Pitt's foreign policy* (Washington, 1904, in-8°) ; D. A. Chart, *The Irish levies during the great french war*, dans l'*English historical Review*, t. XXXII (1917), p. 497-516. Le gouvernement de la Prusse, au temps de la guerre révolutionnaire, a été étudié par Philippon, *Geschichte des preussischen Staatswesens* (cité, p. 13), t. II. — Sur l'administration autrichienne, I. Beidtel, *Geschichte der österreichischen Staatsverwaltung, 1740-1848*, t. I (Innsbruck, 1896, in-8°), et la publication de l'état-major autrichien, *Krieg gegen die französische Revolution*, (citée p. 132), t. I. Les velléités d'armement national en Allemagne ont été l'objet des études de W. Wendland, *Versuche einer allgemeinen Volksbewaffnung in Süd-Deutschland* (Berlin, 1901, in-8° ; fasc. 24 des « Historische Studien », publiées par E. Ebering et de R. Lorenz, *Volksbewaffnung und Staatsidee in Österreich*, 1792-1797 (Vienne, 1926, in-8°).

parlementaire. La guerre avait définitivement consommé le schisme whig ; tandis que Fox, Sheridan et Landsdowne présentaient périodiquement, avec un inaltérable courage, des motions en faveur de la paix, Pitt eût voulu s'adjoindre Windham, un des vieux whigs, pour étendre et consolider sa majorité ; mais Dundas s'y opposait : il détenait le Home Office, la Guerre, l'Irlande, l'Inde et la caisse de la marine et refusait obstinément de réduire cet extravagant cumul. Cependant, l'Angleterre n'avait pas de ministre de la Guerre. Dundas ne connaissait rien à l'armée et l'abandonnait à Yonge, premier clerc du War Office, qui ne siégeait pas dans le Cabinet ; en fait Pitt et Grenville menaient les opérations : or, ils n'étaient pas toujours d'accord, même sur la diplomatie, et ils ne connaissaient rien à la guerre. Georges III en profita pour étendre son influence : il imposa le siège de Dunkerque ; il imagina, en 1794, d'amener Mollendorf dans les Pays-Bas ; il empêcha, pendant plus d'un an, qu'on ne rappelât le duc d'York, bien qu'il fût la risée de l'armée des Pays-Bas. La marine n'était pas mieux lotie : de ses deux maîtres lord Chatham, frère de Pitt, était un incapable et le duc de Richmond, d'une paresse et d'une incurie légendaires ; on ne vit pas un navire devant Dunkerque pendant le siège ; alors que Toulon réclamait des renforts, on laissa lord Moira immobile à Portsmouth et quatre régiments inactifs dans les îles de la Manche ; quand arrivèrent des troupes d'Irlande, on ne put les embarquer, faute de transports. Il fallut la défaite de Fleurus et la perte de la Belgique pour que Pitt se décidât à modifier cette situation : Dundas dut enfin abandonner l'administration de la guerre dont on fit un secrétariat pour Windham ; le duc d'York fut bientôt rappelé ; Chatham fut remplacé par Spencer et Richmond par Cornwallis. Ces derniers choix étaient bons, mais Windham fut un médiocre ministre ; il s'empressa d'organiser l'expédition vendéenne qu'il avait toujours préconisée : elle aboutit au désastre de Quiberon.

Les coalisés ne changèrent rien au recrutement de leurs armées. En 1794, on parla bien, en Allemagne, d'un armement général du peuple, mais on s'en tint aux paroles, et pour cause. Les volontaires étant de plus en plus rares, les levées par tirage au sort devinrent partout de plus en plus fréquentes ; le déficit des effectifs et la lenteur dans l'envoi des renforts s'expliquent en partie par les difficultés qu'elles rencontraient. Jusqu'en 1794, l'Angleterre se contenta de faire appel aux volontaires ; elle put former 34 régiments nouveaux et l'Irlande protestante,

qui se montra dévouée, en forma 30, montant à 25.000 hommes. La milice, portée à 35.000 hommes, devait assurer la défense territoriale et des compagnies se formèrent spontanément pour maintenir l'ordre et coopérer à la défense locale. Aux volontaires, acceptés sans distinction de nations, la marine ajouta tous les hommes que lui livrait le système de la « presse », marins ou non, en dépit de la loi, étrangers aussi, malgré les protestations américaines ; elle embarqua également des condamnés et, après la suspension de l'*habeas corpus*, les suspects politiques. Finalement, il fallut en venir au tirage au sort ; d'abord, en 1794, pour la milice, ce qui suffit à multiplier les émeutes ; puis, en 1795, pour 30.000 marins ; enfin, en 1796, pour l'armée de ligne. Bien entendu, le tirage au sort comporta les mêmes abus que sur le continent et le fardeau retomba sur les pauvres. Comme les nouvelles levées n'étaient guère instruites, on les envoya aux colonies remplacer les soldats de métier : elles y furent décimées ; le sort des marins improvisés fut plus terrible encore : nourriture détestable, rognée par la concussion ; pas de service médical ; aucune permission ; il n'est pas surprenant que la mutinerie ait été un mal endémique dans la flotte anglaise.

Bien que les effectifs réunis par chaque puissance ne fussent pas comparables à ceux des Français, tous les coalisés éprouvèrent beaucoup de peine à les armer et à les équiper par les voies ordinaires et même à les nourrir : or, nulle part on ne tenta une mobilisation civile, même partielle, et la population, indifférente à la guerre, opposa partout la force d'inertie aux réquisitions ; dans les Pays-Bas, les Autrichiens n'en vinrent pas à bout. A l'origine de ces difficultés, on trouve presque toujours l'insuffisance des ressources financières. La Prusse, Etat pauvre, très atteint par la fermeture du marché polonais, vit ses recettes diminuer considérablement. Comme il lui fallait exporter chaque année 18 à 20 millions de thalers pour les besoins de l'armée, elle fut bientôt en proie à une crise monétaire. En outre, Struensee, le ministre des Finances, rencontra de grandes difficultés administratives parce que Frédéric II, en se réservant la gestion de la *Dispositionskasse*, où l'on versait les fonds qui n'avaient pas d'affectation particulière, et en lui attribuant les revenus de la Silésie, la seule des provinces qui fût vraiment productive, avait affaibli la centralisation si péniblement réalisée par son père, le roi sergent. Struensee ne gérait en réalité que les caisses de l'armée et des domaines dont les ressources assignées d'avance et toujours insuffisantes devaient être complétées par les versements de la

Dispositionskasse. Or, Frédéric-Guillaume II avait abandonné celle-ci à Wöllner : Struensee eut grand'peine à obtenir qu'on supprimât les dépenses de luxe. Naturellement, il fallut pourtant épuiser les 19 millions de thalers que contenait encore le trésor de guerre à la fin de 1792 et aussi emprunter en Hollande et à Francfort : 5 millions de gulden en 1793, 8 en 1794, sans compter les avances à court terme. En 1795, un emprunt intérieur échoua lamentablement. Et, malgré tout, la Prusse n'aurait pu tenir sans l'argent anglais. Lorsqu'elle en fut privée, Struensee, en octobre 1794, ne vit plus d'autre remède que de supprimer les privilèges : la guerre menait aux expédients révolutionnaires ; aussi ne restait-il plus qu'à faire la paix. La détresse de l'empereur, obligé de ménager la Belgique et la Hongrie, n'était pas moindre. Le déficit qui était chronique atteignit 30 millions de gulden en 1793 et 66 en 1795 ; dès 1793, on emprunta à l'intérieur et à l'extérieur : de 362 millions de gulden en 1789, la dette passa, en 1796, à 477. Et pourtant, l'Autriche ne put vivre qu'en émettant du papier-monnaie : il en circulait 23 millions en 1789 et 35 en 1796 ; elle n'aurait pu continuer la guerre si, après les traités de Bâle, Thugut, à son tour, n'avait obtenu les subsides de l'Angleterre. Quant à l'Espagne, elle répandit à pleines mains les *vales reales* de la banque de Saint-Charles ; en 1794, on saisit une partie de l'argenterie des églises ; en 1795, avec la permission du pape, le roi s'attribua le revenu des bénéfices vacants et décida de n'en pourvoir aucun avant un an : on s'acheminait vers la vente des biens du clergé. Après avoir dénoncé les expédients des Français, on cédait comme eux à la nécessité et on finissait par les imiter.

On aurait pu supposer qu'en Angleterre les classes aisées, qui avaient approuvé la guerre et en profitaient, consentiraient à en supporter les frais ; mais Pitt les ménagea en comblant le déficit croissant par des emprunts ; les recettes étaient loin d'augmenter : 14.284.000 £. en 1792, 13.557.000 en 1795, tandis que les dépenses de la marine passaient de 1.985.000 £. à 6.315.000 £. et celles de l'armée, de 1.819.000 £. à 11.610.000 £. On emprunta 4.500.000 £. en 1793, près de 13 en 1794, 19.500.000 £. en 1795. Cependant Pitt maintenait l'amortissement qu'il alimentait par fonds d'emprunt à des taux de plus en plus élevés ; le capital disponible fut absorbé et la banque dut accroître la circulation fiduciaire. L'Angleterre aussi allait vers une grande crise monétaire où la réputation de Pitt, comme financier, devait sombrer à son tour.

Au fond, les gouvernements enviaient la puissance du Comité de Salut public et l'efficacité de sa politique. Le sort de la guerre eût été changé si l'Angleterre se fût imposé le service obligatoire ou si les princes de l'Empire eussent fait appel aux Allemands. Mais il eût fallu que l'aristocratie fit des concessions. Or, comme l'écrivait Mallet du Pan, « elle redoutait presque autant ses sujets que l'ennemi ».

VIII. — LA RÉACTION EUROPÉENNE¹.

N'osant imiter les mesures des Jacobins, elle prit le parti de s'en indigner et d'en faire un épouvantail. Par toute l'Europe, novellistes, écrivains, orateurs et sermonnaires dénoncèrent les cannibales qui, sous la menace de la guillotine, astreignaient leurs compatriotes au service militaire, les ruinaient par le papier-monnaie, les affamaient par la réquisition et, pour tout

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Se reporter aux ouvrages généraux rappelés en tête du chapitre. Consulter principalement, pour l'Angleterre, J. Holland Rose, *Pitt and the great war*, cité p. 68 ; du même, *Pitt and Napoleon* (Londres, 1912, in-8°), p. 79 (*Pitt and relief of the Poor*) ; et les ouvrages de W. Hall, P. Brown, H. Meikle, cités p. 68 et 71 ; pour l'Allemagne, K. Heigel, cité p. 13 ; M. Philippson, cité p. 13 ; X. Léon, *Fichte et son temps* (cité p. 71) t. I, chap. vii ; et W. Behrendts, *Reformbestrebungen in Kur-sachsen im Zeitalter der französischen Revolution* (Leipzig, 1914, in-8°). — Pour la Hongrie, E. Sayous (cité p. 13), t. II, a vieilli, surtout depuis la publication d'Elemer Mályusz, *Sándor Lipót főherceg nádor iratai* [Ecrits de l'archiduc palatin Alexandre-Léopold], (Budapest, 1926, in-8°, dans la collection « Fontes historiae Hungaricae ævi recentioris »), qui renouvelle l'histoire du palatinat de l'archiduc Alexandre-Léopold, fils de Léopold II ; l'introduction est écrite en langue magyare, mais presque tous les textes sont en français et en allemand. — Pour l'Italie, les volumes cités p. 11 et 13, de A. Franchetti et de P. Hazard ; le livre III de N. Bianchi ; t. II de C. Tivaroni. — Pour l'Espagne, H. Baumgarten et A. Tratchevsky, cités p. 13. — Pour la Russie, K. Waliszewski, *Autour d'un trône* (cité p. 13), p. 224-234.

Sur le mouvement des idées, consulter aussi O. Karmin, *Sir Francis d'Ivernois* (Genève et Paris, 1923, in-8°) ; G. Rudler, *La jeunesse de Benjamin Constant* (Paris 1909, in-8°) ; F. Descostes, *La Révolution française vue de l'étranger* ; Mallet du Pan à Berne et à Londres (Tours, 1897, in-8°) ; L. Pingaud, *Le comte d'Antraigues*, cité p. 81 ; F. Baldensperger, *Le mouvement des idées dans l'émigration française* (Paris, 1925, 2 vol. in-8°). — Sur la fabrication de faux documents, voir A. Mathiez, *Un faux rapport de Saint-Just*, dans les *Annales révolutionnaires*, t. VIII (1916), p. 599-611 (ce faux a été utilisé comme authentique par H. von Sybel et par A. Sorel) ; et A. C. Bruun, *Une traduction anglaise du faux rapport à Saint-Just rédigé par d'Antraigues*, dans les *Annales historiques de la Révolution*, t. IV (1927), p. 275-277, ainsi que les discussions suscitées par la publication de : *The manuscripts of J. B. Fortescue preserved at Dropmore*, plus connus sous le nom de *Dropmore papers* (Londres, 1894, 3 vol. in-8° ; publication de l'Historical Manuscripts Commission), où l'on trouvera, au t. II, des bulletins sur l'activité du Comité de Salut public fabriqués par d'Antraigues, d'après des rapports d'indicateurs parisiens. Les discussions en question sont résumées par A. Mathiez dans un article de la *Revue des questions historiques*, janvier 1914 : *L'histoire secrète du Comité de Salut public*, reproduit dans ses *Études robespierristes*, t. II (Paris, 1918, in-8°).

dire, les ramenaient à la barbarie. Les émigrés contribuaient à cette propagande. A Vérone, d'Antraigues fabriquait des documents accusateurs qu'on traduisait et qu'on répandait à pleines mains ; l'abbé Barruel se préparait à grouper les imputations qu'Hoffmann avait dirigées contre les francs-maçons et les illuminés, auxquels il adjoignait maintenant les protestants ; bientôt aussi J. de Maistre, qui de Lausanne dirigeait alors l'espionnage piémontais, allait faire la synthèse du travail contre-révolutionnaire et profiler derrière la Révolution l'ombre de Satan. Les Genevois d'Ivernois et Mallet du Pan, des constitutionnels comme Mounier endoctrinaient la bourgeoisie libérale. Cette propagande eut un grand effet ; elle alarma les intérêts plus encore peut-être que les consciences ; si ami qu'on fût de la liberté et de l'égalité, il fallait bien convenir que les Français les payaient cher. A tous ceux qui contemplaient de loin la fournaise, la Terreur aussi semblait indéfendable ; les plus hardis essayaient seulement de l'expliquer, tout en la condamnant.

La peur ou la pitié multiplièrent les palinodies, mais il resta partout des libéraux et des démocrates, et la guerre, par ses conséquences imprévues, ne tarda pas à leur offrir des chances nouvelles. Tout ce qu'on dénonçait chez les Français, les levées d'hommes, les réquisitions, le papier-monnaie, le chômage, la cherté et la disette, apparut peu à peu, de-ci de-là, à travers l'Europe. Les gens riches ou aisés voyaient un abîme entre la France et les coalisés, parce que l'ancien régime, au contraire des terroristes, les épargnait autant que possible ; mais les classes populaires, qui souffraient, faisaient la comparaison et, au surplus, c'était bien assez de la misère pour les pousser à la révolte ; à mesure que la guerre se prolongea, la réaction s'aggrava donc et, parfois, devint sanglante. Sur le continent, il n'y avait rien là que d'ordinaire et de conforme au despotisme ; mais en Angleterre, où on suspendit les libertés constitutionnelles, l'analogie avec la France devint manifeste : pour se défendre, l'aristocratie anglaise institua sa dictature par la terreur et elle essaya de désarmer les colères populaires par une sorte de minimum des salaires, tandis qu'elle stigmatisait les démagogues de France qui avaient établi un maximum des denrées.

Dans le nord et l'est de l'Europe, les opposants avaient disparu de bonne heure. Catherine avait fermé les loges, emprisonné Novikov et envoyé Raditchev en Sibérie pour avoir envisagé l'abolition du servage. A Stockholm, en janvier 1793,

l'avocat Thorild fut arrêté. A Copenhague, Baggesen écrivait maintenant des odes contre la Terreur et Malte-Brun s'enfuyait en France.

En Espagne, la guerre n'apporta pas de changements, car ceux qui ne s'étaient pas inclinés devant l'Inquisition avaient passé en France ; la Convention avait donné asile à Olavide que la persécution avait rendu célèbre dès avant la Révolution. Au début des hostilités, Godoy réussit, grâce au clergé, à rendre la guerre populaire ; mais le peuple, ne voyant pas venir les sans-culottes, ne tarda pas à retomber dans son apathie ; peu à peu, le mécontentement le gagna ; la guerre devint également odieuse aux classes dominantes et à l'armée, surtout à cause de la méfiance qu'inspiraient les Anglais ; les ennemis de Godoy cherchèrent à en profiter pour le renverser ; en 1795, il prétendit avoir découvert un complot qui tendait à obtenir la réunion des Cortès. Il est probable que s'il n'eût conclu la paix il n'aurait pu se maintenir, mais il est impossible de dire si l'opposition aurait pris un caractère révolutionnaire.

Les symptômes étaient beaucoup plus menaçants en Italie. En apparence, il n'y avait plus de libéraux : ils étaient réduits au silence ou avaient abjuré ; les deux Pindemonte avaient changé de camp ; Alfieri, ayant eu à se plaindre des révolutionnaires en avril 1793, pendant son séjour à Paris, avait rompu avec ces Français « nés pour la servitude », bien que son *Misogallo* n'ait été publié que plus tard ; après le meurtre de Bassville, Monti avait flatté la réaction dans sa *Bassvilliana* qui fut le principal événement littéraire du temps. Rome demeurait le centre de la propagande contre-révolutionnaire ; des Français, Bernis, Hesminy d'Auribeau, y faisaient leur partie ; mais, en tous lieux, les Académies et les journaux travaillaient dans le même sens. Pourtant la fermentation ne cessait pas. La Toscane demeura longtemps ouverte aux Français et, à Gênes, la contrebande des livres et des gazettes se poursuivait toujours, cette ville étant une des principales places de commerce du Comité de Salut public. Par là, le Piémont se trouvait contaminé ; Turin, Saluces, Asti, Vercell étaient les principaux centres de rayonnement ; l'armée piémontaise était très mécontente ; l'activité indiscreète des sbires exaspérait tout le monde, comme dans le reste de l'Italie. La cour elle-même eût fait la paix, en haine de l'Autriche, si elle n'avait eu peur d'elle. En Romagne et en Vénétie, la bourgeoisie s'éveillait également ; en novembre 1794, à Bologne, deux jeunes gens arborèrent les trois couleurs

italiennes et appelèrent le peuple à l'insurrection. Même dans le sud, le gouvernement napolitain n'était pas tranquille : en 1795, on découvrit, paraît-il, un complot à Palerme et des paysans se soulevèrent en Basilicate, criant : « Nous voulons faire comme les Français. » Pourtant la terreur sévissait dans ce royaume depuis 1793 ; une junte extraordinaire y avait instruit 813 procès et ordonné 51 exécutions. En 1794, le roi de Sardaigne eut recours au même expédient : une cour spéciale rendit, en juillet, 14 arrêts de mort. Quant aux deux Bolonais ils furent naturellement pendus.

La Suisse était aussi très agitée. A la fin de 1791, la répression avait commencé dans le pays de Vaud et le Valais où cinq accusés avaient été condamnés à mort. Des mouvements agraires s'esquissèrent, à la fin de 1793, dans les domaines de l'abbé de Saint-Gall. A Genève, fait unique, une insurrection démocratique triompha le 19 juillet 1794 ; un tribunal révolutionnaire ordonna onze exécutions. Encouragés, peut-être, par cet exemple, les habitants de Staffa, dans le canton de Zurich, présentèrent, en 1795, leurs doléances au patriciat. On leur répondit par des arrestations en masse. L'intervention de Lavater empêcha qu'on procédât à des exécutions, mais on prononça 260 condamnations.

En Allemagne, l'attitude des clubistes rhénans avait accentué et justifié la réaction ; dès octobre 1792, l'empereur avait pros crit dans ses domaines les journaux français ; en février 1793, il proposa à la Diète d'interdire la propagande sous toutes ses formes et notamment les clubs ; une proclamation du 30 avril dénonça « les principes dangereux de la révolution, favorisés et répandus par des philosophes ignorants » ; le 14 juin, la Diète supprima aussi les associations d'étudiants. Partout, l'espionnage et la délation se développèrent ; la police décacheta les lettres et multiplia les visites domiciliaires ; beaucoup de municipalités défendirent « tout raisonnement inopportun dans les auberges et dans les rues » ; la librairie fut étroitement surveillée : à Vienne, l'archevêque fut chargé de la censure ; çà et là, on s'en prit aux loges : celle de Carlsruhe fut fermée. En 1794, la terreur s'aggrava en Bavière, où on organisa un grand procès de trahison, et surtout à Vienne et à Budapest, où elle se fit sanglante. Un comité de propagande avait entrepris de répandre des copies d'un catéchisme républicain rédigé par Martinovics. Il fut accusé de conspiration ; en novembre 1794, on arrêta un grand nombre de suspects ; sept libéraux, dont Martinovics et

Lascovics, furent exécutés en mai 1795 et beaucoup d'autres condamnés à l'emprisonnement; on épura le corps des professeurs de Bude; les ouvrages de Kant furent interdits et brûlés; Thugut réduisit au silence Alxinger et Sonnenfels, tandis qu'Hoffmann, soutenu maintenant par Gentz, continuait sa campagne.

La Terreur avait éclairci les rangs des libéraux; Ewald avait dû quitter Detmold, Posselt abandonner sa chaire de Carlsruhe; Fichte, appelé en 1794 à l'Université d'Iéna, y fut aussitôt en butte aux attaques des contre-révolutionnaires; Rebmann s'était enfui à Altona d'où il gagna Paris; Cramer, Reichardt, le baron de Trenck l'y suivirent. D'autre part, les événements de France décourageaient les amis de la Révolution; Klopstock et Herder s'élevaient contre les terroristes. Quant à Goethe et à Schiller, ils étaient devenus franchement hostiles à ces « valets de bourreau ». Cependant, le mouvement libéral ne disparut pas tout à fait. Les brochures anonymes ne cessaient pas de circuler. Kant persista dans sa fidélité aux principes de 89; Richter continua de célébrer les Girondins; Wieland demeurait tout au moins hostile à l'intervention armée. On vit Dahlberg et Mounier lui-même prendre la défense de la franc-maçonnerie et des lumières. A Brunswick, Benjamin Constant, alors chambellan de cour, se prenait de sympathie pour les républicains par dégoût des obscurantistes. Enfin, comme partout, la guerre finit par exciter des troubles populaires : au printemps de 1793, les tisserands de Silésie se livrèrent à des représailles violentes contre les négociants qui, ne pouvant plus exporter, les faisaient travailler à des prix dérisoires; en 1794, les ouvriers de Breslau s'insurgèrent; la province fut occupée militairement et l'émeute noyée dans le sang. Mais personne en Allemagne n'entreprit d'exploiter ces circonstances contre l'ancien régime.

Il en alla tout autrement en Angleterre, et c'est ce qui donne à l'histoire de ce pays un intérêt si vif. Le schisme whig avait montré que, dans les classes dominantes, la guerre accentuait les sentiments contre-révolutionnaires; Fox et ses amis, Wilberforce qui avait blâmé la guerre, étaient très gênés par les annexions de la Convention, la mort du roi et les excès terroristes; les poètes, tout d'abord, tinrent bon : Wordsworth approuva l'exécution de Louis XVI et se prononça en faveur de la république; cet état d'esprit transparait dans *The Borderers* et aussi dans le *Wat Tyler*, de Southey; pourtant, mis à l'index par la société anglaise, ils se découragèrent peu à peu : en 1794, Coleridge et Southey pleuraient sur le rêve brisé et le premier

célébra la chute de Robespierre. Mais les chefs démocrates ne s'émurent point. Au contraire, les clubs continuèrent à se multiplier. Hardy et son lieutenant, le tailleur Place, vendirent, en 1794, 200.000 exemplaires des *Droits de l'homme*, de Paine ; à Norwich, on comptait trente sociétés populaires et celles du district de Sheffield avaient 50.000 affiliés.

De bonne heure, l'opinion tory demanda des poursuites. Pitt, tout d'abord, ne recourut pas aux mesures d'exception. Mais il laissa Dundas et le chancelier Loughborough collaborer avec les associations de volontaires pour organiser la répression ; ces groupements s'érigèrent en comités de surveillance : ils pratiquèrent la dénonciation civique, l'espionnage dans les lieux publics, la recherche des brochures et placards suspects. Les juges accueillirent avec empressement leurs indications et multiplièrent les condamnations à l'amende, au pilori et à la prison. En Écosse, Braxfield et Dundas, neveu du ministre, se rendirent fameux par leur partialité et par leur habileté à composer les jurys. « Dieu sauve le peuple qui a de tels juges ! », s'écriait Fox. Ils recouraient volontiers aux agents provocateurs, mais le simple délit d'opinion leur paraissait suffisant pour condamner : toute propagande en faveur des réformes était séditieuse. Les Écossais, qui se montraient plus audacieux que les Anglais, furent frappés les premiers. L'avocat Muir qui avait été mis en accusation, le 2 janvier 1793, au moment où il partait pour la France, fut condamné à son retour, après une fière défense, à quatorze ans de transportation en Australie. Le pasteur Palmer, de Dundee, subit le même sort pour un placard qu'il s'était borné à rédiger. L'excitation n'en fut qu'accrue. En octobre, une nouvelle convention écossaise groupa 35 sociétés ; York, Londres et l'Irlande s'y firent représenter ; en même temps, une autre assemblée se réunissait à Londres et réclamait le suffrage universel et un parlement annuel ; à la fin de novembre, des agents provocateurs persuadèrent à la convention écossaise de voter l'organisation d'une convention générale du royaume-uni. Dundas et Braxfield en profitèrent pour la disperser par la force et pour obtenir trois nouvelles condamnations.

Les clubs anglais organisèrent des meetings de protestation et, le 27 mars 1794, décidèrent de convoquer une nouvelle convention ; les whigs ayant refusé de défendre les vœux des démocrates au parlement, on prétendit qu'en conséquence, ces derniers voulaient recourir à la violence et fabriquaient secrètement des piques ; mais on n'en fournit jamais la preuve ;

Watt, qui fut exécuté pour avoir projeté un soulèvement à Édimbourg, était un agent secret qui paraît s'être laissé entraîner lui-même par ses menées provocatrices. Pourtant, Pitt intervint, cette fois, personnellement : c'est même à cette occasion que la coalition des tories et des vieux whigs fut officiellement conclue et ce trait illustre la solidarité profonde des deux partis politiques qui étaient maîtres du parlement. Le 12 mai, Hardy, Tooke, Thelwall et plusieurs autres furent arrêtés et les papiers des clubs enlevés ; un comité parlementaire les examina et, de concert avec lui, Pitt, le 16 mai, fit suspendre l'*habeas corpus*. Toutefois, il n'osa pas créer une juridiction d'exception et on n'essaya pas de trier les jurés de Londres ou on n'y réussit pas : Hardy fut acquitté le 18 octobre 1794 ; un seul de ses compagnons fut plus tard condamné à deux ans de prison ; le gouvernement abandonna les poursuites. Mais il pouvait maintenant arrêter et détenir arbitrairement les suspects, ou bien les embarquer comme matelots sur les vaisseaux de guerre.

Cependant, les démocrates ne furent pas réduits à l'impuissance. C'est que les perturbations économiques atteignaient le peuple : il y avait des chômeurs et les vivres renchérisaient. Dès 1793, les spéculations des marchands de grains avaient été violemment dénoncées, comme en France, et Pitt s'était attribué le droit de préemption sur les cargaisons de céréales que les neutres destinaient à la France. Les mauvaises récoltes de 1794 et de 1795, et la difficulté d'importer des grains aggravèrent la situation. En 1795, elle devint menaçante : les émeutes se multiplièrent, notamment à Londres, à Birmingham et à Dundee ; dans les campagnes, on menaçait les *justices of peace* ; des enclosures provoquèrent des troubles ; des crimes agraires furent signalés. C'était le temps où le tirage au sort suscitait des révoltes ; à Liverpool, on dut renoncer à pratiquer la « presse » ; l'armée était de plus en plus sensible à la propagande : on dut procéder à des exécutions pour insubordination. Les échecs de la coalition exerçaient, d'ailleurs, une influence déprimante. La crise atteignit son point culminant en octobre 1795, au moment de la réunion du parlement ; après un grand meeting, tenu le 27, le roi et Pitt furent outragés par les émeutiers, le 29 octobre. Alors la réaction s'accrut : le 4 novembre, une proclamation prescrivit de poursuivre les assemblées et les publications séditieuses ; le 14 décembre, un bill subordonna les réunions de plus de cinquante personnes à la déclaration et à la

présence d'un magistrat. Des meetings immenses protestèrent en vain. Mais, jusqu'au bout, au grand regret de Malmesbury, les démocrates s'abstinrent de recourir à l'insurrection.

Leur influence, dès lors, commença à décliner, moins sans doute par l'effet de la répression que par l'amélioration relative des conditions d'existence. D'une part, la récolte de 1796 fut satisfaisante ; de l'autre, on avait adopté un expédient qui protégeait les ouvriers anglais contre la cherté du pain ; le 26 mai 1795, les *justices of peace* du Berkshire établissaient, en fonction du prix du pain, un barème des ressources indispensables à la vie d'un ouvrier, en tenant compte de ses charges de famille et, pour les lui assurer, décidaient de compléter éventuellement son salaire aux frais des contribuables ; en décembre, Whitbread conseilla au Parlement de mettre le minimum de salaire à la charge du patron : cette suggestion fut écartée ; mais Pitt donna son adhésion au système adopté dans le Berks ; en novembre 1796, Pitt proposa même de l'inscrire dans la loi, d'autoriser les paroisses à pourvoir leurs indigents d'une vache et de fonder des écoles pour développer l'instruction professionnelle : si le parlement le jugea trop généreux, du moins tous les comtés imitèrent-ils l'exemple du Berks. On désarma ainsi les démocrates et on affermit pour longtemps le régime aristocratique en même temps qu'on assurait aux industriels une main-d'œuvre à bon marché aux dépens de la classe moyenne qui faisait, en grande partie, les frais de l'assistance publique. Les propriétaires fonciers vendaient leur blé fort cher ; les fournisseurs de l'armée et de la marine, les industriels, débarrassés de la concurrence française, faisaient d'honnêtes profits ; les uns et les autres échappaient aux charges de la guerre grâce aux emprunts qu'eux-mêmes souscrivaient à gros intérêt. La coalition était battue, il est vrai, mais l'aristocratie anglaise n'était pas mal dans ses affaires.

Toutefois les événements ne prenaient pas le même tour en Irlande. En janvier 1793, Pitt avait cédé au mouvement de réforme et fait accorder le droit de vote aux catholiques. Cette concession parut suffire à ramener le calme ; le Comité catholique se sépara et Grattan put assurer l'Angleterre du loyalisme irlandais dans le conflit avec la France. Mais lorsque les vieux whigs entrèrent dans le ministère, ils stipulèrent la nomination de Fitzwilliam comme vice-roi d'Irlande et celui-ci annonça l'intention de donner le pouvoir à Grattan et d'émanciper les catholiques. Les lords irlandais protestèrent hautement et le roi

signifia son veto. Pitt s'inclina comme toujours et Fitzwilliam, arrivé à Dublin le 4 janvier 1795, fut rappelé le 19 février. Déjà les catholiques s'étaient réveillés et avaient présenté leurs revendications. Lorsque le nouveau vice-roi, Camden, débarqua, l'émeute éclata à Dublin ; les Orangistes de l'Ulster répondirent en persécutant les catholiques ; la disette de 1796 acheva de plonger l'Irlande dans l'anarchie. Or, dès 1795, le Comité de Salut public y avait envoyé l'ancien pasteur Jackson qui, arrêté, s'empoisonna. Wolf Tone rassemblait des fonds aux États-Unis ; Fitzwilliam, à Hambourg, négociait avec les Français. L'orage grondait en Irlande au moment où il s'apaisait en Grande-Bretagne : si, dès 1794, l'Angleterre avait eu sa Vendée, l'aristocratie eût couru un grand danger et la terreur, peut-être, fût devenue sanglante.

Les coalisés, se comparant à la France, se prévalaient de leur bénignité, et l'on peut soutenir, en effet, que, par leurs mesures préventives, ils s'épargnèrent de plus grandes cruautés. Mais, si modérées qu'elles fussent, elles n'en tendaient pas moins à comprimer l'élan populaire : donc, elles leur interdisaient de faire appel au sentiment national et de *populariser* la guerre ; ce leur fut un prétexte de plus pour se confiner dans leurs préjugés traditionnels et dans leur médiocrité routinière, au moment même où la Révolution donnait libre carrière aux talents individuels et mobilisait toutes les forces de la nation française : comme Mallet du Pan l'a bien vu, ce fut la cause profonde de leurs défaites.

CHAPITRE II

LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE (1793 - 1794) ¹

Dès 1793, pendant que les coalisés atermoyaient et se divisaient, la France avait préparé sa riposte en organisant le gouvernement révolutionnaire. Pour les contemporains, c'était un régime provisoire qui devait faire place à un gouvernement régulier dès que la constitution aurait été rédigée : en ce sens, il datait du 10 août. Mais c'était aussi un régime de guerre, chargé de défendre la Révolution, par des mesures d'exception, contre ses ennemis du dedans et du dehors : aussi fut-il plus ou moins rigoureux suivant que le danger fut plus ou moins menaçant. Après Valmy et Jemappes, la Gironde avait désavoué les expédients adoptés en août et septembre ; en 1793, la Montagne les reprit et les développa. Finalement, bien qu'une constitution eût été votée, le régime acquit une certaine fixité et on convint qu'il durerait jusqu'à la paix. Créé peu à peu, sous la pression des circonstances, il a traversé une période de gestation longue et confuse : c'est elle qu'on étudiera d'abord, pour examiner ensuite le fonctionnement et l'œuvre du régime.

I. — LA CHUTE DE LA GIRONDE ; LA RÉVOLUTION DES 31 MAI ET 2 JUIN 1793².

A peine la Révolution eut-elle déclaré la guerre à l'Europe qu'elle se trouva en péril de mort : menace étrangère, guerre

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Les histoires générales de la Révolution ; citées p. 29, et les ouvrages relatifs à la Convention, cités p. 144.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Mortimer-Ternaux, cité p. 144, étudie, au t. VI, les troubles de février et de mars et la trahison de Dumouriez ; sur celle-ci, consulter aussi A. Chuquet, *Les guerres de la Révolution*, t. V : *La trahison de Dumouriez*, cité p. 172 ; et sa biographie de Dumouriez, citée p. 100 ; se reporter aussi au livre de A. Mathiez, *Danton et la paix*, cité p. 120. Le mouvement démocratique et l'histoire économique sont étudiés dans A. Mathiez, *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, cité p. 114 ;

civile, crise économique, tout la poussa vers l'abîme. Les Français avaient rêvé de délivrer le monde : ils se virent chassés de la Belgique et du Rhin, sur le point d'être envahis et, a dit Michelet, poignardés dans le dos par la Vendée.

L'armée avait besoin de renforts : le 24 février, la Convention se décida tardivement à mettre 300.000 hommes en réquisition. On en avait déjà demandé beaucoup, depuis Varennes, aux gardes nationales, alors formées de citoyens actifs : encore une fois, il faudrait payer pour trouver des remplaçants. Mais, à présent que le cens avait disparu, les anciens citoyens passifs étaient requis comme les autres : ils allaient être contraints de partir, faute d'argent. De toutes les institutions de l'ancien régime, la milice, l'obligation de fournir, par le tirage au sort, des recrues de complément à l'armée de ligne, avait été probablement celle que les paysans exécutaient le plus. La République la leur imposait de nouveau, alors qu'ils faisaient déjà tous les charrois militaires et que les promesses de la Législative, le partage des communaux et la vente des biens d'émigrés, n'avaient pas été tenues.

D'autre part, la vie devenait de plus en plus difficile. Au début de janvier, l'assignat valait encore 60 à 65 pour 100 ; en février, il descendit à 50 et, jusqu'en octobre, la dégringolade ne s'arrêta plus. Les prix montèrent si vite que les salaires avaient grand-peine à les suivre. Les populations affolées arrêtaient complètement la circulation des grains ; d'une région à l'autre, le prix du pain subissait des variations énormes. Dès novembre 1792, les bûcherons et les verriers du Perche étaient descendus encore

voir aussi sur ce point la bibliographie de la p. 56, note 1 ; pour l'histoire financière, M. Marion, *Histoire financière de la France depuis 1715* (citée p. 54), t. III. — Pour l'histoire provinciale, particulièrement importante pendant cette période, on ne peut que renvoyer aux études locales qui sont trop nombreuses pour être énumérées ici.

Les ouvrages sur la Vendée sont également très nombreux. Une bibliographie avait été entreprise par E. Lemièrre, *Bibliographie de la contre-révolution dans les provinces de l'ouest ou des guerres de Vendée et de la chouannerie, 1793-1815-1832* (le fascicule 6 a paru en 1914, Paris, in-8° ; l'ouvrage s'arrête à la lettre H). L'ouvrage fondamental est celui de Ch.-L. Chassin, *Études documentaires sur la Révolution française. La préparation de la guerre de Vendée, 1789-1793* (Paris, 1892, 3 vol. in-8°) ; du même, *La Vendée patriote, 1793-1800* (Paris, 1893-1895, 4 vol. in-8°) ; du même encore, *Les pacifications de l'ouest, 1794-1800* (Paris, 1896-1899, 3 vol. in-8°). — Dans le sens favorable à la Vendée, E. Gabory, *La Révolution et la Vendée* (Paris, 3 vol. in-8°, 1925-1928). — Sur la révolution des 31 mai et 2 juin 1793, consulter Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur*, t. VII (1869) ; A. Tuetey, *Les sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution* (citée p. 118), t. IX, Introduction (1910), et l'étude de G. Pariset, dans *La Révolution, 1792-1799*, t. II de l'*Histoire contemporaine* publiée sous la direction d'E. Lavisse, citée p. 30 ; H. Wallon, *La révolution du 31 mai et le fédéralisme en 1793*, t. I (Paris, 1886, in-8°), ajoute peu à ce qu'on savait déjà.

une fois en Beauce pour taxer les denrées ; en janvier, les ouvriers de Lyon réclamèrent un tarif des prix de façon ; le 25 février, à Paris, on pillait des épiceries et des bateaux de savon. La misère poussa la minorité révolutionnaire aux mesures extrêmes, mais elle faisait aussi le jeu des aristocrates : dans les émeutes parisiennes on comptait, parmi les meneurs, des individus suspects ; la répugnance pour le recrutement ne pouvait profiter qu'aux ennemis de la République : ils se remirent en campagne de toutes parts.

Or, le gouvernement était de plus en plus faible ; Roland s'en était retiré, le 22 janvier ; au moment même où la campagne commençait, Pache, le ministre de la guerre, fut renversé au profit de Beurnonville, l'ami de Dumouriez. Dans les départements, l'anarchie croissait. Pour trouver des recrues, pour assurer le ravitaillement, comme pour envoyer des fédérés au secours de la Gironde, les autorités locales s'attribuaient un pouvoir souverain. La Convention avait bien créé, le 1^{er} janvier, un Comité de défense générale. Mais, par respect pour la séparation des pouvoirs, elle ne lui avait donné qu'un droit de surveillance sur les ministres ; d'ailleurs, on y délibérait publiquement et on y parlait au lieu d'agir. En réalité, ni les Girondins, ni les Montagnards ne se souciaient de créer un pouvoir fort où l'adversaire s'installerait. Entre eux, la lutte se poursuivait, inexpiable et pourtant monotone. La décision vint encore une fois du pays.

Peut-être la Gironde l'eût-elle emporté, si les contre-révolutionnaires, les monarchistes constitutionnels, les modérés et, d'une façon générale, tous ceux qui soupiraient après la paix s'étaient unis pour la soutenir, mais, seule, l'épreuve de la Terreur les persuada de se coaliser sous les auspices des Thermidoriens. La minorité révolutionnaire, au contraire, se rallia peu à peu au programme que les chefs des clubs élaboraient ; il s'agissait de rétablir l'unité dans la Convention et le gouvernement par une épuration, de restaurer la discipline nationale par l'arrestation des suspects et la création d'un tribunal révolutionnaire ; en un mot, de proclamer la dictature des Montagnards. En contact direct avec les petites gens, les chefs populaires se rendaient bien compte que, pour les entraîner, il fallait leur donner les moyens de vivre : ils réclamèrent donc la taxation des denrées, la réquisition des grains, des secours pour les pauvres et pour les familles des soldats, la formation d'une armée révolutionnaire qui aurait le double avantage d'assurer leur autorité et d'occuper les chô-

meurs ; quant aux ressources, on se les procurerait au moyen de taxes progressives sur les riches : c'étaient eux qui devaient faire les frais de la guerre et non les pauvres, au prix d'une misère accrue. Ces mesures sociales étaient surtout préconisées par ceux qu'on appelait les Enragés, le prêtre Jacques Roux, Varlet, et leurs émules de province, comme Chalier et Leclerc, à Lyon, ou l'avocat Taboureaux, à Orléans. Ils ne parlaient pas de loi agraire et n'étaient pas socialistes, mais, à leurs yeux, les questions sociales étaient plus importantes que les problèmes politiques : le peuple était souverain, mais il mourait de faim. Les clubistes déjà en place ou journalistes réputés, comme Hébert et Marat, les jalouaient. Quant aux députés de la Montagne, ils hésitaient à mutiler la Convention et ne croyaient pas aux vertus de la réglementation. Pourtant ils n'avaient pas le choix et finirent par se mettre à la tête du mouvement, quand il leur parut que le salut de la Révolution était à ce prix.

Dès le mois de mars, le péril se révéla tout à la fois aux armées et à l'intérieur. Le 8, Danton apporta la nouvelle que l'expédition de Hollande était suspendue et que Cobourg était entré en Belgique ; comme en septembre 1792, il appela le peuple de Paris aux armes, demanda qu'on fortifiât le gouvernement et appuya la proposition de créer un tribunal révolutionnaire dont les sévérités préviendraient de nouveaux massacres. En même temps, certains chefs de clubs organisaient, les 9 et 10 mars, une insurrection qui échoua : la Convention décréta seulement le principe du tribunal d'exception. Journées fort troubles ! La contre-révolution avait poussé à l'émeute et peut-être Danton compta-t-il s'en servir pour reprendre le pouvoir de concert avec Dumouriez. Le 11 mars, en effet, celui-ci suspendait l'exécution du décret du 15 décembre et, le 12, adressait à la Convention une lettre menaçante. Battu à Neerwinden, le 18, il rentrait en France d'accord avec l'ennemi ; Danton, étant allé le voir à Louvain, l'avait quitté le 21, mais ne se montra à Paris que le 28. Et aussitôt, les troubles recommençaient. Le 29 enfin, le Comité de défense destitua Dumouriez et lui dépêcha des représentants. Il les livra aux Autrichiens. Mais d'autres étaient déjà dans la région et tinrent bon ; d'ailleurs, l'armée refusa de suivre son général : il passa la frontière, le 5 avril, avec le duc de Chartres.

Simultanément, la réquisition des 300.000 hommes déchaînait la contre-révolution à l'intérieur. Par une incroyable maladresse, la loi avait laissé aux assujettis le choix de ceux qui

devaient partir. Certains départements se chargèrent eux-mêmes de trouver des volontaires au moyen de primes que fournit l'emprunt forcé; la Commune de Paris recruta de même des « héros à cinq cents livres ». Mais la plupart du temps, on réunit, commune par commune, les hommes touchés par la réquisition pour délibérer : les uns recoururent à l'élection qui donna des résultats extravagants ; d'autres se disputèrent sans aboutir ; mais souvent aussi, comme on aurait dû le prévoir, ils tombèrent d'accord pour huer les autorités et s'insurger ; la Convention organisa une mission générale pour l'application de la loi et vota la peine de mort contre les fauteurs de la rébellion. En général, on en vint assez facilement à bout, même en Bretagne ; mais en Lozère il fallut appeler des troupes de l'armée des Pyrénées et, surtout, du 10 au 15 mars, la Vendée se souleva en bloc.

Les paysans vendéens n'étaient ni royalistes ni partisans de l'ancien régime et, bien qu'excités par les prédications des réfractaires, ils ne s'étaient pas soulevés pour les défendre : ils se révoltèrent pour ne pas aller combattre loin de leurs villages. L'absence de troupes, les bocages, avec leurs chemins creux et leurs fermes isolées, entourées d'arbres, formant autant de forteresses, enfin l'état arriéré du pays permirent ici à l'insurrection de prendre une extension effrayante : les administrations furent dispersées, les bourgeois qui les composaient maltraités ou massacrés, comme à Machecoul. Des nobles : Charette, Royrand, Bonchamp, d'Elbée, Lescure, La Rochejacquelein se mirent ensuite à la tête des bandes paysannes, sans éliminer complètement les roturiers, comme Stofflet et Cathelineau. Anciens officiers, ils prirent aisément de l'autorité ; dans la Gâtine et les Mauges, ils essayèrent, d'accord avec l'abbé Bernier, d'organiser un gouvernement, firent immédiatement appel à l'Angleterre et voulurent marcher sur Paris ; ils se heurtèrent au particularisme et ne réussirent même pas à former une armée permanente : les paysans accouraient quand les « bleus » étaient signalés ; après la victoire, ils rentraient chez eux. C'est ce qui sauva la République. Ils n'en remportèrent pas moins d'éclatants succès ; comme les volontaires, ils pratiquèrent spontanément la tactique qui convenait à des troupes improvisées et qui permettait d'utiliser les ressources défensives du Bocage : l'approche en tirailleurs, puis l'attaque en masse d'un ennemi déjà ébranlé. Pendant longtemps, la République ne put envoyer contre eux que des gardes nationaux ou des recrues ; en mai, on se résigna

à faire des prélèvements sur les troupes de la frontière; si l'on put conserver la côte, ce qui était essentiel, les attaques concentriques, mal préparées, échouèrent l'une après l'autre. Une vingtaine de représentants, installés en mai à Saumur, ne parvenaient ni à s'entendre ni à s'accorder avec ceux des autres bases d'opérations. Les généraux sans-culottes : Ronsin, Rossignol, Léchelle, se firent battre. Les Vendéens prirent Bressuire, Thouars, Parthenay, Fontenay en mai, puis Saumur en juin ; ils échouèrent devant Nantes, le 29, mais, chez eux, ils demeurèrent invaincus jusqu'en octobre.

La guerre civile exaspéra les républicains, beaucoup plus encore que l'invasion, les porta aux mesures d'exception et les mit en communion avec la Montagne ; dans la Convention même, ces mesures rencontraient de moins en moins d'opposition : le 21 mars furent institués les comités de surveillance; le 28, les lois contre les émigrés et les réfractaires furent codifiées et aggravées ; le tribunal révolutionnaire fut organisé et entra en activité. Mais à quoi bon, si le gouvernement demeurerait sans énergie? Les 5 et 6 avril, on créa le Comité de Salut public et Danton y entra. Toutefois, aussi longtemps que les partis s'entredéchiraient, il n'y avait pas d'espoir que la Convention lui conférât les pouvoirs nécessaires. Or, ils étaient plus acharnés que jamais. Le 31 mars, la Gironde avait fait arrêter le duc d'Orléans et le 1^{er} avril, elle avait essayé de perdre Danton en dénonçant sa complicité avec Dumouriez. L'accusé riposta en rejetant la trahison sur « ceux qui avaient voulu sauver le tyran » ; le 5, les Jacobins invitèrent les sociétés affiliées à entreprendre une action concertée pour exclure les « appelants » ; puis, le 15, les sections présentèrent à la Convention une pétition conforme. Cette mesure était la première du programme populaire : les Montagnards, maîtres des Jacobins, s'étaient donc accordés avec les chefs des sections et des Cordeliers. Pour sceller l'entente, ils durent accepter la réglementation du commerce des grains et des fourrages qui, déjà, commençait à prévaloir en province, sous la pression des circonstances : pour nourrir les armées, les représentants, de leur propre chef, lançaient des réquisitions et promulguaient des taxes. Le 26 mars, Saint-André avait écrit : « Il faut très impérieusement faire vivre le pauvre, si vous voulez qu'il nous aide à achever la révolution » ; les départements de l'Hérault et de Rhône-et-Loire créaient des armées révolutionnaires. Le 11 avril, la Convention décréta le cours forcé des

assignats, défendit le trafic du numéraire et interdit de faire deux prix, l'un en papier, l'autre en espèces. Puis, le 18, les autorités du département de Paris se réunirent et réclamèrent l'établissement d'un prix maximum des grains, leur vente exclusive au marché, leur recensement et leur réquisition éventuelle pour l'approvisionnement des villes : l'ensemble de ces mesures, qu'on appela le « maximun », fut adopté le 4 mai. A la fin d'avril, Robespierre avait proposé d'incorporer à la Déclaration des droits de l'homme quatre articles qui définissaient le droit de propriété : « la portion de biens... garantie par la loi » et qui en restreignaient l'étendue en stipulant qu'il ne pouvait « préjudicier ni à la sûreté, ni à la liberté, ni à l'existence, ni à la propriété de nos semblables ». C'était justifier les réclamations populaires. Robespierre demandait aussi l'arrestation des suspects et, pour les sectionnaires, le paiement d'une indemnité aux frais des « culottes dorées ».

La Gironde répondit en faisant appel à la province. A Nantes et à Bordeaux, la menace vendéenne fit hésiter ses partisans ; mais à Marseille et à Toulon, soutenus par les royalistes, ils préparèrent la sécession et, à Lyon, ils s'insurgèrent, le 29 mai. En même temps, la Gironde crut pouvoir prendre l'offensive dans la Convention, car, le 13 avril, elle avait pu faire mettre en accusation Marat, qui fut acquitté, le 24, par le tribunal révolutionnaire. Le 18 mai, Guadet requit l'Assemblée de casser les autorités parisiennes et d'appeler les députés suppléants à Bourges. Le Comité de Salut public était divisé : Danton continuait à louvoyer ; Barère, au contraire, seconda la Gironde en conseillant la nomination d'une commission d'enquête de douze membres investis des pouvoirs judiciaires. Celle-ci fit aussitôt arrêter Hébert et plusieurs chefs populaires : elle mit ainsi le feu aux poudres.

Le 29 mai, les délégués de 33 sections constituèrent à l'Évêché un comité central. Comme à la veille du 10 août, les modérés dominaient dans les quartiers de l'ouest ; la section des Gravilliers qu'habitait Jacques Roux, et ses voisines, la Cité et, sur la rive gauche, le quartier du Théâtre français et des Cordeliers étaient franchement sans-culottes, comme aussi les faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau ; les autres sections avaient longtemps hésité, mais les sans-culottes avaient fini par s'en rendre maîtres. Le 30 mai, les autorités parisiennes adhérèrent au mouvement ; le 31, les demandes populaires furent présentées à la Convention cernée par les manifestants ; elles comportaient

l'exclusion des chefs de la Gironde, l'arrestation des suspects; l'épuration des administrations, l'attribution du droit de vote aux seuls sans-culottes, la création d'une armée révolutionnaire, la distribution de secours publics, le pain à 3 sols et l'emprunt forcé d'un milliard, déjà décidé en principe, le 20 mai, par la Convention. L'assemblée accepta seulement de supprimer les Douze. C'était un échec. Mais le mouvement recommença le lendemain; les nouvelles les plus alarmantes arrivaient de Lyon, de la Lozère, de la Vendée et de la frontière. Le dimanche 2 juin, la Convention, emprisonnée aux Tuileries, où elle s'était installée le 10 mai, par les sectionnaires en armes, dut décréter d'arrestation vingt-neuf Girondins, plus Clavière, Lebrun et les membres de la commission des Douze. L'armée révolutionnaire fut aussi créée en principe. Mais des autres demandes il n'avait pas été question. La Montagne avait le champ libre : elle le devait aux membres du Comité central, presque tous obscurs ou même inconnus, qui avaient osé risquer leurs têtes. Mais la « révolution du 31 mai » n'avait rien terminé : on n'avait pas organisé le pouvoir exécutif et le peuple n'avait pas obtenu grand'chose.

II. — LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE PENDANT L'ÉTÉ DE 1793¹.

Cette révolution parut aussitôt remise en question. Soixante-quinze députés avaient protesté; les séances de la Convention étaient mornes, presque désertes; les nouvelles

1. **OUVRAGES À CONSULTER.** — Outre les ouvrages généraux et ceux qui sont indiqués p. 199, voir sur la diplomatie de Danton, l'étude d'A. Aulard, *La diplomatie du premier Comité de Salut public* dans ses *Études et leçons*, t. III (1901), et sur la constitution de 1793, son *Histoire politique de la Révolution* (cité p. 30), 2^e partie, chap. iv. Le mouvement social et l'agitation des Enragés sont surtout mis en lumière par A. Mathiez, particulièrement dans la *Vie chère*, citée p. 114. Sur l'application du premier maximum, voir G. Lefebvre, introduction aux *Documents relatifs au district de Bergues*, citée p. 57. — En ce qui concerne le mouvement fédéraliste, on consultera avant tout le t. II de l'ouvrage d'H. Wallon, *La révolution du 31 mai et le fédéralisme en 1793*, cité p. 200, qui est ici excellent. Pour Lyon, l'ouvrage principal est celui de C. Riffaterre, *Le mouvement anti-jacobin et antiparisien à Lyon et dans le Rhône-et-Loire en 1793* (Lyon, 1912, in-8°); « *Annales de la Faculté des Lettres de Lyon* », nouvelle série, t. II). Sur la Provence, G. Guibal, *Le fédéralisme en Provence en 1793* (Paris, 1908, in-8°); P. A. Robert, *Le tribunal populaire de Marseille* (Paris, 1913, in-8°); J. Parès, *Le tribunal populaire martial de Toulon*, dans les *Notices, inventaires et documents*, publiés par le Comité des travaux historiques, t. XI (1925), p. 75-130. Le sort des Girondins est décrit par C. Perroud, *La proscription des Girondins* (Paris, 1917, in-16). Sur la guerre de Vendée, se reporter aux ouvrages de C. Chassin et de Gabory, cités p. 200.

des départements étaient effrayantes. Le 6 juin, Barère et Danton, c'est-à-dire le Comité de Salut public, parlèrent de supprimer les comités de surveillance et d'envoyer des otages aux départements dont on avait arrêté les députés. Robespierre protesta ; mais la plupart des Montagnards étaient inquiets et cherchaient à temporiser. Si le nombre des Girondins arrêtés ou proscrits s'accrut peu à peu, on laissa leur sort en suspens et, le 8 juillet encore, Saint-Just fit sur eux un rapport relativement modéré. On n'organisa pas l'armée révolutionnaire ; les délibérations sur l'emprunt forcé n'aboutirent pas. Et, surtout, on discuta précipitamment la Constitution de 1793, qui fut terminée dès le 24 juin. Elle fixait les traits essentiels d'une démocratie politique : un corps législatif élu au suffrage universel et direct, par scrutin uninominal ; un conseil exécutif choisi par le corps législatif parmi les candidats désignés par les départements au suffrage universel. Elle devait être ratifiée par la nation et, de plus, elle accordait aux assemblées primaires le droit d'exiger un referendum, sinon pour les décrets d'urgence, du moins pour les lois. On pensait ainsi persuader les provinciaux qu'une dictature parisienne n'était pas à craindre. Quant à la démocratie sociale, la Constitution l'écartait et Robespierre n'avait soufflé mot des fameux articles qui eussent pu alarmer la bourgeoisie républicaine. La *Déclaration des droits* reconnaissait bien le droit au travail, mais on avait voulu dire par là que les chômeurs seraient occupés, comme d'habitude, dans des ateliers de charité. Vers ce même temps, la Convention vota des secours pour les indigents, les mutilés de guerre et les défenseurs de la patrie ; elle augmenta les traitements des fonctionnaires : c'étaient là des mesures d'assistance, en partie temporaires du reste. Au fond, ce fut aux paysans que la révolution du 31 mai, comme celles du 14 juillet et du 10 août, procura un profit substantiel et définitif. Le 3 juin, on décréta la vente immédiate des biens d'émigrés par petits lots, payables en dix ans ; le 10, fut voté le partage des biens communaux par tête d'habitant ; le 17 juillet, tout ce qui subsistait des droits féodaux fut aboli sans indemnité. Mais qu'importait aux sans-culottes des villes ?

Tant de modération et d'adresse ne put empêcher la guerre civile. Le fait accompli fut accepté sans trop de difficultés par une trentaine de départements autour de Paris, dans le Centre et sur les frontières ; mais, en Bretagne et en Normandie, en Franche-Comté, dans le midi, les autorités locales firent séces-

sion. La résistance des « fédéralistes » prit des formes diverses. Tantôt l'administration départementale la dirigea seule ; plus souvent, elle s'associa les corps constitués du chef-lieu ou même des autres districts ; parfois, elle fit appel aux assemblées primaires. Les insurgés imitèrent leurs adversaires : ils s'appuyèrent sur les sections urbaines, formèrent des comités de Salut public et de surveillance, arrêtaient les suspects ; une vingtaine de départements levèrent des troupes. Le résultat fut piteux : la lutte entre Girondins et Montagnards n'intéressait pas la masse ; comme la Convention, les fédéralistes se heurtèrent à la répugnance qu'excitait le service militaire et au mécontentement provoqué par la disette. D'ailleurs, pour réussir, il leur eût fallu créer un nouveau gouvernement central : or les départements ne parvinrent même pas à se concerter ; entre le nord-ouest et le sud-ouest, la Vendée s'interposait et, dans le sud-est, la direction passa promptement aux royalistes : à Lyon, Marseille et Toulon, des tribunaux révolutionnaires firent guillotiner les patriotes ; beaucoup de fédéralistes, plutôt que de trahir la Révolution, firent amende honorable à la faveur des délais de grâce que la Convention eut l'habileté d'accorder. D'ailleurs, il subsista un peu partout de petits groupes de Jacobins qui rallièrent à la longue les sans-culottes. Une escarmouche à Pacy-sur-Eure, le 13 juillet, suffit à désarmer le nord-ouest ; la Franche-Comté se soumit sans lutte. Quand Carteaux, soutenu par les clubs de la Drôme, eut repris Avignon, le Languedoc capitula et Marseille fut bientôt occupée. Bordeaux ne se soumit que le 16 octobre, mais ne combattit pas. La rébellion ne s'obstina qu'à Lyon et surtout à Toulon dont les royalistes livrèrent le port et l'escadre aux Anglais (29 août). Mais, en juillet, il avait semblé que la France se désagrégeât.

Aux frontières, le danger ne paraissait guère moindre. Depuis qu'il était revenu au pouvoir, Danton négociait. Qu'il laissât Parandier, à Dresde, s'entretenir avec Kosciuzko ; qu'il discutât avec la Suède les termes d'une alliance ; qu'il envoyât Sémonville essayer de gagner les Turcs ; qu'il offrit au Piémont le Milanais en échange de Nice et de la Savoie, c'était de bonne guerre, quoique inefficace. Mais il cherchait la paix du côté de la Prusse, de l'Autriche et de l'Angleterre, essayant d'aboucher Custine avec Frédéric-Guillaume, Forster avec l'état-major anglais, Maret avec la cour de Naples, Sémonville avec Manfredini à Florence. On a beaucoup loué cette diplomatie, sans observer qu'elle supposait la victoire. Danton offrait la

Belgique et la rive gauche du Rhin que les coalisés avaient reconquis : triomphants, ils se moquèrent des propositions dérisoires d'un régicide aux abois. Démarche plus grave, Danton offrait aussi de leur rendre la reine : ils s'en souciaient peu ; cependant, parmi les Montagnards, des bruits fâcheux coururent. En attendant, les revers continuaient : Custine, passé à l'armée du Nord, demeurait immobile ; Condé, Valenciennes, Mayence allaient succomber ; les Alpes et les Pyrénées étaient forcées ; les Vendéens, en juillet, battaient Rossignol et menaçaient Angers.

La crise économique était plus grave que jamais. Au beau milieu de la guerre civile, il n'est pas surprenant qu'on n'appliquât pas exactement la loi du 4 mai ; les autorités, d'ordinaire modérantistes, ne faisaient de réquisitions que pour la forme, en sorte que le maximum n'avait d'autre résultat que de vider les marchés ; la loi était d'ailleurs mal conçue, car la taxe étant départementale et ne tenant pas compte du transport, les régions mal pourvues ne recevaient plus rien ; enfin, dans l'anarchie universelle, les départements ne permettaient pas la sortie des grains. Loin de renforcer la loi, la Convention l'abandonnait ; au début de juillet, elle autorisa les administrations à acheter hors des marchés ; elle laissa des représentants et des départements suspendre le maximum. A Paris et dans les grandes villes, on faisait queue chez les boulangers et, à chaque instant, des troubles éclataient. Cependant l'assignat tombait, en juillet, au-dessous de 30 pour 100 ; les capitaux fuyaient à l'étranger ; à la Bourse, on spéculait avec frénésie ; on accaparait les marchandises ; les prix montaient d'un jour à l'autre. Du 25 au 28 juin, la hausse du savon provoqua de nouvelles émeutes à Paris.

Plus la Convention se montrait impuissante, plus les pétitions se faisaient nombreuses et pressantes. Évidemment, un nouvel effort était nécessaire pour mettre le gouvernement « à la hauteur ». La paix était impossible : les coalisés avaient décidé de démembrer la France et de rétablir l'ancien régime ; dans le nord, déjà, les Autrichiens étaient à l'œuvre. N'ayant d'autre alternative que la victoire ou la soumission, les sans-culottes réclamaient la guerre à outrance. Dans ce péril suprême, il était naturel qu'on mît en jeu toutes les forces du pays : l'idée de la levée en masse faisait son chemin, favorisée d'ailleurs par l'instinct égalitaire et par le souvenir de Jemappes ; le « riche égoïste » devenait décidément suspect : on exigeait maintenant la peine

de mort contre les accapareurs, la fermeture de la Bourse, la suppression des compagnies par actions ; le mouvement terroriste gagnait en profondeur, parce qu'il paraissait facile de réprimer la spéculation par la contrainte. Une réaction nationaliste se dessinait également : les Français prenaient en haine et en mépris les « esclaves » qui suivaient aveuglément leurs tyrans, les étrangers qui raflaient les marchandises pour les exporter ; déjà, en mai, la Convention avait déclaré que le pavillon neutre ne couvrirait plus la cargaison ennemie ; il semblait tout simple que la France défendît l'exportation pour garder ses denrées et répondît au blocus en se fermant aux produits anglais. Les Enragés continuaient à menacer la Convention ; le 25 juin, Jacques Roux, à la barre, lui reprocha son inertie avec une violence pathétique : « Députés de la Montagne, vous ne voudrez pas finir votre carrière avec ignominie ! » Aussitôt, Robespierre, aux Jacobins, déclara la guerre aux Enragés. Marat, Hébert et Chaumette le soutinrent, enchantés qu'ils étaient de nuire à leurs rivaux. Mais si tous ceux qu'on appela ensuite Hébertistes, bien qu'Hébert n'ait jamais été chef de parti, prêchaient de préférence la guerre à outrance et l'extermination des aristocrates, ils furent bien obligés de prendre à leur compte le programme social des Enragés, tant les sections lui étaient manifestement favorables. Et, s'ils préféraient l'accord avec les députés montagnards, aussi longtemps qu'ils pouvaient espérer mener la Convention par leur entremise, encore ne répugnaient-ils nullement à une nouvelle « journée » ; or, ils étaient maîtres de la Commune et des Cordeliers ; ils remplissaient les bureaux de Bouchotte, ministre de la guerre ; la Convention était à leur merci.

Cette situation présentait de graves dangers. Certainement, la République dut son salut à l'élan du peuple sans-culotte, que ses idées sommaires, sa rudesse, ses propres besoins poussaient droit devant lui. « Osez ! », s'écriera encore Saint-Just, bien longtemps après ; en juillet 1793, la Convention rechignait et les Montagnards discutaient ; l'impulsion vint du dehors. Mais l'ardeur populaire ne pouvait rien sans un gouvernement qui la disciplinât. Or, la Convention était la seule autorité qui s'imposât à tous les patriotes ; c'était la constitution votée par elle, qui, ratifiée par 1.800.000 voix, était en train de regrouper les républicains. A disperser l'assemblée ou à la mutiler de nouveau, on risquait de ranimer la guerre civile et de laisser l'effort révolutionnaire s'épuiser dans l'anarchie. Pitt ne manqua pas de

s'en aviser : le banquier Perrégaux distribua de l'argent, pour son compte, à ceux qui se chargeaient de « souffler sur le feu » ; à la fin de juillet, on trouva, à Lille, le portefeuille d'un espion anglais qui avait mission de pousser au désordre. Un audacieux aventurier, le soi-disant baron de Batz, qui avait déjà essayé de sauver le roi, pensait qu'on ne pouvait venir à bout de la Révolution qu'en provoquant les républicains à s'entre-déchirer. Aussi ardent à spéculer qu'à conspirer, il trouva moyen de se lier avec nombre de gens habiles à pêcher en eau trouble, députés, orateurs de clubs, réfugiés étrangers, qui n'étaient pas les derniers à préconiser les mesures extrêmes, tandis qu'ils jouaient à la baisse sur les actions des compagnies dont ils demandaient la suppression. Dès le premier moment, Robespierre dénonça les extrémistes comme agents de la contre-révolution.

Mais il se trouva que la France vit enfin se constituer un gouvernement. Le 10 juillet, la Convention renouvela le Comité de Salut public qui n'avait été qu'atermolement et inaction ; Danton fut éliminé. Tel qu'il fut reconstitué, le Comité n'était pas homogène : Gasparin, Lindet répugnaient aux expédients violents et la Convention ne demandait pas mieux que de les suivre ; Thuriot, Héroult de Séchelles devinrent assez vite suspects à leurs collègues ; mais la majorité se composait de Montagnards résolus : Couthon, Saint-Just, Jean Bon Saint-André, Prieur de la Marne, qui se rallièrent Barère et s'adjoignirent successivement Robespierre le 27 juillet, Carnot et Prieur de la Côte-d'Or le 14 août, Billaud-Varennes et Collot d'Herbois, le 6 septembre. Gasparin se retira dès juillet ; Thuriot donna sa démission en septembre. Ainsi se forma peu à peu le grand Comité de l'an II. Ces hommes étaient probes, travailleurs et autoritaires ; ils avaient quelques idées claires et qui se tenaient : commander, combattre et vaincre ; le travail en commun, le danger, le goût et l'orgueil du pouvoir créèrent entre eux une solidarité qui fit de leur groupe un organisme autonome ; ils réagirent contre les forces qui, dans la Convention et dans le peuple, tendaient à les séparer et à les abattre. La plupart d'entre eux se confinèrent dans le travail d'organisation qui était écrasant ; ce fut surtout Robespierre, aidé par Barère, Saint-Just et Billaud, qui leur assura la durée en définissant et en défendant leur politique à la Convention et aux Jacobins.

Depuis qu'en 1789, député aux États généraux, il avait quitté Arras, sa ville natale, où, après de brillantes études comme boursier au collège Louis-le-Grand, il avait acquis au

barreau une situation honorable, Maximilien Robespierre, en défendant sans faiblir, devant la Constituante, puis aux Jacobins et dans la presse, les principes démocratiques, s'était attiré l'estime du peuple révolutionnaire. Cependant, il n'avait pu l'empêcher de s'abandonner à la passion de la guerre et de la propagande que l'éloquence de la Gironde avait éveillée. A présent que toutes ses craintes se trouvaient justifiées, c'était lui qu'on chargeait, par un retour tragique, de sauver la Révolution, au plus fort de la tempête qu'il s'était vainement efforcé de conjurer. La confiance des républicains était bien placée. Par souci de sa dignité personnelle autant que par conviction, Robespierre avait le respect des principes qu'il professait, mais il n'était pas le théoricien abstrait qu'on a représenté. Dans la longue crise qui suivit, il se montra, au contraire, singulièrement attentif aux circonstances et sut y parer avec la souplesse de l'homme d'État. Depuis longtemps, il avait montré que l'autorité révolutionnaire devait s'exercer au nom de la Convention, pour demeurer stable, mais en communion étroite avec le peuple, pour rester forte ; il fallait que le Comité se plaçât au-dessus de l'un et de l'autre, choisît parmi les vœux populaires ce qu'il convenait d'imposer à l'Assemblée pour réaliser son dessein, qui était d'écraser les ennemis de la République. Gouverner au nom de la Convention, en la contraignant ; maîtriser le peuple, sans éteindre son ardeur, c'était une gageure. Mais Robespierre et ses collègues étaient des parlementaires éprouvés ; ils savaient aussi comment se préparait une « journée » ; ils réussirent à durer pendant une année, au milieu de l'effroyable tourmente.

Toutefois, il ne faut pas s'y tromper : en juillet 1793, s'ils avaient des principes directeurs, leur plan n'était point arrêté et les principaux de leurs moyens d'action manquaient encore : ils leur furent, en grande partie, imposés, au cours de l'été, par des poussées populaires que provoquèrent des crises politiques, militaires et économiques.

III. — L'ORGANISATION DE LA DICTATURE MONTAGNARDE (JUILLET-DÉCEMBRE 1793)¹.

Le 13 juillet, Marat fut assassiné par Charlotte Corday, une

1. **OUVRAGES À CONSULTER.** — Se reporter aux ouvrages généraux, à ceux de Walon, A. Mathiez, M. Marion, Ch. Chassin, Cl. Perroud, cités p. 200 et 206. L'ouvrage de Mortimer-Ternaux se termine au t. VIII, rédigé, par le baron de Layre, d'après les notes qu'il avait laissées (1881) : il concerne la période qui va du 2 juin à la fin d'octobre

jeune royaliste de Normandie. On la guillotina le 17. Mais le même jour, les Lyonnais rebelles décapitaient Châlier. Des clameurs furieuses exigèrent des représailles ; Marie-Antoinette fut renvoyée devant le tribunal révolutionnaire ; contre les Girondins, les décrets se multiplièrent : au début d'août, ils comptaient cinquante-cinq proscrits.

La crise monétaire et la disette étaient maintenant au comble : le 17 juillet, on avait fermé la Bourse, repaire des spéculateurs ; le 26, la peine de mort fut décrétée contre les « accapareurs », c'est-à-dire contre les marchands qui, détenteurs d'objets de première nécessité, n'en feraient pas la déclaration et n'en afficheraient pas la liste à leur porte. Puis, à la fin du mois, on apprit coup sur coup les défaites de Vendée, la prise de Mayence et de Valenciennes, l'invasion de la Savoie et du Roussillon. Custine fut arrêté et, bientôt après, exécuté. Le 1^{er} août, la Convention décréta d'arrestation tous les sujets ennemis ; on ferma les barrières et la Commune fit des ratles de suspects. On parla, encore une fois, de les massacrer dans les prisons. Cependant, la constitution ayant été ratifiée par le peuple, on avait vu arriver les commissaires chargés de notifier à la

1793. Celui de C. Vatel, *Charlotte de Corday et les Girondins* (Paris, 1864-1872, 3 vol. in-8°) est plutôt un recueil de documents qu'un livre proprement dit. — Pour la formation du gouvernement révolutionnaire, voir P. Mautouchet, *Le gouvernement révolutionnaire* (Paris, 1912, in-8°) : recueil de documents, introduction, bibliographie. Sur le tribunal révolutionnaire, E. Campardon, *Le tribunal révolutionnaire de Paris* (Paris, 1866, 2 vol. in-8°) ; H. Wallon, *Histoire du tribunal révolutionnaire de Paris avec le journal de ses actes* (Paris, 1880-1882, 6 vol. in-8°), dont le t. I, va jusqu'au procès des Girondins et le t. II jusqu'à ventôse an II.

Le fonctionnement du gouvernement révolutionnaire en province doit être étudié dans H. Wallon, *Les représentants en mission et la justice révolutionnaire dans les départements en l'an II* (Paris, 1889-1890, 5 vol. in-8°), et dans les histoires locales, par exemple dans A. Lallié, *La justice révolutionnaire à Nantes et dans la Loire-Inférieure* (Nantes, 1896, in-8°). Cf. G. Martin, *La mission de Carrier à Nantes* (Paris, 1924, in-8°).

Sur la déchristianisation, L. Madelin, *L'ouché* (cité p. 144), t. I, chap. iv ; E. Campagnac, *Les débuts de la déchristianisation dans le Cher*, dans les *Annales révolutionnaires*, t. IV (1911), p. 626-637 ; t. V (1912), p. 41-49, 206-211, 359-378, 511-520 ; M. Dommanget, *La déchristianisation à Beauvais et dans l'Oise* (Paris, 1918, in-8°) ; A. Aulard, *Le culte de la Raison et de l'Être suprême* (Paris, 1892, in-8°), et *Histoire politique de la Révolution*, cité p. 30 (deuxième partie, chap. ix) ; A. Mathiez, *La Révolution et l'Église* (Paris, 1901, in-8°), chap. III ; Robespierre et la déchristianisation ; du même, *Origine des cultes révolutionnaires* (Paris, 1904, in-8°).

Sur les intrigues contre-révolutionnaires et l'opposition au Comité de Salut public, A. Mathiez, *Études robespierristes*, t. II (Paris, 1917, in-8° : la conspiration de l'étranger, Fabre d'Églantine et la compagnie des Indes) ; du même, *L'affaire de la compagnie des Indes* (Paris, 1921, in-8°). On a voulu faire du baron de Batz le héros-protégé de l'opposition contre-révolutionnaire : baron de Batz, *La vie, les conspirations et la fin de Jean, baron de Batz* (Paris, 1908, 2 vol. in-8°), sans critique. Voyez, en sens contraire, G. Bord, *La fin de deux légendes... Le baron de Batz* (Paris, 1909, in-8°) ; Ch. de Batz-Tranquellon, *Le vrai baron de Batz* (Bordeaux, 1908, in-8°).

Convention les résultats du plébiscite. La constitution fut solennellement promulguée le 10 août, au cours d'une fête magnifiquement ordonnée par David. Allait-on à présent procéder aux élections et remettre en question tout ce qui s'était fait depuis le 2 juin ? On écarta naturellement cette idée absurde. Il suffit d'un discours de Robespierre aux Jacobins : l'application de la constitution fut implicitement ajournée.

Simultanément la province aussi s'enflammerait et les sans-culottes y réclamaient l'arrestation des suspects et la levée en masse. Le 4 août, l'une et l'autre sont décidées dans le nord par les représentants en mission et y déchaînent la Terreur. Le 18, c'est le tour de l'Alsace. Les commissaires du 10 août, d'accord avec les sections, exigent que la Convention en fasse autant. Pour les suspects, pas de difficulté. Quant à la levée en masse, le Comité hésite : « Que fera-t-on de cette cohue ? » objectait Robespierre. Il faut céder pourtant et Carnot rédige le décret du 23 août. L'appel est limité aux célibataires de dix-huit et vingt-cinq ans, tous les autres citoyens étant seulement en réquisition pour être employés éventuellement aux fabrications de guerre et dans les services de l'arrière. Ainsi commença de se préciser le rôle du Comité. L'impulsion populaire avait mis à sa disposition toutes les forces de la nation ; mais de la levée en masse, idée sommaire, il avait fait une mobilisation générale et organisée.

Restait le maximum : il semblait désormais aller de soi, car la levée en masse, réquisition des personnes, entraînait inévitablement celle des choses. Pourtant, ici encore, le Comité tergiversait. Le 1^{er} août, la Convention avait interdit la sortie des capitaux ; un embargo avait suspendu toute exportation ; dès lors, le décret sur l'accaparement ne suffirait-il pas à modérer les prix ? En gagnant du temps, il espérait peut-être réduire l'inflation. Cambon venait de démonétiser les assignats « à face royale » et, le 24 août, il entreprit une grande opération à la fois politique et financière : toutes les créances sur l'État, consolidées d'office, furent « républicanisées » par leur inscription au Grand Livre de la dette publique, mais elles y furent consignées pour leur revenu net, non pour le capital, et la rente fut soumise au même impôt que la propriété foncière, 20 pour 100 de retenue sur le coupon. Un emprunt volontaire fut ouvert par inscriptions au Grand Livre, valables pour l'achat de biens nationaux et dispensant de l'emprunt forcé qui fut définitivement organisé le 3 septembre. Mais le déficit demeurait effrayant : jusqu'à la

paix, la République était condamnée à l'inflation et, dès lors, comment échapper à la réquisition et à la taxation ? Pour trancher la question, il fallut pourtant une nouvelle crise.

A la fin d'août, la sécheresse compromit la mouture et, le pain manquant, l'agitation s'exaspéra encore une fois : les Enragés dénonçaient les « endormeurs » et s'en prenaient même à « Monsieur Robespierre ». Là-dessus, on annonce une trahison inouïe : Toulon livré aux Anglais avec la flotte de la Méditerranée. A ce coup, Hébert et Billaud passent aux Enragés ; la Commune et les Jacobins sont entraînés ; le 5 septembre, la Convention, cernée par les manifestants, crée enfin l'armée révolutionnaire, accorde 40 sols aux membres des assemblées de section et met « la Terreur à l'ordre du jour » ; le 8, les banques étrangères sont mises sous séquestre ; le 11, le maximum national des grains et fourrages est définitivement organisé ; le 17, on vote la loi qui, pour la première fois, donne du suspect une définition, mais si élastique que l'indifférent et le timide s'en trouvent atteints.

Et cependant tout n'est pas dit encore. On ajourne toujours le procès de la reine et des Girondins ; si l'on a taxé les grains, les autres denrées de première nécessité semblent oubliées. Le Comité, s'étant habilement annexé Billaud-Varennés et Collot d'Herbois, profite de l'accalmie pour accabler les Enragés, dont les chefs sont arrêtés, et pour supprimer la permanence des sections.

Mais il se trouve tout à coup menacé, dans la Convention même, par une opposition montagnarde : retranchés dans le Comité de sûreté générale, Julien de Toulouse Chabot, Basire, protégeaient les banquiers étrangers, les agioteurs et les fournisseurs ; on les débusque le 14 septembre. A point nommé, l'arrestation du général Houchard déchaîne un grand assaut : le 25, le Comité est mis en minorité à la Convention ; Barère et Robespierre ressaisissent l'assemblée et cette fois, pour la tenir, le Comité donne satisfaction aux sectionnaires. Marie-Antoinette et quarante et un Girondins sont livrés au tribunal révolutionnaire ; le maximum général des denrées et des salaires est décrété le 29 septembre ; le 21, un acte de navigation, calqué sur celui des Anglais, a d'ores et déjà rendu les importations difficiles ; les marchandises britanniques sont en outre prohibées, le 9 octobre ; le 16, l'arrestation des sujets ennemis est derechef ordonnée. Le 10 octobre, la Convention proclame officiellement que « le gouvernement de la France est révolutionnaire jusqu'à la paix ».

Dès lors, les terroristes régnèrent dans Paris, avec l'approbation du Comité. Jusqu'en septembre le tribunal révolutionnaire avait procédé avec quelque lenteur et son président, Montané, avait cherché à en tempérer les rigueurs ; on l'avait alors réorganisé et divisé en quatre sections ; aussi les exécutions se multiplièrent-elles ; la reine fut décapitée le 16 octobre ; un décret spécial étouffa la défense des Girondins qui périrent le 31 ; l'extermination du parti se poursuivit pendant les mois qui suivirent : M^{me} Roland, Rabaut, Lebrun furent condamnés à Paris ; d'autres le furent en province ; plusieurs, Roland, Clavière, Pétion, Buzot se tuèrent. Quelques Feuillants, comme Bailly et Barnave, furent également envoyés à l'échafaud, ainsi que Philippe-Égalité. Il y eut, à Paris, 177 condamnations à mort durant les trois derniers mois de 1793. Les arrestations, d'ailleurs, continuaient. Les comités des sections, les sociétés populaires, les administrations étaient rigoureusement épurés et, bien que la Convention se fût refusée à exclure en bloc les ci-devant du droit de cité, ils l'étaient en fait. Paris était redevenu plus calme parce que, peu à peu, les sans-culottes retrouvaient les moyens de subsister : la levée en masse et la formation de l'armée révolutionnaire avaient éclairci leurs rangs ; beaucoup travaillaient maintenant dans les ateliers d'armes et d'équipement ou dans les bureaux des Comités et des ministères qui prenaient une extension prodigieuse ; les sections en nourrissaient d'autres encore, au moyen de taxes révolutionnaires, comme gardes nationaux de permanence, commissaires et gardes aux scellés ; leurs comités civils distribuaient des secours. D'autre part, on essayait de faire respecter le maximum par une surveillance policière minutieuse et la Commune avait institué le rationnement du sucre et du pain, au moyen de cartes. Mais une fois vidées, les boutiques ne se remplissaient pas : c'était là le point noir. Chaumette menaçait marchands et fabricants de nationaliser leurs entreprises. Après la chasse au « riche égoïste » la chasse au marchand, même sans-culotte. C'était bien ce qu'avait redouté le Comité.

Pour le moment, il avait un autre souci : la déchristianisation violente avait commencé. Le mouvement avait des causes profondes. A part un certain nombre de « curés rouges », la marche de la Révolution et surtout les conséquences religieuses du 10 août avaient alarmé les prêtres constitutionnels : ils s'étaient rendus suspects et, le 21 octobre 1793, en codifiant les peines portées contre les réfractaires, la Convention avait ordonné

aussi la déportation de tout constitutionnel qui serait dénoncé par six citoyens. D'un autre côté, beaucoup de républicains jugeaient inutile de poursuivre l'expérience inaugurée par la Constituante : dès novembre 1792, Cambon, appuyé par la Gironde, avait proposé de ne plus salarier le clergé. Et, comme on n'imaginait pas que l'État pût se passer d'une Église, comme les cérémonies religieuses eussent manqué aux sans-culottes eux-mêmes, on dressait peu à peu, en face du culte traditionnel, ce culte révolutionnaire qui était en gestation depuis 1789, mais qui, jusque-là, lui avait été associé. La fête du 10 août 1793 avait été purement laïque ; la nouvelle religion avait maintenant ses saints martyrs : Lepeletier, Marat, Chalier. En octobre, sur des rapports de Fabre et de Romme, très hostiles au catholicisme, la Convention adopta le calendrier républicain : elle déchristianisa ainsi la vie des Français en supprimant le dimanche au profit du *décadi* et, en prévoyant l'institution des fêtes civiques, elle prépara l'organisation officielle du culte national. Toutefois, le culte constitutionnel n'avait encore subi aucune restriction.

Néanmoins, certains Montagnards ne le toléraient qu'avec impatience. Le 22 septembre, à Nevers, d'accord avec Chaumette qui était venu respirer « l'air natal », Fouché avait célébré une fête en l'honneur de Brutus dans la cathédrale même que le clergé avait dû prêter au nouveau culte ; le 10 octobre, il interdit toute cérémonie religieuse hors des églises et laïcisa les convois funèbres ainsi que les cimetières. De retour à Paris, Chaumette fit adopter, le 16, pareilles mesures par la Commune. Nombre de représentants en mission imposèrent des mesures semblables et, de même, les armées révolutionnaires. Quelques prêtres se démirent de leurs fonctions et, dans le district de Corbeil, des communes déclarèrent qu'elles ne voulaient plus de curé ; le 6 novembre, la Convention accorda qu'elles avaient le droit de renoncer au culte public. Alors quelques extrémistes brusquent les événements : dans la nuit du 6 au 7, ils forcent Gobel, évêque de Paris, à abdiquer ; le 7 il vient, avec ses vicaires, renoncer solennellement à ses fonctions par-devant la Convention. Pour célébrer cette victoire de la philosophie sur le fanatisme, la Commune s'empare de Notre-Dame, baptisée temple de la Raison ; une « sainte » Montagne est élevée dans le chœur et on y célèbre, le 10, une grande fête civique. Des sections imitent cet exemple et, le 20, une procession carnavalesque défile dans la Convention. Puis, le 24, la Commune ferme les églises.

La majorité de la Convention n'était pas favorable au christianisme, mais les mascarades lui répugnaient et l'abolition du culte lui paraissait une faute politique : la république avait bien assez d'ennemis sans qu'on rejetât dans l'opposition tous ceux qui voulaient aller à la messe. Elle refusa de supprimer le traitement des prêtres et Danton demanda qu'on « posât la barrière ». Le Comité de Salut public était bien de cet avis. Et il avait d'autres raisons encore : vers le 12 octobre, Fabre d'Églantine lui avait dénoncé une « conspiration de l'étranger » ; or, parmi ceux qui avaient provoqué l'abdication de Gobel, s'étaient trouvés le baron allemand Cloots et le juif portugais Pêreira. En outre, parmi les déchristianisateurs, on remarquait plusieurs députés suspects d'agiotage ou de modérantisme ; peut-être l'agitation antireligieuse était-elle une manœuvre pour déborder le Comité et l'abattre. Aux yeux de Robespierre, la question était plus haute : derrière la déchristianisation, il soupçonnait l'athéisme qu'il ne séparait point de l'immoralité publique et privée. Il condamna hardiment l'entreprise, le 21 novembre, aux Jacobins, et, soutenu par Danton, il entraîna la Convention. Le 8 décembre, un décret affirma solennellement que la liberté des cultes subsistait ; le 19, une loi sur l'enseignement le déclara également libre, sans exclusion des prêtres ; le 24, une circulaire du Comité montra les dangers de la violence.

Quant à la liberté du culte, le succès du Comité fut tout à fait relatif. Le 10 décembre, la Convention, en effet, avait stipulé que les arrêtés des représentants qui avaient fermé les églises demeureraient en vigueur ; le 3, Chaumette avait expliqué que les constitutionnels étaient libres de célébrer leur culte à titre privé, mais les églises de Paris demeurèrent closes. La victoire du Comité était surtout politique : il avait brisé la manœuvre qui pouvait l'abattre. Son autorité n'en restait pas moins précaire. En fait, les Hébertistes avaient rétabli la permanence des sections en créant des sociétés populaires de quartier ; autour de Paris, l'armée révolutionnaire évoluait et son chef, Ronsin, passait pour capable d'imiter Cromwell, à la tête de ses sabreurs moustachus. Comme le ravitaillement restait insuffisant et irrégulier, le Comité était toujours à la merci d'une crise.

En province, les difficultés étaient d'un autre ordre ; aucun sans-culotte ne contestait ni ne menaçait l'autorité de la Convention et du Comité, mais on décidait souvent sans les consulter. Une grande mission de commissaires ou « représentants » de la

Convention avait été organisée pour diriger la levée en masse : investis d'un pouvoir discrétionnaire, ces « représentants en mission » devaient agir « révolutionnairement », c'est-à-dire rapidement, par mesures d'exception et sous leur propre responsabilité, pour obliger tous les citoyens à travailler au salut commun. Pourtant l'étendue même de leurs pouvoirs et la lenteur des communications les rendaient indépendants et, en fait, le comité ne pouvait pas contrôler de près leur activité. A la vérité, on devait supposer que l'esprit de la Montagne les animait tous et, dans une certaine mesure, ils furent, en effet, des instruments de centralisation. Ils se mirent d'accord avec les sociétés populaires pour épurer les autorités ; ils firent arrêter les suspects, réunirent les recrues, les équipèrent et les armèrent de leur mieux, à coups de réquisitions, et nourrirent la population par le même moyen. Mais, d'une région à l'autre, les circonstances étaient très différentes et le milieu changeait ; entre eux, il y avait aussi une grande diversité de tendances, de tempérament et même de moralité. Beaucoup s'en tinrent aux mesures indispensables de sûreté et de défense nationale ; d'autres appliquèrent énergiquement la politique sociale qui prévalait à Paris ; Fouché dans la Nièvre, Baudot et Taillefer dans le sud-ouest, Isoré et Chasles dans le nord, organisèrent les chômeurs en armées révolutionnaires, taxèrent les riches, créèrent des ateliers, des ouvroirs, des hospices et firent respecter le maximum. De même, la déchristianisation fut sporadique : les armées révolutionnaires fermèrent les églises partout où elles passèrent, mais souvent les représentants laissèrent faire les autorités locales ; Couthon, dans le Puy-de-Dôme, se contenta de supprimer les signes extérieurs du culte et le traitement des prêtres. Et surtout, la Terreur ne devint véritablement sanglante que par exception. La plupart des représentants évitèrent de sévir avec rigueur, tels Lindet et Frémanger en Normandie ; d'autres firent plus de peur que de mal, comme Dumont dans la Somme ; ou bien encore, ils ne châtièrent, durement il est vrai, que des insurgés ou des traîtres, comme Lebon lui-même lors de sa première mission. Mais, dans les régions de guerre civile, quelques-uns, comme Collot d'Herbois et Fouché à Lyon, procédèrent à des exécutions en masse et, à Nantes, Carrier ordonna de mettre à mort des prisonniers, sans jugement même sommaire. En outre, l'intégrité de Barras et de Fréron à Marseille, de Tallien à Bordeaux, fut à bon droit suspectée.

Si le régime varia ainsi, dans l'espace et le temps, avec

les représentants, sa diversité ne fut guère moindre dans le ressort de chacun d'eux. Ne pouvant tout faire ni tout voir, ils s'en remirent aux Jacobins du cru que stimulaient, sur la recommandation même du Comité de Salut public, les commissaires du 10 août rentrés dans leurs foyers : ils approuvèrent leurs initiatives ou en endossèrent la responsabilité, comme Carrier, par exemple, en ce qui concerne les noyades ; ils en remplirent les administrations principales ; ils délèguèrent leurs pouvoirs à certains d'entre eux ; ils formèrent des comités révolutionnaires de département ou de district, que la loi ne prévoyait point ; dans le Puy-de-Dôme, par exemple, Couthon créa un comité de Salut public à Ambert. Livrés à eux-mêmes, pressés par les circonstances, les sans-culottes appliquèrent avec énergie les mesures révolutionnaires, mais en prirent à leur aise avec les décrets et, plus d'une fois, les devancèrent ou les outrepassèrent. Or, comme les représentants, ils différaient les uns des autres et, installés dans les villes, ils ne pouvaient que surveiller d'assez loin les bourgs et les villages où ils n'avaient pas beaucoup d'hommes sûrs. Ici, on suivait docilement l'impulsion jacobine, mais sans ardeur ; on ne découvrait que peu de suspects et on ne suspendait le culte que tardivement et à regret ; ailleurs, on emprisonnait tous ceux qui n'avaient pas assisté à la messe du constitutionnel, ce qui, du reste, n'empêchait pas de fermer l'église. Dans les villes mêmes, les deux tendances se retrouvaient fréquemment et les plus violents n'étaient pas toujours des démocrates de la veille, mais assez souvent des sans-culottes de fraîche date qui voulaient faire oublier leur feuillantisme, échapper aux taxes révolutionnaires ou jouir du pouvoir. Les modérés et les exagérés, les *citra* et les *ultra*, se partageaient parfois les différents corps administratifs : alors, comité de surveillance, municipalité, district entraient en lutte, se disputaient la société populaire, circonvenaient le représentant pour obtenir une épuration et faire arrêter l'adversaire : les meilleurs patriotes n'étaient pas à l'abri de mésaventures périlleuses. Très souvent aussi, il y eut conflit entre le représentant et le parti dominant : ce furent Saint-Just et Lebas qui abatirent Euloge Schneider et les hébertistes alsaciens, Hentz et Guiot ceux du nord. Mais l'opposition des tendances ne fut pas toujours seule en cause ; quand Barras et Fréron prononcèrent la dissolution de la « Convention des sociétés populaires du midi », quand Tallien et Carrier se brouillèrent avec les terroristes locaux, il semble que les ambitions individuelles, les rivalités

personnelles, les conflits d'autorité y furent pour beaucoup. Les Jacobins de province voulaient rester maîtres chez eux et ne voyaient pas de bon œil l'intrusion des Parisiens : à Lyon, ils combattirent vigoureusement Ronsin et son état-major. Enfin, il ne faut pas oublier que, dans certaines régions, différentes missions eurent à collaborer ; plus d'une fois, les représentants se querellèrent : Lebas et Saint-Just avec Baudot et Lacoste, Hentz et Guiot, dans le nord, avec Chasles et Isoré. Assurément, dans la carence complète du pouvoir, c'est l'initiative des représentants et des Jacobins qui a sauvé la République à la fin de l'été de 1793 : ils ont rétabli l'unité nationale, recruté et pourvu les armées, nourri la population, mais il y avait trop d'autorités et pas assez de coordination et de discipline ; les arrestations, les taxes arbitraires et la déchristianisation provoquaient mille abus et allaient peut-être rallumer la guerre civile ; les armées révolutionnaires pouvaient se retourner contre le gouvernement ; les conflits locaux risquaient de désorganiser l'administration ou, tout au moins, de diminuer l'efficacité de l'effort révolutionnaire. Le Comité jugeait nécessaire d'organiser le régime et de renforcer la centralisation. La question était de savoir, à la vérité, s'il n'allait pas ainsi briser l'élan révolutionnaire, entraver l'esprit d'initiative, énerver la répression. Mais, en admettant qu'il eût pu hésiter au point de vue politique, la situation économique ne lui laissait pas le choix.

Le décret du 29 septembre avait chargé les administrations de district de taxer les denrées et les municipalités de fixer les salaires, en augmentant le prix de 1790 d'un tiers pour les premières et de moitié pour les seconds ; on constata immédiatement les inégalités les plus choquantes entre les tarifs : il semble que les districts avaient en général estimé au plus haut les articles qu'ils produisaient et inversement. En outre, le décret était muet sur le prix des transports et le taux du bénéfice commercial. Bref, la circulation et la production se ralentirent ou s'arrêtèrent. Pour les grains et les fourrages, le décret du 11 septembre avait fixé, au contraire, un maximum national, sans omettre le transport ; mais la récolte, qui avait été bonne, se trouvait en partie détruite par la guerre ou absorbée par l'armée ; le départ des recrues retardait le battage ; aussi les districts avaient-ils soin de ne requérir pour les marchés que l'indispensable et ne l'obtenaient qu'avec peine ; naturellement, ils interdisaient tout achat pour le compte de leurs voisins ; certaines régions, notamment le midi, étaient condamnées

à la famine, d'autant plus que toute importation semblait impossible. Pourtant il fallait vivre ; aussi le commerce extérieur se ranima-t-il spontanément. A Bordeaux en octobre, à Marseille en décembre, les représentants, d'accord avec les négociants, nommèrent des comités chargés d'acheter des grains au dehors par l'entremise des neutres et, comme ceux-ci refusaient l'assignat, ils autorisèrent la sortie de certaines marchandises, réquisitionnèrent les effets sur l'étranger, battirent monnaie avec les métaux précieux enlevés aux églises ou même prescrivirent l'échange obligatoire du numéraire contre le papier-monnaie.

Il était impossible de renoncer à la réglementation : c'eût été faire le jeu des Hébertistes ; d'ailleurs, le Comité avait entrepris d'énormes fabrications de guerre et il lui fallait alimenter les armées ; il ne pouvait donc se passer du droit de réquisition et, sans la taxation, il lui était facile de se rendre compte maintenant que l'assignat s'effondrerait : au contraire, le maximum l'avait fait remonter, en décembre, à 50 pour 100. Restait donc à organiser le gouvernement économique en unifiant le maximum des denrées et en répartissant équitablement les ressources entre toutes les régions de la République, au moyen de réquisitions décernées par le pouvoir central. Le commerce extérieur aussi devait être nationalisé, car, dès le premier moment, le Comité avait entrepris d'importer, de toutes mains, matières premières et subsistances, et réprimait, par conséquent, les initiatives locales qui risquaient d'épuiser les moyens d'échange au profit particulier de certains départements. Les besoins économiques, plus encore que les nécessités politiques, poussaient le Comité à s'attribuer, sur toute la vie de la nation, une autorité absolue et telle qu'on n'en avait jamais vue.

D'octobre à décembre, tandis qu'il défendait son existence dans l'Assemblée et contenait, tant bien que mal, la poussée populaire, il se constitua donc peu à peu une doctrine, un plan d'action, des organes d'exécution. Billaud, dans son rapport du 18 novembre, définit, après Saint-Just, les principes et le but du gouvernement révolutionnaire ; ses traits essentiels furent fixés par le grand décret du 14 frimaire an II (4 décembre 1793). Dès le 22 octobre avait été créée la Commission des subsistances, qui prit en main le gouvernement économique du pays ; le 18 novembre, on lui attribua le monopole des importations et, le 10 décembre, le droit d'autoriser les exportations. Vers le milieu de décembre, l'organisation commençait à prendre

forme. Mais c'était la nécessité de vaincre qui était sa raison d'être : or, déjà, les victoires se succédaient ; pour le Comité, le succès même était un autre danger.

IV. — LES PREMIÈRES VICTOIRES DU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE (JUILLET-DÉCEMBRE 1793)¹.

Au cours de l'été, la réquisition des 300.000 hommes avait fini par s'exécuter ; vers juillet 1793, les effectifs atteignaient 650.000 hommes. C'est avec ces troupes que le Comité de Salut public acheva la campagne de 1793 ; on laissa longtemps dans les garnisons les hommes de la levée en masse, qu'on ne pouvait armer. Malgré tout, les difficultés furent énormes ; les fabrications de guerre, mises en train en septembre, ne donnèrent de résultats importants qu'à la fin de l'année ; le commandement était en pleine crise d'épuration ; le Comité poussait au premier rang une génération nouvelle : des chefs incomparables se révélèrent, mais beaucoup d'incapables se firent battre. Tout en préparant les victoires futures, il dut pourtant en improviser d'immédiates pour arrêter l'invasion ; quelle que fût son énergie, il lui fallait du temps et de la chance ; l'insurrection de la Pologne et les fautes des coalisés les lui procurèrent.

L'armée alliée, une fois disloquée en août, ce fut l'attaque de Dunkerque par le duc d'York qui parut la plus dangereuse, L'attention de Cobourg s'étant concentrée sur la petite forteresse du Quesnoy, on put renforcer l'armée de Houchard qui battit, à Hondschoote (6 et 8 septembre), le corps qui couvrait le siège de Dunkerque. Les Anglais se trouvèrent menacés d'encerclement. Mais Houchard les laissa échapper et peu après il se fit battre à Menin : on le guillotina. Cependant, Le Quesnoy pris, Cobourg assiégeait Maubeuge : il s'était établi au sud de la Sambre, pour arrêter l'armée de secours. Comme Brunswick et Wurmser demeuraient inactifs, Carnot put masser une centaine de mille hommes dans le nord ; la moitié fut concen-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Se reporter aux ouvrages généraux relatifs aux opérations militaires, cités p. 111, et à ceux d'A. Chuquet, *Les guerres de la Révolution*, cités p. 172. Ajouter : V. Dupuis, *La campagne de 1793 à l'armée du Nord et des Ardennes ; De Valenciennes à Hondschoote* (Paris, 1906-1909, 2 vol. in-8° ; publication de la Section historique de l'état-major de l'armée) ; J. Colin, *La campagne de 1793 en Alsace et dans le Palatinat* (Paris, 1902, in-8°) ; J. Fervel, *Campagne de la Révolution française dans les Pyrénées orientales* (Paris, 1851-1853, 2 vol. in-8° ; 2^e éd., 1861) ; E. Ducéré, *L'armée des Pyrénées occidentales* (Bayonne, 1882 in-8°) ; L. Krebs et H. Moris, *Campagnes dans les Alpes pendant la Révolution* (Paris, 1891-1895, 2 vol. in-8°).

trée à Guise ; ce fut à ce moment aussi qu'on plaça Jourdan, Hoche et Pichegru à la tête des trois armées principales de la République. Carnot lui-même rejoignit Jourdan à Guise le 8 octobre. Le 15, les « carmagnoles » assaillirent de front l'armée de Cobourg qui les repoussa ; mais, le 16, ils tournèrent sa gauche, à Wattignies, et Maubeuge fut délivrée ; la garnison n'avait pas bougé : son chef, le général Chancel fut guillotiné comme Houchard. Sur ces entrefaites, Wurmser avait enfin enlevé, le 13, les lignes de Wissembourg dégarnies et il s'avancait jusqu'à la Zorn ; heureusement pour les Français, Brunswick n'attaqua pas l'armée de la Moselle qui n'aurait pu conserver la ligne de la Sarre. Saint-Just et Lebas en Alsace, Baudot et Lacoste en Lorraine eurent le temps de préparer la riposte et, la campagne étant terminée au nord, Carnot put renforcer les armées de l'est. Le 18 novembre, Pichegru reprit l'offensive en Alsace ; du 28 au 30, Hoche attaqua furieusement Brunswick à Kaiserslautern ; les Prussiens le repoussèrent, mais ne le poursuivirent pas. Alors Hoche traversa les Vosges et déboucha, par Fröschwiller et Wœrth, derrière la droite de Wurmser. Rejoint par Pichegru et imposé comme général en chef par Baudot et Lacoste, il enleva les lignes de Wissembourg, puis débloqua Landau, le 28 décembre. L'invasion se trouva partout refoulée ou arrêtée. Au sud de Bayonne, les Espagnols avaient rétrogradé jusqu'à la Bidassoa ; Ricardos avait ramené ses troupes au camp du Boulou, derrière le Tech ; la Savoie avait été délivrée en octobre.

Les insurrections royalistes du sud-est et de l'ouest furent réduites simultanément, mais exigèrent presque autant d'efforts que la frontière. Lyon ne succomba que le 9 octobre ; la Convention la baptisa Ville-Affranchie et ordonna d'y démolir les maisons des riches. Couthon montra néanmoins de la modération dans la répression, mais il fut remplacé en novembre par Collot et Fouché : alors commencèrent les hécatombes qui, jusqu'en mars, firent 1.667 victimes. Après la chute de Lyon, on put pousser le siège de Toulon ; l'attaque finale, préparée par Dugommier, qu'assistait le capitaine d'artillerie Bonaparte, commença le 15 décembre ; le 19, la ville fut occupée par les républicains qui fusillèrent plusieurs centaines de rebelles.

La première guerre de Vendée finit en même temps, mais après des péripéties plus nombreuses. Il avait fallu l'arrivée de la garnison de Mayence, sortie avec les honneurs de la guerre, pour porter enfin un coup décisif à l'armée catholique-royale.

Encore dut-on s'y reprendre à deux fois, l'entente demeurant difficile entre les représentants et les généraux qui menaient l'attaque concentrique. Ronsin et Santerre furent battus à Coron et Kléber à Torfou (18 et 19 septembre). Enfin, le 17 octobre, les armées bleues se rejoignirent à Cholet et écrasèrent les blancs qui perdirent presque tous leurs chefs. Mais La Rochejaquelein et Stofflet passèrent la Loire avec 20 à 30.000 hommes que rejoignirent vers Laval les bandes de Jean Chouan. Ils s'avancèrent jusqu'à Granville que le représentant Le Carpentier put sauver (14 novembre), puis redescendirent vers le sud. Marceau et Kléber durent reformer une armée pour en venir à bout dans les rues du Mans, après une terrible bataille qui s'acheva par un massacre (12-13 décembre). Les débris de l'armée vendéenne furent dispersés ou détruits à Savenay (23 décembre). Les commissions militaires firent exécuter un grand nombre de « brigands » ; à Angers, une « commission de recensement » en fit mettre à mort plus de deux mille autres, sans jugement. Mais les exécutions sommaires les plus célèbres avaient commencé à Nantes, avant la déroute finale. Les commissions militaires ne pouvant suffire à la besogne, on y avait fait refluer de nombreux prisonniers ; les tribunaux nantais se trouvèrent également débordés ; les prisons devenaient des foyers d'infection et on ne savait comment nourrir les détenus : on finit par s'en débarrasser, sans formalités, en les noyant dans la Loire. La première noyade a pu être l'œuvre de terroristes locaux, agents de Carrier ; mais il les laissa continuer ; le nombre des noyades et celui des morts, réfractaires, suspects, « brigands », accusés de droit commun, demeurent contestés et la légende a encore accru l'horreur de ces exécutions nocturnes. Mais, au cours de décembre et de janvier, il périt au moins deux à trois mille personnes.

La Vendée n'était pas complètement domptée et il était certain que les coalisés feraient, au printemps, un nouvel effort. Cependant le péril immédiat était écarté. Était-il donc nécessaire de tendre encore les ressorts du gouvernement ? Oui, répondait le Comité, en faisant valoir que la victoire décisive serait chèrement disputée, et l'événement prouva qu'il avait raison. Mais ne pouvait-on du moins atténuer la répression ? Beaucoup de Conventionnels le pensaient et il se trouva des Montagnards pour le dire, sur quoi les Hébertistes crièrent à la trahison : de nouveau le Comité se trouva pris entre deux feux.

V. — LE TRIOMPHE DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC
(DÉCEMBRE 1793-AVRIL 1794)¹.

Les terroristes extrêmes avaient subi, en décembre, des échecs répétés : la déchristianisation avait été désapprouvée, en principe ; dans les départements, les armées révolutionnaires avaient été dissoutes ; enfin, les *ultra* se trouvaient compromis par la « conspiration de l'étranger ». Elle avait été dénoncée, en octobre, par Fabre d'Églantine qui, s'étant brouillé avec eux, prétendait qu'ils agissaient pour le compte de Pitt ; le Comité le crut sans peine, car il surveillait déjà de près certains réfugiés. Là-dessus, Chabot, violemment attaqué depuis son récent mariage avec la sœur des Frei, juifs autrichiens très suspects, voulut se couvrir et vint, le 15 novembre, apporter des révélations que Basire confirma et qui justifiaient les accusations de Fabre : il raconta que Delaunay et Julien de Toulouse, d'accord avec Batz, lui avaient offert un pot-de-vin pour déterminer Fabre lui-même à falsifier, dans leur intérêt, le décret qui réglait la liquidation de la compagnie des Indes, supprimée le 24 août, avec toutes les sociétés par actions. Les Comités de Salut public et de Sécurité générale emprisonnèrent les accusateurs et les accusés (17 novembre). Comme les Hébertistes comptaient des amis parmi ces derniers, l'attaque fut poussée contre eux, avec l'approbation tacite de Robespierre, par Camille Desmoulins, dans les trois premiers numéros de son nouveau journal, le *Vieux Cordelier*, et par Fabre, qui obtint l'arrestation de Vincent et de Ronsin, depuis longtemps dénoncés par Philippeaux, à propos de leur conduite en Vendée.

Mais, à la faveur du désarroi des Hébertistes, une manœuvre modérantiste se dessina. On réussit à faire suspendre le décret contre les accapareurs et on dénonça l'injuste application de la loi des suspects. Le 20 décembre, nombre de femmes vinrent supplier la Convention de libérer les détenus et Robespierre lui-même fit voter la création d'un comité chargé de réviser les arrestations. Au même moment, le *Vieux Cordelier* lança un appel à la clémence. Robespierre semblait s'être compromis avec les *Indulgents* et avoir abandonné l'attitude arbitrale et

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir les ouvrages généraux rappelés en tête du chapitre p. 199, et ceux d'A. Mathiez, *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, cité p. 114 ; *L'affaire de la compagnie des Indes*, cité p. 213 ; *Robespierre terroriste* (Paris, 1921, in-16), qui contient le texte critique des notes de Robespierre contre les Dantonistes et une étude sur le procès des Hébertistes.

dominante qui assurait l'unité du Comité de Salut public ; certainement, ni Billaud, ni Collot ne le suivraient ; le Comité une fois divisé, on pourrait le renouveler et tout le monde pensait que Danton en deviendrait le chef.

Après sa chute, ce dernier avait approuvé les mesures qui avaient fortifié le gouvernement, mais, en septembre, il avait refusé d'y entrer ; il venait de se remarier et paraissait se désintéresser des affaires ; tout à coup, au lendemain de l'arrestation de Chabot, il était rentré d'Arcis et s'était engagé à fond contre les déchristianisateurs aux côtés de Robespierre. A présent que la victoire se dessinait, il lui semblait sans doute, comme après Valmy, que, la patrie n'étant plus en danger, on pouvait tempérer la répression et négocier la paix. « Je demande qu'on épargne le sang des hommes ! », s'était-il écrié le 2 décembre. Pas plus qu'Hébert, il n'a été chef de parti. Mais la tactique des indulgents concordait bien avec sa politique antérieure et avec l'opportunisme conciliant qui le caractérise. Malheureusement, parmi les partisans de la clémence, on comptait des « pourris » qui « voulaient briser les échafauds parce qu'ils avaient peur d'y monter » et, comme Danton passait pour vénal, il n'y avait qu'un pas à faire pour transformer les indulgents en une section de la conspiration de l'étranger, tendant au même but que les exagérés et pour le même salaire, quoique par des voies différentes.

Or, le courant tourna brusquement à partir du 20 décembre : Collot d'Herbois, accouru de Lyon, défendit hardiment les Terroristes aux Jacobins ; dès le 26, Robespierre se reprit visiblement et dénonça de nouveau le double péril de droite et de gauche ; le 26, Billaud fit supprimer le Comité de justice. Enfin, le 4 janvier, les scellés ayant été levés chez Delaunay, les Comités acquirent la conviction que Fabre avait bien coopéré à la falsification du décret sur la compagnie des Indes et qu'ainsi la collusion se trouvait manifeste entre les indulgents et la « faction de l'étranger ». Fabre fut arrêté le 12. Danton ayant essayé de le défendre, Billaud le menaça clairement. Peu après, Ronsin et Vincent furent remis en liberté.

Le Comité ayant retrouvé son assiette, les deux factions extrêmes se combattirent en vain pendant deux mois. Camille Desmoulins et Philippeaux continuaient leur campagne ; les Hébertistes ripostaient en dénonçant les accapareurs et en réclamant la proscription des soixante-quinze qui avaient protesté contre le 2 juin et que Robespierre avait sauvés. Finalement,

en février 1794, la crise économique s'aggrava et précipita le dénouement. Le pain était rare et détestable ; la viande manquait ; les paysans, effrayés par les commissaires des sections qui saisissaient leurs denrées pour les distribuer, en apportaient de moins en moins. Les Hébertistes excitaient les sans-culottes à réclamer de grandes mesures ; des grèves éclatèrent dans les ateliers d'armes ; Robespierre étant malade, on comptait sans doute sur Billaud, Collot et Saint-Just. De fait, le Comité se montra conciliant : le 3 ventôse (21 février), Barère présenta le nouveau maximum général ; le 8, Saint-Just fit décréter la mise sous séquestre des biens de tous les suspects, en vue de les distribuer aux indigents ; le 9, on lut le projet d'une nouvelle loi sur l'accaparement. Les Cordeliers jugèrent qu'en accentuant la pression, ils l'emporteraient définitivement et le 14 ventôse (4 mars 1794), se proclamèrent en état d'insurrection. Il ne s'agissait probablement que d'une nouvelle manifestation, comme en septembre 1793, mais le Comité perdit patience. Le 22 ventôse (12 mars), Robespierre étant de nouveau présent, il décida d'en finir avec les Hébertistes (Hébert, Ronsin, Vincent, Momoro) ; on leur annexa les « agents de l'étranger », Proli, Cloots, Péreira et tous furent exécutés le 4 germinal (24 mars). Cinq jours auparavant, les « corrompus » (Fabre, Chabot, Basire, Delaunay) avaient été mis en accusation. Dans la nuit du 9 au 10, le Comité décida de leur adjoindre Danton, Delacroix, Philippeaux et Camille Desmoulins. Vraisemblablement, Collot et Billaud, soutenus par le Comité de Sûreté générale, exigèrent qu'ayant frappé à gauche, on rétablît l'équilibre en frappant aussi à droite ; Billaud reprocha plus tard à Robespierre d'avoir résisté un moment ; quand il eut cédé, il prit, comme toujours, ses responsabilités et ce fut lui qui étouffa, dans la Convention, les protestations en faveur d'une « idole pourrie depuis longtemps ». La défense de Danton fut étranglée comme celle des Girondins. Il fut exécuté, avec les concussionnaires et quelques « agents de l'étranger », le 16 germinal (5 avril 1794) ; le 25, Chaumette périt avec une « fournée » composite.

Cette crise fut décisive ; dans l'histoire du mouvement révolutionnaire, la chute des Hébertistes marque le commencement du reflux. Pour la première fois depuis 1789, le gouvernement avait devancé l'action populaire et supprimé ses chefs ; il compléta hardiment sa victoire : l'armée révolutionnaire fut dissoute, l'administration du département et le conseil de la

commune composés d'hommes sûrs ; les clubs des sections et les Cordeliers disparurent ; le ravitaillement de Paris en blé et en viande avait été confié, dès le 8 germinal (28 mars 1794), à la Commission des subsistances. Ainsi désorganisés, les sans-culottes parurent désormais incapables d'intimider les Comités : l'autorité gouvernementale était rétablie. Robespierre et ses collègues comptaient, il est vrai, rester en communion avec le peuple. Mais ils n'avaient pas mesuré l'influence morale du drame de germinal : après les Enragés, « le Père Duchesne » et les Cordeliers avaient été les vrais chefs des sans-culottes ; à les voir frapper comme traîtres, qui n'eût été découragé et désabusé ? Et la politique économique et sociale du Comité, qui allait maintenant apparaître à découvert, était-elle bien propre à satisfaire le peuple et à l'attacher à la république montagnarde ? Au vrai, le Comité s'était mis à la merci de la Convention ; l'ayant obligée à livrer Danton après les Girondins, il se croyait sûr de sa majorité ; en quoi il se trompait : c'était sa position de médiateur entre l'Assemblée et les sections qui avait fait sa force. Comment d'ailleurs être sûr d'une assemblée où, tant de places vides répandaient une terreur secrète ? Pour achever de se perdre, il ne lui restait plus qu'à se diviser.

VI. — CARACTÈRES ET ORGANISATION DU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE¹.

Du 16 germinal au 9 thermidor an II (5 avril-27 juillet 1794), le gouvernement révolutionnaire n'a pas laissé d'évoluer encore sous l'influence des circonstances ; néanmoins la dictature du

1. OUVRAGES À CONSULTER. — A. Aulard, *Histoire politique de la Révolution* (cité p. 30), 2^e partie, chap. v ; P. Mautouchet, *Le gouvernement révolutionnaire*, cité p. 118 ; G. Pariset, *La Révolution* (cité p. 30), p. 165-185. Pour étudier le fonctionnement du régime, il faut se reporter au *Recueil des actes du Comité de Salut public, avec la correspondance officielle des représentants en mission et le registre du Conseil exécutif provisoire*, publié par A. Aulard (Paris, 1889-1923, 26 volumes in-8° ; parus dans la « Collection des documents inédits sur l'histoire de France »). En outre, pour la province, consulter l'ouvrage de H. Wallon, *Les représentants en mission*, cité p. 213, et les histoires locales (éléments de bibliographie dans Mautouchet), dont quelques-unes sont satisfaisantes : L. Dubreuil, *Le district de Redon ; 1^{er} juillet 1790-18 ventôse an IV* (Rennes, 1903, in-8°) ; du même, *Le régime révolutionnaire dans le district de Dinan, 25 nivôse an II-30 floréal an III* (Paris, 1912, in-8°), publication de textes avec introduction et notes ; A. Richard, *Le gouvernement révolutionnaire dans les Basses-Pyrénées* (Paris, 1922, in-8°) ; H. Labrousse, *La mission du conventionnel Lakanal dans la Dordogne en l'an II* (Paris, 1915, in-8°) ; E. Campagnac, *Le Comité révolutionnaire de Melun, dans les Annales révolutionnaires*, t. I (1908), p. 467-482 ; t. II (1909), p. 38-54 et 541-566.

Comité de Salut public, désormais incontestée, lui a donné une certaine stabilité.

C'est un gouvernement de guerre : telle est l'idée fondamentale du Comité. La Révolution se défend à la frontière et à l'intérieur : « les ennemis du dedans », s'écrie Robespierre, « ne sont-ils pas d'accord avec les ennemis du dehors ? ». Elle lutte pour l'existence et cette « nécessité » légitime les mesures d'exception ; quand la République victorieuse aura fait la paix, le régime constitutionnel reprendra son empire.

Pour faire la guerre, il ne suffit pas de voter de grandes mesures ; il faut qu'un gouvernement les fasse exécuter et coordonne les efforts ; le temps presse : il faut qu'il agisse « comme la foudre », avec la même rapidité et la même puissance impérieuse. Toutes les administrations lui seront subordonnées par la centralisation ; toutes les résistances seront brisées par sa « force coactive », c'est-à-dire par la Terreur ; tout rebelle à sa loi sera déclaré « ennemi du peuple » et méritera la mort. Le gouvernement révolutionnaire est, en son essence, une restauration de l'autorité.

Mais ses agents n'en doivent faire usage que pour le salut de la nation : leur « vertu » est la sauvegarde des patriotes. « L'âme de la République », a écrit Robespierre dès 1792, « c'est la vertu, c'est l'amour de la patrie, le dévouement magnanime qui confond tous les intérêts privés dans l'intérêt général. Les ennemis de la république, ce sont les lâches égoïstes, ce sont les ambitieux et les corrompus. » Montesquieu l'avait déjà dit.

Quoique provisoire et obligé de s'adapter avec souplesse aux circonstances, le gouvernement révolutionnaire a besoin d'une armature organique. Sa charte est la loi du 14 frimaire an II (4 décembre 1793), maintes fois commentée : par Billaud, le 18 novembre déjà, puis le 1^{er} floréal (20 avril 1794) ; par Robespierre, le 5 nivôse (25 décembre 1793) et le 17 pluviôse (5 février 1794) ; par Saint-Just, Barère, Carnot, Couthon ; par les circulaires du Comité et les proclamations des représentants. Il reste démocratique, car c'est la Convention qui possède l'autorité suprême et ce sont ses comités qui gouvernent sous son contrôle : ils ne lui cachent rien et respectent ses décrets. Les patriotes peuvent parler dans les sociétés populaires et leurs journaux ne sont pas soumis à la censure. Mais le pouvoir exécutif est l'organe essentiel du régime et rien ne doit contrarier son action ni porter atteinte à son prestige. Après germinal, les séances de la Convention deviennent mornes : les comités

travaillent dans le silence ; il n'y a plus d'autres clubs que les Jacobins et on n'y voit guère que les fonctionnaires terroristes ; ces sociétés populaires aident et conseillent les autorités, mais la critique est suspecte ; la presse indépendante a disparu : il n'existe plus que des journaux officieux ou subventionnés.

Les Comités de la Convention sont nombreux : vingt et un en l'an II ; mais deux d'entre eux ont la haute main : celui de Salut public et celui de Sûreté générale. Le premier, réduit à onze membres depuis la mort d'Hérault, exécuté avec Danton, est réélu de mois en mois sans modification ; il est « au centre de l'exécution » ; il dirige la diplomatie ; il dirige aussi la guerre, par son bureau topographique, les armements, par sa commission des armes et poudres, la vie économique du pays, par sa commission des subsistances ; il commande aux ministres et il les remplace, le 12 germinal, par douze commissions exécutives, plus dociles ; son secrétariat s'est graduellement subdivisé en un monde de bureaux et d'agences. Le Comité de Sûreté générale applique la loi des suspects, dirige la police et la justice révolutionnaire : il est le ministère de la Terreur.

En province, l'organisation est simplifiée. L'administration de département, suspecte de fédéralisme, est réduite à son directoire qui perd la plupart de ses attributions. Les rouages principaux sont le district et la municipalité : ils correspondent directement avec le pouvoir central ; les comités révolutionnaires subsistent, mais ils sont purement communaux et ramenés à leurs fonctions de police ; d'ailleurs, la majorité des villages n'a ni comité ni club. Auprès de chaque administration siège un agent national, substitué au procureur ; il est élu par elle, mais responsable de l'exécution des décisions du gouvernement auquel l'agent national de district envoie un « compte rendu décadair ». L'élection est d'ailleurs purement théorique ; en fait, l'épuration remet au pouvoir central et aux « représentants en mission » le choix de tous les fonctionnaires ; Saint-Just rêvait d'un magistrat unique qui, dans chaque circonscription, aurait gouverné au nom de l'État. Entre les administrations locales et les Comités s'interposent les représentants : une dernière grande mission leur a été confiée à la fin de décembre 1793 pour mettre en vigueur la loi du 14 frimaire (4 décembre 1793). Mais les Comités se méfient de leurs initiatives : les taxes révolutionnaires leur sont interdites ; en avril 1794, on leur défend de déléguer leurs pouvoirs et de créer des tribunaux révolutionnaires ; le 30, on en rappelle vingt et un d'un seul coup ;

leur nombre va toujours diminuant. En les multipliant, a dit Billaud, le 18 novembre, on affaiblit leur autorité par l'accoutumance et on s'enlève la faculté de les bien choisir. Mais la vérité, c'est surtout que le Comité de Salut public préfère déléguer l'un de ses membres quand il est nécessaire de « remonter la machine ».

Enfin, la justice révolutionnaire se concentre également. Le Comité de Sûreté générale se fait envoyer la liste et les dossiers des suspects ; le 19 floréal (8 mai 1794), les tribunaux révolutionnaires de province sont supprimés ; s'ils ne sont pas déférés au tribunal criminel du département, siégeant sans jury, les suspects seront jugés à Paris.

En fait, le Comité de Salut public n'eut pas le temps de pousser jusqu'au bout la centralisation. Après comme avant germinal, il dut ménager la Convention et les autres comités ; aux finances règne Cambon ; la trésorerie passe pour un nid de contre-révolutionnaires ; le Comité de Sûreté générale résiste aux empiètements du Comité de Salut public et leur conflit amènera la chute du régime. En province, les représentants poursuivent leur politique personnelle ; les conflits locaux n'ont pas cessé ; on est encore bien loin de l'ordre napoléonien. Néanmoins, la décentralisation de la Constituante n'est plus qu'un souvenir ; les sans-culottes avaient réclamé la dictature : ils l'ont ; mais ce sont les Comités et la bureaucratie qui l'exercent et il ne leur reste qu'à obéir silencieusement comme les autres.

Les Comités n'épargnèrent rien, il est vrai, pour obtenir leur adhésion raisonnée. Mais la théorie du gouvernement révolutionnaire, si cohérente qu'elle fût, n'embrassait pas tous les faits et les chefs eux-mêmes ne purent se mettre pleinement d'accord sur son application. La majorité du Comité de Salut public ne pensait qu'à la guerre ; dès lors, il était naturel que le Comité acceptât les services de tous ceux, même ci-devant, que le sentiment national portait à l'obéissance ; qu'il réintégrât dans la Cité les riches, les négociants, les financiers, pourvu qu'ils fussent dociles et fidèles ; qu'il bornât la réglementation au strict nécessaire et qu'il s'abstînt d'en faire un instrument de réforme sociale afin de ne pas mettre aux prises les différents éléments du Tiers État. Qui n'est pas contre nous est avec nous, aurait-il dit volontiers. Cette tendance est manifeste, au point qu'on est parfois tenté de regarder le gouvernement révolutionnaire comme un simple gouvernement de défense nationale. Il

l'était certainement, mais non pas uniquement. Car, dans cette hypothèse, on s'attendrait, après germinal, à voir la déchristianisation s'arrêter et la Terreur se modérer. Or, il n'en fut rien.

C'est que cette guerre n'est pas seulement nationale : c'est aussi une guerre de classes. Le Tiers État ne défend pas seulement le sol de la patrie : il poursuit contre l'aristocratie la lutte commencée en 1789 ; il a vu passer à l'ennemi une partie de ses membres, riches et pauvres ; mais les sans-culottes n'en sont que plus ardents à achever l'extermination de la classe adverse et de tous les transfuges. C'est pourquoi l'hébertisme survécut dans les Comités mêmes, y semant la division ; il engendra la Grande Terreur.

Et au point de vue économique et social, l'esprit de guerre n'exprime qu'en partie le mouvement qui a créé la dictature : si les sans-culottes ont réclamé la réglementation, c'est à leur profit, la bourgeoisie jacobine dût-elle en souffrir, beaucoup plus que dans l'intérêt de la défense nationale et révolutionnaire. En la tournant principalement au profit de l'État, les chefs montagnards achevèrent de les décevoir : alors, au point de vue social comme au point de vue politique, ils se trouvèrent suspendus dans le vide.

VII. — L'ARMÉE DE L'AN II¹.

La volonté de vaincre, toutefois, était unanime. A l'armée, les Montagnards, sans distinction, ont tout sacrifié. Et tous ceux qui étaient attachés, plus ou moins, à la Révolution, étaient bien

1. **OUVRAGES A CONSULTER.** — Nous ne possédons pas de livre satisfaisant sur l'œuvre de Carnot ; celui de H. Bonnal, *Carnot* (Paris, 1888, in-8°), est sans valeur ; consulter la *Correspondance générale de Carnot*, éditée par E. Charavay et P. Mautouchet (Paris, 1892-1907 ; 4 vol. in-8°) et *Mémoires sur Carnot par son fils* [Hippolyte] (Paris, 1861-1864, 2 vol. in-8° ; 2^e éd., 1893). Sur les conventionnels aux armées, voir l'ouvrage de H. Wallon, *Les représentants en mission*, cité p. 213, et celui de E. Bonnal des Granges, *Les représentants en mission près les armées* (Paris, 1898, 3 vol. in-8°). Sur les armées, général Jung, *L'armée et la Révolution*. Dubois-Crancé (Paris, 1884, 2 vol. in-12) ; capitaine J. Colin, *La tactique et la discipline dans les armées de la Révolution*, cité p. 111 ; L. Hennequin, *La justice militaire et la discipline dans l'armée du Rhin et à l'armée de Rhin-et-Moselle* (1792-1796). *Notes historiques du chef du bataillon du génie Legrand* (Paris, 1909, in-8°) ; G. Michon, *La justice militaire sous la Révolution*, dans les *Annales révolutionnaires*, t. XIV (1922), p. 1-26, 99-130, 197-222 ; et à part, revu et augmenté (Paris, 1922, in-8°, 95 p.) ; A. Chuquet, *L'École de Mars* (Paris, 1899, in-18) ; et aussi les ouvrages sur les opérations (ci-dessous, p. 253) qui décrivent, plus ou moins en détail, l'état des armées. — Pour la marine, L. Lévy-Schneider, *Jean Bon Saint-André* (Paris, 1901, in-8°), et les ouvrages cités p. 177 (les auteurs anglais décrivent l'état de la flotte française).

obligés de leur donner raison. L'armée de l'an II est le symbole de l'unité révolutionnaire.

Dans le Comité de Salut public, deux officiers du génie, Carnot et Prieur de la Côte-d'Or, secondés par Bouchotte, ministre de la Guerre, se chargèrent principalement de l'organiser. Prieur s'occupa surtout de la pourvoir ; il fut aidé par Lindet pour les subsistances et les charrois ; Carnot fut le chef suprême : il dirigea la guerre.

Depuis la levée en masse, on disposait de plus d'un million d'hommes, mais ils étaient d'origine diverse : la ligne d'une part, et, de l'autre, les volontaires et les réquisitionnaires, « les culs blancs » et « la faïence bleue ». De bonne heure, on avait réclamé « l'amalgame », les volontaires, plus ardents, étant moins solides et surtout moins disciplinés que la ligne ; mais c'était une opération difficile, à cause des préventions des soldats et du grand nombre des officiers ; d'ailleurs, jusqu'à l'épuration, le civisme de la ligne donna des inquiétudes. En attendant, on cessa de former de nouveaux bataillons : la levée en masse fut incorporée dans les formations existantes. Au printemps de 1794, on entreprit enfin l'amalgame. Deux bataillons de volontaires furent associés à un bataillon de ligne pour constituer une demi-brigade ou régiment ; les compagnies étaient ensuite regroupées pour rendre le mélange plus intime ; parfois, les compagnies elles-mêmes furent refondues. L'armée se trouva refaite : il n'y eut plus que des « bleus ».

En même temps s'acheva la reconstitution du commandement. L'épuration était terminée ; les nobles avaient été exclus ; mais le décret du 27 germinal (16 avril 1794) autorisa le Comité à conserver ceux qu'il jugeait utiles. La génération nouvelle parvenait maintenant aux plus hauts grades et « l'École de Mars » reçut six jeunes gens par district pour améliorer les cadres. Les officiers de ligne avaient rendu de grands services pour l'instruction, en 1793 ; peu à peu, ils s'effacèrent devant les nouveaux officiers, principalement tirés des volontaires, plus jeunes, souvent plus cultivés et parmi lesquels la guerre même fit une sélection. En principe, d'après le décret du 21 février 1793, un tiers des officiers devaient être élus par leurs pairs sur une liste de trois candidats par poste vacant choisis par les soldats parmi les titulaires du grade inférieur ; mais les deux autres tiers étaient nommés au choix et à l'ancienneté et, en fait, à mesure que l'autorité se raffermait, le choix prévalut.

Parallèlement, on avait poursuivi le rétablissement de la

discipline. Il fallut commencer par le haut commandement : le Comité, qui redoutait la trahison et la dictature militaire, se méfiait des généraux. Des exemples terribles imposèrent aux chefs une soumission passive au pouvoir civil qu'incarnaient les représentants aux armées ; l'action de ceux-ci n'alla pas toujours sans inconvénient, d'autant qu'ils se mêlaient parfois de diriger les opérations, mais la République ne pouvait pas restaurer l'autorité des chefs sans s'assurer de leur fidélité. A la troupe, on interdit, le 21 décembre 1793, les pétitions collectives : « La force armée ne délibère pas, dit Carnot ; elle obéit aux lois, elle les fait exécuter » ; les clubs cessèrent d'intervenir dans l'administration de l'armée ; le jury fut maintenu dans les tribunaux militaires, mais, à l'occasion, quand les circonstances leur parurent pressantes, des représentants établirent des cours martiales : ainsi, à l'armée de la Moselle, le 18 floréal an II (7 mai 1794). Toutefois ce n'était pas à la guillotine, comme le répétait la réaction européenne, que le Comité s'en remettait pour stimuler le zèle des généraux et pour faire respecter la discipline ; avant tout, il comptait sur la confiance et sur l'amour de la patrie et de la Révolution. En l'an II, il est assez sûr de ses généraux pour ne plus imputer les échecs à la trahison. Encore une fois Carnot a parlé, avec une simplicité sublime : « Un revers n'est pas un crime quand on a tout fait pour mériter la victoire. Ce n'est point par les événements que nous jugerons les hommes, mais par leurs efforts et par leur courage. Nous aimons qu'on ne désespère pas du salut de la patrie. » Et quant aux tribunaux militaires, s'ils ont été impitoyables aux rebelles, aux émigrés, aux déserteurs pris les armes à la main, comme la loi le leur commandait d'ailleurs, ils se sont montrés cléments pour les soldats et aussi, ce qui est particulièrement digne de remarque, pour les insoumis : du 7 brumaire (28 octobre 1793) au 16 ventôse (6 mars 1794), le tribunal de l'armée du Rhin jugea 660 accusés ; il en acquitta 282, en fit incorporer 188 et prononça 190 condamnations dont seulement 62 à mort. L'armée conservait son caractère démocratique : les soldats de l'an II continuaient à fréquenter les clubs ; le gouvernement les mettait au courant de la situation politique en leur envoyant les journaux patriotes. La Convention avait promis de leur réserver une partie des biens d'émigrés ; elle avait accordé des pensions aux mutilés et des secours aux parents des « défenseurs de la patrie ». « Ce n'est point seulement du nombre et de la discipline des soldats que vous devez attendre la victoire,

disait Saint-Just ; vous ne l'obtiendrez qu'en raison du progrès que l'esprit républicain aura fait dans l'armée. » Celle de l'an II ne comprenait pas que des républicains ardents, mais elle en contenait beaucoup et qui étaient en parfaite communion avec ceux de l'intérieur. Il n'est pas juste d'opposer, comme on l'a fait si souvent, les soldats de l'an II, uniquement préoccupés du salut de la patrie, aux sans-culottes de l'intérieur, absorbés par la chasse à l'aristocrate ; le révolutionnaire devenu soldat n'oubliait pas ses haines, et l'enthousiasme ni le dévouement ne manquaient aux républicains de l'arrière ; Hoche avait été maratiste et Bonaparte, alors, était sincèrement robespierriste. La vérité, c'est qu'à l'armée, le devoir était plus simple et l'union plus facile et c'est pourquoi, bien des années après, des hommes comme Marmont et Soult eux-mêmes n'évoquaient pas sans émotion le souvenir de l'atmosphère lumineuse où ils avaient vécu au service de « l'Indivisible ».

Pour la première fois depuis l'antiquité, une armée vraiment nationale marchait au combat ; c'était aussi la première fois qu'une nation parvenait à armer et à nourrir pareil nombre de soldats : tels sont les caractères originaux de l'armée de l'an II. Ses innovations techniques résultèrent surtout de sa masse même et beaucoup n'ont pas duré ou ne se sont manifestées qu'avec lenteur et incertitude. L'armement demeura le même : fusil de 1777, d'un tir précis à 100 mètres ; artillerie de Gribeauval, principalement le canon qui lançait un boulet de 4 livres à 400 ou 500 mètres. Dans la pratique, la tactique se trouva dépendre de l'instruction de la troupe. En général, les soldats de l'an II combattirent en tirailleurs qui utilisaient le terrain, puis, au moment favorable, chargeaient en masse plus ou moins confuse, à la baïonnette. Mais le règlement de 1791 demeura la loi pour les officiers. Quand ils le pouvaient, dans les actions décisives surtout, ils rangeaient leurs hommes suivant l'ordre mince ; mais ils ne les jugeaient pas assez instruits pour manœuvrer en colonne d'attaque ; celle-ci reparut en 1795 et ainsi, à mesure qu'on la façonna, l'armée de la République revint à la tactique de l'ancien régime. La principale nouveauté, l'embrièvement et l'endivisionnement systématiques, résulta de l'importance des effectifs ; comme unité tactique, la division, en 1793, était de composition incertaine ; la notion s'en précisa en 1794 : Jourdan en fit alors un véritable corps d'armée de deux brigades d'infanterie, deux régiments de cavalerie, une batterie à cheval, sans compter les pièces attachées à chaque

bataillon, en tout 8.000 à 9.000 hommes. Quant à la stratégie, elle fut rénovée en principe par la nécessité de mettre à profit la puissance du nombre ; ainsi l'ancienne stratégie des cordons et des sièges perdit de son prestige. S'interposant entre les armées coalisées, la France pouvait, jusqu'à un certain point, faire glisser une partie de ses troupes le long de ses frontières et profiter de l'inaction de tel de ses ennemis pour battre les autres. Agir par masses, accabler l'adversaire sous le nombre pour le détruire, tel fut le principe de Carnot. Mais il restait à l'appliquer et on n'y réussit que très imparfaitement. Carnot et ses auxiliaires, d'Arçon, Lafitte-Clavée, étaient des ingénieurs qui, sans peut-être s'en rendre bien compte, attachaient aux places fortes une importance capitale. La « frontière de fer » demeura, en 1793, la base de leurs opérations ; ils conduisirent cette campagne comme sous l'ancien régime, formant une armée de secours, chaque fois qu'une place était menacée, et toujours avec une faible partie des forces disponibles, 40.000 hommes sur 200.000, à Hondschoote, 50.000 à Wattignies, le reste garnissant les forteresses. En 1794, hypnotisés par la place d'Ypres, ils manœuvrèrent par l'aile gauche, alors que l'aile droite, débouchant par Charleroi, pouvait seule couper les communications de Cobourg ; on finit par y arriver, en tâtonnant, mais trop tard : Cobourg fut battu et abandonna la Belgique, mais son armée ne fut pas détruite. L'habileté technique, visiblement, joua un moindre rôle que la promptitude et l'énergie : c'étaient précisément les ressorts essentiels du gouvernement révolutionnaire ; Carnot ramenant l'armée à l'attaque le second jour de Wattignies, Saint-Just poussant inlassablement l'armée de Sambre-et-Meuse à l'attaque de Charleroi « comme une meute de chiens », voilà les vrais maîtres de la victoire. La même opiniâtreté farouche les anime sur le champ de bataille, qui, à l'intérieur, avait mobilisé, comme on va le voir, toutes les ressources de la nation pour donner à l'armée les moyens de combattre.

Pour la marine, l'effort du Comité fut plus tardif et moins heureux. L'indiscipline avait désorganisé les arsenaux et, sur les navires, elle sévissait même devant l'ennemi. Il restait fort peu d'officiers ; le décret d'avril 1791 admettait l'officier de marine marchande au grade d'enseigne après un an de service, à celui de capitaine après deux autres ; en 1793, il put prétendre au commandement d'escadre. Beaucoup préféraient se faire corsaires, comme Surcouf. Ce fut un ancien capitaine de la

marine marchande, devenu pasteur, Jean Bon Saint-André, qui dirigea la guerre navale, à Brest d'abord, puis à Toulon. Il rétablit la discipline, remit les arsenaux au travail et fit sortir des escadres. Mais on n'improvise pas une flotte aussi facilement qu'une armée : il ne put regagner le temps perdu ni réparer le mal causé par la trahison de Toulon.

VIII. — LE GOUVERNEMENT ÉCONOMIQUE¹.

En acceptant la levée en masse, le Comité s'était rendu compte qu'il allait rencontrer des difficultés extraordinaires pour la nourrir et surtout pour l'habiller, l'équiper et l'armer. La plupart des manufactures d'armes, Maubeuge, Charleville, Douai, Strasbourg, étaient à portée de l'ennemi ; Saint-Étienne était aux mains des rebelles ; la régie des poudres et salpêtres ne parvenait pas à suffire aux besoins ; le blocus privait la France de l'acier allemand, du salpêtre des Indes, de la potasse de la Baltique, de la soude espagnole, du soufre italien. Il fallait développer les fabrications de guerre, ranimer le commerce extérieur, trouver en France même des ressources nouvelles. Et le temps pressait. L'initiative individuelle n'eût jamais réussi à vaincre tant de difficultés et à rétablir l'harmonie entre les fabrications. Et comme elle eût fait payer ses services très cher, l'inflation, à la fin de 1793, eût réduit l'assignat à zéro. D'autre part, la France étant comme une place assiégée, les civils en seraient venus aux mains pour le partage des subsistances, si le Comité ne fût intervenu pour réserver la part de l'armée et pour maintenir l'ordre. Peu à peu, il fut obligé d'assumer le gouvernement économique du pays.

On n'avait incorporé que les célibataires de dix-huit à vingt-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — A Mathiez, *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, cité p. 114 ; C. Richard, *Le Comité de Salut public et les fabrications de guerre sous la Terreur* (Paris, 1922, in-8°). Pour l'application de maximum, G. Lefebvre, *Les paysans du Nord* (cité p. 56), p. 612-656 ; du même, *Introduction aux Documents relatifs au district de Bergues*, cité p. 57 ; du même, *L'application du maximum général dans le district de Bergues*, dans le *Bulletin de la Commission d'histoire économique de la Révolution*, ann. 1913, p. 415-446 ; du même, *Les mines de Littry sous l'ancien régime et pendant la Révolution*, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. III (1926), p. 16-35 et 117-135. Pour le commerce extérieur, G. Lefebvre, *Le commerce extérieur en l'an II*, dans la revue *La Révolution française*, t. LXXVIII (1925), p. 132-155 et 214-243. — Se reporter aussi à la bibliographie de la p. 56, Les *Procès-verbaux de la Commission des subsistances* ont été récemment publiés par P. Caron (Paris, 1924-1925, 2 vol. in-8°, publication de la Commission pour la recherche et la publication des documents relatifs à l'histoire économique de la Révolution).

cinq ans : encore accorda-t-on des sursis et des dispenses à beaucoup d'hommes qui semblaient nécessaires à l'arrière, ce qui ouvrit d'ailleurs la voie aux exemptions frauduleuses. Pour tous les autres Français, la levée en masse n'est qu'une mobilisation civile qui, pour devenir effective, exige une réquisition individuelle ou collective ; bien qu'on l'improvise, au fur et à mesure des besoins, on s'efforce pourtant de tenir compte des compétences : le Comité emploie Périer, en sa qualité de grand industriel, et Perrégaux, en tant que banquier ; il fait particulièrement appel aux savants qui, presque tous, s'étaient prononcés pour la Révolution. Hassenfratz est un des principaux organisateurs de la manufacture d'armes de Paris ; Monge, Vandermonde, Berthollet, Darcet, Fourcroy perfectionnent la métallurgie et la fabrication des armes ; c'est Vauquelin qui dirige la recherche du salpêtre avec Chaptal et Descroizilles ; de nouvelles méthodes sont imaginées par Carny pour raffiner le salpêtre et fabriquer la poudre. A Meudon, le Comité crée un laboratoire de recherches où travaillent Berthollet, Conté et Guyton de Morveau ; on y essaie une poudre chloratée pour obus et le ballon captif qui fut employé à Fleurus par la première compagnie d'aérostiers ; Chappe reprend ses expériences de télégraphie optique et installe la première ligne, de Paris à la frontière du nord.

Toutes les ressources matérielles sont naturellement soumises à la réquisition ; le cultivateur livre ses grains, ses fourrages, la laine, le lin, le chanvre, et, à l'occasion, son bétail ; l'artisan et le marchand cèdent tous leurs produits fabriqués ; on demande aux particuliers leurs armes, leurs uniformes de gardes nationaux, parfois leurs couvertures et leur linge : à Strasbourg, Saint-Just exige d'eux vingt mille paires de souliers ; les matières premières sont recherchées avec soin : métaux de toutes sortes, cloches des églises ainsi que leurs cordes, vieux papiers et chiffons, murailles salpêtrées, herbes, broussailles et jusqu'aux cendres ménagères pour la fabrication du salin de potasse ; toutes les entreprises sont mises au service de la nation : les forêts et les mines, les carrières, les fourneaux et les foyers de la métallurgie, les tanneries et les papeteries, la grande manufacture de tissage et l'échoppe du cordonnier. Cela n'empêcha pas l'État de créer de nouvelles usines : pour l'armement et la fabrication des munitions, ce fut une nécessité absolue ; mais il obligea les entreprises existantes à porter leur production au maximum et même à l'accroître, en appliquant les pro-

cédés recommandés par les savants. Le régime de l'an II a été favorable au progrès de la technique industrielle.

Le travail des hommes et la valeur des choses sont assujettis à la taxation. Le maximum faisait sa part au bénéfice commercial et laissait subsister une prime à la production. Contrairement aux assertions courantes, toutes les entreprises n'ont pas travaillé à perte en l'an II; mais elles ne réalisèrent pas d'aussi gros profits qu'elles l'auraient pu aux dépens de la nation. Le principe était qu'on n'avait pas le droit de spéculer contre la patrie en danger.

L'habillement et l'équipement furent surtout assurés par les autorités locales qui formèrent des ateliers de femmes et firent travailler les bourreliers. Pour la chaussure, le pouvoir central intervient : les bouchers livrent les peaux des animaux abattus ; les tanneurs reçoivent le tan des forêts exploitées par la nation et sont tenus de garnir leurs fosses sans discontinuer ; les cordonniers sont astreints à fabriquer deux paires de souliers par décade et par compagnon.

L'armement causa beaucoup plus de soucis encore. Dès septembre 1793, on avait entrepris de créer à Paris une grande manufacture de fusils et d'armes blanches. Tout en utilisant les ateliers privés, on installa des ouvriers dans les jardins des Tuileries et du Luxembourg, à la Place royale, sur l'esplanade des Invalides. Puis on ranima les manufactures de province et on autorisa les représentants à en créer d'autres, par exemple Noël Pointe à Moulins et Lakanal à Bergerac. A Chaillot, la grande fonderie de Périer se mit à produire des canons de bronze, concurrence avec celle de Romilly, près de Rouen. Ferry, Pointe et Romme donnèrent une vive impulsion à la fabrication des canons de fonte pour la marine, dans le centre et le sud-ouest, à Vierzon, Ruelle, Le Creusot, Abzac.

Mais c'est dans l'industrie des munitions que le Comité eut sans doute à vaincre les plus grands obstacles et obtint les résultats les plus surprenants. Le salpêtre manque et il faut le trouver en France même; d'abondantes quantités en étant signalées en Touraine, Vauquelin y est envoyé en mission et, sur ses indications, Prieur de la Côte-d'Or fait décréter la création d'une organisation nationale qui finit par absorber la régie. Dans toutes les communes, l'autorité locale nomma des salpêtriers, pour diriger la recherche et le lessivage des terres et murailles salpêtrées et organiser un atelier d'évaporation. En ventôse, on en fait venir un certain nombre à Paris pour suivre des

cours pratiques. Vingt-huit raffineries sont créées, la principale à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. Les poudreries sont développées parallèlement, les plus considérables au Ripault et à Grenelle.

Les résultats qu'on obtint laissèrent l'Europe stupéfaite, mais restèrent bien en deçà de ce qu'on avait espéré. Ainsi, la manufacture de Paris, qui devait donner mille fusils neufs par jour, n'en livra au maximum que six à sept cents, y compris les fusils réparés. C'est que les difficultés étaient extraordinaires. Le Comité ne disposait point de statistiques sans lesquelles toute administration économique est impossible : il dut les constituer approximativement au fur et à mesure, à l'aide d'une paperasserie énorme. La France était surtout un pays agricole ; le capitalisme industriel y était encore à ses débuts et l'industrie se trouvait éparpillée d'un bout à l'autre du territoire ; il fallut former des ouvriers, les adapter à des fabrications ou à des procédés nouveaux, les déplacer, les concentrer ; il fallut assurer le synchronisme des fabrications ; enfin, et surtout, il fallut résoudre le problème des transports dans un pays sans canaux, dont les routes ne pouvaient être entretenues, où les chevaux et les voitures devaient déjà pourvoir aux besoins des armées, faute d'équipages militaires, et au ravitaillement de la population civile, sans cependant négliger la culture des terres. Il fallut réquisitionner bateliers et voituriers et créer une agence nationale des transports. Sans la Terreur qui obligea le plus indifférent à donner son effort, le Comité n'aurait jamais pu tout à la fois refréner l'esprit de spéculation et vaincre les résistances passives.

L'économie du pays se trouva, en grande partie, nationalisée, soit directement, par la création de manufactures d'État, soit indirectement, par la fourniture des matières premières et de la main-d'œuvre, par le contrôle de la production, par la réquisition des produits et surtout par la taxation. On a prétendu que le Comité l'avait socialisée de parti pris : il aurait sournoisement acheminé la France vers le collectivisme, considéré comme le couronnement de la démocratie. Il est certain qu'aux yeux des sans-culottes le régime avait une valeur sociale ; il est possible que la Commission des subsistances, à ses débuts, et certains représentants aient eu de la complaisance pour l'étatisme ; mais le Comité de Salut public avait des vues différentes et, après la chute des Hébertistes, elles se manifestèrent clairement. Évidemment, la dispersion de l'industrie exigeait qu'il employât beaucoup de petits patrons et, ainsi fit-il, par exemple,

dans le Ponthieu, autour de Morez, à Thiers et à Paris même ; mais il n'eût tenu qu'à lui de nationaliser les mines et de multiplier les usines d'État. Or, il n'en fit rien. Au contraire, Carnot se prononça maintes fois contre l'exploitation directe des manufactures mêmes que les représentants avaient créées parce qu'il la trouvait onéreuse et redoutait la pullulation d'une bureaucratie incompétente. Il est deux domaines où les tendances du Comité sont évidentes. C'est d'abord le commerce extérieur : on y voit qu'il ne demandait pas mieux que d'en rendre la gestion aux négociants. C'est aussi le ravitaillement civil : il montre à ce propos une répugnance indéniable à étendre les attributions du gouvernement économique.

Depuis le mois de novembre 1793, le commerce extérieur est tout entier aux mains de la Commission des subsistances qui s'efforce de le ranimer ; elle a envoyé à l'étranger des agents chargés de ses ordres, mis en réquisition les navires marchands, créé dans les ports des magasins nationaux. Les neutres ont été de nouveau appelés en France : l'acte de navigation est suspendu ; on leur a concédé le marché de gré à gré et le paiement en numéraire ou en marchandises ; des comités spéciaux ont été constitués pour traiter avec eux à Bordeaux et à Bourg-Libre (Saint-Louis, en Alsace). A Gênes, en Suisse, à Hambourg, à Copenhague, aux États-Unis, la France réussit à faire des achats très importants. Mais l'importation ainsi rétablie, marchandises et numéraire recommencent à sortir. Pour s'en procurer, la Commission réquisitionne les vins et eaux-de-vie, les soieries et les draps réclamés par les neutres ; elle utilise les prises et les marchandises anglaises séquestrées ; elle fait rechercher, dans les biens des condamnés et des émigrés, les pierres précieuses, les meubles et les objets d'art pour les exporter ; enfin, le 6 nivôse (26 décembre 1793), le Comité de Salut public met en réquisition les devises étrangères qu'il rembourse au pair, en assignats ; pour essayer d'atteindre les capitaux passés à l'étranger, il oblige les banquiers parisiens à souscrire 50 millions de papier sur l'étranger (8 ventôse, 26 février 1794). Beaucoup de négociants français et étrangers se trouvaient déjà employés par lui, en dépit de l'hostilité des sans-culottes ; mais ce fut surtout après la chute des Hébertistes que le Comité découvrit son jeu : il est funeste à la République, il est contre-révolutionnaire, expliquent désormais Barère et Robespierre, de faire la guerre au commerce ; il est de bonne politique, au contraire, de faire appel aux lumières et au zèle des négociants. Aussi

sont-ils autorisés à exporter, sous condition d'avertir la Commission et de réimporter l'équivalent en denrées soumises au maximum, ou de céder à la République leurs effets sur l'étranger. Ceux des principales villes de commerce, et surtout des ports, sont associés en agences commerciales et tenus d'avancer une somme déterminée en papier de change dont ils assureront le paiement par des exportations. Les agents commerciaux sont rappelés et les achats chez les neutres confiés à des négociants commissionnaires. Le 9 thermidor survint avant que ces mesures eussent produit des résultats importants, mais l'évolution est du même ordre que pour les manufactures. On objectera que l'appel aux négociants ne pouvait pas avoir beaucoup de succès, tant que le maximum subsistait ; mais, précisément, le Comité tendait à l'assouplir et il en restreignait, autant que possible, l'application aux besoins de l'État lui-même. C'est ce que montre sa politique de ravitaillement.

Quand un district semble posséder des grains en quantité importante, la Commission des subsistances ou, à partir de germinal (avril 1794), celle du commerce et des approvisionnements, qui l'a remplacée, lui adresse des réquisitions, au profit de l'armée et des districts déficitaires ; encore ses agents ne s'occupent-ils guère de ces derniers : ce sont les réquisitions militaires dont ils pressent surtout l'exécution. Vu les difficultés de transport, on ne songe pas d'ailleurs à répartir les ressources avec une stricte égalité : la Commission puise au plus près des armées et des districts à pourvoir, au risque d'affamer les régions productrices, quitte à leur promettre de les secourir plus tard à leur tour. Aussi ne prend-elle aucun soin du consommateur lui-même. La Convention a réglé la mouture et ordonné d'amalgamer les grains de différentes espèces pour confectionner un « pain de l'égalité » (25 brumaire, 15 novembre 1793), mais la Commission ne se soucie pas de contrôler l'application de ce décret ; à plus forte raison s'abstient-elle de rationner la population. Tous ces soins sont abandonnés aux directoires de district et aux municipalités. C'est aux premiers qu'il appartient de faire des réquisitions pour l'approvisionnement des marchés ; c'est aux municipalités qu'on abandonne l'amalgame, la surveillance des meuniers, la réglementation de la boulangerie et de la pâtisserie et, s'il y a lieu, le rationnement. La centralisation demeura donc très superficielle.

Si la crise eut partout les mêmes résultats, ils se manifestèrent à des dates diverses et avec une gravité inégale. Dans les

pays fertiles, le marché subsiste parfois jusqu'à l'été, les aisés continuant de cuire chez eux et les boulangers gardant une certaine liberté. Dans les grandes villes et dans tout le midi, le marché disparaît de bonne heure : à l'arrivée des paysans, les grains sont emmagasinés, amalgamés, moulus par les soins de la municipalité, la farine répartie entre les boulangers qui distribuent le pain sur présentation de cartes : en fait, le boulanger n'est plus qu'un ouvrier municipal. Quelquefois la commune cuit elle-même dans les fours des hospices ou des manutentions ; ainsi, à Troyes, la municipalisation fut complète. Dans les campagnes, les cultivateurs exaspérés rusent de leur mieux : il faut recourir aux visites domiciliaires, à l'occupation militaire, au vieil expédient des garnisaires ; c'est sous cet aspect que beaucoup de villages connurent la Terreur. Mais le producteur trouva toujours moyen de se réserver sa consommation ; le plus malheureux de tous les Français fut le pauvre ménager ou l'ouvrier agricole : les villes lui fermaient leurs portes et il était obligé d'implorer un peu de grain du cultivateur, sans que personne fût là pour faire observer la taxe.

Quant aux autres denrées et marchandises, la Commission des subsistances se contenta de publier, au cours de l'été, l'énorme tarif du maximum national. Par devers l'État, il fut observé, grâce à la réquisition ; encore, le Comité de Salut public accorda-t-il de nombreuses augmentations. Quant aux consommateurs, on leur laissa le soin de le faire respecter. A l'origine, la Commission voulut, semble-t-il, leur venir en aide : à Orléans, elle saisit le sucre chez les raffineurs ; à Marseille, elle fit fabriquer du savon ; l'un et l'autre furent distribués à travers la France. Mais, après germinal, la politique du Comité de Salut public exclut les mesures de cette sorte ; dès lors toute réquisition est interdite aux autorités locales. Les sans-culottes n'ont d'autre ressource que d'intimider les marchands par la surveillance policière et la menace terroriste dont l'effet est à peu près nul : quand ils ne fraudent pas sur la qualité et le poids, les marchands se tirent d'affaire en vendant secrètement ; c'est le moyen favori des paysans : le commerce clandestin des produits de ferme prit un essor prodigieux. Certaines municipalités entreprirent de ravitailler les marchands et rationnèrent le consommateur. A Paris, on créa au printemps la carte de viande ; à Clermont-Ferrand, on essaya de municipaliser la boucherie. On n'obtint nulle part de résultats satisfaisants, faute d'un plan d'ensemble.

Le Comité s'est donc refusé à nationaliser le ravitaillement civil. C'est, dira-t-on, que les difficultés lui ont paru insurmontables, que sa tâche était déjà assez lourde, qu'il n'a pas voulu prendre la responsabilité directe de la pénurie. Assurément ; mais il aurait pu laisser une certaine latitude aux autorités locales. Pourquoi leur a-t-il défendu de réquisitionner, dans le nord, l'huile à brûler qui était l'objet d'une spéculation effrénée ? Pour quelle raison a-t-il, en général, acheté le bétail de gré à gré et s'est-il refusé à le taxer alors que la viande l'était ? C'est qu'il a voulu ménager le cultivateur et l'artisan. Et il le fallait bien : tous les sans-culottes n'étaient pas des ouvriers et à beaucoup près. Le boutiquier, l'artisan avaient imposé le maximum au paysan et au négociant, mais ils étaient très irrités de se le voir appliqué ; ils n'en avaient pas prévu les conséquences : le cordonnier et le boulanger se voyaient avec stupéfaction réduits à la condition d'ouvriers salariés. Le parti montagnard risquait de se désagréger. C'est pourquoi le Comité avait toujours répugné au maximum et s'efforçait d'en réserver le bénéfice à l'État.

Pour les seuls salariés, le maximum, en théorie du moins, était tout profit puisqu'on avait doublé les salaires de 1790, tandis que les marchandises n'avaient été augmentées que d'un tiers. Mais, puisque le Comité ne le faisait pas respecter, si ce n'est pour le pain, ils eussent été dupes à ne pas profiter des circonstances favorables qu'une grande guerre offre toujours à la main-d'œuvre. Le maximum des salaires était communal et présentait des inégalités incroyables d'un lieu à l'autre ; comme on se disputait les ouvriers, ils avaient la partie belle. Mais, dans les entreprises soumises au contrôle de l'État, on ne pouvait leur céder sans que tout l'édifice s'effondrât et l'assignat avec lui ; aussi l'agitation y fut-elle continuelle ; le Comité soupçonnait, non sans raison, que ses adversaires cherchaient à en profiter, surtout à Paris : il tint tête ; à l'approche de la moisson, il voulut aussi maîtriser les ouvriers agricoles ; il les mit en réquisition et laissa souvent le directoire de district taxer les salaires pour sa circonscription entière. Incontestablement, le gouvernement révolutionnaire avait sauvé la classe ouvrière de l'extrême misère en lui procurant du travail et du pain ; c'est elle qui a le plus souffert du retour à la liberté. Mais il était inévitable qu'elle aussi regimbât, du moment qu'on prétendait lui faire respecter à la rigueur le maximum que le marchand violait impunément.

IX. — LA POLITIQUE SOCIALE¹.

Le maximum avait été, au point de vue social, le grand espoir des sans-culottes, une forme juridique du droit à la vie. Du moment que son échec était réputé définitif, il eût fallu, pour les sauver du découragement, formuler un autre programme. Les Montagnards n'étaient point socialistes ; c'était Barère qui, le 17 mars 1793, avait fait décréter la peine de mort contre la « loi agraire », c'est-à-dire contre le communisme ; mais ils partageaient l'hostilité de la petite bourgeoisie, dont ils étaient issus presque tous, contre « l'opulence », contre les « gros ». Comme Rousseau, Robespierre et Saint-Just, dont les *Institutions républicaines* sont particulièrement explicites, pensaient qu'il n'y a point de liberté ni d'égalité civile et politique si l'inégalité sociale est excessive ; leur idéal était une démocratie de petits propriétaires et de petits artisans indépendants. La Convention montagnarde vota des lois très significatives : celles du 5 brumaire (26 octobre 1793) et du 17 nivôse (6 janvier 1794) assurèrent la division des héritages en instituant l'égalité absolue des héritiers, y compris les enfants naturels, avec représentation indéfinie, et en n'autorisant le testament qu'en faveur des étrangers à la famille ; d'autre part, pour multiplier les propriétaires, on partagea les biens communaux dans nombre de villages ; la division par petits lots, appliquée aux biens d'émigrés, fut étendue à tous les biens nationaux ; la masse de ces derniers fut accrue par la nationalisation des biens des fondations charitables et des institutions d'enseignement, ainsi que par la confiscation des biens des condamnés ; dans les communes dépourvues de biens communaux, le décret du 13 septembre 1793 autorisa les citoyens qui ne payaient pas de contributions à acheter pour 500 livres de biens nationaux, payables en vingt ans, sans intérêt.

Ces dernières mesures permirent à un certain nombre de

1. OUVRAGES A CONSULTER. — A. Mathiez, *La vie chère et le mouvement social*, cité p. 144 ; du même, *La Terreur, instrument de la politique sociale des Robespierristes ; les décrets de ventôse sur le séquestre des biens des suspects et leur application*, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. V (1928), p. 193-249 ; G. Lefebvre, *Les paysans du Nord*, cité p. 56, p. 462-480 (vente des biens nationaux pendant la Terreur), p. 523-531 (partage des communaux) ; du même, *La place de la Révolution dans l'histoire agraire de la France*, cité p. 56 ; les ouvrages relatifs à la vente des biens nationaux (bibliographie dans l'article de G. Lefebvre, cité p. 56) ; à l'assistance publique (voir p. 57) ; à l'instruction publique (voir ci-dessous livre IV, chap. II). Sur la crise agricole, A. Mathiez, *La vie chère*, p. 437-460 ; G. Lefebvre, *Les paysans du Nord* p. 698-713.

paysans de devenir propriétaires ou d'arrondir leurs domaines, mais comme elles maintenaient la vente aux enchères, elles ne furent d'aucun profit pour la grande majorité. Il est douteux que la plupart des conventionnels s'en soient beaucoup chagrinés : ils n'oubliaient pas que les grands fermiers, ainsi que les fabricants, avaient besoin de main-d'œuvre ; et peut-être sentaient-ils obscurément que, dans une société individualiste où la population croissait et où le capitalisme se développait, il était chimérique de vouloir transformer tous les prolétaires en producteurs indépendants. Les pauvres, il est vrai, continuaient de demander qu'on leur distribuât les biens nationaux à un prix accessible ; mais, sur ce point, tous ceux qui avaient pu en acheter quelque morceau et, naturellement aussi tous les cultivateurs aisés qui tenaient les journaliers dans leur dépendance, n'avaient aucun intérêt à les soutenir. La solidarité paysanne, qui avait obligé la Convention à décréter l'abolition pure et simple des droits féodaux, avait cessé d'exister : les Montagnards, auxquels d'ailleurs la défense de l'assignat semblait de première nécessité, purent faire la sourde oreille.

Seuls, les Robespierristes semblent s'être aperçu qu'il était indispensable de donner quelque satisfaction aux pauvres sans-culottes. En ventôse, Saint-Just fit décréter que les « indigents » seraient « indemnisés » avec les biens des ennemis de la Révolution. Il y avait 300.000 suspects : la Convention a-t-elle envisagé de bon œil cette vaste expropriation ? Ce n'est pas croyable et il est, au contraire, probable que ce décret hâta la chute de Robespierre. Toutefois, il faut dire qu'on n'en précisa jamais les modalités d'exécution et, l'eût-on fait, qu'il n'aurait pas contenté autant de paysans qu'on pourrait l'imaginer. Beaucoup de suspects n'étaient pas riches ou n'étaient pas propriétaires terriens : dans beaucoup de villages, on n'aurait rien eu à distribuer ; puis, les métayers et les paysans qui avaient déjà un lopin, quoique insuffisant, auraient-ils compté parmi les indigents ? Il y avait des mesures qu'ils ne cessaient de réclamer et qu'il eût été facile de leur accorder : c'étaient la division des grandes fermes en petites exploitations et la réforme du métayage. Puisque les Robespierristes ont pensé à eux, il est d'autant plus caractéristique qu'ils soient demeurés sourds à ces pétitions : cette réglementation ne leur était probablement pas plus sympathique que le maximum. En somme, il leur a manqué, comme aux Enragés, une politique agraire qui pût émouvoir

les classes rurales. Quant aux ouvriers des villes, du moment qu'on laissait fléchir le maximum, tout était dit : on n'avait plus rien à leur offrir.

Les Montagnards, à la vérité, essayèrent de tenir les promesses que la Constituante avait faites à tous les Français : la loi du 22 floréal (11 mai 1794) institua « le livre de la bienfaisance publique » et on commença à distribuer des secours aux indigents ; celle du 29 frimaire (19 décembre 1793) avait ordonné la création d'écoles primaires, obligatoires et gratuites. Malheureusement pour appliquer d'une façon efficace l'une et l'autre, il fallait beaucoup de temps et d'argent. Les Montagnards sentaient vivement la nécessité d'instruire le peuple afin de développer l'esprit civique et aussi de fortifier l'unité nationale : le décret du 8 pluviôse ordonna d'enseigner le français dans les régions où on ne le parlait pas encore. Mais le personnel et le matériel leur manquèrent.

Tout compte fait, le gouvernement révolutionnaire ne réussit pas à s'attacher le prolétariat rural et il déçut les sans-culottes des villes qui l'avaient créé. Or, au cours de l'été, la situation économique s'aggrava ; dans les régions productives elles-mêmes, comme la Beauce, la Limagne ou la Flandre maritime, la pénurie se fit sentir ; la période de soudure, toujours longue à cette époque, à cause du battage, menaçait de s'étendre, les ouvriers étant rares. Puis, les perspectives d'avenir étaient sombres, car la récolte s'annonçait mauvaise. Le Comité avait fait de grands efforts pour assurer la culture des terres. Les municipalités avaient été chargées d'y veiller, en employant au besoin la réquisition. La Convention avait prescrit de dessécher les étangs et de cultiver les jardins d'agrément ; une propagande active, pour laquelle on utilisa la *Feuille du cultivateur*, essaya d'améliorer les méthodes agricoles et de développer l'usage de la pomme de terre. On intervint quelquefois afin de détourner le paysan d'abandonner les céréales pour les cultures non taxées ou pour l'élevage : la crainte de la famine fut, en ce domaine, l'utile auxiliaire du gouvernement. Mais il ne pouvait se faire d'illusions : une part notable du sol demeura inculte ou mal préparée, faute de charrois, d'instruments aratoires ou de main-d'œuvre et aussi à cause des ravages de la guerre. Enfin les intempéries se mirent de la partie. On pouvait prévoir que l'an III serait une année de famine. Et d'autre part, quoique ralentie, l'inflation continuait, malgré le maximum, l'emprunt forcé et les taxes révolutionnaires ; l'assignat se dépréciait

lentement : à la fin de l'été, il se trouva ramené au-dessous de 30 pour 100.

Le gouvernement révolutionnaire avait gagné une année, le temps de vaincre ; mais il était menacé de se voir emporté, à son tour, par une crise économique, comme l'Ancien régime et les Girondins. Puisque la paix était encore lointaine, il lui fallait, pour se défendre, maintenir, plus que jamais, la Terreur à l'ordre du jour.

X. — LA TERREUR¹.

Les sans-culottes l'avaient instituée pour intimider les contre-révolutionnaires et aussi les riches qui cachaient leur argent ou le faisaient passer à l'étranger. Ils s'étaient trouvés maîtres de l'appliquer eux-mêmes à cause de l'anarchie administrative et, par suite, sa rigueur avait été très inégale ; elle ne fut féroce qu'en certains endroits ; ils ne furent pas nombreux et n'avaient pas besoin de l'être, car ils servaient d'exemple et, tout à l'entour, rendaient inutile l'effusion de sang. Mais la Terreur, arbitraire par elle-même, le devint plus encore par la carence du pouvoir central et l'absence de contrôle ; l'esprit de vengeance, l'autoritarisme impulsif et débridé de certains hommes, les haines personnelles, la corruption (à Bordeaux, par exemple) la dénaturèrent. Les conflits religieux accrurent le danger : dès le premier moment, les fidèles des réfractaires furent traités en ennemis du peuple ; quand la déchristianisation eut commencé, le catholique devint suspect. Ce n'est pas que tous les condamnés de la justice révolutionnaire aient été frappés injustement ou à raison d'un inoffensif délit d'opinion. D'abord, en temps de guerre, tel propos peut être un crime : c'est affaire de circonstances et d'intention ; mais, en outre, les rebelles, les émigrés, les concussionnaires ont probablement formé la majorité des condamnés à mort. Il n'en est pas moins certain qu'indépendamment même des exécutions sommaires,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 213, les ouvrages sur l'organisation du gouvernement révolutionnaire et sur sa doctrine ; p. 123, les ouvrages de E. Campardon et H. Wallon sur le tribunal révolutionnaire ; E. Lebon, *Joseph Le Bon dans sa vie privée et sa carrière politique* (Paris, 1861, in-8°), et, en sens contraire, A. Paris, *Histoire de Joseph Le Bon* (Arras, 1864, in-8°) ; V. de Baumeftort, *Le tribunal révolutionnaire d'Orange* (Avignon, 1875, in-8°) : abbé S. Bonnel, *Les 332 victimes de la Commission populaire d'Orange* (Avignon, 1888, in-8°). — Sur le rôle de Robespierre, voir A. Mathiez, *Robespierre terroriste* (Paris, 1921, in-16). Pour la politique religieuse, se reporter à la page 213.

la procédure fut expéditive et la répression excessive. Et le pire fut qu'on emprisonna une foule de gens qui, hostiles sans doute au gouvernement révolutionnaire, n'avaient aucunement l'intention de lui désobéir.

En rappelant les grands terroristes, Carrier, Barras et Fréron, Tallien, Fouché; en blâmant la déchristianisation par la violence; en rétablissant la centralisation administrative et répressive, le Comité de Salut public s'efforça de régulariser la Terreur et d'en faire uniquement un instrument de gouvernement politique et économique, d'un emploi à la fois plus restreint et plus étendu que ne le voulaient les sans-culottes : plus restreint, car tous ceux qui concouraient sans murmurer à la défense révolutionnaire devaient être épargnés ; plus étendu, car personne ne devait l'être, même les sans-culottes, s'ils contrariaient le gouvernement. Mais le Comité ne pouvait s'en passer, car elle lui était indispensable pour briser les résistances passives, faire taire l'intérêt individuel et anéantir l'esprit particulariste. Si la majorité des Français était attachée à la Révolution et détestait l'intervention de l'étranger, elle n'avait pas une culture civique assez étendue pour se plier spontanément à la discipline. La Terreur les y a obligés et elle a puissamment contribué à développer l'habitude et, par conséquent, le sens de la solidarité nationale.

Toutefois, ici encore, c'est une tendance qui se manifeste plutôt qu'une politique nette et cohérente. Pour régulariser la Terreur, il aurait fallu définir les crimes à réprimer et accroître les garanties des accusés. Or, le Comité redoutait, avant tout, de se désarmer; il ne voulait pas que la répression, se faisant moins expéditive, perdît de son efficacité; il ne visait pas que les conspirateurs, au sens juridique du mot, mais tous ceux qui contestaient son autorité ou gênaient son action : une critique, une fausse nouvelle, un artifice de procédure, une plaidoirie pouvaient dissimuler une intrigue contre-révolutionnaire, et il en voulait rester juge. Dès le 5 nivôse (25 décembre 1793), il avait été entendu qu'on « perfectionnerait » le tribunal révolutionnaire. L'entreprise aboutit à la loi du 22 prairial (10 juin 1794) qui supprima la défense, ne laissa plus que le choix entre l'acquiescement et la mort et définit les « ennemis du peuple » d'une manière si vague que l'arbitraire terroriste de la loi des suspects se trouva confirmé et renforcé. D'ailleurs, Couthon, dans son rapport, avait dit : « Il n'est pas question de donner quelques exemples, mais d'exterminer les implacables satellites

de la tyrannie. » Tout dépendait, il est vrai, de la manière dont on appliquerait la loi. Mais, précisément, le Comité n'en demeura pas maître.

La centralisation d'abord demeurerait imparfaite, comme on l'a vu. Lebon, à Arras et à Cambrai, ressuscita la terreur sanglante et y fit condamner à mort 541 personnes, sans que le Comité, on ne sait trop pourquoi, écoutât les protestations. Les terroristes locaux conservèrent une grande influence ; tantôt on réprima leur activité : ainsi firent Guiot en Flandre et Robespierre jeune en Franche-Comté ; tantôt on les laissa faire ; ceux d'Orléans, arrêtés par Laplanche, furent remis en liberté, puis arrêtés de nouveau sur l'ordre des Comités : le jeu des influences personnelles peut seul expliquer ces variations. Puis les circonstances durent être prises en considération : le Comité avait rappelé Turreau dont les colonnes infernales avaient ranimé la guerre de Vendée ; au contraire, il laissa faire Maignet qui, dans le Vaucluse, se trouvait aux prises avec certains terroristes et avec la contre-révolution : Jourdan Coupe-têtes fut guillotiné, mais le village de Bédoin, où l'on avait abattu l'arbre de la liberté, fut livré aux flammes, après 63 exécutions, et une commission populaire instituée à Orange en prononça 332 autres.

Enfin, le Comité de Salut public n'avait pas la direction exclusive de la répression : en principe, c'était le Comité de Sûreté générale qui en était chargé. Amar, Voulland, Vadier s'y montraient inexorables et c'était à eux qu'obéissait Fouquier-Tinville, le procureur du tribunal révolutionnaire, beaucoup plus qu'au Comité de Salut public. Leur autorité dépendait de la Terreur et, instinctivement, ils tendaient à la perpétuer et à l'étendre. Les terroristes rappelés et désavoués trouvèrent en eux un appui. A cet égard, le Comité de Sûreté générale ressuscita l'esprit hébertiste, exterminateur et policier, en face du Comité de Salut public, administrateur et bureaucratique. Celui-ci s'efforça d'accaparer les attributions de son rival et de perfectionner, à son profit, l'unité gouvernementale. Déjà, en nivôse, Robespierre, en faisant instituer le Comité de justice, l'avait subordonné au Comité de Salut public en même temps qu'à celui de Sûreté générale ; le 23 ventôse (13 mars 1794), quand on créa six commissions populaires pour trier les suspects emprisonnés, la nomination en fut également attribuée aux deux comités en commun ; à la fin de germinal, le Comité de Salut public se constitua un bureau de police générale. La loi du 22 prairial fut présentée à la Convention par Robespierre et Couthon,

au nom du Comité de Salut public, sans que le Comité de Sûreté générale eût été consulté. Alors celui-ci s'insurgea et, en somme, triompha : des six commissions populaires, on n'en nomma que deux, à Paris, et elles fonctionnèrent lentement ; ce fut le Comité de Sûreté générale qui appliqua la loi de prairial et il en faussa complètement l'application par des pratiques odieuses, amalgamant les causes les plus différentes pour faire condamner les accusés par « fournées » et alléguant de soi-disant conspirations des prisons pour multiplier les exécutions. Jusqu'en juin 1794, le tribunal de Paris avait fait guillotiner 1.251 personnes ; du 10 juin au 27 juillet, il en fit périr 1.376. « Les têtes tombaient comme des ardoises », dit Fouquier-Tinville. Alors moururent M^{me} Elisabeth, Lavoisier et André Chénier.

Le conflit finit par s'étendre à la politique religieuse. Ne pas traiter les croyants en contre-révolutionnaires, ne pas utiliser la Terreur pour supprimer le culte constitutionnel, c'était la règle la mieux affirmée et la plus habile du Comité de Salut public. Mais le décret du 18 frimaire (8 décembre 1793) avait confirmé les mesures déjà prises, et le sentiment de beaucoup de représentants et des chefs terroristes de province était si déterminé que le Comité n'osa pas les empêcher de poursuivre leur entreprise, sans cesser de leur recommander la prudence. Petit à petit, presque toutes les églises se fermèrent. Le culte ne s'interrompt point complètement : il continua en secret ; mais la majorité des fidèles en furent privés et les craintes du Comité se réalisèrent : il y eut beaucoup de troubles et parfois graves. Dans la région de Coulommiers, il fallut réprimer un véritable soulèvement. Peut-être le Comité pensa-t-il atténuer le mal en approuvant le fameux rapport sur les fêtes décadaires, que Robespierre lut à la Convention, le 18 floréal (7 mai 1794). Au nom du peuple français, la Convention reconnut l'existence de l'Être suprême et de l'immortalité de l'âme. A l'Être suprême elle dédia la première fête décadaire, qui fut célébrée le 20 prairial (8 juin). Ce fut la plus belle des cérémonies populaires où le gouvernement voyait la meilleure des propagandes et qu'ordonnaient les plus grands artistes du temps : David, Gossec et Méhul, associés, comme les savants, à l'œuvre de la République. Bien qu'on lui eût adjoint la nature, l'Être suprême était bien, aux yeux de tous, le Dieu personnel, rémunérateur et vengeur, que Robespierre avait toujours représenté comme l'espoir du patriote et le consolateur du pauvre. Ce spiritualisme d'État pouvait plaire aux catholiques. La fête coïncida

du reste avec la Fête-Dieu : fut-ce pur hasard ? La plupart des sans-culottes adorèrent l'Être suprême sans sourciller. Le nouveau culte à leurs yeux prolongeait celui de la Raison. L'essentiel, pour eux, était que le catholicisme eût été remplacé par une religion civique, quelle qu'en fût la forme ; d'ailleurs, formés par l'Église, la plupart n'étaient pas athées. Mais ils n'entendaient pas faire de concessions aux catholiques et continuèrent imperturbablement à les empêcher de « messer ». Et, d'autre part, à la Convention et dans les Comités, certains s'irritèrent. Ils jugèrent que le spiritualisme d'État, sanctionné par la Terreur, menaçait leur liberté de pensée ou le regardèrent comme une capitulation. Le Comité de Sûreté générale, sur ce point encore, semble avoir perpétué la tradition hébertiste.

Les terroristes commencèrent ainsi à se diviser à propos de la Terreur même, au moment où la crise économique, s'aggravant, la rendait plus indispensable au régime, tandis que la victoire, s'affirmant enfin, rendait plus odieux les excès sanglants de la répression.

XI. — LA VICTOIRE RÉVOLUTIONNAIRE (MAI-JUILLET 1794) ¹.

On a reproché au Comité de Salut public d'avoir abandonné la politique de Danton et de n'avoir pas cherché à rendre la victoire moins coûteuse au moyen de la diplomatie : il aurait dû, tout à la fois, exploiter les divisions de la coalition, soutenir les

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Pour la diplomatie, outre les ouvrages généraux (principalement A. Sorel, très hostile au Comité), consulter P. Mantoux, *Le Comité de Salut public et la mission de Genet aux États-Unis*, dans la *Revue d'histoire moderne*, t. XIII (1909), p. 5-35 ; M. Minnigerode, *Jefferson friend of France. The career of Ed. Ch. Genet* (New-York et Londres, 1928, in-8°) ; R. Petiet, *Gustave IV-Adolphe et la Révolution française* (Paris, 1914, in-8°) ; Martine Rémusat, *Un sans-culotte à la cour de Danemark* [Grouvelle] dans la *Revue de Paris*, ann. 1912, t. IV, p. 538-578 ; A. Lods, *Bernard de Saintes et la réunion de la principauté de Montbéliard* (Paris, 1888, in-8°) ; J. Grossbart, *La politique polonaise de la Révolution jusqu'aux traités de Bâle*, en cours de publication dans les *Annales historiques de la Révolution française*, 1929. — Il nous manque une histoire des relations avec la Suisse pendant la Révolution ; l'ouvrage de J. L. Rieser, *Les relations franco-helvétiques sous la Convention* (Dijon, 1926, in-8°) est insuffisant ; se reporter aux *Papiers de Barthélemy*, publiés par J. Kaulek et A. Tausserat-Radel (Paris, 6 vol. in-8°, 1886-1910 ; publication du ministère des Affaires étrangères) ; la *Correspondance de P. Ochs*, publiée par G. Steiner, citée p. 13, sera très précieuse, mais s'arrête actuellement à 1792 ; voir aussi l'ouvrage de H. Büchi, cité p. 13 ; pour Genève : A. Mazon, *Histoire de Soularie* (Paris, 1893, 2 vol. in-8°), et les ouvrages de Ed. Chapuisat et M. Peter, cités p. 71. — Pour les opérations militaires, outre les ouvrages généraux cités p. 111, 172 et 223, consulter H. Coutanceau, *La campagne de 1794 à l'armée du nord* ; 1^{re} partie : *Organisation* (Paris, 1903-1905, 2 vol. in-8° ; publication de l'état-major de

Polonais et pousser les Scandinaves à l'action. Grouvelle le renseignait de Copenhague, Barthélemy et Bacher, de Suisse : à leur avis, la Prusse et l'Autriche inclinaient à négocier. Le Comité fit la sourde oreille, et avec raison : à l'intérieur, il aurait, en négociant, encouragé les indulgents et détendu l'effort national ; au dehors, il n'aurait rien obtenu : c'est seulement après la victoire des régicides que le roi de Prusse se résigna à traiter avec eux. Quant aux Polonais, le Comité laissa Parandier lui envoyer Kosciuzko, mais refusa tout subside. Il esquaissa le plan d'une ligue des neutres et contribua, par l'intermédiaire de Grouvelle, qui conservait avec Bernstorff des rapports amicaux, à unir le Danemark et la Suède ; on parla même de financer les armements suédois ; mais tout projet de cet ordre était chimérique : où aurait-on pris l'argent ? Le Comité savait d'ailleurs que les Scandinaves, comme les Américains, ne pensaient qu'à trafiquer en paix : à la première menace, les Anglais, en cédant, auraient rendu vains les sacrifices de la France. Les Polonais pouvaient être plus utiles, mais on n'avait pas les moyens de les aider. Il est certain d'ailleurs que cette « république » aristocratique et royale, n'était point sympathique au Comité ; probablement, il avait aussi une arrière-pensée : si l'on traitait un jour avec la Prusse, il faudrait sacrifier la Pologne ; il était donc plus honnête de ne lui rien promettre.

Si le Comité n'attacha pas grande importance aux manœuvres diplomatiques, il eut pourtant une politique extérieure : il s'efforça de ménager les neutres et de ne pas accroître le nombre de ses ennemis. Renouant la tradition, Robespierre, le 27 brumaire (17 novembre 1793), rappela aux petits États que leur indépendance ne survivrait pas à l'écrasement de la France. Les relations commerciales furent rétablies avec les neutres et leurs vaisseaux ménagés. Et surtout on renonça à la propagande. C'était principalement la Suisse qu'elle pouvait alarmer ; aussi Robespierre coupa court aux manœuvres d'Hérault qui, à deux pas de Bâle, cherchait à annexer Mulhouse ; Montbéliard

l'armée ; 2^e partie : *Opérations* (Paris, 1907-1908, 2 vol. in-8^o), s'arrête à la bataille de Tourcoing ; V. Dupuis, *Les opérations militaires de la Sambre en 1794 ; bataille de Fleurus* (Paris, 1907, in-8^o ; publication de l'état-major) ; L. Jouan, *La campagne de 1794-1795 dans les Pays-Bas*, t. I (seul paru) : *La conquête de la Belgique, mai-juillet 1794* (Paris, 1914, in-8^o ; publication de l'état-major) ; L. Hennequin, *La campagne de 1794 entre Rhin et Moselle* (Paris, 1909, in-8^o ; publication de l'état-major) ; G. Fabry, *Histoire de la campagne de 1794 en Italie* (Paris, 1905, 2 vo. in-8^o) ; les ouvrages de L. Krebs et H. Moris, J. Fervel et E. Ducéré, cités p 223 ; A. Chuquet, *Dugommier* (Paris, 1904, in-8^o).

avait voté l'annexion et elle s'opéra en fait, mais la Convention ne la prononça point ; à Genève, où Soulvie représentait la France, les démocrates renversèrent bien le patriciat, mais le Comité se garda d'occuper la ville. Barthélemy put calmer la méfiance des cantons et une foule d'agents y placèrent nos commandes ; on leur fournit d'ailleurs le sel et les matières dont ils avaient besoin. Les menées contre-révolutionnaires de Steiger, le chef de l'aristocratie bernoise, se heurtèrent à la résistance des cantons de Zurich et de Bâle, qui tenaient à trafiquer librement avec la France. Aux États-Unis, Genet, l'envoyé girondin, avait publiquement lié partie avec les républicains contre Washington, pour entraîner le pays dans la guerre, et il avait armé des corsaires dans les ports américains ; on fut à deux doigts de la rupture ; elle eût été d'autant plus regrettable que la dette des États-Unis était le seul crédit dont la France disposât à l'étranger. Genet fut remplacé et se garda de rentrer en France.

En renonçant à la propagande, le Comité n'obéissait pas seulement à la prudence. L'apathie des peuples « esclaves » et la « conspiration de l'étranger » avaient réveillé l'égoïsme national ; les intérêts mercantiles étaient satisfaits qu'on eût rompu le traité de 1786 et fermé le pays au commerce anglais. Le Comité s'empressa d'exploiter ces sentiments : il « nationalisa » ou « popularisa » la guerre. Barère, dans ses « carmagnoles » ne cesse de ridiculiser l'ennemi et de flatter l'orgueil de la nation. « Je n'aime pas les Anglais, moi ! », s'écrie Robespierre aux Jacobins. Puisque les peuples ne désavouaient pas leurs gouvernements, on les traiterait désormais en conséquence. Dès septembre 1793, le Comité prescrit aux armées de mettre la main sur toutes les ressources des pays qu'elles occuperont et de faire rentrer en France tout ce qu'elles n'auront pas consommé ; au cours de l'hiver, le Palatinat est rigoureusement exploité, notamment les mines de Sarrebruck ; quand l'offensive se dessine, le Comité établit près de chaque armée une agence d'évacuation (24 floréal, 13 mai) et l'opération est définitivement organisée le 30 messidor (18 juillet). Les pays conquis furent systématiquement dépouillés ; dans les Pyrénées espagnoles, on détruisit les fonderies qu'on ne pouvait utiliser. Le gouvernement révolutionnaire ouvrit ainsi la voie à la politique annexionniste des Thermidoriens qui éternisa le conflit. Mais son dessein était bien différent. Il voyait bien que le pays s'épuisait et, redoutant la dictature militaire, il n'entendait pas s'installer dans la guerre. « Nous

voulons finir cette année », disait Carnot ; autrement « ce serait périr de faim et d'épuisement. »

A l'armée du nord, il avait donné à Pichegru environ 150.000 hommes, avec ordre d'attaquer en Flandre, pour prendre Ypres et livrer une grande bataille entre la Lys et l'Escaut ; à l'extrême-droite, l'armée des Ardennes, 25.000 hommes, devait menacer Charleroi, à titre de diversion, et celle de la Moselle, 40.000 hommes, s'avancer vers Liège. Pichegru se montra bien inférieur à sa réputation et tergiversa pendant un mois. Si elle laissait ainsi l'initiative à l'ennemi, l'armée républicaine, massée aux deux tiers sur sa gauche, vers la mer, risquait de se voir enfoncée au centre. C'est ce que Mack voulait faire : il prit Landrecies et battit les Français près du Cateau. Mais Cobourg transporta l'attaque vers Lille et se fit battre à Tourcoing par les lieutenants de Pichegru (29 floréal, 18 mai). Pendant ce temps, Saint-Just donnait à la diversion de droite les proportions d'une véritable attaque ; l'armée des Ardennes fut portée peu à peu à 50.000 hommes ; quatre fois, il la ramena en vain, à l'assaut de Charleroi.

L'immobilité des Prussiens décida de la campagne, comme en 1793. Jourdan put s'avancer à travers l'Ardenne. Poursuivant Beaulieu, il obliqua vers Dinant. Le Comité décida alors de réunir son armée à celle des Ardennes, mais la prise de Charleroi demeura le seul objectif assigné à cette masse de 90.000 hommes. Après un nouvel échec, Jourdan réussit enfin à faire capituler la ville. A ce moment, Pichegru prenait Ypres : Carnot avait fini par réaliser, en tâtonnant, la manœuvre classique par les ailes. Mais ce fut bien l'attaque de Jourdan que Cobourg jugea décisive. Le soir même de la chute de Charleroi, il arrivait pour livrer bataille. Le 8 messidor (26 juin), il fut vaincu dans la plaine de Fleurus. Toutefois il était trop tard pour qu'on pût couper les communications de l'ennemi : il put évacuer la Belgique. Pichegru et Jourdan se rejoignirent à Bruxelles ; puis le premier refoula les Anglo-Hollandais vers le nord et le second les Autrichiens au delà de la Meuse. Anvers et Liège furent occupées le même jour (9 thermidor, 27 juillet). Épuisés, les Français s'arrêtèrent pour reprendre les places du nord et se préparer en Belgique une nouvelle base. En septembre, Jourdan se remit en marche, battit Beaulieu sur l'Ourthe et sur la Roër et atteignit le Rhin ; à ce moment, Mollendorf se retirait : les armées de la Moselle et du Rhin purent avancer et bloquer Mayence. Pichegru attendit que les fleuves fussent gelés pour

envahir la Hollande ; en décembre et en janvier, il l'occupa sans lutte : les Anglais s'étaient retirés en Hanovre. Aux Pyrénées-Orientales, Dugommier avait enlevé le camp du Boulou, le 12 floréal (1^{er} mai), repris les places fortes et envahi la Catalogne ; à l'ouest, Moncey avait tourné et dispersé l'ennemi, occupé Fontarabie et Saint-Sébastien (6 et 7 thermidor, 24 et 25 juillet). A ce moment, l'invasion de l'Italie était imminente : Bonaparte, maintenant général de brigade, avait fait imposer son plan à Carnot par ses amis, les deux Robespierre ; mais après le 9 thermidor, Carnot revint à son propre dessein qui était de renforcer Dugommier : en novembre, à la bataille de la Montagne noire, les Espagnols furent mis en déroute ; Figières capitula ; Pérignon, remplaçant Dugommier tué, put assiéger et prendre Rosas.

La Prusse et l'Espagne allaient traiter ; les Pays-Bas possédaient de grandes ressources ; par eux, le trafic avec Hambourg et la Baltique allait reprendre ; la république pouvait retarder la débâcle financière et économique, faire un suprême effort pour achever sa victoire et obliger l'Autriche à la paix. Mais il eût fallu que l'armature révolutionnaire subsistât.

XII. — LE 9 THERMIDOR (27 JUILLET 1794)¹.

Or, les Montagnards lui avaient porté de leurs propres mains, une irrémédiable atteinte. Le Comité de Sûreté générale, mécontent du Comité de Salut public, s'en prit particulièrement à Robespierre. Rien de plus naturel : c'était lui qui avait défendu la politique du gouvernement avec autant de clairvoyance que de courage, à la Convention et aux Jacobins ; ce fut pour « constituer l'unité de gouvernement » qu'il engagea, le 8 thermidor (26 juillet 1794), la lutte suprême ; on savait que les modérés comptaient sur lui pour régulariser la Terreur ; le culte de l'Être suprême était son œuvre. Le conflit remontait à la crise de frimaire ; le compromis sanglant de germinal l'avait ajourné ; à la fin de prairial, il était redevenu aigu.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — E. Hamel, *Thermidor* (Paris, 1891, in-12) ; A. Godard *Le procès du 9 thermidor* (Paris, 1912, in-12) ; L. Barthou, *Le 9 thermidor* (Paris, 1926 in-16) ; A. Mathiez, *Les divisions dans les Comités à la veille de Thermidor*, dans la *Revue historique*, t. CXVIII (1915), p. 70-87 ; du même, *Les séances des 4 et 5 thermidor aux deux Comités de Salut public et de Sûreté générale*, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. IV (1927), p. 193-222 ; A. Mathiez et H. Chobaut, *Trois lettres inédites de Voulland sur la crise de thermidor*, *ibid.*, p. 67-77 ; voir aussi *Lettres du conventionnel d'Ysez*, dans la *Revue de France*, 1926, t. VI, p. 517-521.

Comme Robespierre avait toujours agi avec l'approbation de ses collègues du Comité de Salut public, on pouvait croire qu'ils le soutiendraient. Il n'en fut rien : Saint-Just et Couthon le suivirent seuls jusqu'au bout. Que Billaud et Collot aient pris parti contre lui, on ne peut s'en étonner ; ils avaient toujours été des terroristes extrêmes. Mais les autres, qui étaient avant tout des administrateurs, semblaient s'accorder avec Robespierre sur l'essentiel. Peut-être lui reprochaient-ils secrètement d'avoir frappé les indulgents : Robert Lindet avait même refusé de contresigner l'arrestation de Danton. La loi du 22 prairial (10 juin 1794), qui était son œuvre, accrut certainement leur mécontentement : l'un de ses articles permettait aux Comités de mettre les députés en accusation sans l'autorisation de la Convention ; les adversaires de Robespierre l'accusèrent de vouloir s'en servir pour établir son pouvoir personnel et il dut s'engager à fond pour le faire maintenir ; bien que le Comité de Salut public eût approuvé le projet, l'arrière-pensée qu'on attribuait à Robespierre troubla ses collègues. Il se peut aussi que son obstination à dénoncer l'athéisme comme un crime politique ait excité leur méfiance. Le décret que Saint-Just avait fait voter en ventôse, et dont l'exécution demeurait en suspens, a pu également les préoccuper : il ordonnait la distribution aux sans-culottes indigents des biens de tous les suspects. Cette mesure formidable ne devait pas être du goût de Carnot et de Lindet. Bref, extrémistes et modérés se coalisèrent contre le prétendu dictateur.

Mais, on n'en peut douter, le mal vint surtout des querelles personnelles. Tous ces hommes, capables et probes, étaient autoritaires ; épuisés par le travail, surexcités par le danger, ils se contenaient malaisément : Carnot eut avec Saint-Just des altercations violentes. Robespierre, qu'on cherchait à assassiner, était irritable et ne pardonnait pas facilement. Vraisemblablement, on supportait impatiemment son ascendant et on se lassait d'entendre vanter « l'Incorruptible ». Il était, en effet, populaire parmi la petite bourgeoisie révolutionnaire qui se retrouvait en lui : demeuré sans fortune malgré son talent, il menait, chez le menuisier Duplay, rue Saint-Honoré, une vie modeste et familiale ; fondateur du parti démocratique et fraternel aux humbles, il n'en était pas moins soigneux de sa personne et il répudiait le débraillé des sans-culottes, la carmagnole et le bonnet rouge.

Ses ennemis trouvèrent de fâcheux alliés parmi les terroristes

qu'il avait fait rappeler de mission : Carrier, Fouché, et surtout les prévaricateurs, Barras, Fréron, Rovère, Tallien ; la maîtresse de ce dernier, Thérèse Cabarrus, était en prison et, craignant l'échafaud, l'affolait par ses reproches. Ils s'étaient offerts à Robespierre. Mais ce septentrional, chaste et taciturne, attentif à la vie spirituelle et morale et qui avait su rester pauvre, n'avait que du mépris pour les jouisseurs et les frivoles qui, même sincères et honnêtes, regardaient la vie publique comme une carrière. La fraction des « corrompus » ressuscitait et, encore une fois, se coalisait avec les exagérés.

A la fin de prairial, Vadier entreprit de ridiculiser l'Être suprême et son pontife à propos d'une vieille femme, Catherine Théot, qui se donnait pour la « Mère de Dieu » et rassemblait d'inoffensifs fidèles. Robespierre s'opposa au procès et l'emporta après une scène violente, mais, n'ayant pu obtenir la destitution de Fouquier-Tinville, il cessa de venir au Comité. Si l'accord ne se rétablissait pas, l'arbitrage de la Convention devenait inévitable et c'en était fait de la stabilité gouvernementale. Les membres des Comités s'en rendirent compte et, au début de thermidor, essayèrent un replâtrage ; Saint-Just et Couthon s'y prêtèrent, mais non Robespierre. Au contraire, le 8 (26 juillet), il attaqua ses ennemis devant la Convention. S'il les avait nommés, il eût probablement triomphé sur l'heure, mais il s'y refusa et cette défaillance le perdit, car on crut qu'il demandait un blanc-seing et ses adversaires profitèrent du délai pour dénoncer la dictature et se préparer à la riposte. Le lendemain, en effet, ils l'empêchèrent de parler et le firent mettre en accusation avec son frère, Saint-Just, Couthon et Lebas.

La Commune était robespierriste : elle se mit en état d'insurrection et les délivra. Mais toutes les journées avaient exigé une longue préparation ; cette fois, on était pris de court et, d'ailleurs, Robespierre lui-même avait brisé les cadres insurrectionnels : les sectionnaires ne vinrent qu'en petit nombre et ne trouvèrent pas de chefs. Plusieurs heures se perdirent pendant lesquelles la Convention eut le temps de mettre les rebelles hors la loi et de rassembler quelques soldats et quelques gardes nationaux des quartiers bourgeois. Le 10 thermidor (28 juillet), vers deux heures du matin, l'Hôtel de ville fut envahi ; dans la bagarre, Robespierre eut la mâchoire fracassée d'un coup de pistolet : probablement avait-il voulu se tuer. Les insurgés furent faits prisonniers et exécutés le soir à sept heures. D'autres furent guillotins, le 11, le 12 et le 18 : en tout 105.

Par toute la France, les terroristes furent déconcertés : Robespierre, traître à la république, après Hébert et Danton ! La plupart, au fond, ne voulurent pas l'admettre. Mais la grande majorité de la nation se montra très satisfaite : elle jugea que le gouvernement révolutionnaire était mortellement atteint ; elle ne se trompait pas.

CHAPITRE III

LA RÉACTION THERMIDORIENNE ET LES TRAITÉS DE 1795¹

Les Thermidoriens pourchassèrent les terroristes et rétablirent la domination politique de la bourgeoisie en organisant une république censitaire. Ils disloquèrent le gouvernement révolutionnaire et se trouvèrent ainsi incapables de poursuivre vigoureusement la guerre. La coalition étant dissoute et la république victorieuse, ils auraient pu conclure une paix générale. Mais ils la rendirent impossible en faisant de l'acquisition des frontières naturelles un article du programme républicain. Ils compromirent ainsi l'avenir du régime qu'ils avaient institué en lui léguant la banqueroute et la guerre.

I. — LA RÉACTION THERMIDORIENNE : DISLOCATION DU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE².

Pour sauver leurs têtes, les terroristes extrêmes avaient dû accuser Robespierre de dictature et, d'accord avec Tallien et ses acolytes, inaugurer le procès du gouvernement dont ils faisaient partie. Les Conventionnels les prirent au mot et s'empressèrent de remettre la main sur le pouvoir exécutif. Dès le 11 thermidor (29 juillet 1794), il fut arrêté que les Comités seraient renouvelés

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — Les ouvrages généraux cités p. 29 et 144. Pour l'histoire intérieure de la France, on leur substituera de préférence l'ouvrage récent d'A. Mathiez, *La réaction thermidorienne* (Paris, 1929, in-8°).

2. OUVRAGES À CONSULTER. — Outre le livre d'A. Mathiez, cité n. 1, consulter sur la désorganisation progressive du gouvernement révolutionnaire P. Mautouchet, cité p. 118; et A. Aulard, *Histoire politique de la Révolution* (citée p. 29), 2^e partie, chap. xi et xii. Voir aussi Ch. de Lacretelle, *Dix années d'épreuves pendant la Révolution* (Paris, 1842, in-8°), chap. x et xi; J. Turquan, *La citoyenne Tallien* (Paris [1898], in-8°). — Pour la Vendée, se reporter à la p. 200. Ajouter L. de la Sicotière, *L. de Frotté et l'insurrection normande* (Paris, 1888, 3 vol. in-8°). — Sur la politique religieuse, se reporter aux ouvrages généraux indiqués p. 60; A. Mathiez, *La Révolution et l'Église* (cité p. 213), chap. iv et vi.

tous les mois par quart et qu'aucun de leurs membres ne pourrait être réélu qu'après un mois d'intervalle ; les terroristes en sortirent peu à peu ; ce fut Carnot qu'on y laissa le plus longtemps. Le 7 fructidor (24 août 1794), le Comité de Salut public, réduit à la guerre et aux affaires étrangères, fut dépouillé de l'autorité dominante ; l'intérieur et la justice passèrent au Comité de législation, avec la nomination des administrations ; les douze commissions exécutives, qui avaient remplacé les ministres, furent subordonnées aux douze principaux comités de la Convention. Au lendemain du 9 thermidor, la loi de prairial avait été rapportée ; le tribunal révolutionnaire, décimé, avait cessé de fonctionner ; quand il eut été réorganisé, il ne retrouva pas son activité meurtrière : le vent avait décidément tourné ; les prisons ne se vidaient pas vite, mais la Terreur, visiblement, prenait fin. Simultanément, le gouvernement révolutionnaire avait perdu ses trois attributs essentiels : la stabilité, la centralisation, la force coactive.

Cependant la Plaine, comme la Montagne, paraissait redouter un retour offensif de la contre-révolution et faisait appel à l'union des républicains. La Convention accordait à Marat les honneurs du Panthéon ; elle achevait de séparer l'Église constitutionnelle de l'État et lui supprimait définitivement son budget ; enfin elle proclamait qu'elle maintiendrait le gouvernement révolutionnaire. Mais, dès la fin de thermidor, la Montagne et les Jacobins protestèrent contre la libération des suspects et la scission éclata.

La Plaine, comme la Droite, ne pardonnait pas aux sans-culottes d'avoir fait violence à la Convention et de lui avoir imposé la dictature de la Montagne ; elle ne redoutait rien tant, pour le moment, que de retomber sous le joug. En province, les terroristes continuèrent, durant des mois, à siéger dans un grand nombre d'administrations ; les églises restaient fermées et les prisons pleines ; les tribunaux criminels appliquaient toujours les lois révolutionnaires ; on s'efforçait encore de faire respecter le maximum. Instinctivement, la Plaine devait donc se rapprocher de la Droite ; Tallien, Barras, Fréron, Rovère, anciens terroristes, allèrent s'y asseoir dès les premiers jours, tandis que, hors de l'Assemblée, ils se mettaient à la tête des « Muscadins ». Le 25 vendémiaire an III (16 octobre 1794), la Convention interdit aux clubs de s'affilier et brisa l'armature du parti montagnard. Les sociétés populaires entrèrent en sommeil et beaucoup devinrent un instrument de réaction, avant de dispa-

raître peu à peu. Depuis le 7 fructidor, il n'y avait plus qu'un Comité de surveillance par district. La Terreur ayant pris fin, les salons se rouvrirent et la Cabarrus, devenue M^{me} Tallien, fut bientôt la reine de Paris. La fête recommença au Palais royal. Les journaux se multiplièrent, presque tous thermidoriens. Les républicains modérés se laissèrent endoctriner par ce beau monde et, après avoir si longtemps entendu prêcher la vertu, trouvèrent agréable de se décarêmer. Ils ne purent refuser de rendre leurs sièges aux députés qui avaient protesté contre le 2 juin et que Robespierre avait sauvés de la guillotine, puis aux Girondins proscrits. Ce contingent renforça puissamment la Droite. Mais l'intervention décisive vint encore une fois du dehors. Lacrosette a raconté comment il eut l'idée, pour précipiter la réaction, d'organiser la « jeunesse dorée » en bandes armées qui, à coups de gourdin, firent la chasse aux patriotes désarmés. Fréron rivalisa d'ardeur avec lui. Les embusqués, les insoumis et les déserteurs sortis de leurs cachettes se portèrent au premier rang. Ils firent fermer le club des Jacobins, se rendirent maîtres des théâtres au chant du *Réveil du peuple*, firent disparaître le bonnet rouge, proscrivirent le tutoiement et la salutation citoyenne. On put alors s'en prendre aux terroristes dans la Convention même. Carrier fut décrété d'accusation et décapité ; une commission examina le cas de Billaud, Collot, Vadier et Barère, et instruisit le procès des anciens comités.

Au printemps de 1795, la politique qu'adopta la Convention à l'égard des cultes et des insurgés de l'ouest permit de mesurer le chemin parcouru. En dépit des administrations terroristes, on avait recommencé un peu partout à dire publiquement la messe, parfois dans les églises mêmes. A mesure que la Convention inclina vers la Droite, l'idée de trancher le conflit par une interprétation libérale de la séparation tendit à prévaloir, d'autant plus qu'en théorie la liberté des cultes avait toujours subsisté. Le 3 ventôse (21 février 1795), elle fut de nouveau proclamée ; tous les prêtres pourraient exercer leur ministère, pourvu qu'ils fissent acte de soumission aux lois de la république ; mais le culte devait rester strictement privé : les sonneries de cloches et le costume ecclésiastique demeuraient prohibés et toute subvention publique au culte interdite. L'ancienne Église constitutionnelle se reconstitua de son mieux sous la direction de Grégoire et un certain nombre de prêtres romains firent la déclaration prescrite. Mais les églises, propriété de l'État, demeurèrent fermées. Le 11 prairial (30 mai), on fit un pas de plus :

elles furent mises à la disposition des citoyens qui les réclamaient ; on les vit alors se rouvrir en foule. La loi y admettait tous les cultes simultanément, y compris le culte décadaire : nombre de prêtres romains refusèrent le *simultaneum* ; d'autres prétendirent recommencer les sonneries, sinon les processions. Ceux qui ne consentaient pas à signer l'engagement exigé par la loi organisèrent en secret un culte privé : pour eux, la France n'était plus qu'un pays de missions. Au cours de l'été, les déportés commencèrent d'ailleurs à rentrer, en même temps que les émigrés.

Les événements de l'ouest avaient beaucoup contribué à cette évolution religieuse. Les Thermidoriens étaient persuadés qu'ils viendraient à bout de la chouannerie et désarmeraient Charette et Stofflet en rétablissant la liberté du culte et en rendant les églises. De février à mai, ils négocièrent sur cette base des pacifications que la Convention ratifia. Ils accordèrent en outre l'amnistie, remboursèrent les bons délivrés par les rebelles et les admirent aux indemnités de dommages de guerre. Ils firent plus : la république prit les troupes insurgées à sa solde en s'engageant à ne jamais les envoyer à la frontière. Hoche avait prévu qu'on leur fournirait ainsi les moyens de recommencer la guerre au premier signal et, dès le 5 prairial (25 mai), il faisait arrêter le soi-disant baron de Cormatin, dont il avait saisi la correspondance et constaté la déloyauté. Mais, à ce moment, les Thermidoriens n'avaient plus rien à refuser aux royalistes mêmes : une crise économique, encore une fois, avait remis le peuple en mouvement et, contre les sans-culottes, se déchaînait la terreur blanche.

II. — LA CRISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE; LA TERREUR BLANCHE¹.

Les adversaires du gouvernement révolutionnaire incriminaient surtout ses rigueurs sanglantes, tâche facile et d'un

1. OUVRAGES A CONSULTER. — M. Marion, *Histoire financière de la France*, t. III, cité p. 200 ; A. Mathiez, *La réaction thermidorienne* (cité p. 261), chap. VIII et IX ; G. Lefebvre, *Introduction aux Documents relatifs au district de Bergues*, cité p. 57 ; du même, *Les paysans du Nord* (cité p. 56), p. 657-686. — Sur l'état de l'armée, H. Bourdeau, *Les armées du Rhin au début du Directoire* (Paris, 1909, in-8°) ; F. Vermales, *La désertion dans l'armée des Alpes après le 9 thermidor*, dans les *Annales révolutionnaires*, t. VI (1913), p. 506-516 et 643-657. — Sur Louis XVII, il existe une immense littérature, souvent dépourvue de toute critique. Voir surtout A. de Beauchesne, *Louis XVII* (Bruxelles et Leipzig, 1853, 2 vol., in-8°) ; R. Chantelauze, *Louis XVII* (Paris, 1884, in-8°, 2^e éd., 1895) ; G. Bord, *Autour du Temple* (Paris, 1913, 3 vol., in-8°).

effet sûr. Mais, au fond, ce que la bourgeoisie, petite et grande, rurale et citadine, détestait le plus, c'était ses mesures économiques.

Rendue à elle-même, la Convention revint à la liberté commerciale qu'elle avait toujours chérie. A l'automne de 1794, elle se mit à remanier le maximum et le régime des réquisitions ; elle ouvrit une enquête sur l'activité de la Commission de commerce et sur la gestion des entreprises nationalisées. A mesure que le gouvernement révolutionnaire se désorganisait et que la Terreur se retournait contre les terroristes, il devenait d'ailleurs de plus en plus difficile de faire respecter les taxes et exécuter les réquisitions. La disette étant certaine pour le printemps, la Convention se persuada que la liberté ferait sortir les grains de leur cachette et ranimerait l'importation. Le 4 nivôse (24 décembre 1794), elle abolit le maximum ; en quelques semaines, elle détruisit pièce à pièce l'œuvre du Comité de l'an II ; les fabrications de guerre se ralentirent, puis s'arrêtèrent ; l'État se remit à acheter de gré à gré et à traiter avec des fournisseurs.

La catastrophe fut sans précédent. Les prix firent des bonds prodigieux et le change s'effondra. La république fut condamnée à l'inflation massive et ruina sa monnaie : en thermidor an III, l'assignat valait à peine 3 pour 100 ; les paysans et les marchands n'acceptaient plus que le numéraire. Le 3 messidor et le 2 thermidor (21 juin et 20 juillet 1795), la Convention consacra elle-même la faillite publique en réduisant la valeur nominale de l'assignat d'après une « échelle de proportion » et en ordonnant le paiement en nature de la moitié de l'impôt foncier et des fermages ; peu après, il fallut accorder aux fonctionnaires une échelle mobile des traitements et les payer d'après le prix du pain. La débâcle monétaire fut si brusque que la vie économique fut comme suspendue ; les salaires naturellement ne purent suivre la hausse des prix et le resserrement du marché alla jusqu'à provoquer l'arrêt de la production : les mines de Litty, par exemple, suspendirent l'exploitation.

La crise fut d'autant plus grave que la disette sévissait plus durement encore qu'en 1789. La Convention qui, en abolissant le maximum, n'avait consenti à proroger les réquisitions de marchés que pour un mois, fut obligée de les maintenir jusqu'en prairial ; mais les villes eurent une peine extrême à se procurer des grains et durent recommencer à acheter chez le paysan même ou à l'étranger ; aussi la réglementation municipale devint-elle

beaucoup plus sévère qu'en l'an II, sans qu'on parvînt néanmoins à distribuer des rations suffisantes ; la misère des journaliers des campagnes, abandonnés de tous, fut souvent épouvantable. La récolte de 1795 fut plus faible encore qu'en 1794, car la crise agricole se prolongeait et l'été fut humide et froid ; aussi, le 4 thermidor, la Convention inscrivit de nouveau dans la loi l'obligation de vendre au marché et le 1^{er} fructidor (18 août), le Comité de Salut public autorisa encore une fois les réquisitions. La loi du 7 vendémiaire an IV (29 septembre 1795) rassembla toutes les dispositions auxquelles on avait eu successivement recours pour réglementer le commerce des grains et fut la plus complète qu'on eût encore votée. Elle fonctionna, fort mal d'ailleurs, jusqu'à la récolte de 1796 et ne fut abrogée qu'en 1797.

Les terribles difficultés provoquées par le rétablissement inconsidéré de la liberté commerciale réduisirent le gouvernement à une faiblesse extrême. D'abord, faute d'argent, il se trouva presque incapable d'administrer ; puis la crise économique engendra des troubles politiques qui faillirent l'emporter. A la fin de l'hiver de 1794-1795, Paris s'agita de nouveau ; le peuple, sans travail et sans pain, se prit à regretter le régime de l'an II ; de nouveau, il prêta l'oreille aux Montagnards et se mit à réclamer non seulement du pain, mais « la constitution de 1793 ». C'étaient les mêmes conjonctures qu'en 1789 et en 1793, mais, cette fois, contre le mouvement populaire, presque toute la bourgeoisie fit bloc, des républicains aux partisans de l'ancien régime : la domination des sans-culottes lui avait enseigné la discipline de classe. Or, la désorganisation du parti populaire, commencée par le Comité de l'an II lui-même, était déjà très avancée : Paris n'avait même plus de municipalité et se trouvait administrée par des commissions gouvernementales. La levée en masse avait envoyé à l'armée les éléments les plus jeunes et les plus ardents du parti montagnard ; et, d'autre part, l'amalgame et le rétablissement de la discipline avaient remis l'armée dans la main de l'État ; les terroristes transfuges jugèrent qu'ils pouvaient recourir à elle contre le peuple insurgé : et, en effet, elle obéit. Le mouvement du 12 germinal (1^{er} avril 1795) avait été réprimé sans grande difficulté ; mais l'insurrection du 1^{er} prairial (20 mai) fut plus grave : la Convention faillit être dispersée. Alors, pour la première fois depuis 1789, les troupes entrèrent dans Paris et, avec le concours de la garde nationale des quartiers riches, obligèrent le faubourg

Saint-Antoine à capituler ; c'est à cette date qu'on devrait fixer le terme de la Révolution : cette fois, le ressort en était brisé. Les Thermidoriens usèrent de leur victoire. Après le 12 germinal, la Convention avait ordonné de désarmer les terroristes ; après prairial, la garde nationale fut épurée de ses éléments ouvriers ; en fructidor, on supprima les clubs. Les députés et les chefs terroristes furent décimés : après germinal, Barère, Billaud, Collet et Vadier furent condamnés sans jugement à la déportation ; onze autres furent arrêtés ; après prairial, la proscription fut beaucoup plus étendue ; le tribunal révolutionnaire ayant été supprimé le 31 mai, après avoir condamné à mort Fouquier-Tinville, ce fut une commission militaire qui jugea les insurgés : six députés, « les martyrs de prairial », furent condamnés à mort. Lebon, décrété bientôt d'accusation, fut jugé par le tribunal criminel de la Somme et exécuté le 16 octobre.

En province, les représentants en mission étaient, à présent, des modérés qui, de nouveau, cédaient aux extrémistes, mais, cette fois, avec complaisance, ou d'anciens proscrits acharnés aux représailles. Ils procédèrent à des épurations décisives, firent appel aux « honnêtes gens » contre les « anarchistes » et les « buveurs de sang », et ne dédaignèrent pas l'appui des royalistes, constitutionnels ou non ; ils fermèrent les yeux sur la rentrée de nombreux émigrés, tandis qu'ils faisaient désarmer ou arrêter les démocrates et leur imputaient les troubles innombrables provoqués par la disette. Dans le sud-est, à Saint-Étienne, Tarascon, Marseille, la jeunesse dorée, parfois masquée pour plus de sûreté, alla massacrer les prisonniers, aux applaudissements ou même sous les yeux de l'aristocratie locale. Dans les campagnes du midi et de l'ouest, des bandes se formèrent, « compagnies de Jésus » ou « du Soleil », et se mirent à assassiner et à dépouiller les patriotes et les acquéreurs de biens nationaux, sans qu'on pût en dire le nombre.

Les Thermidoriens républicains furent immédiatement débordés. Louis XVII était mort au Temple le 20 prairial (8 juin), et le comte de Provence s'était proclamé roi sous le nom de Louis XVIII. En sa faveur, des prêtres, comme l'abbé Brottier, des émigrés, comme le comte de Sémallé, intriguaient librement à Paris ; ils étaient en rapport avec le prince de Condé, d'Antraigues et l'agent anglais Wickham qui, de Bâle, tenait les fils de la conspiration et fournissait l'argent. Pichegru était, pour le moins, à moitié gagné. Des conventionnels étaient au courant et attendaient les événements. C'était naturellement

sur l'étranger que les royalistes comptaient surtout. Windham préparait un débarquement en Bretagne.

Telle était la situation où se voyait réduit le gouvernement thermidorien pour avoir ruiné hâtivement l'œuvre des Montagnards. Mais, puisque la France demeurait en guerre avec l'Europe, c'est à l'armée surtout qu'il faut mesurer sa faiblesse. Il l'avait reçue enthousiaste et victorieuse : il la laissa périlcliter. Il y avait toujours eu des déserteurs ; mais, en l'an II, on les recherchait ; en l'an III, on les laissa rentrer chez eux ou aller se joindre aux bandes royalistes. Beaucoup certainement se trouvaient de bonnes excuses : la patrie n'était plus en danger et la guerre semblait suspendue ; l'armée était dénuée de toutes ressources et sa misère était bien pire qu'en l'an II. Bref, dès le mois de mars, pour un effectif nominal de 1.100.000 hommes, on comptait 454.000 présents et le déficit s'accrut au cours de l'été, si bien que, sur le Rhin, les Français finirent par perdre l'avantage du nombre. Et le matériel était à l'avenant, les fabrications de guerre et les transports étant abandonnés à des fournisseurs qu'on ne pouvait payer. Heureusement pour les Thermidoriens, il leur avait fallu un certain temps pour ruiner l'œuvre du Comité de l'an II, en sorte qu'ils avaient pu prendre possession de la Hollande et, à peu de chose près, de toute la rive gauche du Rhin. Heureusement encore, s'ils s'étaient mis hors d'état de battre la coalition, elle s'était dissoute d'elle-même ; s'ils s'étaient acculés à la paix, elle n'était pas moins nécessaire à plusieurs d'entre leurs ennemis. Depuis novembre 1794, la Prusse négociait à Bâle ; à Paris, le comte Carletti semblait disposé à conclure au nom de la Toscane ; l'Espagne enfin avait fait des ouvertures.

III. — LA DIPLOMATIE DES THERMIDORIENS¹.

Avec chacune de ces puissances, les Thermidoriens entendaient traiter séparément. Cette exigence était naturelle, puisqu'une négociation générale supposait des délais dont l'Autriche et l'Angleterre pouvaient profiter. Mais ils résolurent en outre de proposer à la Prusse et à l'Espagne l'alliance de la répu-

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Se reporter aux ouvrages généraux indiqués p. 29 et principalement à celui d'A. Sorel, t. IV. Sur les conditions financières de la paix avec la Hollande, voir l'ouvrage de J. B. Manger, *Recherches sur les relations économiques de la France et de la Hollande pendant la Révolution française*, cité p. 57.

blique : c'était la diplomatie de Danton qui ressuscitait et, avec elle, la tradition antiautrichienne. Il n'y avait point de mal ; au printemps de 1793, la politique de Danton n'avait aucune chance de succès parce que la France était vaincue ; par là même, elle était dangereuse ; mais, à présent, la victoire était venue. A la vérité, il était bien tôt pour qu'on réussît à unir les rois aux régicides, mais on pouvait essayer.

Que l'on conclût paix ou alliance, le but était d'obliger les autres belligérants, et surtout l'Autriche, à traiter pareillement. Leur résistance serait plus ou moins longue suivant les conditions de la France. Sûrement, l'Angleterre serait la dernière à céder et, si les conquêtes de la république étaient étendues, des années s'écouleraient sans doute avant qu'elle se résignât. La frontière française ne pouvait guère s'avancer que vers le Rhin : ainsi du traité avec la Prusse ou, tout au moins, des arrièrepensées qui l'inspireraient, dépendrait, dans une grande mesure, la destinée du pays. Le traité de Bâle n'a rien décidé, mais il a engagé l'avenir : de là son importance et aussi la responsabilité des Thermidoriens.

Carnot ne voulait point de la frontière rhénane, ni même de la Belgique ; il ne désirait qu'une rectification stratégique des anciennes limites : en annexant le pays d'entre Sambre et Meuse et Luxembourg, la France serait parfaitement couverte ; on pourrait rapidement convaincre l'Autriche ; alors, l'Angleterre céderait ; sinon, la Prusse et l'Autriche exigeraient des compensations et ce serait la guerre éternelle. Cochon proposait aussi de former des républiques belges. On peut admettre que ces vues représentaient celles de l'ancien Comité. Mais la plupart des Thermidoriens avaient d'autres desseins, tels Cambacérès, Treillard, Merlin de Douai, Reubell, Merlin de Thionville et Sieyès. Quant à la Belgique, leur siège était fait : on l'annexerait ; [en [ce [qui concernait le Rhin, plusieurs hésitèrent longtemps, mais Reubell, Merlin et Sieyès se résolurent de bonne heure à l'atteindre au prix d'un remaniement de la carte d'Allemagne. Ils s'étaient replacés sans effort dans l'état d'esprit qui avait prévalu, à la fin de 1792, quand Brissot, enivré par la victoire, rêvait de refaire l'Europe et, tout au fond d'eux-mêmes, on aurait sans doute retrouvé les juristes de l'ancien régime dont les maximes justifiaient l'agrandissement monarchique : la guerre entraînait des frais ; si elle était heureuse, il était naturel qu'on s'en dédommageât par une annexion. Les droits de l'homme étaient oubliés, ou bien les avantages que

les peuples annexés en devaient retirer masquaient la violence qu'on allait leur faire. En tout cas, on raisonnait maintenant comme les coalisés eux-mêmes et, en leur faisant leur part, on pouvait s'entendre avec eux. Il ne restait plus qu'à restaurer l'ancienne diplomatie qui, par les articles secrets, savait ménager les pudeurs et voiler les trahisons. Ayant traité avec la Toscane, le 19 février 1795, le Comité réussit à faire approuver le fait accompli par la Convention et le 27 ventôse (13 mars), il parvint à se faire donner blanc-seing pour la rédaction de conventions secrètes qui ne seraient point soumises à ratification.

La politique du Comité de l'an II, il faut l'avouer, a contribué, par ses développements naturels, à imposer aux Thermidoriens les annexions et la guerre à outrance. Il avait fait appel au sentiment national, dénoncé les peuples résignés à la servitude et ordonné de les traiter en ennemis : le besoin de sécurité, l'intérêt, l'esprit de gloire s'unissaient dès lors pour recommander qu'on gardât les frontières naturelles, récompense et garantie de la victoire; déjà sans doute l'armée n'eût pas vu d'un bon œil qu'on y renonçât. Or, l'armée tenait dans la république une place de plus en plus grande : le gouvernement révolutionnaire ne l'eût pas licenciée sans difficultés et, au milieu de la crise de l'an III, l'entreprise était impossible ; d'ailleurs, c'était à l'armée que le loyalisme républicain se conservait le mieux, et les Thermidoriens l'avaient appelée à défendre la Convention. Si on la maintenait telle quelle, il fallait que la guerre la nourrit. Enfin, elle était devenue la pourvoyeuse de la nation ; pendant l'automne de 1794, les agences d'évacuation avaient pu, sous sa protection, dépouiller les pays occupés, sans négliger les tableaux et les objets d'art. Le Comité de Salut public avait prescrit de faire la sourde oreille aux vœux de réunion, car l'annexion eût entravé l'opération. Les Thermidoriens supprimèrent les agences jacobines qu'ils accusaient de pillage ; une administration française fut installée à Bruxelles et une autre à Aix-la-Chapelle pour la rive gauche du Rhin, divisée en sept districts ; elles s'adressèrent aux autorités locales par voie de réquisition, mais elles payèrent en assignats et, jusqu'en 1795, au maximum. L'assignat fut aussi introduit dans la république batave et, dans leurs négociations avec celle-ci, les Thermidoriens insistèrent principalement sur l'indemnité de guerre qui devait mettre à leur disposition quantité de lettres de change sur Gênes et la Suisse, et financer ainsi les campagnes du Rhin et des Alpes. Mais les pays occupés, une fois épuisés, la tenta-

tion était irrésistible de les annexer, pour y prévenir une réaction antifrançaise, comme après le décret du 15 décembre 1792, et d'en conquérir d'autres pour entretenir l'armée et remplir le trésor. Sans doute, on accroissait ainsi les difficultés futures, mais, par leur politique intérieure, les Thermidoriens s'étaient ôté la faculté de diriger les événements, et il n'est nullement certain que le gouvernement révolutionnaire lui-même, avec toute sa puissance, eût réussi à les dominer.

Carnot ne fut exclu du Comité que le 15 ventôse (5 mars 1795), et, jusqu'à la fin de l'été, la décision resta suspendue. Il fallut donc un an pour que les partisans des annexions l'emportassent. Mais, au cours des négociations avec la Prusse, ils avaient déjà réussi à orienter la politique française vers la conquête des frontières naturelles.

IV. — LES TRAITÉS DE BÂLE ET DE LA HAYE (MAI 1795)¹.

Un envoyé prussien, Meyerinck, était arrivé à Bâle dès le 22 novembre 1794, mais les pourparlers furent très longs parce que, si Frédéric-Guillaume II voulait la paix, il ne savait pas laquelle. Comme toujours, il y avait deux partis dans son entourage et il allait de l'un à l'autre. Les ministres, étroitement attachés aux intérêts territoriaux de la Prusse, n'avaient d'yeux que pour la Pologne et prétendaient à tout prix conclure avec la France une paix immédiate, donc séparée ; ils ne voulaient pas défendre Mayence et, si les Français exigeaient la rive gauche du Rhin, ils n'y voyaient guère qu'un prétexte à réclamer des compensations en Allemagne. Haugwitz était maintenant en plein accord avec ses collègues. Mais Hardenberg, qui administrait alors les domaines prussiens de Franconie, soutenait que Frédéric-Guillaume ne pouvait isoler sa cause de celle de l'Empire, sans perdre toute influence sur les princes ; il n'acceptait qu'une paix générale, ou du moins, impériale. Le 22 décembre, la Diète avait demandé qu'on négociât par l'intermédiaire de la Prusse. Les princes rhénans désiraient traiter.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Se reporter aux ouvrages généraux indiqués p. 24, 29, 68. L'évacuation de la Belgique par les Autrichiens et la conclusion de la paix par la Prusse constituent le second point débattu par les historiens des deux grandes puissances allemandes (le premier a été indiqué p. 142). On trouvera un résumé et une bibliographie dans A. Wahl, *Geschichte des europäischen Staatensystems* (cité p. 29), p. 66 et 67.

La Bavière avait mis toute la mauvaise volonté possible à laisser entrer une garnison autrichienne à Mannheim et l'avait si mal secondée que la ville capitula le 24 décembre. En défendant les intérêts des princes, Hardenberg espérait accroître l'influence de la Prusse, mais, pour gagner leur confiance, il fallait écarter, de prime abord, tout démembrement de l'Allemagne. Comme il était d'origine hanovrienne, les ministres l'accusaient d'être plus allemand que prussien, mais le roi, qui répugnait toujours à traiter avec les régicides et à abandonner ses alliés, l'écoutait avec plaisir.

Les ministres l'emportèrent cependant, parce que les motifs qui avaient déterminé le roi à négocier avec la France n'avaient rien perdu de leur force ; tout au contraire, la situation de la Prusse ne faisait qu'empirer dans l'est. Depuis que Souvorov avait pris Varsovie (6 novembre 1794), Catherine II était encore une fois maîtresse de la Pologne ; elle y faisait régner la terreur, emprisonnant ou déportant en Sibérie les nobles patriotes qui n'avaient pu fuir, confisquant leurs terres et celles des émigrés au profit de son trésor et de ses favoris. Elle était décidée à procéder au troisième et dernier partage qui devait lui donner la ligne du Boug. Elle ne prétendait pas exclure la Prusse, car il eût fallu combattre et Catherine ne le pouvait ni ne le voulait ; une guerre contre la Turquie faisait mieux son affaire ; d'ailleurs, la solidarité des trois co-partageants subsistait, malgré les plus graves désaccords ; enfin, Catherine désirait toujours qu'on écrasât les Français et, pour vaincre la Prusse, elle aurait dû laisser l'Autriche traiter, elle aussi, avec la république. Mais elle n'en était pas moins décidée à réduire Frédéric-Guillaume à la portion congrue et elle destinait à l'Autriche les palatinats de Cracovie et de Sandomir dont les Prussiens occupaient une fraction ; en rognant leur part, elle rétablissait l'équilibre entre les deux puissances allemandes et se conciliait de nouveau l'Autriche, sans qu'il lui en coûtât rien. Thugut qui, depuis le début de l'année, multipliait les avances à Saint-Petersbourg, était prêt à souscrire à toutes les décisions de la tsarine ; dans ses instructions à Louis Cobenzl, du 29 novembre 1794, il reconnaissait de nouveau le second partage pourvu qu'on lui concédât l'échange de la Bavière contre les Pays-Bas et un « surcroît » à prendre en France ou, à défaut, aux dépens des Vénitiens ; pour le troisième partage, il insistait sur la nécessité de réprimer l'ambition prussienne et de concéder à l'Autriche Cracovie et Sandomir avec Lublin

et Radom. On tomba d'accord sans difficulté et, le 3 janvier 1795, le traité fut signé en deux parties : l'une, qui devait être ultérieurement signifiée à la Prusse, réglait définitivement la question polonaise et ne concédait à Frédéric-Guillaume que Varsovie, avec le nord de la Pologne jusqu'au Niémen et au Boug ; l'autre, destinée à demeurer secrète, assurait à la Russie l'alliance de l'Autriche dans une guerre éventuelle contre la Turquie. L'ambassadeur prussien, Tauenzien, était tenu à l'écart depuis le mois d'août et n'avait laissé aucun doute à sa cour sur ce qui se préparait.

Le 8 décembre 1794, le roi de Prusse se décida donc à envoyer à Bâle le comte de Goltz dont les sympathies françaises étaient bien connues ; le Comité de Salut public, avant d'autoriser Barthélemy à négocier, exigeait qu'on lui envoyât un agent : il voulait se rendre compte par lui-même des dispositions de la Prusse et, surtout, renforcer son prestige, en montrant que c'était elle qui demandait la paix. Harnier lui fut envoyé et reçut, le 6 janvier, communication des vues de la république ; enfin, au début de 1795, Mollendorf abandonna Mayence à son sort et se retira en Westphalie. Barthélemy reçut alors ses instructions : elles comportaient l'adhésion de la Prusse à l'annexion éventuelle de la rive gauche du Rhin. La Convention, à la vérité, n'avait rien décidé à cet égard et elle demeurait libre de ne pas user de cette faculté, mais, justement, pour sauvegarder sa liberté, il fallait que la Prusse, en traitant, se liât les mains. Pour l'y engager, le Comité avait fait luire aux yeux de Harnier l'appât des compensations. Barthélemy rédigea un projet de traité et, pour aplanir encore la voie, il fit remarquer que l'adhésion prussienne pouvait demeurer secrète, l'annexion demeurant nécessairement ajournée jusqu'au moment où l'Empire lui-même aurait conclu la paix.

Pourtant le roi hésitait encore. Les Anglais intriguaient à Berlin, sans faire toutefois les offres d'argent qui eussent pu provoquer un revirement. Et, sur ces entrefaites, Goltz étant mort le 5 février 1795, Hardenberg fut désigné pour le remplacer. Ce choix parut un succès pour les ennemis de la paix et, en effet, Hardenberg s'efforça de l'ajourner : il s'arrangea pour n'arriver à Bâle que le 18 mars et proposa un nouvel arrangement en vue d'affirmer la neutralité de la Prusse et d'associer à sa cause au moins une partie des princes : il s'agissait de tracer une ligne de démarcation qui fermerait aux belligérants l'Allemagne du nord, y compris le Hanovre. Le Comité de Salut public

jeta les hauts cris ; le 10 germinal encore (30 mars), bien qu'il y eût toujours 80.000 Prussiens en Westphalie, il ne parlait que d'ultimatum. Hardenberg aurait volontiers profité de cette opposition pour traîner la négociation en longueur. Mais, le 31 mars, une lettre du roi lui ordonna de traiter incontinent si les Français cédaient : il était urgent de transporter en Pologne l'armée de Westphalie. Or, Barthélemy s'abstint de communiquer l'ultimatum du Comité et prenant Hardenberg au mot, il assumait la responsabilité de signer, dans la nuit du 15 au 16 germinal (5-6 avril). Il fit d'autant mieux que la journée du 12 germinal avait déterminé le Comité à changer d'avis. La joie fut réelle : c'était la première grande puissance qui reconnaissait la république. A la réflexion cependant, les mines s'allongèrent : publiquement, la Prusse n'accordait que sa neutralité ; encore, par la ligne de démarcation, couvrirait-elle le Hanovre. Mais Barthélemy fit observer avec raison que cette ligne protégeait aussi la Hollande et que, par un article secret, Frédéric-Guillaume avait abandonné le stathouder.

De fait, si le Comité avait ordonné de brusquer la négociation avec la Prusse, c'est qu'il soupçonnait les Hollandais de compter sur elle. Les envoyés de Daendels et des États généraux, arrivés à Paris le 20 ventôse (10 mars), résistaient courageusement aux impitoyables exigences du Comité, en invoquant leur fidélité à la France et la générosité de la république dont ils avaient répondu devant leurs compatriotes : le 10 germinal, ils reçurent un ultimatum et, aussitôt arrivée la nouvelle du traité de Bâle, Reubell et Sieyès partirent pour La Haye, où ils arrachèrent aux États le traité du 27 floréal (16 mai). La Hollande cédait la Flandre, Maëstricht, Venloo et contractait avec la France une alliance défensive et offensive ; elle devait augmenter sa flotte et son armée et entretenir, jusqu'à la paix, une armée d'occupation de 25.000 hommes. Mais surtout, elle s'obligeait à payer une indemnité de 100.000 florins, qui fut la principale ressource de la France pour les campagnes de 1795 et de 1796. Elle fut d'ailleurs forcée, pour assainir sa circulation monétaire, de rembourser elle-même une trentaine de millions d'assignats. Engagée dans la guerre contre l'Angleterre, elle se vit aussitôt dépouillée d'une partie de ses colonies et gravement atteinte dans son commerce.

Vers le même temps, des conférences commençaient à Bâle entre Barthélemy et Yriarte, l'envoyé espagnol (28 floréal, 17 mai 1795) ; d'ailleurs, on négociait aussi à Bayonne. Les

ouvertures de Godoy étaient antérieures à la bataille de la Montagne noire, mais ses exigences absurdes avaient empêché d'aboutir : il demandait, par exemple, qu'on créât pour Louis XVII un royaume dans le midi de la France et que la république restaurât le catholicisme romain. De son côté, le Comité parlait de conserver le Guipuzcoa, de prendre Saint-Domingue et de se faire restituer la Louisiane. La mort de Louis XVII leva une première difficulté. Puis Moncey prit l'offensive, enfonça le centre espagnol, rejeta l'aile gauche sur Bilbao, occupa Vittoria et atteignit Miranda sur l'Èbre. En même temps, l'expédition de Quiberon rendait le Comité moins exigeant. On se hâta de conclure le 4 thermidor (22 juillet). Encore une fois, la France se contenta, ou peu s'en faut, de neutraliser son adversaire : elle ne reçut que la partie espagnole de Saint-Domingue.

Restait à savoir si on traiterait maintenant avec l'Autriche. Les circonstances n'étaient pas favorables. A la nouvelle de la paix de Bâle, Catherine avait manifesté la plus vive indignation et porté 40.000 hommes dans la Courlande, qu'elle venait d'annexer. Pitt, de son côté, offrit aux Autrichiens, dont il avait déjà garanti un emprunt à Londres, l'argent qu'il avait maladroitement refusé aux Prussiens ; le 20 mai, par un nouveau traité d'alliance, on convint d'un subside de 600.000 £. pour l'entretien de 200.000 hommes ; la Russie donna son adhésion le 28 septembre. Ainsi lesté, protégé par ses alliés contre la Prusse, satisfait de son lot polonais, Thugut ne se jugeait pas du tout incapable de reprendre la Belgique. Cependant, le troisième partage de la Pologne n'avait pas encore été notifié à la Prusse et, d'autre part, Thugut convoitait Venise : il eût probablement accepté un partage des Pays-Bas conforme aux vues de Carnot. Puisque le Comité écartait cette solution, ne pouvait-il essayer du moins de réduire l'Autriche à l'impuissance en lui fermant l'Allemagne de concert avec les princes ? Hardenberg, qui avait signé, le 28 floréal (17 mai), la convention de démarcation, s'efforçait de l'y amener. Le traité de Bâle, notifié à la Diète le 7 mai, avait été bien accueilli ; le 3 juillet, elle avait décidé d'accepter les bons offices de la Prusse pour conclure la paix avec la France, sur la base de l'intégrité de l'Allemagne ; l'adhésion de l'empereur avait été réservée, mais il n'y avait point de doute que, s'il refusait, les princes passeraient outre, comme le fit, le 28 août, le landgrave de Hesse-Cassel. Tout dépendait de la France,

disait Hardenberg : il suffisait qu'elle renonçât au Rhin et aux articles secrets qui liaient la Prusse. Barthélemy n'aurait pas demandé mieux et, en prairial et messidor, le Comité hésita. Mais, en thermidor, Reubell et Sieyès en furent réélus membres : les annexionnistes reprirent la majorité et la situation intérieure les favorisa. La menace jacobine avait obligé les Thermidoriens à se départir de leurs exigences à l'égard de la Prusse et de l'Espagne ; la menace royaliste les convertit à la politique de conquête.

V. — *QUIBERON ; LA CONSTITUTION DE L'AN III ; LE 13 VENDÉMAIRE AN IV*¹.

Depuis que Windham était arrivé au pouvoir, en juillet 1794, la grande pensée de Burke, le projet d'expédition en Vendée ou en Bretagne, se trouvait enfin défendue dans le gouvernement britannique. Dundas y était hostile et Pitt hésitait. Le gouvernement républicain affaibli ayant accepté l'appui tacite des royalistes, l'espoir renaissait en lui de les voir triompher et il les aidait de son mieux ; il était en relations avec les constitutionnels comme avec les absolutistes et, en octobre 1794, il avait envoyé à Bâle son agent Wickham, bien pourvu d'argent, pour soutenir les uns et les autres. Mais un débarquement sur les côtes de France ne lui souriait guère. Il céda pourtant aux instances de Puisaye, un constitutionnel, qui se chargea de recruter des régiments d'émigrés : il les fit venir en partie d'Allemagne et leur adjoignit quelques centaines de prisonniers qui consentirent à s'enrôler. La flotte anglaise refoula l'escadre de Villaret et l'avant-garde de l'expédition put débarquer à Quiberon ; elle fut rejointe par le gros, le 15 juillet. Mais le gouvernement anglais, encore une fois, s'était montré inférieur à sa tâche. Des troupes anglaises devaient participer à l'entreprise : au dernier moment, elles furent envoyées aux Antilles ; Windham avait négligé d'organiser le commandement, qu'il aurait dû confier à un état-major anglais, car il ne pouvait ignorer que Puisaye, en sa qualité de constitutionnel, n'inspi-

1. **OUVRAGES A CONSULTER.** — Th. de Closmadeuc, *Quiberon* (Paris, 1898, in-8°) : cet ouvrage paraît définitif. Le point de vue contre-révolutionnaire a été exposé, en dernier lieu, par l'abbé Robert, *1795. Expédition des émigrés à Quiberon. Le comte d'Artois à l'île d'Yeu* (Paris, 1899, in-8°). — Sur le soulèvement royaliste du 13 vendémiaire, H. Zivy, *Le 13 vendémiaire an IV* (Paris, 1898, in-8° ; fasc. 6 de la « Bibliothèque de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris »).

rait pas confiance à ses troupes ; il eût fallu également préparer avec soin un soulèvement simultané en Vendée et en Bretagne. Quand les émigrés eurent été mis à terre sous uniforme anglais, ils se querellèrent et perdirent du temps ; Hoche put accourir les bloquer dans la péninsule et les jeter à la mer ou les faire prisonniers (5 thermidor-22 juillet 1795). La justice militaire en fit fusiller 748, dont 428 nobles. Un autre corps avait saisi l'île d'Yeu où le comte d'Artois parut un moment ; mais on jugea impossible d'atteindre le continent et, en décembre, les Anglais rembarquèrent tout le monde. Le résultat le plus durable de toute l'affaire fut une nouvelle guerre vendéenne : Charette et Stofflet avaient repris les armes à la fin de juillet.

L'alarme avait été chaude et on ne pouvait plus fermer les yeux sur le péril royaliste. Pourtant, la Convention ne parut pas s'émouvoir tout d'abord. La Terreur blanche continuait. Les 22 et 23 thermidor (9 et 10 août), l'Assemblée décréta encore d'accusation six de ses membres. D'autre part, elle poursuivit jusqu'au 5 fructidor (22 août), la discussion de la constitution entamée le 16 messidor (4 juillet), sans que la menace contre-révolutionnaire l'ait inclinée, comme il eût pu advenir, à l'amender dans le sens démocratique, pour se concilier les sans-culottes. La constitution de l'an III accorda le droit de vote aux Français âgés de vingt et un ans, domiciliés depuis une année, qui payaient une contribution directe, quelle qu'elle fût, mais à l'exclusion des domestiques. Réunis en assemblées primaires, ils désignaient les électeurs, âgés de vingt-cinq ans au moins, propriétaires, fermiers ou locataires d'une terre ou d'une maison de valeur variable suivant les localités. Ces électeurs, 20.000 environ, élisaient le Corps législatif. C'était le régime électoral que la Constituante avait institué, en 1791 après le massacre du Champ de mars, mais qui n'avait jamais été appliqué. Le Corps législatif, composé de 750 membres, était divisé en deux chambres, les Anciens et les Cinq-Cents : maintenant que l'aristocratie était détruite, cette disposition conservatrice n'offrait plus que des avantages ; en outre, les chambres étaient renouvelables, chaque année, par tiers. Le pouvoir exécutif fut confié à cinq directeurs dont l'un était renouvelé chaque année et que les Anciens désignaient sur une liste décuple de candidats présentée par les Cinq-Cents ; les ministres, rétablis, furent placés sous les ordres du Directoire. En somme, la domination politique de la bourgeoisie se trouvait restaurée ; bien mieux, elle était fortifiée, puisque le pouvoir modérateur que Mirabeau

attribuait à la monarchie nationale avait disparu ; c'était une république telle que La Fayette eût pu l'accepter ; la démocratie de l'an II n'avait été qu'un mauvais rêve : de 1791 à 1795, la chaîne était renouée. Quelques modifications furent apportées à l'organisation provinciale et aux tribunaux. Les districts furent supprimés ; le département n'eut plus qu'une « administration centrale » de cinq membres, la commune un agent et un adjoint ; tous les agents municipaux du canton, réunis au chef-lieu, formaient une « administration municipale » ; seules, les villes d'une certaine importance conservèrent une « municipalité » particulière ; ces administrations étaient subordonnées directement à celle du département, par conséquent, fort peu surveillées ; comme l'assemblée cantonale n'avait nécessairement qu'une médiocre autorité sur les agents qui la composaient, la décentralisation se trouva ainsi poussée à l'extrême ; mais elle fut réduite, d'un autre côté, par l'institution, dans le département et le canton, de commissaires nommés par le Directoire, et elle disparut à Paris, Lyon, Marseille et Bordeaux : ces villes furent partagées entre plusieurs administrations municipales et perdirent le droit de les nommer elles-mêmes. Quant aux tribunaux, leur nombre fut réduit : il n'y eut plus, dans chaque département, qu'un seul tribunal civil et de trois à six tribunaux correctionnels.

Il ne restait plus qu'à procéder aux élections. Ce fut alors que, stimulés peut-être par le souci de la conservation personnelle, les Conventionnels s'avisèrent que les plus dangereux des royalistes n'étaient pas ceux qui combattaient la république, les armes à la main, mais bien ceux qui se préparaient à se faire élire à leur place. C'est en vain que la Convention avait proscrit les Montagnards ; elle demeurait solidaire de tout ce qui s'était fait en son nom et, pour combattre les terroristes, un thermidorien régicide ne valait pas un royaliste, même masqué. Au surplus, la crise monétaire et la disette eussent voué au désastre n'importe quelle majorité. En conséquence, la Convention décida que les deux tiers des futurs députés seraient pris dans son sein et elle pourvut, par diverses dispositions, à la désobéissance éventuelle du corps électoral (5 et 13 fructidor-22 et 30 août). La protestation fut universelle. Cependant le plébiscite, qui eut lieu au suffrage universel, l'armée et la marine comprises, approuva la constitution et les décrets annexes. Les élections furent fixées au 20 vendémiaire an IV (12 octobre 1795).

Les royalistes les devancèrent et s'insurgèrent à Paris, le 13 (5 octobre); encore une fois, l'armée intervint. Son chef, Menou, étant suspect, on le remplaça par Barras qui délégua ses pouvoirs à Bonaparte, alors en disponibilité et qui s'apprêtait à partir pour la Turquie : il écrasa la révolte et assura ainsi sa fortune. On ne fusilla que deux des chefs de l'insurrection, mais l'événement n'en eut pas moins des conséquences importantes. Les Thermidoriens républicains rompirent avec les royalistes. Les lois contre les émigrés et les réfractaires furent remises en vigueur et on parla même de prendre des mesures de salut public. Une amnistie libéra les démocrates emprisonnés. L'union de tous les républicains pour la lutte contre les royalistes et contre l'Église romaine reparut à l'ordre du jour, comme au lendemain du 9 thermidor, et ce fut sous ces auspices que s'organisa le régime directorial.

Mais, surtout, la politique extérieure de la république s'orienta définitivement vers la conquête des frontières naturelles.

VI. — LES FRONTIÈRES NATURELLES ; LA CAMPAGNE DE 1795¹.

Les royalistes étaient partisans de la paix à tout prix et du retour aux anciennes limites, et il ne pouvait en être autrement : la guerre était l'origine de presque tous les griefs articulés par la grande majorité du pays contre la Convention et dont la propagande royaliste tirait son efficacité ; l'argent étranger était la principale ressource du parti et la défaite des armées françaises sa principale chance. Ce n'est pas que le sentiment national lui manquât, mais il était prisonnier de ses protecteurs. Lorsqu'il redevint menaçant, les républicains rappelèrent que, depuis les débuts de la Révolution, il était le complice de l'étranger ; plus les royalistes dénonçaient les méfaits de la guerre, plus les républicains cherchèrent à exalter l'orgueil de la nation. La menace royaliste compromit Carnot lui-même et son programme de conquête restreinte. Le rapport de Merlin de Douai (8 vendémiaire an IV, 30 septembre 1795), conclut à

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux sur les opérations militaires, consulter H. Bourdeau, *Les armées du Rhin au début du Directoire*, cité p. 264 ; G. Caudrillier, *La trahison de Pichegru et les intrigues royalistes dans l'est avant Fructidor* (Paris, 1908, in-8°) ; R. Bittard des Portes, *L'armée de Condé* (Paris, 1896, in-8°). — Sur la diplomatie, se reporter aux ouvrages généraux indiqués p. 29 ; pour le troisième partage de la Pologne, ajouter celui du comte Ferrand, cité p. 167.

l'annexion immédiate de la Belgique et elle fut votée le lendemain. La question du Rhin ne fut pas officiellement résolue, mais les sollicitations de Hardenberg avaient été écartées et Barthélemy était devenu suspect ; une campagne d'automne avait été décidée contre l'Autriche et, comme on voulait l'atteindre à travers l'Allemagne du sud, la stratégie était venue en aide à l'esprit de conquête pour faire écarter la paix avec l'Empire. Désormais, et pour de longues années, les frontières naturelles devinrent inséparables de l'idée républicaine. Mais on savait aussi que, pour les acquérir, la force ne suffirait pas : on avait déjà promis à la Prusse des compensations ; on avisa l'Autriche qu'en dédommagement de la Belgique, elle pourrait prendre la Bavière. La diplomatie républicaine s'essayait au trafic des peuples que l'idéalisme révolutionnaire avait stigmatisé ; pour atteindre les frontières naturelles, elle songeait déjà à les dépasser et à bouleverser l'Allemagne.

Mais l'Autriche n'était pas disposée à ruiner son autorité dans l'Empire en dépouillant les princes et elle se préparait à la guerre. A la fin de juillet, elle avait offert un armistice pour se donner le temps de régler enfin la question polonaise ; mais la solution était maintenant à peu près acquise. Le traité du 3 janvier avait été notifié le 3 août à Berlin. Aux conférences des trois puissances qui s'ouvrirent le 28, des scènes violentes les mirent aux prises. Mais la Prusse fut obligée de céder ; Thugut disposait d'un argument péremptoire : il pouvait, lui aussi, faire la paix avec la France. Le 24 octobre, Frédéric-Guillaume II accepta la part qu'on lui avait réservée : Varsovie et le pays au nord de la Narev. De toute la crise, c'était lui, après tout, qui avait retiré le plus de profit ; la Prusse en sortait agrandie ; elle était la protectrice de l'Allemagne du nord ; elle pouvait se recueillir en paix et, s'il lui plaisait, redevenir l'arbitre entre la France et la coalition.

En septembre 1795, la guerre recommença donc sur le Rhin. L'armée de Sambre-et-Meuse, sous Jourdan, passa le fleuve vers Düsseldorf et s'avança vers Francfort ; l'armée de Rhin-et-Moselle, sous Pichegru, devait déboucher de Mannheim, pour prendre Clerfayt à revers. Mais, soit trahison, soit incapacité, Pichegru se laissa amuser par Wurmser. Clerfayt put refouler Jourdan qui repassa le fleuve, le 12 octobre ; Pichegru alors, fut forcé d'abandonner Mannheim. Puis Clerfayt débloqua Mayence et passa le Rhin à son tour, tandis que Wurmser en faisait autant à Mannheim. Les Français reculèrent jusqu'à la Speyer :

l'Autriche avait reconquis une partie de la rive gauche du Rhin. En Italie, ses troupes avaient franchi de nouveau les Alpes : Schérer réussit à les refouler à Loano (novembre). Mais les espérances des Thermidoriens étaient déçues. La campagne se termina en décembre par un armistice. La république était condamnée à de nouveaux efforts.

VII. — LA FIN DE LA CONVENTION (OCTOBRE 1795)¹.

La Convention se sépara le 4 brumaire an IV (26 octobre 1795). Elle a suivi alternativement des politiques si contradictoires qu'il semble impossible, au premier abord, de leur trouver un trait commun. Elles en ont un pourtant : la volonté du Tiers État de confirmer la victoire remportée en 1789 sur l'aristocratie. C'est pour avoir essayé de défendre l'aristocratie que la royauté a été sacrifiée ; c'est parce que l'aristocratie européenne est venue au secours de l'aristocratie française que la Révolution a lutté contre la coalition.

Aussi, entre la Constituante et la Convention, la rupture est bien moins profonde qu'on ne l'a dit. Jusqu'au dernier moment, la Constituante a voulu croire que le roi et les anciens privilégiés accepteraient l'ordre nouveau ; quand la Convention se réunit, la guerre était engagée : pas plus qu'elle, la Constituante n'eût capitulé. On continua logiquement son œuvre en achevant la ruine de l'aristocratie révoltée : tout vestige de la féodalité disparut et les biens des émigrés furent vendus ; les bourgeois qui avaient embrassé la cause des nobles partagèrent leur sort ; la catastrophe monétaire de l'an III eut cette conséquence imprévue, mais favorable à la Révolution, de ruiner beaucoup de vieilles familles oisives qui lui étaient hostiles et d'incorporer à la bourgeoisie de nouveaux riches, sans culture ni scrupules à la vérité, mais audacieux et entreprenants, très attachés au régime, capables de le défendre et de le faire prospérer. L'œuvre positive de la Convention, pour autant qu'elle subsista, continua ou confirma également celle de la Constituante. On verra plus loin² comment elle fortifia l'unité nationale en préparant le Code civil et le système des poids et mesures, en imposant partout l'emploi officiel et l'enseignement du fran-

1. **OUVRAGES A CONSULTER.** — Les ouvrages généraux sur la Convention indiqués ci-dessus, p. 144 et 261.

2. Au livre IV, chap. I, p. 474 et suiv.

çais ; comment aussi elle s'efforça, surtout en l'an III, de tenir les promesses de la Constituante et de réaliser les vues de Condorcet, en rétablissant l'Institut, en reconstituant ou en créant les établissements d'enseignement supérieur, en fondant les « écoles centrales », c'est-à-dire l'enseignement secondaire, et en essayant d'organiser l'enseignement primaire.

Du point de vue social, la Convention confirma la primauté politique et sociale de la bourgeoisie, en lui rendant la liberté économique et en votant la constitution de l'an III que la Constituante aurait pu souscrire. Tout comme celle-ci, elle fixa néanmoins le cens à un taux si modique qu'il n'excluait pas une démocratisation progressive de la vie politique. La bourgeoisie conservatrice et libérale qui, au *xix^e* siècle, finit par accepter, avec Thiers, la république démocratique, pourvu, comme disait Gambetta, qu'elle demeurât « athénienne », c'est-à-dire qu'elle la laissât gouverner, a pu chercher sa tradition, tout à la fois, dans la Constituante et dans la majorité de la Convention, la Plaine et la Gironde.

Mais assurément, sans la Montagne, la Convention ne tiendrait pas tant de place dans l'histoire ni dans la tradition républicaine et démocratique. La Montagne n'eut pas le privilège de défendre la démocratie politique, puisque la Gironde, en ses beaux jours, la préconisait aussi et que Condorcet rédigea le premier projet de constitution en 1793. Mais, dans son ensemble, elle admettait, en outre, que l'État avait le droit et le devoir d'intervenir pour corriger l'inégalité sociale, soit en limitant les grandes fortunes au moyen d'impôts progressifs et de lois sur l'héritage, soit en protégeant les pauvres contre la misère par la proclamation du droit au travail, la taxation des denrées de première nécessité, la distribution de secours publics abondants et la vente de terres à bon marché. Les circonstances aidant, ils nationalisèrent une part notable de l'activité économique. Qu'auraient-ils conservé de leur œuvre, la crise passée ? On ne sait. Pourtant, ils ont créé ainsi une tradition interventionniste ou étatiste qui est à l'origine du « radicalisme » français.

Mais, entre les Montagnards et leurs adversaires, il y avait plus d'un sentiment commun : la haine de la contre-révolution, une méfiance hostile à l'égard de l'Église romaine, le dévouement passionné à la nation indivisible, foyer sacré de la Révolution, et, finalement, comme on l'a dit, le désir de lui donner ses frontières naturelles. C'est là aussi une tradition et qui, bien des fois, a refait l'unité du parti républicain.

Cependant, si son histoire a marqué d'une empreinte profonde l'esprit de la nation, la Convention laissa une succession bien lourde et la république qu'elle avait organisée était bien fragile. Pour la majorité des Français, le bilan de la Révolution se soldait matériellement en perte. Aucune des promesses démocratiques n'avait été tenue, faute d'argent : le 3 brumaire an IV (25 octobre 1795), la Convention, à la veille de se séparer, avait retiré leur traitement aux instituteurs publics ; la crise économique répandait le découragement ; pour un demi-siècle, le peuple retombait dans son assoupissement résigné. Restait à savoir si la bourgeoisie soutiendrait la république organisée à sa mesure, car elle aspirait au repos et à la richesse. Or, la Convention lui léguait un terrible héritage : la banqueroute et la guerre.

LIVRE III

La Révolution française à la conquête de l'Europe (1795-1799)

CHAPITRE PREMIER

L'EUROPE APRÈS LES TRAITÉS DE BÂLE¹

Les quatre années qu'on appelle d'ordinaire époque du Directoire (on dirait mieux république constitutionnelle ou bourgeoise) marquent en France un essai des républicains, de classe et d'opinion moyennes, pour fonder un régime durable, terminer la révolution et la guerre, garantir la sécurité nationale et la leur propre. Comme Pyrrhus, victorieux et contents, ils se promettaient de renoncer dès lors aux grands rêves des années héroïques — Liberté, Égalité et Fraternité universelles — et de réserver l'application de ces principes supérieurs à la « Grande nation » qui les avait découverts, et seule s'en montrait digne. Ainsi, de l'autre côté de la Manche, les Whigs regardaient la liberté politique et le régime parlementaire comme un bonheur réservé aux seuls *Britons* de bonne souche.

L'entreprise eût pu réussir, si, résolus à s'entendre et à partager équitablement la maîtrise du monde, les gouvernants de Paris et de Londres s'étaient compris, réconciliés et accordés,

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — La plupart se rapportent à l'ensemble de la période révolutionnaire et ont été cités ci-dessus, p. 12 et 29. On trouvera les exposés les plus complets dans ceux de Sybel (t. IV à VI), A. Sorel (t. V), E. Bourgeois (t. II). La politique de la France est étudiée spécialement par R. Guyot, *Le Directoire et la paix de l'Europe* (Paris, 1911, in-8°); celle de l'Angleterre, par J.-H. Rose, *William Pitt and the Great War*, cité p. 156, et par le même auteur, au chap. II du t. I de la *Cambridge history of British foreign policy*, cité p. 25. Les textes essentiels, législatifs et contractuels, sont réunis dans A. Aulard, J. Basdevant et B. Mirkine-Guétzévitch, *La Révolution française et l'Europe* (Paris, 1930, in-8°).

sur le terrain de la politique et des affaires, comme ils avaient paru tentés de le faire en 1783 et 1786. Mais il fallait triompher d'obstacles de toute sorte, calmer, chacun chez soi et chez l'autre, les passions et les intérêts. Il fallait au pouvoir, dans chaque pays, l'homme de génie et de cœur qu'exigeait cette grande œuvre : Fox peut-être, et Danton, avec ou sans Louis-Philippe ; voire même, qui sait ? Pitt et Robespierre, assouplis par la vie et vieillis de quelques années. En 1797, Bonaparte est trop jeune, déjà enivré de puissance et d'ailleurs moins Français que Romain, tourné vers l'Italie et l'Orient, insoucieux du nord et de l'ouest. A sa place, on peut croire que Hoche aurait su comprendre et pu réussir ; sans doute le regret de l'occasion perdue est-il pour beaucoup dans l'espèce de culte attendri que les Français conscients d'un passé si proche gardent encore à sa mémoire. Au demeurant, peut-être n'est-ce qu'illusion, et sa gloire n'est-elle demeurée si pure que parce qu'il eut la chance de mourir à trente ans. En tout cas, parmi les gouvernants de l'Europe, aucun ne parut alors capable de porter ses vues plus loin que l'avenir immédiat, en négligeant les appétits du présent et les rancunes de la veille.

I. — LES NEUTRES¹.

Le dernier acte diplomatique de la Convention, subi autant que provoqué par elle, mais qu'elle avait su tourner à sa gloire,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur la Prusse, M. Philipson, *Geschichte des preussischen Staatswesens vom Tode Friedrichs der Grossen bis zu den Freiheitskriegen* (Leipzig, 1880-1882, 2 vol. in-8°) ; P. Baillieu, *Preussen und Frankreich von 1759 bis 1807 ; Diplomatische Correspondenzen* (Leipzig, 1881-1887, 2 vol. in-8°). — Sur l'Allemagne en général, K. Th. von Heigel, *Deutsche Geschichte vom Tode Friedrichs der Grossen bis zur Auflösung des alten Reiches* (Stuttgart et Berlin, 1899-1911, 2 vol. in-8°, de la « Bibliothek deutscher Geschichte », dirigée par H. von Zwiédineck-Südenhorst). — Sur les États italiens en général, C. Botta, *Storia d'Italia dal 1789 al 1814* (Milan, 1844, 4 vol. in-8°) ; Franchetti, *Storia d'Italia dal 1789 al 1799* (Milan, 1878, in-8°) ; Tivaroni, *Storia critica del Risorgimento italiano* (Turin, 1888-1897, 9 vol. in-12), le tome II ; Fr. Lemmi, *Le origini del Risorgimento italiano* (Milan, 1906, in-18°, 2^e édition, 1924). — Sur la Toscane, P. Greppi, *La mission du comte Carletti à Paris, dans la Revue d'histoire diplomatique*, t. XV (1906), p. 351-392. — Sur l'Espagne, H. Baumgarten, *Geschichte Spaniens vom Ausbruch der französischen Revolution bis auf unsere Tage* (Leipzig, 1865-1871, 3 vol. in-8°) ; A. Sorel, *La diplomatie française et l'Espagne (1792-1797)* ; IV : *Le traité d'alliance entre la République et l'Espagne (1795-1797)*, dans la *Revue historique*, t. XIII (1880), p. 41-80 et 241-278 ; A. Tratchevsky, *L'Espagne à l'époque de la Révolution française*, dans la *Revue historique*, t. XXXI (1886), p. 1 à 55 ; Geoffroy de Grandmaison, *L'ambassade française en Espagne pendant la Révolution* (Paris, 1892, in-8°) ; A. Muriel, *Historia de Carlos IV* (Madrid, 1893-1895, 6 vol. in-8°, tomes XXIX-XXXIV, du « Memorial historico español », publié par l'Académie royale d'histoire) ; Rafael Altamira, *Historia de la nacion e de la civilisation española*, t. IV, cité, p. 7 ; marquis de Villa-Urrutia, *Mujeres de antaño. La reina Maria Luisa, esposa de Carlos IV* (Madrid, 1927, in-8°).

était le démembrement de la coalition, réalisé aux traités de Bâle. On a vu comment la Prusse — et avec elle une partie de l'Empire — la Toscane, l'Espagne avaient signé la paix avec la République. Il convient d'y revenir ici, pour marquer la nature des traités, et ce qu'ils contenaient en germe.

Les raisons du roi de Prusse pour traiter avec la France étaient les mêmes qui l'avaient retenu jusque-là de continuer la guerre avec vigueur. Il redoutait, non sans motif, de voir la Russie et l'Autriche s'associer pour restreindre son lot dans le troisième partage polonais, et peut-être même le lui arracher de vive force. Contre une pareille menace, il semblait n'avoir de ressource que dans une alliance avec les Français, et l'on croyait en Angleterre qu'il l'avait conclue à Bâle même. De fait, les ministres prussiens y songèrent en septembre 1795, quand ils connurent le détail de l'accord austro-russe sur la Pologne. A l'instant même où le Comité de Salut public faisait à Berlin des ouvertures, le ministre prussien Alvensleben en fit faire à Paris. Mais ce n'était pas l'affaire du roi de Prusse, rempli d'horreur à l'égard des régicides, et fort éloigné de recommencer la guerre, soit contre eux, soit surtout à leur avantage. Il avait donc accepté, si petite qu'elle fût, la part de Pologne que l'Autriche et la Russie lui avaient laissée, en spécifiant qu'à ce prix sa neutralité sur le Rhin serait respectée. Une convention fut signée dans ce sens à Pétersbourg le 24 octobre 1795. Dès lors, il trouvait à se lier tout à fait avec les Français plus d'inconvénients que d'avantages. Les Prussiens se tenaient dans l'expectative et réservaient l'avenir. Leur commerce pouvait en attendant reprendre avec les deux groupes de belligérants, situation toujours excellente en temps de guerre. Si les événements tournaient, en fin de compte, à l'avantage de la République et qu'elle gardât la rive gauche du Rhin, le territoire prussien s'arrondirait sur la rive droite, selon les termes du traité de Bâle. Restait à fixer comment. La France voulait que ce fût par sécularisation d'États ecclésiastiques. Mais la Prusse montrait des répugnances, pour faire acheter plus cher son consentement, et aussi pour conserver le prestige acquis : elle défendait l'intégrité de l'Empire, sauvait les pays de l'Allemagne du nord des risques et des malheurs de la guerre. Jeu habile, mais dangereux, que la Prusse n'abandonnera pas pendant dix ans, et qui devait la conduire à la catastrophe.

La neutralité où elle s'était obligée à Bâle l'engageait à la fois comme puissance souveraine et comme co-État de l'Empire.

Elle était aussitôt intervenue à titre de médiatrice entre la France et les autres pays allemands, et par la convention du 17 mai 1795 avait fait tracer une « ligue de démarcation », limitant au sud tous les territoires de l'Empire associés à la neutralité prussienne. Cette ligne courait à droite du Rhin de la Lippe à la Lahn, au Main et au Neckar ; elle ne laissait ouverts aux hostilités que le Palatinat, le comté de Nassau, Bade, la Bavière, le Wurtemberg et les États de Souabe. Ces pays continuaient de devoir à l'empereur leur contingent en hommes et en argent (ce qu'on appelait les « mois romains »). Mais l'avantage d'être soustrait à ces charges et au passage des troupes autrichiennes était grand, et les sujets de la plupart des princes souhaitaient vivement de devenir neutres aussi. Ainsi pourraient-ils partager les profits de toute sorte que les accords de Bâle venaient de procurer aux commerçants et banquiers de Francfort, par exemple. Que les armées de la République vinssent à franchir le Rhin entre Bâle et Mayence, et c'est à qui, parmi les « principiaux d'Empire » se prosternerait aux pieds des régicides pour avoir la paix.

Le premier souverain qui leur eût donné l'exemple en Europe était le grand-duc de Toscane. Son traité avec le Comité de Salut public datait du 11 février 1795 ; il avait eu pour but d'épargner à ses États une invasion menaçante, aux banquiers et commerçants de Livourne et de Florence le pillage de leurs caisses et de leurs magasins. L'attitude politique de ce petit État dépendait de ses craintes plus que de ses désirs : l'approche des troupes autrichiennes ou de la flotte anglaise le rendait moins sensible aux exigences des Français ; le péril d'une invasion ou d'un soulèvement populaire l'inclinait à les satisfaire, et par exemple à leur accorder les prêts d'argent ou les fournitures militaires si souvent réclamés par eux. Le jeu du grand-duc Ferdinand était de ménager tout le monde et de se poser en médiateur pacifique : des offres de paix, plus ou moins sincères, s'échangeront souvent à Florence entre la France et l'Autriche. Il n'est pas rare que les courtiers en diplomatie se rencontrent aux mêmes lieux que les courtiers de Banque et de Bourse : les traités de Bâle l'avaient montré ; Gênes et Venise en fournissaient une nouvelle preuve.

Neutres depuis le début des hostilités, ces deux républiques travaillaient de même cœur à se maintenir dans cette position aussi risquée qu'avantageuse. La première avait dû faire quelques sacrifices d'argent au voisin français, la seconde au

voisin autrichien. Leur patriciat tremblait sans cesse devant le spectre révolutionnaire, et les agents français ne se firent pas faute d'exploiter ces terreurs, sans aller jusqu'à se compromettre à l'excès ni à se faire expulser de ces excellents postes d'observation. Les autres États de l'Italie, Modène, Parme, Rome et les Deux-Siciles restaient liés à la coalition, plus ou moins étroitement, selon les alternatives de la lutte.

L'Espagne, à qui la guerre avait coûté cher sans lui rien rapporter, venait de la finir sans dommages excessifs ; elle avait, au traité du 22 juillet 1795, recouvré tout son territoire continental, et réussi à ne céder des colonies que la moitié de Saint-Domingue, au lieu de l'immense Louisiane. Elle ne payait aucune indemnité, et préservait son tarif douanier de toute atteinte. Même elle faisait accepter sa médiation entre la France et les royaumes d'Italie, ce qui ouvrait des perspectives vers un retour aux vieux rêves de cette maison de Parme à qui appartenait la reine Marie-Louise. Une autre tradition demeurait vivace : celle du Pacte de famille et de l'annulation, plus ou moins directe, du traité d'Utrecht. Dès les négociations de Bâle, le plénipotentiaire espagnol Yriarte en avait touché quelques mots à Barthélemy. Au fond, les Bourbons de Madrid espérèrent toujours une restauration en France pourvu qu'elle ne profitât pas à un prince anglophile et libéral. Cette pensée secrète se retrouve dans toute leur diplomatie, au reste d'allure timide et incomplètement dévoilée encore. Le Directoire n'ignorera rien de ces dispositions, connues déjà du Comité de l'an II, et il ne cessera de s'en inquiéter que pour tenter d'en tirer des avantages à la fois politiques et matériels.

II. — LES COALISÉS ¹.

L'Autriche n'avait jamais fait à la France révolutionnaire une guerre de principes. Cette expression même n'avait guère de

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages cités p. 2 et 13, voir, pour l'Autriche, H. Langwerth von Simmern, *Österreich und das Reich im Kampfe mit der französischen Revolution 1790-1797* (Berlin 1880, in-8°) ; K. Obser, *Der Marquis von Pölarat und die Revolutionäre Propaganda am Oberrhein*, 1796, dans la *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheims*, 1892, nouvelle série, t. VII (1892) ; Ernest Denis, *L'Allemagne 1789-1810 : fin de l'ancienne Allemagne* (Paris, 1896, in-8°, de la « Bibliothèque d'histoire illustrée », publiée par J. Zeller et H. Vast) ; Zeissberg, article *Thugut*, dans l'*Allgemeine deutsche Biographie*, t. XXXVIII (1892), p. 138 et suiv. ; F. Luckwaldt, *Der Frieden von Campoformio* (Innsbruck, 1908, in-8°, t. I de la 2^e partie des « Quellen zur Geschichte des

sens pour les Habsbourg, voués par la nature de leur monarchie à un parfait éclectisme politique, pourvu qu'il demeurât avantageux. Elle en avait encore moins pour leurs ministres, dévots de la raison d'État et de l'équilibre. Le gouvernement de Vienne avait attendu l'attaque française, et il travaillait à tirer profit de la lutte, à reprendre l'Alsace, à s'arrondir par le troc des Pays-Bas contre la Bavière, non à remettre sur le trône Louis XVIII pas plus que Louis XVII ou Louis XVI. Mais le Cabinet de Vienne regardait surtout vers la Méditerranée, depuis que Thugut dirigeait sa diplomatie, avec l'appui d'une coterie secrète où figuraient les comtes Colloredo, originaires du Frioul, et le marquis de Gallo, ambassadeur de Naples.

Thugut était de naissance obscure, et peut-être issu de l'Orient (le prince de Ligne lui trouvait le type juif). Ancien élève des Jésuites, qui ne manquèrent jamais de l'appuyer, il avait fait sa carrière à Varsovie et Constantinople. Indolent, sceptique et avide d'argent, quoiqu'il vécût en ascète, il méprisait l'aristocratie allemande autant que la « racaille » française ou italienne. Il avait été jadis vendu à la France, et les Jacobins de la Convention et du Directoire essaieront sur lui l'effet du chantage politique. Mais il fit sa confession à temps et obtint l'absolution impériale. Cet ancien lauréat du collège des langues orientales à Vienne avait, après le second partage de la Pologne, tourné ses vues vers le Bosphore et l'Adriatique. Le traité austro-russe du 3 janvier 1795 promettait à l'Autriche des « indemnités » à prendre sur la Turquie et la République de Venise. Le tout sans préjudice de ce que la France devrait céder, en cas de victoire de la coalition. Thugut n'avait pas voulu reconnaître Louis XVIII, pour mieux lui faire ses conditions le moment venu. En attendant, il renforçait les armées autrichiennes d'Italie et soutenait le zèle, fort médiocre, des rois de Sardaigne et de Naples. Il ne négligeait pas pour cela de pousser la guerre sur

Zeitalters der französischen Revolution » de H. Hüfler) ; — pour la Russie, A. A. Vasilchikov, *Les Razoumowski*, éd. française (publiée par A. Brückner, Halle [1882-1888], 6 vol. in-8°) ; A. Brückner, *Katharina II* (Berlin, 1883, in-8°, de la collection « Allgemeine Geschichte », fondée par Oncken) ; K. Waliszewski, *Le roman d'une impératrice* (Paris, 1893, in-8°), et, du même, *Autour d'un trône* (Paris, 1897, in-8°) ; — pour l'Angleterre, outre le tome VII de l'ouvrage de Lecky, cité p. 21, voir la *Political history of England*, publiée sous la direction de Hunt et Poole, t. X : *The history of England from the accession of George III to the close of Pitt's first administration*, par W. Hunt (Londres, 1905, in-8°) ; *History of England*, publiée sous la direction de C. W. C. Oman, t. VI : *England under the Hanoverians*, par C. Grant Robertson (Londres, 1911, in-8°) ; J. Holland Rose, *William Pitt and the Great War* (Londres, 1911, in-8°) ; J. W. Fortescue, *British statesmen of the Great War, 1793-1814* (Oxford, 1911, in-8°).

le Rhin ni de parlementer, à petit bruit, avec les Français. On pourrait mieux ainsi décider la Russie à l'action et extorquer des subsides aux Anglais. Enfin, si ce double appui venait à manquer, l'Autriche se résignerait, vaille que vaille, à s'arranger avec la France, afin d'attendre des jours meilleurs.

Catherine II voyait clair dans ce jeu ténébreux. Elle continuait de fulminer contre les Jacobins de Paris et d'ailleurs. Mais d'intervention effective, jamais, tant que la Prusse ne serait pas paralysée en Pologne. La tsarine payait — assez mal — aux Autrichiens les subsides offerts dès 1792, et que lui avançaient les banquiers de Londres. Elle avait même, en février 1795, promis par écrit aux Anglais un contingent militaire, mais avec toutes sortes d'atermoiements et de réserves. Après le traité franco-prussien de Bâle, elle feignit de croire à une coalition entre Berlin, Paris, Stockholm et Constantinople, et refusa à Pitt les cinquante mille hommes qu'il réclamait, même au prix énorme d'un million sterling par an, plus les fournitures. Tout ce qu'elle finit par accorder fut une dizaine de vaisseaux, qui vinrent joindre la croisière anglaise dans la mer du Nord et la Manche, et que l'Amirauté dut entretenir et ravitailler de toutes façons. Au demeurant, Catherine se souciait aussi peu du nouveau régime installé en France que le Directoire lui-même du gouvernement intérieur de la Russie.

Cette singulière coalition ne demeurerait en vie que par les constants efforts, diplomatiques et financiers, de l'Angleterre. L'Échiquier payait tout le monde, rois en place et princes en exil, jusqu'au stathouder de Hollande, et il n'en avait pas toujours pour son argent. Dès 1793, Pitt avait fait connaître, *urbi et orbi*, son but de guerre : « sûreté et indemnité » pour l'Angleterre et pour ses alliés. C'est là-dessus qu'on avait d'abord conclu l'alliance. Lorsque, après le traité de Bâle, elle fut renouvelée à Saint-Petersbourg, le 28 septembre 1795, en un pacte à trois, anglo-austro-russe, la garantie réciproque des contractants pour leurs États respectifs fut étendue à la fois au *statu quo ante bellum* et à l'*uti possidetis* au jour de la paix à faire en commun. En clair, c'était dire aux alliés : Gardez, vous, Russes, la Pologne, et vous, Autrichiens, l'Italie si vous savez la prendre ; mais n'abandonnez Anvers à personne ; l'Angleterre, elle, gardera les colonies françaises, voire hollandaises, si l'on ne peut rétablir le Stathouder. Là-dessus, la Belgique était, par le vote de la Convention, devenue partie intégrante de la France ; beaucoup de lois françaises y avaient été introduites ; elles étaient bien

accueillies de la population. L'union douanière de même ; encore qu'elle heurtât d'anciennes habitudes, elle ouvrait enfin à l'industrie belge le marché important de la Grande République. Même après la trahison de Pichegru et les succès de l'archiduc Charles, la reconquête des provinces belges serait donc pour l'Autriche une grosse affaire. Si l'Angleterre y tenait, elle devait y mettre le prix : Thugut voulait au moins le département du Nord et la Flandre hollandaise, c'est-à-dire la libre entrée de l'Escaut. Encore exigeait-il qu'on lui procurât une armée russe pour l'aider à battre les Français.

Grand embarras pour l'Angleterre. Solder encore de médiocres troupes russes, c'était accabler la trésorerie britannique et cela pour refaire peut-être à Anvers, sous pavillon autrichien, une marine belge, comme au temps de Charles VI et de la Compagnie d'Ostende. Les ministres anglais hésitaient et se querelaient. Windham et Grenville, appuyés par le roi, voulaient tenir bon, doubler au besoin les subsides, renverser la république française, même après le double échec de Quiberon et du 13 vendémiaire. Pitt, responsable des finances, montrait l'épuisement du trésor, le chômage des usines, les émeutes de la faim, les meetings énormes de Saint-Georges Fields, le 29 juillet, de Marylebone le 26 octobre. La majorité de ses collègues le suivit. On ajourna la nouvelle expédition en Bretagne préparée par Windham, on évacua même la base établie naguère à l'Île d'Yeu.

A la rentrée du Parlement, le 29 octobre, le discours du trône contient une phrase très nette en faveur de la paix générale, pourvu que le gouvernement français montrât seulement « l'apparence d'une disposition à négocier ». L'opposition, par l'organe de Fox, proposa aussitôt qu'on poussât la pointe et qu'on fit des offres positives à Paris. Mais Pitt refusa d'aller plus loin, attendant la réponse du nouveau gouvernement français. Si rien ne venait, la situation n'en serait pas empirée, au contraire. Tous ceux qui, en France, étaient las de la guerre, viendraient renforcer le parti royaliste. Quant à l'Angleterre, elle prendrait de nouveaux gages au détriment du commerce et des colonies de la Hollande, maintenant liée au sort de la république française. En attendant, l'Allemagne, la Russie, l'Italie, la péninsule ibérique restaient ouvertes, et sur les côtes mal gardées de Belgique et de France, la contrebande allait son train. A Londres comme à Vienne, on attendait le Directoire aux actes.

III. — LA FRANCE ET L'EUROPE¹.

La Convention disparue, le gouvernement révolutionnaire aboli, l'Europe hésitait sur ce qu'allait faire la France. Les émigrés disaient : rien de nouveau ; attendre la paix des républicains, quels qu'ils soient, « n'est pardonnable qu'à des Hottentots ». À les croire, le parti des limites naturelles était nécessairement celui de la guerre. Légende intéressée reprise et amplifiée plus tard par les écrivains allemands. La suite des événements ne la justifie pas, malgré l'apparence, et les documents la démentent. La France n'était pas réduite à choisir soit la monarchie avec la paix dans les anciennes frontières, soit la conquête illimitée sous une dictature militaire. Entre ces deux extrêmes il y avait place pour au moins deux autres solutions.

On pouvait d'abord s'en tenir au programme que traçaient, à l'avènement du Directoire, la constitution et les traités. L'Acte de l'an III, où les bourgeois français virent un moment le « chef-d'œuvre du siècle », avait marqué les limites du territoire continental et colonial. C'étaient celles de 1792, y compris Avignon, Nice et la Savoie ; aux anciennes colonies, on avait joint la partie de Saint-Domingue cédée par l'Espagne, et l'on avait oublié le Sénégal, où les noirs n'étaient pas citoyens actifs. Pas un pouce de ces terres ne pouvait être cédé sans révision de la constitution, à quoi il fallait un long délai, une assemblée spéciale et un plébiscite. Chaque soldat, chaque député, chaque fonctionnaire prêtait serment de défendre ces frontières-là. En outre, la loi votée par la Convention le 9 vendémiaire an IV avait incorporé à la France les neuf départements de la « ci-devant Belgique ». Les juristes républicains tenaient que ce texte était, lui aussi, « constitutionnel », et que le plébiscite de vendémiaire l'avait implicitement ratifié. C'était là ce qu'on appelait le système des « limites constitutionnelles ».

Le système des « limites naturelles » étendait la France jusqu'au Rhin. Il ne se fondait pas seulement sur l'histoire, sur des textes de César ou de Richelieu. Ses défenseurs invoquaient les décrets de réunion partielle rendus par la Convention en 1793 sur la pétition des Rhénans. Ils s'appuyaient aussi sur les

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages d'ensemble de Sybel et Sorel, déjà cités p. 29, joindre A. Sorel, *La frontière constitutionnelle* (1795), dans la *Revue historique*, t. XIX (1882), p. 24-59, et, du même, *La mission de Poterat à Vienne* (1795-1796), dans la même revue, t. XXIX (1885), p. 280-315. Ajouter, pour la question de la rive gauche du Rhin, G. B. Boehmer, *La rive gauche du Rhin, limite de la République française* (sans lieu, an IV, in-8°).

traités de Bâle et de La Haye, cédant, l'un les terres prussiennes et l'autre la Flandre hollandaise. Mais leur vrai motif était la sûreté : couvrir les voies d'invasion de 1792 et de 1793. L'équilibre aussi : compenser l'accroissement de puissance que l'Angleterre, la Russie, la Prusse et l'Autriche avaient reçu depuis quarante ans, l'une aux colonies, les autres en Pologne.

Au début de l'an IV de la République, c'est entre ces deux programmes, limites constitutionnelles et limites naturelles, que l'opinion et le gouvernement ont à se prononcer. Car de revenir aux « anciennes limites », personne n'ose parler ouvertement, hormis les adversaires avoués de la République. Quant à reprendre la guerre de propagande comme en 1792, même les survivants de la Gironde, par exemple La Revellière, n'y songent plus guère, sinon peut-être comme à un moyen extrême, d'ailleurs bien dangereux. L'expérience de Dumouriez et de Custine a suffi. Mais ni les citoyens, ni les gouvernants n'ont fait nettement le choix de leur programme de paix ; ou du moins, si nous pouvons constater deux tendances dominantes au début du Directoire, il n'est guère possible d'en mesurer la force.

Pour connaître le sentiment du public en général, ou plutôt des hommes adultes et pourvus du droit électoral, il faudrait une enquête attentive, et qui n'est pas faite, sur les votes émis au plébiscite et aux élections de l'an IV. Du reste, si l'indication fournie avait été nette, elle aurait servi d'argument habituel aux partis, ce qui n'est pas. Il est vraisemblable que la question n'a pas été posée nettement devant les électeurs. Gouvernement et candidats, tout le monde se dit partisan de la paix. Mais personne ne dit laquelle, et nous n'avons pas de preuve précise que la majorité voulût la paix à tout prix, ou seulement la « paix blanche ». Il y eut probablement des nuances dans l'opinion, suivant le degré d'éducation civique, suivant les régions et aussi suivant les intérêts. Le service militaire paraît lourd, bien que limité à cinq classes ; mais il est très allégé, depuis Thermidor, par de nombreuses libérations. C'est plutôt l'impunité des déserteurs qui décourage les jeunes patriotes. Dans l'ouest, on ne recrute pas, et la guerre contre les Anglais est populaire, même en Bretagne et en Vendée. La lutte maritime, le blocus, avantagent l'industrie française, et les corsaires procurent (moins qu'on n'a cru il est vrai) d'appréciables profits. Dans l'est et le nord, on ne souffre plus directement des opérations ; les annexions éloignent le danger d'invasion, et les pays conquis tentent l'ambition de bien des gens, dans les départe-

tements qu'ils touchent. C'est là, en Flandre, en Lorraine, en Alsace qu'on est le plus empressé à conserver (et à gouverner) la Belgique et la rive gauche du Rhin.

Aux armées aussi, davantage même sans doute, la conquête est populaire, surtout quand elle s'est, comme en Hollande, et sur la rive gauche du Rhin, transformée en occupation. Puis, la guerre est maintenant une carrière, où l'on avance vite ; la paix couperait court à bien de jeunes ambitions. Cela est sans doute plus vrai des cadres que de la troupe. Mais si depuis quinze mois, les effectifs ont fondu de moitié, tombant de 750.000 à 410.000 hommes, la qualité offensive demeure ou s'accroît. L'armée de l'an IV, moins nombreuse, aura plus de mordant que celle de l'an III. En tout cas, pour lutter contre la faction des anciennes limites, au 18 fructidor comme au 13 vendémiaire, c'est dans l'armée que le parti hostile à la paix trouvera son meilleur appui.

L'opinion des élus au corps législatif restera longtemps flottante. La majorité qui avait voté, à mains levées, l'annexion de la Belgique, était probablement assez forte ; elle l'eût sans doute été moins au scrutin secret, et peut-être même au scrutin public. Encore le vote de vendémiaire avait-il été en quelque sorte enlevé par Merlin de Douai, rapporteur, qui avait dû appeler Carnot à la rescousse. On était à ce moment en pleine période de succès militaires, et pressé de répondre énergiquement à la propagande royaliste qui allait provoquer l'insurrection du 13. Sans doute y a-t-il aussi d'autres raisons moins purement politiques. Mais après les défaites du mois d'octobre, le système des limites naturelles parut bien menacé, car enfin, comme l'écrivit de La Haye Reubell au Comité de Salut public, « pour conserver il faut commencer par avoir ». Quand, un mois après le décret d'annexion, les nouveaux conseils législatifs furent constitués, les votes sur l'élection aux fonctions directoriales ne marquèrent pas grand enthousiasme pour la politique des conquêtes. Même le rapporteur de l'annexion de la Belgique, Merlin, ne fut pas inscrit par les Cinq-Cents sur la liste décuple où les Anciens devaient choisir les cinq Directeurs. Les bulletins ayant été détruits, on ne sait s'il eut des voix, et combien. Deux partisans connus de la frontière du Rhin, signataires du traité de La Haye, Sieyès et Reubell, passèrent pourtant avec 246 et 239 voix ; La Revellière, élu en tête, en avait 317, Le Tourneur 214 et Barras 206. En fin de liste, 143 suffrages avaient inscrit Cambacérès, toujours fort réservé sur le « prin-

cipe » des annexions, et il faillit deux fois être élu par les Anciens, d'abord contre Barras, puis, contre Carnot, au nouveau scrutin rendu nécessaire par la démission de Sieyès. Jusqu'aux élections de l'an V, l'opinion des conseils, surtout des Cinq-Cents, variera beaucoup sur les conditions de la paix, d'après le cours des opérations de guerre et ce qu'ils croyaient savoir de l'opinion publique. A mesure aussi que la date des élections pour le renouvellement du tiers sortant approchera, la majorité semblera devenir plus accommodante sur les conditions à imposer à l'ennemi.

Les Directeurs se montrèrent très réservés au début. La Revellière, dans sa lettre d'acceptation, mentionna son désir de ramener la paix. Les autres se turent, et la proclamation collective qu'ils lancèrent le 14 brumaire était muette sur la politique extérieure. En tant que corps constitué, le Directoire n'était donc engagé qu'à défendre la constitution, c'est-à-dire, au maximum, à garder la Belgique. L'opinion individuelle de ses membres importait beaucoup aux étrangers, qui essayèrent de la pénétrer. Seul Reubell, qui prit dès le début la direction de la diplomatie, avait un avis précis, toujours le même dès avant la guerre : prendre et garder le pays à gauche du Rhin, pour protéger la France, et spécialement l'Alsace, son pays natal, de l'invasion et de la propagande contre-révolutionnaire. On disait qu'en quittant Mayence, en 1793, après la capitulation, il avait fait, avec Merlin (de Thionville) serment public d'y revenir. La Revellière, indécis pour le moment, inclinera plus tard à la propagande ; Carnot, suivi avec quelque hésitation par Le Tourneur (un Normand qu'intéresse surtout la guerre maritime), inclinera de plus en plus vers les concessions, à mesure que la nation, dont il juge d'après les Conseils, lui paraîtra plus lasse de la guerre. Barras n'est soucieux que de s'enrichir et de ménager son avenir personnel. Ainsi, au début du moins, Reubell est à peu près le maître. On est à la veille de l'hiver et la guerre languit faute de moyens matériels et d'une saison favorable. La politique des limites se poursuivra donc par la diplomatie et parfois l'intrigue. Au fond, si patriote qu'il soit, et frère d'un général de carrière, Reubell est peu sensible à la gloire. Il a, du reste, à Mayence et en Vendée, vu la guerre étrangère et civile, assez pour aimer la paix. Enfin, il se défie des généraux et ses collègues presque autant que lui. Ces légistes civils voudraient mener à bien tout seuls la tâche glorieuse d'achever l'œuvre extérieure de la monarchie. Quand,

au printemps, après l'échec des pourparlers, il faudra reprendre l'offensive, ils ne le feront ni avec joie ni même sans inquiétude.

IV. — LES VUES DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS¹.

Deux jours après son entrée en fonctions, le Directoire, pour faire connaître au public « son institution », publiait un manifeste qui est, sous une forme abrégée, son programme de gouvernement.

En tête des questions qu'il veut résoudre, il a mis la question politique intérieure : il veut d'abord « livrer une guerre active au royalisme, raviver le patriotisme, réprimer d'une main vigoureuse toutes les factions, éteindre tout esprit de parti, anéantir tout désir de vengeance, faire régner la concorde ». Ensuite seulement viennent les questions morale, économique, financière. Dans l'ensemble, il s'agit de « remettre l'ordre social à la place

1. **OUVRAGES A CONSULTER.** — Il n'y a pas de bonne histoire d'ensemble de la France pendant le Directoire. Les travaux des contemporains méritent encore d'être consultés, quoique écrits sans méthode ni impartialité. On peut citer notamment Carnot-Feulins, *Histoire du Directoire constitutionnel* (Paris, an VIII, in-8°) ; *Histoire du Directoire exécutif de la République française, depuis son installation jusqu'au 18 brumaire inclusivement* (Paris, an IX, 2 vol. in-8°), attribuée par Barbier à F. Henry ; tous deux hostiles au Directoire. En sens inverse : A. Fantin Désodoards, *Histoire de la Révolution française depuis la séparation de la Convention nationale jusqu'à la conclusion de la paix entre la France et l'Empereur* (Paris, an VI, 2 vol. in-8°), et G. Schaumann, *Geschichte der Republik Frankreichs unter der Directorial Regierung bis zum Definitivfrieden mit Oesterreich* (Halle, 1798, 2 vol. in-8°). Les historiens modernes de la période suivante n'ont écrit que d'après l'imprimé et surtout les journaux, quelquefois aussi d'après certains récits oraux. C'est le cas des trois auteurs suivants : A. Granier de Cassagnac, *Histoire du Directoire* (Paris, 1851-1856, 3 vol. in-8°), très bonapartiste ; P. de Barante, *Histoire du Directoire de la République française* (Paris, 1855, 3 vol. in-8°) ; Ernest Hamel, *Histoire de la République française sous le Directoire et le Consulat* (Paris, 1872, in-8°).

Les témoignages nouveaux apportés par la publication des *Mémoires de la Revellière-Lépeaux* (Paris, 1895, 3 vol. in-8°), et des *Mémoires de Barras*, éd. par G. Duruy (Paris, 1895-1896, 4 vol. in-8°), n'ont été mis en œuvre que par L. Sciout, *Le Directoire* (Paris, 1895-1897, 4 vol. in-8°). L'auteur, très violemment hostile au Directoire, a recouru, pour la première fois, aux documents des Archives nationales, mais en négligeant le fonds essentiel des arrêtés directoriaux, utilisé pour la politique extérieure par R. Guyot, *Le Directoire et la paix de l'Europe* (cité p. 285). La publication de ces derniers documents, commencée par A. Delidour, *Recueil des actes du Directoire exécutif*, tomes I à IV, de brumaire an IV à pluviôse an V, est restée inachevée (Paris, 1910-1917, 4 vol. in-4°, de la « Collection des documents inédits sur l'histoire de France »), et aucun travail d'ensemble sur l'histoire du Directoire n'a paru depuis. Le volume de L. Madelin, *La France du Directoire* (Paris, 1922, in-16), est un recueil de conférences assez superficielles. On ne peut se reporter qu'aux ouvrages plus généraux, tels que A. Aulard, *Histoire politique de la Révolution française* (citée p. 30), et surtout G. Pariset, *La Révolution (1792-1799)*, citée ibid., à compléter par ses *Études d'histoire révolutionnaire* (Strasbourg, 1930, in-8°). — Cf., pour les institutions, P. Pouillet, *Les institutions françaises, de 1795 à 1814* (Paris, 1907, in-8°), et le recueil de textes publié par Léon Cahen et R. Guyot, sous le titre : *L'œuvre législative de la Révolution* (Paris, 1913, in-8°).

du chaos inséparable des révolutions ». C'est un programme républicain conservateur. Thiers, en 1871, a dit la même chose, à peine en d'autres termes.

Si les Directeurs commencent par le problème politique, c'est qu'il est à leurs yeux le plus pressant. D'abord en raison des circonstances : la république vient, au 13 vendémiaire, d'échapper aux coups des royalistes par une sorte de bonne fortune. Si les insurgés avaient devancé seulement d'une heure, à la plaine des Sablons, les cavaliers de Murat, et saisi les canons de l'armée de Paris, la contre-révolution était faite, et peut-être la monarchie du juste milieu aurait-elle commencé trente-quatre ans plus tôt.

Les gouvernants de 1796 sentent combien leur pouvoir est instable. La majorité (deux tiers, et même un peu plus en réalité) des nouveaux conseils est formée de conventionnels qui, par les décrets dits de fructidor, ont voulu « se perpétuer » ; selon le mot de La Revellière « tous les corps tendent là ». Ils ont été élus en 1792, au suffrage universel, à deux degrés, par des assemblées électorales très peu nombreuses. Ils ne représentent en réalité qu'une très petite minorité républicaine, qui a des chances d'être encore très diminuée. Leurs meilleurs partisans, décimés par la Terreur et la guerre, sont aujourd'hui privés du droit de vote par la pauvreté ou par leur présence aux armées. Les autres sont intimidés par les bandes royalistes, travaillés par le clergé réfractaire. La quasi-certitude de n'être pas réélus hantera les députés « conservés ». La plupart sont entrés jeunes et pauvres à la Convention ; peu ont eu le goût et le temps de faire fortune, et peuvent, comme Tallien, dire qu'ils savent où se retirer en cas d'échec. La Révolution leur a ôté le temps et les moyens d'entrer ou de rester dans une carrière privée. De plus, ceux qui ont voté la mort de Louis XVI craignent pour leurs têtes. Se regardant comme les sauveurs de la république, ils veulent la conserver pour qu'elle les sauve. Ils comptent pour cela sur les membres du gouvernement qu'ils sont chargés d'élire, et ils ont soigné l'élection. La première chambre doit présenter pour chaque siège dix candidats, entre lesquels la seconde choisit. Les Cinq-Cents se sont méfiés de la tiédeur politique des Anciens, que la constitution veut quadragénaires et mariés (ou veufs). Ils ont donc inscrit en tête de leur liste cinq personnages marquants qu'ils veulent faire passer ; les autres sont des inconnus, étrangers à la politique, à la seule exception de Cambacérès, inscrit le dernier. Les Anciens ont

dû, de mauvaise humeur, céder à ce subterfuge de couloirs, et nommer La Revellière-Lépeaux, Le Tourneur, Reubell, Sieyès et Barras. Au refus de Sieyès, on élut, quelques jours plus tard, Lazare Carnot exactement dans les mêmes conditions.

Les Directeurs étaient tous d'âge mûr (40 à 48 ans) et mariés. Quatre appartenaient avant 1789 à la moyenne ou petite bourgeoisie. Reubell était avocat à Colmar, et quoique bâtonnier avait, en 1789, de la peine à vivre de sa profession ; La Revellière, avocat aussi, avant la Révolution, mais avocat sans causes, vivait de ses rentes à la campagne en Anjou ; Carnot et Le Tourneur étaient capitaines du génie ; Barras avait le même grade dans la marine ; seul des cinq, il était méridional et ci-devant noble. C'était d'ailleurs le seul qui ne fût ni travailleur, ni honnête, ni sincèrement républicain et patriote, et, sans le rôle de faux brave qu'il s'était donné au 13 vendémiaire, il n'aurait sûrement pas été élu. La majorité conventionnelle avait bien plus de confiance dans le républicanisme des quatre autres, et avec raison : tous quatre devaient refuser de servir sous l'Empire, et Le Tourneur seul accepta, en 1810 seulement, un emploi de finances. Dans l'ensemble donc, le Directoire était l'image assez fidèle de la moyenne bourgeoisie républicaine, modérée et patriote, qui se consacrait volontiers au service de l'État, à la condition d'y trouver de quoi vivre décemment : la constitution y avait pourvu, en donnant aux représentants et aux Directeurs des indemnités et traitements évalués en blé, valeur fixe quel que fût le cours de l'assignat.

Sans jamais se regarder comme un gouvernement parlementaire, les Directeurs se tinrent, la première année, pour liés à la majorité qui les avait nommés ; ils consultèrent ses membres, individuellement, pour choisir les fonctionnaires politiques et judiciaires, commissaires du Directoire près les départements, les cantons, les tribunaux. Ils nommèrent à des emplois d'ambassadeurs, de consuls, de messagers d'État, même d'huissiers du gouvernement d'anciens députés républicains non conservés ni réélus. Ce pacte avec la majorité était dans l'esprit du régime. Mais il devait durer assez peu de temps. Le Directoire ne devait pas tarder à prendre, surtout par le fait de Barras, des allures autoritaires et théâtrales qui déplurent aux députés. Ceux-ci, de leur côté, que la constitution rendait maîtres, non seulement du budget, mais de la trésorerie, cédèrent au penchant naturel des assemblées, qui est de chicaner sur les dépenses pour affir-

mer leur pouvoir. Les représentants avaient, au début, compté sur le Directoire pour les défendre et les soutenir auprès des électeurs. Mais celui-ci n'était maître ni des tribunaux, ni des départements, ni des municipalités, ni surtout de la presse. Il n'avait en fonds secrets qu'une somme dérisoire. Il ne pouvait à peu près rien pour sa majorité, ni d'ailleurs contre elle ; elle devait peu à peu tendre à l'abandonner, à mesure que l'instant des élections approcherait, pour aller plus à droite ou à gauche. Ainsi et pour d'autres causes encore, le programme d'union et de concorde du début de l'an IV ne sera pas réalisé.

À vrai dire — et quelques hommes clairvoyants s'en rendirent compte à l'époque — le rétablissement de la paix publique et l'affermissement du régime étaient une affaire de tranquillité morale et de prospérité matérielle bien plus que de législation et de politique. Les questions primordiales étaient celles que les politiciens du Directoire avaient, dans leur proclamation, mises à la fin : la question morale et religieuse, la question économique et financière. De ces difficiles problèmes, ajournés sans cesse pendant la guerre, la Convention avait cru, semble-t-il, résoudre au moins le premier par les nombreuses lois votées sans débat au dernier jour de son existence, le 3 brumaire an IV. Mais, pour mettre en vigueur tous ces textes, il fallait des moyens, les grands moyens ; la bourgeoisie républicaine mettra trop de temps et d'hésitation à les discerner, puis de scrupules à y recourir, et ses lenteurs ouvriront la route à la dictature.

Sur la question morale et religieuse, les Conventionnels étaient plus incertains et divisés que sur toute autre. Ils n'avaient jamais été athées. Beaucoup, si anticléricaux qu'ils fussent, n'étaient pas antichrétiens. Ils avaient fini par adopter le régime de la séparation, par pénurie financière et crainte d'une restauration catholique bien plus que par doctrine. Ils savaient l'indispensable nécessité, pour maintenir la république, de maintenir le civisme, et de le fonder sur une croyance morale et philosophique qui donnât une base aux institutions. Mais ils n'avaient pas découvert quelle doctrine convenait à la république française, et ce qu'ils avaient institué, fêtes publiques, culte patriotique, programme d'enseignement, était froid, abstrait, académique, peu fait pour la masse ignorante, pour les enfants, pour les femmes. Le tout était du reste à peu près impossible à mettre en vigueur, faute d'argent. Aussi beaucoup songèrent-ils déjà à essayer d'une réconciliation entre l'Église

romaine et la république. D'autres pensèrent à favoriser la diffusion de la Réforme. Un certain nombre, plus tard, cherchèrent à répandre la religion naturelle comme base d'un culte d'État, à l'antique, croient-ils, à la genevoise, à la Rousseau, en fait. Sur ces points, plus que sur les autres encore, la bourgeoisie républicaine est divisée, incertaine, sans cesse inquiète de retourner à l'Église, qu'elle a dépouillée et proscrite, et qui ne le lui pardonne pas, ou de tomber dans l'immoralisme, qu'elle regarde comme le pire danger social.

Moins d'hésitation, en apparence au moins, quant aux intérêts matériels. Sur le caractère de la propriété, la « sainteté » des engagements, l'inviolabilité des contrats, il n'y a guère de voix discordantes, parmi tous ceux qui ont fait la nouvelle société et fondé le droit révolutionnaire. Mais peut-on affirmer les droits de l'État, la légalité des ventes nationales, sans tenir les engagements du Trésor, sans payer, en monnaie valable, les rentiers, les fonctionnaires, les soldats comme on est déjà obligé de payer les fournisseurs? Continuera-t-on de laisser monter le prix de la vie? laissera-t-on les fabricants, comme l'un d'eux, Le Coulteux, l'avouait à la tribune des Anciens, vendre à la parité de l'or, quand ils paient la main-d'œuvre trois fois moins cher? Le déséquilibre économique, conséquence du bouleversement des lois et des conditions privées, de la guerre aussi et de ses effets commerciaux et monétaires, se lie au déséquilibre financier. Le nouveau gouvernement républicain sera obligé pour soutenir la guerre de garder un système économique bâtarde, qui n'est plus l'interventionnisme de l'ancien régime ou de la Terreur, sans être encore la liberté véritable, et cela au milieu d'une crise monétaire aiguë, compliquée d'une crise fiscale et d'une crise de Trésorerie. Là encore, le parti républicain modéré n'a de doctrine fixe sur aucun point.

Les gouvernants sont des hommes de bon sens et de bonne foi le plus souvent, mais d'expérience courte en affaires, et divisés. Ils écouteront les spécialistes avec plus ou moins de confiance, suivant le cas, et sans oser recourir aux remèdes sûrs, mais qui déplaisent au plus grand nombre, et qu'ils désespèrent de lui faire accepter. Là aussi, ils tarderont trop, et hésiteront perpétuellement entre les deux systèmes de réforme, jusqu'au moment où les intérêts menacés par l'un et l'autre se coaliseront pour renverser le régime. Ces dangers, plusieurs des hommes aux mains de qui sont, en l'an IV, les pouvoirs politiques les aperçurent. Ils ont

espéré en triompher. Ils s'y sont essayés avec courage. S'ils n'y ont pas réussi, c'est faute de temps, faute de confiance aussi dans la nation, dont ils ont parfois méconnu le bon sens, la bonne volonté, la patience et les ressources.

Ils ont manqué de sagesse, peut-être faute d'expérience, et de hardiesse, peut-être pour en avoir trop. Confier le gouvernement à des hommes moyens, d'âge, de fortune et de capacité n'était peut-être pas le meilleur, du moins pour la France de ce temps-là, qui était du reste un temps de guerre. Au surplus, les Français eux-mêmes semblent en avoir eu le sentiment, les jeunes surtout, cela va de soi.

V. — LES VŒUX DE LA NATION FRANÇAISE¹.

L'histoire politique du peuple français sous le Directoire est assez bien connue : on sait du moins ce qui se passe dans la ville où siège le gouvernement. Les rapports de la police sur l'esprit public sont imprimés ; les journaux sont abondants et loquaces. On connaît beaucoup moins bien le sentiment public en province, et surtout dans les campagnes. L'histoire du catholicisme commence d'être étudiée, celle des autres religions et des croyances philosophiques, morales, sociales, l'est à peine ; et l'histoire économique et financière, entreprise méthodiquement naguère, en est restée aux études locales et à l'exposé des lois et des institutions administratives. On doit donc souvent s'en tenir ici à des généralités, et ne pas oublier les différences régionales, bien plus grandes alors qu'aujourd'hui.

Les contemporains se sont plaints souvent de l'ignorance, de l'indifférence des citoyens pour ce qui, dans la vie publique, les intéressait même le plus directement, et il semble qu'ils aient eu raison. Beaucoup des lois nouvelles, votées depuis Thermidor, demeureront inappliquées, parce qu'elles sont inconnues du public, souvent même des fonctionnaires chargés de les mettre en vigueur. La forme même du gouvernement n'est pas connue

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les travaux indiqués ci-dessus, p. 29, 261 et 297, voir Ch. Thévenin, *De la situation intérieure de la République* (Paris, an IV, in-8°) ; [Fabre de l'Aude], *Histoire secrète du Directoire* (Paris, 1834, 4 vol., in-16) ; le recueil de documents, publié par A. Aulard, sous le titre : *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire* (Paris, 1898-1902, 5 vol. in-8°, de la « Collection de documents relatifs à l'histoire de Paris pendant la Révolution »), t. II ; R. Doucet, *L'esprit public dans les départements de la Vienne pendant la Révolution* (Paris, 1910, in-8°) ; Abbé Pommeret, *L'esprit public dans le département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution* (Saint-Brieuc et Paris, 1921, in-8°).

de tous : dans les archives du Conseil des Cinq-Cents, voire du Tribunat, on trouve des pétitions adressées, d'une plume exercée, à « Nos seigneurs de l'Assemblée Nationale », comme en 1789. Lors du plébiscite sur la constitution de l'an III, beaucoup de votants, surtout dans l'armée, n'ont pas compris, souvent pas lu ou entendu lire les 377 articles qu'elle contient. Aux élections de l'an IV, en Indre-et-Loire, les électeurs ruraux n'ont pas saisi le mécanisme du scrutin, et votant avec des bulletins imprimés qu'ils ne savaient pas lire, ont nommé administrateurs ou juges des candidats députés et réciproquement. Les nouvelles de la capitale arrivent lentement, parfois jamais ; les républicains du sud-est se sont plaints qu'après le 13 vendémiaire, on leur ait laissé ignorer près d'un mois la victoire de la Convention ; à l'armée d'Italie, c'est par les vedettes autrichiennes qu'on l'a connue. Le nombre des Français en état de se faire une conviction politique, très inférieur alors au nombre des citoyens actifs, n'atteint peut-être pas celui des électeurs du second degré. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles les doctrines politiques et les partis proprement dits ne jouent qu'un rôle restreint dans l'opinion publique. Celle-ci est d'ailleurs influencée par les sentiments et les besoins des citoyens passifs et de tous ceux qui ne sont pas citoyens : femmes et enfants, étrangers, habitants des pays réunis ou occupés, etc. Le sens de l'intérêt général, des besoins de l'État, de la sécurité nationale même, demeure beaucoup plus faible que de nos jours, surtout loin de la capitale et des frontières. Les préoccupations plus étroites, l'égoïsme individuel, ou professionnel, ou de classe, ou encore régional, dominant dans beaucoup d'esprits. Les passions collectives seules et entre toutes les passions religieuses, peuvent faire équilibre à ces motifs d'intérêt. Et ainsi s'explique qu'à l'époque où commence le régime de la République constitutionnelle, les Français lui demandent surtout de leur garantir la conservation de leurs croyances, si diverses qu'elles soient, et de leurs biens qu'elle qu'en soit la nature.

Peut-être, pour la majorité des Français sinon des électeurs, l'essentiel était-il ce dont la constitution ne disait rien, ce dont l'État avait déclaré se désintéresser : la question religieuse. Dès Thermidor un mouvement silencieux avait commencé de se faire, qui ramenait au premier plan les préoccupations spirituelles, et qui avait surtout profité à l'ancienne religion. Les conventionnels croyaient volontiers, d'après l'exemple de la Vendée et de la Chouannerie, que royalisme et « fanatisme »

étaient liés, et ils les combattaient ensemble. C'était une erreur qu'apercevront vite des observateurs attentifs, Hoche entre autres, bien avant Bonaparte. Si l'opposition, dans l'ouest, resta longtemps encore « catholique et royale », il y a partout ailleurs, et de plus en plus, des républicains catholiques, comme il y avait eu des catholiques et même des prêtres républicains. La croyance, voire la passion religieuse renaît, à mesure que la passion politique faiblit, son objet étant atteint par la ruine du despotisme, monarchique ou jacobin. Toutes les causes morales qui agissent d'ordinaire, après une crise de révolution et de guerre aussi douloureuse, travaillent déjà en faveur des « dogmes consolateurs ». Puis, la révolution a renversé ou tout au moins fermé les écoles avec les églises ; le personnel a été dispersé ou proscrit, les bâtiments réquisitionnés pour l'armée ou vendus. Dans la classe nombreuse des grands et petits profiteurs de la révolution, le désir naît de s'élever socialement par l'éducation, d'imiter les mœurs des ci-devant bourgeois ou nobles. Ces pères et surtout ces mères de familles encore nombreuses vont demander aux revenants de l'ancien régime, nobles déchus ou prêtres pauvres, d'enseigner à leurs enfants les façons d'autrefois, au lieu de celles des sans-culottes. Bientôt les pensionnats catholiques reconstitués disputeront aux écoles centrales le personnel survivant des anciens collèges, et la clientèle des fils de la nouvelle bourgeoisie. L'Église, en outre, rouvrait une carrière aux jeunes gens pauvres, à l'heure où les lois électorales les rendaient inéligibles aux emplois publics. Elle éveillait de nouveau les vocations dans le clergé réfractaire et dans le clergé ci-devant constitutionnel. Celui-ci utilisait le régime de la séparation pour se réformer, exclure les prêtres indignes et bientôt les prêtres mariés, reconstituer la hiérarchie épiscopale, rétablir le culte dans presque toutes les paroisses. Le clergé réfractaire lui-même était divisé : la plus grande partie, semble-t-il, inclinait à la soumission. Des évêques émigrés se ralliaient, cherchaient à obtenir de Rome une démarche conciliante qui fit cesser le « schisme ». Bien des patriotes avaient, eux, le « schisme » à domicile ; ils attendaient du gouvernement une initiative qui leur permît, sans renoncer à la république, de laisser leurs femmes ou leurs enfants retourner à l'église. Beaucoup de votes hostiles au gouvernement, en l'an IV et en l'an V, n'ont peut-être pas d'autre secret que le désir de préserver la paix du ménage.

Les autres inquiétudes, les autres besoins venaient ensuite,

au moins chez quiconque possédait, ou vivait sans trop de peine. On attendait d'abord le rétablissement de l'ordre matériel. Aubergistes, commerçants, voyageurs réclament sans cesse contre l'insécurité des chemins, le brigandage rural. Les propriétaires surtout, les acquéreurs de biens nationaux se plaignent d'être attaqués dans leur personne et leurs biens, sous couleur de vengeances politiques. Les chefs de ces bandes de « brigands » sont toujours soit des émigrés et des prêtres réfractaires, soit leurs parents ou alliés, c'est-à-dire les anciens possesseurs, ou leurs proches. Ceux qui forment leurs troupes sont réfractaires aussi à la révolution dont ils sont ou se croient victimes : soldats déserteurs ou insoumis, ouvriers sans ouvrage, fonctionnaires destitués, petits bourgeois ruinés par la chute du papier-monnaie. Ici la force publique, toujours insuffisante, rarement sûre, ne peut à peu près rien. Les patriotes demandent qu'on l'emploie d'abord. Mais le remède doit aller aussi aux causes du mal. Que les « brigands » aient de quoi vivre, ils se soumettront. L'ordre public renaîtra si les affaires reprennent, et si la bonne monnaie reparait.

Mais sur les moyens d'en arriver là, l'accord cesse. Dans les campagnes, les propriétaires souhaitent maintenir les hauts prix. S'ils recherchent l'or pour le thésauriser, ils tiennent à l'assignat pour l'employer à payer les ouvriers, à acquitter les impôts, les fermages, à verser le prix des biens achetés à terme à la République, avant l'inflation. Dans cette classe de Français, on se plaint moins de la guerre, depuis que les réquisitions et le maximum ont cessé, et que les fournisseurs achètent à haut prix, au comptant, souvent en numéraire, le bétail et les fourrages. Mais on passerait vite à l'opposition, en tout cas à la résistance passive, si l'État prétendait exiger l'arriéré des impôts, percevoir l'emprunt forcé, rappeler les jeunes soldats en congé ou faire rechercher activement les insoumis. S'il y a des différences entre les régions, c'est peut-être à cause du voisinage de la frontière terrestre ou maritime : les départements de l'ouest souscriront en masse à l'emprunt de l'an VI contre l'Angleterre, et il semble que ceux de l'est aient mis, à fournir leur contingent d'impôts et de soldats, plus d'activité que les autres.

Dans les villes, la population aisée attend surtout du gouvernement des mesures favorables au commerce et à l'industrie : elle est hostile à la réglementation du travail, aux réquisitions, aux impôts indirects. Elle s'accommode du papier-monnaie, au moins avant la dépréciation complète, puisque commerçants et indus-

triels paient les ouvriers en assignats et vendent au public, et même à l'État, soit en numéraire, soit au cours du change. Mais certains industriels, les plus clairvoyants, tel Le Coulteux, voudraient un relèvement du niveau des salaires ; ils souhaitent l'opérer, grâce à une réforme monétaire, consentent à une banqueroute partielle des assignats. Ils admettent même l'impôt sur le capital, sous forme d'emprunt forcé, pourvu qu'il atteigne surtout les profits, qualifiés d'illicites, du commerce et de la spéculation. Les capitalistes qui sont à la fois industriels et financiers, cas fréquent à la fin du XVIII^e siècle (ainsi Fulchiron, Récamier, Barillon, Cabarrus), ont aidé, peut-être poussé le gouvernement à faire une politique protectionniste, à lutter contre l'Angleterre, à signer des traités de paix et même d'alliance avec les pays du continent où ils souhaitent exporter : la Prusse, l'Espagne, la Toscane, Gênes. Les autres, banquiers de commerce et armateurs, les yeux tournés vers Londres, réclament la liberté des transactions, le droit d'exporter des grains par Anvers, Le Havre, Nantes, le retour rapide à la monnaie métallique, fût-ce au prix d'une suspension des paiements du Trésor. Ceux-là, qui se groupent autour de Perrégaux, souhaitent la paix avec l'Angleterre, et du reste y travaillent, comme on verra, par tous les moyens, y compris la contre-révolution. Les muscadins de l'an III, qui affectent l'accent anglais et paient en louis, ceux que le peuple appelle « Jeunesse dorée », sont souvent leurs fils ou leurs proches.

Quant aux petites gens des villes, leurs souhaits et leurs besoins, plus encore que dans les campagnes, se limitent à vivre moins mal, ou à vivre, tout simplement. Ils souffrent beaucoup, sans trop se plaindre, du prix des denrées, qui reste élevé pour leurs salaires ; les plus habiles se tirent d'affaire de leur mieux, sans excessif respect des lois. A Paris surtout, ils se désintéressent du gouvernement et de la politique, exclus qu'ils sont des assemblées électorales, et souvent des assemblées primaires. Ils n'attendent pas grand'chose d'hommes publics aussi décriés que les anciens conventionnels. Les faubourgs ont assisté sans bouger au duel de la Convention contre les insurgés de vendémiaire. Pourtant, ils sont demeurés, au fond, républicains et patriotes, et ils accueilleront bien le 18 fructidor, qu'ils regarderont un moment comme une victoire à la fois sur l'étranger et sur les aristocrates royalistes.

CHAPITRE II

LE PROGRAMME DU DIRECTOIRE : LA PACIFICATION DE LA FRANCE ET DE L'EUROPE

(octobre 1796 - mars 1797)¹

Les Directeurs et les deux tiers conservés de la Convention qui les ont portés au pouvoir étaient les exécuteurs testamentaires de la grande assemblée républicaine. Elle leur avait, par les décrets de fructidor, accordé un délai de dix-huit mois à peine, jusqu'aux élections de germinal an V, pour trouver les formules de la paix intérieure et extérieure, rétablir l'équilibre des partis, des doctrines, des affaires et des finances en France, l'équilibre des États en Europe. Le nom de place de la Concorde donné à la ci-devant place de la Révolution était le symbole de cette œuvre immense. Les gouvernants de l'an IV vont l'entreprendre courageusement. Ils ont de l'expérience, de la bonne foi en général, le désir — et le besoin — de réussir. Ils échoueront sans doute, faute du génie et de la jeunesse qu'il y fallait. Mais peut-être était-il encore trop tôt. Bonaparte, qui avait la jeunesse et le génie, s'il eût pris le pouvoir en l'an IV, n'eût peut-être pas mieux réussi. La lourdeur de la tâche, les hommes d'État d'alors l'ont apprise à leurs dépens. Bonaparte, lui, a fait son école, selon le mot de Talleyrand, aux dépens des autres et à son profit. On dit que Reubell avait écrit des mémoires, à présent perdus. Il aurait pu y mettre en épigraphe : *Sic vos non vobis*.

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — Voir ci-dessus, pour la France, p. 29 et 297, et pour les autres pays, p. 286 et 289.

I. — A LA RECHERCHE DE L'ÉQUILIBRE EN FRANCE :
L'ŒUVRE POLITIQUE DU PREMIER DIRECTOIRE¹.

La constitution de l'an III avait été faite pour le temps de paix, par des intellectuels pacifiques, Daunou surtout, fils de médecin, ancien prêtre et professeur, qui finira garde des archives. Elle ne mérite pas les jugements que les contemporains ont portés sur elle, trop élogieux avant brumaire, trop sévères après. Elle organise un régime parlementaire au fond, sinon dans la forme, où le corps législatif, maître des crédits et même de la caisse, puisqu'il nomme les commissaires de la Trésorerie, doit toujours avoir le dernier mot. Mais l'intention était de n'aller jamais jusque-là et d'aboutir toujours à des compromis entre des pouvoirs savamment équilibrés. Le tout était d'avoir le temps de ménager ces transactions et de laisser les résistances qu'on ne pouvait vaincre, chose difficile en tout temps, peut-être impossible en temps de guerre, au lendemain d'une révolution.

Les Directeurs commencèrent de gouverner avec la majorité qui les avait élus, et qui avait intérêt à les soutenir. Ils y prirent deux des six ministres, Merlin (de Douai) qui eut la justice, et Charles Delacroix, qui reçut les relations extérieures ; trois autres portefeuilles (guerre, marine, finances) furent donnés à des techniciens ; le sixième (intérieur) échut à un ancien journaliste, Bénézech, qui avait dirigé les fabrications de guerre en l'an III. Nombre d'anciens députés furent placés dans la diplomatie, l'administration départementale, les bureaux

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux indiquées p. 29 et 297, voir, sur les associations, A. Challamel, *Les clubs contre-révolutionnaires* (Paris, 1895, in-8°, de la « Collection de documents relatifs à l'histoire de Paris pendant la Révolution ») ; Bernardin, *Précis de l'histoire du Grand-Orient de France* (Nancy, 1909, in-8°) ; F. Vermales, *La franc-maçonnerie savoisienne à l'époque révolutionnaire, d'après ses registres secrets* (Paris, 1912, in-8°, 90 p.). — Sur les mouvements royalistes, Ch. L. Chassin, *Les pacifications de l'ouest, 1794-1801* (Paris, 1896-1899, 3 vol. in-8°), t. II ; L. de la Sicotière, *Louis de Frotté et les insurrections normandes, 1793-1832* (Paris, 1888, 3 vol. in-8°) ; E. Gabory, *La Révolution et la Vendée* ; t. III : *La victoire des vaincus* (Paris, 1928, in-8°) ; E. Daudet, *La conjuration de Pichegru et les complots royalistes du midi et de l'est* (Paris, 1901, in-8°) ; P. Caudrillier, *La trahison de Pichegru et les intrigues royalistes de l'est avant fructidor* (Paris, 1908, in-8°). — Sur l'affaire du camp de Grenelle, G. Javogues, série d'articles, sous divers titres, sur *Claude Javogues*, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, nouvelle série, t. II (1925), p. 23-32 et 374-383 ; t. III (1926), p. 555-564 ; t. V, (1928), p. 34-45. — Sur le babouvisme, P. Buonarroti, *Conspiration pour l'égalité, dite de Babeuf* (Paris, 1830, 12 vol. in-8°) ; V. Advielle, *Histoire de Gracchus Babeuf et du babouvisme* (Paris, 1884, 2 vol. in-8°) ; P. Robiquet, *Buonarroti et la secte des Égaux* (Paris, 1910, in-12) ; M. Dommanget, *Babeuf et la conjuration des Égaux* (Paris, 1922, in-16) ; P. Bessand-Massenet, *Babeuf et le parti communiste en 1796* (Paris [1927], in-16).

et même les antichambres du Directoire. Les Directeurs s'étaient réparti les affaires selon leurs aptitudes ou leurs préférences ; mais ils partagèrent la France en cinq régions pour nommer les commissaires près les tribunaux, les départements, les municipalités, et appelèrent en consultation des députés amis, se bornant parfois à demander une liste de noms qu'ils signaient de confiance. Ils firent de même pour l'ex-Belgique, où tout le personnel administratif fut désigné sur le rapport des députés en mission. Les anciens « proconsuls » en France et aux armées ne furent rappelés que peu à peu. Pour surveiller Paris, les Directeurs demandèrent un ministère spécial ; les Conseils renchérirent en créant celui de la police générale, où fut bientôt nommé un député encore, Cochon-Lapparent, des Anciens. D'autres, à qui on avait offert des portefeuilles, refusèrent.

La Convention avait négocié avec l'Autriche l'échange de la fille du « dernier roi des Français » contre six prisonniers faits en 1793, un général, Beurnonville, et cinq députés, dont Drouet, l'homme de Varennes. Le ministre de Toscane Carletti ayant voulu saluer « Madame Royale » avant son départ, le gouvernement l'expulsa, et quand l'échange eut lieu, proposa de faire du 21 janvier une fête nationale. La majorité vota d'enthousiasme : elle craignait encore les royalistes. De fait, jusqu'en avril, il y eut presque partout des soulèvements antirépublicains, surtout dans l'ouest, en Franche-Comté, Languedoc et Provence. L'argent (de faux assignats le plus souvent) et les armes venaient d'Angleterre, par la Suisse ou l'Espagne. Des émigrés, déguisés en soldats, eurent l'audace de faire sortir en plein jour, du Temple où il était prisonnier, l'Anglais Sidney Smith. Mais les autres chefs de bande ne réussirent pas, n'étant jamais soutenus par la population. Stofflet et Charette furent pris et tués (en février-mars 1796). Pichegru, dont on a vu la trahison, vint à Paris et n'osa rien faire ; les Directeurs qui le suspectaient, manœuvrèrent adroitement pour l'amener à démissionner ; il fit savoir aux princes son intention d'être candidat aux Cinq-Cents et de renverser légalement le gouvernement républicain. Les émigrés perdaient courage. En mai 1796, Benjamin Constant conseillait aux membres de l'opposition de se « rallier » au gouvernement. La majorité s'élargissait à droite. Mais en même temps, et par le fait même, elle diminuait à gauche.

Dans les villes, l'opinion populaire avait d'abord été indifférente, plutôt même sympathique au Directoire. La fête du

21 janvier fut célébrée dans les faubourgs de Paris ; il est vrai que le gouvernement faisait payer à boire aux ouvriers par un patriote de profession, Gonchon, l'ancien agent secret des Roland. Mais la fin de l'hiver fut très dure. A Paris, on avait supprimé les magasins municipaux, qui vendaient à prix réduits. On donnait des bons de pain et de viande aux indigents, mais les boutiquiers refusaient de les servir.

Dès novembre 1795, des mécontents fondèrent, derrière le Panthéon, une société démocratique, assez nombreuse ; le gouvernement la fit fermer. Quelques anciens conventionnels montagnards écrivirent contre lui dans le *Journal des hommes libres* (d'ailleurs subventionné). Drouet se joignit à eux. Il y eut quelques poursuites, notamment contre Babeuf, rédacteur du *Tribun du peuple*. C'était un fils de paysans, démocrate ardent, aigri par le spectacle du trafic des biens nationaux et victime d'une série d'erreurs judiciaires. Il devint communiste en prison, et après sa libération, se mit à conspirer. Il groupa d'autres démocrates, les uns sincères, malchanceux ou aigris à divers titres, quoique parfois fort riches, d'autres liés de trop près à la police, ou même aux agents de l'étranger. Le plan était de gagner les troupes de la garnison et d'instaurer une dictature populaire. Mais Babeuf seul, ou presque seul, songeait à fonder un régime nettement communiste. Encore ne pensait-il guère qu'à supprimer la propriété foncière. Le gouvernement, averti, attendit l'occasion de jeter le filet ; le 10 mai 1796, les conjurés furent arrêtés, et Drouet décrété d'accusation un peu plus tard.

A l'automne suivant, une singulière équipée, qui ressemble aussi à un complot de police, permit de faire sabrer par les dragons, dans la nuit, quelques révolutionnaires venus pour soulever les troupes du camp de Grenelle. Le Directoire fit arrêter une centaine de personnes, et les envoya devant une commission militaire ; elle en condamna trente et un à mort et vingt-quatre à la déportation : trois anciens députés montagnards furent fusillés. On fit ensuite le procès de Babeuf et de ses complices. Il devait s'ouvrir devant la Haute-Cour de Vendôme, comme par hasard au moment où les élections commençaient (février-mars 1797). Cette politique fut inspirée par Carnot et les ministres Cochon et Merlin, soutenue par Barras qui était lié avec les deux partis extrêmes et trahissait l'un et l'autre. Elle retira aux Directeurs l'appui des démocrates, sans leur gagner la droite, qui voulait

prendre le pouvoir. Plusieurs lois de 1795 et 1796 avaient permis au gouvernement de destituer et de remplacer provisoirement les membres des tribunaux et des assemblées administratives. On fit une épuration qui exclut les ex-jacobins, et cette fois, les Directeurs firent les nominations eux-mêmes, au grand mécontentement de la majorité.

A mesure que les élections approchaient, les députés sentaient l'inquiétude les gagner, surtout les anciens conventionnels, tous menacés d'être de la série sortante, qu'on ne devait désigner qu'au dernier moment. Certains représentants républicains se rapprochèrent des réacteurs, et commencèrent à fréquenter une réunion politique privée, dite Club de Clichy, tenue depuis le début du régime par deux des nouveaux élus aux Cinq-Cents, Gibert-Desmolières et le général Mathieu-Dumas. L'agitation royaliste recommençait en province. Une agence secrète, dirigée par l'abbé Brottier, et deux émigrés rentrés, La Villeurnois et Duverne de Praile, travaillait le corps électoral avec l'argent anglais, et suivant les instructions de Louis XVIII. Mais ils se pressèrent trop, voulurent tenter un coup de force, et se firent prendre. Déférés au conseil de guerre, ils ne furent condamnés qu'à la prison (avril 1797). Duverne, qui avait craint le pire, fit des révélations, mais très incomplètes. L'organisation royaliste subsistait, et travaillait à ce moment même à pleine force. C'est elle qui « fit » les élections de l'an V.

Dans le Directoire, Reubell et La Revellière sentaient le péril; Carnot, sincère, mais aveugle, persistait à le nier, Barras se réservait ; Le Tourneur était indécis. Il allait du reste sortir du Directoire et faire place à Barthélemy, royaliste à peine déguisé. Malgré son adresse et sa vigueur à découvrir et à réprimer les complots, le gouvernement n'avait donc pas réussi à trouver une majorité fidèle dans les Chambres ni à se créer un parti dans le pays. C'est que le temps lui avait manqué pour faire cesser l'agitation religieuse et le désordre économique. A l'instant où les citoyens votent pour élire le « second tiers », les prêtres réfractaires, rentrés en foule, disputent les églises aux officiants des autres cultes, et l'échec de la réforme monétaire, consacré par la loi (4 février 1797) vient d'enlever aux innombrables victimes de l'inflation jusqu'à l'espérance de jours meilleurs. Le gouvernement et sa majorité ont cru, en frappant à droite et à gauche presque simultanément, établir leur équilibre politique. Ils sont à la veille d'une crise redoutable, car il leur a été impos-

sible d'atteindre, en dix-huit mois, l'équilibre moral et l'équilibre matériel.

II. — A LA RECHERCHE DE L'ÉQUILIBRE MORAL EN FRANCE¹.

Les témoignages abondent sur le désordre des mœurs, à Paris surtout, pendant l'époque du Directoire. Ce thème, repris avec complaisance par certains historiens, est si connu qu'on peut se dispenser d'y revenir. La « corruption » de ce temps a frappé particulièrement les étrangers, observateurs superficiels, ou les émigrés rentrés, après s'être fait rayer plus ou moins légalement des listes de proscription, et qui n'avaient pas revu la France depuis l'époque « spartiate » de la Terreur. Cette période de fête bruyante et débraillée contraste, aux yeux mêmes de l'historien, avec la sévérité apparente de l'an II, et le décor pompeux du premier Empire. Elle n'en diffère sans doute que par le cynisme, à voir les choses de près ; la prétendue immoralité spéciale du Directoire a surtout fait scandale parmi les républicains, à qui elle rappelait l'Ancien régime.

Dans le gouvernement même, un seul des Directeurs est de mauvaises mœurs : c'est Barras, un seul des ministres le sera : c'est Talleyrand ; l'ex-vicomte et l'ex-évêque ont simplement pris avantage du régime de liberté rétabli après Thermidor pour spéculer et mener joyeuse vie, plus aisément encore qu'ils ne faisaient l'un et l'autre avant 1789 et après. Toute la bande des profiteurs de la révolution et de la guerre, ce qu'il y a dans les anciens et les nouveaux riches de moins courageux, de moins

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre le recueil capital de A. Aulard, *Paris sous la réaction thermidorienne et sous le Directoire*, cité p. 302, voir G. Caudrillier, *Bordeaux sous le Directoire*, dans la *Révolution française*, t. LXX (1917), p. 19-54 ; L. Babeau, *La France et Paris sous le Directoire* (Paris, 1888, in-16), traduction de lettres écrites de Paris, en 1796-1797, par une Anglaise. — Sur la société directoriale, E. et J. de Goncourt, *Histoire de la société française pendant le Directoire* (Paris, 1855, in-8°) ; Alfred Marquiset, *Une Merveilleuse : Madame Hamelin* (Paris, 1909, in-16) ; et du même, *Quand Barras était roi* (Paris, 1911, in-8°). Ces trois ouvrages, surtout anecdotiques, n'étudient guère que les milieux mondains de Paris. Cf. G. Vauthier, *Les bals d'hiver et les jardins d'été sous le Directoire*, dans les *Annales révolutionnaires*, t. XV (1923), p. 146-155. — Sur l'enseignement, voir les ouvrages indiqués, plus bas, p. 501, et surtout les nombreuses monographies d'écoles centrales, dont la liste est donnée par G. Pariset, *Le Consulat et l'Empire*, t. III de l'*Histoire de France contemporaine* de E. Lavisse, p. 319. Consulter également Ph. Sagnac, *L'enseignement secondaire et la Révolution, d'après des travaux récents*, dans la *Revue d'histoire moderne*, t. XVIII (1913), p. 433-451. — Sur l'essai de réforme morale et religieuse, F. Picavet, *Les idéologues* (Paris, 1890, in-8°) ; A. Mathiez, *La théophilanthropie et le culte décadaire* (Paris, 1904, in-8°), étude très complète.

scrupuleux et de plus adroit s'est groupé autour d'eux, soigne ses affaires et ses plaisirs, soutient le régime pour en profiter et le renversera pour profiter du suivant. Cette société qu'on appelle « la société du Directoire » est de tous les temps : la république de l'an III n'en est pas responsable : Barras et Talleyrand dureront plus longtemps qu'elle, et ils ne l'auraient pas étranglée si elle leur eût si bien convenu.

Les quatre collègues de Barras, la majorité des membres des conseils, et tous ceux, fonctionnaires, journalistes, petites gens qui signalent avec eux, pour la déplorer et la combattre, la dépravation des mœurs, sont des bourgeois moyens, de goûts simples, qui ne vont pas aux « bals des victimes » ni aux fêtes de nuit du « jardin d'Idalie ». Ils ne jouent pas au tripot et s'empressent, à peine au pouvoir, de fermer la Bourse. Leurs discours, leurs actes publics, les lois qu'ils proposent ou qu'ils votent, sont remplis d'une indignation, le plus souvent sincère, contre les agioteurs, « sangsues publiques », les jeunes débauchés déserteurs des armées, les revenants de l'Ancien régime et les parvenus du nouveau, auteurs et insulteurs de la misère publique. Ils encouragent les journaux républicains qui découvrent ces scandales. Ils essaient eux-mêmes d'y porter des remèdes. Mais lesquels ? Les anciens terroristes songent de nouveau à la guillotine, aux comités de surveillance. A la Société du Panthéon, Babeuf et ses amis tonnaient contre les enrichis, spéculateurs de Bourse, gros fermiers des campagnes et boutiquiers des villes.

Mais les hommes du Directoire ne veulent plus de la « tyrannie décemvirale » qui a failli leur coûter la vie. Ils font des lois et des règlements de police, sans peut-être réfléchir que pour appliquer ces textes, il faudrait des juges, des policiers et des gendarmes payés en bonne monnaie. Ils croient aussi que l'État républicain doit avoir une doctrine morale, travailler à la répandre, récompenser ceux qui la propagent par le précepte et par l'exemple. Là-dessus, ils sont à peu près d'accord. La constitution de l'an III contient même, sous forme de Déclaration des devoirs, un code abrégé de morale individuelle et sociale. Tous les devoirs, dit l'article 2, « dérivent de ces deux principes, gravés par la nature dans tous les cœurs : Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit ; faites constamment aux autres le bien que vous voudriez en recevoir ». Cette « Nature » dont on proclame la morale, est l'œuvre d'un « Être suprême » en présence de qui la

Déclaration est « proclamée » par le peuple français. C'est donc une morale déiste, du genre de celle du *Vicaire savoyard*, qui se justifie d'elle-même, tant elle paraît évidente. L'État ne l'impose pas. Il se contente de la « proclamer » et laisse par ailleurs aux citoyens liberté absolue de croyance et de propagande, par le culte, l'enseignement et la presse.

Les républicains constitutionnels avaient prévu cependant la nécessité, pour l'État, de répandre la doctrine sur laquelle le gouvernement reposait. Les lois du 3 brumaire an IV avaient tenté d'organiser un enseignement civique et une sorte de culte public. Le Directoire devait essayer d'influencer aussi l'opinion par la presse. Le tout d'ailleurs fut fait lentement et sans hardiesse, faute de moyens, faute de temps, peut-être faute de conviction, ou par excès de scrupule. L'œuvre d'enseignement était complète, sur le papier. La constitution et les lois organiques prévoyaient des écoles primaires — une au moins par canton — et des « écoles centrales », sortes de petites universités départementales, ouvertes gratuitement à des élèves recrutés au concours. Leurs programmes étendus, bien compris, un peu ambitieux, comprenaient un enseignement de la morale républicaine. Les maîtres, recrutés par un jury départemental, devaient être formés dans des écoles normales par des professeurs préalablement instruits à Paris, au sein d'un établissement central.

Un concours avait été ouvert, dès l'an II, pour désigner les meilleurs livres scolaires, dans tous les ordres d'enseignement et spécialement en morale. Le jury présenta son rapport aux Cinq-Cents, par l'organe de Lakanal, huit jours après l'entrée en fonctions du Directoire. On y recommandait l'usage de plusieurs manuels de morale répondant aux vœux du gouvernement, c'est-à-dire non moins éloignés d'une « fausse philosophie » (matérialiste) que d'une « superstition aveugle ». Tous ces ouvrages imitent la forme des manuels religieux : il y a un *Catéchisme de morale républicaine* et des *Epîtres et évangiles du républicain*. Mais le concours ne servit guère : on dut ajourner, faute d'argent, le paiement des récompenses promises aux lauréats, et le temps passa sans que les écoles fussent organisées. Bernardin de Saint-Pierre, professeur de morale à l'École normale de Paris, enseigna rarement, et ne fit jamais paraître le manuel pour les écoles que le gouvernement lui avait commandé.

En février 1796, Dupuis, de l'Institut, l'auteur de *L'ori-*

gine de tous les cultes, dénonçait aux Cinq-Cents le danger : on aurait dû, dit-il, perfectionner l'ancienne éducation, au lieu de l'anéantir ; l'instruction publique est à l'abandon ; bientôt « une génération tout entière, non instruite, n'aura connu de la révolution que les orages » et l'on aura « confié à l'ignorance le soin de maintenir une révolution née de la philosophie ». Il proposait de transférer de l'État ruiné aux départements, plus prospères, la charge d'entretenir les écoles centrales. On s'y décida, mais trop tard. En l'an V, quelques écoles centrales étaient en activité, mais encore mal pourvues de locaux et de matériel. Ce n'étaient au reste que des externats, dont les élèves recevaient souvent ailleurs une autre empreinte.

Quant aux écoles primaires, l'État s'en était à peu près désintéressé. Et il n'exerçait sur l'enseignement libre aucun contrôle. Le vieux Laharpe donnait avec succès, à Paris, des cours publics contre-révolutionnaires. D'anciennes écoles catholiques subsistaient, et d'autres se fondaient, souvent dirigées encore par des religieux ou des religieuses. Certaines n'avaient jamais fermé pendant la Révolution. Une d'entre elles eut comme élève la fille du ministre de l'Intérieur Bénézech. Sans que les gouvernants de la République parussent soupçonner le péril, le régime fondé par eux allait bientôt se trouver, moralement parlant, en porte-à-faux. Les fils de ces hommes mûrs vont voter contre leurs pères, et ceux-ci, comme d'habitude, ne pensent qu'aux électeurs plus âgés que leurs fils.

C'est du moins ce qu'ils avaient fait, en rédigeant l'article de la constitution sur les fêtes nationales ; ils espéraient par là « entretenir la fraternité entre les citoyens, et les attacher à la constitution, à la patrie et aux lois ». On plaça ces fêtes — précaution utile — dans la belle saison, d'avril à septembre. Deux étaient politiques : anniversaires du 9 thermidor et de la proclamation de la république ; cinq autres étaient en l'honneur de la jeunesse, des époux, des vieillards, de la reconnaissance, de l'agriculture. La célébration consista en chants patriotiques, discours « sur la morale du citoyen », banquets fraternels, jeux publics, distribution de récompenses. Le Directoire ajouta aux fêtes politiques celle du 21 janvier, « anniversaire de la juste punition du dernier roi des Français ». A Paris, elle n'eut guère, après la première année, qu'un caractère de commande, malgré la représentation gratuite de *Brutus* au théâtre de la République. Mais les autres eurent plus de succès. Les jeux et concours athlétiques surtout attiraient les jeunes gens. Le 10 thermidor

an IV et le 1^{er} vendémiaire suivant, il y eut foule pour assister aux courses de chevaux et de chars, et le soir aux feux d'artifice. Mais la partie officielle, les discours, les cortèges, n'intéressaient guère. Les chœurs du Conservatoire, pourtant fort beaux, étaient écoutés froidement, et quand la fête ne tombait pas un dimanche, les boutiques restaient ouvertes.

Alors des républicains songèrent à organiser, sans appui de l'État, une sorte de culte familial et civique, la théophilanthropie. C'était une religion sans dogmes, un déisme naturaliste, qui enseignait une morale utilitaire et solidariste, en même temps que l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme. On a pu la définir « un syncrétisme en action du culte protestant, des cérémonies décadaires, des idées philosophiques et des tenues maçonniques ». Le premier culte eut lieu un dimanche de janvier 1797, dans une chapelle du faubourg Saint-Denis. La tentative, peut-être parce qu'elle était spontanée, eut du succès. Les organisateurs étaient en général des gens de bien, souvent célèbres, comme Daunou, Marie-Joseph Chénier, Valentin Haüy, Bernardin de Saint-Pierre, Andrieux, Du Pont de Nemours, le général Servan, etc... Les catholiques s'en alarmèrent assez vivement. Mais le nouveau culte n'était qu'à peine organisé au moment des élections de l'an V, et le gouvernement, fidèle à la lettre de la constitution, ne songea point à lui offrir un appui pécuniaire que du reste il ne demandait pas. Quand on y pensa, il était trop tard : le « nouveau tiers » avait déjà installé dans le corps législatif une majorité catholique et de tendance royaliste.

Le seul effort que le gouvernement directorial ait fait d'une façon un peu suivie pour influencer l'esprit public en faveur de la doctrine républicaine et, comme il disait, « réveiller le patriotisme » fut entrepris par la voie de la presse. Les Directeurs n'avaient guère d'autres moyens d'action personnelle. Chacun d'eux prenait à son tour la présidence pendant trois mois, et avait, comme tel, le droit et l'obligation de prononcer des discours. Ils pouvaient aussi adresser des proclamations au public et des messages au Corps législatif. Mais encore fallait-il les répandre. Pour cela, un bureau de presse fut fondé d'abord au Louvre, qui devait publier un *Bulletin officiel*. Les rédacteurs étaient des républicains, quelques-uns « prononcés ». Mais la dépense parut trop élevée au bout d'un mois. On se contenta d'un arrangement avec le *Rédacteur*, qui publia les actes officiels moyennant un abonnement de dix mille exemplaires pour

les fonctionnaires publics. Les autres journaux républicains reçurent aussi des abonnements de propagande et quelques subventions bien modiques. Parfois, le Directoire envoyait des communiqués ou des articles aux journaux amis qu'il favorisait aussi en leur donnant des nouvelles fraîches. Mais ses moyens d'action se bornaient là. On ne voit pas qu'il ait eu le souci ni les moyens d'agir sur la presse des départements. La grande majorité des journaux, ou du moins les plus répandus, demeurèrent dans l'opposition ; les plus hostiles étaient soutenus par l'argent anglais.

La constitution ne donnait au gouvernement nulle arme contre eux. Le Directoire obtint des Conseils, au moment du complot de Babeuf, le vote d'une loi répressive. Mais elle était assez vague, et la constitution en limitait à un an la durée. Les jurés, au reste, acquittaient le plus souvent. Pour soutenir l'opinion républicaine par les journaux, aussi bien que par l'enseignement ou les cultes patriotiques, le gouvernement était gêné par des scrupules de légalité, et plus encore par le manque d'argent. C'est le refrain de toutes les plaintes des Directeurs et de leurs amis politiques, pendant toute la première année de leur gouvernement. Pour assurer le régime républicain et rétablir, au sujet de la morale publique et de la liberté, l'équilibre dans les consciences, il aurait fallu pouvoir en même temps rétablir l'équilibre matériel dans l'État et dans les affaires privées, résoudre la crise économique et la crise financière.

III. — A LA RECHERCHE DE L'ÉQUILIBRE MATÉRIEL EN FRANCE : L'ŒUVRE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE DU PREMIER DIRECTOIRE¹.

Le gouvernement républicain semble bien avoir voulu sincèrement faire — ou refaire — la France plus riche que la monar-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — G. Deville, *Thermidor et Directoire*, t. V de l'*Histoire socialiste*, citée p. 30, le seul travail d'ensemble sur la période qui fasse une place suffisante aux questions économiques. Sur les finances, M. Marion, *Histoire financière de la France depuis 1715* (citée p. 54), la fin du t. III, assez hostile. Sur la guerre commerciale E. F. Hecksher, *The Continental system, an economic interpretation* (Oxford, 1922, in-8°, publication de la Fondation Carnegie). Faute de travaux sur la législation, on se reportera utilement au résumé de L. Cahen et R. Guyot, *L'œuvre législative de la Révolution* (recueil cité p. 297), et surtout aux recueils de documents sur *Le commerce des céréales*, publié par Pierre Caron (Paris, 1907, in-8°, collection des « Institutions, recueils de textes et notes publié par la Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution ») ; sur *Le commerce*, publié par Ch. Schmidt (Paris, 1912, in-8°, même collection) ; sur *La monnaie et le papier-monnaie*, publié par Camille Bloch (Paris, 1912, in-8°, même collection) ; sur *Les contributions directes*, publié par le même (Paris, 1915, in-8°, même collection).

chie ne l'avait laissée. Quelques individus exceptés, toujours les mêmes, peu d'hommes songeaient à établir leur propre fortune à tout prix, et sur les ruines de l'État et du public. L'ambition personnelle de ces bourgeois moyens est réelle, mais modeste, et la plupart ne souhaitent que d'acquérir, ou de garder une maison avec un jardin, pour leurs vieux jours. Ils sont, au fond, sensiblement plus ambitieux pour leur pays que pour eux-mêmes. Cependant l'éternel problème se pose à eux : comment refaire les richesses perdues ? Par la contrainte ou la liberté ? Thermidor a paru marquer un retour au libéralisme économique comme au libéralisme religieux et politique. Mais la réaction légale est lente et timide, par crainte d'une crise qui pourtant arrive bientôt, rapide et brutale, et qui fait des victimes chaque jour plus nombreuses. De là, chez les hommes d'État surpris et inquiets, mille hésitations, des retours en arrière, des à-coups. Dans l'ensemble pourtant, on s'achemine vers un régime économique mixte, équilibré, celui qui convient le mieux à la France, à travers tous les obstacles que la misère, l'ignorance, la guerre y opposent. L'évolution ne s'arrêtera pas et la crise de fructidor elle-même sera, dans le domaine financier et commercial, l'occasion d'actes décisifs, quoique douloureux. Malgré l'apparence, et la légende, la moitié de la route au moins sera faite, cahin-caha, quand Bonaparte prendra les rênes.

Au premier plan apparaît, dès le premier jour, la question financière. Le soir de son installation, le Directoire apprend que le Trésor est vide. Bien pis : la presse aux assignats ne fonctionne plus. Les ouvriers, mourant de faim, se sont mis en grève pour avoir le pain gratuit. Il faut leur céder, sous couleur de les mettre en réquisition militaire, et l'on continue à faire de l'assignat, pour acheter, chaque matin plus cher, des devises étrangères, offertes souvent par les fournisseurs de l'État eux-mêmes. Les caisses publiques sont envahies chaque jour par une foule de gens qu'il faut chasser à coups de crosse ; aussitôt payés, ils vendent leurs assignats qui baissent heure par heure. Les plus gros créanciers de l'État se font, avec un large pourboire, payer par préférence. Le gouvernement le sait, et n'y peut rien : à la Trésorerie, ce sont les Conseils qui sont les maîtres.

Le Directoire s'adresse donc aux Conseils, et leur propose des remèdes. Rien de magique, ni même de nouveau, bien entendu. L'idée d'une banqueroute monétaire s'impose peu à peu. Déjà Reubell avait, à la fin de la Convention, proposé et obtenu, par la loi du 21 juin 1795, l'établissement d'une échelle mobile de

dépréciation, proportionnelle au chiffre de l'émission accrue ou réduite. C'était un essai de stabilisation forcée, liant le cours du change légal au chiffre réel de la circulation. Pour réussir, il aurait fallu posséder une réserve de numéraire permettant de lutter contre les spéculateurs. On comptait pour cela sur les devises fournies par le traité avec la Hollande. Mais les banquiers firent, pour les escompter, des conditions très dures, et d'autre part les besoins du Trésor absorbèrent cette masse à mesure qu'elle se formait. L'assignat continua donc de tomber. On essaya, pour le soutenir, et soulager en même temps la trésorerie, de deux emprunts volontaires ; l'un en tontine, l'autre perpétuel, 3 pour 100 or, émis au pair de 100 francs papier. Déjà, au point où en était l'assignat, c'étaient de mauvais expédients. La tontine n'eut pas de souscripteurs ; l'emprunt or en eut trop ; on dut les supprimer tous deux, en février 1796. La méfiance persistait parmi la masse des citoyens, paysans ignorants, ne connaissant que la terre et le bas de laine. Avec un marché de capitaux étroit comme l'était alors le marché français, les banquiers et spéculateurs étaient les maîtres. Après le 13 vendémiaire, la Convention et ensuite le Directoire se crurent assez forts pour leur tenir tête et revenir aux procédés de contrainte.

La Convention vota le 3 brumaire an IV (25 octobre 1795) avant de se séparer, sous le nom de taxe extraordinaire de guerre, une forte majoration des contributions directes, équivalant pratiquement à un impôt sur les revenus avec dégrèvement à la base. Mais un peu plus tard, les rentrées étant nulles, le Directoire obtint des Conseils, le 19 frimaire (10 décembre 1795), un impôt progressif sur le capital, qualifié d'appel de fonds en forme d'emprunt sur les citoyens aisés. Comme l'emprunt était payable, à défaut d'or ou de grains, en assignats à 99 pour 100 de perte, c'est-à-dire au-dessus du cours, et que les quittances de versement étaient admises au pair en paiement d'impôts directs et de droits de succession, il s'agissait en réalité d'une timide tentative pour obtenir en même temps une hausse du change, et des rentrées fiscales sur l'arriéré ou même l'avenir. Il aurait fallu, pour réussir, avoir un corps nombreux, instruit et docile d'agents de perception, donc payer des traitements convenables en bonne monnaie. Le plus urgent était la réforme monétaire.

C'est ce que comprit et fit admettre au Directoire un des rapporteurs du budget au Cinq-Cents, Ramel-Nogaret. Bon financier et bon républicain, il accepta le ministère en février 1796 pour appliquer un programme net et modéré, quoique singu-

lièrement difficile en période d'inflation. Mais l'instant paraît favorable. Hoche pacifie la Vendée ; un armistice est signé avec l'Autriche, et les Anglais offrent la paix. Ramel va tenter une stabilisation, aussi peu ruineuse que possible pour les petits bourgeois républicains, ses électeurs et ses pareils. Déjà, par une loi du 23 décembre, le retrait des assignats avait commencé ; la limite de l'émission était fixée à 40 milliards, et le quart des assignats versés en paiement de l'emprunt forcé devait être brûlé. Le 28 ventôse an IV (18 mars 1796) l'assignat était supprimé, avec trois mois de période transitoire. Les porteurs de petites coupures, au-dessous de 50 sous, recevraient en échange un franc en pièces de cuivre pour dix francs en papier ; les autres assignats, stabilisés seulement à 3,33 pour 100, étaient échangés contre une monnaie fiduciaire nouvelle, le « mandat territorial », qui avait privilège pour l'achat, au prix d'estimation, des biens nationaux non vendus dans toute la France (Belgique comprise).

On avait compté que les détenteurs de capitaux se jetteraient sur cette proie des couvents belges, et permettraient le succès de la stabilisation. Mais les timides eurent peur d'acquiescer si près des frontières avant la paix générale, et les habiles préférèrent discréditer d'abord les mandats pour user ensuite du privilège. Du reste, la réforme, faite par voie législative, avait exigé quelques jours, et malgré la précaution prise de surveiller la Bourse et de rétablir les agents de change (2 ventôse, 28 février 1796), les spéculateurs firent une rafle des petits assignats, les présentèrent à l'échange, et vendirent ensuite à bénéfice la monnaie de cuivre, qui reflua dans les caisses du Trésor au point qu'on dut ne plus l'admettre en paiement d'impôts. Quant aux mandats, monnaie nouvelle, ils furent refusés au marché ou dans les boutiques, ou confondus avec l'assignat. Dès les premiers jours, des changeurs en offraient à perte. Rentiers ou fonctionnaires, qui les recevaient au pair, durent les vendre pour manger.

Vainement Ramel fit acheter de l'argent et frapper des pièces de cinq francs, essaya d'attirer les anciennes espèces en offrant une prime d'un sou et trois deniers (loi du 14 avril 1796). Tout ce qu'il put faire pour enrayer la chute et atténuer la misère des créanciers du Trésor fut de payer, en écus neufs, au 1^{er} vendémiaire an V (22 septembre 1796), un quart du coupon de la rente et des pensions (loi du 21 septembre 1796). Mais les nouvelles pièces furent vite thésaurisées ou fondues,

et il fallut laisser tomber le mandat territorial. Même, pour tirer encore quelque chose des biens nationaux, on abolit le privilège : un quart seulement du prix des ventes restait à payer. Enfin, le 7 février 1797, le cours forcé fut supprimé, et tous les impôts durent être payés en numéraire.

L'essai de stabilisation avait échoué. Tout au plus avait-on arrêté l'inflation avant d'arriver aux chiffres « astronomiques » et soulagé un moment la trésorerie. Mais le dernier gage de la dette publique disparaissait. Le milliard en terres promis aux combattants était passé aux mains des mercantis, et les patriotes ou les naïfs, qui avaient sacrifié leurs derniers louis pour prendre des mandats à l'effigie de la république, se les voyaient maintenant refuser même par ses propres percepteurs : le tout à la veille des élections. On s'explique que les républicains aient renoncé à accuser seulement leur propre inexpérience, pour s'en prendre, une fois de plus, à « l'or anglais ». Ramel, si vide que soit la caisse, trouvera de quoi payer, le 19 fructidor, une gratification aux troupes du coup d'État. Ce sont des soldats de Hoche, qui vont de Mayence à Brest, et leur part du milliard, s'ils la veulent, il faut qu'ils aillent la prendre en Angleterre, après avoir écrasé, à Paris, la « conspiration anglaise ».

Longtemps, les spécialistes, ou prétendus tels, qui dans la Convention ou les Conseils de l'an IV s'attaquèrent au problème financier, crurent pouvoir le résoudre isolément, sans porter l'examen jusqu'aux sources mêmes des recettes et des dépenses publiques. Pourtant, on ne pouvait tarder à se rendre compte que la question financière était au fond une question économique, un problème de production et de répartition. Une brochure anonyme, *Donnons notre bilan*, qui parut au début de l'automne de 1795, mit le fait en évidence, et Le Coultoux reprit cette thèse aux Anciens dans un discours en faveur de la liberté économique absolue, moyen sûr, affirmait-il, de relever l'assignat et de rétablir la balance du commerce en déficit depuis 1792. La faiblesse des mouvements extérieurs de crédit et de numéraire, accrue par la guerre, dissimulait l'erreur — ou l'habileté — consistant à négliger dans le calcul les échanges non commerciaux avec l'étranger ; du reste les banquiers avaient, après Thermidor, fait supprimer le bureau de surveillance des changes. Ainsi le libéralisme fut d'abord à l'ordre du jour.

Pendant un an, la législation économique fut ainsi inspirée par un bureau consultatif du commerce, formé dès la chute de Robespierre, où siégeait, entre autres gens d'affaires, le banquier

Perrégaux. C'est là que furent préparés l'abolition du maximum, le rétablissement de l'exportation libre des capitaux, la suppression progressive des réquisitions de fabriques, la levée des séquestres sur les stocks d'origine anglaise et leur mise en vente, etc. Le tarif des douanes fut modifié, les prohibitions levées sur l'entrée des matières premières et la sortie des objets fabriqués (31 janvier 1795). La logique du nouveau système aurait conduit à rétablir aussi la liberté de la circulation des grains et farines, en favorisant la production. Mais les plus libéraux eurent peur d'une énorme hausse, et maintinrent la réquisition pour les armées, Paris et les villes où fonctionnaient des usines de guerre (loi du 28 septembre 1795).

Quand le Directoire organisa les ministères, il confia les questions économiques au ministre de l'Intérieur; les industriels, banquiers et commerçants du « bureau » de l'an III furent remerciés, pour faire place à des fonctionnaires, presque tous de l'Ancien régime et habitués à ses procédés. Ils inspirèrent une politique tendant vers le retour à la réglementation et au protectionnisme, pour des motifs, non de doctrine, mais d'ordre public. Par raison fiscale, on rétablit progressivement à la parité de l'or les droits de douane, que le discrédit de l'assignat diminuait chaque jour. On imposa la patente aux agents de change et aux commerçants, on en exempta les industriels et cultivateurs récoltants. On étendit au travail agricole la loi de 1791 interdisant les coalitions dans l'industrie; on réglementa le marché des capitaux. Une politique de nationalisme économique se dessina même, après la moisson de 1796, qui fut très abondante, et fit baisser les prix. Elle était liée à la politique extérieure; la guerre et la diplomatie augmentaient progressivement le nombre des alliés continentaux de la France : Hollande, Espagne, Sardaigne, Italie du Nord. Bientôt, espérait-on, la Prusse y prendrait place à son tour. On voulait constituer contre l'Angleterre une coalition continentale. Le tarif des douanes fut modifié en conséquence, par la loi du 19 thermidor an IV (6 août 1796), et les échanges par terre facilités entre les pays alliés, par transit à travers la France. Une législation sévère, obtenue non sans peine des Conseils, atteignit les marchandises anglaises. La loi du 31 octobre 1796 les prohiba très sévèrement, et atteignit, comme présumés anglais, presque tous les produits fabriqués d'origine étrangère. Une autre loi du 10 novembre 1796 institua une marque distinctive pour les produits français.

Les députés penchaient plutôt, en théorie, vers le libéralisme, par tradition doctrinale, et par suite des protestations des commerçants et du public, soutenus par une presse d'opposition dont on pouvait, il est vrai, suspecter à bon droit l'indépendance. Mais le patriotisme, la haine de l'Angleterre, plus encore que la propagande organisée par les industriels, inclinaient très souvent la majorité républicaine vers le sens opposé. Le Directoire, lui, était nettement antianglais et protectionniste, et influençait les Conseils de son mieux. Ainsi, n'ayant pu obtenir le vote d'une proposition tendant à faire saisir sur mer la contrebande anglaise, même sous pavillon neutre, il passa outre et prescrivit la saisie de lui-même, par arrêté, en vertu des lois de guerre de l'an II, et les Conseils s'abstinrent de protester contre une mesure dont ils n'avaient pas à répondre. Ils n'intervinrent même pas quand, la saisie ayant été appliquée aux navires des États-Unis, qui avaient fait un traité de commerce avec l'Angleterre, une rupture diplomatique s'ensuivit entre Paris et Philadelphie. Petit à petit, la tradition centralisatrice, autoritaire, protectionniste du règne de Louis XV et du gouvernement révolutionnaire reprenait faveur, pendant la guerre. Mais dès que la paix semblait probable, une combinaison s'ébauchait avec le libéralisme de 1789 pour atteindre un équilibre imposé à la France par sa nature même et sa position géographique.

Cette politique moyenne exigeait du calme et de l'adresse, un personnel administratif compétent et fidèle, une réglementation et un tarif à la fois souples et solides, toutes conditions qui ne sont guère réalisables en temps de guerre et d'inflation fiduciaire. Elle exigeait enfin une information sûre, comme base de législation et de textes réglementaires. Le gouvernement fit un effort dans ce sens. Dès 1796, par deux circulaires des 10 et 29 novembre, il ouvrait une enquête générale sur le commerce extérieur, en vue de traités à conclure avec les pays étrangers, et spécialement avec l'Angleterre. Cette pensée ne l'abandonna jamais. D'une façon générale, les considérations économiques ont pesé, beaucoup plus qu'on ne l'a dit, sur la politique extérieure, et même intérieure, du Directoire. Ainsi la crainte de ruiner l'industrie française, en grand progrès depuis la guerre, d'amener une crise de chômage et des émeutes est sûrement pour quelque chose — sinon pour beaucoup — dans l'échec des deux tentatives de paix avec l'Angleterre, en janvier 1797 et après Fructidor. Pareillement, les complots

royalistes de l'an V apparaîtront plus d'une fois, aux yeux des « triumvirs » Reubell, La Revellière et Barras, comme dirigés, non seulement contre leurs personnes et leur politique, mais contre la puissance et la vie même de la nation, contre son territoire agrandi, ses finances en voie de restauration et même sa reconstitution industrielle et commerciale.

IV. — LES PROJETS DE L'ANGLETERRE ET DE SES ALLIÉS PENDANT L'HIVER 1795-1796¹.

Pendant l'hiver de 1795-96, sans cesser vraiment nulle part, la guerre languit, sur terre comme sur mer. L'Europe, divisée, inquiète, attend et hésite. La France cherche à assurer ses avantages, et n'est nullement disposée à céder, car au fond elle se sent forte : elle a la terre, les hommes, elle n'a pas perdu l'espoir ; si elle croit la liberté (et l'égalité surtout) réellement en danger, elle reprendra l'offensive révolutionnaire. Elle paraît ruinée : elle ne l'est pas. Plus vite que les autres peuples, elle s'accoutume au péril, y adapte ses ressources et sa tactique. Même la crise financière ne l'effraie pas ; elle s'y est habituée, dira Saint-Simon aux Anglais qui raillaient notre papier-monnaie. L'Europe, elle, donne des signes de faiblesse. Et la seule approche de dangers que la France a traversés sans y succomber, défaite, famine, insurrection, épouvante les aristocrates de naissance et d'argent qui gouvernent dans les capitales étrangères. La guerre, en se prolongeant, épuise leurs forces et mine leur crédit, crédit matériel et crédit moral. Les plus clairvoyants s'en aperçoivent et, tout en continuant la lutte, où les succès se balancent, cherchent le point d'équilibre pour s'y arrêter.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages cités p. 177 et 290, joindre, sur l'Angleterre, J. Holland Rose, *Napoleonic studies* (Londres, 1904, in-8°) ; Cunningham, *The growth of English Industry and Commerce* ; t. II : *In modern times* (Cambridge, 1903, in-8°) ; R. G. Hawtrey, *Currency and Credit* (Londres, 1919, in-8°) ; L. Andreadès, *Histoire de la Banque d'Angleterre* (Paris, 1904, 2 vol. in-8°) ; M. D. Conway, *The life of Thomas Paine* (Londres, 1893, 2 vol. in-8°). — Sur la guerre navale, A. T. Mahan, *The influence of sea power upon the French Revolution and Empire* (Londres, 1893, 2 vol. in-8°) ; W. James, *The naval History of Great Britain* (Londres, 1886, 6 vol. in-8°), le t. IV) ; *Cambridge modern History*, t. VIII (Cambridge, 1904, in-8°), chap. xv, par A. W. Wilson ; W. W. Anson, *The life of John Jervis, earl of Saint-Vincent, admiral of the fleet* (Londres, 1911, in-8°). — Sur les États-Unis, outre les ouvrages indiqués p. 21 et 181, voir A. Stephen, *War in disguise, or the fraud of the neutral flags* (Londres, 1917, in-8°) ; J. H. Latané, *A History of American foreign policy* (New-York, 1927, in-8°) ; M. Minnigerode, *Jefferson, friend of France* (cité p. 149).

C'est l'Angleterre qui, la première parmi les grandes puissances, a compris la situation et cherché une voie pour en sortir. Pour mieux dire, le peuple anglais qui a senti, comme les autres, le besoin de la paix, l'a exprimé plus hautement, étant plus libre. Pitt, selon le mot de Sorel, « savait » l'Angleterre et s'en contentait ; il eut le mérite de comprendre ce besoin et de tenter d'y satisfaire, non sans courage, au moins par moments. Il n'avait jamais prévu, ou voulu prévoir une si longue lutte, étant, de tempérament et d'éducation, parlementaire et financier bien plus que guerrier ou diplomate. Il avait toujours inscrit les dépenses de la guerre au budget extraordinaire, refusé d'augmenter les impôts, et demandé à l'emprunt les ressources nécessaires au Trésor.

L'Angleterre était riche en capitaux mobiliers qui circulaient aisément, accoutumée au crédit par une longue prospérité commerciale, que les guerres du XVIII^e siècle avaient accrue sans l'ébranler. Elle avait fait la guerre surtout pour maintenir cette prospérité, que menaçaient l'entrée des républicains en Belgique, en Allemagne, en Italie, et la résurrection du protectionnisme en France. Longtemps, la guerre avait paru fructueuse : non seulement elle atteignait le concurrent français, ruinait sa flotte de guerre, ses finances, son commerce maritime, mais elle apportait aux capitaux britanniques d'heureuses occasions de placement, sur bonnes garanties continentales : domaines publics, douanes, impôts directs, marchandises. Les manufactures anglaises habillaient, équipaient, armaient, pour un prix honnête, les armées et les flottes de la coalition. Même avec l'ennemi, le commerce continuait, par contrebande plus ou moins secrète : de 1792 à 1797, la moyenne des exportations anglaises directes sur la France n'a pas, semble-t-il, fléchi de plus de 10 pour 100. Si l'on pouvait tenir compte du transit par les pays neutres ou occupés, c'est un accroissement de trafic qui apparaîtrait. Les billets de la Banque d'Angleterre étaient restés, malgré le déficit du budget, au pair de l'or dans le monde entier ; le stock métallique augmentait sans émission correspondante et le gouvernement avait dû, pour satisfaire aux besoins du commerce, mettre en circulation en 1793 des bons du Trésor sur nantissement en marchandises ou devises étrangères.

Mais la paix de Bâle, on l'a vu, n'a pas tardé à troubler cet équilibre. Dans les pays qui ont quitté la coalition, l'inflation cesse et les budgets publics et privés diminuent d'ampleur. Le taux des intérêts versés — quand ils le sont — aux prêteurs

britanniques tend à baisser, en même temps que le chiffre des importations anglaises. Les produits de l'industrie continentale française, ou belge, ou rhénane, ont reparu à Madrid, à Florence, à Leipzig même et jusqu'à Berlin, à travers l'Allemagne du Nord neutralisée. Ils régneront bientôt seuls en Belgique, peut-être aux Pays-Bas et dans les colonies néerlandaises, depuis l'alliance franco-batave de La Haye. En Angleterre, une mauvaise récolte a fait monter le prix du pain, au grand profit des landlords qui dominent dans les deux Chambres, et maintiennent énergiquement le tarif douanier protecteur. La misère est grande et les chômeurs deviennent nombreux. Les ministres de la Guerre et de la Marine trouvent là des ressources d'effectifs, mais Pitt, responsable de l'ordre dans la rue et dans les finances, a préféré ne pas exposer davantage le sort du ministère et même la vie du monarque : Georges III, allant ouvrir le Parlement à la rentrée d'octobre 1795, n'a-t-il pas vu la glace de son carrosse voler en éclats sous une balle tirée par un homme du peuple ? Crise sociale, menace de crise commerciale et financière, tels étaient les motifs de l'offre de paix annoncée au Parlement le 3 décembre 1795, et approuvée à une très grande majorité.

Aussitôt, le Foreign Office fit tâter le terrain à Vienne, par la voie officielle, et à Paris, par des intermédiaires officieux, qui n'oublèrent pas d'en tirer profit à la Bourse. La réponse française, bien que réservée de ton, fut encourageante. Mais l'Autriche ajourna la sienne : elle se croyait sûre de vaincre au printemps, avec l'appui escompté des Russes, et ne voulait pas faire les frais de la paix. Alors l'Angleterre agit seule : le 10 mars 1796, l'ambassadeur de la République à Bâle recevait du ministre anglais Wickham une note assez gauche et guindée, invitation indirecte et peu cordiale, mais précise, à un congrès ou à une négociation séparée. Les Anglais demandaient les conditions du Directoire. Il les donna le 20 mars : respect du territoire constitutionnel, y compris les « pays réunis par les lois », c'est-à-dire la Belgique. A Londres, on trouva la réponse insolente de la part de gens qu'on croyait acculés à la banqueroute, catastrophe sans remède aux yeux des Anglais d'alors. A Paris, on se flatta d'avoir évité un piège, et de pouvoir attendre une meilleure occasion de traiter.

Dans les milieux politiques français, où il n'y avait guère d'économistes de profession, on en restait volontiers aux idées des physiocrates : la prospérité anglaise, qu'on croyait fondée uniquement sur la circulation des monnaies fiduciaires et des

marchandises, semblait un prodige et un scandale ; on en attendait la fin prochaine comme un triomphe certain, nécessaire, de la justice et de la raison. Déjà Kersaint et Brissot avaient écrit cela en 1792. Thomas Paine le répéta en 1796 dans son ouvrage *Décadence et chute du système des finances en Angleterre* : le crédit britannique est sans base, fictif ; celui de la France repose sur l'hypothèque réelle, visible, des biens nationaux. Si le premier se maintient, et que le second décline, c'est un paradoxe et un crime, le crime de Pitt, imposteur, corrupteur, faussaire, complice enfin des « traîtres » de droite et de gauche, des émigrés et des terroristes. Les républicains de la classe populaire crient à mort contre l'aristocratie anglaise ; les bourgeois, les « idéologues » de l'Institut, classe des sciences morales, prédisent et attendent sa chute. Jusque-là, les uns et les autres entendent continuer la guerre navale. Elle est moins sanglante que l'autre, plus lointaine, plus profitable, croit-on, en cas de succès, et moins dangereuse en cas d'échec. On ignore qu'elle est, en fin de compte, seule décisive. Si dans le Directoire et les Conseils il y eut peut-être quelques clairvoyants, que la haine de l'Angleterre n'aveuglait pas, qui avaient discerné ou deviné ses vraies ressources et sa vraie puissance, la nation presque tout entière n'a cessé de les méconnaître. Bonaparte, qui est de race insulaire, nourri de souvenirs classiques (du reste plus romains que grecs) et qui a débuté par la vocation maritime, va sans doute comprendre ou sentir cela, dès l'heure où il arrivera en Italie. Mais il ne regardera jamais avec confiance que les flots de la mer latine.

La guerre navale se poursuivait cependant, longtemps à forces inégales. Déjà en 1793, la flotte de combat de l'Angleterre avait sur celle de la France une supériorité de 20 pour 100 environ, tant par le nombre des unités que par la puissance d'artillerie. La prise de Toulon, les opérations navales de l'an II et de l'an III avaient accru cette prépondérance, sans la rendre vraiment écrasante. Aucune grande bataille décisive n'avait eu lieu, et la France gardait, à Brest et à Toulon, deux escadres importantes, bloquées, mais à peu près intactes. Les Anglais dominaient les mers, ils n'en étaient pas les maîtres absolus. Leurs équipages, très accrus en nombre, perdaient en qualité ; les pires éléments y prenaient place. Il fallait, pour contenir ou réprimer les mutineries, embarquer des soldats qui montaient la garde aux portes des cabines d'officiers. Les matelots souffraient des mauvais traitements, de la corruption admi-

nistrative dans les ports et dans les services à la mer. Même dans les états-majors, pourtant riches en chefs de grand avenir, l'intrigue monarchique ou parlementaire poussait parfois et maintenait au premier rang des incapables ou des timides : ainsi Bridport qui avait manqué l'affaire de Quiberon, et Hotham, qui avait laissé deux fois, en mars et juillet 1795, échapper l'occasion de détruire l'escadre de Toulon. Le commandement supérieur réclamait en vain des réformes. Pourtant la situation de la marine allait s'améliorant. En novembre 1795, Jervis, qui remplaça Hotham, amena des renforts, rétablit la discipline et bloqua étroitement les côtes de Languedoc et de Provence. Le commerce anglais régnait de nouveau dans toute la Méditerranée occidentale au printemps de 1796.

Dans l'Atlantique, les choses étaient différentes. Après Quiberon, les Anglais, laissant des garnisons à Houat, à Hoëdic, à l'île d'Yeu, aux îles Saint-Marcouf, ne tinrent plus le blocus qu'avec de petites unités, et ramenèrent au nord vaisseaux et frégates. L'alliance franco-hollandaise rendait cette précaution nécessaire, et aussi le soin du matériel et des équipages. Il fallait encore garder de quoi escorter les convois, menacés par les corsaires français et bataves. Enfin, les ports français, incomplètement bloqués, s'ouvraient au trafic des neutres, surtout des Américains, demeurés, en théorie du moins, alliés de la France depuis 1778. Bien pis, des armateurs anglais vendaient ou louaient leurs navires à l'Amérique, pour ce service interlope : les déserteurs de la flotte britannique trouvaient un refuge sous le pavillon de l'Union ; ils s'empressaient d'adopter la nationalité américaine, et recrutaient vite des imitateurs, surtout s'ils étaient Irlandais. Les capitaines marchands britanniques en étaient à ne plus oser faire relâche dans un port, même neutre, à côté de vaisseaux américains. L'Amirauté et le Foreign Office se mirent d'accord pour agir.

Il fallait à tout prix attirer les États-Unis dans l'alliance commerciale et politique de l'Angleterre. Le gouvernement fédéral y était assez disposé. Washington, président pour la seconde fois depuis mars 1793, avait, dès le début de la guerre européenne, fait des vœux pour le succès de l'Angleterre. Ses amis politiques, les chefs du parti fédéraliste qui le soutenait, admiraient les institutions britanniques, gardaient les manières de penser et de vivre, les croyances et les habitudes de l'aristocratie anglaise. Dans les villes de l'est, le grand commerce maritime, les transactions de finances se faisaient avec la

Grande-Bretagne. Les agents diplomatiques français avaient éloigné de leur pays les sympathies des gouvernants, en recherchant l'amitié et l'appui des républicains, adversaires de Washington et de son secrétaire du Trésor Alexandre Hamilton. Genêt, le ministre plénipotentiaire de la Convention, s'était même ouvertement mêlé aux luttes politiques ; il avait lié partie avec Livingstone, Madison et encouragé les attaques des journaux contre le Président.

Quand le secrétaire d'État Jefferson dut se séparer de Washington, et quitta le ministère en janvier 1794, les Français crurent avoir cause gagnée. Les républicains dénonçaient vigoureusement la « faction anglaise » et les commerçants fédéralistes eux-mêmes réclamaient contre les vexations que l'Angleterre imposait à la marine marchande américaine. Les croiseurs britanniques arraisonnaient et visitaient tous les navires de commerce de l'Union. S'ils y découvraient un colis destiné à la France, ou un matelot suspect d'avoir déserté le service du roi Georges, le bâtiment était conduit dans un port anglais, soumis à l'embargo, parfois même confisqué, et il arrivait que l'équipage entier fût enrôlé de force dans la marine britannique. Aux législatures des États, puis dans le Congrès, des protestations s'élevèrent. Jefferson parla de « brigandage ». Le ministre de France, Fauchet, crut l'instant venu d'entamer des négociations pour un nouveau traité plus précis et plus impératif que celui de 1778. Mais Washington avait préféré s'arranger avec l'Angleterre.

Le 19 novembre 1794, le ministre fédéral à Londres, John Jay, avait signé le traité de commerce et de navigation qui porte son nom¹. Les États-Unis acceptaient de ne plus transporter en Europe ni sucre, ni mélasse, ni café, ni cacao, ni coton, même provenant de leur propre territoire. Ils s'interdisaient de vendre aux ennemis de la Grande-Bretagne armes, munitions, bois, chanvre et métaux, s'engageaient à n'accueillir dans leurs ports aucun corsaire français, à regarder comme pirates et à laisser exécuter comme tels les citoyens américains servant sur des navires français de guerre ou de course. L'Amérique n'obtenait en échange que l'admission des petits navires dans les ports des Antilles anglaises, la promesse du règlement des dettes arriérées, et l'évacuation des postes du nord-ouest restés aux mains des Anglais depuis 1783. Le traité fit scandale.

1. Voir ci-dessus, p. 184.

Fauchet assurait qu'avec un peu d'adresse, on pouvait le faire rejeter par le Sénat. Mais, laissé sans instructions, il ne put agir, et la ratification fut votée (sauf une réserve pour l'exportation du coton), grâce aux arguments solides et décisifs que le ministre d'Angleterre sut employer. Fauchet espérait encore, d'accord avec le secrétaire d'État Randolph, que la Chambre des représentants rejetterait les lois fiscales nécessaires pour l'exécution du traité. Elles passèrent malgré eux, grâce à la voix prépondérante du président, et Randolph donna sa démission.

Le Directoire, informé tard, et assez mal, de ce qui se passait aux États-Unis, avait d'abord compté sur la résistance du « parit français » et de Jefferson, dont il croyait probable l'élection à la présidence en 1797. Lorsque la ratification fut acquise, il pensa un instant à des mesures de guerre et parut même disposé à accepter les offres de concours, plus ou moins sérieuses, qu'il reçut de la part d'un chef des Indiens Creeks. Puis on résolut de temporiser, jusqu'au moment où, ayant décidé l'Espagne à céder la Louisiane, on pourrait disposer d'une base d'action sérieuse en Amérique. En attendant, deux arrêtés directoriaux soumirent les vaisseaux américains à la visite et à toutes les autres mesures qu'ils se laissaient imposer par l'Angleterre (2 juillet et 22 novembre 1796). Ces représailles devaient, à la longue, se montrer efficaces. Mais, pendant des mois, les effets du traité Jay étaient demeurés à l'avantage de la puissance maritime anglaise. L'Atlantique était fermé aux navires de commerce de la République, et la flotte de Brest elle-même ne pouvait s'y risquer : la marine britannique, dispensée désormais de patrouiller au large, reconstituait des escadres de combat très supérieures en nombre. Le blocus des ports par les grosses unités avait pu reprendre du Texel à Cadix.

Toutes ces circonstances imposaient à la France son plan de lutte. Il fallait réduire les opérations directes contre l'Angleterre à une démonstration navale dans l'Atlantique, tout au plus à un essai de diversion en Irlande, qu'on aurait peut-être la chance de réussir. Dans la Méditerranée, au contraire, on pouvait essayer de dominer les forces navales anglaises, si l'on arrivait à enlever l'alliance espagnole. Sur terre, l'Autriche serait attaquée par l'ouest et par le sud, et l'on tenterait de s'allier à la Prusse, pour fermer au commerce anglais l'Allemagne du Nord et contenir éventuellement la Russie. C'est un programme surtout continental, qui s'en tient à peu près à la défensive sur mer, et vise aux conquêtes terrestres, au delà

du Rhin et des Alpes, parce qu'elles rapportent au lieu de coûter et fourniront des gages, en vue de conserver les pays de la rive gauche et de récupérer les colonies d'Amérique. D'avril à décembre 1796, le Directoire en poursuit l'exécution, par la guerre et la diplomatie.

V. — L'OFFENSIVE GÉNÉRALE FRANÇAISE (1796)¹.

Avant de se lancer dans la guerre, les Directeurs avaient, on l'a vu, voulu entendre les offres de Londres. Elles n'avaient conduit à rien. Nul espoir non plus du côté de l'Autriche. Dès le mois de décembre 1795, un agent secret, Poterat, s'était rendu à Vienne, et avait vu Thugut, qui avait écouté sans broncher promesses et menaces. Au retour, Poterat dit au Directoire : « Il ne vous reste qu'à faire la guerre à outrance. » La Prusse, sollicitée par la France et par l'Angleterre, était aussi demeurée obstinément neutre. Le roi de Sardaigne, tenté d'abord par les offres d'alliance venues de Paris, s'était dégagé ensuite et appelait les Autrichiens au secours. Gênes avait décliné d'autres propositions, faites simultanément à Paris et en Italie. L'Angleterre venait de renouer, après la démarche de Wickham, son alliance avec l'Autriche, qui avait exigé une augmentation des subsides déjà promis. Pour mener la guerre continentale, la France n'avait à compter que sur elle-même, comme aupara-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux déjà cités sur l'histoire diplomatique et militaire de la Révolution, et ceux indiqués p. 285 pour la période directoriale (surtout R. Guyot, *Le Directoire et la paix de l'Europe*), voir A. Dry, *Soldats ambassadeurs sous le Directoire, an IV-an VIII* (Paris, 1906, in-8°) ; August Fournier, *Napoleon I, eine Biographie* (Vienne et Leipzig, 1886, 3 vol. in-8° ; 2^e éd., largement refondue, ibid., 1904-1906). Sur la campagne de Bonaparte en Italie, en dehors du récit qu'il en a fait lui-même, *Campagne d'Italie 1796-1797*, publié dans la *Correspondance de Napoléon*, t. XXIX (Paris, 1870, in-4°), voir Félix Bouvier, *Bonaparte en Italie, 1796* (Paris, 1899, in-8°) ; J. Fabry, *Campagnes d'Italie 1796-1797* (Paris, 1901-1904, 3 vol. in-8°, publiés par la Section historique de l'état-major de l'armée), et A. Gachot, *Histoire militaire de Masséna. La première campagne d'Italie* (Paris, 1902, in-8°). — Sur l'Autriche, l'introduction de F. Luckwaldt à son ouvrage *Der Frieden von Campoformio* (Innsbruck, 1908, in-8°, 1^{er} vol. de la 2^e partie des « Quellen zur Geschichte des Zeitalters der französischen Revolution », de H. Hüffer). — Sur le Piémont, Bianchi, *Storia della monarchia Piemontese* (Turin, 1885, 4 vol. in-8°), le t. II. — Sur Rome et Naples, J. du Teil, *Rome, Naples et le Directoire, armistices et traités* (Paris, 1902, in-8°). — Sur Gênes, R. Guyot, *Le Directoire et la République de Gênes*, dans *La Révolution française*, t. XLIV (1903), p. 402-434 et 518-550 ; t. XLV (1904), p. 39-65. — Sur la campagne d'Allemagne, O. Criste, *Erzherzog Karl* (Vienne, 1912, 3 vol. in-8°), et le t. III de la *Politische Korrespondenz Karl Friedrichs von Baden*, publié par K. Obser (Heidelberg, 1888-1901, 5 vol. in-8°). — Sur l'Espagne, voir les ouvrages déjà cités, p. 286, et A. Fugier, *Napoléon et l'Espagne* (Paris, 1930, 2 vol. in-8°), t. 1^{er}, Introduction.

vant. Le Directoire reprit donc le plan d'opérations du Comité de Salut public.

L'idée générale était de lancer au delà du Rhin les deux armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, pour détacher de la coalition les États allemands du sud-ouest, décider la Prusse à faire la paix définitive et à commencer le démembrement de l'Empire. L'Autriche devrait alors capituler, sous peine de perdre l'hégémonie en Allemagne, et peut-être la couronne impériale. En même temps, une troisième armée française opérerait au delà des Alpes, poursuivant les mêmes fins. La paix faite, et les échanges diplomatiques assurés, qui contenteraient tout le monde, les armées rentreraient dans les « limites naturelles », et il faudrait bien alors que l'Angleterre cédât à son tour, si elle ne l'avait déjà fait.

Seulement on se hâta plus pour l'Italie que pour l'Allemagne. Sur le Rhin, le temps pressait moins : l'armistice général, conclu par Jourdan et Pichegru fin décembre, et la ligne de neutralité couvraient les possessions françaises, au lieu que les hostilités n'avaient pas cessé à la frontière piémontaise, où du reste l'hiver finissait beaucoup plus tôt. Puis le Directoire était sollicité d'opérer promptement de ce côté par le commandant en chef de l'armée de l'intérieur, Bonaparte, qui souhaitait vivement d'aller commander en Italie. Il obtint le 2 mars cette nomination, condition de sa carrière et de son bonheur privé, puisqu'elle décida Joséphine Beauharnais à épouser ce petit général, connu seulement par la répression d'une émeute. Marié le 9 mars, il partit le 11 et atteignit son quartier général à Savone le 10 avril 1796.

Ce jour-là, le Directoire en était encore à tracer le plan de l'offensive en Allemagne, et il attendra ensuite près de trois mois pour la commencer. C'est qu'il espéra quelque temps réussir presque sans coup férir. Moreau avait remplacé le 14 mars Pichegru à la tête de l'armée de Rhin-et-Moselle ; il organisait chez les Allemands de la rive droite une active propagande. Poterat, venu à Bâle, dirigeait de là une agence insurrectionnelle qui opérait en Souabe, Bavière et Wurtemberg, et où figuraient d'anciens clubistes mayençais du temps de l'occupation française en 1793. L'affaire n'aboutit pas cependant ; Poterat devenu suspect fut rappelé. Mais les cours de Wurtemberg, de Darmstadt, de Cassel et de Bade avaient eu peur ; elles négocièrent secrètement pour une paix séparée : elles n'exigeaient pour traiter qu'une démonstration militaire

des Français au delà du Rhin. Le Directoire hésitait à la faire, pour ne pas compromettre le succès des pourparlers avec la Prusse, qui avaient repris à Berlin et à Paris. Mais, le 20 mai, les Autrichiens rompirent l'armistice. Alors Jourdan reçut l'ordre de ne plus tenir compte de la ligne de neutralité et battit le prince de Wurtemberg sur les bords de la Sieg. L'espoir, un moment entretenu par Reubell et les partisans de la ligne du Rhin, de faire la paix rapidement et sans engager de grosses forces au delà des Alpes s'évanouissait.

L'Autriche n'avait du reste attaqué sur le Rhin que pour faire diversion aux succès de Bonaparte. Ils furent extrêmement rapides : en cinq jours, après les combats du Montenotte, de Millesimo, de Mondovi, les Autrichiens étaient séparés des Piémontais et refoulés vers l'est. Voulant assurer ses communications et son ravitaillement, Bonaparte conclut, suivant ses instructions, l'armistice de Cherasco (28 avril), qui mettait le Piémont à sa discrétion. Puis il lança ses troupes en Lombardie, après avoir passé le Pô à Plaisance. L'Autrichien Beaulieu, craignant d'être coupé, voulait se retirer derrière l'Adda, puis dans le Trentin. Bonaparte l'atteignit sans le détruire, à Lodi et à Borgheto. Il entra le 14 mai à Milan, occupa tout le pays et bloqua Mantoue. Ses proclamations appelaient déjà les Italiens à la liberté, comme en 1792. A Paris, on approuva d'abord cette politique. Le ministre des relations extérieures Delacroix accueillit Buonarroti et d'autres réfugiés italiens, écouta leurs projets, leur remit de l'argent, voulut les envoyer à Bonaparte. Mais tout changea quand éclata le complot de Babeuf. Buonarroti fut arrêté, ses amis poursuivis. Le Directoire, qui avait songé à faire du Piémont une république, traita rapidement (15 mai 1796) avec les envoyés du roi de Sardaigne ; Victor-Amédée céda la Savoie et Nice, paya trois millions de contributions, démolit trois forteresses, et en laissa occuper huit autres jusqu'à la paix générale.

Le gouvernement ne désavoua pas Bonaparte, comme on le répète souvent, pour avoir conclu l'armistice de Cherasco. Mais il craignit de le voir soulever l'Italie, faire aux populations des promesses gênantes qui lui ôteraient les moyens de rançonner le pays. Il lui prescrivit donc de ne pas attendre le retour offensif des Autrichiens pour tirer le meilleur parti de la victoire : Parme, la Toscane, Gênes fourniraient de l'argent ; le pape aussi, et, de plus, il ordonnerait « des prières publiques pour la prospérité de la République ». A Livourne et à Naples,

on ferait saisir les navires et les entrepôts anglais. Pendant que Bonaparte conduirait les colonnes d'opérations, Kellermann viendrait diriger le blocus de Mantoue et garder les routes du Tyrol. Le Directoire comptait que ce général alsacien ne ferait pas, lui, de propagande à la façon du midi, dans un pays qu'on ne devait pas conserver.

Mais ce n'était pas le compte de Bonaparte. La « grande ambition » qu'il avait ressentie au soir de Lodi le dévorait. Mais il n'était pas d'âge encore à aimer, pour elles-mêmes, la puissance et la gloire. Une passion ardente, jalouse, exaspérée pour sa femme le poussait à faire des choses inouïes pour lui plaire, l'attirer sur le théâtre de ses exploits, l'éblouir par sa puissance. Il ne dormait plus, brûlait de fièvre. Il écrivit au Directoire pour poser la question de confiance, fit jouer tous les ressorts, utilisa l'enthousiasme déjà déchaîné à Paris dans les Conseils, dans les salons, dans la rue. Le 21 mai, malgré Reubell et peut-être La Revellière, le Directoire céda, masqua sa retraite en ouvrant une enquête, auprès des agents diplomatiques et consulaires en Italie, sur le point de savoir si les Milanais étaient « mûrs pour la liberté ». Bonaparte, au reste, avait déjà rempli une partie du programme fixé. Les 9 et 17 mai, les ducs de Parme et de Modène faisaient leur soumission ; le 6 juin, par la convention de Brescia, le roi de Naples suivait leur exemple.

C'est pour arrêter cette débâcle de la coalition que l'archiduc Charles avait, sur le Rhin, dénoncé l'armistice le 20 mai. En même temps, Thugut faisait demander à Barthélemy, à Bâle, les conditions de paix de la France, mais sous une forme si blessante que le Directoire repoussa cette ouverture : il voulait d'abord isoler l'Autriche. Bonaparte continuait à y travailler. Il avait envahi l'État pontifical et signé à Bologne, le 23 juin, une convention préliminaire avec les représentants de Pie VI ; au lieu de la pacification religieuse en France, que le Directoire avait souhaitée, il s'assurait les Légations et Ancône, encaissait vingt millions et envoyait à Paris des tableaux et des statues. Il avait fallu faire vite et retourner à Mantoue : « l'orage commence à se former », écrivait-il. Les Autrichiens ayant retiré d'Allemagne un corps d'armée et un général, Wurmser, reprenaient l'offensive.

Les Français en profitèrent aussitôt pour attaquer l'archiduc Charles. Moreau passa le Rhin à Strasbourg le 24 juin, et Jourdan à Cologne le 1^{er} juillet. Francfort, investi le 15, capitula

le 29, et l'armée de Rhin-et-Moselle marcha sur Stuttgart. La diplomatie et la conquête avançaient du même pas, comme en Italie. Le 5 août, le roi de Prusse, qui avait longtemps refusé d'entrer en accommodement séparé avec la France pour la future paix de l'Empire, signait à Berlin, par la main de Haugwitz, une nouvelle convention de neutralité. Dans le traité secret qui y était joint il désignait ses indemnités futures, en échange de ses anciens domaines de la rive gauche. Mais il avait exigé de laisser encore au traité une forme conditionnelle, pour pouvoir « s'inspirer des circonstances », c'est-à-dire se dégager si la France éprouvait des revers. Les 17 et 26 juillet, des conventions militaires d'armistice étaient conclues avec le Wurtemberg et Bade, le 27 avec le cercle de Souabe. Des traités réguliers suivirent, signés à Paris les 7 août et 28 octobre pour le Wurtemberg, le 22 août pour Bade. La limite du Rhin était acquise, plus les têtes de pont de Huningue et de Kehl, et les princes devaient être indemnisés, assez chichement, sur la rive droite. La victoire en Allemagne était plus rapide et complète qu'en Italie.

Elle faillit même amener la paix avec l'Autriche. Dans les États des Habsbourgs, et surtout à Vienne, le « système anglais », comme disait l'ambassadeur britannique Morton Eden, n'avait pas que des partisans. En Hongrie, l'année 1795 avait déjà vu éclater un mouvement libéral et national qui se réclamait de l'exemple français. Des écrivains, des bourgeois libéraux, se groupèrent et répandirent des écrits antimonarchiques, un catéchisme populaire, une traduction magyare de la *Marseillaise*. Cinq d'entre eux, Martinovics, qui avait pris les prénoms de Démocrite-La Montagne, le comte Jacques Sigray, François Szentmarjay, Jean Laczkovics et Joseph Haynocy avaient été exécutés le 20 mai à Budapest, après jugement par un tribunal extraordinaire. Deux autres « Jacobins » furent encore décapités le 3 juin pour apologie du « crime » de Martinovics. Chaque nuit leurs tombes étaient fleuries et, malgré le calme qui semblait régner, le gouvernement dut maintenir longtemps en prison, à Kufstein, une cinquantaine de « démocrates » ; Bacsany, le traducteur de la *Marseillaise*, devait rester détenu neuf ans.

A Vienne, l'opposition n'existait guère que dans les cercles de cour, mais elle était parfois très vive, et gagnait l'entourage immédiat de l'empereur François. Un parti de « frondeurs », une « clique », cherchait à renverser Thugut. On y comptait une archiduchesse, Marie-Christine, et son mari le duc Albert de Saxe-Teschen, le chambellan prince de Rosenberg-Orsini, l'am-

bassadeur de Naples marquis de Gallo. En juin déjà, ils avaient cherché, d'accord avec l'empereur, à engager à Bâle une négociation. En juillet, ils revinrent à la charge, appuyés par le maréchal Lacy, qui faisait à François II des rapports pessimistes sur l'état de l'armée. Une nouvelle démarche secrète fut décidée et entreprise à Bâle ; cette fois on offrait de céder la Belgique et la rive gauche pour reprendre la Lombardie et acquérir une partie de la Bavière. Mais, avant que la réponse du Directoire, assez encourageante, fût parvenue, les circonstances avaient changé. L'archiduc Charles, attaquant séparément les deux armées françaises d'Allemagne, les avait contraintes à la retraite. Jourdan, battu deux fois dans la vallée du Main, dut repasser le Rhin dès le 20 septembre. Moreau recula lentement à travers la Forêt-Noire et il devait perdre, au début de 1797, les têtes de pont de Kehl et de Huningue.

Sur mer, l'expédition projetée par les Français fut assez longtemps différée. Il s'agissait d'opérer une descente en Irlande, réclamée depuis longtemps par les réfugiés irlandais en France, et que l'un d'entre eux, Théobald Wolfe Tone, arrivé d'Amérique au début de février 1796, s'offrait à conduire. Beurnonville fut désigné comme commandant en chef, et les préparatifs commencèrent en mars. Le manque d'argent et la nécessité où l'on fut d'employer contre l'insurrection royaliste de Charette la meilleure part des troupes destinées au débarquement firent ajourner l'entreprise. On ne pouvait du reste songer à rien tenter avant l'automne, la surveillance des ports français étant plus rigoureuse pendant l'été, à moins qu'on ne réussît à obtenir le concours des forces maritimes de l'Espagne.

C'est à quoi tendait, depuis peu, le principal effort de la diplomatie directoriale. Dès l'an III, Reubell et Sieyès, alors membres du Comité de Salut public, y avaient travaillé. Ils espéraient alors obtenir, au prix d'une alliance et de promesses d'agrandissement en Italie, non seulement l'appui de la marine espagnole, mais la rétrocession de la Louisiane, jugée nécessaire pour assurer contre les Anglais la défense militaire et économique des colonies françaises des Antilles. Depuis, d'autres raisons étaient apparues : nécessité de reprendre la maîtrise de la mer sur les côtes d'Italie, puisqu'on voulait y mener une campagne offensive ; utilité de conclure avec l'Espagne une union douanière propre à accroître l'exportation, à stimuler l'industrie française et à relever le change.

C'est le sens des instructions rédigées, dès la fin de décembre

1795, pour le général Pérignon, qui vint occuper l'ambassade de France à Madrid au début d'avril 1796. Il trouva le premier ministre du roi Charles IV, Manuel Godoy, duc de Alcudia (et prince de la Paix depuis le traité de Bâle) fort hésitant entre les offres de la France et celles de l'Angleterre. L'ambassadeur britannique offrait de garantir à l'Espagne son territoire européen et colonial de 1790 et de lui verser un subside important, si elle voulait rentrer dans la coalition. Mais en même temps il préparait, pour le cas de refus, un coup de main sur Cadix. Godoy le sut, et cette duplicité, qui lui parut outrageante, jeta l'Espagne dans l'alliance française. Le Directoire, pressé d'en finir, accepta de signer aux conditions espagnoles le traité de Saint-Ildefonse, 19 août 1796 : la Louisiane ne fut pas cédée, ni l'union douanière conclue ; il n'y eut qu'une alliance militaire et maritime contre l'Angleterre, avec garantie réciproque des territoires possédés, aux colonies comme en Europe, et engagement secret de contraindre le Portugal à chasser les Anglais de ses ports.

Le Directoire avait espéré bien plus, dans l'intérêt de la paix générale et de la lutte économique contre l'Angleterre. De fait, l'alliance espagnole servit surtout à favoriser les succès militaires et diplomatiques de Bonaparte en Italie. Elle décida l'amiral anglais Jervis, qui commandait en chef dans la Méditerranée, à abandonner le blocus de Cadix, ce qui permit à l'escadre française de Richery et à la flotte espagnole d'en sortir. Dès lors, les forces navales britanniques en Méditerranée devenaient insuffisantes et l'Amirauté, plutôt que de les renforcer, préféra les retirer et se concentrer dans l'Atlantique. La Corse fut évacuée, et toute l'armée navale anglaise, emmenant avec elle un grand nombre de navires de commerce, vint mouiller à Gibraltar en décembre 1796.

Les conséquences de cette retraite furent étendues. Elles permirent surtout à Bonaparte de se maintenir dans l'Italie du nord et d'y fonder un établissement politique durable. Au début, il s'était conformé aux vues du Directoire. Celui-ci ne voulait prendre en Italie que des gages, en vue de la paix continentale. Il avait arrêté le 7 thermidor (25 juillet 1796), sur le rapport du ministre des relations extérieures Charles Delacroix, un plan général de pacification qui utilisait les conquêtes en Italie pour des échanges profitables. La Toscane, Modène et la Romagne iraient à l'Électeur palatin, en échange de la Bavière, cédée à l'Autriche comme prix de sa renonciation à la Belgique.

La Lombardie serait cédée au duc de Parme, gendre du roi d'Espagne, et l'Espagne, en compensation, abandonnerait la Louisiane à la France. La République prendrait encore Livourne et l'île d'Elbe, jetant ainsi les bases maritimes d'un empire méditerranéen. Car, du territoire péninsulaire, elle ne voulait rien garder. Point de propagande ni d'émancipation non plus : ce serait répandre « des semences éternelles de guerre ».

Les négociations avec Gênes, le pape et le roi des Deux-Siciles furent conduites dans le même esprit. Gênes obtint garantie de son territoire, moyennant 4 millions et la fermeture des ports au commerce anglais (9 octobre). De Pie VI, la France chercha surtout à obtenir, non des territoires, mais un bref de pacification religieuse : le zèle excessif des plénipotentiaires romains, à Paris et à Florence, empêcha l'accord qui aurait pu se faire (juillet-août 1796). Quant au roi de Naples, il obtint sans trop de peine, le 10 octobre, un traité de paix bien plus avantageux que l'armistice de Brescia. Carnot, alors très docile aux vues de Bonaparte, avait cédé aux instances du général, qui voulait être couvert contre une attaque possible des Napolitains.

La position de l'armée française en Italie n'était, en effet, pas encore très sûre. Bonaparte avait réussi, non sans peine, le 5 août, grâce à Augereau, à repousser devant Castiglione la nouvelle armée autrichienne que conduisait Wurmser. Après la victoire, il avait pu reprendre, sur le Mincio, les positions évacuées en toute hâte. Mais Wurmser s'était retiré sans être poursuivi. Une seconde offensive, au début de septembre, lui permit de secourir Mantoue, tout en l'obligeant à s'y enfermer. Cependant Bonaparte, bien que souvent renforcé, n'avait pas pu marcher sur Trieste, comme il en avait eu l'intention. Il avait réclamé du Directoire le droit d'être « le centre de tout en Italie ». Il n'y était le maître que provisoirement, puisqu'une offensive autrichienne demeurerait possible, et que les Anglais n'étaient pas chassés de la Méditerranée. Mais déjà il travaillait à y fonder un État qui lui devrait l'existence, cherchait à assurer les communications du Milanais avec la France par les vallées suisses, expédiait à Paris des patriotes bolonais et romagnols, qui réclamaient du Directoire une constitution libre. Il appelait même bientôt le Milanais à l'indépendance, et y levait des troupes. Il essayait en octobre de conclure, sans instructions, une convention d'alliance avec la Sardaigne.

Le Directoire, inquiet, voulut reprendre en mains la direction

de sa diplomatie. Bonaparte fut invité à ne pas « favoriser indiscrettement des innovations politiques nuisibles à la conclusion de la paix ». Le gouvernement français s'apprêtait, en effet, à envoyer directement un négociateur à Vienne, et à recevoir celui que l'Angleterre venait d'expédier à Paris.

VI. — LE DÉSARROI DE L'ANGLETERRE ET LES TENTATIVES FRANÇAISES DE DÉBARQUEMENT (DÉCEMBRE 1796-FÉVRIER 1797)

Après l'insuccès de la tentative de Wickham en mars, Pitt et Grenville avaient voulu refaire l'union des puissances contre la France. Un premier essai fut tenté, dès avril, pour décider la Russie, mais en vain. A grand'peine, on parvint à empêcher Catherine II de rappeler ses vaisseaux de la mer du Nord : elle ne voulut à aucun prix fournir une armée. A Berlin, un agent spécial, Georges Hammond, fut envoyé au mois d'août avec mission d'offrir la Belgique au roi de Prusse. Frédéric-Guillaume fit la sourde oreille, et Haugwitz déclara qu'on n'avait pas de motifs pour refaire la guerre aux Français. Il n'ajouta pas qu'il venait précisément de signer avec eux une convention secrète de neutralité bienveillante. Il ne restait plus aux Anglais qu'à s'adresser à la France.

L'état de leurs affaires les obligeait de n'être pas trop exigeants. Le système d'emprunts suivi jusque-là arrivait à son terme. Le dernier appel au crédit, fait en rentes 4 pour 100, émises à 87, n'avait pas réussi ; avant la répartition, les nouvelles rentes perdaient déjà 4 pour 100. Le budget de 1797 n'était pas en équilibre, malgré de lourdes augmentations d'impôts. Au début de septembre, le bruit d'une prochaine descente des Français en Irlande produisit une vraie panique à la Bourse et

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur l'Irlande, E. Guillon, *La France et l'Irlande pendant la Révolution* (Paris, 1888, in-16) ; G. Escande, *Hoche en Irlande* (Paris, 1888, in-16) ; E. Desbrière, *Projets et tentatives de débarquement aux Iles Britanniques*, t. 1^{er} (Paris, 1900, in-8°). Voir également le t. VIII de Lecky, *History of England in the XVIIIth century* (cité p. 290), et le chap. xvi de J. H. Rose, *William Pitt and the Great War* (cité ibid.). — Sur l'Angleterre, Malmesbury, *Diaries and Correspondence* (Londres, 1844-1845, 4 vol., in-8°), t. III ; A. Lebon, *L'Angleterre et l'émigration française, de 1794 à 1801* (Paris, 1882, in-8°) ; E. D. Adams, *The influence of Grenville on Pitt's foreign policy, 1787-1798* (Washington, 1904, in-8°) ; C. R. Fay, *Great Britain from Adam Smith to the present day, an economic and social survey* (Londres, 1928, in-8°). — Sur la Russie, F. Golovkine, *La cour et le règne de Paul I^{er}* (Paris, 1905, in-8°) ; P. Morane, *Paul I^{er} de Russie avant l'avènement* (Paris, 1907, in-8°) ; K. Waliszewski, *Le fils de la grande Catherine, Paul I^{er}* (Paris, 1912, in-8°).

aux guichets des banques. On savait la grande île prête à s'insurger, surtout depuis que Pitt, cédant aux craintes du roi et aux réclamations des tories, avait dû rappeler le lord-lieutenant Fitzwilliam jugé trop favorable aux Irlandais. Les batailles recommençaient entre orangistes et catholiques, et la société secrète des Irlandais-Unis, où Arthur O'Connor allait bientôt entrer, commençait de préparer une insurrection. Au même moment, les armées françaises pénétraient en Allemagne ; les princes allemands du sud abandonnaient la coalition. L'Autriche pouvait être tentée de faire de même. L'Espagne allait signer une alliance avec les Français. De Paris, le banquier Perrégaux écrivait à lord Auckland qu'il fallait se hâter de traiter. Des agents ollicieux s'entremirent. Enfin, après une tentative indirecte, faite par le ministre de Danemark, et que le Directoire repoussa, Pitt se décida à offrir une négociation séparée, et la proposition fut aussitôt acceptée à Paris. En vain le roi Georges III, aux premières nouvelles des victoires de l'archiduc Charles, et sur le bruit que Catherine II offrait 60.000 Russes à la coalition, voulut rompre les pourparlers. Les ministres tinrent bon et firent nommer, pour se rendre à Paris, un diplomate de premier rang, lord Malmesbury. Mais, quand il partit, le 16 octobre, certains regrettaient déjà les concessions qu'ils étaient prêts, un mois plus tôt, à faire à la France pour mettre fin à la guerre.

Malmesbury ne manquait pas d'expérience, ni d'autorité, ni même peut-être du désir de faire la paix. Mais il n'en avait pas les moyens. Ses pouvoirs l'autorisaient à conclure un traité séparé, mais ses instructions le lui interdisaient et l'obligeaient à ne rien promettre sans en référer à Londres. Bien accueilli en France, satisfait à bon droit de la réception que lui firent le ministre Delacroix et le Directoire, il souhaitait pourtant aboutir. Les nouvelles de Vienne étaient nulles ou vagues. S'obstinerait-on à la guerre, par attachement pour l'Autriche ? Là-dessus, Pitt, indécis, n'osa combattre ouvertement les préventions de Grenville et du roi Georges. Malmesbury essayait de gagner du temps, sans négliger de trouver à Paris, dans la presse et ailleurs, des amis utiles pour l'Angleterre. Il avait pendant plus d'un mois réussi à rester à Paris, sans donner de réponse précise aux questions du Directoire sur son programme de paix. Déjà, le 6 novembre, le général Clarke avait été désigné pour aller lui-même à Vienne savoir ce que voulaient les Autrichiens. Quand, à Londres, on fut certain que

Thugut refusait de traiter, il fallut bien parler de paix séparée. Malmesbury aurait voulu faire des offres telles que le Directoire ne pût les refuser sans risquer une révolution. Il insistait pour qu'on offrît la Belgique. Mais ce fut en vain : le 17 décembre arrivèrent les nouvelles instructions du ministère anglais. Grenville et le roi les avaient faites très rigoureuses, contre l'avis de Pitt et de Canning. La France n'aurait gardé, en plus des « anciennes limites », que la Savoie et Nice. Encore devait-elle perdre quelques-unes de ses colonies, et sacrifier celles de la Hollande : le Cap ou Ceylan tout au moins. Grenville pensait peut-être que l'opinion française voulait la paix à tout prix. Mieux instruit, Georges III avait dit, lui : « Je me flatte que le Directoire refusera. »

Le Directoire opposa en effet un refus catégorique à ces conditions « déshonorantes » et avisa Malmesbury qu'il avait deux jours pour en présenter d'autres, ou s'en aller. Malmesbury partit le 20 décembre, regrettant son échec, et se plaignant moins du Directoire que de son gouvernement. Le ministère anglais s'était trompé sur les facultés de résistance de la France. Il venait de réussir un emprunt de 18 millions sterling, le *loyalty loan*, et croyait à tort que cette preuve de puissance financière intimiderait son ennemi. Il se flattait, d'autre part, de pouvoir compter sur la Russie.

Catherine II qui venait de commencer une expédition en Perse accueillait, en effet, avec empressement l'offre des Anglais de lui céder la Corse. Mais jugeant son fils incapable de mener à bien ses grands projets méditerranéens, jamais oubliés, elle songeait à l'exclure du trône, au bénéfice du grand-duc Alexandre, l'aîné de ses petits-fils. L'ambassadeur anglais Whitworth venait de la gagner de nouveau à la pensée d'expédier une armée contre la France, et Grenville avait envoyé des pouvoirs pour signer. Le 6 novembre, à trois heures de l'après-midi, le tsarevich Paul reçut à Gatchina la visite de Nicolas Zoubov ; mais au lieu de l'ordre de mort ou d'abdication que le prince attendait, c'était la nouvelle de son avènement prochain qu'apportait le frère du favori de Catherine. L'impératrice, prise d'une attaque d'apoplexie, avait perdu connaissance. Elle mourut le lendemain. Les Anglais, surpris par la mort de la tsarine, s'en dissimulèrent d'abord les conséquences : elles devaient être fort étendues.

Paul, tout entier à la joie de régner, demeura quelques jours sans rien changer aux ordres donnés par sa mère. Puis la réac-

tion commença. L'expédition de Perse fut arrêtée dès le 23 novembre et Whitworth apprit le même jour que le projet de convention militaire ne serait pas signé. Un peu plus tard, l'escadre auxiliaire fut ramenée dans la Baltique. Pourtant il n'y eut pas rupture formelle avec l'Angleterre, et le 7 février 1797, un traité de commerce, assez analogue au traité Jay, portait abandon par la Russie des principes de droit maritime que Catherine n'avait cessé de défendre depuis 1780. L'Autriche fut moins favorisée. Paul, qui avait jadis, en présence de Frédéric II, juré entre les mains de l'héritier du grand roi une amitié éternelle à la Prusse, affecta tout de suite une préférence marquée pour l'alliance prussienne. Il fit peindre aux couleurs de Frédéric-Guillaume les guérites de son palais et notifia à l'ambassadeur autrichien Cobenzl de ne plus compter sur son alliance. A vrai dire, les ministres de Paul s'employèrent à prévenir les suites de mesures qu'ils désapprouvaient. Voronzov à Londres, Razoumovski à Vienne maintinrent le contact avec la coalition. Le premier suspendit de longs mois l'exécution de l'ordre de rappel des navires russes ; le second fit connaître à Paul que ses amis prussiens avaient, au mois d'août, traité secrètement avec la France ; et Frédéric-Guillaume, pour prévenir des questions gênantes, se résolut un peu plus tard (mars 1797) à une confession qui mit le tsar en fureur. Somme toute, la Russie demeura neutre, et ses moyens d'action apparurent ce qu'ils étaient, beaucoup moins redoutables, au moins pour un temps, qu'on ne l'avait pensé.

Rassuré de ce côté, le Directoire crut pouvoir, aussitôt après le départ de Malmesbury, porter un coup direct à l'Angleterre. Pendant toute la durée des pourparlers, Hoche avait continué, à Brest, les préparatifs de l'expédition d'Irlande. Sur son avis, le Directoire avait renoncé aux entreprises partielles destinées à attaquer les côtes du Northumberland, Terre-Neuve et même les ports de l'Inde. L'amiral Villaret-Joyeuse, qui montrait peu de confiance dans le succès, fut remplacé par Morard de Galles. Le 16 décembre, avant même que Malmesbury eût reçu son ultimatum, la flottille mit à la voile : elle comptait trente vaisseaux ou frégates, et quinze navires de moindre tonnage. Elle échappa aux Anglais, mais ne tarda pas à s'éparpiller ; Hoche et Morard de Galles, embarqués sur une frégate, furent perdus de vue. Le gros de l'armée navale, commandé par le contre-amiral Bouvet, arriva le 22 décembre à la baie de Bantry ; mais on ne put débarquer et il fallut repartir le 29,

faute de provisions. Hoche parut à son tour, ne trouva que deux vaisseaux ; il fit route sur Brest, rencontra les Anglais et dut, pour leur échapper, fuir au sud ; il débarqua près de La Rochelle, le 13 janvier 1797. Une petite expédition commandée par un Américain, le colonel Tate, avait été dirigée sur Bristol et Liverpool. Les troupes qui la composaient, formées de prisonniers de guerre et de détenus libérés, se rendirent sans combattre, le 22 février. Le gros temps et la médiocre valeur des forces navales françaises avaient sauvé l'Angleterre, bien plus que sa propre marine, du plus grand danger qu'elle eût couru depuis le début de la guerre. A son retour, Hoche fut nommé au commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse. Déjà, le 4 janvier, le Directoire avait prescrit, sur tout le territoire français, la saisie des marchandises anglaises : « La guerre déclarée depuis longtemps à l'Angleterre, disait-il, va prendre enfin le véritable caractère qui lui convient. » Un arrêté du 28 janvier et une loi du 7 février ébauchèrent avec la Hollande, l'Espagne et les pays de la rive gauche du Rhin un commencement d'union douanière. Un autre arrêté du 2 mars ordonnait de saisir les navires américains transportant des marchandises d'origine britannique ou supposée telle. Le système de lutte, militaire et commerciale, contre l'Angleterre devenait exclusivement continental.

VII. — FIN DE LA GUERRE EN ITALIE ET PRÉLIMINAIRES DE LA PAIX CONTINENTALE (JANVIER-AVRIL 1797)¹.

C'est aussi sur le continent que l'Angleterre avait compté voir les Français vaincus, par les soins de l'Autriche son alliée. Profitant des succès de l'archiduc Charles et de la retraite des armées républicaines, les Autrichiens avaient lancé une nouvelle armée commandée par Alvinczy au secours de Mantoue, dès le début de novembre. Le 15, Bonaparte échouait à Arcole, en essayant de l'arrêter sur la route de Vérone, et manquait d'être tué ou noyé dans un marais. Mais de nouvelles attaques, du 16 au 23, réussirent mieux, et Wurmser ne put sortir de Man-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur la politique de Bonaparte en Italie, A. Sorel, *Hoche et Bonaparte en 1797* (Paris, 1896, in-8°) ; P. Gaffarel, *Bonaparte et les Républiques italiennes, 1796-1799* (Paris, 1895, in-8°) ; E. Driault, *Napoléon en Italie* (Paris, 1906, in-8°) ; G. Sabini, *I primi esperimenti costituzionali in Italia, 1797-1815* (Turin, 1911, in-8°). — Sur les négociations et le traité de Leoben, F. Luckwaldt (cité p. 331), donne le seul récit complet, d'après les documents originaux.

toue. Le 12 janvier, Allvinczy reprit l'offensive, mais cette fois Bonaparte, le dominant entièrement par l'admirable manœuvre de Rivoli, le rejeta dans le Tyrol (12-16 janvier). Le 2 février, Mantoue capitulait enfin. Les Français semblaient maîtres de l'Italie septentrionale. Qu'allaient-ils en faire ?

Le projet du Directoire avait toujours été de n'y trouver que des « objets d'échange ». Mais Bonaparte, on l'a vu, ne l'entendait pas ainsi. Dès septembre, il avait levé une légion lombarde ; en octobre, une « légion italienne » ; les patriotes de l'Émilie, réunis en congrès, formaient à Reggio, à la fin de décembre, une « république cispadane ». L'attaque autrichienne était venue interrompre ces entreprises, et le général en chef avait maintenant auprès de lui un agent diplomatique du Directoire, pour qui « tout en Italie éloignait l'idée d'une révolution ». Le général Clarke avait été désigné le 15 novembre 1796, sur la proposition de Carnot, pour aller à Vienne négocier un armistice. Sa nomination, rendue publique aussitôt, n'était peut-être qu'une manœuvre pour influencer Malmesbury et le cabinet britannique. Après l'échec de la négociation anglaise, son rôle devait prendre plus d'importance. Clarke, général de cabinet, ancien protégé du duc d'Orléans, puis collaborateur de Carnot, n'avait pas grande autorité, mais il était souple et ambitieux : entre le Directoire et Bonaparte, il louvoyait non sans adresse. Il écrivait à Paris que les Italiens ne méritaient pas d'être affranchis, et il dit d'abord au général en chef, quand il le vit à Milan le 29 novembre, qu'il fallait faire la paix, le Corps législatif la réclamant « à n'importe quelle condition ». Son offre d'armistice, adressée à Vienne, partit le 29 novembre. Thugut fit une réponse polie et dilatoire ; l'attaque d'Allvinczy fut sa réplique.

Tant que dura la lutte, les intentions du Directoire, changeant, d'ailleurs, quelque peu avec les nouvelles d'Italie et l'état de l'opinion en France, ne varièrent jamais sur le point capital : pas de conquête dans la péninsule. Après Rivoli et la prise de Mantoue, Bonaparte, déjà investi le 30 décembre d'un droit de veto sur les actes de Clarke, devint maître de la négociation. Clarke cependant s'occupait d'une alliance avec la Sardaigne. Il la signa le 25 février 1797 à Bologne, mais le Directoire en changea les termes, et le texte ne fut arrêté qu'à Turin, le 5 avril. A cette date, Bonaparte avait fait, seul, la paix avec le pape, et il était près de la conclure avec l'Autriche. Il n'avait pas pardonné à Pie VI d'avoir rompu l'armistice, entre Arcole et Rivoli, et confié à un Autrichien la conduite de ses troupes. Après la

chute de Mantoue, il envahit la Romagne et poussa jusqu'à Ancône. Le Directoire aurait voulu qu'il occupât Rome, et renversât, comme disait Carnot, « le trône de la sottise ». Mais il prescrivait aussi de traiter avec l'Autriche, en abandonnant la Lombardie aux Autrichiens. Bonaparte voulait la conserver. Il aima mieux bâcler la paix avec « cette prêtraille », ne pas risquer une attaque napolitaine, et rester libre d'imposer à l'Autriche, lui seul et le plus tôt possible, la paix qu'il voulait faire. Le 19 février, il traitait à Tolentino, son quartier général, avec les envoyés du pape, qui abandonnait Bologne, Ferrare, la Romagne et Ancône, plus l'indemnité promise lors de l'armistice, accrue de quinze millions. Il n'était plus question de paix religieuse. Là-dessus, Clarke, qui avait assisté aux pourparlers, se mit en route pour Turin, où il devait négocier des projets d'alliance, et s'aboucher avec le ministre d'Autriche, muni de pouvoirs par Thugut. Bonaparte avait les mains libres.

Il semble avoir, dès ce moment, songé à s'accommoder directement avec les Autrichiens en partageant avec eux les États de Venise. Déjà, en arrivant à Ancône, il avait pensé à lancer une flotte dans l'Adriatique, à gagner même la Macédoine. Il laissa les frères Lechi, Vénitiens réfugiés à Milan, et qui servaient dans les troupes lombardes, provoquer des soulèvements à Brescia, Bergame et Crema, et il empêcha le Sénat de Venise de les réprimer (10-30 mars). Les pays soulevés déclarèrent s'unir à la Cispadane. Cependant Bonaparte, sachant l'armée autrichienne désorganisée, et son nouveau chef, l'archiduc Charles, dépourvu de renforts et mal ravitaillé, avait pris l'offensive le 16 mars. Il s'avancait par le Frioul, vers l'Isonzo et le col de Tarvis, Joubert couvrant sa gauche par le Trentin et le Tyrol. Il était à Goritz le 21 mars, et le 28 à Klagenfurt. Joubert, très inférieur en effectifs, et menacé d'être tourné, ne put s'échapper qu'avec peine.

Dans cette situation difficile, le général en chef paya d'audace : il prit sur lui d'écrire à l'archiduc pour offrir la paix. A Turin, Clarke, sans le savoir, en écrivait autant à Thugut. Le ministre autrichien, si obstiné à la lutte qu'on l'appelait le « baron de la guerre » se décida cette fois à céder : la foule assiégeait son hôtel ; l'empereur et l'impératrice fléchissaient ; le tsar lui-même conseillait d'en finir. Deux généraux autrichiens vinrent le 7 avril, à Judenburg, traiter d'un armistice avec Bonaparte : le marquis de Gallo les rejoignit bientôt. Ils négocièrent dix jours à peine. Bonaparte voulait éviter l'intervention

de Clarke : il retint la réponse de Thugut à ses offres, et ne l'avertit de sa propre négociation qu'à la veille de terminer. Il voulait aussi suspendre la marche des armées du Rhin, qui avaient repris l'offensive et avançaient vite : Hoche atteignait Francfort et Moreau traversait la Forêt Noire. Bonaparte exigea que Leclerc, portant à Paris le texte de l'armistice, traversât la Bavière et arrêtât, au passage, la marche de Moreau. En même temps, sans avertir le Directoire, il offrait aux Autrichiens deux projets d'arrangement : 1^o la France aurait la Belgique, la rive gauche du Rhin et Mayence, l'Autriche Mantoue, l'Istrie et la Dalmatie, avec la Croatie vénitienne jusqu'à l'Isonzo ; 2^o la Lombardie et la Belgique resteraient à la France, l'Autriche gardant Mantoue et prenant, outre la Dalmatie et l'Istrie, toutes les terres de Venise jusqu'à l'Adda. C'était offrir, pour Milan et la Lombardie, deux fois plus de pays que pour la rive gauche du Rhin, que le Directoire aurait voulu acquérir au prix de l'Italie entière. C'était aussi dépouiller et partager, sans motif sérieux, un État neutre à qui le Directoire venait d'offrir une alliance. L'Autriche avait trop d'avantages au second projet pour hésiter. Thugut écrivit à Gallo de se hâter. Le 18 avril, les préliminaires de Leoben étaient signés.

Les Autrichiens obtenaient ce qui leur tenait le plus à cœur : l'intégrité de l'Empire, qui ruinait tous les espoirs de la Prusse et toute la politique du Directoire sur le Rhin ; l'accès de l'Adriatique, la possession de Venise et des îles. Ils ne cédaient que la Belgique, dont ils ne voulaient plus, et la Lombardie, formée, avec Reggio, Modène et Massa-Carrara, en une république cisalpine, sûrement faible et facile à reconquérir. La plupart de ces arrangements étaient masqués dans la partie secrète du traité. La articles patents mettaient en évidence ce qui, en France, devait plaire au public, et lui sembler glorieux : la cession de la Belgique et la reconnaissance des « limites décrétées par les lois de la République ». Le sacrifice de Venise devait rester ignoré : en deux mois, Français et Autrichiens occupèrent chacun leur lot, sous prétexte de troubles. Gallo trouvait cela « miraculeux » et le russe Razoumovski disait aussi : « La Providence a veillé sur nous. »

Pourtant le Directoire ratifia cette paix, si contraire à ses projets et aux intérêts dont il avait la charge. La nouvelle du traité, apportée par Leclerc qu'un courrier de Bonaparte avait rejoint en route, avait été partout répandue par lui. Les manifestations de joie éclatèrent dans Paris avant que le Directoire

connût le texte signé à Leoben. Il n'arriva que trois jours après : le bruit courait déjà que les premières nouvelles étaient fausses, que la guerre reprenait. Il y eut une panique en Bourse. Les élections venaient d'avoir lieu : elles étaient une défaite écrasante pour le gouvernement ; au moins voulut-il s'attribuer le mérite d'une paix que lui-même appelait « modérée autant qu'honorable ». Au Conseil du 30 avril, Reubell seul vota contre la ratification. Sa politique, la politique nationale de la rive gauche du Rhin, était sacrifiée à la politique italienne de Bonaparte.

CHAPITRE III

LE DIRECTOIRE ET LA POLITIQUE DE CONQUÊTES (mars - octobre 1797)¹

La période relativement courte, comprise entre les élections françaises de mars-avril 1797 (germinal an V), à peu près contemporaines des préliminaires de Leoben et la signature du traité de Campoformio au mois d'octobre (vendémiaire an VI), est décisive pour l'histoire de l'Europe. Elle marque, en France, l'insuccès définitif des tentatives de réaction politique et de restauration monarchique, en révélant que la seule force cohérente et disciplinée, l'armée, est restée attachée à la forme républicaine du gouvernement et à l'ensemble de l'œuvre révolutionnaire. Mais, par cette victoire même, la république lie son sort au système des conquêtes et de la propagande, et surtout à la conservation et à la défense des États italiens fondés par Bonaparte. Pour maintenir en France le régime républicain, peu populaire encore, et combattu adroitement sur le terrain électoral, le Directoire et ses partisans, en minorité au Corps législatif, ne peuvent guère, en 1797, compter que sur le prestige d'une paix glorieuse. Ils vont donc essayer de conclure une telle paix, et d'abord avec l'Angleterre. C'est le plus sûr moyen, même le seul, de faire cesser la crise des affaires privées et publiques. Mais l'intrigue royaliste et l'opposition parlementaire encourageront la résistance des Anglais, et menaceront en même temps l'existence du Directoire. Alors, il aura recours à la force, et le coup d'État de fructidor, victoire sur l'opposition,

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Les mêmes qu'aux chapitres I et II, ci-dessus, p. 285 et 307. La question essentielle est celle de la possibilité de la paix générale en 1797. Elle a été discutée surtout, à propos du tome V de Sorel, par R. Guyot et P. Muret, *Étude critique sur « Bonaparte et le Directoire »* de M. Albert Sorel, dans la *Revue d'histoire moderne*, t. V (1903), p. 243-264 et 313-339 ; à propos du *Directoire et la paix de l'Europe* de R. Guyot, par Éd. Driault, dans la *Revue des études napoléoniennes*, t. I^{er} (1912), p. 311-314 ; à propos des *Négociations de Lille* de Ch. Ballot, par R. Guyot, dans la *Revue critique d'histoire et de littérature*, 1911, t. II, p. 452-455.

rompra les conférences de Lille. Après quoi, il ne restera qu'à conclure — du moins on le croira — la paix continentale ébauchée avec l'Autriche. Cependant la lutte maritime continuera, rendant toute solution précaire en France comme en Europe. La rupture de Lille prépare ainsi les longues guerres qui rempliront tout le règne de Napoléon, comme le coup d'État de fructidor a préparé la dictature de l'an VIII et l'Empire.

I. — LES ÉLECTIONS DE L'AN V ET LA RÉACTION EN FRANCE (MARS-JUILLET 1797) ¹.

Le mouvement de réaction qui se marque nettement, au printemps de l'an V, par les élections de germinal, avait des causes multiples. Il tenait, semble-t-il, en grande partie, à la gravité prolongée de la crise financière, et aux souffrances qu'elle causait, surtout dans les villes. Un républicain et patriote, l'amiral Pléville-Le Pelley, qui fut ministre de la marine en juillet 1797, écrivait alors : « Ce serait une absurdité de dire que l'opinion générale est républicaine : entre les Français il est peu de vrais patriotes ; les uns sont royalistes par leur naissance ou par intérêt, les autres sans savoir pourquoi, et tous ces gens-là ne seraient pas d'accord s'il leur fallait choisir un roi. » Sur cette masse indifférente, et même, dit encore Pléville, « égoïste, insouciant et fanatique », le Directoire, on l'a vu, n'avait guère de

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Parmi les ouvrages généraux déjà cités, voir surtout Aulard, *Histoire politique*, et Seibout, *Le Directoire* (cités ci-dessus, p. 30 et 297). Le meilleur récit d'ensemble est celui de G. Pariset, *La Révolution* (cité p. 30), livre III, chap. III. Pour le détail des événements politiques, se reporter aux recueils généraux sur le 18 fructidor : V. Pierre, *Le 18 fructidor, documents pour la plupart inédits, publiés pour la Société d'histoire contemporaine* (Paris, 1893, in-8°); Ch. Ballot, *Le coup d'État du 18 fructidor, an V, rapports de police et documents divers* (Paris, 1906, in-8°, publication de la Société d'histoire de la Révolution française), ainsi qu'au livre d'A. Meynier, *Les coups d'État du Directoire*, t. 1^{er}: *Le dix-huit fructidor, an V* (Paris, 1928, in-8°); A. Mathiez, *Le coup d'État du 18 fructidor an V*, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, 1929, p. 521-550. — Sur l'action des Anglais et des émigrés, voir les ouvrages d'A. Lebon (cité, p. 339) et E. Daudet (cité p. 41); sur Pichegru, G. Caudrillier (cité p. 308); sur Barthélemy, *Mémoires de Barthélemy*, publiés par J. de Dampierre (Paris, 1914, in-8°). — Sur l'Institut philanthropique et les élections de l'an V, G. Caudrillier, *L'association royaliste de l'Institut philanthropique à Bordeaux et la conspiration anglaise en France pendant la deuxième coalition* (Paris, 1908, in-8°, xxviii-90 p.), et A. Mathiez, *Les élections de l'an V*, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, 1929, p. 420-446. Sur l'affaire du « rayon constitutionnel », voir Rousselin de Saint-Albin, *Vie de Lazare Hoche* (Paris, 1798, 2 vol. in-8°). Sur le changement des ministres, G. Sommervogel, *Un ministre de l'intérieur sous le Directoire* (P. Benezecq), dans les *Études publiées par les P. de la Compagnie de Jésus*, année 1868, t. II, p. 428-457; G. Lacour-Gayet, *Talleyrand*, t. 1^{er}, 1754-1799 (Paris, 1928, in-8°).

moyens d'action à l'intérieur. La constitution ne lui permettait d'agir que par mesures extraordinaires, et pour des cas extraordinaires. Ainsi était-il conduit à regarder ses adversaires politiques comme des conspirateurs, et à les traiter comme tels. Ce n'était d'ailleurs pas à tort.

Il y eut, en 1797, une conspiration anglo-royaliste. L'opposition légale et, si l'on peut dire, parlementaire, avait commencé de s'organiser dès 1796. Elle n'avait pas tenté de fonder des groupes politiques proprement dits. Elle ne le pouvait pas ouvertement : après l'affaire Babeuf, on avait fermé, outre le club du Panthéon, le plus grand nombre des autres lieux de réunion publique. Mais les représentants du nouveau tiers se réunissaient souvent, à titre privé, chez l'un d'entre eux, Gibert-Desmolières, député de Paris aux Cinq-Cents, qui habitait une belle maison de la rue de Clichy. On les appelait les « Clichyens ». Pendant quelque temps, ils s'abstinrent de faire au Directoire une opposition trop directe, d'abord parce qu'ils n'avaient pas la majorité au Corps législatif, puis parce que la crainte des « anarchistes » réveillée par l'affaire Babeuf unissait les conservateurs de toutes nuances autour du gouvernement.

Mais déjà les Clichyens cherchaient à préparer pour les élections de l'an V un terrain qui leur fût favorable. Ils voulaient abroger les lois des 3 et 4 brumaire an IV, qui avaient exclu des assemblées électorales diverses catégories de citoyens, émigrés, déportés et auteurs ou provocateurs de mesures « séditieuses ou contraires aux lois ». Après cinq mois de discussion, le centre et la droite parvinrent (4 décembre 1796) à faire voter un décret, qui rendait leurs droits civils et même leurs fonctions à nombre d'anciens déportés, émigrés ou parents d'émigrés exclus des administrations publiques par la Convention. Mais on eut soin de laisser aux lois d'exclusion toute leur force contre les hommes de gauche, poursuivis ou condamnés à l'occasion des journées populaires de germinal et prairial an III.

Les républicains directoriaux avaient laissé faire. Mais ils commencèrent à s'inquiéter lors de la découverte, à la fin de janvier 1797, de la conspiration royaliste de Brotier, Duverne de Praile, Poly et Lavilleurnois. Ces quatre personnages, un ancien prêtre, un ancien officier de marine, un ci-devant baron allemand et un ancien maître des requêtes, étaient, on l'a vu, les chefs de l'agence royaliste de Paris, dirigée de Vérone par le prétendant Louis XVIII et payée par le Trésor britannique pour préparer en France la restauration monarchique. Ils avaient été

arrêtés au moment où ils tentaient d'organiser, à l'exemple des Babouvistes, et non peut-être sans lien avec eux, un coup de force pour s'emparer du pouvoir. Le gouvernement ne les fit poursuivre que pour cela, et c'est à ce titre qu'ils furent, avec une vingtaine de complices présumés, jugés par un Conseil de guerre. Beaucoup d'interventions se produisirent en leur faveur, et finalement les cinq principaux coupables furent seuls condamnés, assez légèrement du reste. Le Conseil de guerre avait accordé les circonstances atténuantes sur le motif que les accusés étaient plutôt des fanatiques que des conspirateurs, et que d'ailleurs « la puissance du gouvernement le mettait à l'abri du danger ».

Au cours de l'instruction, Duverne de Praile, sur promesse d'avoir la vie sauve, révéla au ministre de la police une partie de l'organisation secrète royaliste. Le Directoire connut ainsi l'accord de deux députés clichyens avec les conspirateurs, et surtout la partie politique de leur plan d'action, qui visait à influencer les élections de l'an V. Mais certaines des affirmations de Duverne ne purent être vérifiées ; la police ne réussit pas à arrêter son complice Des Pomelles, qu'il avait dénoncé ; elle ne soupçonna pas Pichegru, qu'il désignait sans le nommer, et surtout le Directoire semble avoir voulu garder en réserve tous ces renseignements, pour s'en servir à l'occasion, sans oser entamer de nouvelles poursuites.

L'intrigue royaliste se développa donc, désormais orientée uniquement en vue des élections, et conduite par Pichegru et D'André, ancien conseiller au Parlement de Provence et ancien membre de la Constituante. D'André vint à Paris, et lia partie, très nettement cette fois, avec les députés clichyens. Le système révélé par Duverne demeura en activité : il consistait à grouper en province, par comités ou « instituts » départementaux et cantonaux, tous les « amis de l'ordre » ou « philanthropes » dont l'action serait dirigée de Paris par le Conseil royaliste des « fils légitimes ». Cette organisation était connue du Directoire dès le mois de janvier 1797. Il fut dans l'impossibilité de l'empêcher de fonctionner, à cause de l'inertie des administrateurs et des juges, mais surtout à raison de l'influence exercée par les prêtres déportés et les émigrés qui rentraient en foule. Le Directoire seul, en théorie, pouvait rayer un nom des listes de proscription : mais les administrations départementales prononçaient des radiations provisoires : on évalua à plusieurs centaines, dans le seul département de la Moselle, le

nombre d'émigrés rentrés de cette façon avant le 18 fructidor. Quant aux prêtres déportés, un député aux Cinq-Cents (directorial il est vrai) estimait, en juin 1797, le nombre de ceux qui étaient rentrés à 12 ou 13.000 sur 20.000. Leur influence et celle des instituts « philanthropiques » sur les élections de l'an V paraît avoir été souvent prépondérante.

Les opérations furent très régulières dans la forme. Elles se firent dans toute l'étendue du territoire constitutionnel, y compris l'ex-Belgique, à partir du 1^{er} germinal (21 mars) pour les assemblées primaires de canton, et du 20 (9 avril) pour les assemblées électorales de département. Des anciens conventionnels, 216 étaient sortants dont les deux tiers environ se représentèrent ; 13 seulement furent réélus.

Le second « nouveau tiers » prit séance au début de prairial (fin mai). Il était composé en majorité de partisans de la prérogative parlementaire, inclinant plus ou moins vers le royalisme, mais qui auraient voulu un roi désarmé devant les assemblées électives. L'un des Directeurs au moins, Reubell, tenait pour scandaleuses et sans valeur des élections faites, à son avis, sous l'influence directe et la pression des conspirateurs royalistes, parfois même à leur profit : on avait élu des émigrés, et un des coaccusés de Brotier, acquitté par le Conseil de guerre, devenait député de Seine-et-Oise. Le jour même où ce résultat fut connu, le 25 germinal (14 avril), Reubell rédigea de sa main un projet de loi cassant toutes les élections, et ordonnant d'en faire de nouvelles après exclusion des émigrés, des prêtres non soumis et de tous les électeurs qui refuseraient de prêter un serment de haine à la royauté et à l'anarchie. C'était l'avant-projet de la future loi du 19 fructidor. Reubell avait sans doute pensé à faire voter ce texte par les députés sortants, avant l'arrivée de leurs successeurs. Mais il ne semble pas en avoir parlé à personne, et le texte du projet demeura dans ses papiers personnels, où il n'a été retrouvé que de nos jours.

De leur côté, un certain nombre de nouveaux élus, nettement royalistes (on évalue leur nombre à une trentaine au moins) songeaient à prendre le pouvoir par un coup de force. Mais ils manquaient de moyens d'action. Ils parvinrent à provoquer, parmi les jeunes gens de la bourgeoisie riche, le plus souvent insoumis ou abusivement dispensés de servir aux armées, des manifestations antidirectoriales, ou même royalistes, dans la rue ou dans les théâtres, comme il y en avait eu après Thermidor. L'effet produit demeura faible : le Directoire avait une bonne

police et une garde à sa dévotion, et le sentiment des soldats, même des grenadiers du Corps législatif, n'était pas favorable à la réaction. La crise monétaire était pénible à tous, officiers et hommes de troupe, comme aux rentiers et aux fonctionnaires, et les Conseils, n'ayant rien fait pour augmenter la solde, n'étaient pas populaires dans l'armée. Les chefs du parti de réaction préférèrent donc user des moyens constitutionnels, au moins provisoirement.

Ils commencèrent par confirmer et compléter leur victoire électorale. Ils annulèrent l'élection, pourtant régulière, de plusieurs anciens Conventionnels républicains ; au contraire, ils admirent des émigrés inéligibles, et même en accueillirent, par mesure rétroactive, d'autres qui avaient été exclus l'année précédente. Ils affichèrent la prétention d'obliger le Directoire à sanctionner et promulguer même des lois qui complétaient ou interprétaient la constitution, et portaient atteinte au principe, proclamé par elle, de la séparation des pouvoirs. Ainsi, la majorité vota une loi prescrivant, pour le tirage au sort du Directeur sortant et la désignation de son successeur, toutes sortes de formalités, assez injurieuses pour le gouvernement. Celui-ci refusa d'abord de sanctionner la loi, puis s'y résigna en faisant des réserves de principe. Le tirage eut lieu le 19 mai ; il élimina l'un des membres modérés, Le Tourneur. Les partis se comptèrent sur son remplacement. Une majorité des deux tiers (la droite et le centre) fit passer Barthélemy, ambassadeur à Bâle. Il était resté étranger à la Révolution, qu'il détestait ; il avoue dans ses Mémoires qu'il pensa à émigrer au lieu de venir prendre son poste, et que, trouvant alors la France « une nation lâche et vile », il n'avait « aucune estime pour elle ». Le ministre anglais à Berne, Wickham, bailleur de fonds des conspirateurs royalistes, avait engagé ses amis à voter et faire voter en sa faveur. Carnot, qui paraît s'être fait de singulières illusions sur le talent et les sentiments politiques de Barthélemy, lia partie avec lui. Sa préoccupation était de gouverner et de trouver un terrain d'entente avec les Conseils. Ceux-ci, de leur côté, voulaient faire pression sur le Directoire, pour amener un ou plusieurs de ses membres républicains à se retirer, comme il arriva plus tard en l'an VII. Mais Carnot n'allait pas jusqu'à s'incliner devant cette prétention.

Alors les chefs de l'opposition commencèrent d'agir par la voie législative, en votant des décrets qui devaient préparer, pour l'an VI, des élections encore plus à droite. Tout ce qui

subsistait, après la loi du 4 décembre, de la législation électorale contre les émigrés et leurs parents fut abrogé (27 juin). L'exclusive ne fut maintenue que contre les anciens montagnards proscrits après Thermidor. Puis les réacteurs s'efforcèrent de priver le Directoire des ressources financières les plus indispensables. La constitution avait déjà donné de grands pouvoirs aux Conseils en leur confiant la nomination des commissaires de la Trésorerie. Les 18 et 19 juin, les Cinq-Cents donnèrent à ceux-ci des prérogatives si exorbitantes que Du Pont (de Nemours), pourtant fort hostile au Directoire, les dénonça aux Anciens comme « imprudentes et subversives de tous les principes d'administration ». Le projet de loi fut rejeté par les Anciens à l'unanimité moins deux voix. Ce vote, écrit le royaliste Imbert-Colomès, « fut un coup de baguette qui paralysa les Cinq-Cents ».

Les républicains du centre ne virent pas le danger. Ils se persuadèrent que beaucoup de leurs collègues de droite ne cherchaient qu'une satisfaction de principe, et voulaient seulement amener le Directoire à reconnaître la souveraineté parlementaire. Ils désiraient aussi assurer leur réélection et ne plus trouver devant eux, au prochain scrutin, l'opposition du clergé réfractaire, dont les membres étaient rentrés en grand nombre et s'agitaient pour faire établir la liberté complète de leur culte. De nombreux députés, dont le chef paraît avoir été Thibaut, vinrent proposer à Carnot, alors président du Directoire, de cesser l'opposition systématique, à deux conditions : les lois contre le clergé réfractaire seraient abrogées, et les quatre ministres de la Justice, des Finances, de la Marine et des Relations extérieures, Merlin, Ramel, Truguet et Delacroix, regardés comme « jacobins », seraient congédiés et remplacés par d'autres agréables à la majorité. Carnot accepta, certain de l'assentiment de Barthélemy, et se croyant assuré de celui de Barras. Le 14 juillet, dans un discours prononcé pour l'anniversaire de la prise de la Bastille, il fit, au nom de la paix et de l'ordre, un appel à l'union des républicains modérés. Deux jours après, les Cinq-Cents votèrent le projet de loi sur le culte, abrogeant toutes les mesures prises pendant la Révolution contre les prêtres réfractaires ; seule était maintenue pour eux, malgré les efforts de la droite, l'obligation de promettre fidélité à la constitution. Au prononcé du scrutin, des cris de « Vive la République ! » éclatèrent dans la salle et dans les tribunes. Le soir même, à la séance du Directoire, Carnot faisait à ses collègues la proposi-

tion du « renouvellement » des ministres. Mais Barras avait changé de camp, et ce fut une journée des dupes.

De tous les membres du Directoire, Barras était probablement le seul à connaître le fond de l'intrigue royaliste. Les papiers du comte d'Antraigues, récemment saisis à Trieste par Bonaparte, les confidences de son affidé le prince de Carency, fils du principal conseiller du prétendant, l'avaient édifié sur les projets de d'André et de Pichegru, et sur leurs rapports avec les Anglais. Il voulait prendre ses sûretés à tout événement, mais non se livrer entièrement aux auteurs du complot anglo-royaliste. Sur-tout, il voulait mettre au ministère des relations extérieures, à la place de Delacroix, trop intransigeant et trop docile à Reubell, un ami et un complice, Talleyrand-Périgord, qui s'entendrait avec lui pour tirer des négociations diplomatiques tout ce qu'elles pouvaient donner de profits, politiques et autres. La Revellière et Reubell détestaient en Talleyrand l'ex-noble et le prêtre défroqué. Barras les décida cependant à le nommer ministre en promettant de voter avec eux contre Carnot et Barthélemy quand le remaniement convenu avec les députés du centre viendrait en discussion. De fait, après avoir entendu les opinions des deux groupes pour et contre la prépondérance du Corps législatif, il se déclara convaincu par les arguments de Reubell et La Revellière en faveur de l'indépendance du pouvoir exécutif. Au scrutin ouvert ensuite, il vota sans cesse avec eux. Le résultat fut que les ministres les plus détestés des députés de droite, Merlin et Ramel, furent maintenus. Delacroix et l'amiral Truguet, écartés avec certains égards, furent remplacés par deux protégés de Barras, Talleyrand-Périgord et Pléville-Le Pelley; les trois autres, Petiet, ministre de la Guerre, Bénézech de l'Intérieur et Cochon de la Police, qui avaient gardé la confiance des réacteurs, perdirent aussi leurs portefeuilles au bénéfice de républicains « prononcés », le général Hoche, François (de Neufchâteau) et Lenoir-Laroche. Ce dernier devait, dix jours plus tard, céder la place à un nouveau titulaire, Sotin.

Barras avait sans doute d'autres intentions, plus secrètes encore. Autant qu'on peut démêler son réseau d'intrigues, il semble, au moment même qu'il faisait nommer Hoche ministre de la Guerre, avoir essayé d'employer le prestige militaire et le dévouement du général pour faire peur aux réacteurs des Conseils. Peut-être agissait-il à l'insu de Hoche lui-même, afin de pouvoir, en cas d'insuccès, l'abandonner au dernier moment. En tout cas, au retour d'un voyage qu'il fit en Hollande, pour

s'entendre avec les autorités bataves en vue d'une seconde expédition d'Irlande, Hoche reçut, par lettre du Directoire, l'ordre de diriger sur Brest une colonne des trois armes, à l'effectif de dix mille hommes environ. La route d'étapes fut tracée de telle sorte que les soldats devaient passer à proximité de Paris. Leurs chefs en étaient avertis, et certains y virent avec joie une occasion de mettre à la raison les royalistes des Cinq-Cents et les « Collets-Noirs » hostiles à la république. Dans le Directoire, Barras seul semble avoir été au courant. Le ministre de la Guerre Petiet avait été avisé par Hoche lui-même. Mais quand ce dernier fut nommé ministre à sa place, Petiet, furieux, se prétendit victime d'une machination et avertit des députés amis. Les Cinq-Cents invoquèrent aussitôt l'article 69 de la constitution qui interdisait, sans une loi spéciale, d'amener des troupes à moins de soixante kilomètres de Paris. Ils demandèrent d'urgence des explications au Directoire. Celui-ci, après avoir entendu Hoche, s'excusa sur l'erreur d'un commissaire des guerres, fit sortir les troupes du « rayon constitutionnel » et, quelques jours après, les remit en marche à destination de Brest. Hoche, qui n'avait pas l'âge de trente ans requis pour être ministre, donna sa démission et fut remplacé par Schérer. Après quelques protestations assez vives, les Conseils parurent se calmer; contents d'avoir évité le péril, ils ne poursuivirent pas l'attaque contre le Directoire.

Les deux partis restaient donc sur la défensive, tout en cherchant à renforcer leurs moyens d'action. Aucun n'en venait encore aux extrêmes. C'est que la lutte était aussi engagée sur un autre terrain. Depuis deux mois, des pourparlers de paix avaient commencé avec l'Angleterre, tandis qu'au quartier général de Bonaparte se poursuivaient les négociations avec l'Autriche, en vue de transformer le traité de Leoben en paix définitive. Le résultat des unes et des autres devait dépendre très directement de la tournure que prendraient, en France, les événements politiques, et d'autre part le succès ou l'échec des négociations devait influencer beaucoup sur l'issue de la crise engagée à Paris.

II. — LES OFFRES DE PAIX DE L'ANGLETERRE : LES CONFÉRENCES DE LILLE (JUILLET-AOUT 1797)¹.

En quittant Paris, le 20 décembre 1796, Malmesbury disait

1. OUVRAGES À CONSULTER. — La négociation de Lille est étudiée de très près par C. Balbot, *Les négociations de Lille, 1797* (Paris, 1910, in-8°), à confronter avec le chapitre x

au ministre de Prusse, Sandoz-Rollin, que les pourparlers reprendraient avant trois semaines. En fait, plus de cinq mois s'écoulèrent, employés par les deux adversaires à poursuivre la lutte, sans résultats décisifs. L'entreprise de Hoche en Irlande, malgré tant de chances favorables, échoua, comme on a vu. Un peu plus tard, le 14 février 1797, Jervis infligeait à la flotte espagnole de Langara un rude échec, près du cap Saint-Vincent. Les Anglais prirent la Trinité, débarquèrent à Saint-Domingue, mais ne purent s'y maintenir, non plus que s'installer à Porto-Rico. Depuis un an et demi, ils tenaient Ceylan et le Cap; ils s'emparèrent encore de la Guyane hollandaise. C'était autant de gages en vue de la paix future. Ce n'était pas de quoi réduire le Directoire à traiter.

Les ministres anglais s'étaient flattés d'abord d'amener une intervention diplomatique russo-prussienne : ainsi la coalition serait reformée, si l'Autriche acceptait les offres communes à faire aux Français ; si elle refusait, on l'abandonnerait à son sort. Mais la Prusse et la Russie montrèrent peu de zèle à jouer le rôle que leur attribua l'Angleterre, et d'ailleurs Thugut ne voulait pas entendre parler d'une entente avec Berlin. Que faire dès lors ? Le meilleur parut être de travailler à combattre en France la majorité républicaine, et d'assurer, pour le renouvellement des Conseils en avril, le succès de la droite. Grenville en chargea Wickham, son ministre en Suisse, et soudoya d'André et Pichegru. Mais il fallait aussi se mettre d'accord avec l'Autriche sur les conditions à imposer à la France, en cas de succès militaire et politique. Au reste, ni Pitt ni ses amis du ministère ne firent jamais beaucoup de fonds sur le succès de la conspiration royaliste ni sur la force du parti constitutionnel en France. Les victoires de Bonaparte en Italie, la prise de Mantoue hâtèrent la décision. Le 11 avril 1797, Georges Hammond, sous-secrétaire d'État au Foreign Office, partait pour Vienne avec un programme de paix. Le plan était soit d'obtenir l'ouverture d'un congrès général, soit de s'entendre avec l'Autriche pour traiter,

du livre de R. Guyot, p. 372-475), cité p. 285. — Sur l'Angleterre à l'époque des *darkest days*, voir Lecky, t. VII (cité p. 21), Hunt (cité p. 290), H. W. Temperley, *Life of George Canning* (Londres, 1905, in-8°) ; J. H. Rose, *Pitt and the Great War*, cité p. 290 ; W. Ph. Hall, *British radicalism, 1791-1797* (New-York, 1912, in-8°, t. XLVIII des publications de la Faculté des sciences politiques de l'Université Columbia). — Sur le Portugal, L. da Luz Soriano, *História da guerra civil e do estabelecimento do governo parlamentar em Portugal 1777-1834* (Lisbonne, 1866-1884, 14 vol. in-8°), t. II et III ; J. M. Latino Coelho, *História política e militar de Portugal, desde os fins do 18º seculare 1814* (Lisbonne, 1874-1891, 3 vol. in-8°), le t. I^{er}.

à trois, avec la France. Tout ce que l'Angleterre exigeait était de conserver Ceylan et le Cap, pour empêcher les Français d'acquérir « une domination absolue et incontestée à la fois sur terre et sur mer ». De la paix continentale, elle se désintéressait à peu près. La France pourrait garder ses conquêtes ; l'Autriche serait indemnisée en Italie ou en Allemagne, à sa convenance, et le stathouder dans l'Empire.

Jamais depuis le début de la guerre on n'avait fait, à Londres, des concessions pareilles : « l'équilibre de l'Europe n'est plus qu'un mot », disait Georges III. Mais Hammond eut beau faire diligence ; quand il arriva le 30 avril à Vienne, le traité de Leoben était signé depuis douze jours. Si les Anglais avaient pu attendre, rien n'était perdu peut-être. A Leoben, on n'avait conclu que des préliminaires, et Thugut ne semblait pas renoncer à l'idée d'un Congrès européen. Mais qu'avait-il signé au juste ? Les Anglais essayèrent de lui arracher quelques renseignements sur les articles secrets, sans y réussir. En outre, Berlin et Saint-Pétersbourg refusaient maintenant de se mêler de la paix, puisque l'Autriche avait traité seule. Le dernier allié qui restait aux Anglais, le Portugal, s'attendait à une invasion franco-espagnole, et parlait de négocier, lui aussi, avec le Directoire. Nulle autre ressource que de traiter avec la République. Encore devait-on se hâter, si l'on voulait éviter une catastrophe.

Dès février, elle menaçait déjà. La Banque d'Angleterre, ayant fait à l'État, pour le compte des gouvernements alliés, d'énormes avances, manqua de numéraire ; au même moment, les banques provinciales, atteintes par une panique des déposants, retiraient leurs fonds. Il fallut fermer les caisses et recourir aux banquiers de la Cité, qui, en acceptant les bons du Trésor au pair, arrêtaient la crise. Mais l'atteinte au crédit avait été profonde. Une nouvelle alerte pouvait être fatale. Elle se produisit au début de mai, quand toutes les mauvaises nouvelles se répandirent à la fois. L'Irlande était en insurrection ; tout l'ouest était soulevé, et l'ambassadeur de Russie à Londres jugeait qu'avec vingt mille hommes les Français pouvaient conquérir l'île entière. Seule, la flotte britannique avait jusqu'à là conjuré le danger. Encore n'avait-elle guère contribué à l'insuccès de Hoche. Et maintenant on apprenait qu'elle était en révolution. Mal nourris, mal payés, traités souvent par leurs officiers avec une brutalité extrême, les matelots avaient réclamé, d'abord sans violence. Mais, n'obtenant rien, ils se soulevèrent. Le 16 avril la flotte de Spithead s'insurgea. Les amiraux

s'interposèrent, et après un mois de négociations, entremêlées de désordres, les équipages, ayant reçu satisfaction, se calmèrent. Mais la flotte de la mer du Nord, soulevée à son tour le 11 mai, arbora le drapeau rouge et bloqua la Tamise. Les vaisseaux qui, sous les ordres de Duncan, croisaient devant le Texel, rallièrent la flotte mutinée, qui choisit pour chef un officier révoqué, Richard Parker. L'insurrection atteignit vingt-six vaisseaux de ligne. Elle devait durer jusqu'au milieu de juin. Un instant même, l'agitation gagna les troupes du camp de Woolwich ; il fallut de nouveaux sacrifices d'argent et une amnistie pour les faire rentrer dans le devoir.

L'émotion fut immense dans toute l'Angleterre. Les anciens « Jacobins » de 1792 crurent leur heure enfin venue. Dans un grand banquet à Londres, le 18 mai, les démocrates portèrent des toasts à la réforme électorale, à la liberté de l'Irlande et à l'alliance française. Toutes les grandes villes envoyaient au Parlement des pétitions contre les ministres. Aux Communes et même à la Chambre haute l'opposition harcelait Pitt et ses collègues. La rente baissait chaque jour. A la fin de mai, les consolidés tombaient à 48, au lieu de 53 en avril. Seules, les nouvelles de France étaient bonnes. Le résultat des élections semblait devoir rendre le Directoire plus accommodant, et Barthélemy arrivait au pouvoir. Wickham comptait sur son influence, et le commissaire anglais à Paris pour l'échange des prisonniers, Swinburne, saluait le nouveau Directeur du titre de « vieil ami » de l'Angleterre. Cinq jours après son élection, Pitt prit son parti. Au Conseil du 31 mai, il fit décider, contre l'avis des trois ministres de la guerre, de la marine et des affaires étrangères, de proposer la paix à la France. On passa outre aux résistances du roi, et la note officielle, accompagnée d'une lettre particulière de Grenville à Barthélemy, partit le 10 juin pour Paris. Le *Times* du même jour annonçait que la flotte française venait de prendre la mer, et que la flotte hollandaise allait quitter le Texel pour la rejoindre.

Le Directoire ne fut pas surpris par cette démarche. Il savait l'Angleterre en très mauvaise posture. Il connaissait l'insurrection de la flotte. C'est elle sans doute qui le décida à charger Hoche de préparer une nouvelle descente en Irlande et à presser les préparatifs des Hollandais. Mais l'état de la marine n'était guère encourageant. Puis, comment obtenir des Conseils de l'argent pour préparer une expédition navale, si l'on repoussait l'offre de paix anglaise ? Les Directeurs firent donc répondre

par Barthélemy et par le ministre Delacroix qu'ils acceptaient de négocier, mais seulement pour une paix définitive et séparée. Et comme Grenville, dans sa réplique, évitait de s'engager, le Directoire inséra ses conditions dans les passeports mêmes qu'il envoya pour le plénipotentiaire anglais. Par précaution contre des intrigues possibles, il désigna Lille, et non Paris, pour siège des conférences. Et pour savoir si l'Angleterre avait encore partie liée avec les royalistes, il fit écrire par Duverne de Praile une lettre à Grenville, pour réclamer la protection britannique en faveur de ses amis. Le ministre anglais flaira le piège, et ne répondit pas. Il aurait encore, à ce moment, voulu cesser les pourparlers, pour ne pas rompre tout à fait avec l'Autriche, si Pitt ne l'avait obligé de céder.

C'était donc bien la paix définitive qu'on allait négocier. Les plénipotentiaires furent choisis sans retard. Pitt désigna Malmesbury. Au point de vue anglais, c'était un bon choix ; Malmesbury était résolu à tout faire pour réparer son échec de l'hiver précédent, et peu d'hommes d'État anglais avaient moins de préjugés politiques. Mais en France, il était mal vu, passait pour un fourbe et un corrupteur. On lui opposa trois Français : Le Tourneur, ex-directeur, l'amiral Pléville-Le Pelley et Maret, ami et confidant de Talleyrand. Celui-ci, qui espérait être bientôt ministre, lui avait promis, en cas de succès, l'ambassade de Londres. L'ancien commissaire aux relations extérieures de l'an III, Colchen, fut désigné comme secrétaire, mais devait être bientôt adjoint à la légation, et fut dès le début traité en collègue par les autres.

Les instructions données par chaque gouvernement à ses représentants révèlent des vues fort différentes, sinon opposées. Les Anglais font litière des principes et des formules. Ils veulent la paix, ils ne peuvent s'en passer. Mais n'ayant pas perdu un pouce de territoire, et sacrifiant, en somme, leurs alliés pour traiter séparément, ils entendent que les Français fassent de même et n'exigent pas la restitution de toutes les colonies enlevées, non seulement à eux, mais à la Hollande et à l'Espagne. Pitt veut faire une paix qui ne soit pas, aux yeux de l'Angleterre, une capitulation pure et simple. Il souhaite garder Ceylan et le Cap ; davantage si possible, bien entendu. Mais Malmesbury ne rompra pas, même si tout est refusé. Pitt lui a recommandé « d'étouffer tous sentiments d'orgueil ». Car, pour continuer la guerre, les moyens manquent, et, comme écrit Canning, « le plus essentiel de tous, *l'âme* ». La nation anglaise ne voudra pas

risquer une autre campagne « pour acquérir un territoire, quel qu'il soit ».

Les Directeurs savaient leur force, et comptaient en user. « La France », écrivaient-ils, « se trouve dans une position trop avantageuse vis-à-vis de son dernier ennemi pour ne pas profiter des circonstances. » Ils posèrent d'abord en principe « préliminaire pour entrer en négociations » que l'Angleterre reconnaîtrait la constitution (c'est-à-dire la République), les lois (c'est-à-dire l'annexion de la Belgique) et les traités (c'est-à-dire qu'elle rendrait toutes ses conquêtes sur la Hollande et l'Espagne, à qui les traités d'alliance garantissaient leur territoire). En plus, ils réclamaient Terre-Neuve, les îles anglo-normandes, l'abandon du traité de commerce de 1786, diverses satisfactions d'amour-propre, comme la renonciation de Georges III au titre de roi de France. Au reste, pas d'ultimatum. On voulait négocier, mais après avoir obtenu, avant tout, le principe des restitutions, c'est-à-dire du *statu quo ante bellum*, celui-là même que les Anglais avaient refusé en décembre.

Les pourparlers s'ouvrirent à Lille le 7 juillet. Pour obéir à leurs instructions, les Français demandèrent à Malmesbury de s'engager à respecter la constitution, les lois, les traités de la France. Il promit, ne faisant de réserve que pour les traités secrets et ne voulant pas s'engager « à une restitution générale ». La légation française n'insista pas, bien que le traité espagnol, connu de tous, fût très formel, même aux articles publics, et que Le Tourneur, aussi bien que Colchen, eût connaissance du traité secret batave. Ils ne dirent rien au Directoire de l'équivoque ainsi créée, et d'où la rupture devait sortir. Là-dessus, Malmesbury remit ses propositions ; il réclamait Ceylan et le Cap. On discuta sur les échanges possibles pendant plusieurs jours. Mais le Directoire maintint ses ordres ; il voulait rester fidèle aux traités. Il en fit le 12 juillet la déclaration à Madrid et à La Haye, et donna ordre de le répéter, à Lille, à Malmesbury. L'instant paraissait décisif. Pourtant ni d'un côté ni de l'autre on ne crut à propos de rompre. Les Anglais suivaient de près la crise politique de Paris, attendant une issue favorable à Barthélemy et au parti de la paix. Reubell, La Revellière, Barras, Carnot même, renseignés en détail par un agent secret sur l'état de l'opinion en Angleterre, croyaient n'avoir qu'à tenir bon quelques jours encore. De fait, si on s'était, à Lille, expliqué nettement cette fois, l'Angleterre aurait probablement cédé à la menace de rupture. « Nous n'avons plus ni âme ni

souffle », écrivait Canning ; « qu'est-ce qui pourrait nous en donner ? Excepté la défense du Portugal ou la préservation de notre intégrité, je ne vois rien. Tout le reste pourrait nous faire plaisir, mais nous ne nous battons pas pour l'avoir. »

Les choses en étaient là quand survint à Paris la crise ministérielle du 16 juillet. Elle montrait la force, dans le Directoire, du parti hostile aux Conseils, elle donnait tort à Grenville et à Wickham, qui annonçaient la victoire imminente des modérés, sinon des royalistes. Mais l'arrivée de Talleyrand au ministère pouvait tout arranger. Il était étroitement lié, par des liens de toutes sortes, avec l'Angleterre et le « parti anglais ». Directement, ou par sa maîtresse, M^{me} Grand, la « belle Indienne », Anglaise de nationalité, ou par ses amis Perrégaux et Swinburne, il correspondait avec Londres. Son jeu était, en attendant l'issue du conflit politique engagé à Paris, de faire durer les négociations de Lille, avec des alternatives facilitant ses opérations de Bourse, car il spéculait à Londres, comme d'ailleurs Barthélemy et sans doute aussi Maret. Celui-ci, d'accord avec son ministre, entra en rapports secrets avec Malmesbury. Cependant, Talleyrand décidait, non sans peine, le Directoire à consulter ses alliés sur les offres anglaises : le 29 juillet, ils furent invités, discrètement encore, à renoncer à la garantie coloniale résultant des traités.

D'un autre côté, le Directoire poussait ses avantages. Il avait reçu, dès le début de juillet, des offres de paix du Portugal et Delacroix avait mené vivement les négociations. Il en demeura chargé après sa révocation, et, le 10 août, le ministre portugais d'Araujo signait, non sans avoir dû verser un pot-de-vin réclamé au nom de Barras, un traité de paix qui privait l'Angleterre de son dernier allié. Le Portugal n'accepterait plus dans ses ports que six vaisseaux étrangers au plus, privant ainsi les Anglais de leur base navale de Lisbonne. Il payait dix millions d'indemnité et cédait, au Brésil, le territoire entre l'Amazone et l'Oyapock, précieux objet d'échange pour la paix avec l'Angleterre. A ce moment, Malmesbury était encore prêt à tous les sacrifices. Le 20 août il écrit à Grenville que, pour ne pas recommencer la guerre, il encourrait « la honte » de rendre toutes les conquêtes, sans compensation. S'y résignerait-on à Londres ? Il n'en fut rien. Maret et Talleyrand offraient de meilleures conditions. Leurs émissaires, et d'autres encore, que Barras envoyait de son côté (parmi eux figure Saint-Simon, le futur auteur du *Système industriel*), promettaient, à deniers comptants, de faire céder

au moins une colonie hollandaise. Eux-mêmes livraient à Malmesbury le secret des négociations entamées à La Haye et à Madrid, le texte du traité avec le Portugal. Les Anglais en profitèrent sans retard. Grenville obligea la cour de Lisbonne à désavouer d'Araujo. Pitt, croyant pouvoir acheter pour quelques millions la complaisance des Français, cessa d'insister près de ses collègues pour des concessions immédiates. Il suffisait d'attendre, avaient dit les agents de l'intrigue. On attendit. Le 6 septembre au soir, le télégraphe annonçait à Lille la « révolution » du 18 fructidor. Ainsi furent dissipés tous les secrets et les espoirs où Pitt et Malmesbury avaient cru, un moment, pouvoir se complaire.

III. — L'ORGANISATION DE L'ITALIE PAR BONAPARTE ET LA CONFÉRENCE DE MOMBELLO (JUILLET-AOÛT 1797) ¹.

La négociation franco-autrichienne traînait aussi, depuis Leoben. C'est que le Directoire, après avoir ratifié les préliminaires, avait entrepris de les « améliorer », en faisant souscrire l'empereur au système des limites du Rhin. Pour l'y amener, il fallait lui consentir, au delà des Alpes, des sacrifices de territoire que les républicains trouvaient pénibles, et auxquels Bonaparte ne cessait de s'opposer.

La pensée du général avait souvent varié, depuis un an, sur les destins futurs de l'Italie. Dès son entrée à Milan, en mai 1796 il avait constitué un gouvernement provisoire de Lombardie. Il y appela les chefs des grandes familles hostiles à l'Autriche, Melzi et Serbelloni entre autres. Mais la résistance aux charges de l'occupation, le ton violent des journaux milanais, même des insurrections comme celle de Pavie et Binasco, durement réprimée,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur la constitution de la Cisalpine, F. Selopis, *Storia della legislazione italiana dall'epoca della Rivoluzione francese 1789 a quella delle riforme italiane 1847*, t. I^{er} (Turin, 1864, in-8°), et G. Gallavresi, *Il diritto elettorale politico secondo la costituzione della Repubblica cisalpina* (Milan, 1905, in-16). — Sur la politique méditerranéenne de Bonaparte, E. Rodocanachi, *Bonaparte et les Iles Ioniennes, 1797-1816* (Paris, 1899, in-8°); E. Driault, *Napoléon en Italie* (Paris, 1906, in-8°). — Sur Venise, E. Bonnal de Ganges, *La chute d'une République : Venise* (Paris, 1885, in-8°); M. Kovalevsky, *La fin d'une aristocratie* (Turin, 1902, in-8°); P. Bonnefous, *Un État neutre sous la Révolution; la chute de la République de Venise* (Paris, 1908, in-8°); *Mémoires de l'adjudant-général Jean Landrieux*, publiés par L. Grasilier (Paris, 1893, in-8°); R. Bratti, *La fine della Serenissima* (Milan, 1917, in-8°).

l'avertirent du danger de trop compter sur l'amitié des peuples d'Italie. Il établit dès lors, et maintint dans tous les pays occupés, le régime d'administration militaire, parut ne regarder les terres italiennes que comme objets d'échange avec l'Autriche, en vue de la paix. Ses vues se modifièrent pourtant, quand au mois d'octobre Modène et Reggio se soulevèrent, s'organisèrent d'elles-mêmes en républiques, et recrutèrent — gage non suspect — une légion « italienne ». Bologne suivit l'exemple, puis Ferrare ; le congrès de Reggio fit, le 30 décembre, l'union des « républiques cispadanes » et Bonaparte leur promit qu'un jour l'Italie renaîtrait, si les Italiens se montraient « dignes de recouvrer leurs droits et de se donner un gouvernement libre ». Mais les conseils du Directoire, et surtout les attaques renouvelées de l'Autriche le rendaient prudent. Le traité de Tolentino céda Bologne, Ferrare et la Romagne à la France, non à la république cispadane. Il livrait aussi, jusqu'à la paix du continent, Ancône aux troupes françaises. De là Bonaparte entrevit l'Orient, la Macédoine, Constantinople. « Cela nous rendra maîtres de l'Adriatique », écrit-il, « comme nous le sommes, par Marseille et la Corse, de la Méditerranée. »

Sa pensée, à cette date, n'est plus de laisser l'Italie aux Italiens, mais d'y faire régner la France, et plus encore lui-même. Il a d'abord organisé, sommairement, la république lombarde, en la dotant, par ordonnance militaire, d'un Corps législatif et d'un Directoire. Mais le 1^{er} mai 1797 il y renonce, estime que les pays affranchis ont encore besoin, pendant trois ou quatre ans, d'un gouvernement provisoire. Il ne sait pas encore, en effet, si le Directoire ratifiera les préliminaires de Leoben. Quelques jours plus tard, il en est sûr, et c'est alors que le « système italien » se dessine, s'accuse, s'amplifie.

Dès qu'il a les ratifications en main, il revient à Milan, le 6 mai. Il s'installe le 20 à Mombello, dans ce palais Crivelli où Joséphine l'a rejoint, où il tient cour comme un souverain et célèbre, en de grandes fêtes, le mariage de sa sœur Pauline avec le général Leclerc. De là, il légifère, administre, gouverne, sans contrôle aucun. Milan sera capitale d'une république qu'il appelle, à la romaine, « Cisalpine », malgré l'observation du Directoire français et des Italiens eux-mêmes, que ce nom « n'a plus de rapport avec l'état actuel des choses ». Il nomme des commissions législatives, fait rédiger par elles, sous sa direction, toutes les lois organiques, donne une constitution toute faite, qui est adaptée d'après le modèle français de l'an III : mais

c'est pour la forme, car lui-même choisit les Directeurs, les membres des Conseils, des administrations, des tribunaux : ébauche, déjà, du système de l'an VIII.

Il tente même d'agrandir le nouvel État dans toutes les directions. En mai-juin, c'est du côté de Gênes, où il prépare une révolution, tout en prescrivant « d'endormir le sénat jusqu'au moment du réveil ». Adroitement, les nobles libéraux prennent les devants, ôtent prétexte à la conquête par une réforme démocratique, qu'ils présentent à l'acceptation de Bonaparte (convention de Mombello, 6 juin). En juillet, il joint Modène et Massa-Carrara à la Cispadane, et celle-ci à la Cisalpine. Ainsi la Lombardie reçoit une ouverture sur la mer, au sud de Gênes. Il songe à mettre le duc de Parme sur le trône pontifical, si le pape meurt, et à réunir Parme à la Cisalpine pour élargir, au sud du Pô, le territoire qui joint Milan à Modène, Reggio et Bologne. Surtout, il faut que cette république d'Italie communique avec la France, qui doit y dominer en tout temps. Et Bonaparte s'efforce d'obtenir le passage à travers le Valais, fait tracer le plan de la future route du Simplon. Il médite d'absorber le Piémont et cherche, en attendant, à le dominer par une alliance étroite. En octobre, il annexera la Valteline, jusqu'à sujette des Grisons, et qui commande, par le Splügen et la haute vallée de l'Inn, les routes de l'Allemagne du Sud et du Tyrol.

L'exécution des préliminaires de Leoben ouvrait d'autres voies. Le prix de l'accord avait été le sacrifice de Venise, abandonnée aux Autrichiens depuis l'Oglio jusqu'à la mer. Pour lever leurs scrupules et peut-être avec des arrière-pensées, Bonaparte s'était chargé de trouver un motif de guerre avec la République, et il le prépara d'avance, ou le laissa préparer par des comparses. Le traité de Leoben est du 18 avril. La veille avait eu lieu le massacre dit des « Pâques véronaises », où quatre cents Français environ périrent, tués par les paysans qu'une fausse proclamation du gouverneur vénitien avait excités au meurtre des « brigands ». Le 19, les forts du Lido tiraient sur un navire français, faisant plusieurs victimes. Le second incident était fortuit. Les origines du premier sont très suspectes. Bonaparte exploita l'un et l'autre sans scrupules. Tandis qu'à Paris le ministre de Venise se laissait escroquer 600.000 francs par Barras, qui offrait de garantir la neutralité vénitienne, le Grand-Conseil, sur menace d'une attaque française, abdiquait ses pouvoirs et les troupes lombardes occupaient la ville. Le 16 mai, une conven-

tion, signée à Mombello avec trois délégués du « peuple vénitien », ratifiait le fait accompli. Mais, à peine exécuté, le traité fut déclaré nul par Bonaparte, qui écrivit au Directoire (26 mai) : « Venise... peut difficilement survivre... Population inepte, lâche et nullement faite pour la liberté..., il paraît naturel qu'elle soit laissée à ceux à qui nous donnerons le continent. »

Le continent, mais non les îles. Car son intention est de les prendre et de les garder. Il donne l'ordre d'occuper Zante, Corfou, Céphalonie. Il veut aussi s'emparer de Malte, qui est « d'un intérêt majeur », étant sur la route de l'Égypte. Et, comme l'empire turc « s'écroule tous les jours », on lancera en Albanie et en Grèce des proclamations qui « parleront de Sparte et d'Athènes ». Le Directoire était tenté, mais n'osait approuver encore ; il consentit qu'on occupât, mais « pour garder des moyens d'échange ». La paix faite avec l'Angleterre, peut-être avec la Russie et la Prusse, le péril intérieur passé, on pourrait être exigeant. En attendant, il ne fallait pas rompre avec l'Autriche.

On négociait avec elle depuis quelque temps, à Mombello, où les agents de Thugut, Gallo et Merveldt étaient venus échanger avec Clarke et Bonaparte les ratifications de l'acte de Leoben. Gallo, qui avait trouvé Bonaparte facile à manier, voulait finir la paix avec lui, et renonça volontiers, par convention expresse, le 24 mai, au congrès de Berne, prévu par les préliminaires. Mais quand on connut à Vienne le résultat des élections françaises, l'entrée de Barthélemy au Directoire, l'espoir se réveilla de revenir sur les concessions faites, si l'on pouvait gagner assez de temps. Thugut avait entrepris de renouer l'alliance avec Londres et Pétersbourg. A Paris, les amis de l'Autriche s'agitaient. Ils contribuèrent, d'accord avec les envoyés génois, à monter dans la presse une campagne au sujet de l'occupation de Venise et de la « révolution » de Gènes. Ils inspirèrent aux Cinq-Cents les diatribes de Doulcet et de Dumolard contre l'armée d'Italie et son général. Bonaparte, furieux, sentit, dès ce moment, que le succès de la réaction, à Paris, ruinerait son œuvre en Italie, et poussa le Directoire à user des moyens extrêmes. Le 14 juillet, il adresse à ses troupes une proclamation menaçante : « Des montagnes nous séparent de la France ; vous les franchiriez avec la rapidité de l'aigle, s'il le fallait, pour... protéger le gouvernement et les républicains. » « Vous pouvez d'un seul coup », écrit-il à Paris, « sauver la République, et conclure la paix en vingt-quatre heures » ; il faut bri-

ser l'opposition et « tracer à l'empereur le cercle de Popilius. »

Les Directeurs n'étaient pas si pressés. C'est le moment où Carnot cherchait à faire, de concert avec Thibaudeau, un accommodement avec les députés du centre. Puis vint l'affaire du rayon constitutionnel. C'est seulement quand le concours de Hoche leur manqua que les « triumvirs » lièrent partie avec Bonaparte. Alors ils lui envoyèrent une « approbation » complète de sa conduite politique et militaire, et la publièrent aussitôt. Bonaparte attendit désormais sans inquiétude pour son œuvre italienne l'issue de la crise engagée en France. Il avait fait célébrer, à la grande indignation de Thugut, l'entrée en fonctions du gouvernement constitutionnel à Milan, et bénir par les évêques le « tricolore » de la Cisalpine. Il restait enfermé à Mombello, tandis que les Autrichiens l'attendaient à Udine, où le siège des conférences avait été transféré. A tout événement, il faisait des préparatifs pour reprendre la guerre avant l'automne.

Thugut, mal informé des événements de Paris, crut Bonaparte suspect à l'opinion et au gouvernement. Il s'imagina faire un coup de maître en transportant la négociation en France, par l'envoi d'un agent spécial, Baptiste, accrédité secrètement auprès de Barthélemy. Baptiste arriva le 9 août, en même temps qu'Augereau, vit Talleyrand, Barthélemy et Carnot, essaya d'agir sur les journaux et les membres des Conseils. Il offrait la paix définitive et séparée, pourvu que Bonaparte fût désavoué et que l'Autriche entrât en possession des Légations et de Venise, plus des indemnités en Allemagne en compensation de ce que la France voulait garder sur la rive gauche du Rhin. Barthélemy consentait à tout cela, et promettait même davantage, si le « parti de la paix » devait triompher. Mais Baptiste s'aperçut que la majorité des Directeurs appuyait Bonaparte, pour s'appuyer sur lui, et soutiendrait désormais toutes les propositions venues de Mombello. « Bonaparte seul peut faire la paix », écrivit-il à Thugut, « et il peut la faire à telles conditions qu'il voudra. »

IV. — LE DIX-HUIT FRUCTIDOR¹.

Le Directoire républicain avait deux moyens d'action contre ses adversaires : le peuple et les clubs de Paris, comme la Commune en 1793, et l'armée, comme la Convention au 13 vendé-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir la bibliographie du § I^{er} (ci-dessus, p. 349). Le travail le plus récent, celui d'A. Meynier, nie l'existence du « prétendu complot

miaire. Il n'osait pas se servir du peuple. Le nouveau ministre de la Police, Lenoir-Laroche, y aurait été disposé ; on se méfiait de lui et il fut remplacé le 26 juillet. Les amis du gouvernement, anciens conventionnels, bourgeois démocrates, idéologues de l'Institut, qui se groupaient volontiers autour de Benjamin Constant dans le salon de Mme de Staël, avaient fondé, à la fin de juin le « Cercle constitutionnel ». Il tenait séance à l'hôtel de Salm, sur le quai d'Orsay. On y dénonçait les intrigues royalistes, et la présence de plusieurs généraux républicains, Kléber, Jourdan et Menou y fut remarquée. Bientôt on vit reparaître des sociétés populaires à Paris, dans les faubourgs, et les anciens jacobins de province recommencèrent à se réunir. Les députés de la droite prétendaient reconnaître, aux portes de leurs palais, des « buveurs de sang » de 1793. Ils réclamèrent la fermeture des clubs et une loi « provisoire » l'ordonna le 26 juillet. Le Directoire répondit en faisant appel aux armées. Bonaparte fit rédiger et expédier à Paris des adresses en style jacobin, qui parlaient ouvertement de coup d'État militaire. Les Conseils se plaignirent : le Directoire, dans un message du 23 thermidor (10 août 1797) expliqua ces manifestations, qu'il blâmait pour la forme, en dénonçant les tendances contre-révolutionnaires de la majorité, les lois de réaction, la rentrée des émigrés, le refus des crédits indispensables, les attaques contre Hoche et Bonaparte. Enfin il accusait ses adversaires de retarder la paix en « ranimant les espérances de l'ennemi ». Barras avait voté, avec Reubell, pour l'approbation de ce message rédigé par La Revellière. Dès ce moment, le « triumvirat » était constitué ; dans un discours prononcé, le même jour, par le même La Revellière, pour l'anniversaire du 10 août, il révéla son existence et sa résolution de recourir au besoin à la force.

Les Conseils manquaient de cohésion et de moyens matériels

royaliste », qui est au contraire affirmée par A. Aulard (*Histoire politique de la Révolution française*), par Caudrillier (*La trahison de Pichegru*), par Pariset (*La Révolution, 1792-1799*), et par Mathiez (article sur *Le coup d'État du 18 fructidor an V*), cités p. 41, 308 et 349. — Sur les répercussions du coup d'État en province, voir notamment Vuillaume, *Quinze jours de Révolution à Aix* (Aix, 1892, in-8°) ; A. Bernard, *Le 18 fructidor à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône*, dans la *Révolution française*, t. XLVI (1901), p. 193-215. Sur les projets de changement constitutionnel, A. Mathiez, *Saint-Simon, Lauraguais, Barras, Benjamin Constant, etc., et la réforme de la Constitution de l'an III après le coup d'État du 18 fructidor an V*, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, nouvelle série, t. VI (1929) (p. 5-23). Sur la crise financière avant le coup d'État, Francis d'Ivernois, *Tableau de l'an 1797 et de la Révolution du 4 septembre* (sans lieu, 1798, in-8°), et surtout M. Marion, *Histoire financière de la France depuis 1715*, t. IV (Paris, 1925, in-8°). Sur les doctrines financières de Ramel, voir son ouvrage : *Les finances de la République en l'an IX* (Paris, 1801, in-8°).

pour agir. Leur garde constitutionnelle n'était pas sûre, et les insultait parfois. Ils essayèrent de réorganiser la garde nationale, dissoute après le 13 vendémiaire, et de retirer au Directoire le commandement de la gendarmerie. Mais leurs adversaires disposaient à Paris d'environ 20.000 soldats ; ils nommèrent Augereau, envoyé d'Italie par Bonaparte, au commandement de ces troupes ; puis ils appelèrent le chef d'état-major de Hoche, Chérin, au commandement de leur propre garde (28 août). Les principaux chefs du parti hostile au Directoire dans les deux Conseils, se réunirent les 2 et 3 septembre et décidèrent de proposer la mise en accusation du « triumvirat ». Avertis, Barras, Reubell et La Revellière s'assemblèrent à leur tour en séance « permanente » pour l'exécution du coup d'État.

Les mesures prises trahissent l'improvisation et aussi le désir d'éviter l'effusion de sang, même l'illégalité trop criante. Les « triumvirs » paraissent avoir craint leur propre victoire, et de trop devoir aux jacobins ou aux militaires. Le ministre de la Police aurait, semble-t-il, voulu faire appel aux faubourgs. Les trois Directeurs, eux, ne cherchaient qu'à faire une journée parlementaire, à casser les élections, à écarter leurs principaux ennemis politiques. Dans la nuit du 17 au 18 fructidor (3-4 septembre), ils ordonnèrent l'arrestation de Carnot, mais le laissèrent fuir, et se cacher à Paris chez un député de la minorité. Ils essayèrent d'obtenir de Barthélemy sa démission, et ne l'arrêtèrent que sur son refus. Ils firent entourer les Tuileries par les troupes, avant le jour. Treize députés avaient passé la nuit dans un bureau des Cinq-Cents. Ils furent arrêtés et conduits au Temple ; parmi eux Pichegru, Willot et Rovère ; d'autres vinrent ensuite, et furent dispersés par les soldats. Le Directoire ordonna que les membres des deux Assemblées se réuniraient à l'Odéon et à l'École de médecine. Ils s'y rendirent sans excès de hâte. Le soir on en trouva assez pour ouvrir la séance, dite permanente, qui dura ensuite une nuit et quatre jours, avec quelques intervalles.

C'est alors que furent votées, dans les formes légales, et même avec le *quorum* requis, semble-t-il, à partir de l'après-midi du 5, les « lois de fructidor » qui, dans la pensée de leurs auteurs, devaient « fixer à jamais les destinées de la République ». La plus importante porte la date du 19 fructidor (5 septembre). Elle « épure » les Conseils en cassant l'élection de 198 députés, en condamne 33 à la déportation, plus 12 autres « individus », dont Barthélemy, Carnot, Cochon et les 3 condamnés du procès

Brotier. Elle abroge la plupart des lois politiques votées depuis germinal ; visiblement, on veut, en rétablissant les lois de brumaire, en instituant le serment pour les électeurs, assurer pour l'an VI des élections républicaines. On confie au Directoire des pouvoirs exceptionnels : droit de déporter les prêtres, de destituer et de remplacer les juges, de suspendre et d'interdire les journaux pendant un an. Une loi spéciale contre la presse devait être votée le 24 fructidor (10 septembre) : elle condamnait à la déportation environ soixante-dix journalistes et supprimait leurs feuilles. Les deux Directeurs exclus furent remplacés par deux ministres : François (de Neufchâteau) et Merlin (de Douai). A leur place on nomma deux chefs d'administration départementale, Letourneux de Nantes et Lambrechts de Louvain. De nombreux changements eurent lieu dans les emplois militaires, diplomatiques, administratifs. On avait, en somme, réduit au minimum les mesures extra-légales. Le Directoire se garda même d'exécuter les lois de fructidor à la rigueur. Aucun des journalistes frappés de déportation ne subit sa peine. Dix-huit condamnés politiques seulement (sur soixante-cinq) furent transportés à la Guyane, où neuf moururent. Il n'y eut beaucoup de victimes que parmi les prêtres ; il y en eut aussi parmi les émigrés. Mais l'opposition de droite demeura complètement paralysée, et les royalistes n'osèrent plus bouger de longtemps.

Bonaparte, sous le Consulat, devait reprocher à Reubell de n'avoir pas « profité du moment » pour changer la constitution et accroître les pouvoirs, surtout financiers, du Directoire. L'ancien Directeur s'excusa sur la fausseté de Barras et la timidité de La Revellière. Au reste, comme il le dit, les Conseils n'étaient pas si dociles, et trouvaient le Directoire « oligarchique ». La loi du 19 fructidor avait été très remaniée par eux, et ils s'abstinrent de répondre à un message du 21 (7 septembre) qui demandait une révision des institutions financières. C'est seulement par voie législative, et sans toucher aux lois constitutionnelles, que l'on put essayer une réforme, incomplète encore, mais qui préparait celle du Consulat, comme la loi du 19 fructidor annonce, sur certains points, le régime administratif de pluviôse an VIII.

La loi de finances du 9 vendémiaire (30 septembre 1797), œuvre de Ramel, est un très sérieux effort de relèvement fiscal. Elle vise à la fois à rétablir l'équilibre budgétaire pour l'an VI et à supprimer pour l'avenir les causes de déficit. Le résultat est obtenu d'abord par de très importantes réductions des

dépenses, dont le total est ramené d'un milliard, en l'an V, à 616 millions. L'économie porte sur les services publics, surtout sur le budget de la guerre, mais principalement sur le service de la dette, réduit de 260 millions à un peu plus de 83. Cette réduction est obtenue par la « mobilisation », jusqu'à concurrence des deux tiers, des rentes, des pensions et de la dette exigible. Les porteurs seront remboursés du capital en « bons des deux tiers mobilisés », que la spéculation avilira tout de suite, en attendant que le Consulat les répudie, devenant ainsi l'auteur véritable de la « banqueroute des deux tiers ». L'autre tiers sera consolidé, inscrit au Grand-Livre de la Dette publique et exempt à perpétuité de toute retenue. D'autre part, une réforme fiscale est commencée. L'impôt direct est diminué, mais l'arriéré mis en recouvrement, et les pénalités pour non-paiement deviennent sévères. De nouvelles recettes sont demandées, entre autres, à l'enregistrement, à la loterie, aux monopoles, au timbre sur les journaux et les affiches ; enfin à un impôt nouveau, le droit de passe sur les routes. On n'était pas allé du premier coup jusqu'aux réformes fondamentales : établissement d'impôts de consommation et d'une régie des impôts directs. Le temps y conduira, mais trop tard. L'audace des « triumvirs » avait été faible, en finances comme en politique.

Le coup d'État n'avait, en somme, réussi que par l'appui de l'armée. Les Directeurs sentirent le besoin de l'en récompenser. Mais ce ne fut guère qu'en paroles. Les Conseils décrétèrent que toutes les armées avaient bien mérité de la patrie. Deux commissions furent chargées, l'une de proposer un monument à la gloire des combattants, l'autre de prévoir la liquidation du milliard à eux promis par la Convention. Le rapporteur Bailleul avait dit : « Je ne serai content que quand j'aurai vu l'invalides qui se promène sur le boulevard installé dans sa petite propriété. » Des généraux crurent déjà le moment favorable pour se pousser au pouvoir. Jourdan avait prêté « sur son sabre » le serment de haine à la royauté. Masséna et Augereau furent candidats au Directoire, et faillirent passer en tête aux Cinq-Cents. Augereau inquiétait les Directeurs. Ils profitèrent de la mort de Hoche enlevé par la tuberculose le 19 septembre, pour réunir les armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle en une seule, l'armée d'Allemagne, dont ils lui donnèrent le commandement. Moreau avait été rappelé, Kellermann et Beurnonville se retirèrent. Il ne restait plus que deux grands chefs militaires en activité, Augereau et Bonaparte. Mais leur

puissance ne serait plus guère à craindre, si l'on pouvait imposer la paix à l'Europe sans faire encore une campagne. Le Directoire se croyait maintenant assez fort pour cela.

V. — LA PAIX CONTINENTALE : LE TRAITÉ DE CAMPOFORMIO (18 OCTOBRE 1797)¹.

Vainqueurs de leurs ennemis politiques, les « triumvirs » crurent avoir vaincu les ennemis de la nation. Aux yeux de Reubell, la trahison de Barthélemy, voire de Carnot, ne faisait pas plus de doute que celle de Pichegru. Il fit saisir leurs papiers, y chercha soigneusement, y trouva sans doute de quoi aigrir ses soupçons, sans les éclairer tout à fait. La conclusion fut de brusquer les négociations, partout où elles étaient engagées. Si l'ennemi était sincère, on le verrait bien. Reubell écrit : « Le Directoire veut qu'on parle clair, et qu'on finisse » ; et encore : « Il est temps que notre diplomatie ne soit plus autrichienne ni anglaise. »

C'est à Lille qu'on opéra d'abord. Le Tourneur, Maret et Colchen furent rappelés. Reubell les fit remplacer par Treilhard, son ancien collègue à la section des relations extérieures du Comité de Salut public, et Bonnier, chef du bureau diplomatique du Directoire. Ils portèrent à Malmesbury une sorte d'ultimatum. S'il n'était pas autorisé à restituer toutes les conquêtes de l'Angleterre, il devait repartir pour Londres et rapporter de nouveaux pouvoirs. C'était tout remettre en question. Mais le Directoire l'ignorait sans doute. Il avait déjà fait cette demande au début des conférences et ses agents à Lille, puis son ministre Talleyrand, lui avaient laissé croire qu'elle était acceptée. Si c'était vrai, ne pouvait-on aboutir, et imposer une paix avantageuse ? Les instructions à Treilhard et Bonnier prouvent qu'à Paris on croyait, après fructidor, les « circonstances plus heureuses » et le succès probable. Mais Malmesbury ne pouvait céder à ces exigences et partit le 19 septembre, sans esprit de retour. Il était « consterné » et Pitt autant que lui. Aussi s'accro-

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Voir les bibliographies des p. 289, 297, 331 et 343. Sur la rupture de Lille, Ch. Ballot, *Les négociations de Lille*, cité, p. 356, et les ouvrages de J. H. Rose et R. Guyot, cités p. 285. Sur la Hollande, L. Legrand, *La Révolution française en Hollande, la République batave* (Paris, 1895, in-8°), le t. VI de P. Blok, *Geschiedenis van het Nederlandsche Volk* (Groningue, 1904, in-8°). Sur le traité de Campoformio, outre les récits de Sybel et de Sorel, le recueil, beaucoup plus détaillé, de Luckwaldt, cité p. 331.

chèrent-ils aux moindres espérances. Talleyrand avait continué de faire faire à Londres, par divers courtiers bien accrédités, des offres secrètes : le temps, peut-être, de liquider sa position à la hausse. Les Anglais crurent qu'en y mettant le prix on pourrait acheter la paix, garder Ceylan et le Cap. Un arrêté directorial du 29 septembre maintenait Bonnier et Treilhard à Lille pour quinze jours encore. Pitt en profita pour répondre au Directoire sur un ton conciliant. Il songeait à faire repartir Malmesbury. Mais, le 11 octobre, la flotte hollandaise, sortie du Texel pour tenter une opération sur les côtes d'Écosse, était détruite devant Kamperduin par l'amiral anglais Duncan. Tout danger d'invasion en Irlande et en Angleterre semblait disparu. Pitt et Malmesbury lui-même jugèrent qu'il valait mieux continuer la guerre.

Cette rupture devait être de la plus grande conséquence. Désormais, en France comme en Angleterre, on ne croira plus à la possibilité d'un accord, et c'est une lutte impitoyable qui commence. La paix était cependant possible, à des conditions qui ne se retrouveront jamais, et le Directoire ne se trompait pas en pensant que c'étaient les intrigues secrètes de Lille qui l'avaient entravée. Avant fructidor, elles encouragèrent la résistance des Anglais ; après, elles furent cause de l'intransigeance française. Barras et Talleyrand y gagnèrent vraisemblablement, en coups de bourse ou en pots-de-vin, quelques centaines de mille francs. La France y perdit la paix et devait y perdre la liberté, car la rupture de Lille annonce de loin la campagne d'Égypte, la seconde coalition et la dictature de l'an VIII. Dès octobre 1797, elle obligeait le Directoire à faire sur le continent au moins une trêve, et à se soumettre pour cela au « système italien » de Bonaparte.

Le général en chef était alors à Udine, où les Autrichiens venaient enfin de recevoir des pouvoirs en règle pour négocier. Les discussions tournaient à la querelle et la rupture semblait proche. Bonaparte se montrait irrité par tant de lenteurs. A la nouvelle du coup d'État, il prédit à Gallo que l'Europe verrait bientôt « la république de Vienne ». Thugut, longtemps sceptique sur les nouvelles de Paris, dut enfin se rendre à l'évidence. L'Autriche devait céder, ou reprendre la guerre. Ce dernier parti semblant exclu, le mieux était de s'arranger avec Bonaparte, au meilleur prix. Thugut expédia donc à Udine le comte Louis Cobenzl, qu'il jugeait seul de taille à lutter avec un pareil adversaire.

Le comte Cobenzl, avec toutes les formes raffinées de l'ancienne diplomatie, savait parler net et trancher dans le vif. Il avait l'expérience du partage polonais, et s'entendait aux accords pratiques, à la façon de Catherine et de Frédéric. Son arrivée n'interrompit pas la série déjà longue des conférences officielles, où l'on échangeait récriminations et arguties, pour rédiger ensuite de longs et inutiles protocoles. Mais Bonaparte le prit à part presque chaque jour, le plus souvent après dîner, instant où, comme il dit, les Allemands parlent volontiers. Il lui montra, crûment, la mauvaise position de l'Autriche. Elle en était à réclamer l'exécution des préliminaires, la remise des dédommagements promis aux dépens de Venise, et l'abandon de la rive gauche du Rhin. La France, au contraire, avait les mains garnies. La Prusse lui offrait la frontière rhénane, et l'Autriche ne pouvait lui reprendre l'Italie. « Pouvez-vous raisonnablement vous flatter de nous enlever ce dont nous sommes en possession ? » Il n'y avait pas grand'chose à répondre. Mais au cours des discussions, Cobenzl découvrit que Bonaparte et le Directoire n'avaient pas d'accord formel et sans condition, moins encore d'alliance avec la Prusse, et il laissa voir, de son côté, que l'Autriche tenait infiniment à frustrer les Prussiens de toute indemnité en Allemagne. Là-dessus, on pouvait s'entendre, et renoncer à chicaner sur les préliminaires. Bonaparte finit par dire, tout net : « Que voulez-vous en Italie ? — Les trois Légations. — Oui, et Venise aussi, et Mantoue aussi, et le Brescian aussi ! Je serais pendu à Paris, si je vous les donnais. — Et moi, je mériterais d'être mis dans une forteresse, si je ne m'opposais pas à ce que vous ayez jamais Mayence et quoi que ce soit de la rive gauche du Rhin. » On discuta longtemps, âprement, mais sans rompre, jusqu'aux premiers jours d'octobre.

Le 3, Bottol, secrétaire de Barras, arrivait à Udine, porteur de nouvelles importantes. La négociation de Lille était suspendue, Malmesbury en route pour Londres, sans grand espoir de retour. Le Directoire envisageait le cas où l'Autriche et l'Angleterre referaient leur alliance, et où il faudrait recommencer la guerre. Alors, on révolutionnerait toute l'Italie, des Alpes à l'Adriatique. Du reste, même en cas de paix, point de partage avec l'Autriche : « Il n'y a plus personne dans le Corps législatif ni dans le Directoire qui soit dans l'idée de donner des peuples et des villes. » Un plan de campagne était joint, qui servira en 1800 : l'armée d'Allemagne, unifiée sous le commandement d'Augereau, marchera sur Vienne, que l'armée d'Italie menacera

par le sud. On essaiera de soulever la Hongrie. Et, pour décider la Prusse à l'alliance, on ajoutera d'autres dédommagements à ceux du traité de 1796. Reubell avait déjà offert à Sandoz le Hanovre. L'Autriche plierait, ou serait réduite au rang « d'une puissance de troisième ordre ». C'est déjà le programme de 1805, le « système italien » poussé à ses naturelles conséquences.

Bonaparte ne voyait pas encore si loin. Reprendre la guerre était hasardeux : Augereau était un mauvais chef, « regardant toujours derrière lui, incapable de concevoir un grand plan, à peine susceptible d'en comprendre un qu'on lui soumettrait ». Puis l'hiver approchait, et la neige commençait à couvrir les montagnes : plus d'invasion à tenter en Autriche. Au lieu qu'en Orient tout semble possible, et même aisé. Dans presque chacune des lettres qu'il écrit alors au Directoire et à Talleyrand, Bonaparte parle de Constantinople et de l'Égypte. A l'entendre, soit qu'on fasse la paix avec l'Angleterre en lui cédant le Cap, soit qu'on rompe tout à fait avec elle, c'est là qu'il faut prendre des sûretés. « La République française », a-t-il dit aux Autrichiens, « regarde la Méditerranée comme sa mer ; elle veut y dominer. » Enfin il faut organiser l'Italie.

Bonaparte a, depuis fructidor, de grandes vues politiques. Il critique la constitution de l'an III. Il trace, pour l'Italie provisoirement, le plan d'un régime à son goût, où le Corps législatif, « impassible, sans yeux et sans oreilles pour ce qui l'entoure, n'aurait pas d'ambition ». Mais tout cela requiert la paix du continent. Pour que le Directoire l'accepte, il faut lui promettre la rive gauche. Non pas tout de suite. On reprendra l'affaire plus tard, au Congrès de l'Empire. Pour le moment, l'Autriche, dans des articles secrets, ne promettra de céder, sauf ratification par un Congrès des princes de l'Empire, que les deux tiers du pays rhénan, le Palatinat, la vallée de la Moselle, avec Mayence, laissant en dehors les États ci-devant prussiens, afin de refuser aux Hohenzollern toute compensation sur la rive droite. En échange, elle recevra l'archevêché de Salzbourg et la partie du cercle de Bavière située entre Salzbourg, l'Inn et le Tyrol ; de plus, en Italie, l'Istrie, la Dalmatie et les îles de la côte, Cattaro, Venise et la Terre ferme jusqu'à l'Adige. La France gardera le reste pour la Cisalpine, et les îles Ioniennes pour elle-même. Tel est le programme que Bottot rapporta à Paris. Trêve, en somme, plutôt que paix, et ajournement de la plus grosse difficulté : la cession de la rive gauche du Rhin. Cobenzl, au reste, l'entendait bien ainsi : « C'est l'Adige ou la

guerre», écrit-il le 7 octobre à Thugut. Il faut donc céder. Mais les affaires d'Allemagne et la présence des Français en Cisalpine fourniront « vingt moyens » de recommencer la lutte. L'important est d'avoir un pied en Italie et de rompre l'accord des Français avec la Prusse. Thugut finit par se laisser convaincre. Le 12, il autorisait Cobenzl à conclure. Les signatures du traité dit de Campoformio furent échangées à Passariano le 18 octobre. Vainement Bonaparte avait, presque à la dernière heure, essayé d'arracher aux Autrichiens des concessions supplémentaires par une scène de violence dont il a fait plus tard, à Sainte-Hélène, un récit dramatique et fantaisiste en grande partie, quoique longtemps indiscuté.

Dans la nuit du 25 au 26 octobre, Monge et Berthier arrivèrent à Paris avec le texte du traité. La Revellière, qui les reçut, fut surpris de leur empressement à en vanter les conditions avant même qu'il eût ouvert les dépêches. Au Conseil des Directeurs, les figures s'allongèrent. L'Autriche avait bien cédé sur le Rhin. Elle abandonnait, quoique en secret, le principe de l'intégrité de l'Empire. Elle entraînait enfin dans la voie des sécularisations et des indemnités. Mais en somme, quoique vaincue, elle ne perdait rien, ni en Allemagne, ni en Italie, puisqu'elle échangeait la Lombardie contre les terres vénitiennes et s'indemnissait au nord des Alpes de ses pertes à gauche du Rhin. En outre, elle empêchait la Prusse de s'agrandir, et si la France, à la paix de l'Empire, atteignait en fin de compte le Rhin, l'Autriche aurait droit à une nouvelle compensation. L'avantage matériel principal revenait donc, en tout cas, à l'Autriche, et la France révolutionnaire reniait ses principes, en Italie comme en Allemagne. A Lille, la République avait refusé la paix pour ne pas « vendre » ses alliés. A Campoformio, elle se faisait « marchande de peuples » et quittait l'alliance prussienne pour un accord coûteux, précaire, avec l'Autriche. En outre, il faudrait défendre contre un dangereux voisin, la nouvelle république d'Italie, si difficilement accessible par terre : tâche impossible, à moins d'écraser l'Angleterre, ou d'entreprendre de nouvelles conquêtes.

Au Directoire, les diplomates de l'an III, Reubell et Merlin montrèrent ces dangers. Sieyès, à la commission des Cinq-Cents, réclama vainement le texte des articles secrets, et dit tout net : « Ce n'est pas une paix que ce traité, c'est l'appel à une nouvelle guerre. » Mais la France était si lasse que personne n'osait prendre la responsabilité de l'obliger à combattre encore. Au seul

bruit du traité, la joie populaire avait éclaté avec une force invincible. Pouvait-on refuser la paix, après avoir accusé les victimes de fructidor de vouloir l'empêcher ? Au Directoire, La Revellière, Barras et François (de Neufchâteau) firent une majorité pour l'approbation. Quand le traité fut transmis aux Conseils, ce fut un triomphe pour Bonaparte. A son nom, dit un témoin, « tous les chapeaux volaient en l'air ». Talleyrand lui écrivit pour célébrer cette paix « à la Bonaparte ». Il montrait « le Directoire content, le public enchanté... On aura peut-être quelques criaileries d'Italiens, mais cela est égal... » Le 1^{er} novembre, il profita de la présentation officielle de Berthier et de Monge au Directoire pour dire leur fait aux « quelques républicains » qui retenaient encore « l'épanchement de leur joie ». Avait-on le droit de prolonger la guerre ? « Qui donc, après tant de combats, oserait dire à nos armées : Vous n'avez pas assez vaincu ? » La séance finit au milieu d'acclamations et d'effusions larmoyantes, et personne, dit le *Journal de Paris*, n'écoula plus « les politiques sourcilleux qui voulaient recueillir l'huile au moment où l'olivier vient d'être planté ».

L'agent prussien Sandoz observait dès ce moment que la réputation de Bonaparte « commandait le respect et le silence », et que désormais il pouvait « prétendre à l'autorité ». Les Directeurs apparemment s'en doutèrent. Puisqu'il avait tant fait, on voulut compter sur lui pour achever l'ouvrage, avant d'en tirer profit. Le jour même (26 octobre) où le traité fut connu, un arrêté nomma Bonaparte au commandement de l'armée d'Angleterre. Un autre, du 31 octobre, lui confiait la présidence de la légation française au Congrès d'Empire à Rastatt. Ainsi s'achevait, cette fois avec l'assentiment explicite des gouvernants et l'approbation enthousiaste d'une opinion mal éclairée, l'évolution commencée en 1796 dans la politique étrangère de la France. A l'automne de 1797, les destinées de la République sont fixées. Fructidor a écarté la réaction royaliste, mais a livré le pouvoir réel à Bonaparte, et la rupture de Lille oblige de lui confier toute la diplomatie. Après Campoformio, les tendances impériales et déjà romaines qu'il a senties s'éveiller en lui à Mombello vont dominer la politique française, si étrangères qu'elles soient, au fond, aux traditions et à la volonté même de la nation.

CHAPITRE IV

LA « GRANDE NATION »

LA MAINMISE FRANÇAISE SUR L'EUROPE

(octobre 1797 - avril 1798)¹

On a répété souvent, après Napoléon et d'après lui, que deux ans après Campoformio le Directoire avait gâché l'œuvre du général victorieux et pacificateur, troublé la paix intérieure, ameuté l'Europe, mis la France à deux doigts de sa perte. Sorel dénonce son arrogance dès le lendemain de fructidor, et d'autres sa pusillanimité. De fait, il a commis beaucoup de fautes, mais c'est plutôt par goût et habitude des compromis et des solutions intermédiaires. Bourgeois moyens, hommes du centre, et qui vieillissent, les Directeurs s'acharnent à maintenir, en France, un équilibre alors impossible entre l'esprit de l'ancien régime et celui de la Révolution. En même temps il leur faut, en quelques mois, incorporer à la nation, assimiler quatre millions de nouveaux Français, Belges, Luxembourgeois, Allemands de la rive gauche, tenir tête à l'Europe continentale, à peine contrainte à la paix, protéger et contenir à la fois les républiques italiennes, désarmer, s'il se peut, ou vaincre l'Angleterre. Ce qui frappe, c'est que la crise, qui aurait dû se produire tout de suite, n'a éclaté qu'après Aboukir et la ruine des rêves orientaux de Bonaparte. Jusque-là, et pendant plus d'un an après fructidor, les France parut si forte, et son gouvernement si bien établi, que le Directoire put parler très haut en Europe, agir à sa guise en somme, ébaucher

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Les mêmes qu'au chapitre précédent, et spécialement Sybel, Sorel (cités p. 29), R. Guyot (cité p. 285). Les biographies de Napoléon donnent naturellement une place importante aux événements de 1797-1798. Voir surtout J. H. Rose (cité p. 285), A. Fournier (cité p. 331), et F. M. Kirchsen, *Napoleon I., sein Leben und seine Zeit*, t. III (Munich et Leipzig, 1914, in-8°), assez complet et très abondamment illustré. — Il n'y a pas de travail général sur l'expansion française de 1797-1798. Le *Recueil des actes du Directoire exécutif* s'arrêtant au 3 février 1797, on se reportera, pour les pièces essentielles de la politique extérieure française, à Pallain, *Le ministère de Talleyrand sous le Directoire* (Paris, 1891, in-8°), recueil de dépêches et rapports du ministre, et pour les relations internationales en général, au recueil d'A. Aulard, J. Basdevant et B. Mirkine-Guétzévitch, cité p. 285.

déjà une sorte d'Empire français. Sans doute cet État nouveau serait demeuré viable en deçà des limites naturelles, si quelques années de paix démocratique avaient permis de l'organiser, d'y intéresser la nation elle-même, qui peut-être dès lors se serait sentie tout entière la « Grande nation », comme on l'appelait maintenant au delà des frontières.

Mais déjà prévalait dans les Conseils de la république cette sorte d'outrance hâtive, fébrile, que le jeune général corse avait consacrée par son génie et ses succès. Les gouvernants d'alors, terroristes apaisés ou girondins enhardis sur le tard, s'en laissèrent, dirait-on, imposer l'exemple. Il devait être fatal pour la France, et d'abord pour eux-mêmes, légistes sans véritable audace, soucieux des formes et, au fond, empêtrés de scrupules et d'égards envers leurs adversaires, sauf pourtant les étrangers, qui souvent les auraient mérités davantage et peut-être s'en seraient, à la rigueur, contentés.

I. — LA FRANCE APRÈS FRUCTIDOR : LA DICTATURE DU DIRECTOIRE ET LES ÉLECTIONS DE 1798¹.

On a vu combien les « triumvirs » et leurs amis politiques avaient été timides à tirer parti de leur victoire, à « profiter du moment », comme dira Bonaparte après son coup d'État à lui, pour lequel l'expérience des autres lui devait servir. Étant admis que la « révolution » de fructidor devait être, comme toujours, la dernière, on s'efforça de la réduire au minimum, au moins dans la forme. Au reste, les thermidoriens du gouvernement et

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Outre A. Aulard, *Histoire politique de la Révolution française* (citée p. 41) et les histoires du Directoire, spécialement Sciout (cité p. 297) et G. Deville (cité p. 317); voir, sur les élections de l'an VI et le « coup d'État » de floréal, A. Meynier, *Les coups d'État du Directoire*, t. II : *Le 22 floréal an VI et le 30 prairial an VII* (Paris, 1928, in-8°). — Sur la presse, A. Mathiez, *Le Bureau politique du Directoire*, dans la *Revue historique* t. LXXXI (1903), p. 52-76; Labadie, *La presse bordelaise pendant la Révolution* (Bordeaux, 1910, in-8°); G. Brégail, *Chantreau, journaliste et professeur sous le Directoire*, dans les *Annales révolutionnaires*, t. XIII (1921), p. 23-36. — Sur la politique religieuse du Directoire après fructidor, L. Sciout, *L'Église et la Constitution civile du clergé*, t. IV (Paris, 1884, in-8°); V. Pierre, *La déportation ecclésiastique sous le Directoire* (Paris, 1896, in-8°, publication de la Société d'histoire contemporaine); A. Mathiez, *La théophilanthropie et le culte décadaire*, citée p. 312; du même, *Contributions à l'histoire religieuse de la Révolution française* (Paris, 1907, in-16); du même, *La Révolution et l'Église*, cité ci-dessus p. 60; P. de la Gorce, *Histoire religieuse de la Révolution française*, t. IV, et les autres histoires d'ensemble mentionnées ibid.. — Sur les changements dans le personnel diplomatique, F. Masson, *Le Département des Affaires étrangères pendant la Révolution*, cité p. 84, et A. Dry, *Soldats ambassadeurs sous le Directoire* (Paris, 1906, 2 vol. in-8°).

de la majorité ne craignent rien tant que d'outrer leur succès et de ressusciter, en frappant trop fort sur les réacteurs, la fameuse « hydre de l'anarchie ». Barras n'était occupé, lui, qu'à prendre le vent, et à rester aux affaires pour s'enrichir et s'amuser. Reubell, La Revellière, et leurs nouveaux collègues, Merlin (de Douai) et François (de Neufchâteau) qui s'attelaient à leur tâche politique sans bas intérêts, par goût du pouvoir et aussi du bien public, voulaient garder le « juste milieu » et croyaient sincèrement pouvoir y réussir. Mais leurs procédés différaient, comme leurs tempéraments. Reubell et Merlin étaient des praticiens autoritaires, retors et vigoureux tout ensemble, formés dans les prétoires, l'un à la barre, l'autre au parquet, à ne pas croire beaucoup en la bonté originelle de l'homme, habitués aussi à se tenir pour quittes, quand ils avaient conclu ou requis, et à s'incliner devant la majorité de leurs collègues ou même des assemblées. La Revellière et François tiennent plus du genre « sensible » à la Jean-Jacques ; l'un s'émeut, en prononçant ses discours, du son de sa propre parole, et l'autre se dit, par circulaire aux fonctionnaires de son ressort, « persuadé que c'est surtout au sentiment à conduire les hommes ».

Ainsi la politique du Directoire, après fructidor, tend à deux fins, poursuivies ensemble : d'une part, diriger la nation et la convaincre, maintenir la république modérée, fût-ce en « guidant », d'une main plus ferme qu'adroite, les choix populaires et les votes des élus ; d'autre part, y gagner l'opinion par la propagande écrite et parlée, par tout ce qui peut séduire ou entraîner. Ces anciens Conventionnels, élus, en 1792, d'une infime minorité, savent bien qu'en cinq ans de révolution et de guerre, la république s'est encore peu acclimatée en France. Ils se résignent mal, ou trop tard, à admettre quels avantages concrets, matériels, la masse demande au nouveau régime, pour s'y attacher et le défendre. S'ils l'aperçoivent parfois, c'est pour s'effrayer de la tâche, pour quoi leur manquent les moyens, l'audace, le temps surtout. Pourtant, en dépit des violences, des maladresses qu'on lui reproche, le « second Directoire » a laissé une œuvre très durable, notamment en matière financière, administrative, économique. Il a préparé le travail, et souvent fait le lit des réformateurs de l'an VIII. Ceux-ci laisseront même plus d'une fois détruire, dans l'intérêt du pouvoir personnel, ce que les républicains des années VI et VII avaient construit de mieux, sans gloire sinon sans peine.

Ce qu'on blâme le plus, d'ordinaire, est la façon dont les fruc-

tidoriens traitèrent le corps électoral. Du moins peut-on faire remarquer que les « coups d'État » de floréal an VI et de prairial an VII n'ont ruiné la constitution qu'à cause de sa précision extrême. Un texte comme celui des lois de 1875 pourra rendre licites, puvu qu'elles aient forme législative, des mesures qui contredisent l'esprit même de la constitution. Mais celle de l'an III ne laissait guère de place à l'arbitraire légal ni même aux compromis nécessaires entre les pouvoirs rivaux. Il fallait forcer, où du moins tourner les textes. Merlin (de Douai) s'y entendait entre tous. En l'an V déjà, c'est lui, et François son collègue de l'Intérieur, qui auraient dû s'occuper de préparer les élections, alors judiciaires et administratives autant que politiques. Ils semblent l'avoir cru superflu, ou plutôt vain, faute de moyens pécuniaires. Après le coup d'État, ce fut autre chose.

D'abord, on pouvait bâillonner la presse d'opposition : la loi du 19 fructidor permettait au Directoire de suspendre ou de supprimer, par arrêté motivé, les feuilles qui lui déplaisaient. Ne purent guère paraître, en fait, que les journaux « patriotes », et tous furent « encouragés » plus ou moins, sauf l'*Ami des lois*, de Poultier, qui se fit gloire d'être gouvernemental par principe et sans récompense. Les écrivains indépendants — du Directoire, s'entend — n'imprimèrent plus que des brochures, sans action hors de Paris, car la poste ne transportait pas tout indifféremment. Du reste, il y eut peu de journalistes indociles. Ceux qui étaient, par la loi de fructidor, condamnés à la déportation ou décrétés d'arrestation, purent échapper sans peine et certains rentrèrent en grâce, ayant fait preuve d'un prompt repentir, mué bientôt, pour quelques-uns, en gratitude active.

On exclut du droit de suffrage, toujours au nom de la loi du 19 fructidor, quiconque refusait le nouveau serment de haine à la royauté et à l'anarchie, d'attachement et de fidélité à la République et à la constitution. Les émigrés furent poursuivis avec une extrême rigueur. En quinze mois, les commissions militaires devaient en faire exécuter près de deux cents. L'incapacité politique était étendue à leurs parents jusqu'au troisième degré. Même une loi du 9 frimaire an VI (29 novembre 1797), bannit du territoire, sauf exceptions motivées — assez nombreuses il est vrai — tous les ci-devant nobles. A plusieurs reprises, il fut question de les transporter outre-mer pour coloniser des terres à conquérir, au Canada, en Égypte ; Bonaparte avait demandé en vain qu'on les envoyât en Italie, où il trouverait à les employer.

Les prêtres catholiques furent traités avec encore plus de rigueur. Constitutionnels, soumissionnaires ou réfractaires, réguliers ou séculiers ayant ou non charge d'âmes, ils durent, sur tout le territoire, la ci-devant Belgique comprise, prêter un nouveau « serment », identique à la « déclaration » exigée des électeurs et fonctionnaires, et sous peine de la déportation, prononcée individuellement, par arrêtés du Directoire. En vain les constitutionnels, réunis en concile à Paris, le 22 fructidor an VI (8 septembre 1798), essayèrent, en se soumettant à l'État, de se réconcilier et de le réconcilier avec Rome. En vain une part importante des soumissionnaires (le tiers environ) et même des réfractaires (un cinquième) se conformèrent à la loi, surtout à Paris, pour garder les églises. La répression fut très sévère, et suivie avec persévérance. Il y eut de très nombreux arrêtés de déportation : 1.448 en l'an VI, plus 8.200 (la plupart collectifs) dans l'ancienne Belgique ; 258 transportations à la Guyane, et même quelques condamnations à mort. Le clergé terrorisé semble, cette fois, n'avoir pris aucune part à la lutte électorale. Et personne n'osa le défendre, au moins ouvertement. La haine contre les prêtres unissait encore, par trop de récents souvenirs, les hommes politiques républicains de toutes nuances, « philosophes » du milieu académique, ex-nobles incrédules ou esprits forts d'Ancien régime, ex-curés ou ex-moines passés à la vie séculière.

Les adversaires qu'on jugeait les plus redoutables ainsi mis à l'écart, restait à décider la masse en faveur du gouvernement. On avait six mois devant soi jusqu'aux élections, restées fixées à la date constitutionnelle du mois de germinal (mars-avril). Merlin et François se mirent à l'œuvre, avec plus de décision et de méthode que de scrupules. Dès le lendemain du coup d'État, les administrations publiques avaient été « épurées » du personnel suspect de royalisme (on disait encore d'« aristocratie »). Talleyrand lui-même fit une belle circulaire, où point l'ironie, pour menacer de révocation les agents de son ministère qui ne prendraient pas hautement le titre de citoyen, « signe glorieux de notre régénération ». Le travail fut étendu (la loi de fructidor le permettait) aux corps élus, départements, communes, tribunaux. Les nouveaux choix eurent lieu, comme ceux de l'an IV, avec l'agrément ou même sur la désignation des députés amis. Souvent, au reste, ils tombèrent sur des hommes jugés, après coup, trop avancés, et qui ne tardèrent pas à être remplacés eux-mêmes dans leurs fonctions. Déjà Sotin, nommé ministre de la

police avant le coup d'État, et qui contribua beaucoup à le faire réussir, avait paru trop jacobin. Son secrétaire général était Tissot, futur professeur de poésie latine au Collège de France, mais ancien Robespierriste et beau-frère du Conventionnel Goujon, l'une des victimes de prairial an III. Pour excès de zèle, Tissot et Sotin furent révoqués ; le ministère de la Police échut à Dondeau, ami et créature de Merlin, et qui eut soin de se déclarer, par écrit, à égale distance du royalisme et de l'anarchie.

C'est précisément l'espèce de candidats que le Directoire souhaitait voir élire. Il l'indiqua clairement aux électeurs par des proclamations, des discours, des articles dans la presse officielle. Il en instruisit les fonctionnaires par des circulaires répétées, où François (de Neufchâteau) exerçait son style élégant et sa belle écriture. Mais il fallait trouver de bons candidats. Le gouvernement engagea donc ses commissaires près les départements à composer eux-mêmes les listes, en y inscrivant d'abord leurs propres noms.

Le programme de ces candidats officiels fut, semble-t-il, à peu près partout le même. C'est d'abord ce qu'on appellerait de nos jours l'anticléricalisme, ou du moins la « laïcité ». Les adversaires de l'Église catholique se groupèrent, au début, dans les réunions théophilanthropiques. Soutenus par Sotin et La Revelière, subventionnés — assez peu — sur les fonds secrets de la police, les théophilanthropes réunirent, dans l'hiver 1797-98, de nombreux adhérents dans les villes, à Paris principalement. On leur fit place dans toutes les grandes églises, à côté des autres cultes ; il y avait foule à leurs cérémonies, et un rapport du bureau central affirme le 19 nivôse an VI (8 janvier 1798) que le curé de Saint-Sulpice disait avoir eu « le cou coupé » par les progrès de la nouvelle religion républicaine. Mais le gouvernement paraît s'être effrayé de leur évolution vers la démocratie. Au club de la rue du Bac, à Paris, que des « philosophes » avaient fondé, on fit des motions qui tendaient à établir, sans changer la constitution, un suffrage quasi universel. Au club de Salm, qui groupait, on se le rappelle, les directoriaux avant fructidor, Benjamin Constant précisa, le 9 ventôse an VI (27 février 1798), qu'on pardonnait aux terroristes, mais non aux babouvistes, ennemis de la propriété. Les sociétés politiques plus ou moins jacobines continuèrent à se reformer ou à se fonder, à Paris et en province, mais le gouvernement s'inquiéta de leur action. Par prudence, et peut-être pour garder au moins la neutralité des patriotes demeurés catholiques, il voulut diriger

lui-même, en l'empêchant d'aller aux extrêmes, le mouvement contre l'Église, et il organisa le culte décadaire, espèce de religion civique, sans dogmes, qui pouvait à la rigueur se concilier avec la foi chrétienne, sinon avec les pratiques. Il rendit obligatoire le calendrier républicain, la célébration et le chômage du décadi (plus l'après-dînée du quintidi). Cela changeait trop brusquement les habitudes : ateliers, bureaux, écoles fermaient à des jours différents, dispersant les familles. Même les ex-sans culottes, petites gens dont on dérangeait le travail et qu'on ruinait en fêtes, s'ennuyèrent vite aux prêches officiels des cérémonies décadaires ; ils allaient au club, au temple théophilanthropique (Louvel y fut assidu), voire à l'église, écouter d'autres discours, que les fonctionnaires, candidats députés, n'aimaient pas. Des rapports qui parvinrent bientôt de toutes parts, les fructidoriens conclurent que les élections pouvaient n'être pas excellentes. Il arrivait de plus en plus que les Conseils, la constitution, le régime représentatif, les fonctionnaires à « myriagrammes » fussent attaqués dans les réunions jacobines, où l'on remarquait des gens naguère connus comme royalistes ou « fanatiques ». La collusion, jadis signalée tant de fois, entre les deux partis extrêmes, le « royalisme à bonnet rouge » semblait reparaître. Le Directoire le dénonça à plusieurs reprises, de janvier à mars 1798, dans ses messages ou proclamations.

Il s'était, à toutes fins, ménagé un moyen de corriger les résultats du scrutin, s'ils étaient contraires à ses vœux. C'était celui auquel Reubell avait songé trop tard l'année précédente, après les élections du nouveau tiers : confier la vérification des pouvoirs des députés entrants aux deux Conseils encore en fonctions, les sortants y compris ; remettre ainsi aux représentants non réélus le pouvoir d'invalider leurs concurrents. Il y avait, en comptant les sièges vacants par extinction ou par l'effet de la « révolution » du 4 septembre précédent, 437 députés à élire, soit plus de la moitié de l'effectif légal de chaque assemblée ; en réalité plus des quatre cinquièmes, 532 seulement étant encore en fonctions : quatre juges sur cinq seraient partie dans leur propre cause. De là au système de cooptation qui servira pour le Sénat consulaire, la différence est mince. Une loi du 12 pluviôse (31 janvier 1798) en ordonna ainsi. Dans l'intervalle du mois de floréal (avril-mai), qui devait séparer le scrutin de la nouvelle session, on aurait le temps de faire, au besoin, une sorte de Fructidor préventif, demi-coup d'État dans le genre des futures ordonnances de 1830.

Le 4 ventôse (21 février) comme le scrutin approchait, le ministre de la police Dondeau fit adopter au Directoire un plan de campagne qu'il crut décisif. C'était d'employer comme agents politiques dans les départements les inspecteurs de la taxe des routes, fonctionnaires non encore nommés qui devaient surveiller la perception de ce nouvel impôt indirect, créé par la loi de finances de l'an VI. Ils correspondraient directement avec le ministre, en style convenu qui paraîtrait ne se rapporter qu'à leur office. Merlin, assez naturellement secret, et qui, en séance du Directoire, prenait parfois des notes cryptographiques, est peut-être l'auteur de ce procédé romanesque. Les frais de tournée et de régie des inspecteurs servirent à masquer, dans le budget, les subventions électorales, d'ailleurs très modestes. Chaque commissaire départemental reçut quelques centaines, rarement quelques milliers de francs. Certains les refusèrent. La plupart employèrent cette manne de leur mieux pour une cause qui, une fois sur deux au moins, était la leur. C'étaient souvent d'anciens députés non réélus, de futurs préfets du Consulat. Ils négligèrent peu de moyens. Sans doute usèrent-ils de l'influence des loges maçonniques, mais on sait mal dans quelle mesure et avec quel effet : d'ailleurs peu de loges, semble-t-il, étaient reconstituées, et il y en avait de royalistes. A l'approche du scrutin, ils réclamèrent et obtinrent la fermeture des clubs, la suspension des journaux qui les combattaient ; s'il y avait des troubles ou s'ils en craignaient, ils faisaient décréter l'état de siège par le Directoire (notamment à Lyon, à Saint-Étienne, et dans les départements belges). Les tièdes ou les suspects d'« exagération » étaient révoqués : le chef du bureau central de Paris, sorte de préfet de police, fut destitué au milieu de la période électorale.

Les assemblées primaires furent calmes. L'idéal des journaux officieux eût été que toutes élussent, comme celle de Clichy, uniquement des fonctionnaires nommés ou maintenus après fructidor. Mais il en fut autrement, et les électeurs désignés étaient le plus souvent, dans les villes surtout, d'opinion avancée. L'administration prépara donc, pour les opérations du second degré, des cas de nullité, des dossiers de plaintes pour fraudes, des scissions : on prétend qu'à Paris le local de l'assemblée scissionnaire prévue fut retenu d'avance. Au scrutin du second degré (9-18 avril), dans les trois quarts des départements, la liste de gauche fut élue régulièrement ; souvent, semble-t-il, il y avait eu coalition avec la droite et quelques « royalistes à

bonnet rouge » passèrent. Ailleurs (vingt-six départements, y compris la Seine), les modérés, en minorité, firent scission, et deux listes furent proclamées (trois parfois). Les vaincus craignirent qu'en vérifiant les résultats l'un après l'autre, l'ancien Corps législatif n'eût pas fini à temps : le 22 floréal (11 mai), une loi spéciale fixa la liste des députés admis, après examen des procès-verbaux et marchandages dans le secret d'une commission de cinq membres. C'est cette loi qui réalisa ce qu'on a appelé le « coup d'État » du 22 floréal.

Cent six nouveaux élus étaient exclus, deux en tant que royalistes, les autres en tant qu'« exagérés », sous divers prétextes de forme. Cinquante-trois se virent préférer des candidats ayant recueilli moins de voix. Les cinquante-trois autres ne furent pas remplacés. Dans quelques départements, tels que la Haute-Vienne, toute la représentation fut invalidée. Le parti directorial disposait désormais d'une majorité assurée d'environ cinquante voix dans les deux Conseils. Mais la façon dont il se l'était procurée, mélange de violence hypocrite et de camaraderie parlementaire, devait lui gagner peu d'amis et lui faire perdre l'appui de nombreux républicains sincères. Sieyès, validé par décret spécial, fut très froissé par cette sorte de grâce. Roger Ducos, Gohier, le général Moulin, invalidés, reviendront en l'an VII et remplaceront au Luxembourg leurs adversaires de l'an VI. Surtout, symptôme fâcheux pour un gouvernement appuyé sur l'armée, les militaires en activité ou licenciés s'attendaient à être payés de leur rôle au 18 fructidor, et se voyant mal servis, passèrent, ou peu s'en faut, à l'opposition. Déjà les pensionnés pour blessures, réduits à la gêne par l'opération du tiers consolidé, se plaignaient que leur pension ne fût pas comptée comme revenu pour l'établissement des listes électorales. Des officiers, élus et invalidés, ne cachaient pas leur mécontentement. Beaucoup de députés leur donnaient raison. Pour remplacer au Directoire François (de Neufchâteau), exclu par le sort le 10 mai, il y eut beaucoup de candidats militaires. Les Cinq-Cents en admirèrent trois sur leur « liste décuple ». Les Anciens nommèrent un civil, Treilhard, ancien Conventionnel thermidorien, plénipotentiaire à Rastatt. Sorti du Corps législatif depuis un an moins quatre jours, il aurait dû être, à la rigueur, tenu pour inéligible. Les jacobins et les militaires s'en souviendront un an plus tard.

Le Directoire, au reste, semblait avoir senti déjà le danger de provoquer leur rancune. S'il maintint la fermeture des clubs

démocratiques, et fit renouveler pour un an, par une loi, ses pouvoirs dictatoriaux sur la presse, il distribua aux plus redoutables des exclus de prairial des fonctions importantes d'administration ou de diplomatie. Le général le plus remuant, Bernadotte, alla occuper l'ambassade de Vienne, tandis que Sieyès était désigné pour Berlin. Lamarque fut nommé à Stockholm, Ginguéné à Turin, Sotin à Gênes. Il semble qu'on ait voulu lâcher sur les pays monarchiques ou aristocratiques voisins de la France les « exagérés » tenus pour dangereux dans l'intérieur. Bonaparte avait recommandé cette politique. Sans doute a-t-elle contribué, avec les réformes diverses entreprises en l'an VII, à retarder jusqu'aux élections la nouvelle crise constitutionnelle que certains prédisaient déjà. Mais pour l'éviter tout à fait, il aurait fallu maintenir la paix, et la propagande au dehors la mettait en péril, au moment même où, en Europe, tant de forces hostiles travaillaient à la rompre.

II. — L'ANGLETERRE FACE A LA FRANCE (OCTOBRE 1797-AVRIL 1798)¹.

Le 19 octobre 1797, Bonaparte se mit en route, à travers la Suisse, pour aller à Rastatt échanger avec les Autrichiens les ratifications de la paix de Campoformio. Le même jour, une proclamation du Directoire appelait les Français à la croisade antibritannique : « Que l'armée d'Angleterre aille dicter la paix dans Londres... La Grande Nation vengera l'univers... Il n'y a dans toute la république qu'une opinion et qu'un vœu : Guerre au Cabinet de Saint-James ! » La Revellière, auteur de cette pièce d'éloquence, avait raison de faire appel à des passions qu'il savait vivaces. Mais il avait tort de promettre aux « héros républicains » qu'ils trouveraient des auxiliaires en Angleterre même. La nation anglaise allait soutenir le choc, et cette fois sans fléchir. Menaces et bravades ne servirent qu'à réconcilier, outre-Manche, pacifiques avec belliqueux, « jacobins » avec loyalistes, Pitt et Canning avec Grenville et Windham. Quand Malmesbury était revenu de Lille, Canning avait remis

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Ceux qui ont été indiqués p. 290, 324 et 339, et, en outre, sur la guerre maritime, H. F. B. Wheeler et A. M. Broadley, *Napoleon and the invasion of England* (Londres, 1910, 2 vol. in-8°) ; sur l'Angleterre, la Prusse et l'Autriche, *Cambridge history of British foreign policy* (citée p. 25), t. 1^{er}, appendice D. — Sur les Polonais et la Russie, S. Askenazy, *Napoléon et la Pologne*, t. 1^{er} (Paris, 1925, in-8°).

à Pitt un mémoire, enfoui depuis dans le secret des archives, où il plaidait pour la reprise des pourparlers, et, à mots couverts, pour une paix sans victoire. C'est, disait-il alors, « mon pamphlet jacobin ». A présent il venait de se faire, avec Hookham Frere, l'*editor* d'un autre pamphlet, public et périodique celui-là et qu'il appela, sans doute en souvenir de l'autre, l'*Anti-jacobin*. Le premier numéro parut le 20 novembre 1797, un mois après la proclamation du Directoire.

De fait, et même pour les amis que la France avait naguère encore en Angleterre, l'heure paraissait venue du *bellum internecivum*. Ils avaient cru, répété, que les Français voulaient seulement défendre leur liberté politique, et leurs frontières naturelles. Et voilà que le traité de Campoformio, dans son texte public, montrait la France installée en Italie, y créant une république sujette, partageant les États de Venise avec l'Autriche, cherchant déjà, par l'Adriatique, ses voies vers l'Orient. Et que recélaient encore les articles secrets, dont chacun devinait l'existence? Quelles ambitions lointaines nourrissait ce gouvernement du Directoire, qui venait de nommer un amiral, Truguet, ambassadeur à Madrid, avait cherché et cherchait encore à extorquer la Louisiane à l'Espagne, un morceau du Brésil au Portugal? N'annonçait-il pas publiquement la ruine de l'empire anglais, l'invasion, le pillage de la Grande-Bretagne elle-même, jusqu'à mettre en loterie le butin, par cet emprunt « pour la descente en Angleterre » remboursable avec primes sur les produits de la conquête (loi du 16 nivôse an VI, 5 janvier 1798)? Quelle preuve à l'appui des prophéties du vieux Burke, mort trop tôt (juillet 1797) pour les voir réalisées!

Heureusement, aux yeux des Anglais, le mal ne paraît pas sans remède. Le Directoire n'a plus, dans l'Atlantique, l'avantage du nombre des navires. Son escadre de Brest, très éprouvée l'année précédente, n'a pas été remise en état. Depuis le début de l'automne, il n'a plus à compter sur l'armée navale hollandaise; le 11 octobre, l'amiral De Winter, sorti du Texel, s'est fait battre à Kamperduin par Duncan, et il lui faudra du temps pour se refaire. Ainsi, pas de danger d'invasion immédiate. Tout peut changer cependant, si les Français amènent dans l'Atlantique l'escadre de la Méditerranée qui, renforcée de vaisseaux pris à Venise, pourra débloquer les Espagnols de Cadix. Peut-être même le grand péril est-il ailleurs que sur mer. Les républicains occupent l'Italie, ils vont, sans doute, occuper la Suisse, et la paix de l'Empire, qui se négocie à Rastatt, leur

ouvrira l'Allemagne. Les produits de l'industrie française, qui englobe à présent les fabriques belges et rhénanes, vont couvrir toute l'Europe continentale ; à la faveur de traités de commerce, que le Directoire aura soin de conclure, ils supplanteront partout le commerce anglais. Danger capital, et qui commande tous les sacrifices. Aussi, dès la fin de novembre, Pitt vient hardiment les demander aux Communes.

A cette heure décisive, l'Angleterre ne s'attend qu'à soi-même. Aucun concours financier de l'étranger n'est escompté, même sous forme de droits de douane. Le budget de 1798 est un budget de défense nationale. Il monte, en dépenses, à 25 millions et demi de livres sterling, plus de 25 shillings peut-être en moyenne par habitant, soit deux mois au moins de salaire d'un ouvrier de campagne. Le Français, en l'an VI, n'en paiera pas la moitié, s'il paie. Les impôts somptuaires sont triplés, l'income-tax rétabli sous un autre nom, selon un tarif progressif qui dégrève les moins riches. Les domaines agricoles sont chargés pareillement, à moins que les propriétaires ne se rachètent en souscrivant (seuls les plus gros *landlords* pourront le faire), à l'emprunt de guerre de trois millions de livres, en bons du Trésor qu'escomptera la Banque. Pour l'industrie, on la ménage : elle paiera, cette fois encore, l'impôt foncier sur un vieux cadastre où ne figurent, souvent, que prés, friches ou marais, au lieu des usines, voire des châteaux, que pourtant tous les yeux peuvent voir. Mais quand le 5 janvier 1798 on vote aux Communes, il n'y a que 71 opposants sur 267 députés présents, et les lords, meilleurs patriotes encore, donneront au budget de Pitt 75 suffrages contre 6. Au cours de la discussion, Addington, speaker des Communes, a proposé d'ordonner l'ouverture d'une contribution patriotique. Ainsi est décidé, d'acclamation, et la tribune aux offrandes se dresse, dans la Cité, tout près de la Bourse. Bientôt les dons affluent : M. Robert Peel, de la maison de cotonnades Peel et Yates (à Bury, dans le Lancashire) s'inscrit pour dix mille livres, car il sait prévoir, et risquer. Pitt s'était assuré l'essentiel, le nerf de la guerre. Restait à trouver, avant le printemps, les moyens de prévenir l'attaque française, sans négliger, au cas où elle se produirait quand même, de préparer parade et riposte bien dirigées.

Prévenir, c'était, comme jadis et naguère, amener, armer les monarchies du continent contre la république victorieuse. Mais quelles monarchies ? Le mieux eût été de les unir toutes. C'est ce que Georges III, dans une lettre du 11 janvier, engageait Pitt

à entreprendre, en suggérant l'envoi à Berlin, Pétersbourg et Vienne, d'un agent spécial, lord Minto. La tâche n'était cependant pas aussi simple. D'abord l'Autriche se tenait à l'écart, éludant toute question sur les articles secrets de Campoformio, résolue, semblait-il, à s'arranger définitivement à Rastatt, avec la France : la république ne lésinait pas et payait, sur le voisin il est vrai, mais en terres. Les Anglais n'avaient pas ces façons de grands seigneurs. Par la voix de Morton Eden, leur ambassadeur à Vienne, ils réclamèrent à Thugut, outré de ce manque de tact, les arrérages des emprunts émis à Londres par l'Autriche en 1795 ; on resta brouillés pour trois mois. A Berlin, les choses semblaient en meilleure voie.

Frédéric-Guillaume II était mort en novembre 1797. Il agonisait encore que déjà Georges III songeait à prendre avantage des sentiments de son fils et successeur, Frédéric-Guillaume III, pour arracher la Prusse à « ce système de neutralité qui avait perdu l'Europe ». Le nouveau roi avait épousé Louise de Mecklembourg-Strelitz, nièce de la reine Charlotte d'Angleterre. On le savait (ou le croyait) très sensible à l'influence du duc de Brunswick, marié lui-même à la sœur du roi Georges, et beau-père du prince de Galles. Le lecteur de la reine Charlotte, un physicien suisse nommé De Luc, fut donc expédié à Brunswick pour lancer le duc à l'assaut de la cour de Prusse, ou plutôt du ministre Haugwitz, tenu pour favorable, sinon même vendu à la République française.

Brunswick, venu à Berlin pour les funérailles du feu roi, trouva les Prussiens très froids pour la nouvelle alliance proposée. Ils attendaient ce que leur donnerait la négociation de Rastatt, et l'exécution des promesses d'indemnité signées par la France en août 1796. Si la paix était profitable, à quoi bon guerroyer ? On ne s'y résoudrait que pour défendre les débouchés maritimes de l'Allemagne, Hambourg et Brême ; encore l'Angleterre devrait « reconnaître ce service », dont elle aurait le profit commercial. Pitt et Grenville comprirent : au milieu de janvier, De Luc vint en secret à Berlin, chargé de dire, en termes diplomatiques : « Combien voulez-vous ? » Haugwitz était peu pressé de répondre, et occupé surtout de l'Allemagne, dont le sort se jouait à Rastatt. L'attitude des Autrichiens l'inquiétait. Dès le 19 janvier, il faisait transmettre à Thugut le texte de l'arrangement franco-prussien de 1796, espérant, en échange, apprendre le secret de Campoformio. Mais la réponse fut un refus poli, écrit par l'empereur à son « bon frère » Frédéric.

Guillaume. Alors Autriche et Prusse, ne pouvant s'accorder, cherchèrent un médiateur. Thugut, avec précaution, tâtait le terrain en Russie. Haugwitz s'adressa à Londres. Il vit De Luc, et un autre agent britannique, le général Stamford. Finalement, le 14 février, il parla net : la Prusse admettait l'idée de partir en guerre contre la France, et de défendre le Hanovre ; mais quel prix l'Angleterre offrait-elle pour ce service ? Cette fois, ce fut à Pitt et Grenville de faire la sourde oreille. Ils croyaient, pour s'accorder avec Berlin, et surtout raccommodez Berlin et Vienne, plus sûr de passer par Saint-Pétersbourg. Le tsar leur paraissait capable de combattre gratis, et d'entraîner les autres à sa suite.

Paul I^{er} avait, on l'a vu, entamé en 1797 des pourparlers avec la France. Après le coup d'État de fructidor, il avait cessé de les poursuivre, et le Directoire avait, de son côté, laissé tomber la conversation engagée à Berlin entre le prince Repnine et le ministre français Caillard. Les nouvelles d'Italie firent bientôt passer le tsar, d'une indifférence dédaigneuse envers la République, au soupçon, puis à l'hostilité. Les vues de Bonaparte sur l'Orient en étaient la cause. Le général en chef avait laissé percer son intention de mettre la main sur Malte, et il avait admis parmi ses aides de camp un chevalier de l'Ordre, de nation polonaise, Sulkowski, presque au même moment où Paul I^{er} venait, sur l'intervention d'autres membres polonais, d'être désigné comme grand-maître. En Italie, d'anciens défenseurs de Varsovie, compagnons d'armes de Kosciuszko, servaient dans les légions polonaises enrôlées par la France sous l'uniforme cisalpin. Paul n'y avait pas pris garde. Mais l'Angleterre avait les yeux ouverts sur ces troupes d'émigrés armés, puisque l'Irlande en fournissait aussi ; un général irlandais, Kilmaine, avait même eu un moment, à Milan, les légions polonaises sous ses ordres. Par les soins de Grenville, tous ces faits furent mis en bonne lumière à Saint-Pétersbourg. Des nouvelles concordantes arrivaient de Vienne. Bernadotte, le nouvel ambassadeur du Directoire dans la capitale autrichienne, avait amené comme secrétaire un Polonais fort turbulent, Maliszewski, et son hôtel servait de rendez-vous aux réfugiés varsoviens les plus illustres et aux Galiciens austrophiles, qui rêvaient de refaire une grande Pologne sous le sceptre de l'archiduc Charles. Thugut surveillait, laissait faire, à tout événement, mais avertissait le tsar en sous-main. Ainsi Paul I^{er} se persuada que la France républicaine voulait, comme Louis XV, mettre le feu à l'Europe pour

faire un roi de Pologne. Les Anglais le lui répétaient chaque jour, et l'invitaient à s'allier avec eux pour étouffer cette « peste », arracher l'Autriche et la Prusse à leurs querelles et les unir à nouveau dans une grande alliance.

On était déjà au début d'avril 1798, que Thugut et Haugwitz continuaient encore à tergiverser, semblant craindre de tirer les marrons du feu pour l'Angleterre et la Russie. Et pendant ce temps la France avait accru ses forces, menaçait de tous côtés les Anglais et leurs alliés éventuels, groupait à nouveau les siens, achevait de les assujettir, en augmentait le nombre. Une vraie coalition française paraissait se faire, une prépondérance s'organiser, militaire et politique, en attendant de devenir économique. Le colosse français croissait à vue d'œil et bientôt ses points vulnérables allaient apparaître, non pas aux frontières « naturelles », mais aux lieux mêmes où Bonaparte avait vu commencer et rêvait encore d'accroître sa renommée et sa puissance : en Italie et vers l'Orient.

III. — L'EXPANSION FRANÇAISE SUR LE RHIN ET EN SUISSE¹.

Au printemps de 1798, la France a déjà, en fait sinon en droit, l'étendue et la population que lui reconnaîtra le traité de Lunéville. La Belgique est incorporée, divisée en départements ; elle a nommé des députés au Corps législatif en l'an V et en l'an VI ; les lois françaises y sont appliquées, les biens de l'Église et des émigrés vendus ; les mêmes impôts, les mêmes

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages déjà cités (notamment p. 13, 151 et 297) sur la politique générale, voir, pour la Belgique, Lanzac de Laborie, *La domination française en Belgique : Directoire, Consulat, Empire* (Paris, 1895, 2 vol. in-8°) ; P. Verhaegen, *La Belgique sous la domination française (1792-1814)*, t. II et III (Bruxelles et Paris, 1924 et 1926, in-8°). Ces deux ouvrages, le second surtout, sont très hostiles à la politique directoriale ; II. Pirenne, *Histoire de Belgique*, t. V (Bruxelles, 1926, in-8°), moins détaillée, est beaucoup plus équitable. — Sur la rive gauche du Rhin, Ph. Sagnac, *Le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire* (Paris, 1917, in-8°) ; A. Aulard, *Hoche et la République rhénane*, dans la *Revue de Paris*, 1919, t. IV, p. 46-62 ; J. de Font, Réaulx, *Le Général Hoche et les pays rhénans, d'après une correspondance inédite du général* — dans la revue *Les Lettres*, juin 1920 ; A. Conrady, *Die Rheinlande in der Franzosenzeit* (Stuttgart, 1922, in-8°). — Sur le Congrès de Rastatt, A. von Vivenot, *Zur Geschichte des Rastatter Congresses* (Vienne, 1871, in-8°) ; H. Hüffer, *Der Rastatter Kongress* (Vienne, 1878-1879, 2 vol. in-8°) ; P. Montarlot et L. Pingaud, *Le Congrès de Rastatt* (Paris, 1912-1913, 3 vol. in-8°, publications de la Société d'histoire contemporaine). — Sur la Suisse, outre les histoires générales de Suisse de Dieraner (t. IV et V), Cechli (t. I), et Büchi, citées p. 13, voir la *Korrespondenz des Peter Ochs*, publiée par Steiner, et le livre d'A. Böhlingk sur *F. C. Laharpe* (cités p. 71).

droits de douane, les mêmes écoles aussi, le même calendrier décadaire sont établis. Non sans résistance, d'ailleurs. Le clergé presque tout entier refusa de prêter le serment prescrit par la loi du 19 fructidor. Le dernier prélat en fonctions. Franckenberg, archevêque de Malines, fut expulsé pour avoir condamné les rares prêtres qui s'étaient soumis. La fermeture des églises amena des troubles, non seulement dans les villages du pays flamand, mais à Anvers. Cependant le Directoire ne s'inquiéta pas. Il avait appelé au ministère de la Justice, en remplacement de Merlin, un Belge francophile, l'ancien « jacobin » Lambrechts, qui se fit fort de maintenir l'ordre, et de fait, tant que la paix extérieure ne paraîtra pas menacée, le gouvernement pourra, sans danger, laisser les nouveaux départements à peu près dé garnis de troupes.

A la rive gauche du Rhin, l'œuvre de conquête est moins avancée. L'occupation militaire est reconnue provisoirement, par la Prusse (pour ses États de Clèves, Gueldre et Moers), depuis 1795, par les princes d'Empire, depuis les conventions de 1796 et 1797. L'Autriche a cédé ses possessions de la partie occidentale à Campoformio, sous réserve de ratification par l'Empire. Mais au delà, jusqu'au Rhin, et même à la rive droite, aux « têtes de pont » les troupes républicaines cantonnent, les généraux administrent, provisoirement toujours. Là, comme en Italie, le Directoire d'avant fructidor n'a rien voulu faire qui engageât l'avenir et compromît la paix, mais il a travaillé pour empêcher, à tout le moins, le retour du pays occupé à ses anciens maîtres. Hoche, qui avait le commandement en chef, s'était borné à organiser une sorte de protectorat français, en touchant le moins possible aux institutions anciennes, et en ménageant le pays autant qu'il dépendait de lui. Après Leoben, cependant, il s'inquiéta. La fondation des républiques italiennes lui semblait propre à déplacer en quelque sorte vers le sud-est, au bénéfice des Méditerranéens, Bonaparte, Barras et leur clientèle, ce « centre de gravité de la France », que Merlin et Carnot souhaitaient, deux ans plus tôt, voir fixé solidement par la réunion de la Belgique. Comme Reubell, autre « homme du Rhin », Hoche semble avoir craint qu'on sacrifiât les pays rhénans au mirage d'une Italie républicaine. Pourquoi, dès lors, ne pas faire aussi une « république sœur » au bord du Rhin ? Là aussi, il y avait des démocrates francophiles, les anciens « matadors » de Mayence au temps de Custine, et bien d'autres. Encouragés, ils commencèrent, conduits par Joseph

Görres, un grand mouvement en faveur de la République.

Hoche s'engagea bientôt à fond, pressé, semble-t-il, par la crainte d'une réaction en France et peut-être par l'intuition de sa mort prochaine. Il salua d'un cri de joie le 18 fructidor, qui sauvait son œuvre. Quand il mourut, ce furent les anciens adversaires du traité de Leoben, Merlin et Reubell principalement, qui la continuèrent, qui forcèrent Bonaparte à réclamer le Rhin aux conférences d'Udine, à stipuler dans le traité l'abandon de Mayence par l'Autriche. Mais ces patriotes réalistes, et sceptiques à l'endroit des principes, préféraient l'annexion à la propagande. Reubell en confia l'entreprise à ses chers Mayençais, notamment à Dorsch, son protégé et son élève. Il leur donna pour chef et pour guide son compatriote Rudler, un juge de cassation qui avait servi aux armées. Sans bruit, mais avec suite et résolution, la législation révolutionnaire française fut introduite, sur le plan même que Reubell avait vu appliquer en France par la Constituante, Rudler par la Législative. Aux paysans, aux bourgeois des villes, en récompense des « vœux » émis pour la réunion, on offrit des dépouilles des anciens princes souverains, du clergé, des nobles émigrés. En tremblant un peu, ils acceptèrent. Ainsi, au Congrès de Rastatt, l'Empire n'aurait plus qu'à souscrire, *volens nolens*, au fait accompli.

C'est Bonaparte que les Directeurs, non peut-être sans une pointe de malice, avaient chargé d'engager, voire de contraindre à cette consécration, les diplomates allemands assemblés. Il devait d'abord assurer l'acquis, ratifier les articles de Campoformio, qui cédaient les deux tiers de cette Rhénanie, faire livrer, par l'Autriche, Mayence, encore assiégée en vain, et cédée à Udine par article secret; enfin, obtenir l'abandon par l'Empire du reste de ces pays déjà qualifiés, dans la correspondance, de « réunis », et bientôt répartis en quatre départements : Roër, Rhin-et-Moselle, Mont-Tonnerre, Sarre.

L'ouverture du Congrès était fixée au 16 novembre 1797. Au rendez-vous, ceux des Français qui venaient de Paris furent exacts. Le plus actif était Treilhard, avocat limousin, têtu et retors, fin causeur, bien au fait du droit germanique, sachant donner les titres au complet, et aussi entrer soudainement dans une fureur opportune. Reubell lui avait adjoint son *factotum* Bonnier, autre ancien conventionnel régicide, morose et décrié (peut-être à tort), naufragé de la vie et de la politique, mais qui lui devait tout et l'informait de tout, heure par heure. L'Alsacien Rosenstiel, interprète et jurisconsulte des Affaires étran-

gères, modeste et capable, les accompagnait. Bonaparte, que le Directoire avait nommé président de la légation, arriva dix jours après ses collègues, s'étant, comme on verra, attardé en Italie, à mettre en route le gouvernement cisalpin, sa créature. Il avait aussi voulu établir, sur mer et sur terre, par Ancône, par Gênes, par la Suisse, les lignes de communication avec cette Italie qu'il se décidait mal à quitter, et qui demeurerait toujours présente à sa pensée. Reubell qui, depuis l'an III, menait à peu près seul les affaires diplomatiques d'Allemagne, savait le goût des juristes et politiques d'outre-Rhin pour les lenteurs, le formalisme et les arguties. Il comptait sur Bonaparte pour « trancher le nœud gordien ». Le général lui-même pensait y réussir, comme il se flattait d'avoir fait à Leoben et Campoformio, et revenir à Paris en triomphateur. Il lui fallut bientôt déchanter. Beaucoup de délégués au Congrès manquaient encore. Les Prussiens arrivèrent en retard. Metternich (le père), représentant de l'Empereur, se fit longtemps attendre. Enfin, le 28 novembre, parut Cobenzl, envoyé de François II, au titre autrichien, non impérial. En deux jours, l'affaire de Mayence fut arrangée : par convention secrète, l'Autriche livra la ville, en échange de Venise.

Aussitôt après, Bonaparte était appelé à Paris, pour figurer dans une fête officielle de la paix, pourtant bien incomplète encore. La mise en vigueur des traités fut proclamée en grande pompe par le Directoire, dans la cour d'honneur du Luxembourg, au chant des hymnes et au bruit du canon. Mais Talleyrand, qui voyait loin, fêta Bonaparte seul, dans une soirée célèbre où l'on remarqua tous les survivants de l'Ancien régime, et l'absence des cinq Directeurs. Ils trouvaient déjà le général trop populaire et peu maniable. Dès le premier jour, dans son discours au Président du Directoire, n'avait-il pas exprimé le vœu que les « lois organiques » de la France fussent améliorées ? Cela parut suspect ; les gouvernants jugeaient intangible et tutélaire une constitution qui imposait à Bonaparte, pour prétendre au fauteuil directorial, une attente de dix années encore. Pourvu, cependant, d'immenses pouvoirs militaires, et faisant à peu près les fonctions de généralissime, il venait au Conseil, traçait des plans, s'étonnait de les voir discutés, voire écartés par les « avocats ». Il se fâcha, offrit plusieurs fois sa démission, quitte à se modérer soudain, le jour où Reubell, froidement, lui tendit une plume.

Déjà, au reste, l'enthousiasme public faiblissait autour de

lui. Dans les journaux, dociles aux inspirations officielles, le lyrisme des premiers jours avait cédé la place aux épigrammes. Venise sacrifiée trouvait des défenseurs inattendus, et Bonaparte se plaignait qu'on laissât dire les « pamphlétaires », les « anarchistes ». Peut-être pensa-t-il, dès ce moment (janvier-février 1798) à s'assurer un parti, et à tenter un coup de force. Mais il connaissait mal le terrain politique, et le gouvernement était fort, aux mains de gens qui avaient déjà tué deux « tyrans », Louis XVI et Robespierre. Bonaparte jugea prudent d'attendre, et sans doute en reçut-il le conseil de gens avertis. Laissant là Rastatt et tout l'« imbroglio du Congrès », il se mit, avec son activité ordinaire, à préparer ouvertement la descente en Angleterre. Déjà, dans son discours à la fête de la paix, le 10 décembre, Barras avait jeté le cri de guerre : « Pompée ne dédaigna pas d'écraser les pirates ; allez enchaîner ce gigantesque forban qui pèse sur les mers ! » Déjà les commandements étaient donnés, les troupes en mouvement. Si l'emprunt à lots ne suffisait pas, les « républicains » suisses avaient promis qu'on trouverait, dans le Trésor de Berne, les fonds accumulés par les « oligarques » complices de Pitt.

Ce ne fut pourtant pas l'unique cause, ni même sans doute la principale, de l'intervention en Suisse. Dès 1789, ce pays était apparu, aux observateurs avertis, comme le principal poste d'observation des adversaires de la Révolution française. Depuis 1792, sa neutralité couvrait tout un monde d'agitateurs, d'intrigants, d'espions, outre beaucoup d'émigrés et de prêtres fugitifs. Wickham y avait fomenté des complots, et de là partaient, avant fructidor, presque tous les agents royalistes. Les gouvernements des cantons, Berne surtout, étaient aux mains des vieilles familles de bourgeoisie, riches, orgueilleuses et autoritaires. Les Bernois, « magnifiques seigneurs » du pays de Vaud, y maintenaient la population romande en étroite tutelle.

Paris abritait une colonie de réfugiés suisses, victimes, en divers temps, de cette « oligarchie » que Barthélemy avait toujours protégée. Après fructidor, Reubell, qui les connaissait, et faisait cas d'eux, prit leur défense. Il était lié, dès longtemps, avec un Bâlois très libéral et très francophile, le grand tribun Pierre Ochs, qui avait toujours souhaité « régénérer » son pays grâce à la France, et aux frais des « puissants seigneurs ». Le Vaudois Frédéric-César de Laharpe, l'ancien précepteur « républicain » du grand-duc Alexandre de Russie, était, lui, proscrit par les Bernois. Il vivait à Paris et y fréquentait, avant fructidor,

les patriotes du club de Salm. Aussitôt après le coup d'État, il adressa une pétition au Directoire pour lui demander d'affranchir son pays du joug des oligarques de Berne. Reubell y inclinait, sans souhaiter davantage. Déjà il avait, d'accord avec Pierre Ochs, qui vint exprès à Paris pour cela, fait annexer la vallée de l'Erguel, au sud-est de Montbéliard, comme dépendance de l'évêché de Bâle, réuni en mars 1793. Arrondir la frontière, donner, dans un pays voisin et hostile au fond, le pouvoir aux amis de la France, son plan n'allait guère plus loin à ce moment. C'est Ochs qui, pour obtenir l'intervention armée qu'il jugeait nécessaire à amorcer le mouvement, offrit, en récompense, les économies accumulées par les « oligarques ».

Bonaparte avait, de son côté, songé à révolutionner la Suisse, mais à d'autres fins. Sachant l'incertitude des voies de mer, l'impossibilité de passer, en hiver, par les cols trop élevés des Alpes françaises, il voulait, pour secourir au besoin la Cisalpine, comme il le lui avait promis, disposer de la route de Strasbourg à Milan, par le lac de Genève et le Simplon. Acheminés ainsi, les renforts tirés de l'armée du Rhin, dans l'hiver de 1796-1797, auraient mis deux mois de moins à parvenir à destination, et prévenu l'alerte d'Arcole. Aussi, allant d'Italie à Rastatt, Bonaparte passa-t-il par Genève et Bâle, à travers le pays de Vaud qui l'acclama (novembre 1797). Au retour à Paris, il s'entendit rapidement avec Reubell et avec Ochs. Le grand tribun prépara, d'accord avec Merlin et Daunou, une constitution unitaire pour la Suisse. Le Directoire l'approuva, la publia au *Moniteur*, le 8 février 1798, et envoya des troupes pour en préparer l'adoption : elle affranchissait le pays de Vaud, érigé en canton séparé, et confiait le pouvoir à un directoire, comme en France, représenté dans chaque canton par un préfet à peu près tout-puissant.

Mais il fallut renoncer à faire accepter sans combat, comme on l'espérait, ces institutions opposées à l'indépendance cantonale. Deux divisions françaises durent s'emparer de Berne (6 mars), repousser l'attaque des montagnards des petits cantons, forcer le Valais à entrer dans la nouvelle « République helvétique » : autant de troupes immobilisées, parmi celles que Bonaparte avait ordre de diriger sur les côtes de la Manche, pour joindre l'« armée d'Angleterre ». Et cette « révolution » suisse qui avait plus l'air d'une conquête que d'un affranchissement, pouvait servir aux Allemands à Rastatt, pour mettre la paix d'Empire à plus haut prix encore. Elle obligeait donc à chercher, contre

l'Angleterre, de nouveaux concours en hommes, en matériel, en argent. On ne pouvait s'adresser pour cela qu'aux puissances maritimes : l'Espagne, la Hollande, peut-être même les États-Unis.

V. — L'ESPAGNE, LA HOLLANDE, LES ÉTATS-UNIS, L'AMÉRIQUE LATINE AU PRINTEMPS DE 1798¹.

Il est possible que la cour de Madrid ait, avant fructidor, misé sur la carte royaliste. Le Directoire le croyait. Il semble avoir songé un moment à s'en venger en renversant le prince de la Paix. Mais il y renonça vite, et préféra resserrer l'entente en changeant les ambassadeurs. Il refusa Cabarrus, nommé par Charles IV à Paris, et fit désigner à sa place Azara, rappela de Madrid Pérignon et le remplaça par Truguet, malgré Bonaparte qui s'était lié avec l'amiral et avait confiance en lui. Le plan d'action était le même qui fut repris plus tard, sous le Consulat et l'Empire : entraîner l'Espagne à une démonstration, au besoin à une guerre contre le Portugal. Les Anglais seraient chassés de Lisbonne, les Portugais paieraient une grosse indemnité, signeraient avec la France un traité d'alliance et de commerce, et lui céderaient le pays entre la Guyane et l'Amazone, qu'elle échangerait avec l'Espagne contre la Louisiane. L'affaire fut engagée par Reubell en secret, à l'insu de Truguet et croyait-il, de Talleyrand. Mais Barras le sut, avertit son compère le ministre, et tous deux mirent en campagne leurs agents personnels qui prirent les devants, et gâtèrent tout, pour avoir voulu d'abord, comme d'habitude, escroquer, pour leur compte ou celui de leurs patrons, quelques centaines de mille francs. Peut-être même cette intrigue, restée très obscure, tient-elle aux projets de coup d'État qui traversaient alors l'esprit de Bonaparte, et que Barras et Talleyrand semblent avoir connus ou devinés. De fait, elle empêcha tout concours effectif de l'Espagne aux projets contre l'Angleterre, et permit à Grenville, dûment averti, de prendre à Lisbonne les précautions utiles.

L'autre allié maritime de la France, la république batave,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur l'Espagne, voir p. 286 et A. Fugier, *Napoléon et l'Espagne, 1799-1808* (Paris, 1930, 2 vol. in-8°) t. I^{er}, Introd. — Sur la Hollande, outre les ouvrages déjà cités p. 372, voir P. Mendels, *H. W. Daendels, 1762-1807* (La Haye, 1890, in-8°). — Sur les États-Unis, outre les ouvrages cités, p. 21 et 324, voir G. Lacour-Gayet, *Talleyrand* (cité p. 349), chap. XII à XVIII. — Sur l'Amérique latine, les ouvrages cités p. 151 et, en outre, Y. M. Perez Sarmiento, *Proceso de Nariño* (Cadix, 1915, in-8°).

donnait des soucis au Directoire. C'était la plus ancienne des « nations sœurs » ; elle avait un long passé républicain et même, croyait-on, démocratique, qui avait engagé le comité de l'an III à la laisser maîtresse de ses destinées politiques, en échange de l'alliance inscrite au traité de 1795. Mais cette alliance même, qui coûtait cher en argent et hommes, n'était guère populaire aux Pays-Bas, sinon dans la bourgeoisie moyenne, que soutenaient en France les anciens thermidoriens, devenus le parti directorial. Les démocrates fédéralistes, anciens alliés des jacobins français, et les orangistes soutenus par les agents britanniques, avaient formé une coalition électorale qui parvint, le 8 août 1797, à faire rejeter par un vote populaire la constitution adoptée par la Convention batave. Celle-ci étant dissoute, il ne restait qu'un gouvernement provisoire, flottant au gré des remous politiques. La France ne pouvait compter, pour une action contre l'Angleterre, sur l'appui d'un pouvoir aussi incertain. Déjà Hoche avait conseillé de prendre les Bataves en tutelle, et de leur imposer une constitution toute faite, unitaire et « énergique ». Après fructidor, cette politique prévalut. L'ambassadeur français Noël, jugé trop timide, fut remplacé par Charles Delacroix, l'ancien ministre. Il correspondait directement avec le Luxembourg, négligeant Talleyrand, qui, de son côté, ne pensait qu'à le tromper et, comme on sait, n'y manqua en aucun sens. A La Haye, Delacroix lia partie avec les démocrates unitaires. Il s'assura l'appui du général Daëndels et de Joubert, commandant des troupes françaises d'occupation, et fit, le 22 janvier 1798, un « fructidor batave » : exclusion des opposants de la nouvelle assemblée, fabrication, en cinq semaines, sur un plan préparé à Paris par Merlin, d'une constitution qui était celle de l'an III, mais saupoudrée de démocratie, installation au pouvoir des « patriotes ». Le nouveau gouvernement écrivit au Directoire français : « Nos vaisseaux, nos équipages, nos trésors sont à vous... ; punissez les fiers Anglais et rendez la paix au monde. »

Pour atteindre cette fin si souvent annoncée, le gouvernement français aurait souhaité refaire, contre la Grande-Bretagne, la coalition de 1780, et donc y englober les neutres, et avant tout les États-Unis. On a vu comment, à la fin de 1796, la ratification du traité Jay avait décidé le Directoire à lancer nos corsaires à la poursuite des navires américains. Le commerce de New-York ne tarda pas à en souffrir au point que le nouveau président John Adams, successeur de Jefferson, souhaita

reprendre avec la France des relations amicales. Le ministre américain Monroe avait quitté Paris après la rupture. Il fut remplacé par une mission extraordinaire composée des trois sénateurs Pinckney, Marshall et Gerry, qui arrivèrent à leur poste à la fin de septembre 1797. Ils étaient prêts à de grandes concessions pour faire cesser la guerre de course, plus redoutable, avouaient-ils, que de véritables hostilités. Mais le Directoire leur fit attendre trois mois une audience. Talleyrand en profita pour les rançonner. Il leur demanda d'escompter, au pair, une partie (trente-deux millions) des « rescriptions » livrées par la Hollande en exécution du traité de 1795, et dont il essayait en même temps de placer un autre lot dans les banques de Hambourg. Les intermédiaires réclamaient une commission importante pour le ministre. Les Américains inclinaient à accepter, comme Pitt en 1797. Mais John Adams eut les mêmes scrupules que Georges III, l'année précédente, ou bien se méfia. Il communiqua la correspondance à la Commission des Affaires étrangères du Sénat. L'Angleterre y avait des amis, et les journaux de Londres ébruèrent l'affaire. Alors le secrétaire d'État publia toutes les pièces dans la *Gazette de New-York*. Sur quoi Pinckney et Marshall, plus anglophiles que leur collègue, se rembarquèrent aussitôt, et le Directoire renvoya Gerry un peu plus tard.

Le scandale fut énorme en Amérique. Le Congrès vota l'abrogation des traités de 1778, la création d'un ministère de la Marine, ordonna la construction de nouveaux navires, l'organisation d'une armée de 10.000 hommes que Washington devait commander. Mais on ne pouvait atteindre le territoire français. Hamilton proposa donc d'attaquer, d'accord avec les Anglais, les Antilles espagnoles, la Floride, la Louisiane et de soulever l'Amérique du Sud. L'entreprise pouvait réussir, si l'Angleterre eût mieux compris ses intérêts.

Les premiers signes d'une agitation révolutionnaire dans l'Amérique latine remontaient loin. Les Jésuites, expulsés sous le règne de Charles III et réfugiés en Angleterre, prêchaient depuis longtemps la révolte contre l'Espagne. En 1791, le P. Vizardo y Guzman avait publié, à Londres, un appel à l'indépendance. Cette *Lettre aux Espagnols américains* disait : « Le moment d'être libres est arrivé. » Quand en 1793 Charles IV était entré en guerre contre la France, tout ce que l'Amérique latine comptait de libéraux, admirateurs de Montesquieu et de Rousseau, avait espéré dans les Français pour mettre fin à la domination

espagnole. En 1794, à Santa-Fé de Bogota, l'un des plus hauts fonctionnaires de l'administration espagnole, Antonio Nariño, avait été arrêté avec une dizaine de ses amis et deux médecins français, pour avoir imprimé en secret une traduction de la Déclaration des droits de l'homme, bientôt répandue dans tout le continent. L'acte d'accusation leur reprochait d'avoir voulu établir en Nouvelle-Grenade « ... une république indépendante à l'instar de celle de Philadelphie ». Transporté en Espagne, Nariño obtint sa mise en liberté, puis vint à Paris, avec des lettres pour Cabarrus et Tallien, qu'il essaya de gagner à ses projets. Éconduit par le Directoire, il partit pour Londres, où lord Liverpool l'accueillit assez bien. Mais les Anglais ne pensaient qu'à prendre des gages territoriaux en vue de la paix, et non à fonder des républiques.

Au début de 1796, une expédition dirigée par sir Ralph Abercomby, avait été chargée de prendre la Guadeloupe et Sainte-Lucie ; elle échoua presque complètement. Quand ensuite l'Espagne eut déclaré la guerre à l'Angleterre, la plus grande partie des forces britanniques qui occupaient Saint-Domingue depuis deux ans fut dirigée sur Porto-Rico et la Trinité. La première entreprise manqua (février-avril 1797). Mais Abercomby réussit à prendre Puerto de España, capitale de la Trinité. Cette position était très importante, à cause de sa proximité des côtes de la Nouvelle-Grenade. Le 26 juin 1797, le gouverneur britannique de l'île lançait une proclamation aux « habitants de la Côte ferme », pour les inviter à « secouer l'oppression de leurs gouvernants », et promettant l'appui de l'Angleterre. Quelques jours plus tard, les autorités espagnoles de la Guayra découvraient une conspiration, préparée, semblait-il, à la Trinité, à Curaçao et à la Guadeloupe, pour soulever des garnisons de la Guayra et de Caracas, et fonder une république englobant les provinces de Maracaïbo, Caracas, Cumana et la Guyane. Plus de cent personnes furent arrêtées, parmi lesquelles Simon Rodriguez, alors précepteur du jeune Bolivar. Presque toutes appartenaient à l'aristocratie créole. Le procès révéla qu'on avait imprimé à la Guadeloupe des brochures républicaines et une *Carmagnole* américaine. Une cinquantaine d'exécutions devaient avoir lieu l'année suivante, en même temps que se tramait, au Mexique, le complot de Benitez Galvez et celui dit des coutelas (*machetes*), dirigé par un fonctionnaire des finances de Mexico, Pedro Portilla, qui devait à son tour être exécuté en 1799.

Vers la même époque, Miranda recommençait de faire parler de lui. Il avait été relâché après la chute de Robespierre, mais on le regardait comme suspect à cause de ses relations secrètes avec l'Espagne, où il avait fondé la « *junte des villes et provinces de l'Amérique du Sud* ». Compromis dans l'insurrection du 13 vendémiaire, il fut l'objet de plusieurs arrêtés d'expulsion, et la loi du 19 fructidor an V le condamna à la déportation. Mais il se cacha jusqu'en décembre 1797 et passa la Manche. Il emportait un projet de convention avec l'Angleterre et les États-Unis, élaboré en commun avec deux membres de la « *junte* », le Péruvien del Pozo y Sùcre et le Chilien Salas. En échange d'un secours de 13.000 Anglais et 7.000 Américains, pour soutenir la future insurrection, on offrait à la Grande-Bretagne plusieurs Antilles espagnoles, un traité de commerce avantageux et un tarif de préférence pour la navigation dans le canal à construire à travers l'isthme de Panama. Les États-Unis seraient admis aussi au partage des Antilles et au passage du futur canal ; ils recevraient en outre la Louisiane et la Floride. Une alliance de l'Amérique du Sud avec les deux puissances anglo-saxonnes, servirait à « *contenir l'ambition destructive* » de la République française. Miranda fit ces offres à Londres en janvier 1798. Le ministre américain Rufus King, était fort tenté de les accepter. Pitt se montra plus réservé ; même il avertit Godoy, dans l'espoir de faciliter un rapprochement anglo-espagnol, qui l'intéressait bien davantage. Le temps passa, et l'insurrection souhaitée, sinon préparée en Amérique du Sud demeura dans le domaine des rêves politiques.

La France conservait des alliés maritimes encore assez redoutables. Toutefois, dans l'ensemble, le plan du Directoire contre l'Angleterre avait échoué. Même, sur plusieurs points, l'avantage diplomatique restait aux Anglais, et cela à cause des intrigues et des tripotages de Talleyrand. Décidés à l'écarter, les directeurs attendirent le tirage au sort annuel, pour donner à leur collègue « *sortant* » le portefeuille des Affaires étrangères. Mais François (de Neufchâteau), que le sort désigna, préféra retourner au ministère de l'Intérieur.

Talleyrand restait en place provisoirement. Reubell, Merlin et La Revellière le regardaient toujours comme dangereux. Il leur était suspect dès longtemps, comme ancien prêtre et aristocrate. On le savait joueur et jouisseur. Son rôle dans la négociation de Lille était soupçonné sinon connu. Il affichait sa liaison avec une émigrée, femme divorcée d'un Anglais des Indes, Catherine

Grand, l'ancienne maîtresse de Lessart et du Génois Christophe Spinola, expulsé avant fructidor comme complice des Clichyens. La police l'avait arrêtée, et le dossier, remis à La Revellière, contenait une lettre accablante : la maîtresse du ministre des Affaires étrangères correspondait avec Londres, renseignait l'ennemi sur les préparatifs maritimes, montrait Talleyrand prêt à se faire élire au Directoire pour mettre « un sceptre aux pieds » de la « belle Indienne ». Pourtant Barras obtint qu'on relâchât la dame. Là-dessus éclata le scandale de la négociation américaine. Talleyrand se crut perdu. Un même orage menaçait l'Angleterre et lui-même. Il était de taille à le détourner. L'expédition d'Égypte fut l'invention qui le tira d'affaire.

CHAPITRE IV

LA DEUXIÈME COALITION

(avril 1798 - avril 1799)¹

Dans l'histoire de la lutte entre la Révolution et l'Europe monarchique, l'expédition d'Égypte marque un grand changement, et le début d'une période nouvelle. Jusqu'alors, la France révolutionnaire s'est désintéressée des affaires d'Orient, et cet abandon d'une politique traditionnelle a contribué à son salut. Elle n'a pu repousser l'invasion, et dissoudre la première coalition qu'en laissant les puissances du continent régler à leur guise le sort de la Pologne et de la Turquie. Depuis lors, Bonaparte, en imposant petit à petit au Directoire la conservation de ses conquêtes italiennes, a rendu la paix coûteuse et difficile à maintenir. Il va la rendre tout à fait impossible par ses entreprises orientales. Pour la première fois, l'Angleterre, qui croyait tenir la « clé des Indes » depuis l'occupation du Cap en juillet 1796, comprit l'importance de la route de Suez et, comme plus tard en 1840, préféra tout au risque de voir les Français à Alexandrie, même celui de voir les Russes à Constantinople. L'entreprise de Bonaparte allait amener la conclusion d'une alliance entre la Russie, la Turquie et l'Angleterre, premier élément de la coalition nouvelle.

Quand le désastre naval d'Aboukir aura coupé la retraite à

1. **OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER.** — Voir p. 285 et 378. Le tome II (en deux parties, formant les 3^e et 4^e volumes de l'ensemble) de H. Hüffer, *Diplomatische Verhandlungen aus der Zeit der französischen Revolution*, est consacré spécialement à la seconde coalition, sous le titre : *Der Rastatter Congress und die zweite Coalition* (Bonn, 1879, in-8°). Voir également, du même, *Der Krieg des Jahres 1799 und die zweite Coalition* (Gotha, 1904-1905, 2 vol. in-8°). Les pièces de la correspondance de Grenville, publiées par l'*Historical manuscripts Commission* (*Report on the manuscripts of J. B. Fortescue, esq., preserved at Dropmore*, t. IV et V, Londres, 1905-1906, in-8°), utilisées par J. H. Rose et par R. Guyot, n'ont encore donné lieu à aucun travail détaillé sur les origines de la coalition. Voir cependant sur l'agent anglais Stamford, commandant M. H. Weil, *Un agent inconnu de la coalition, le général de Stamford, d'après sa correspondance inédite* (Paris, 1920, in-8°). Sur les relations anglo-prussiennes, G. S. Ford, *Hanover and Prussia, 1795-1803* (New-York, 1903, in-8°, t. XVIII des publications de la Faculté des Sciences politiques de l'Université Columbia). Sur la politique française, le recueil déjà cité (p. 378), de Pallain, est utile, mais très incomplet.

l'armée d'Égypte et rendu aux Anglais la maîtrise de la Méditerranée, le maintien de la domination française en Italie deviendra à la fois plus nécessaire et plus malaisé. Il obligera le Directoire à de nouvelles conquêtes : à Rome, en Piémont, plus tard en Toscane. C'était s'interdire désormais tout accord avec l'Autriche, qui tenait non seulement à conserver ses domaines italiens, mais à les étendre. C'était rendre caduque la paix d'Empire, qui ne pouvait s'achever sans l'assentiment impérial, et remettre en question la frontière du Rhin. C'était enfin réconcilier l'Autriche avec la Russie, et par elle avec l'Angleterre, ce qui semblait impossible depuis Leoben. Une fois rapprochés ainsi, les coalisés devaient revenir à leurs ambitions de 1793, entreprendre à nouveau d'écraser la France, de la réduire à ses anciennes limites et à son ancienne forme de gouvernement, sans négliger le partage de ses dépouilles.

I. — L'EXPANSION FRANÇAISE EN ORIENT : L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE (MAI-AOÛT 1798)¹.

Ni le Comité du Salut public, ni le Directoire n'ignoraient les affaires d'Orient et l'intérêt qu'elles présentaient pour la France. Mais depuis 1793, les gouvernants de la France s'étaient bornés à des essais pour renouer l'alliance traditionnelle avec les Turcs, et en tirer avantage contre l'Angleterre. Descorches, Verninac, puis Aubert-Dubayet, successivement nommés ambassadeurs

1. OUVRAGES À CONSULTER. — On juge inutile de renvoyer aux travaux sur l'expédition d'Égypte antérieurs à A. de La Jonquière, *L'expédition d'Égypte* (Paris, 1900-1907, 5 vol. in-8°, publiés par la section historique de l'État-major de l'armée). Sur la genèse du projet, voir Fr. Charles-Roux, *Les origines de l'expédition d'Égypte* (Paris, 1910, in-8°). Sur le rôle de Talleyrand, G. Lacour-Gayet, *Talleyrand et l'expédition d'Égypte* (Paris, 1917, in-8°); et du même, *Talleyrand* (cité p. 349). Sur la Turquie, N. Jorga, *Geschichte des osmanischen Reiches* (cité p. 25); A. de La Jonquière, *Histoire de l'empire ottoman* (Paris, 1881, in-16; 2^e édition augmentée en 2 vol., 1914), et J. Ancel, *Manuel historique de la question d'Orient, 1792-1923* (Paris, 1923, in-16; 2^e édition 1926); M. Herbet, *Une ambassade turque à Paris sous le Directoire* (Paris, 1902, in-8°). — Sur l'incident Bernadotte à Vienne, F. Masson, *Les diplomates de la Révolution : Hugou de Bassville à Rome, Bernadotte à Vienne* (Paris, 1882, in-8°); Sir Dunbar P. Barton, *Bernadotte, the first phase* (Londres, 1914, in-8°). Sur la politique britannique, Fr. Charles-Roux, *L'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII^e siècle* (Paris, 1922, in-8°), et surtout du même, *L'Angleterre et l'expédition française en Égypte* (Paris, 1925, 2 vol. in-8°, publication de la Société royale de géographie d'Égypte); J. H. Rose, *The political reactions of Bonaparte's Eastern expedition*, dans *The English historical Review*, t. XLIV (1929), p. 48-58. — Sur l'expédition de Nelson, T. Pettigrew, *Memoirs of the life of vice-admiral lord Viscount Nelson* (Londres, 1849, 2 vol. in-8°); A. T. Mahan, *The life of Nelson* (London, 1897, 2 vol. in-8°). — Sur l'Inde, voir ci-dessous, p. 452.

à Constantinople, travaillèrent à renouveler les Capitulations, à restaurer dans l'empire turc le prestige de la France et à rétablir les relations commerciales. Verninac, arrivé à Constantinople au milieu de mai 1795, essaya de profiter du traité de Bâle pour engager les Turcs à conclure, avec la France et la Prusse, une alliance qui permettrait de reprendre aux Russes leurs conquêtes en Pologne et de sauver ce qui restait du royaume. Les Polonais réfugiés en Moldavie auraient formé le noyau d'une armée nouvelle qui eût envahi l'Ukraine ou attaqué la Crimée. Un agent polonais, Oginski, vint exposer ces projets au gouvernement turc, en présence de Verninac. Mais le grand drogman Georges Mouroussi, qui les reçut, ne croyait pas au danger russe, et refusa d'agir.

Dubayet, successeur de Verninac, en octobre 1796, ne devait pas mieux réussir. Un instant, les ministres turcs parurent tentés par ses offres d'alliance militaire : les armées russes étaient occupées en Géorgie et en Perse, et l'on pouvait escompter une insurrection polonaise en Galicie et en Podolie. Mais la mort de Catherine vint tout changer. Les Polonais, confiants dans les sympathies que leur témoignait le nouveau tsar, ne pensaient plus à la guerre. Les Turcs, de leur côté, réclamaient de la France un secours maritime effectif et l'envoi d'une escadre dans la mer Noire, à l'instant où le Directoire cherchait à conclure la paix avec Paul I^{er}. Le projet d'alliance fut d'abord transformé en projet de médiation, puis abandonné après les préliminaires de Leoben. Quand Dubayet mourut, en décembre 1797, il avait dû se borner à obtenir l'envoi à Paris d'un ambassadeur ottoman, Esseid-Ali, qui ne joua guère qu'un rôle de représentation. Déjà, les Français qui connaissaient le mieux l'Orient, ou passaient pour tels, annonçaient comme imminente la ruine de la domination turque. Les révoltes des pachas en Albanie et dans les Balkans, l'impuissance de la Porte à se faire obéir en Égypte des Mameluks, révoltés depuis plus de vingt ans, semblaient leur donner raison.

Dès 1796, Delacroix avait signalé au Directoire les rapports de Magallon, consul au Caire, et de Dubois-Thainville, chargé par Verninac d'une mission en Égypte. L'un et l'autre conseillaient l'occupation du Delta et de l'isthme de Suez, à la fois comme établissement commercial et comme base d'opérations contre l'Inde anglaise. Magallon soutenait qu'une armée de dix mille Français, expédiée dans l'Inde par la voie de Suez, aurait fait la conquête du Bengale, en une seule campagne,

avant même que l'Angleterre en fût avertie. Talleyrand partageait ces vues. Il y fit allusion, dans un discours à l'Institut, le 3 juillet 1797, quelques jours avant de succéder comme ministre à Charles Delacroix. Bonaparte était venu aux mêmes conclusions par d'autres voies.

Le 16 août 1797, en recommandant au Directoire l'occupation des îles Ioniennes, il ajoutait : « L'empire des Turcs s'écroule tous les jours... Les temps ne sont pas éloignés où nous sentirons que pour détruire véritablement l'Angleterre, il faut nous emparer de l'Égypte. » Un mois plus tard, à Passariano, il a déjà poussé cette idée jusqu'aux détails d'exécution, prévu les effectifs nécessaires, l'occupation préalable de Malte. Il en écrit au Directoire, en parle, longuement, et avec précision, à Desaix. Déjà du reste il voit surtout dans l'Égypte un objet de conquête, un moyen de dominer la Méditerranée et l'Orient. L'action contre l'Inde, l'Angleterre, n'est qu'à l'arrière-plan. Talleyrand est d'accord avec lui, lui procure des documents de la Marine qui lui parviendront en Italie, sous le couvert de Monge. La paix de Campoformio, la nomination de Bonaparte à Rastatt, l'espoir qu'il semble avoir caressé, à ce moment, d'entrer au Directoire, lui ont fait délaissier provisoirement ces projets. Mais il n'y a guère d'apparence qu'il y ait renoncé. Pourtant, il semble tout occupé de la descente en Angleterre, donne, de Rastatt même, des ordres pour la préparer, et après son retour à Paris, part, le 8 février, inspecter les côtes de Flandre et de Picardie, expédiant Kléber en Normandie et Desaix en Bretagne.

Cependant, sa pensée ne pouvait quitter la Méditerranée ni l'Orient, et les nouvelles d'Italie l'y ramenaient sans cesse. La Cisalpine affichait des ambitions d'indépendance et de conquête. Il avait fallu la « brider avec les chaînes de fer » d'un traité d'alliance, le 21 février. A Rome, des troubles graves avaient, comme on verra, éclaté à la fin de décembre 1797. On comprend que Bonaparte ait souhaité retourner en Italie, mettre à la raison les propagandistes unitaires, veiller au maintien de son œuvre, retenir dans les ports italiens la flotte de Brueys qui devait passer dans l'Atlantique, par ordre du Directoire, et dont le chef ne se pressait pas d'obéir. Tout cela valait mieux que de compromettre sa gloire et de risquer sa vie, comme Hoche l'avait fait par devoir, dans une aventure maritime mal préparée sur l'Océan.

Mais le zèle de Talleyrand à détourner le coup qui menaçait

l'Angleterre était plus grand encore, et sur ses motifs, toutes les hypothèses sont permises quand on connaît son passé, et ce qu'il appelait lui-même ses « raisons de position ». Il lui fallut beaucoup d'efforts pour décider le Directoire. Un premier rapport, qui proposait un partage de la Turquie avec l'Autriche et la Russie, en gardant pour la France l'Égypte, Candie et Lemnos, avait été rejeté (27 janvier). Un second, du 16 février, ne parlait plus que de l'Égypte et voulait « rassurer » le gouvernement sur les dangers d'une rupture avec la Porte. Peut-être Talleyrand jugea-t-il le moment venu d'appeler Bonaparte à la rescousse. De fait, le 23 février, le général, revenu à Paris la veille, remit au Directoire un mémoire concluant à l'expédition d'Égypte ou à la paix. Le 5 mars, il revint à la charge, répondit victorieusement à toutes les objections, surtout à celles de Reubell, qui montrait la paix incertaine, le danger d'envoyer si loin les meilleures troupes et le meilleur général de la République. Il soutint que l'expédition durerait à peine jusqu'en octobre, temps favorable pour passer la Manche, époque prévue pour l'insurrection d'Irlande. Jusque-là l'Angleterre surprise n'aurait le temps de rien faire, et les puissances du Continent, par crainte d'une nouvelle guerre de propagande, ne bougeraient pas. Talleyrand faisait chorus et offrait, pour sa part, d'aller à Constantinople, maintenir l'alliance avec le sultan. Il fixait son départ au 15 floréal (4 mai), cinq jours avant le tirage au sort du Directeur sortant, renonçant de la sorte à sa candidature, pour le succès de laquelle cependant, il avait de Godoy promesse secrète d'un subside de quinze cent mille francs. Ce fut peut-être l'argument décisif pour le Directoire.

Jeter dans l'opposition, en pleine période électorale, deux hommes comme Talleyrand et Bonaparte n'était pas un mince danger politique. Ils offraient de partir : on les prit au mot. Le 5 mars, l'entreprise était décidée. Aussitôt Bonaparte s'empressa de transmettre, en grand secret, les ordres de mouvement aux troupes de France et d'Italie. Talleyrand, lui, avait dès le 22 février, averti le ministre de Prusse de ce qu'on allait entreprendre : c'est miracle que, par Berlin, la nouvelle n'en soit pas presque aussitôt parvenue à Londres.

L'expédition fut préparée avec une extrême rapidité. En deux mois, du 15 mars au 19 mai 1798, 13 vaisseaux, 7 frégates ou corvettes, 35 bâtiments légers, 280 transports de tonnages divers étaient prêts à Toulon, à Cività-Vecchia, à Gênes et en Corse. Ils portaient, équipages compris, 54.000 hommes,

1.200 chevaux, 171 canons ; l'état-major du corps expéditionnaire ne comptait pas moins de 32 officiers généraux, pour 38.000 hommes de troupe, plus près de 200 civils, savants, écrivains et artistes. Au dernier moment, Bonaparte crut ne pouvoir partir. Un grave incident menaçait la paix continentale.

Après Campoformio, le Directoire avait nommé à Vienne un ambassadeur, et désigné Bernadotte qui rejoignit son poste avant que l'empereur eût envoyé personne à Paris. Le général, ambitieux, intrigant, beau parleur, avait, comme on a vu, lié partie avec les Polonais, et prétendu traiter de haut la cour impériale. N'ayant pu trouver à Vienne un peintre pour décorer la façade de son hôtel de l'écusson républicain, il y fit arborer le drapeau tricolore, alors symbole redouté de la révolution universelle. Une émeute se produisit, la foule arracha le drapeau, et Bernadotte, se jugeant mal protégé par la police, quitta la ville avec éclat (15 avril). C'était le moment où la délégation d'Empire venait, à Rastatt, d'admettre en principe, après mille atermoiements, la cession de la rive gauche aux Français et la sécularisation des États ecclésiastiques pour indemniser les princes dépossédés (9 mars-3 avril). L'événement de Vienne pouvait tout rompre, et réunir la Prusse et l'Autriche dans une peur commune de la propagande française. Déjà, l'Autriche armait, et redoublait d'efforts, à Berlin, à Londres, à Pétersbourg, pour renouer la coalition. Mais personne n'était prêt à faire la guerre. Bonaparte offrit d'aller lui-même à Rastatt arranger les choses, et fit retarder le départ de l'expédition d'Égypte (26 avril). Pourtant, le 2 mai, il se ravisa et rejoignit Toulon en hâte, envoyant une lettre d'excuses à Rastatt, où Cobenzl devait l'attendre en vain.

La flotte leva l'ancre le 19 mai. Elle se concentra le 3 juin, en vue des côtes de Sardaigne. Le 11, elle s'emparait de Malte, après « un jour d'escarmouches et un jour de négociations ». Bonaparte y laissa trois mille hommes et fit voile pour l'Égypte. Le 1^{er} juillet, il était devant Alexandrie. Une escadre anglaise venait d'y passer, qui pouvait revenir. On débarqua en toute hâte, et la ville, occupée par une garnison turque, fut attaquée à l'improviste, sans déclaration de guerre, et enlevée en deux heures. Kléber y resta, avec trois mille hommes. Puis l'armée marcha directement sur le Caire, par la plaine, alors presque déserte, de Damanhour. Une flottille, montée par les marins de Brueys, la rejoignit à Ramanieh. Bonaparte avait lu dans les rapports d'agents des Affaires étrangères, Magallon, Lazowski,

Comeiras, qu'on pouvait aisément faire une « révolution » en Égypte, qu'elle était « peuplée d'hommes à qui la liberté donnerait de l'énergie » et qu'il n'y avait qu'à vaincre les Mameluks pour tirer les Égyptiens de « l'avilissement où la tyrannie les avait plongés ». Sa proclamation du 5 juillet est conforme à ces idées, dont s'inspiraient, du reste, les instructions du Directoire. Mais il fallait combattre d'abord.

Maîtres de l'Égypte depuis de longues années, les Mameluks n'avaient su que l'exploiter pour satisfaire leur paresse et leurs goûts de luxe. La population, désarmée et peu énergique, les laissait faire. Le Sultan s'était longtemps contenté de percevoir l'impôt et de nommer un pacha que les beys, chefs des Mameluks, tenaient en tutelle. Pourtant, en 1787, une armée ottomane, conduite par le capitán-pacha, avait occupé le Caire, obligé les beys du Delta, Ibrahim et Mourad, à s'enfuir en Haute-Égypte, et installé à leur place un nouveau bey plus docile, Ismaël. Mais, trois ans plus tard, à la faveur de la guerre russo-turque, Ibrahim et Mourad étaient revenus. Ismaël venait de mourir ; son successeur, incapable, tomba sous la domination des Mameluks, qui recommencèrent à tyranniser et à rançonner les habitants, même et parfois surtout les commerçants étrangers. Les Français du Caire et d'Alexandrie avaient souvent réclamé une intervention armée contre les beys : « On connaît, écrivaient-ils en février 1793, la faiblesse de ces tyrans-pygmees. Six mille citoyens-soldats les chasseraient du Caire... la conquête de l'Égypte ne coûterait point de sang. »

Démentant cet optimisme, Mourad et Ibrahim, qui avaient été avertis du départ de Bonaparte, l'attaquèrent dès son arrivée. Avant même d'avoir débarqué tous ses canons et remonté sa cavalerie, il dut livrer bataille, à Choubra-Khît, puis aux Pyramides. Les Mameluks, presque tous à cheval et que ne soutenait aucune bouche à feu, se brisèrent contre l'infanterie française, ployée en colonnes carrées par bataillon, la formation réglementaire d'alors contre la cavalerie en rase campagne. Mais on ne pouvait les poursuivre, faute de troupes montées. Ibrahim s'enfuit en Syrie, où il rejoignit le pacha Ahmed Djezzar. Mourad se retira sur le Haut-Nil et il fallut détacher contre lui une colonne, formée principalement de troupes à cheval, remontées sur place, et où figura plus tard un escadron de méharistes, les « dromadaires ». Desaix, qui la commandait, resta plus de six mois en campagne sans résultats décisifs. Pendant ce temps, l'offensive maritime anglaise avait

coupé à Bonaparte sa ligne de retraite et de communications.

Les Anglais connurent de bonne heure les armements de Toulon et de Gênes. Ils les croyaient destinés au Portugal, à l'Irlande, peut-être à Naples. Dès la fin d'avril, l'amiral lord Saint-Vincent (Jervis), en croisière devant Cadix, reçut des renforts, et l'ordre de détacher dans la Méditerranée une escadre, confiée au contre-amiral Nelson. Dans le cabinet britannique, Dundas seul eut soupçon du vrai but de l'expédition française. Des bavardages, au moins imprudents, de savants désignés pour y prendre part lui étaient revenus, en passant par Francfort et Brunswick. Il fit aussitôt avertir le gouverneur des Indes et les ambassadeurs à Constantinople et à Saint-Petersbourg. C'était l'Inde surtout qui l'inquiétait.

La puissance britannique s'était affermie en apparence pendant les six années où lord Cornwallis, le vaincu de Yorktown, exerça le gouvernement général (1785-1792). Les pouvoirs de la Couronne avaient été accrus par deux actes de 1786 et de 1788, l'organisation judiciaire transformée. On avait cru résoudre la question des terres au Bengale en conférant le droit de propriété sur les anciens domaines impériaux aux *zamindars* ou fermiers de l'impôt : erreur et injustice dont les conséquences n'apparaîtront que plus tard. Mais ni Cornwallis, ni son successeur sir John Shore, ancien collaborateur de Warren Hastings, ne surent empêcher les progrès de deux souverainetés indigènes du Dekkan : la confédération des Mahrattes et le sultanat de Mysore. La confédération mahratte avait pour chef Madhadji Rao Scindiah, qui sans titre princier, ni rang dans la hiérarchie indigène, gouvernait en maître au nom du Grand-Mogol Chah-Alem, restauré nominalelement en 1777. Scindiah avait une armée organisée à l'européenne par un aventurier savoyard, Benoît Leborgne de Boigne, dont le nom devait être illustré plus tard par les mémoires de sa femme, née d'Osmond, qu'il épousa à Londres, en 1798. Mais Scindiah mourut en 1794. Leborgne de Boigne repartit pour l'Europe en 1796 et son successeur, le Français Perron, ne put empêcher la décadence de l'empire mahratte. La prépondérance passa à ses voisins, le Nizam d'Haïderabad et le sultan de Mysore Tippou-Sahib. L'un et l'autre avaient des Français à leur service. Le chef des troupes du Nizam, nommé Raymond, leur avait donné l'uniforme français et le drapeau tricolore. Tippou, vaincu en 1791 par une

coalition du Nizam et des Mahrattes que Cornwallis avait organisée, privé d'un tiers de ses États et contraint à payer 75 millions, avait recherché l'appui des Français pour prendre sa revanche. Il recueillit à Serigapatam les défenseurs de Pondichéry quand les Anglais s'en emparèrent en 1793. Ils y fondèrent un Club de Jacobins, et honorèrent le sultan de l'appellation de « citoyen Tippou ». Sur leur avis, Tippou fit demander secours au Directoire et au gouverneur de l'île de France, Malar-tic. Celui-ci leva aussitôt des volontaires et annonça publiquement l'insurrection de l'Inde et l'expulsion prochaine des Anglais. Quand la nouvelle parvint à Londres, Dundas y crut et fit aussitôt expédier des troupes d'Angleterre, de Lisbonne et du Cap. Grenville, plus calme, se moquait des « visions » orientales de Bonaparte, et comptait que Nelson y couperait court.

De fait, l'amiral n'avait d'abord pas cru que les Français voulussent aller plus loin que Naples ou la Sicile. Quand il apprit la prise de Malte, il changea d'avis et fit voile, en hâte, vers Alexandrie. Ne trouvant personne, il voulut couvrir Constantinople, longea les côtes d'Asie-Mineure, mais dut revenir en Sicile pour relâcher. La cour de Naples le fit avertir que Bonaparte était probablement en Égypte, et il en eut la quasi-certitude en arrivant à Syracuse. Ravitaillé en hâte, il repartit pour Alexandrie, en longeant la Morée. Le 1^{er} août 1798, vers deux heures après-midi, il découvrit la flotte de Brueys, à l'ancre près d'Aboukir, en ligne de file sur plus d'un mille, non loin de la côte. Brueys aurait voulu, selon les instructions du Directoire, s'abriter dans le port d'Alexandrie ou à Corfou. Mais il attendait les ordres de Bonaparte, un chargement de vivres et la rentrée des équipages et du matériel employés provisoirement sur le Nil. Forcé de combattre au mouillage, sans pouvoir utiliser toute son artillerie, il se défendit énergiquement et périt dans l'explosion du navire amiral. Deux vaisseaux seulement échappèrent. L'Angleterre devenait d'un seul coup maîtresse de la Méditerranée. Nelson, blessé, retourna à Naples, où il crut trouver, dans la tendresse romantique de la célèbre lady Emma Hamilton, la plus belle récompense de son triomphe.

II. — LA CAMPAGNE DIPLOMATIQUE DU DIRECTOIRE (AVRIL-AOUT 1798)¹.

Quand eut lieu l'incident Bernadotte à Vienne², le Directoire n'était ni prêt à la guerre, ni même incliné à rompre la paix. Il fit proclamer par son journal, le *Rédacteur*, sa résolution de rester fidèle aux traités. Il accueillit avec plaisir l'offre de Cobenzl de retourner à Rastatt pour arranger l'affaire. Puis, Bonaparte ayant retiré sa promesse d'y aller aussi, il désigna pour le remplacer un homme de sentiments modérés et de façons courtoises, François (de Neufchâteau), que le sort venait d'exclure du gouvernement. Comme, à ce titre, François était tenu par la constitution de ne pas quitter d'un an le territoire français, les conférences eurent lieu à Seltz, au bord du Rhin, sur la route de Strasbourg à Rastatt, du 30 mai au 7 juillet 1798.

François n'avait pour mission que de réclamer une satisfaction quelconque pour l'affaire du drapeau. Mais Cobenzl avait obtenu de Talleyrand et de Bonaparte la promesse d'une négociation d'ensemble, et directe, sur la situation générale. Il voulait vendre, le plus cher possible, l'adhésion de l'empereur aux votes de Rastatt. Comme à Campoformio, il était très exigeant en Italie, et fort coulant en Allemagne, pourvu que l'on ne donnât rien, ou presque, à la Prusse. Et il développa son projet de partager, entre la France et l'Autriche, tout le nord et le centre de l'Italie. Il voulait pour l'empereur tous les anciens États vénitiens plus les Légations et la Lombardie, où régnerait le grand-duc de Toscane ; Florence irait aux Français, avec le Piémont, même Gènes. Le grand-duc de Modène irait régner quelque part en Souabe : autant de combinaisons qui reparaitraient, un peu changées, en 1801. François savait ces prétentions inacceptables. Toutefois, sentant bien qu'il fallait offrir quelque chose pour gagner l'Autriche, il parla d'un moyen terme : restreindre la Cisalpine à la Lombardie, agrandie du Piémont, ou bien laisser l'empereur prendre, à l'est de l'Adriatique, un morceau de l'empire turc « car il faut toujours finir

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir ci-dessus, p. 378 et 392. Sur les conférences de Seltz, K. Mendelssohn-Bartholdy, *Die Konferenzen von Seltz*, dans l'*Historische Zeitschrift*, t. XXIII (1870), p. 27-53. — Sur Sieyès et sa mission à Berlin, P. Bailleu, *Preussen und Frankreich* (cité p. 286), t. 1^{er}; H. Néton, *Sieyès* (Paris, 1900, in-8°); J. H. Clapham *The Abbé Sieyès* (Londres, 1912, in-8°).

2. Voir plus haut p. 409.

par s'accommoder avec le bien d'autrui ». « Plus tard, répondit Cobenzl, cela viendra un jour de soi-même. » Mais, à Paris veillait Treilhard, successeur de François au Directoire ; il avait toujours, à Rastatt, tenu la dragée haute à l'Autriche, et trouvait que François se laissait « jouer comme un enfant ». En l'absence de Reubell, malade de la goutte, il fit répondre par un refus aux offres de Cobenzl. « Il faudra donc, dit celui-ci, se jeter dans les bras de l'Angleterre. » Et Treilhard de répliquer : « Vous n'en êtes jamais sortis. » François et Cobenzl se séparèrent sans conclure. Mais l'Autrichien avait pris directement la route de Pétersbourg et le Français, sur le chemin du retour, remarqua l'air consterné des curieux qui le regardaient passer.

La mission de François n'avait guère d'importance aux yeux de Treilhard et de Reubell, qui détestaient l'Autriche, s'en méfiaient profondément et croyaient encore possible de s'allier contre elle avec la Prusse. Le ministre de France à Berlin, Caillard, n'avait pas leur confiance. A vrai dire, il était, à leur insu, trahi par son secrétaire-interprète, qui livrait sa correspondance aux diplomates russes. Reubell et Treilhard le remplacèrent par Sieyès, leur fidèle acolyte de la section diplomatique, au comité de Salut public de l'an III. Ils passèrent outre aux répugnances, peu déguisées, du roi de Prusse et Sieyès partit pour Berlin au commencement de juin 1798. Il avait ordre d'empêcher à tout prix la quadruple alliance de se reformer, et pour cela de mettre en œuvre les moyens mêmes employés trois ans plus tôt pour la dissoudre. La Prusse avait, en 1795, cessé la guerre contre la France pour s'assurer la possession de Varsovie. On allait lui offrir, au prix d'une alliance, la Pologne entière ; les Prussiens concentraient leur territoire à l'est de l'Elbe.

« Sieyès est très habile et nous sommes très généreux », disait Talleyrand à une confidente qui rendait ses propos à la cour de Vienne. Peut-être son habileté s'appuya-t-elle sur des liens anciens avec les sociétés théosophiques, naguère toutes-puissantes auprès du feu roi, et sur la sympathie connue du prince Henri, frère du grand Frédéric. Mais les temps étaient changés. Admis enfin à voir Haugwitz, qui le tint longtemps à distance, Sieyès le jugea « finasseur », le trouva fermé, fuyant, insaisissable. A Rastatt aussi les Prussiens se dérobaient, et les autres Allemands à leur suite. En vain le Directoire avait renouvelé sa députation, remplaçant Treilhard, entré au Luxembourg, par

Jean de Bry, et lui adjoignant Roberjot, ancien prêtre, habile négociateur, qui avait jadis, à la Convention, défendu énergiquement le système des « limites naturelles ». Au milieu d'août, on n'avait pu, malgré une série de concessions, obtenir la démolition des forteresses de la rive droite, qui, devant Cologne, Mayence et Strasbourg, commandaient les passages du Rhin.

Sieyès fit un dernier effort, obtint de voir le roi en personne, crut un moment tenir le succès. Mais soudain l'espoir s'évanouit, et Haugwitz revint à ses faux-fuyants. Sieyès avoua son échec au Directoire : « Il y a trois ou quatre mois, je vous aurais dit : envoyez-moi à Vienne... Mais à présent, je sais qu'on ne raisonne plus dans ce pays-là ; c'est de la rage... Si la guerre recommence, vous ne la finirez que pour la voir recommencer encore ; ainsi de suite, à moins d'adopter... un plan de républicanisation différent de celui qu'on a suivi. » Les Directeurs, au même moment, s'y disposaient. Mais il était bien tard. Ces mots sont du 29 août, près d'un mois après le désastre d'Aboukir.

III. — LA DOMINATION FRANÇAISE EN SUISSE : LA RÉPUBLIQUE HELVÉTIQUE¹.

L'essentiel était, puisqu'on persistait à défendre l'Italie contre les ambitions de l'Autriche, de tenir les routes qui y mènent. Sur celle de Mayence à Milan, qui passe par l'Alsace et la Suisse, on avait déjà fait disparaître des obstacles. La république de Mulhouse, attirée dès longtemps vers la France par les intérêts et les sentiments de sa bourgeoisie industrielle, avait signé librement, le 28 janvier, un traité de réunion, approuvé par une loi du 1^{er} mars, fêté publiquement le 15 mars 1798. Genève, moins spontanément à la vérité, fit de même

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur les réunions de Mulhouse et Genève à la France, Ch. Schmidt, *Une conquête douanière, Mulhouse, documents des Archives nationales relatifs à la préparation de la réunion de Mulhouse à la France* (Paris et Nancy, 1910, in-8°) ; Chr. Pfister, *Comment et pourquoi la République de Mulhouse s'est donnée à la France* (Paris et Nancy, 1919, in-8°, 24 pages) ; Ed. Chapuisat, *De la Terreur à l'annexion* (Paris et Genève, 1913, in-8°) ; F. Barbey, *Félix Desportes et l'annexion de Genève à la France* (Paris, 1916, in-8°). — Sur la Suisse, outre les ouvrages indiqués, p. 392, voir E. His, *Geschichte des neueren Schweizerischen Staatsrechts*, t. 1^{er}, 1798-1813 (Bâle, 1920, in-8°) ; G. Guggenbühl, *Bürgermeister Paul Usteri 1768-1831*, t. 1^{er} (Aarau, 1925, in-8°) ; A. Rufer, *Pestalozzi, die französische Revolution und die Helvetik* (Berne, 1928, in-8°) ; E. Dunant, *Relations diplomatiques de la France et de la République helvétique* (Bâle, 1901, in-8°, t. XIX des « Quellen zur schweizer. Geschichte »), E. Rott, *Perrochel et Masséna, l'occupation française en Helvétie* (Neuchâtel [1899], in-8°) ; cf. le chap. XVI du livre de R. Guyot, cité p. 285.

(26 mars-26 avril). Elle devint chef-lieu du nouveau département du Léman, que traversait la route allant vers les passages du Simplon et du Petit Saint-Bernard. Il fallait aussi s'assurer les chemins de la Suisse vers l'Italie et le Tyrol.

On a vu¹ qu'au début de mars, l'armée commandée par Brune et Schauenbourg, après avoir vaincu les troupes de Berne, était entrée dans cette ville. Le nouveau gouvernement helvétique avait été ensuite organisé et installé à Aarau, capitale provisoire. Les élections eurent lieu très librement, au point que Ochs et Laharpe, objet de jalousies locales, ne furent pas désignés pour le Directoire, où entrèrent des hommes de second plan, mais non suspects d'avoir subi l'influence étrangère. Aussitôt, les montagnards des petits cantons, furieux contre la nouvelle constitution (*das Büchli*, le « livret ») qui supprimait leurs franchises démocratiques et cantonales, se soulevèrent, à l'appel de leurs prêtres. Un seul, cependant, Schwytz, résista aux proclamations du gouvernement d'Aarau. Il dut se soumettre après un combat indécis à Morgarten, le 3 mai. Le Valais avait été compris dans la république helvétique, parce que la route du Simplon le traversait en entier. Il ne s'y résigna qu'après un essai de révolte réprimé le 17 mai par des troupes vaudoises et françaises.

Brune, au premier moment, avait fait saisir le numéraire contenu dans le trésor de Berne, six millions dont la moitié fut remise à Bonaparte pour l'expédition d'Égypte. Le reste servit à payer les troupes d'occupation. Il y avait aussi dix-huit millions de valeurs sur l'étranger. Brune, moyennant un cadeau de deux cent mille francs, les laissa aux Bernois, qui, faute de pouvoir les mettre en sûreté, offrirent de les escompter à la France au rabais. Talleyrand négocia l'affaire et y gagna une commission d'un million, des mains de l'agent bernois Jenner, neveu du banquier Haller à qui Bonaparte avait confié les finances de l'armée d'Italie. Bientôt il fallut, pour nourrir l'armée, réquisitionner et lever des contributions en Suisse. Le Directoire y avait nommé un commissaire civil, Rapinat, beau-frère de Reubell, de nom fâcheux, mais d'honnêteté rigoureuse. Il s'aliéna, par sa raideur, à la fois les généraux et les autorités helvétiques. Ochs le soutenait, et tous deux prirent occasion d'intrigues et de réclamations en partie injustifiées, formulées par les familles de banquiers bernois, pour destituer

1. Ci-dessus, p. 397.

deux des Directeurs helvétiques. Cette intervention fut sévèrement blâmée à Paris, mais eut pour résultat de faire élire Ochs et Laharpe, qui négocièrent aussitôt avec la France un traité d'alliance offensive et défensive (19 août 1798).

En échange d'une garantie territoriale et militaire, la Suisse accordait aux Français le passage par deux routes à construire vers l'Italie, l'une par le Splügen, l'autre par le Simplon, et à compléter par une voie navigable de Bâle à Genève. C'était prévoir de loin l'avenir. La route du Splügen sera faite en 1827 seulement, celle du Simplon, ouverte en 1805 ; le canal Bâle-Genève est encore à faire. Les articles secrets accordaient, outre l'évacuation de la Suisse et le règlement des questions financières, des compensations territoriales dans le Frickthal (près de Bâle), le Vorarlberg et les Grisons. Le traité fut ratifié à l'unanimité moins une voix par les chambres helvétiques. Ochs écrivit à Talleyrand : « Mes vœux sont accomplis..., je n'ai rien à désirer que le repos. » Seuls, les petits cantons résistèrent encore, à l'appel des moines. Le 9 septembre, les montagnards d'Unterwalden soulevés se firent massacrer à Stanz. Mais Schauenbourg proclama une amnistie et distribua des secours aux villages détruits. Rapinat, que les pillards évincés par ses soins couvrirent plus tard de calomnies, fit réduire les contributions et géra les finances avec une probité sévère, à quoi le général Schauenbourg, le Bernois Jenner et les fournisseurs de l'armée eux-mêmes, comme Hanet-Cléry, ont rendu hommage. Après son départ, en mai 1799, des abus persistèrent, mais l'alliance conclue n'était pas impopulaire, et quand la guerre recommencera, les Suisses combattront vaillamment aux côtés des Français. « Chacun, comme écrit Laharpe, défendra sa carcasse de bonne grâce », bien mieux qu'en 1814.

IV. — LA DOMINATION ET LA PROPAGANDE FRANÇAISES EN ITALIE¹.

Les Italiens n'agirent pas toujours de même, et furent traités de tout autre façon. Les hommes d'État français, Reubell,

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Sur Rome, P. Boulot, *Le général Duphot* (Paris, 1909, in-12) ; A. Dufourcq, *Le régime jacobin en Italie, étude sur la République romaine* (Paris, 1900, in-8°). — Sur la Cisalpine, C. Cantu, *Corrispondenze di diplomatici della Repubblica e del regno d'Italia* (Milan, 1886, in-8°) ; G. de Castro, *Milano e la Repubblica cisalpina* (Milan, 1879, in-12), L. Madelin, *Fouché* (Paris, 1903, 2 vol. in-8°), t. 1^{er} ; G. Roberti, *Il cittadino Ranza* (Turin, 1890, in-8°) ; A. Luzio, *Francesi*

Merlin et Treilhard surtout, les méprisaient volontiers, faute de les bien connaître : ils les tenaient pour infectés de « superstition » ou enclins à l'« anarchie terroriste ». Les généraux, Bonaparte en tête, dénonçaient le peuple comme « pantalon et lâche ». Ils étaient d'accord en cela avec Thugut, sévère pour la « racaille » qui portait l'uniforme cisalpin autant que pour l'armée du roi de Naples, d'ailleurs allié secret de l'Autriche. Mais, à moins d'abandonner tout à fait l'Italie à l'empereur, — Reubell s'y serait décidé sans trop de peine, sans la crainte de le fortifier à l'excès, — il fallait la défendre, et en assurer les moyens.

Le point sensible de la frontière cisalpine était la partie voisine de l'État romain. Tous les « patriotes » de l'Italie centrale, réfugiés à Milan, avaient les yeux tournés vers Rome, Naples et la Toscane. Ils travaillaient à y préparer des soulèvements, pour amener une intervention française. Le ministre français à Florence, Cacault, signalait les rodомontades de leurs journaux, leurs efforts pour provoquer une rupture, leur accord avec les gens d'affaires et de finance, même français ou suisses de nationalité, pour provoquer l'invasion et le pillage de ces « territoires vierges ». Les soldats ne demandaient pas mieux : ils attendaient encore les « richesses » que Bonaparte, au début de la campagne de 1796, leur avait promises, avec la gloire.

Le mouvement se produisit d'abord à Rome. Avant fructidor, le Directoire avait pensé à établir un *modus vivendi* sur les affaires religieuses avec le successeur éventuel de Pie VI, jugé près de sa fin. C'est sans doute pour cela que Bonaparte avait fait nommer son frère Joseph ambassadeur près le Saint-Siège. Après le coup d'État, la cour de Rome fit des avances dans le même sens, mais sans les pousser davantage. L'entourage du pape était divisé et le parti autrichien y triompha bientôt, jusqu'à refuser de reconnaître la république cisalpine. Alors, Joseph Bonaparte, pour intimider le gouvernement romain, laissa rentrer à Rome ou réclama comme protégés français

c Giacobбини a Mantova dal 1797 al 1799 (Mantoue, 1890, in-8°) ; G. Sabini, *I primi esperimenti costituzionali in Italia 1797-1815* (cité p. 343). — Sur le Piémont, P. Gaffarel, *L'annexion du Piémont à la France en 1798*, dans la *Révolution française*, t. XIX (1890), p. 289-315 et 507-537 ; R. Guyot, *Ginguené à Turin*, dans les *Feuilles d'histoire*, t. VII (1912), p. 117-134. — Sur la Toscane, W. Lang, *Karl-Friedrich Reinhard in Florenz, 1797-1798*, dans la *Historische Zeitschrift*, t. LIV (1885), p. 414-458, et du même, *Graf Reinhard, 1761-1837* (Bamberg, 1896, in-8°). — Sur Naples, L. Conforti, *Napoli dalla pace di Parigi alla guerra del 1798* (Naples, 1889, in-16) ; B. Maresca, *La missione del Commandatore Alvaro Ruffo a Parigi 1797-1798* (Naples, 1908, in-8°) ; A. Dry, *Soldats ambassadeurs sous le Directoire* (cité p. 379).

quelques agitateurs, naguère bannis ou emprisonnés. Il les jugeait peu dangereux ; pourtant, le 28 décembre 1797, peut-être à l'instigation de la police pontificale, ils essayèrent de provoquer un soulèvement. Dispersés par la troupe, ils voulurent se réfugier à l'ambassade de France. Une bagarre en résulta, d'où Joseph Bonaparte eut peine à se tirer, et où périt le général Duphot, qui était venu la veille de Gênes pour épouser la belle-sœur de l'ambassadeur, Désirée Clary, l'ex-fiancée de Napoléon, la future reine de Suède. Joseph quitta Rome le soir même. Le Directoire, aussitôt averti, donna des ordres, après avoir consulté Bonaparte. Berthier, qui commandait en Italie, dut marcher sur Rome, détrôner le pape, établir une république. Bernadotte, nommé ambassadeur à Vienne, surveillerait les intentions de l'Autriche. Peut-être Bonaparte pensait-il trouver là matière à un accord complet avec elle. Le partage de l'État romain ferait la paix de Rastatt comme le partage de Venise avait fait celle de Campoformio. Talleyrand, lui, faisait offrir la moitié des terres du Pape au roi de Naples, en réclamant deux millions de courtage.

Mais les Directeurs n'entendaient plus « marchander les peuples » et tenaient à leur république romaine ; la gloire de cette résurrection les tentait, et aussi le profit qu'ils en escomptaient. Une commission de trois membres, Daunou, Monge et Florent, fut désignée pour guider et contenir le nouvel État, en écarter les patriotes unitaires, et soustraire les dépouilles du gouvernement pontifical aux fournisseurs et aux généraux. Elle emportait une liste d'« objets de science et d'art » à transporter à Paris, y compris la colonne Trajane. En retour, les commissaires offriraient aux Romains le cadeau d'une constitution. Daunou, Merlin, peut-être Bonaparte y avaient travaillé, essayant d'y mettre « plus d'ensemble et d'énergie » que n'en avait le chef-d'œuvre de l'an III : des Conseils moins nombreux, nommés Tribunat et Sénat, siégeant moins longtemps ; un Directoire, appelé Consulat, maître de congédier les députés et disposant des finances, des préfets consulaires investis d'une grande autorité dans les départements. Masséna, désigné par Barras, irait remplacer Berthier et mettre en jeu la nouvelle machine, d'accord avec les commissaires.

Quand ils arrivèrent, Rome était occupée déjà. Berthier avait d'abord, sur un avis secret de Bonaparte, fait un traité avec le pape. Ensuite, ayant reçu les ordres du Directoire, il avait laissé proclamer, par quelques centaines de « patriotes »,

une république romaine qu'il reconnut aussitôt (5 février). Le 19, il avait expulsé le pape qui se réfugia à Sienne, en Toscane. Puis Masséna avait pris le commandement, et en trois jours, avant la venue des commissaires civils, hâtivement mis la main sur tout ce qui était bon à prendre. Il opérait avec le Bernois Haller, l'ancien banquier de l'armée d'Italie au temps de Bonaparte. Les camées du Vatican, six mille médailles, les meubles du pape, tout le contenu du palais de Monte-Cavallo disparurent. Le scandale fut tel que les officiers des corps de troupe, appuyés par leurs soldats, se révoltèrent, refusèrent d'obéir à Masséna et aux « brigands d'état-major » et mirent en prison Haller. Le Directoire en fit arrêter quelques-uns, que le Conseil de guerre acquitta plus tard, mais rappela Masséna, sans oser le punir, et le remplaça par Brune. Haller avait gagné l'appui de Bonaparte, en lui envoyant le plus beau camée du Vatican, qui échut à Joséphine. La commission empêcha les pillages individuels et organisa le gouvernement romain, mais ce fut pour mettre, en son nom, le pays en coupe réglée au profit de l'armée française. Les biens du pape et des cardinaux furent saisis, ceux des couvents mis en vente, et une contribution de quinze millions fut imposée. La moitié seulement fut perçue, et versée à la caisse de l'armée d'Égypte. La grande œuvre, chantée par La Revellière, d'émancipation des Romains tournait à une entreprise financière. La France n'en tira ni prestige moral, ni force matérielle. La dernière née des républiques sœurs était même incapable de se défendre en cas de danger extérieur.

La Cisalpine était un allié un peu moins incertain, mais qui devint plus d'une fois embarrassant. Elle avait de grandes ambitions et les proclamait en toute circonstance. Après Campoformio, ses représentants à Paris, Serbelloni et Visconti, assaillirent déjà le Directoire de projets qui tendaient à l'annexion, partielle ou totale, du Piémont, de la Toscane, de l'État romain, même de la république ligurienne. Les Directeurs, d'accord en cela avec Bonaparte, estimèrent que la Cisalpine devait d'abord s'organiser elle-même, se donner une armée solide et, tant qu'elle ne l'aurait pas, payer les troupes françaises qui la défendraient. Ce fut l'objet du traité signé à Paris le 21 février 1798, la veille du jour où Bonaparte révéla ses desseins sur l'Égypte. Il n'assurait aux Cisalpins qu'une garantie de leur territoire par la France avec maintien d'un corps de 25.000 hommes, et sans promesses d'agrandissement, comme la

Suisse en devait obtenir. En retour, la Cisalpine s'engageait à soutenir la France dans toute guerre à venir, lui restait entièrement soumise au point de vue militaire, payait tous les frais du corps d'occupation, et consentait un tarif douanier très avantageux. C'était un vrai traité de protectorat. Il parut si lourd que le Conseil des Anciens de Milan refusa deux fois d'en voter la ratification. Alors, le commandant en chef Berthier reçut de Paris l'ordre de faire, dans le personnel politique cisalpin, les « changements » nécessaires, indiqués sur une liste fournie par Visconti : aucun texte ne l'interdisait, puisque tous les gouvernants de Milan avaient été nommés, sans scrutin, par ordonnance de Bonaparte. Celui-ci n'avait pas été consulté, et protesta ; on réduisit donc le nombre des révoqués de cinquante à une douzaine, dont deux Directeurs, et le traité fut adopté, cette fois sans résistance (20 avril). Les patriotes unitaires avaient cédé, parce qu'ils croyaient venu le moment d'une révolution, générale en Italie, qui rendrait la nation assez forte pour secouer le joug des « libérateurs » étrangers. Rome leur avait échappé, pour tomber sous la main des Français. Ils cherchèrent une revanche ailleurs, en Piémont, en Toscane, à Gênes.

Le Piémont était le plus menacé, cerné qu'il était par quatre républiques, dont deux en Italie, la cisalpine et la ligurienne, qui visaient à l'absorber. Déjà, en 1797, après Leoben, une révolution préparée à Milan et à Gênes, avait éclaté près des frontières. Charles-Emmanuel la réprima vigoureusement, mais prit soin en même temps de s'assurer une protection puissante, en faisant de beaux présents à Bonaparte et à sa femme. Après Campoformio, il conçut de grandes espérances. Il se voyait déjà régnant à Parme, à Florence et à Gênes, et offrait au Directoire de lui abandonner la Sardaigne en échange. Mais on lui fit voir que le temps de troquer les peuples était passé. Les fructidoriens, qui exportaient volontiers les jacobins, après avoir déporté les royalistes, nommèrent ambassadeurs à Gênes et à Turin deux « patriotes prononcés » : Sotin, le ministre de la Police du 18 fructidor, et Ginguené, littérateur connu, très au fait de l'histoire et de la littérature italiennes, et partisan déclaré de l'unité. A peine installé à son poste, Ginguené proposait déjà au Directoire de créer en Italie deux grandes républiques nationales, en gardant pour la France les îles, Sardaigne et Sicile. Bientôt, d'accord avec Sotin et avec Brune, qui commandait à Milan, il entreprit de faire occuper, sous un prétexte,

la citadelle de Turin par les troupes françaises, et de susciter dans la ville un mouvement révolutionnaire contre Charles-Emmanuel (15 septembre 1798). L'entreprise échoua, et le Directoire, qui croyait encore le maintien de la paix possible, disgracia les deux ambassadeurs, tout en laissant, à tout événement, une garnison française dans la capitale piémontaise.

Les Cisalpins avaient beaucoup espéré renverser le roi de Sardaigne. Là, comme ailleurs, ils n'avaient poussé à la guerre que pour être débarrassés de l'entretien des troupes françaises. Obligés d'y suffire encore seuls, ils essayèrent d'écarter le danger de la banqueroute par une réforme financière et des économies. Mais il fallait pour cela à Milan un gouvernement plus concentré et moins dispendieux. Celui que Merlin et Daunou venaient de donner à la république romaine paraissait réunir ces avantages. Les ambassadeurs cisalpins en demandèrent donc l'application à leur pays, ce qui aurait, pensaient-ils, l'avantage de faciliter plus tard la réunion des deux républiques. Le Directoire y consentit. Un ambassadeur, Trouvé, fut nommé à Milan pour exécuter le « changement » réclamé dans la Constitution et dans le personnel politique. En vain, cette « réaction » contre le régime établi à Milan par Bonaparte fut dénoncée à l'opinion par un frère du général, Lucien, et par tous les journaux jacobins. En vain Barras, profitant de la maladie de Reubell, fit remplacer Trouvé par Fouché, qui, d'accord avec Brune, prit sur lui d'annuler l'œuvre de son prédécesseur. Reubell, à peine guéri, fit destituer Brune et décréter Fouché d'arrestation. Le parti unitaire succomba. C'était le seul actif, et désormais le peuple de Lombardie, désorienté par ces coups d'État successifs, ruiné par les impôts et par le séjour des troupes, attendra la défaite des Français comme un signal de délivrance. « Si les habitants, écrivait Trouvé, n'étaient pas si indolents, nous aurions déjà eu des Vêpres siciliennes. »

La Toscane était menacée d'invasion depuis longtemps par les républicains italiens. Les Français les tinrent en respect jusqu'à la prise de Rome. Mais alors les commissaires civils et les généraux réclamèrent l'occupation de Florence et surtout celle de Livourne, où ils craignaient de voir les Anglais s'installer avec des troupes napolitaines qui prendraient l'armée à revers. Le Directoire, lui, ménageait le gouvernement du grand-duc, le premier qui eût, en 1795, fait la paix et reconnu la république. Le ministre dirigeant de François III, Manfredini, s'acquittait fort habilement d'un rôle extrêmement délicat ;

il acceptait au besoin de servir d'intermédiaire entre la France et l'Autriche, comme il fit après la rupture des conférences de Seltz, et évitait avec soin, notamment en gardant le pape « sous clef » à la chartreuse de Florence, de fournir des griefs aux Français, sans pourtant leur céder en tout. Il parvint ainsi, tant bien que mal à maintenir sa neutralité, mais il ne put empêcher, en novembre et décembre, l'occupation de Livourne par les Anglais ni l'attaque du roi de Naples.

Gênes avait aussi un gouvernement habile d'hommes d'affaires, financiers et armateurs, souples à souhait et désireux d'agrandir leur petite république ligurienne. Ils réclamaient à Paris des parties importantes de la Toscane et du Piémont, sinon le tout, et laissaient agir les propagandistes unitaires. Quand le Directoire voulut, pour contenir ces ambitions, leur imposer (août 1798) un accord de frontières avec Charles-Emmanuel, et obtenir d'eux un emprunt, il fut obligé d'« épurer » les Conseils liguriens, comme en Suisse et en Cisalpine, pour enlever le vote (3 septembre). On n'avait pas là d'hostilités sérieuses à craindre, mais l'enthousiasme de l'année précédente pour les Français était bien loin.

Ainsi, au moment du désastre d'Aboukir, la France avait en Italie peu de chose à attendre de ses alliés ou des neutres. Elle avait, par contre, un ennemi à peine déguisé, le roi de Naples Ferdinand IV.

Le souverain et son ministre, le marquis de Gallo, qui avait eu part aux conférences de Leoben et d'Udine, croyaient, après le traité de Campoformio, pouvoir obtenir des agrandissements grâce à la complaisance de Bonaparte et du Directoire. Mais leurs intrigues avec l'Autriche et l'Angleterre étaient connues à Paris, et lors de l'affaire Duphot à Rome, on soupçonna chez eux des projets d'invasion de l'État pontifical. Au contraire, Ferdinand se montrait tout disposé à partager ce pays avec le Directoire, et l'on a vu comment Talleyrand mit à profit cette occasion. Après la prise de Rome et le coup de force électoral du 22 floréal en France, les gouvernants de Paris voulurent, dans toute leur politique italienne, enrayer la propagande et ménager les monarchies. Ils prescrivirent une grande modération à leur nouvel ambassadeur à Naples, Dominique-Joseph Garat. Membre de l'Institut et professeur de philosophie à l'École normale, Garat n'avait rien d'un boute-feu révolutionnaire, mais le spectacle du gouvernement napolitain et des odieuses persécutions dirigées contre les libéraux amis de la

France lui fit horreur et il préféra donner sa démission. Son successeur fut Lacombe Saint-Michel, un général politicien, fin Gascon, qui avait voté la mort de Louis XVI, et faisait volontiers le jacobin, mais épousa une jeune royaliste sauvée par lui de la guillotine. Il arriva à Naples au moment où le roi et sa femme, la célèbre Marie-Caroline, s'étaient décidés à prendre parti contre la France. La reine, intimement liée avec l'ambassadrice d'Angleterre, lady Emma Hamilton, avait déjà, au mois de juillet, fait donner en secret au port de Syracuse l'ordre d'accueillir les vaisseaux de Nelson, au retour de leur inutile croisière à la recherche de Bonaparte. C'est grâce aux secours reçus en Sicile que l'escadre anglaise avait pu atteindre l'Égypte et gagner la bataille d'Aboukir. Quand Lacombe fit son entrée à Naples, le 3 octobre 1798, il vit les vaisseaux britanniques, encore pavoisés en l'honneur de la victoire du Nil, ancrés dans le port, au mépris du traité de 1796 avec la France. Il resta cependant à son poste, attendant de savoir s'il fallait tendre au roi, comme il le lui dit, « l'épée guerrière au lieu de la branche d'olivier ».

C'est le langage même que Sieyès, à la même heure, tenait à Berlin, et Roberjot à Rastatt. Au vrai, la cause était déjà jugée et la coalition refaite. Pourtant, elle ne s'était nouée ni en Italie, ni en Allemagne, mais à Saint-Petersbourg, et, si la guerre recommençait, c'était à propos des pays mêmes où Bonaparte avait prétendu conquérir la paix : l'Égypte et l'Orient.

V. — LA RUSSIE, LA TURQUIE ET LA NOUVELLE COALITION CONTRE LA FRANCE (AVRIL-NOVEMBRE 1798)¹.

Pendant plusieurs mois, d'avril à octobre 1798, l'Angleterre travailla vainement à s'assurer, contre la France, un « soldat continental ». Grenville eût préféré la Prusse, plus à portée de défendre le Hanovre, moins exigeante que l'Autriche sur l'ar-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur la Russie, A. Tratchevski, *Documents diplomatiques concernant les rapports de la France et de la Russie à l'époque de Napoléon I^{er}* : t. I^{er}, *Introduction* (Saint-Petersbourg 1890, in-8°, « Publications de la Société impériale d'histoire de Russie », t. LXX); *Archives des Princes Voronzoï*, publié par P. Barténief, t. VIII à XIII (Moscou, 1884-1902, in-8°). Joindre H. von Helldorf, *Aus dem Leben des Prinzen Eugen von Württemberg* (Berlin, 1861-1862, 4 vol. in-8°), t. I^{er}. — Sur la Turquie, voir p. 405, et L. Pisani, *La Dalmatie, de 1797 à 1815* (Paris, 1893, in-8°); A. Boppe, *L'Albanie et Napoléon* (Paris, 1914, in-16); Driault et Lhéritier, *Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours*, t. I^{er}, par Ed. Driault (Paris, 1925, in-8°); G. Remérand, *Ali de Tébélén, pacha de Janina* (Paris, 1928, in-8°).

gent, et qui, au moins, n'avait pas « trahi » comme elle à Leoben et à Campoformio. Mais le cabinet de Berlin restait inébranlable. S'arranger avec les Autrichiens semblait d'autre part impossible. Ni Thugut ni Cobenzl ne voulaient plus se contenter d'argent prêté, comme en 1795, et qu'il faudrait rembourser, capital et intérêts, après la victoire. Et Pitt entendait bien ne pas placer les guinées anglaises à fonds perdu. Le cabinet britannique chercha donc à se servir de la Russie pour faire pression sur l'Autriche — et même sur la Prusse. Le tsar pouvait seul entraîner les puissances allemandes à la croisade, et peut-être le ferait-il à bon compte. Au même moment, les Autrichiens pensaient aussi à s'arranger avec les Russes, pour éviter de passer par les conditions de l'Angleterre, et forcer la Prusse à sortir d'une neutralité suspecte. Paul I^{er} allait devenir l'arbitre de l'Europe.

Le tsar faisait preuve, en toutes choses, d'une activité extrême, entendait tout voir et tout faire par lui-même. Il ne manquait ni de patriotisme, ni de bonnes intentions. L'humble soumission des paysans le touchait profondément, et il essaya, par amour pour eux, d'adoucir le régime du servage, de réglementer la corvée, de soustraire les communautés rurales à la tyrannie des nobles. Il travailla aussi à relever la condition matérielle et morale du clergé. Mais ses oukases s'accumulaient en vain, mal rédigés, contradictoires, inapplicables. Ce régime « d'incohérence méthodique », appliqué brutalement et sans persévérance, n'aboutit qu'au désordre et à l'anarchie. Paul I^{er} était la proie inconsciente d'intrigues de cour et d'alcôve, tiraillé entre les influences rivales de sa seconde femme, l'impératrice Marie, née princesse de Wurtemberg, d'une dame d'honneur, Anna Nélidov, qu'il adora quelques mois, et d'une maîtresse en titre, Anna Lapoukhine, mariée au prince Gagarine, et qui bientôt peupla la Cour et le ministère de sa famille et de ses créatures. Toutes sortes de cabales s'entrecroisaient dans le monde singulier et parfois interlope où fréquentait le tsar ; on y trouve des grands seigneurs et des comédiennes, des poètes et des laquais, même des femmes de police, comme fut sans doute cette Adélaïde Riffon, qui arrivait de Madrid, où elle avait, aux frais et pour le compte de Godoy, ensorcelé naguère le général Pérignon, ambassadeur du Directoire.

En juillet 1798, Ferdinand de Wurtemberg, frère de la tsarine et de la défunte impératrice d'Autriche, arriva à la cour, chargé d'une mission secrète par son ex-beau-frère de Vienne, auprès

de son beau-frère de Pétersbourg. Il réussit à inquiéter le tsar sur les ambitions maritimes et orientales de la France, sur les menées qu'on prêtait à Caillard et à Bernadotte en faveur des Polonais, enfin sur l'expédition qui venait de quitter Toulon, et qu'on disait dirigée vers la Crimée. Déjà au mois de mai, Paul avait offert aux Anglais de faire passer dix vaisseaux dans la mer du Nord, et réclamé des Turcs le passage des Détroits pour sa flotte de la mer Noire, qu'il voulait envoyer reprendre les îles Ioniennes aux Français. Quand il connut la prise de Malte, il entra en fureur, et ordonna de préparer un corps de 16.000 hommes qui rejoindrait l'armée autrichienne en Italie, à travers les Carpathes et la Hongrie.

A cette nouvelle, Cobenzl, en quittant Seltz, partit pour la Russie. Il échoua, en passant à Berlin, dans un nouvel effort auprès de Haugwitz, mais en arrivant à Pétersbourg il trouva le tsar près de traiter avec les Anglais aux conditions que l'Autriche avait refusées deux mois plus tôt; pourtant il hésitait encore. Par l'intermédiaire de Frédéric-César Laharpe, l'ancien précepteur de ses fils, devenu membre du Directoire helvétique, le Directoire de Paris lui faisait faire une offre secrète d'alliance, aux dépens de l'empire turc. Paul sembla tenté, et s'étant pris de querelle avec les Autrichiens, contremanda le départ de ses troupes. Bientôt pourtant il se calma et le corps expéditionnaire se remit en marche (24-29 septembre). Cobenzl tremblait qu'une nouvelle lubie ne vînt ruiner l'édifice branlant de l'alliance. C'est l'affaire d'Égypte qui arrangea tout. Le 7 octobre, on sut à Londres que les Turcs, en apprenant la victoire de Nelson, avaient signé une triple alliance contre la France avec la Russie et l'Angleterre. « Que Dieu bénisse ces bons musulmans ! » s'écria l'ambassadeur de Paul I^{er}. « Ils se conduisent d'une manière à faire rougir LL. MM. Apostolique et Catholique ! »

En réalité, le secours apporté ainsi à la coalition était plutôt symbolique qu'efficace. Le jeune sultan Sélim III, né en 1761, était fils de Mustapha III et avait succédé, en 1789, à Abd-ul-Hamid I^{er} son oncle. Actif, et même turbulent, autoritaire et entêté, il rappelait par certains côtés Pierre le Grand, à qui l'ambassadeur de Louis XVI, Choiseul-Gouffier, le comparait volontiers. Il avait entrepris de faire disparaître au moins de la capitale le luxe et les mauvaises mœurs qui s'y étaient installés après la guerre, et il circulait la nuit dans les rues de Constantinople pour veiller en personne à l'exécution de ses ordres. Il tenta de réorganiser l'armée en faisant venir des

instructeurs étrangers, surtout Français, et c'est d'une mission de cette sorte que Bonaparte, à la veille du 13 vendémiaire, demanda à faire partie. Mais Sélim n'avait eu ni la persévérance, ni les ressources financières nécessaires pour mener à bien cette entreprise.

On évaluait d'ordinaire l'armée turque à 100.000 hommes au moins, chiffre assurément exagéré s'il s'agit des troupes réglées aux ordres directs du Sultan, mais bien trop faible si l'on tient compte des forces militaires levées par les pachas gouverneurs des provinces. Sélim avait essayé de leur donner une organisation commune par une ordonnance de 1793, le *nizâmi-djéhîd*. Il avait créé pour cela de nouveaux impôts indirects, sur le tabac, le café, le cuir, la laine. Le contenu du trésor de guerre s'élevait, en 1798, à 60.000 bourses (environ 240 millions de francs). Mais le résultat ne correspondait guère aux intentions de Sélim. Le Polonais Oginski, venu à Constantinople en 1795, observa que les troupes instruites à l'européenne savaient tout juste marcher au pas ; encore réclamaient-elles à ce titre un supplément de solde. Dubayet, en 1797, dénonçait « l'inexpérience des généraux, l'ignorance et la barbarie des soldats ». La flotte, montée surtout par des marins grecs, était meilleure. Elle comptait sept navires et six frégates ; le Sultan la passait en revue chaque année et lui faisait faire une croisière dans l'Archipel.

La grande faiblesse de l'Empire turc était l'anarchie intérieure. Le gouvernement central était abandonné aux *effendis*, souvent recrutés parmi les renégats d'origine européenne. Le grand vizir (c'était en 1798 Yousouf-Aga) avait perdu beaucoup de son autorité au bénéfice de conseils anonymes et irresponsables, que le Sultan ne savait ou ne pouvait diriger. Le reis-effendi ou ministre des Affaires étrangères abandonnait la diplomatie aux mains du grand-drogman, presque toujours un Grec phanariote, comme furent Mouroussi et son successeur Ypsilanti. Seul des ministres de Sélim, le capitain-pacha Kut-chouk-Hussein montra de l'énergie et quelque capacité. Sur-tout, l'autorité du gouvernement ne se faisait nullement sentir dans les provinces de l'Empire. En Anatolie, des régions entières y échappaient complètement, au bénéfice de grandes familles féodales, comme celles de Djaban-Oglou et de Kara-Osman-Oglou. Ailleurs, c'étaient des phanariotes qui gouvernaient sans contrôle, ayant acheté leur titre et récupérant leur débours sur le pays : la Valachie et la Moldavie sont soumises à ce

régime depuis près d'un siècle : la première changea six fois de gouverneur en dix ans (1792-1802) ; la deuxième cinq fois. En Roumélie ou dans les Balkans, des pachas nommés par Constantinople abandonnent le pouvoir aux chefs de village musulmans, *agans* ou *aïas* ; eux-mêmes se tiennent quittes de leurs devoirs quand ils ont envoyé au Trésor une partie de l'impôt qu'ils lèvent sur le plat pays.

La paix de 1793 avait laissé sans emploi des soldats et des chefs qui se transformèrent en bandits, les *kirdjali*, et ravagèrent l'Albanie, la Macédoine et la Thrace. Quelques *agas* trouvèrent avantage à se mettre à leur tête, et se taillèrent de vraies principautés, que le Sultan finit par reconnaître en confiant à ces aventuriers le titre de pacha. Pasvan-Oglou est le plus remarquable d'entre eux.

Fils d'un aga de Vidin, originaire de Bosnie, d'abord brigand, puis chef d'un corps à la solde du hospodar de Valachie contre l'Autriche, Pasvan se révolta en 1792, pour venger son père décapité par ordre du pacha de Vidin. Maître de la ville, appelant à lui les janissaires et tous ceux que menaçaient la réforme militaire du *nizâmi-djéhid*, il conquiert bientôt toute la Bulgarie occidentale, appela même les Grecs à la révolte et essaya de s'entendre avec les Français. Intelligent, énergique, malgré sa mauvaise santé (il était d'une maigreur extrême et crachait le sang), il avait de grandes ambitions et se comparait lui-même à Bonaparte. En 1796, il battit complètement une armée turque, commandée par le beglier-beg de Roumélie. Sa domination s'étendit bientôt jusqu'en Bosnie et sur la rive gauche du Danube. Il commandait à plus de 40.000 hommes, Bosniaques en majorité. Les journaux français racontaient ses victoires, et Aubert-Dubayet voyait en lui le futur maître de la Turquie, s'il n'était pas assassiné. En 1798, Sélim décida d'en finir avec lui. Au moment de l'expédition d'Égypte, le capitain-pacha Hussein, à la tête de 40.000 soldats, essayait de s'emparer de Vidin. Il ne put y parvenir, et abandonna bientôt la lutte pour tenter de reprendre Alexandrie et le Caire. Pasvan fut reconnu pacha de Vidin. Il devait le rester jusqu'à sa mort en 1807.

D'autres aventuriers tentaient la même fortune, avec plus ou moins de succès. L'Albanais Ali de Tebelen, fils d'un pacha destitué, gendre d'un autre pacha qu'il trahit et assassina, chef de bande redoutable, tantôt adversaire du Sultan, tantôt à son service (il combattit en 1798 contre Pasvan dans l'armée du capitain-pacha), allait bientôt devenir maître de l'Albanie,

puis de la Macédoine et plus tard de la Morée. Ahmed l'égorgeur (Djezzar) renégat bosniaque vendu comme esclave en Égypte, était, après une incroyable série d'aventures, devenu en 1773 pacha d'Acre et de Saïda, et s'y comportait en vrai souverain. Mais il y avait des risques : en 1796, le vali de Roumélie, Alo-pacha, en 1799, Georges Handgéri, hospodar de Valachie, furent décapités par ordre du Sultan.

Dans les pays montagneux, de population chrétienne en majorité, le gouvernement ottoman se bornait à lever l'impôt, par l'intermédiaire de l'aristocratie indigène ; les *knèz* des pays slaves, les *archontes* des pays grecs s'accommodent ainsi de la domination turque, mais partout des bandes se forment, *haïdouks* et *klephtes* des montagnes et des forêts, pirates de l'Archipel, qui aspirent à l'indépendance. Déjà en 1796, les Monténégrins se sont soulevés, ont battu une armée turque et renié la souveraineté du Sultan. En Grèce, la renaissance nationale commence. Le Thessalien Rhigas, de Velestino, fonde à Bucarest, puis à Vienne, la première hétéairie. Admirateur passionné de la Révolution française, il a composé, en 1794, la *Marseillaise hellénique*. En 1797, il publie « en faveur des Hellènes et Philhellènes » une carte de la Grèce, et il se rendait de Vienne en Italie pour voir Bonaparte quand la police autrichienne le livra au pacha de Belgrade qui le fit assassiner.

Bonaparte avait poussé à la guerre contre les Turcs dès la fin de la campagne d'Italie. La lecture des livres de Volney l'avait convaincu de la décadence de l'empire ottoman et il voyait venir l'occasion d'en prendre une part pour la France. Il reçut à Milan, en 1797, une députation des Maniotes, montagnards de la Morée, qu'il encouragea à conquérir leur indépendance. Quand les Français, aux termes du traité de Campoformio, furent maîtres des îles Ioniennes, Corfou devint un centre d'action politique et commerciale, par où s'établirent des relations avec la côte dalmate, la Crète, l'Égypte. Les Turcs s'en inquiétèrent. L'ambassadeur ottoman à Paris eut vent des préparatifs de l'expédition d'Égypte ; il crut que la propagande française allait s'étendre aux pays grecs. Ypsilanti dit au chargé d'affaires du Directoire : « Les fanfaronnades du général Bonaparte n'aboutiront qu'à faire massacrer plus de 10.000 Grecs. » Anglais et Russes poussaient les Turcs à se mettre sur la défensive. Les premiers surtout commençaient à se rendre compte de l'importance de l'Égypte pour leurs relations avec l'Inde. Spencer Smith, leur ambassadeur, s'entendit avec Tamara,

La deuxième coalition (avril 1798-avril 1799)

son collègue russe, pour offrir aux Turcs l'assistance de la flotte du tsar. Une mission anglaise, dirigée par Sidney Smith, frère de Spencer, et par le général Köhler, partit de Londres pour la Turquie. Lord Elgin la suivit bientôt, comme envoyé extraordinaire. Mais la bataille d'Aboukir, connue à Constantinople le 25 août, fit plus que toutes les démarches diplomatiques. Le 30, Tamara signait avec les Turcs une convention militaire en vue de reprendre aux Français les îles Ioniennes et les ports de la côte d'Albanie. L'Angleterre y accédait quelques jours après. Au début de septembre, le chargé d'affaires de France à Constantinople, les consuls des Échelles et la plupart des négociants français du Levant étaient arrêtés et emprisonnés. Le 5, seize navires russes entraient dans le Bosphore ; le 9, la Porte déclarait la guerre à la France.

Restait, pour les Anglais, à décider l'Autriche à l'offensive. Le temps pressait, si l'on voulait pouvoir entamer la campagne avant l'hiver. On savait à Londres que Thugut et Cobenzl n'avaient d'yeux que pour l'Italie. C'est là qu'il fallait les faire entrer dans la lutte.

Le moyen en était fourni par les engagements que, dès le mois de juillet, la cour de Vienne avait pris avec celle de Naples. Le 18 de ce mois, une convention secrète avait été conclue, qui garantissait à Ferdinand III le secours armé de l'Empereur pour le cas où les Français l'attaqueraient, en représailles de l'assistance donnée récemment à Nelson. La reine Marie-Caroline, enthousiaste de l'alliance anglaise, et plus intime que jamais avec lady Hamilton, aurait voulu prendre les devants, et envahir la république romaine. Mais l'Autriche était moins pressée, refusait même l'offre, venue de Naples, d'abandonner toute l'Italie à la domination impériale (3 septembre). Là-dessus, Nelson arriva à Naples. Lady Emma lui fit l'accueil que l'on sait, et le vainqueur du Nil, enivré de gloire et d'amour jusqu'à en perdre le sens, prit sur lui de promettre à Ferdinand, s'il attaquait, l'appui entier de l'Angleterre : « John Bull n'a jamais laissé un ami dans l'embarras. » Le roi, assiégé par sa femme, et convaincu, par une pièce apocryphe qu'envoya de Paris son ambassadeur Ruffo, que le Directoire allait lui faire subir le sort de Pie VI, donna l'ordre d'attaque (22 novembre). Le 26, l'armée napolitaine entra à Rome. Le 1^{er} décembre, un traité d'alliance liait Naples à l'Angleterre.

Ce fut la démarche qui décida la Russie, et par elle l'Autriche. Le 29 décembre, Paul, qui avait pendant un mois oublié les

affaires sérieuses auprès de la princesse Gagarine, apprit par l'ambassadeur anglais les événements d'Italie. Whitworth, profitant de la fureur du tsar, mit tous les moyens en usage. Le chancelier Bezborodko, Koutaïssov, l'ancien barbier de Paul I^{er}, devenu son homme de confiance, reçurent des preuves sonnantes de la générosité britannique, et le 29 décembre, les traités anglo-russe et russo-napolitain étaient signés à Pétersbourg. Paul promettait 45.000 hommes, que l'on comptait réunir aux troupes prussiennes dans le cas espéré d'une alliance avec Frédéric-Guillaume III. L'Angleterre paierait à la Russie 225.000 livres sterling immédiatement et ensuite 75.000 livres par mois, plus les fournitures. Neuf mille soldats russes et deux cents Cosaques, en attendant mieux, iraient au secours du roi de Naples. Paul se voyait déjà maître de Malte et y nommait, en attendant, un gouverneur russe.

L'Autriche n'avait pas encore signé, mais son accord de principe était fait avec l'Angleterre, sur le but de la guerre qui allait reprendre : « affranchir la Suisse, récupérer la Lombardie, garder la Vénétie, repousser les Français dans leurs anciennes limites » et pour contenir leur « ambition sans bornes » unir les Pays-Bas et la Belgique en un État-barrière où régnerait le prince d'Orange. L'Allemagne serait remise en l'état de 1792, sauf à donner à la Prusse ce qu'elle réclamerait pour entrer en guerre. Rien n'était promis aux Anglais ; ils se feraient eux-mêmes leur part. Ce programme daté du 16 novembre 1798, est un programme maximum, celui que les alliés réaliseront seulement en 1814. Pourtant ni à Londres ni à Vienne on n'a d'armée prête. A Paris d'ailleurs, pas davantage, et l'hiver approche. Aussi la guerre ne va s'étendre que progressivement, et ne sera générale qu'au printemps de 1799. Mais comme elle est venue de l'Orient et d'Italie, c'est en Italie et en Orient qu'elle se développera d'abord, pour gagner de là le reste de l'Europe.

V. — LA GUERRE DE 1798-1799¹.

La guerre de 1798-1799 sera surtout une guerre continentale. Pourtant les Français ne renoncèrent jamais complètement à

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur la guerre navale et l'expédition d'Irlande, voir p. 387. — Sur la conscription, O. von Lettow-Vorbeck, *Die französische Konsskription unter Napoleon I* (Berlin, 1892, in-8°) ; lieutenant-colonel V. Bellhomme, *Histoire de l'infanterie française*, t. IV, 1792-1815 (Paris, 1899 in-8°) ; E. Achorn, *La conscription de l'an VII et celle de l'an VIII*, dans la *Révolution française*, t. LXXVII (1924), p. 341-

user de leurs forces maritimes, et n'abandonnèrent pas tout à fait la maîtrise de la mer aux Anglais, même après Aboukir.

L'expédition d'Égypte avait fait délaissier les projets sur l'Angleterre, non sur l'Irlande. Le Directoire avait toujours auprès de lui l'élite des nationalistes irlandais, et leur chef Wolfe Tone, d'accord avec lui, préparait une insurrection générale. Une expédition française devait le porter lui-même en Irlande avec un corps de débarquement, des munitions et des armes. On attendait l'automne, qui ramenait les nuits obscures et les vents dominants du sud-ouest. En outre, on escomptait pour cette date le retour possible de Brueys dans l'Atlantique. Bonaparte avait promis que la campagne d'Égypte serait finie en octobre. Mais dès le 21 février, la police de Dublin, avertie par un traître, arrêtait les chefs des Irlandais-Unis. Fitzgerald put s'échapper, mais fut bientôt pris, blessé, et mourut le 4 juin. La répression commença, rendue sauvage par la panique qui régnait dans le commandement anglais. Elle provoqua le soulèvement des paysans, peut-être encouragé par Wolfe Tone, à qui Barras avait promis faussement un secours immédiat. Trente

348; A. Thys, *Les conscrits belges de 1798 et 1799* (Anvers, 1885, in-8°). — Sur les négociations allemandes, M. J. Graf von Montgelas, *Denkwürdigkeiten* (1799-1817), traduit du français par M. von Freyberg-Eisenberg et publié par L. von Montgelas (Stuttgart, 1887, in-8°).

Sur la guerre de Naples, J. A. von Helfert, *Fabrizio Ruffo, Revolution und Gegenrevolution in Neapel* (Vienne, 1882, in-8°); du même, *Maria-Karolina von Oesterreich, Königin von Neapel und Sizilien* (Vienne, 1884, in-8°); L. Conforti, *Napoli nel 1799* (Naples, 1889, in-16); *La Repubblica napoletana e l'anarchia regia*, 1799 (Avellino, 1890, in-8°); A. Gagnière, *La reine Marie-Caroline de Naples* (Paris 1886, in-8°); C. H. Giglioli, *Naples in 1799* (Londres, 1903, in-8°); B. Croce, *La rivoluzione napoletana*, (Bari, 1912, in-16); *Souvenirs du général Championnet*, publié par M. Faure (Paris [1906], in-8°); A. Fauchier-Magnan, *Lady Hamilton* (Paris, 1910, in-8°); O. A. Sherrard, *A life of Emma Hamilton* (Londres, 1927, in-8°).

Sur la campagne de 1799, archiduc Charles, *Geschichte des Feldzugs von 1799 in Deutschland und in der Schweiz* (Vienne, 1819, 3 vol. in-8°); K. von Clausewitz, *Hinterlassene Werke*, t. V-VI (Berlin, 1833-1834, 2 vol. in-8°), traduction française par le commandant Niessel, *La campagne de 1799 en Italie et en Suisse* (Paris, 1906, 2 vol. in-8°); D. A. Milioutine, *Histoire de la guerre de 1799 entre la Russie et la France* [en langue russe] (Saint-Petersbourg, 1853, 3 vol. in-8°), édition allemande, sous le titre : *Geschichte des Krieges Russlands mit Frankreich im Jahre 1799* (Munich, 1856-1858, 5 vol. in-8°); H. Hüffer, *Der Krieg des Jahres 1799*, cité p. 404; Ed. Gachot, *La campagne de 1799*, t. I : *Souwarow en Italie* (Paris, 1903, in-8°); t. II : *Jourdan en Allemagne et Brune en Hollande* (Paris, 1906, in-8°); P. Mahon, *Etudes sur les armées du Directoire : Joubert, Championnet* (Paris, 1905, in-8°); L. Hennequin, *Zurich, Masséna en Suisse* (Paris, 1911, in-8°; publication de la Section Historique de l'état-major de l'armée, ainsi que les trois ouvrages précédents); W. L. Blease, *Suvorof* (Londres, 1920, in-8°). Cf. K. Waliszewski, *Le fils de la grande Catherine, Paul 1^{er}* (cité p. 339), chap. XI et XII.

Sur l'attentat de Rastatt, qui a donné lieu à d'innombrables publications, voir H. Hüffer, *L'assassinat des plénipotentiaires français de Rastatt*, dans la *Revue historique*, t. LXI (1896), p. 307-321; P. Montarlot et L. Pingaud, *Le congrès de Rastatt* (cité p. 392), t. III, et surtout L. Pingaud, *Jean de Bry* (Paris, 1909, in-8°).

mille hommes armés de piques luttèrent, en diverses bandes, conduites par des prêtres, dans les comtés de Wexford et Kildare, et dans les montagnes de Wicklow. Pitt envoya en Irlande un chef énergique, lord Cornwallis, qui dispersa les insurgés.

Alors seulement, le 6 juillet, le Directoire, sans vouloir risquer l'escadre de l'Atlantique, décida l'envoi de trois petites divisions préparées à Rochefort, Brest et Dunkerque. La première, conduite par Humbert, débarqua le 22 août à Killala, remporta d'abord un brillant succès, mais ses 800 hommes, attaqués par plus de 10.000 Anglais, se rendirent le 9 septembre. Hardy commandait la division de Brest, où était embarqué Wolfe Tone. Un fonctionnaire de la trésorerie, vendu aux Anglais, lui fit attendre plus d'un mois l'argent nécessaire au départ ; l'escadre anglaise, avertie, put l'attaquer, le prendre et avec lui Wolfe Tone qui s'égorgea dans sa prison pour éviter le supplice. Quelques renforts expédiés ne purent débarquer, et l'expédition de Dunkerque ne partit même pas.

Le Directoire ne se découragea pas cependant ; de grands préparatifs étaient faits à Brest quand on apprit la catastrophe d'Aboukir. L'escadre de l'Atlantique ne devait plus sortir de l'hiver ; quand elle aura l'ordre d'appareiller, au début d'avril 1799, ce sera pour passer dans la Méditerranée, en vue de débloquer l'Égypte et de ramener Bonaparte.

Sur terre, les deux puissances militaires, la France et l'Autriche, ne devaient prendre l'offensive que très tard, et avec lenteur. L'Autriche faisait des préparatifs depuis longtemps, mais son trésor était vide, et elle n'avait pu se mettre d'accord avec les Anglais sur les subsides demandés. Même, pour épargner la dépense du logement et de l'entretien d'une partie de ses troupes, elle les fit, sous un prétexte, entrer en Bavière, où près de 80.000 hommes séjournèrent plusieurs mois. L'archiduc Charles, désigné pour le commandement éventuel de cette armée, regardait comme nécessaire d'occuper la Suisse le plus tôt possible, pour empêcher toute communication entre les armées françaises du Rhin et d'Italie. Aussi dès le milieu d'octobre 1798, les Autrichiens s'emparèrent-ils du pays des Grisons, dont les habitants venaient de rejeter l'offre, transmise par la France, de se réunir à la République helvétique. Le Directoire laissa faire. Il ne souhaitait pas la guerre, et n'était pas prêt à la soutenir.

Après Campoformio, les effectifs français, par l'effet des libérations et l'accroissement du nombre des déserteurs et des

insoumis, étaient rapidement tombés au-dessous du chiffre estimé nécessaire. Comme la constitution de l'an III renvoyait à une loi nouvelle le soin de pourvoir au recrutement de l'armée autrement que par l'enrôlement volontaire, le Directoire invita les Conseils à en délibérer d'urgence. Un projet fut établi par une commission spéciale qui choisit le général Jourdan pour rapporteur. Mais les Conseils ne se décidèrent à l'adopter que le 5 septembre 1798, après l'avoir remanié pour ne pas heurter de front l'opinion publique. La loi établissait en principe le service obligatoire et universel, mais en temps de guerre seulement. L'armée du temps de paix devait être formée de volontaires, et à leur défaut complétée à mesure des besoins, par appel des jeunes gens de vingt à vingt-cinq ans, convoqués par classes annuelles, en commençant par la plus jeune. C'est après la nouvelle de la défaite d'Aboukir qu'un premier appel de deux classes fut voté (24 septembre). En attendant, les réquisitionnaires de 1793 étaient provisoirement maintenus ou rappelés sous les drapeaux. Il faudra huit mois, jusqu'en juillet 1799, pour pouvoir convoquer, par échelons, les cinq classes du contingent. Encore dispensa-t-on du recrutement, dès le début, les départements de l'ouest. Ceux de l'ancienne Belgique n'étaient pas dispensés, et l'application de la loi y produisit une courte insurrection, la célèbre « guerre des paysans » de 1798. A la fin de décembre, il n'y avait encore pas plus de cent mille hommes en route pour les centres d'instruction et les premiers renforts en conscrits ne devaient partir pour les armées qu'en février 1799. Aussi pressait-on l'armement des troupes alliées, surtout des Suisses, dont l'effectif devait être porté à cinquante mille hommes pour la fin de janvier. Au budget de l'an VII, on prévit, pour les dépenses militaires, 50 millions d'impôts nouveaux, et un prélèvement de 125 millions sur les biens nationaux non vendus fut ordonné pour les frais d'équipement des conscrits. On essaya même, sans grand succès, de contracter des emprunts à l'étranger.

Le Directoire s'efforçait en même temps de paralyser l'Autriche en négociant à Berlin, à Munich et à Cassel, la formation d'une ligue allemande de neutralité. Il se crut un moment en état de la conclure, avec l'appui de Waitz, ministre du landgrave de Hesse, puis de Montgelas, l'homme de confiance du nouvel Électeur de Bavière, Max-Joseph, successeur de Charles-Théodore en février 1799. En tout cas, l'attaque autrichienne ne semblait pas à craindre avant le printemps. Le point noir

était la Russie. On soupçonnait à Paris l'entente conclue entre le tsar et l'empereur. Déjà Treilhard, président du Directoire, avait, dans son discours à la fête du 1^{er} vendémiaire (22 septembre), lancé l'invective contre « les rois coalisés ». Mais que valait l'armée russe ? Des informateurs secrets furent expédiés en Pologne. On interrogea Kosciuszko, qui venait d'arriver à Paris, au retour des États-Unis. On le chargea, sur sa demande, d'organiser la désertion des Polonais servant sous les drapeaux de Russie et d'Autriche, et d'en former des légions auxiliaires. On tenta même de susciter secrètement, à Saint-Petersbourg, une révolution de palais. Petits moyens, sans résultats possibles. Dès le 25 décembre la nouvelle parvint à Paris que le corps russe de Rosenberg avait franchi la frontière du Saint-Empire. Le Directoire fit une note de protestation, mais attendit un mois pour lancer un ultimatum à la Diète. Jourdan, qui avait pris au début de novembre le commandement de l'armée du Danube, ne devait passer le Rhin que le 1^{er} mars. Déjà depuis longtemps, la guerre avait repris en Italie.

L'attaque du roi de Naples avait mis les Français dans l'obligation de se concentrer et d'assurer leurs communications. Joubert, qui commandait à Milan, avait reçu, dès le milieu de novembre, l'ordre d'occuper toutes les places du Piémont, si le roi refusait de faire cause commune avec la France et de fournir le contingent de neuf mille hommes à quoi le traité d'alliance de 1797 l'obligeait. L'armée évacuerait la Cisalpine et attendrait l'attaque autrichienne derrière le Tessin. Bottot, secrétaire de Barras, qui était porteur de ces ordres, poussa aux mesures décisives. D'accord avec l'ambassadeur à Turin, Eymar, successeur de Ginguené, Joubert entra en Piémont, contraignit Charles-Emmanuel à lui abandonner, par écrit, ses pouvoirs souverains et le commandement de son armée, et le fit embarquer pour la Sardaigne (9 décembre). La guerre n'en fut pas moins déclarée à Paris, le 17 décembre, aux deux rois de Piémont et de Naples.

Championnet commandait, depuis la fin d'octobre, le corps d'occupation français de Rome. L'effectif en était très faible, et comme les Napolitains l'avaient attaqué de front et pris à revers, en débarquant à Livourne une division transportée par les soins de Nelson, il fallut battre en retraite, avant même que l'ordre du Directoire fût apporté par Bottot. L'intention du gouvernement était de reprendre ensuite l'offensive, de punir la cour de Naples en occupant le pays, et d'en disposer plus tard

pour rétablir la paix continentale. Il ne s'agissait donc plus de fonder des républiques gouvernées, à la Bonaparte, par les généraux. Un arrêté directorial du 25 novembre venait de créer, près de chacune des quatre armées en opérations, une commission civile, chargée de tout le service administratif et financier : s'il y avait conquête, elle devait être désormais profitable au Trésor français, non aux fournisseurs ni aux chefs de l'armée. Mais l'initiative de Championnet dérangerait tous les calculs.

Ce général était peu connu. Né à Valence, engagé en 1791, il était devenu divisionnaire en trois ans, mais n'avait guère servi qu'en sous-ordre depuis lors. Ses talents militaires étaient réels, sans le placer au premier rang, et il manquait d'autorité sur son état-major, assez mal composé et fort arrogant. Il semble s'être cru promis à une grande destinée, capable d'accomplir le dessein grandiose que Bonaparte avait laissé inachevé : l'affranchissement complet de l'Italie. Au début de décembre, ayant rassemblé ses troupes, il attendit l'attaque des Napolitains, les vainquit sans peine, et rentra bientôt dans Rome à leur suite. Ce fut pour y installer une sorte de dictature militaire, superposée au gouvernement, reconstitué par lui, de la République romaine. Ensuite, il envahit le royaume de Naples. Les troupes de Ferdinand s'enfuirent sans essayer de combattre. Le roi et la reine ne pensèrent qu'à sauver leur vie et leur argent et passèrent en Sicile sur les vaisseaux anglais. Seul, le petit peuple, mal armé et sans chefs, résista. Dans la campagne, les paysans attaquaient les convois français ; à Naples, les *lazzaroni* voulurent massacrer le général autrichien Mack, commandant de l'armée royale, qu'ils accusaient de lâcheté et qui dut s'enfuir au camp français. Le 23 janvier, Championnet, après une sanglante bataille de rues, entra dans la capitale. Il y organisa tout de suite un gouvernement provisoire, dirigé en sous-main par son ami, l'ancien Conventionnel Bassal, gagna l'opinion par des proclamations adroites et un respect affecté pour les croyances populaires, en même temps qu'il rassurait les riches en désarmant le peuple des faubourgs. Mais il laissait les commissaires des guerres et les généraux piller les caisses publiques et les châteaux royaux, et quand le commissaire civil, Faipoult, voulut y mettre bon ordre, Championnet le fit expulser de l'armée. Le Directoire le destitua en le remplaçant par MacDonald, puis le déféra au Conseil de guerre (25 février).

L'Italie était libre, et l'attaque des coalisés ne pouvait encore

se produire avant au moins un mois. Le Directoire usa de ce répit pour tenter une dernière fois de retenir l'Autriche. Tandis que Sieyès à Berlin et les ministres de France à Cassel et à Munich essayaient, comme on a vu, de neutraliser l'Allemagne, Schérer, nommé le 27 février au commandement de l'armée d'Italie, devait faire offrir à l'Autriche, par le grand-duc de Toscane, un nouvel arrangement : l'empereur abandonnerait Venise et la France l'aiderait en échange, avec une armée de cent mille hommes, à se dédommager sur l'Empire turc. Thugut ne daigna pas répondre. Les Russes arrivaient près de Vienne, et Jourdan venait de passer le Rhin.

D'après un plan tracé par Schérer, avant son départ pour l'Italie, les armées françaises devaient compter environ 430.000 hommes. Trois d'entre elles, à effectif réduit, n'avaient qu'un rôle d'observation : une en Hollande, où l'on s'attendait à un débarquement des Anglais et des Russes, une sur le Rhin, la troisième à Naples. L'armée du Danube marcherait vers Vienne, à travers la Souabe et la Bavière ; celle d'Italie l'y rejoindrait par Venise et la Carinthie. L'armée d'Helvétie, au centre, appuierait leurs mouvements et assurerait les communications. On attendait aussi de Bonaparte une diversion à grande distance, soit dans l'Inde, soit vers Constantinople. La crainte d'être devancé par les Russes et peut-être les Anglais décida le Directoire à hâter l'heure de l'offensive. Quand elle commença (1^{er} mars) Brune, en Hollande, et Bernadotte, sur le Rhin, n'avaient que 30.000 hommes, Jourdan à l'armée du Danube 40.000, Masséna 30.000 en Helvétie, Macdonald à peine le même nombre. L'Autriche, à elle seule, en avait presque le double en ligne.

Le Directoire voulait, cette fois, donner son principal effort sur le Danube ; il avait toujours tenu plus à garder le Rhin que l'Italie, et Bonaparte n'était plus là pour l'influencer. Bernadotte et Masséna avaient même, pour cette raison, été subordonnés à Jourdan. Mais ce dernier manqua de décision et de rapidité. Il mit trois semaines à joindre l'archiduc Charles, et dès le premier choc (à Stokach, le 21 mars), s'arrêta, puis se mit en retraite, accompagné, sur sa gauche, par Bernadotte. L'archiduc ne les poursuivit pas, de crainte d'être attaqué au sud par Masséna. Le cabinet de Vienne, au reste, n'avait rien à gagner en Allemagne, ni en Suisse. Il resta sur la défensive de ce côté, et porta tout son effort sur l'Italie. Schérer avait pour mission de la défendre, non pour la conserver, mais pour en faire un objet

d'échange, comme en l'an IV. Mais ce vieil Alsacien n'avait accepté qu'à contre-cœur d'aller commander des méridionaux, et même des Italiens, dont il ne faisait aucun cas. Il essaya, à plusieurs reprises, quoique sans grande énergie, de forcer le passage de l'Adige, défendu par l'Autrichien Kray avec des forces supérieures, et ayant échoué (20 mars-5 avril), recula sans combattre jusqu'à l'Adda, en appelant à lui Macdonald. Kray ne l'avait pas poursuivi ; il attendait l'arrivée des Russes. Le 15 avril, ils entrèrent à Vienne, avec leur chef Souvorov, investi du commandement suprême.

C'est Cobenzl qui avait fait désigner Souvorov. Paul Ier, après avoir résisté, déclara s'en « laver les mains ». L'Autrichien connaissait l'armée russe, sa grande force si le chef qui la conduisait savait mettre en mouvement ses passions élémentaires, entraîner cette masse de paysans à demi barbares. Souvorov, vieux général de soixante-dix ans, était encore plein d'ardeur, prêchait sans cesse l'offensive, affectait l'ignorance, la brutalité, l'indifférence aux vues politiques, s'amusant à déconcerter la cour de Vienne et les états-majors aristocratiques par un langage bizarre, un costume de carnaval, des façons de soudard grossier ou de moine prédicateur. En réalité, il savait être prévoyant et souple, adapter la manière de vivre et les mouvements de son armée au climat et aux circonstances, marchant la nuit, faisant halte l'après-midi, attaquant à la fin du jour avec des troupes reposées, veillant aux fourrages et aux cantonnements. Il commandait à 52.000 hommes dont 17.000 Russes seulement. Ceux-ci marchaient en tête, à longues étapes nocturnes, laissant souvent en arrière les Autrichiens que commandait Mélas. Ils purent atteindre Moreau qui venait de succéder à Schérer, démissionnaire, avant que Macdonald l'eût rejoint, forcèrent à Cassano (27 avril) le passage de l'Adda. Le lendemain, Souvorov entra à Milan, stupéfiait les badauds par son costume et ses gestes ridicules, et allait se jeter à plat ventre devant l'autel de la première église qu'il rencontrait. Moreau, abandonnant Turin, s'était retiré derrière la ligne du Pô. Gêné par l'insurrection des habitants, que Souvorov avait provoquée en déclarant Charles-Emmanuel rétabli, il n'osa reprendre l'offensive pour aller au-devant de Macdonald. Celui-ci livra une bataille acharnée aux Russes sur la Trébie, du 17 au 19 juin, et dut se retirer vers Florence, d'où il gagna Gênes. Cependant Masséna, renforcé des troupes de l'armée du Danube, résistait aux attaques renouvelées de l'archiduc Charles, main-

tenait sa ligne de Zurich au Saint-Gothard, et gardait libre la route du Simplon.

Les frontières « naturelles » de la France demeuraient intactes et l'Autriche semblait avoir atteint son but. Pourtant, il ne fut pas question de paix. Les succès d'Italie firent croire aux coalisés que la victoire totale était proche. Il suffisait d'entraîner l'Allemagne, les princes d'Empire. En mars le Directoire avait pris soin de ne pas leur déclarer la guerre, comme il avait fait à l'Autriche, et il avait prescrit à ses plénipotentiaires de demeurer à Rastatt jusqu'au dernier moment. Les troupes de l'archiduc approchaient, et le Congrès fut rompu au milieu d'avril. Mais la cour de Vienne espéra sans doute trouver dans la correspondance des Français la preuve d'accords secrets avec la Prusse et les princes. Elle les fit attaquer, aux portes de Rastatt, par les hussards de Szekler, qui tuèrent Bonnier et Roberjot à coups de sabre. Jean Debry échappa, quoique blessé (28 avril). Le pillage des papiers ne donna rien, et l'Autriche ne put réussir à soulever, comme elle l'aurait voulu, l'opinion allemande contre la France : « Maintenant ou jamais », écrivait Wieland, « l'instant est venu de faire une vraie politique allemande. Mais j'oubliais que nous ne sommes pas une nation, seulement un agrégat de plus de deux cents peuples... »

L'attentat de Rastatt eut en France un grand retentissement. Le Directoire fit imprimer des affiches où se lisait, en gros caractères, le mot *Vengeance!* La guerre devint presque populaire. Sieyès écrivit de Berlin que « le tocsin de l'extermination française » sonnait à Londres, à Vienne et à Pétersbourg. La nation en eut le sentiment, et rassembla ses forces pour faire face au péril. Mais la république de l'an III avait été faite pour le temps de paix, et ne devait pas survivre à cette seconde épreuve belliqueuse.

CHAPITRE V

LA FIN DU DIRECTOIRE

(avril - novembre 1799)¹

La période de l'histoire européenne à quoi correspondent, en France, les six derniers mois du régime directorial est remplie d'événements assez confus au premier abord, et dont l'enchaînement n'apparaît pas tout de suite. Au début, la république fructidorienne, consolidée en l'an VI par un nouveau coup d'État, semble encore très solide. L'accord provisoire des pouvoirs publics lui permet de se donner des institutions financières et militaires, un commencement de système économique appelés à durer plus longtemps qu'elle. Même dans les pays récemment annexés, l'œuvre sociale de la Révolution s'est implantée, et pousse des racines profondes. Mais la guerre recommence bientôt, qui exige de nouveaux sacrifices, surexcite les passions, réveille les colères assoupies. Les élections de l'an VII, les plus libres peut-être du régime, ramènent au Corps législatif des patriotes sincères ; inquiets pour la Révolution, mais aussi et surtout pour eux-mêmes, ils sont moins soucieux de prendre le pouvoir que d'en expulser leurs adversaires. Victorieux au 30 prairial, ils hésitent, tout comme les fructidoriens qu'ils remplacent, à tirer les conséquences de leur victoire. Ils n'agissent que s'ils se sentent portés, poussés par un sentiment populaire : la crainte universelle de l'invasion leur dicte l'appel de toutes les classes de conscrits, la haine des victimes de la Révolution contre les nouveaux riches justifie à leurs yeux le retour à l'emprunt forcé progressif. Mais le danger extérieur augmente sans cesse, et ils s'inquiètent et se divisent à mesure.

Moins incertains de leurs buts qu'ils ne le furent dès le début, moins séparés par l'éloignement et par le souvenir des trahisons récentes, les gouvernements coalisés auraient pu, dès ce moment,

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Voir la bibliographie des chapitres III et IV (p. 348 et 378), et, en outre, A. Vandal, *L'avènement de Bonaparte*; t. I^{er}: *La genèse du Consulat*, Brumaire (Paris, 1903, in-8°).

tirer grand avantage de la faiblesse et de l'indécision des républicains. Les Anglais, lentement comme toujours, mais pourtant moins tard que leurs alliés, discernèrent les moyens qui devaient les mener un jour, lointain encore, à la victoire complète : convaincre les Français que seule l'ancienne dynastie, restaurée dans les anciennes limites, leur garantirait une paix durable ; par surcroît, confier Anvers et Liège à des mains sûres, garder Malte et veiller sur la route de Suez. Mais l'Autriche, aveuglée par ses ambitions italiennes, le tsar d'humeur fantasque et irrité d'être pris par ses alliés comme instrument de leurs intérêts plus que pour juge de leurs querelles, laissèrent aux Français le temps de reprendre haleine et l'occasion d'arrêter aux frontières l'invasion menaçante.

Ces succès arrivèrent trop tard pour sauver la République. La victoire acquise déjà, la masse de la nation française en était encore inconsciente. Elle réclamait la paix de tous ses vœux, mais sans pouvoir se fixer sur les moyens politiques d'y parvenir : démocratie conquérante et autoritaire, voire terroriste, ou restauration de l'ancienne monarchie. Entre ces solutions extrêmes, la classe qui gouvernait, ayant tout à perdre à l'une comme à l'autre, cherchait encore un moyen terme, comme elle faisait depuis cinq ans, mais cette fois dans la fièvre du danger. Le 18 brumaire ne sera, dans le principe, qu'un dernier effort vers ce « juste milieu », tenté par une minorité de parvenus de la Révolution, appuyés cette fois sur un besoin général d'ordre et de paix, et sur « la connivence des capitaux mobiliers ».

I. — LES RÉFORMES DE L'AN VII EN FRANCE¹.

Pendant un an environ, du 22 floréal an VI (11 mai 1798) jusqu'aux élections de germinal an VII (mars-avril 1799), le gouvernement directorial retrouva l'équilibre et la force qu'il avait eus au début de son existence. L'étroite sujétion imposée presque constamment à la presse, l'interdiction à peu près

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Pour les finances, outre les ouvrages cités p. 317 et 368, voir A. Rousset et H. Louiche-Desfontaines, *Histoire des impôts indirects* (Paris, 1883, in-8°) ; F. Lefebvre, *Organisation et attributions de l'administration de l'enregistrement* (Paris, 1921, in-8°). — Sur François (de Neufchâteau) et son administration, il n'y a pas d'étude d'ensemble, et on devra se reporter au recueil publié par lui : *Lettres, circulaires, instructions, programmes, discours et autres actes publics émanés du citoyen François (de Neufchâteau) pendant ses deux exercices du ministère de l'Intérieur* (Paris, an VII, 2 vol. in-4° et 1 vol. de tables).

complète des réunions politiques supprimèrent toute agitation extérieure. Les Conseils épurés ne faisaient plus d'opposition et s'acquittaient d'autant mieux de leurs fonctions législatives qu'un grand nombre de leurs membres, fonctionnaires départementaux ou municipaux avant leur élection, connaissaient bien, et d'une façon pratique, les matières d'administration. La paix continentale permettait d'entreprendre la réorganisation financière et économique de la France. Pendant l'été et l'automne de 1798, le Directoire s'y appliqua méthodiquement, avec la collaboration du Corps législatif et de deux ministres diligents et capables : Ramel aux Finances et François (de Neufchâteau) à l'Intérieur.

La réforme du régime fiscal avait déjà été entreprise avant fructidor, mais s'était heurtée aux résistances des députés. On s'était pourtant rendu compte, à la longue, de l'erreur commise par la Constituante lorsqu'elle avait confié aux seuls corps élus le soin d'établir les rôles des contributions directes et d'en percevoir le montant. Aussi, lorsque le budget de l'an VI, voté le 30 septembre 1797, presque aussitôt après fructidor, eut été mis en équilibre au prix d'une réduction forcée de la dette, le gouvernement fit-il adopter, le 22 brumaire an VII (12 novembre 1798), une loi spéciale qui renversait tous les principes admis depuis 1790 en matière d'impôt direct. Désormais, une agence des contributions directes, exclusivement composée de fonctionnaires, et dirigée dans chaque département par le commissaire du Directoire, était seule chargée de l'assiette, de la perception et du contentieux. L'administration nouvelle était plus puissante, plus centralisée, plus indépendante des contribuables que celle de l'ancien régime. Le Consulat, auquel on fait ordinairement un mérite de cette réforme, ne fera que la maintenir en changeant les noms des fonctionnaires.

Trois autres lois, votées dans les mois d'octobre, novembre et décembre 1798 refondirent entièrement la législation des contributions foncière, personnelle, mobilière et des patentes, et une quatrième créa la contribution des portes et fenêtres, sorte d'impôt général sur le revenu, évalué d'après l'importance apparente des locaux d'habitation. L'expérience avait appris aussi la nécessité absolue, en période d'inflation monétaire, de recourir aux impôts indirects. Le 10 septembre 1797 avait déjà été créée la taxe sur les transports terrestres dite « droit de passe », le 30 septembre l'impôt sur le prix des places des voi-

tures publiques. La fabrication des tabacs, dont les Conseils refusèrent de voter le monopole, fut frappée le 2 frimaire an VII (22 novembre 1798) d'un impôt spécial. Les droits de timbre, d'enregistrement et d'hypothèque firent l'objet de plusieurs lois organiques, dont l'une, la loi sur l'enregistrement du 22 frimaire an VII (12 décembre 1798), est à bon droit considérée comme un modèle de législation fiscale, et est demeurée en vigueur jusqu'à nos jours.

L'activité de François (de Neufchâteau), surtout pendant son second passage au ministère de l'Intérieur, de mai 1798 à juillet 1799, est vraiment remarquable par un grand nombre d'idées nouvelles et d'initiatives heureuses, dont plusieurs pourraient passer pour telles encore à présent. Le recueil de ses circulaires, qu'il fit imprimer après le 18 brumaire, étonne par ses dimensions et par le soin de traiter chaque matière à fond et dans un esprit à la fois libéral et pratique, malgré l'emploi d'un style à la fois pompeux et « sensible », à la mode d'alors. On relève dans ceux de ces documents qui concernent l'instruction publique beaucoup d'excellentes mesures : le nombre des écoles centrales est augmenté, l'enseignement des langues vivantes y est prescrit, et les instituteurs primaires sont astreints à en suivre les cours. Le Conseil supérieur de l'Instruction publique est créé, le 17 vendémiaire an VII (8 octobre 1798), pour la rédaction des programmes ; le « Prytanée français », fondé pour recevoir en pension les boursiers de l'État et des départements. On prévoit même la création à la « ci-devant Sorbonne » d'une sorte de cité universitaire pour les jeunes étrangers. François avait fait entreprendre le premier recensement méthodique de la population, la première statistique agricole. Il prépara et fit voter la loi réorganisant l'assistance publique au moyen du produit des octrois rétablis, rédigea les règlements sur la comptabilité départementale, fit commencer des descriptions économiques et statistiques de chaque département, projeta même une réforme administrative par la suppression d'un grand nombre de cantons. Il avait fait un plan détaillé de navigation intérieure, et décidé d'ouvrir une route carrossable à travers les Pyrénées. Ce dernier projet tenait à un système économique commandé par les circonstances de guerre, et qui était, à la faveur de la paix continentale, d'« attirer les consommateurs de l'Espagne, de l'Allemagne et de l'Italie vers les produits de nos fabriques ».

Tandis qu'une législation douanière rigoureuse, et destinée

à demeurer longtemps en vigueur (loi du 9 floréal an VII, 28 avril 1799) armait l'administration de pouvoirs très étendus pour la répression de la contrebande, une véritable guerre commerciale était déclarée, en vertu de la loi du 29 nivôse an VI (18 janvier 1798), non seulement à l'Angleterre, mais aux neutres. Tout objet de fabrication anglaise, si petit qu'il fût, trouvé à bord d'un navire de commerce neutre, suffisait pour le faire déclarer de bonne prise avec la cargaison entière. On cita l'exemple d'un bateau anglais saisi et vendu, acheté par un armateur de Copenhague, puis saisi à nouveau sous pavillon danois, comme de construction anglaise, et vendu pour la seconde fois. Ces rigueurs visaient à établir peu à peu, sur le continent, une sorte de monopole de l'industrie française. François tenta d'y contribuer aussi par l'ouverture à Paris, le 1^{er} vendémiaire an VII (22 septembre 1798), au Champ de mars, d'une exposition industrielle, qui dura dix jours et eut un très grand succès. Une circulaire du 24 vendémiaire (15 octobre 1798) annonça la fondation d'un concours national annuel de l'industrie, « première pierre d'un édifice immense, que le temps seul peut achever ». Un jury spécial attribuerait une médaille d'or au manufacturier reconnu pour « avoir porté le coup le plus funeste à l'industrie anglaise ».

II. — L'OPPOSITION AU DIRECTOIRE ET LA JOURNÉE DU 30 PRAIRIAL¹.

Cette politique aurait eu, à la longue, de bons résultats, et contribué sans doute à affermir le régime. Mais l'opinion publique n'en savait à peu près aucun gré au Directoire. Le regain d'enthousiasme républicain qui avait suivi le 18 fructidor fit bientôt place à une indifférence générale, puis à une hostilité latente contre le gouvernement et les Conseils. La loi du tiers consolidé, l'échec de l'emprunt contre l'Angleterre avaient découragé sinon irrité tous ceux qui avaient eu confiance dans la Révolution, dans les promesses de l'État républicain, et en étaient récompensés par la ruine. Les hommes qui, après s'être

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Sur les projets de réforme constitutionnelle en l'an VII, R. Guyot, *Du Directoire au Consulat : les transitions*, dans la *Revue historique*, t. CXI (1912), p. 1 à 31, et A. Mathiez, article des *Annales historiques de la Révolution française*, cité p. 368. — Sur le « coup d'État » de prairial, A. Meynier, *Les coups d'Etat du Directoire*, t. II, cité p. 379.

engagés dans les armées, en étaient revenus blessés ou infirmes, réclamaient à présent les récompenses tant de fois promises et notamment le fameux milliard que la Convention avait décidé d'attribuer aux anciens défenseurs de la patrie. Dans les Conseils, un nombre croissant de députés défendaient cette cause populaire. Deux généraux politiques, Antoine Marbot aux Anciens, Jourdan aux Cinq-Cents s'en firent une spécialité. Jourdan avait déjà obtenu que les pensions militaires fussent exceptées de la banqueroute des deux tiers ; il s'attacha ensuite à faire voter la loi du « milliard des défenseurs ». Elle fut adoptée le 19 février 1798. Les anciens combattants, pensionnés ou non, devaient recevoir une rente viagère, variable selon la durée des services, et accrue progressivement par les extinctions jusqu'au maximum annuel de 1.500 francs. Mais ce n'était encore qu'une promesse, les paiements étant différés à la paix générale. L'heure cessa d'en paraître prochaine après la défaite d'Aboukir.

Si la guerre devait recommencer, et le sort de la République dépendre à nouveau des armées, comment leur refuser d'être représentées dans le gouvernement au moins par quelques-uns de leurs chefs ? Déjà après fructidor, Augereau, le général du coup d'État, avait montré des ambitions politiques ; le Directoire le soupçonna même de conspirer, puis accepta sa justification, mais continua de le tenir à l'écart. D'autres militaires, que leur âge n'empêchait pas, comme Bonaparte, d'entrer au Luxembourg, tentèrent de se faire élire Directeurs. Dès l'an V, à chacune des trois élections, les Cinq-Cents avaient inscrit sur leur liste de dix candidats trois généraux ou amiraux. En l'an VI, pour le remplacement de François, il y en avait eu trois encore, mais avec beaucoup plus de voix. En floréal an VII, quand Reubell sortira par le sort, le nombre des candidats militaires présentés au choix des Anciens sera de quatre, l'un d'eux, le général Lefebvre, venant cette fois en tête au premier tour avec 338 voix. Les Anciens lui préférèrent Sieyès, mais à une faible majorité, 118 voix sur 205 votants (16 mai 1799).

Dès la fin de 1798, à mesure que les élections législatives approchent, on voit se former aux Cinq-Cents plusieurs groupes d'opposition. Tous sont d'accord pour essayer de rejeter sur le Directoire la responsabilité des charges nouvelles, militaires et fiscales, qu'ils ont dû voter. Les députés y dénoncent, le plus souvent en termes vagues, les « dilapidations », la mauvaise gestion des deniers publics. Après l'institution des commissions civiles aux armées, en mars 1799, ils s'en prendront surtout à

elles, avec l'appui enthousiaste des généraux. C'est le thème habituel de l'un des frères de Bonaparte, Lucien, qui travailla de bonne heure à se faire un parti, en ayant l'air de défendre l'œuvre italienne du « héros français ». Il est difficile de démêler les intentions des opposants, qui n'étaient peut-être pas nettes pour eux-mêmes. Le plus grand nombre semblent avoir souhaité, comme en l'an V, une plus grande indépendance des Conseils envers le Directoire, et réclamé le droit d'influencer directement le choix des ministres et la direction de la politique extérieure. Cela conduisait à désirer une révision constitutionnelle, qui ne pouvait se faire régulièrement qu'après neuf années de formalités compliquées.

Les fructidoriens amis du Directoire étaient aussi révisionnistes, mais dans le sens autoritaire. C'était leur sentiment que les Directeurs avaient essayé de traduire dans les constitutions fabriquées pour les républiques-sœurs. La plus significative était celle de la république romaine, œuvre de Merlin et de Daunou, qui fut ensuite, comme on a vu, appliquée aussi en Cisalpine, au grand scandale de Lucien Bonaparte. Sieyès touchait aux deux partis par son dédain affiché de la constitution de l'an III. Cela donnait à son élection au Directoire toute sa signification. Lucien, dans ses *Mémoires*, prétend avoir été d'accord avec lui d'avance pour préparer la révision. Sans publier cet accord, les deux groupes de novateurs semblent s'être unis aux élections de l'an VII. Les opérations électorales furent calmes. Le gouvernement avait, comme l'année précédente, bien que plus discrètement, fait connaître ses candidats, mais pas pour tous les sièges : 315 étaient à pourvoir ; il n'y eut guère plus de 180 candidats officiels, dont moins de 70 furent élus ; une quarantaine au moins étaient fonctionnaires. Les nouveaux députés entrèrent en séance le 20 mai, et cette fois aucune mesure d'exception ne faussa le résultat des votes : six députés seulement, qui étaient inéligibles, furent invalidés ; un autre, Agricol Moureau, démissionna sur un ordre exprès du Directoire, expédié secrètement.

Les Conseils se trouvèrent tout de suite influencés par les insuccès militaires (les défaites de Stokach et de Cassano, la perte de Milan, étaient toutes récentes) et par la crise financière ; le Directoire avouait soixante-six millions de déficit et demandait de nouveaux impôts. Avant de se résigner à les voter, les élus jacobins, anciens exclus de floréal, voulaient que le gouvernement rendît des comptes. Le 5 juin, en séance secrète, les Cinq-

Cents invitaient par message le Directoire à fournir des explications sur sa politique et votaient le texte d'une adresse aux Français. Sieyès prit ses fonctions le 8, et parut vouloir rester neutre dans ce conflit qu'il avait peut-être aidé à créer. Le 16, le Directoire n'ayant pas répondu à l'interpellation écrite des Conseils, ceux-ci se déclaraient en permanence, et le lendemain prenaient l'offensive en annulant, comme inconstitutionnelle, l'élection de Treilhard au Directoire, qui remontait à plus d'un an. Le motif invoqué était très contestable. Pourtant, ni Treilhard ni ses collègues ne protestèrent, et l'ancien ministre de la Justice Gohier fut élu. C'était un invalidé de floréal, républicain sincère, mais sans habileté ni influence. Il était le troisième, après le général Lefebvre et le philosophe Dupuis, sur la liste des Cinq-Cents, qui contenait les noms de trois autres généraux, dont Masséna, et d'un contre-amiral.

Le 18, la réponse du Directoire au message du 5 parvint : elle était courte et vague. L'opposition en prit texte pour réclamer violemment la démission de Merlin et de La Revellière, dénoncés comme auteurs du 22 floréal, oppresseurs de la représentation nationale, protecteurs des pillards, persécuteurs de Championnet. La proposition fut renvoyée à une commission spéciale de onze membres, où figuraient, avec Lucien Bonaparte, trois militaires : Petiet, Jourdan et Augereau. Jourdan et un député, Boulay (de la Meurthe), allèrent porter à Merlin et La Revellière, déjà travaillés par Barras, la sommation des Conseils. Les deux Directeurs ne cédèrent enfin que devant une députation plus nombreuse de leurs amis politiques, et après le vote, dans la journée du 30 prairial (18 juin 1799), d'une motion qui les menaçait, en cas de résistance armée, d'être mis hors la loi.

Cette journée du 30 prairial était, non un coup d'État, comme on l'appelle souvent, mais une révolution parlementaire. « Le Corps législatif », déclara Lucien Bonaparte, « a repris le première place qu'il doit tenir dans l'État. » C'était aussi une revanche des généraux : six d'entre eux étaient présentés comme candidats pour la place de Merlin, sept pour celle de La Revellière. Mais les Anciens nommèrent Roger-Ducos, un fructidorien exclu en floréal, et un seul militaire, le plus médiocre de tous, Moulin, qui commandait à Rennes l'armée d'Angleterre, et fut préféré à Masséna et Lefebvre. Le Directoire renouvelé changea de ministres, rappelant au pouvoir d'anciens Conventionnels : Quinette à l'Intérieur, Robert Lindet aux Finances,

Fouché à la Police, Cambacérès à la Justice, Dubois-Crancé (après Bernadotte) à la Guerre. Derrière cette victoire apparente des républicains « prononcés » il y eut peut-être une intrigue monarchique. Sieyès a été soupçonné de vouloir offrir le trône à un prince de Prusse, Talleyrand d'avoir patronné le duc d'Orléans, et l'ambassadeur d'Espagne Azara fut pressenti en faveur de l'infant de Parme par le général Joubert que Sieyès avait fait nommer commandant de la garnison de Paris. Mais ces combinaisons échouèrent. Le sort de la Révolution se jouait ailleurs, sur les champs de bataille.

III. — L'OFFENSIVE GÉNÉRALE DES ALLIÉS CONTRE LA FRANCE : L'ARRÊT AUX FRONTIÈRES (JUIN-OCTOBRE 1799)¹.

C'est l'Angleterre qui avait renoué la coalition en entraînant la Russie et les Turcs contre la France. L'Autriche n'avait fait que suivre, à regret, et non sans arrière-pensées égoïstes. Après les victoires d'Italie, il fallait mener l'entreprise jusqu'au bout, et consommer la ruine de la République. Le plan de Grenville et de Pitt était déjà celui qui réussira en 1814 à leurs successeurs : envahir la France des deux côtés où l'on avait chance d'être secondé par l'insurrection ou du moins la complicité des populations, c'est-à-dire la Suisse et la Hollande. C'est à cette opération qu'ils comptaient surtout employer les Russes. Mais les Autrichiens ne s'y prêtaient nullement. Ils auraient trouvé tout naturel que Souvorov se chargeât de conquérir pour eux l'Italie entière qu'ils garderaient ensuite. L'Angleterre au contraire s'accordait avec Paul I^{er} pour y rétablir les gouvernements monarchiques détruits par les Français.

Déjà grâce à l'appui de Nelson, la restauration des Bourbons de Naples était accomplie. Macdonald, en se repliant à la fin d'avril, n'avait laissé pour défendre la république napolitaine que quelques troupes italiennes de nouvelle levée, plus deux

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir ci-dessus, p. 68, 111, 289, 404 et 431-432 ; en outre, sur la campagne diplomatique de l'Angleterre, J. H. Rose, *Pitt and Napoleon, essays and letters* (Londres, 1912, in-8°) ; sur l'invasion autrichienne en Italie, G. Manacorda, *I rifugiati italiani in Francia 1799-1800* (Turin, 1907, in-4°). — Sur les intrigues royalistes en France, G. Caudrillier, *L'association royaliste de l'Institut philanthropique de Bordeaux* (cité p. 349). Sur la campagne de Hollande, les documents publiés aux t. V et VI des *Fortescue manuscripts* (cités p. 404), et V. de Conchard, *Etudes historiques sur le maréchal Brune* (Brive et Paris, 1918, in-8°).

bataillons français. Les Anglais occupaient le port avec l'escadre de Troubridge, le cardinal Ruffo armait les paysans de la Calabre, et un renfort de troupes russes et turques fut amené de Corfou. Au milieu de juin, les défenseurs de Naples, réfugiés dans les forts dominant la ville, capitulèrent entre les mains du cardinal Ruffo, à condition d'avoir la vie sauve et les honneurs de la guerre, les Français devant être ramenés par mer à Toulon. Mais Nelson, à qui le roi Ferdinand avait donné pleins pouvoirs, cassa les termes de la capitulation. Il fit pendre sans jugement l'amiral Caracciolo qui avait tenté de fuir, et livra les « patriotes », nobles et bourgeois pour la plupart, à une commission judiciaire qui en condamna 84 à mort, un millier à la prison, à la déportation ou à l'exil. Les détails de la répression, poursuivie au milieu des fêtes, furent atroces. Nelson reçut du roi une couronne d'or et le duché de Bronte. Mais en Angleterre sa conduite ne fut pas approuvée de tous, et à son retour, le roi l'accueillit avec froideur ; il blâmait surtout chez l'amiral, à vrai dire, le scandale de sa liaison publique avec Emma Hamilton. Cependant, Ferdinand n'entendait pas s'arrêter en si bon chemin. Il voulait envahir l'État romain, parlait d'installer une garnison napolitaine au château Saint-Ange. En septembre, ses troupes devaient franchir la frontière ; mais les Autrichiens la passèrent en même temps et occupèrent bientôt tout le nord de l'ancien domaine pontifical.

Ils étaient aussi en conflit avec les Russes : Souvorov, après l'occupation de Turin, avait rétabli le gouvernement de Charles-Emmanuel. Mais le commissaire autrichien en Piémont refusa de reconnaître les anciens fonctionnaires du roi et les agents qu'il avait expédiés en hâte de sa résidence de Cagliari. A la fin de juillet, la querelle s'apaisa, car les Français reprenaient l'offensive.

Joubert avait remplacé Schérer à la tête de l'armée d'Italie, et Moreau acceptait de lui être adjoint, avant d'aller prendre le commandement de l'armée du Danube. Joubert, mêlé aux intrigues politiques qui suivirent le 30 prairial, avait hâte de vaincre pour retourner à Paris jouer le rôle que lui destinait Sieyès dans ses projets de réforme constitutionnelle. Il attaqua le 15 août à Novi, sans attendre la fin de sa concentration, au moment où Souvorov recevait des renforts libérés par la capitulation de Mantoue. Il fut enveloppé et tué dès le début de l'action. Moreau contint l'ennemi toute la journée, mais dut reculer en hâte le soir venu, après avoir perdu 12.000 hommes sur moins de 40.000.

Les Autrichiens revendiquèrent pour eux l'honneur et le profit de la victoire. A les entendre, Souvorov n'était que le chef d'un corps auxiliaire, et l'empereur François seul devait disposer des pays conquis. Paul I^{er} protesta, mais les Anglais observèrent qu'on devait les consulter d'abord, l'armée russe étant à leur solde. Dès juin, ils avaient demandé qu'on la fit entrer en Suisse, où un autre corps devait être envoyé sous les ordres de Korsakov. Paul I^{er}, pressenti, avait donné son agrément. L'ancien ministre d'Angleterre en Suisse, Wickham, venait d'y reparaître, chargé par Grenville d'organiser le soulèvement de la Franche-Comté. Il correspondait aussi avec les chefs de bandes royalistes du midi de la France, avec Pichegru et Willot échappés de la Guyane. Le comte d'Artois, mandé par Pitt et Grenville, s'entretint longuement avec eux d'une possible restauration des Bourbons. Dans ces conditions, l'Angleterre ne s'opposa plus aux ambitions autrichiennes sur l'Italie et sacrifia le roi de Sardaigne. Les troupes impériales restèrent seules en Piémont et Souvorov se mit en route vers la Suisse, pour rejoindre Korsakov et l'archiduc Charles.

L'arrière-pensée des ministres anglais, en abandonnant l'Italie à l'Autriche, était de ne pas lui rendre la Belgique après la victoire, mais d'employer ce pays, soit à former un grand royaume des Pays-Bas sous la dynastie d'Orange, soit à indemniser la Prusse au cas où elle se serait décidée à temps en faveur de la Coalition. Mais il fallait se saisir du gage avant d'en disposer. Dès le mois de mai, une négociation secrète s'était engagée à Saint-Pétersbourg à ce sujet. Le général Stamford et un agent spécial, le capitaine Popham, décidèrent le tsar à fournir quelques vaisseaux et 18.000 hommes qui, renforcés, espérait-on, par un contingent suédois, iraient débarquer au nord de la Hollande. Les préparatifs commencèrent aussitôt très activement. En même temps Paul I^{er} promettait des fonds au comte de Provence, alors réfugié en Courlande, pour acheter le concours de Barras à une restauration monarchique en France. Le prétendant s'appropriait déjà à rejoindre Korsakov en Suisse pour rentrer dans son royaume à la tête d'un corps d'émigrés réuni par les soins de Wickham. Le succès des entreprises anglo-russes paraissait certain.

Mais l'Autriche connut bientôt le projet sur les Pays-Bas. Plutôt que de voir les Russes, et peut-être les Prussiens à Bruxelles, elle aimait mieux renoncer aux projets d'invasion en France, laisser même la Belgique et la rive gauche du Rhin

au Directoire, pourvu qu'il lui abandonnât l'Italie. Le 30 juillet, l'empereur donnait à l'archiduc Charles l'ordre de se porter vers Mayence et de passer ensuite aux Pays-Bas. Les Russes resteraient seuls en Suisse, pour « qu'on n'y fût pas trop de monde ». Or, les troupes de Korsakov commençaient seulement d'arriver à Constance, et Souvorov n'avait pas encore quitté l'Italie. Avant la concentration des deux armées russes, les Français avaient le temps de les battre séparément. « Thugut, écrivit Grenville, n'agirait pas autrement s'il était payé par nos ennemis » et Souvorov, plus brutalement : « Est-ce que cette chouette, ceinte du glaive de Scanderberg, a perdu la raison, ou n'en a jamais eu ? »

A la fin d'août, à force d'instances et de menaces, les Autrichiens avaient consenti à laisser 20.000 hommes en Suisse. Mais Masséna, qui commandait l'armée française, avait vu l'occasion favorable. Confiant à Lecourbe le soin de retarder l'arrivée de Souvorov par le Tessin et le Saint-Gothard, à Soult celui de contenir les Autrichiens sur la Linth, il attaqua de trois côtés, autour de Zurich, Korsakov qui dut reculer en désordre, abandonnant son artillerie et ses convois, plus 8.000 prisonniers (25-26 septembre). Souvorov, pour ne pas être écrasé à son tour, dut se retirer vers les Grisons, et arriva à Coire le 8 octobre, sans une voiture ni un canon, avec 15.000 hommes épuisés. Paul I^{er} venait d'adresser à l'Autriche une sévère demande d'explications quand il reçut les nouvelles de Suisse, avec un rapport furibond de Souvorov. Aussitôt il écrivit à François II une lettre de rupture et rappela ses troupes en Russie (23 octobre).

En même temps échouait la diversion anglo-russe aux Pays-Bas. Pitt avait d'abord voulu débarquer des troupes à la fois près de l'embouchure de l'Ems et dans l'île de Voorn, au-dessous de Rotterdam. Mais le concours attendu des Suédois ayant manqué, et le prince d'Orange ayant assuré que la flotte batave s'insurgerait au premier signal, l'expédition fut dirigée sur le Helder. Le débarquement eut lieu à la fin d'août et réussit d'abord. Dix vaisseaux furent capturés au Texel. Une attaque des Français fut repoussée près d'Alkmaar le 10 septembre. L'arrivée des Russes ayant porté le corps expéditionnaire à 30.000 hommes, son chef, le duc d'York, prit l'offensive. Il fut arrêté à Bergen le 19 par les forces franco-bataves, aux ordres de Brune. L'insurrection promise par les Orangistes ne se produisit pas, et la résistance des populations fut très vive,

surtout contre les Russes, à qui les Anglais refusaient des vivres, et qui pillaient outrageusement. La rupture des digues, ordonnée par Brune, et une pluie continuelle rendirent bientôt intenable la position des alliés, et le 18 octobre le duc d'York signait la convention d'Alkmaar. Il pourrait se rembarquer sans être inquiété, à condition de rendre l'amiral Dewinter et huit mille prisonniers détenus en Angleterre et d'avoir terminé l'évacuation le 30 novembre. Les troupes anglaises allèrent hiverner en Irlande, les Russes à Jersey et Guernesey. On avait songé à les employer pour une attaque contre Brest, qui fut abandonnée au dernier moment.

A la fin d'octobre 1799, la première campagne offensive de la coalition s'achevait donc par un arrêt aux frontières et un désaccord gros de menaces entre les alliés. L'armée d'Égypte et son chef n'avaient été pour rien dans cet heureux résultat. Au contraire, leur situation était devenue précaire, et la grande diversion projetée l'année précédente dans le Levant et vers les Indes s'était terminée par un échec complet.

IV. — L'ÉCHEC DE LA DIVERSION FRANÇAISE EN ORIENT ; LE RETOUR DE BONAPARTE (9 OCTOBRE 1799)¹.

Même sans la défaite d'Aboukir, une entreprise de Bonaparte dans l'Inde aurait eu très peu de chances de succès, à moins d'être préparée dès longtemps et avec soin. En prescrivant au général d'embarquer à Suez une quinzaine de mille hommes, pour aller au secours de Tippou-Sahib, on avait compté qu'il trouverait des moyens de transport sur place, et on avait ordonné aux gouverneurs de l'Île de France et de la Réunion de lui envoyer tout le tonnage disponible, avec une escorte de frégates. Mais cela demandait beaucoup de temps. Bonaparte

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur l'Égypte, voir ci-dessus, p. 405. — Sur l'Inde et Tippou-Sahib, voir V. A. Smith, *The Oxford history of India* (Oxford 1919, in-12; nouv. éd., 1923); *The Cambridge history of India*; t. V : *British India* (1497-1858), publié sous la direction de H. H. Dodwell (Cambridge, 1929, in-8°), avec des bibliographies développées; G. B. Malleson, *Final french struggles in India and on Indian seas* (Londres, 1878, in-8°); L. C. Bowring, *Haider Ali and Tipu Sultan* (Oxford, 1893, in-8°); G. Saint-Yves, *La chute de Tipou*, dans la *Revue des questions historiques*, t. LXXXVIII (1910), p. 75-106; J. H. Rose, *The influence of sea power on Indian history 1746-1802*, dans *The indecisiveness of modern war and other essays* (Londres, 1927, in-8°). Sur la politique navale du Directoire en 1798-1799, lieutenant de vaisseau G. Douin, *La campagne de Bruix en Méditerranée* (Paris, 1923, in-8°). — Sur l'Égypte, après le départ de Bonaparte, F. Rousseau, *Kléber et Menou en Égypte* (Paris, 1900, in-8°, publication de la Société d'histoire contemporaine).

avait été d'abord occupé par la lutte contre les Mameluks, puis par ses efforts pour organiser son gouvernement, improviser les ressources qui lui manquaient, maintenir l'ordre et essayer, sans résultat appréciable du reste, de gagner l'attachement de la population. C'est à cette époque que commença le grand travail de la *Description de l'Égypte*, entreprise, sous la direction de Monge, par les « savants et artistes » groupés dans le célèbre Institut du Caire, qui existe encore. Bonaparte assista aux premières séances, mais dut bientôt songer à la défense militaire, plus urgente.

Il ne put installer qu'en décembre 1798 une garnison à Suez. Il alla y passer quinze jours, du 24 décembre au 6 janvier, essaya d'armer quelques bateaux, retrouva l'emplacement de l'ancien canal de communication avec le Nil et fit aussitôt commencer les travaux de nivellement. Il établit des « correspondances » avec le chérif de la Mecque, avec l'Ile de France, avec Tippou-Sahib. Du moins il le crut, car toutes ses lettres devaient tomber aux mains des Anglais. Lui-même ne pouvait se flatter d'un résultat prochain, et il écrivit au Directoire : « La puissance qui est maîtresse de l'Égypte doit l'être, à la longue, de l'Inde. » En attendant, il fallait se maintenir dans le pays.

L'Angleterre n'avait aucun moyen de déloger elle-même les Français de leur conquête. Nelson échoua dans une tentative pour prendre possession d'Alexandrie, et le cabinet de Londres refusa toujours d'envoyer des troupes. Son plan était de faire attaquer l'Égypte par deux armées turques, l'une venant de Syrie, l'autre rassemblée à Rhodes, et transportée par mer. La mission militaire dirigée par le général Köhler conduirait les opérations. Le commodore Sidney Smith, frère de l'ambassadeur à Constantinople, commanderait l'escadre et les convois. Bonaparte connut ces préparatifs. Il prit les devants sur le seul point où il le pouvait, en attaquant par terre les troupes du pacha de Saint-Jean d'Acre, Ahmed Djezzar (février 1799). Les premières rencontres, que Bonaparte rendit célèbres en leur donnant des noms bibliques (Nazareth, Cana, Mont-Thabor), furent victorieuses, mais Sidney Smith eut le temps de mettre en défense Saint-Jean d'Acre. Il put aisément saisir les équipages de siège, que des Français avaient dû transporter par mer, puis amener des renforts à Djezzar. Manquant de munitions, menacé par la peste, craignant une autre attaque sur le Delta, Bonaparte, après plusieurs assauts manqués, leva le siège. Sa retraite fut pénible, mais il avait, en somme, atteint son but. Peut-être un

moment avait-il rêvé d'aller, en cas de succès, jusqu'à Constantinople, comme Volney l'annonça dans un article du *Moniteur*, ou même de prendre la route de terre vers le golfe Persique et le Gange, comme les Anglais de l'Inde l'imaginèrent. Mais il ne s'y arrêta jamais ; plus tard seulement, à Sainte-Hélène, il semblera prendre au sérieux ces fabuleux projets, que la mauvaise fortune l'aurait seule, à son dire, empêché de mener à bien.

Au reste, toute chance de provoquer dans l'Inde un soulèvement des indigènes avait disparu déjà. Aux premières nouvelles de l'expédition d'Égypte, le gouverneur général anglais, lord Mornington, sans attendre les renforts qui lui étaient expédiés du Cap, concentra ses troupes sur les côtes de Malabar et de Coromandel, leva de nouveaux régiments indigènes et enrôla les Européens dans la milice. En même temps, il envoyait l'escadre de l'amiral Rainier croiser dans le détroit de Bab-el-Mandeb, où elle occupa, par précaution, l'îlot de Périm. On connut ensuite la nouvelle de la victoire de Nelson à Aboukir, qui éloignait le danger français. Mais il fallait toujours compter avec Tippou-Sahib. Le sultan de Mysore avait, en 1792, été forcé à la paix par le gouverneur lord Cornwallis, mais seulement grâce à l'appui du Nizam d'Haïderabad, qui depuis lors semblait réconcilié avec lui, et disposait d'une armée de 15.000 hommes organisée à l'européenne et commandée par des Français. Tippou avait, on s'en souvient, offert son alliance à la France, et envoyé une ambassade à Paris. Le Directoire ne put que lui adresser en échange deux agents, qui n'arrivèrent ni l'un ni l'autre. Mornington se mit en devoir de l'isoler, puis de l'attaquer. Le Nizam, sur menace d'invasion, dut renvoyer ses instructeurs français, livrer le drapeau tricolore que portaient ses troupes, et les joindre à l'armée anglaise. Alors le général Harris et le futur lord Wellington, Arthur Wellesley, frère de Mornington, envahirent l'État de Mysore, et prirent Seringapatam, où Tippou fut tué (4 mai 1799). Ses États furent partagés entre la compagnie britannique, le Nizam et un autre prince indigène. En menaçant, de loin, la puissance anglaise dans les Indes, Bonaparte et le Directoire n'avaient, en fin de compte, réussi qu'à l'affermir.

Tandis que Mornington, vainqueur, pensait déjà à lancer contre l'Égypte une expédition préparée à Madras, une nouvelle offensive anglo-turque avait lieu en Orient. Vingt mille hommes des meilleures troupes ottomanes, concentrées à

Rhodes, furent transportés au début de juillet sous l'escorte de Sidney Smith, prirent terre à Aboukir et commencèrent d'investir Alexandrie. Mais la diversion que des Mameluks devaient opérer en même temps, trop faible et trop hâtive, avait déjà échoué. Bonaparte put réunir toutes ses forces contre les Turcs ; le 25 juillet, ils étaient écrasés à Aboukir, perdaient leur chef Moustafa pacha et 12.000 hommes tués, noyés ou prisonniers ; le reste se dispersa sans résistance. Les Français demeuraient en Égypte, mais déjà fort diminués en nombre par la guerre et par le climat. L'instant aurait été favorable pour évacuer le pays, au lendemain d'une victoire, puisque aussi bien l'objet proposé à l'« aile gauche de l'armée d'Angleterre » ne pouvait plus être atteint. Le Directoire en était convaincu avant même de connaître l'expédition de Syrie, et il avait employé pour cela toutes les ressources maritimes qui lui restaient.

Bonaparte avait déjà réclamé plusieurs fois qu'on envoyât la flotte de l'Atlantique dans la Méditerranée, et qu'on « transportât dans cette mer toute la guerre maritime ». C'était découvrir entièrement les côtes du Texel aux Pyrénées, renoncer à toute entreprise en Irlande ou en Angleterre, risquer les derniers navires de la République. On s'y décida cependant. L'amiral Bruix, ministre de la Marine, quitta son portefeuille pour diriger lui-même l'expédition, décidée le 15 mars. L'armée navale devait, en passant devant Cadix, rallier la flotte espagnole, puis débloquer Malte, ensuite Corfou, enfin l'Égypte. Bruix parvint à tromper la croisière anglaise et sortit de Brest le 20 avril. Tandis que son adversaire Bridport le cherchait vers l'Irlande, et qu'à Londres on le croyait en route vers l'Inde, il arrivait à Gibraltar avec vingt-sept vaisseaux. Les Anglais, lord Keith et lord Saint-Vincent, qui gardaient le détroit et tenaient le blocus de Cadix, étaient trop faibles pour livrer bataille, Nelson et Sidney Smith trop loin, les renforts expédiés d'Angleterre encore à moitié route. Les Espagnols sortirent, mais leur mauvais matériel les obligea de relâcher à Carthagène.

Même seul, Bruix pouvait encore aller reprendre les Baléares, Ancône, Corfou occupées depuis octobre, débloquer Malte. Les Anglais tremblaient pour la Sicile. Mais l'amiral français voulut attendre que les vaisseaux espagnols de Mazzaredo pussent reprendre la mer, et lui-même gagna Toulon (20 mai). Le 26, le Directoire lui envoyait l'ordre d'aller en Égypte et de ramener Bonaparte, « avec tout ou partie de ses forces ». Il en eut

connaissance le 8 juin, au retour d'une courte sortie le long de la côte de Ligurie, et joignit enfin les Espagnols.

Dans l'intervalle, les Anglais avaient eu le temps de rassembler soixante vaisseaux dans la Méditerranée. Ils semblaient aussi préparer une attaque vers les côtes de Bretagne, une autre en Belgique ou en Hollande. Bruix jugea prudent de rentrer dans l'Atlantique. Le 13 août, il était de retour à Brest, amenant avec lui les Espagnols, et sans avoir dû combattre en route, ce dont on fit grief, à Londres, à « l'imbécillité du pauvre Saint-Vincent ». Neuf jours plus tard, Bonaparte exécutait, à sa manière, sans l'avoir connu, l'ordre de rentrer en France expédié par le Directoire le 26 mai. Laissant le commandement à Kléber, il quittait secrètement l'Égypte avec deux frégates, et, après avoir longé la côte d'Afrique pour échapper aux croisières, débarquait à Fréjus, le 9 octobre 1799.

V. — L'IMPOPULARITÉ DU DIRECTOIRE¹.

Les vainqueurs de Prairial s'étaient unis surtout pour prendre une revanche contre les fructidoriens, et les écarter du pouvoir. Mais ils n'avaient pas de programme politique, pas même de chefs, et après leur succès, ils n'avaient porté au Directoire que des hommes très médiocres. Leur majorité n'était pas nette dans les Conseils, et peut-être n'en formaient-ils même pas une au Conseil des Anciens. Deux tendances semblent avoir prévalu parmi eux. Les uns tenaient d'abord à terminer la guerre et la révolution, en consolidant les avantages acquis, surtout pour eux. Ils auraient consenti à traiter avec l'Europe à des conditions modérées, peut-être à revenir en deçà de Campoformio. A l'intérieur, ils voulaient renforcer le gouvernement au profit de la classe moyenne et des profiteurs de la révolution. Ils seraient sans doute allés jusqu'à restaurer une monarchie, avec un souverain de leur choix, même étranger, qui leur devrait tout. Comme plus tard en 1814 et en 1830, on aurait fait d'avance la constitution pour l'imposer ensuite au monarque choisi. Cela nécessitait des victoires et un chef militaire assez docile pour servir d'instrument au coup d'État projeté, assez populaire pour le réussir. On a vu que Joubert, destiné à ce rôle, était mort à Novi, et on lui cherchait encore un successeur.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir ci-dessous, p. 460.

Sieyès était en train de pressentir Moreau, quand Bonaparte revint. Moreau dit aussitôt : « Voilà votre homme. »

L'autre parti était avant tout patriote, ou se disait tel, et comme remède à une situation qui rappelait celle de l'an II, ne voyait qu'un retour aux expédients de cette époque, à la dictature démocratique. Les hommes qui le composaient prirent d'abord le dessus, pendant un peu moins de deux mois, utilisant les circonstances de guerre et la crainte soulevée par les insurrections royalistes que l'Angleterre suscitait partout, au voisinage des frontières. C'étaient presque tous d'anciens conventionnels, battus en l'an V par les royalistes, exclus en floréal par les fructidoriens. Ils avaient de l'ardeur, et des rancunes.

Ils commencèrent par rendre la liberté aux journaux, que l'ancien Directoire avait tenus en bride. Bien que renouvelée en l'an VI, la loi de surveillance de la presse n'était plus guère appliquée. Avant même qu'elle fût abrogée expressément, le 1^{er} août 1799, les journaux jacobins reparurent, réclamant la mise en accusation des anciens Directeurs, la poursuite des concussionnaires (ils s'en prenaient surtout à Schérer) et des contre-révolutionnaires, le renforcement des armées, la confiscation des fortunes mal acquises, afin de subvenir aux dépenses militaires. Les Conseils cédèrent d'abord au mouvement. Des commissions d'enquête furent nommées sur les dénonciations dont Reubell, Merlin, La Revellière, Schérer, avaient été l'objet. Elles ne devaient rien découvrir de sérieux contre eux, et conclurent finalement au non-lieu.

Cependant l'offensive contre l'« oligarchie » se poursuivit, à la faveur des mesures de défense nationale. Les derniers appels de conscrits, que Jourdan avait réclamés avec énergie, furent votés les 28 juin et 2 juillet. Les conscrits aisés qui avaient, par une loi antérieure au 30 prairial (loi du 28 germinal, 17 avril 1799) obtenu le droit de se faire remplacer, devraient désormais servir en personne. Quelques jours plus tard, une autre loi supprimait toutes les dispenses de service accordées depuis 1793, à n'importe quel titre. En même temps, le principe était posé de recourir, pour trouver les fonds nécessaires aux nouvelles levées, à un emprunt forcé progressif de cent millions sur la classe riche. La loi du 19 thermidor (6 août 1799) en fixa les détails : cet emprunt forcé, théoriquement remboursable en biens nationaux, était en réalité un impôt sur les revenus des fortunes acquises. Les traitements des fonctionnaires étaient

exemptés. Un jury départemental composé des administrateurs élus et de six à dix jurés non soumis à l'emprunt, établirait la liste des imposables, d'après le chiffre de leurs contributions directes. La taxe pouvait dépasser les trois quarts des revenus les plus élevés et s'étendre même au capital pour les fortunes provenant d' « entreprises, fournitures et spéculations ».

Ces votes devaient avoir des suites très étendues, et surtout celui de l'emprunt forcé, qui n'avait du reste été acquis qu'avec difficulté. La résistance des intérêts menacés était vive. Les connaisseurs en finances dénonçaient la vanité, souvent démontrée, de toute loi de ce genre; le recours aux dénonciateurs, inscrit dans la loi, choquait beaucoup d'honnêtes gens. Mais la fureur contre les nouveaux riches emporta tout. Les Jacobins voyaient là, non la fin, mais le début d'une politique qui tendrait à corriger l'inégalité des fortunes, comme l'avait voulu Babeuf et comme on en attribuait l'intention à Robespierre. Antonelle, dans le *Journal des hommes libres*, l'avait préconisée au début de juillet déjà. Il se fit élire député sur ce programme qui était le thème principal des discours à la Société des Jacobins, reconstituée le 6 du même mois, dans l'ancienne salle de la Convention, au manège des Tuileries.

Beaucoup de membres des Cinq-Cents y vinrent. Ils y retrouvèrent d'anciens terroristes et babouvistes, et entendirent faire l'éloge des « derniers montagnards » victimes des journées de prairial an III. En sortant des réunions, il y avait, comme en 1795, des bagarres entre patriotes et « collets noirs ». Les Anciens s'inquiétèrent, interdirent le Manège aux Jacobins, qui s'en furent à Saint-Thomas d'Aquin. Mais déjà l'influence des intérêts alarmés par l'emprunt progressif se faisait sentir. Une campagne de journaux commença pour sommer le Directoire et les Conseils de rompre avec les « buveurs de sang ».

Sieyès n'aimait guère les Jacobins, mais il se méfiait des royalistes déguisés, et il avait commencé par prêcher l'union de tous les républicains. Bientôt pourtant, inquiété par les discours de la « réunion du Manège », cédant peut-être aux raisons du ministre des Finances, qui était obligé de recourir au crédit des banquiers pour les besoins de la Trésorerie, il entama la lutte avec le parti avancé. D'abord, il s'en tint aux menaces et aux précautions, nomma au commandement de Paris Lefebvre, à la place de Marbot, et appela Fouché au ministère de la Police. Les Jacobins n'en tinrent aucun compte. Le 5 août, Lepeletier fit applaudir, à la Société, un programme démocratique,

réclama des terres pour les combattants, du travail pour les chômeurs, des poursuites contre les fournisseurs trop avides. Le 12, plusieurs orateurs demandaient, comme en 1792, et aux mêmes fins, qu'on proclamât la patrie en danger. Dès le lendemain, la salle des Jacobins était fermée. Vainement leurs amis des Cinq-Cents essayèrent de transporter le débat à l'Assemblée (13 août et 14 septembre). La seconde fois, ce fut Jourdan qui monta à la tribune pour réclamer des mesures révolutionnaires. Il passait pour être d'accord avec le ministre de la Guerre Bernadotte et avec l'administration départementale de Paris, dont plusieurs membres, élus en germinal, étaient d'anciens robespierristes. Mais Sieyès obligea Bernadotte à donner sa démission, et destitua le président du département, pour le remplacer par un industriel et banquier, Le Couteulx. Les démocrates essayèrent alors de faire appel aux faubourgs ; ils purent à peine réunir quelques centaines d'ouvriers désarmés, que la police de Fouché dispersa facilement.

En province, l'agitation jacobine n'eut guère d'écho. Mais les républicains conservateurs, et spécialement les « acquéreurs » y étaient menacés d'un autre côté. Partout des bandes de « brigands » plus ou moins complices des royalistes, s'attaquaient aux personnes et aux propriétés. Elles étaient grossies de déserteurs ou de conscrits fugitifs, souvent de la classe aisée, et profitaient de ce que les troupes étaient aux frontières, la gendarmerie trop peu nombreuse. Dans le midi, en Bretagne et en Belgique, l'insurrection devint bientôt assez grave, et prit un caractère nettement politique ; elle était dirigée et stipendiée par les Anglais, comme en l'an V. Les révoltés ne s'unirent en corps que près de Toulouse ; ils furent écrasés par la troupe. Les Chouans de Bretagne, opérant en nombreuses bandes isolées, qui échappaient à la répression, n'obtinrent que de petits succès locaux. En Belgique, malgré la complicité du général Tilly, chargé de les poursuivre, les paysans soulevés ne purent tenir la campagne, et se dispersèrent.

Mais l'émotion causée dans les Conseils avait été si forte que le 24 messidor (12 juillet 1799), dès le début des troubles, on vota une loi d'exception sévère, connue depuis sous le nom de « loi des otages ». Destinée à protéger la vie et les biens des fonctionnaires publics, des militaires et des acquéreurs de biens nationaux, elle permettait, pour chaque assassinat ou enlèvement dont eux ou leurs proches seraient victimes, de prendre quatre otages parmi les nobles, les parents d'émigrés et les

ascendants des coupables supposés. Ils seraient déportés ou emprisonnés, et civilement responsables des indemnités aux victimes et des récompenses aux agents de répression. La loi fut déclarée applicable dans dix départements, mais elle pouvait le devenir provisoirement dans d'autres. Faute d'études précises, on ne sait dans quelle mesure exacte elle fut mise en pratique et contribua à rétablir l'ordre. L'effet paraît avoir beaucoup varié selon les régions, mais il semble que la loi ait permis trop souvent aux haines de parti et de classe, et plus encore aux vengeances personnelles, de s'exercer impunément. Elle souleva contre le gouvernement la colère de beaucoup de victimes innocentes de la Révolution, alors que la plupart de ceux qui, au contraire, en avaient profité, étaient, à cause de l'emprunt forcé, déjà passés à l'opposition.

A la fin de septembre, un nouveau sacrifice, spécialement pénible, fut imposé à la masse des cultivateurs : la réquisition des chevaux. Ces mesures impopulaires avaient pour raison, ou prétexte, la guerre civile et la guerre étrangère. Le succès de Bonaparte vint de ce qu'il passa rapidement pour seul capable de mettre fin à l'une et à l'autre.

VI. — LE COUP D'ÉTAT DU 18 BRUMAIRE¹.

Il s'était rendu à Paris très vite, accueilli partout avec empressement et même enthousiasme, non comme un futur chef d'État, mais comme le pacificateur de Campoformio, qui allait imposer encore une fois la paix à l'Europe. Toutefois, pour prendre tout de suite ce rôle, il était déjà tard. Le danger

1. **OUVRAGES À CONSULTER.** — Les récits anciens, dont le plus développé est celui de Pascal Grousset, *Les origines d'une dynastie : le coup d'État de brumaire an VIII* (Paris, 1869, in-16), n'ont guère de valeur. L'ouvrage essentiel est celui d'A. Vandal, *L'avènement de Bonaparte*; t. I : *La genèse du Consulat, Brumaire* (cité p. 440), complété sur certains points par A. Meynier, *Les coups d'État du Directoire*; t. III : *Le 18 brumaire, an VIII* (Paris, 1928, in-8°). Le récit de Jacques Bainville, *Le 18 brumaire* (Paris [1926], in-16), n'est qu'un résumé des travaux de Vandal. — Sur le rôle des Bonaparte, voir Espitalier, *Vers Brumaire* (Paris, 1914, in-16); F. Masson, *Napoléon et sa famille*, t. 1^{er}, 1769-1802 (Paris, 1897, in-8°); Th. Jung, *Lucien Bonaparte et ses Mémoires* (Paris, 1882-1883, 3 vol. in-8°). — Sur les troubles en province, B. Lavigne, *Histoire de l'insurrection royaliste de l'an VII* (Paris, 1887, in-16). — Sur les détails de la journée voir les études d'A. Aulard reproduites dans ses *Études et leçons sur la Révolution française*, t. II (Paris, 1898), p. 187-252 : *Les Causes et le lendemain du 18 brumaire*; t. III (1901), p. 271-289 : *Bonaparte et les poignards des Cinq-Cents*; t. VII (1913) p. 84-112 : *Les derniers Jacobins*. — Sur la situation en France au moment du coup d'État, F. Rocquain, *L'État de la France au 18 brumaire* (Paris, 1874, in-16), écrit d'après une enquête officielle postérieure au coup d'État, très sévère pour le régime déchu.

d'invasion était passé, les victoires de Suisse et de Hollande annoncées déjà, effaçant le prestige de la bataille d'Aboukir, dont la nouvelle parvint en même temps. Une loi du 11 vendémiaire an VIII (3 octobre 1799) sur les récompenses nationales confondait dans un même témoignage de la reconnaissance publique les militaires et les civils, les défenseurs de la patrie et ceux de la République. Revenu sans ordre, et sans armée, Bonaparte n'était pas sûr d'obtenir un grand commandement; même dans ce cas l'occasion de remporter un succès décisif ne se présenterait guère pour lui avant le printemps. Comme il ne voulait pas, cette fois, laisser au gouvernement directorial le mérite de rétablir la paix sans son concours, il lui fallait prendre le pouvoir au plus tard pendant l'hiver.

Bonaparte tenait à ne pas y arriver porté par un parti; il négocia donc avec tous, sans vouloir s'engager, ne se confiant qu'à des familiers, ses frères Joseph et Lucien, Talleyrand, Rœderer, Regnault de Saint-Jean-d'Angély. Il semble avoir pensé d'abord à se faire élire Directeur, mais il lui manquait dix ans d'âge, et pour réviser légalement la constitution en sa faveur, il aurait fallu neuf ans. Il se rapprocha donc des partisans d'un changement plus brusque et de leur chef Sieyès, sans négliger Barras, dont le concours fut probablement acheté d'avance. Les fonds étaient faits par les propriétaires de gros capitaux mobiliers, exaspérés contre l'emprunt forcé et à qui on promit de l'abolir. Les fournisseurs, tout spécialement, furent acquis à l'idée d'un coup d'État quand le 29 octobre Delbrel, aux Cinq-Cents, fit supprimer pour eux le droit d'être payés par préférence aux guichets du Trésor. Les conjurés lièrent, fort adroitement, l'idée de la paix à celle d'un changement constitutionnel. Un article de la *Décade*, du 1^{er} novembre, soutenait que l'acte de l'an III, en prétendant fixer à jamais les frontières de la République, avait décrété la guerre éternelle et « l'anéantissement total des Français ». L'article était probablement de Daunou. Il marquait le ralliement, aux projets de Sieyès et de Bonaparte, des auteurs mêmes de la constitution, des « idéologues » de l'Institut. Ces politiciens désabusés, échappés aux orages, aspiraient au repos, à l'établissement d'un « pouvoir conservateur » qui les dispenserait du souci périodique de la réélection et dissiperait les cauchemars de la réaction monarchique et de la révolution sociale.

Ils conçurent l'opération à l'image de celles qu'ils avaient pratiquées en Hollande, en Suisse, à Rome et à Milan. Sous le

prétexte d'une conspiration justifiant des mesures extraordinaires, et la pression d'une force militaire qu'il suffirait de montrer, on ferait adopter aux Conseils, le plus légalement possible, une nouvelle constitution toute faite, que les assemblées primaires ratifieraient ensuite. On n'avait pas de résistance à craindre en province. Mais à Paris les Jacobins pouvaient se défendre, convertir en loi la motion votée le 22 septembre par les Cinq-Cents, et qui punissait de mort les entreprises contre la constitution et l'intégrité du territoire, soulever les faubourgs et débaucher les troupes, en qui survivait l'esprit de démocratie et de propagande. On décida donc d'utiliser les articles constitutionnels qui permettaient de transférer, en cas de troubles, le gouvernement hors de Paris. Il suffisait pour cela d'un décret du Conseil des Anciens, et les conjurés se croyaient sûrs d'y avoir la majorité. Trois Directeurs, Sieyès, Roger-Ducos et Barras, étaient du complot et cette majorité suffisait pour sanctionner le décret. On verrait ensuite à faire céder les Cinq-Cents, de gré ou de force. L'exécution fut fixée au 18 brumaire (9 novembre).

Dans la nuit du 8 au 9, les inspecteurs de la salle des Anciens convoquèrent l'assemblée pour huit heures en négligeant d'avertir les députés hostiles. Les régiments de cavalerie, alertés par leurs chefs sous prétexte d'une revue, étaient rassemblés au voisinage des Tuileries. En trois quarts d'heure, les conjurés eurent fait adopter, en dénonçant très vaguement une conspiration jacobine imminente, un décret préparé d'avance. Les Conseils étaient transférés à Saint-Cloud pour le lendemain, et Bonaparte nommé au commandement de la force publique, y compris la garde du Corps législatif. Il avait réuni chez lui, par convocations écrites, presque tous les généraux présents à Paris et beaucoup d'officiers, et suivi par eux, vint aux Anciens pour prêter serment. Il entra dans la salle et débita une harangue préparée, qui finissait par « Je le jure ! » mais restait muette sur la constitution. Puis il passa en revue, dans les Tuileries, les troupes qui l'acclamèrent, et trouvant là Bottot, secrétaire de Barras, lui fit une algarade célèbre, reprochant au Directoire d'avoir rompu la paix, et fait tuer cent mille hommes.

Pendant ce temps, Lucien, président des Cinq-Cents, faisait lever la séance de cette assemblée. Gohier et Moulin, venus aux Tuileries où étaient Sieyès et Roger-Ducos, furent invités à se démettre de leurs fonctions et sur leur refus, conduits au Luxembourg où Moreau fut chargé de les garder à vue. Barras avait, le

matin même, consenti (sur promesse d'argent ou menace de scandale ou l'une et l'autre) à signer une lettre de démission apportée par Talleyrand. Il partit avant la nuit pour sa terre de Grosbois. Le Directoire n'existait plus, mais il restait les Conseils. Tandis qu'on installait à Saint-Cloud le mobilier nécessaire pour eux, les chefs des deux camps, démocrates et autoritaires, délibérèrent, tard dans la soirée. Rien de précis ne fut décidé de part ni d'autre, et la journée du 19 brumaire (10 novembre) devait être toute en surprises et en improvisations.

La séance, fixée pour midi, ne s'ouvrit qu'à une heure, les Anciens siégeant au premier étage du château, dans la grande galerie, les Cinq-Cents dans l'Orangerie. Bonaparte était venu en voiture, amenant quatre à cinq mille hommes, y compris les deux gardes constitutionnelles. Pendant que les Cinq-Cents, présidés par Lucien, perdaient du temps à renouveler, à la tribune, leur serment à la constitution, les partisans du coup d'État proposaient, aux Anciens, de nommer un gouvernement provisoire. Mais l'assemblée hésitait. Pour la décider, Bonaparte s'y rendit, et invité à donner les détails du complot dénoncé la veille, s'embrouilla dans un long discours, répondit aux interruptions, ne fut bientôt plus écouté et dut sortir sans avoir rien obtenu.

Alors il se rendit aux Cinq-Cents, espérant peut-être un esclandre, qui déciderait les Anciens. A peine entré, il fut accueilli par des protestations, des cris de « hors la loi ! » Saisi au collet, bousculé, il perdit contenance et se retira sans un mot, protégé par quelques soldats. Après son départ, Lucien voulut le défendre, et n'y réussissant pas, quitta la présidence mais fit avertir son frère d'agir immédiatement. Bonaparte avait d'abord voulu retourner aux Anciens, puis, sur l'avis que sa mise hors la loi était votée, était descendu dans le jardin en criant : « Aux armes ! » A présent, mal en selle sur un cheval très vif et trop sanglé, il cherchait, sans beaucoup de succès, à entraîner les troupes, quand il reçut le message de Lucien. Aussitôt il le fit enlever de la salle des Cinq-Cents par un piquet de grenadiers sans armes, et tous deux reparurent à cheval devant les régiments, puis devant la garde des Conseils. Lucien répétait que dans les Cinq-Cents une minorité de « représentants du poignard » avaient voulu assassiner le général, et terrorisaient la majorité. Brandissant un sabre, il jura d'en frapper lui-même Bonaparte, s'il attentait à la liberté. Alors les soldats s'ébranlèrent. Une colonne conduite par Murat et Leclerc

entra tambours battants dans l'Orangerie et força les députés et le public de s'enfuir par la porte et les fenêtres donnant de plain-pied sur le jardin.

Un peu plus tard, vers sept heures, la majorité des Anciens, entrés en séance, décidait, « attendu la retraite des Cinq-Cents », de nommer trois « consuls provisoires », Bonaparte, Sieyès et Roger-Ducos, plus une commission législative intermédiaire, les deux Conseils étant ajournés jusqu'au 1^{er} nivôse (22 décembre). A neuf heures, une trentaine de membres des Cinq-Cents, présidés par Lucien, adoptaient le décret, en ajoutant une seconde commission intermédiaire, tirée de leur sein, et en prononçant l'exclusion de soixante et un députés, dont sept des Anciens. Vers minuit, les Anciens, avant de confirmer ce dernier texte, annulèrent la résolution Delbrel qui avait tant inquiété les fournisseurs. Puis, la dette payée aux bailleurs de fonds du coup d'État, les trois consuls provisoires prêtèrent serment devant ce qui restait des deux assemblées, et rentrèrent ensuite à Paris.

Le matin du 19 brumaire, la foule, en voyant passer Bonaparte, criait : *Vive la paix!* Le soir, les soldats qui avaient dispersé les Cinq-Cents crièrent : *Vive la République!* Mais n'étaient-ce pas là, désormais, des vœux contradictoires? L'Europe, pourtant vaincue, en jugeait ainsi, et surtout l'Angleterre : « Nous nous préparons tranquillement », écrit le 30 novembre Grenville à Wickham, « à faire l'an prochain un immense effort contre la France, en soutenant les royalistes... La situation des affaires à Paris semble au plus haut degré favorable à nos vues. »

LIVRE IV

La Révolution française et la civilisation européenne

La Révolution française a eu une immense influence sociale, politique et morale sur l'Europe. Mais, en conflit violent avec le vieux monde qu'elle voulait réformer et rajeunir, ce n'est qu'après une longue suite de victoires sur les champs de bataille européens qu'elle a pu exercer une action décisive sur les destinées des peuples. Aussi le contre-coup de ses idées et de ses actes apparaît-il beaucoup moins pendant la tourmente qu'à l'époque de Napoléon.

Au reste, quelque puissance créatrice que la France révolutionnaire ait déployée, elle n'a pas cessé de suivre, de 1789 à 1800, les grands courants d'idées qui s'étaient formés au XVIII^e siècle dans les pays civilisés d'Europe et d'Amérique ; à certains d'entre eux elle a donné plus de force et d'expansion ; elle a mis en valeur le capital intellectuel, accumulé par des siècles de culture, et qu'avaient constitué toutes les classes de la société, principalement la bourgeoisie.

Au moment où la Révolution éclata, deux doctrines opposées se partageaient les esprits : le rationalisme et l'empirisme. Dans

1. **OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER.** — Il n'y a pas d'ouvrage d'ensemble sur la civilisation en Europe de 1789 à 1800. Il n'en existe même pas pour chaque grand pays, pour la France, par exemple, ou pour l'Allemagne. On trouvera indiqués dans les notes suivantes des livres sur les sciences, les lettres, les arts dans divers pays. On peut citer ici, comme ouvrages généraux, Kuno Fischer, *Geschichte der neueren Philosophie* (Munich, 1886, 2 vol. in-8°) ; G. Brandes, *Hovedstromninger i det 19 de Aarhundredes Litteratur* (Copenhague, 1872-1890, 6 vol. in-16) ; cet ouvrage très important a été traduit du danois en allemand par Adolf Strodtmann sous le titre : *Die Hauptströmungen in der Literatur des 19^{ten} Jahrhunderts* (Leipzig, 1872-1890, 6 vol. in-16 ; 5^e éd. 1900) ; P. Van Tieghem, *Le préromantisme* (Paris, 1924, in-8°) ; Louis Bertrand, *La fin du classicisme et le retour à l'antique* (Paris, 1897, in-8°) ; A. Monglond, *Histoire intérieure du préromantisme français, de l'abbé Prévost à Joubert* (Paris, 1929, 2 vol. in-8°). Sur les arts, citons seulement J. Combarieu, *Histoire de la musique* (Paris, 1913-1924, 3 vol. in-8°), le t. II ; *Histoire générale de l'art*, publié sous la direction d'André Michel, t. VIII, 1^{re} partie (Paris, 1926, in-4°), avec de riches bibliographies. Sur les sciences, J. B. Dumas, *Leçons de philosophie chimique* (Paris, 1835, in-8° ; 2^e éd., 1878) ; Marcolin Berthelot, *La révolution chimique : Lavoisier* (Paris, 1890, in-8°) ; H. Kopp, *Die Entwicklung der Chemie in der neueren Zeit* (Munich, 1873, in-8°).

tous les domaines de la pensée, chacune d'elles avait ses adeptes.

L'école empiriste, qui dérivait en droite ligne de Locke, de David Hume et de Condillac, ne croyait qu'à l'expérience et aux idées acquises par les sens. C'est d'elle que se réclamaient les penseurs et les écrivains qu'on appelait en France les « idéologues », les Destutt de Tracy et les Cabanis ; c'est à elle que se rattachaient, en Angleterre, les Priestley, les Malthus, les Burke et les Pitt.

Leur philosophie semblait répondre d'une façon parfaite aux besoins d'une science fondée avant tout sur l'observation et l'expérimentation. De Galilée à Newton et de Newton à d'Alembert, Linné et Lavoisier, en deux siècles, la science expérimentale s'était définitivement constituée et déjà magnifiquement développée ; la méthode en était désormais reconnue, acceptée. Sans doute cette méthode, qui consiste à s'élever patiemment des faits aux lois, était-elle encore parfois mal appliquée, mais elle gagnait du terrain, et la science, délivrée de la vaine recherche des causes finales et des hypothèses sans fondement, avançait d'un pas plus libre.

Nombreux aussi étaient ceux qui, dans l'art et la littérature, voulaient bannir les « conventions » et les règles de la raison raisonnante, pour ne laisser place qu'aux sensations et au sentiment : car, des sensations et du pur sensualisme condillacien, ils passaient, par une transition naturelle, au sentiment. Combien d'écrivains de ce temps sont des visuels, des auditifs ou, après Rousseau, des « sensibles » ! Et la combinaison des images les conduit graduellement à l'imagination constructive et à l'imagination idéaliste. S'ils sont saisis d'étonnement au spectacle des ruines, c'est par le sentiment et l'imagination qu'ils en prennent possession. Ils sentent profondément la poésie des tombeaux et des temples antiques ravagés par le temps, du désert de la campagne romaine, des sables de Syrie, où dort la magnificence de Palmyre ; pour eux, souvenirs et regrets, beautés de la nature, malheurs illustres répandent sur ces lieux et sur ces monuments un charme indéfinissable. En eux, les sensations se confondent avec les idées ; d'instinct, ils perçoivent la correspondance des sons et des couleurs, l'harmonie des ruines avec les arbres, le torrent et le ciel ; la vue d'un beau monument est comme « une musique, continue et fixée », qui les porte à la rêverie ou à la sérénité. Tout se ramène au sentiment et à l'imagination, qui découvrent et expriment les harmonies secrètes des choses et leur rapport intime avec l'âme. Aussi, point de Beau absolu ;

point de « canon » imposé : le beau ne saurait se plier à des règles rationnelles ; l'art ne connaîtra d'autre guide que la nature, devant laquelle le tempérament de l'artiste réagira.

De même, dans la vie, certains écrivains professaient que l'homme n'a qu'à suivre ses penchants et ses dons naturels et à les laisser se développer librement, en s'abandonnant à son destin. Pas plus que l'art, la morale, disaient-ils, n'est fondée sur des principes abstraits, tirés de la raison. L'expérience individuelle, l'histoire, qui, par tout le passé qu'elle évoque, en étend presque à l'infini le champ, la science expérimentale, le progrès enfin des connaissances humaines permettront d'édifier une morale indépendante des dogmes, en harmonie avec les sentiments et les aspirations du temps. Il y aura enfin une « science des mœurs ». La connaissant, les hommes, dans leur propre intérêt, deviendront plus justes, d'abord envers les citoyens de leur pays, puis, de proche en proche, envers tous leurs semblables. Ainsi les apôtres de ces doctrines rêvaient d'une paix perpétuelle entre les peuples, étape décisive dans la voie de la perfectibilité. Leur système se couronnait par un acte de foi dans l'humanité.

Contrairement à cette école de l'expérience et du sentiment, qui se flattait de reconstruire le monde suivant ses aspirations, la philosophie rationaliste, née de Descartes, renouvée par Leibniz, et qui s'était transformée, entre les mains de Kant, en une philosophie « criticiste », changeait la face des problèmes, ne distinguait ni n'opposait plus idées innées et idées acquises : elle s'élevait jusqu'à un « idéalisme transcendantal », dont Platon avait si poétiquement exprimé le mystère, mais dont les modernes avaient alors perdu le sens. « La raison pure » ne nous fournit, selon la « critique » de Kant, que des principes *a priori* qui n'ont de valeur que pour nous. D'où la relativité de la science : elle comprend les « phénomènes » ; elle ne saurait saisir à plein le réel, les « noumènes » qui se cachent derrière eux. Seule la « raison pratique », la volonté, atteint une réalité : la loi du devoir, impérative, absolue, fondement solide de la morale. Celle-ci ne repose point sur des bases expérimentales, telles que le plaisir et les moyens d'y parvenir, car de l'expérience ne peuvent naître des règles de conduite universelles et obligatoires.

À considérer les hommes comme des « fins » et non comme des « moyens », toute servitude est injuste. Le droit repose sur l'accord des volontés libres. Dans les rapports entre citoyens,

il ne saurait être que l'expression de la justice et des règles souveraines et absolues qu'elle édicte. Dans les rapports entre les peuples, la justice doit régner aussi : c'est par le triomphe de l'idée de justice que pourra enfin un jour, grâce à des pactes successifs et de plus en plus généraux, s'établir la paix perpétuelle entre tous les hommes. Dans le domaine de la morale comme dans celui du droit civil ou du droit international, s'imposent donc des règles impérieuses conçues par la raison — non plus seulement la « raison pure », incapable d'atteindre le réel, mais la « raison pratique », qui découvre la loi morale, universelle et absolue.

L'art lui-même n'échappe pas aux règles de la raison. Il doit tendre au Beau idéal, au Beau absolu, ce Beau que les Grecs ont vu, qu'ils ont conçu. Ils sont nos modèles. On ne saurait les surpasser et c'est à leur école qu'il convient de se remettre. Dès 1760, cette théorie avait été formulée, en Allemagne surtout, puis en Italie, sous l'influence de Winckelmann et de Mengs ; de là, elle s'était répandue dans tous les pays, même en France, où Quatremère de Quincy allait l'ériger en dogme.

Ainsi, d'un côté, des sensations, des sentiments et des images, les harmonies intimes des sons et des couleurs, les correspondances secrètes du cœur et de la nature, l'expansion et même le débordement des penchants et des passions ; de l'autre, des principes, des règles impératives, dictant la conduite, modérant les passions, commandant à l'art lui-même, enfin limitant dans l'éducation de l'homme la part aveugle du destin pour accroître celle de la volonté, seule créatrice de la personnalité. Le contraste semble absolu.

Pourtant ces tendances, si opposées qu'elles fussent, se conciliaient parfois, chez certains penseurs ou écrivains, d'une manière plus ou moins heureuse. Des rationalistes, comme Kant, ne s'abstenaient pas complètement d'interroger les faits et faisaient au sentiment sa part. Rousseau qui, dans sa vie et ses œuvres en général, s'est abandonné au rêve et à l'imagination, s'est montré théoricien rationaliste dans son système du *Contrat social*, tout en consentant à y accorder quelque place à l'expérience politique. Chez les révolutionnaires de France, au même moment, et surtout suivant les époques, se mêleront aussi l'empirisme et le rationalisme, et les plus belles théories céderont souvent aux nécessités et aux circonstances.

D'ailleurs, les doctrines ne suffisaient pas. Plus encore que de pensée, on avait soif d'action. Or si, par toute l'Europe,

depuis une trentaine d'années déjà, au moment où la Révolution éclata, se manifestait un renouvellement admirable dans la poésie et les arts, comme dans la philosophie et les sciences, cette activité restait toute spirituelle et s'arrêtait court devant les applications à la vie sociale et politique qui pourtant la sollicitaient. Seule la France osa passer de la théorie à l'action. De cette hardiesse conviendrait-il de chercher les raisons dans le caractère du peuple français, dans la formation de son esprit depuis Descartes et jusque dans les traditions et les circonstances de son histoire ? En tout cas, c'est ce violent désir de réalisation des idées, c'est l'effort puissant d'organisation méthodique et rationnelle dont la France révolutionnaire a donné l'exemple qui lui a conféré alors son prestige souverain et lui a assuré une influence profonde sur les autres peuples.

CHAPITRE PREMIER

L'ŒUVRE INTELLECTUELLE ET MORALE DE LA FRANCE RÉVOLUTIONNAIRE¹

On a accusé la Révolution française de vandalisme. Il est certain que les révolutionnaires ont beaucoup détruit, instinctivement, dans leur zèle de néophytes, et que la colère du peuple a fait beaucoup de ruines. Mais ces destructions ne furent ni générales ni systématiques. Ce qui frappe, au contraire, c'est l'effort de tous les gouvernements, pendant la Révolution, pour arrêter les effets du fanatisme destructeur et pour aider de tout leur pouvoir aux progrès de la science. La prétendue réponse de Fouquier-Tinville à Lavoisier : « La République n'a pas besoin de savants », n'est qu'une légende, et une légende que les faits démentent. Nul pays n'a fait plus pour la science que la France révolutionnaire, et, pour la conservation du patrimoine intellectuel et artistique du pays, les républicains de la fin du XVIII^e siècle n'ont pas montré moins de zèle que ses anciens détenteurs.

I. — L'ŒUVRE DE CONSERVATION².

Les Assemblées révolutionnaires prirent à cœur de protéger les œuvres d'art. L'Assemblée constituante créa la Commission des

1. **OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER.** — Il n'y a pas d'ouvrage permettant d'étudier d'ensemble l'œuvre intellectuelle et morale de la Révolution française. Cependant, sur les créations de la Convention, le livre d'Eugène Despois, *Le vandalisme révolutionnaire* (Paris, 1868, in-16), dont le titre est ironique, peut encore être utilement consulté sur plus d'un point. Il faut chercher les principaux éléments de l'étude esquissée ici, non seulement dans les discussions parlementaires, mais dans les travaux des Comités. Nous signalerons les *Procès-verbaux du Comité d'Instruction publique*, publ. par James Guillaume (Paris, 1891-1907, 6 vol., in-4^o, dans la « Collection des documents inédits sur l'histoire de France »); les *Procès-verbaux de la Commission générale des arts*, 1793, et de la *Société populaire des arts*, 1793-1795, publ. par Lapauze (Paris, 1903, in-4^o); les *Procès-verbaux de la Commission temporaire des arts*, publ. par P. Tuetey (Paris, 1912, in-4^o, dans la « Collection des documents inédits »).

2. **OUVRAGES A CONSULTER.** — Outre les ouvrages généraux cités p. 465, on lira avec profit : 1^o sur les sciences, le suggestif opuscule du grand physicien Biot, *Essai sur l'histoire générale des sciences pendant la Révolution française* (Paris, an XI, in-8^o,

monuments ». Celle-ci envoya dans la France entière des délégués en vue de rechercher et de classer tout ce qui méritait d'être conservé. Ainsi Lemonnier, peintre du roi, fut, en 1791, chargé de visiter Rouen et la région voisine, si riche en tableaux de Philippe de Champaigne, de La Hire et de Jouvenet.

La Convention et son Comité d'Instruction publique instituèrent aussi des commissions chargées de trier et de recueillir les objets de valeur et d'en former de grands dépôts où ils seraient exposés au public. Ce furent le Comité d'Instruction publique et la Commission temporaire des arts, créée, le 18 décembre 1793, pour remplacer la Commission des monuments, qui dirigèrent méthodiquement l'œuvre de protection.

Il faut tout conserver et assembler ; il y a un riche « héritage savant » à sauvegarder, voilà ce que répètent à l'envi les membres du Comité d'Instruction publique. « C'est », déclarait Mathieu au nom de ce Comité, « c'est à la Convention nationale de faire aujourd'hui pour les arts, pour les sciences, pour les progrès de la philosophie, ce que les arts, les sciences et la philosophie ont fait pour amener le règne de la liberté ; ce sont aussi des créanciers de la Révolution et pour qui la Révolution doit tout faire. » — « Le mal est connu », dit Grégoire ; « avisons aux remèdes : le premier est l'instruction. » Il faut répandre le goût des arts. « Montrons à l'ignorant que ce marbre respire, que cette toile est vivante, que ce livre est un arsenal propre à défendre ses droits. » Tout est digne de respect, même, dit David Leroy, « les édifices gothiques, qui, par le merveilleux de leur construction, la légèreté de leurs colonnes et la hardiesse de leurs voûtes, commandent l'admiration et fournissent des types à l'art ».

Ce qui est révolutionnaire, ce n'est donc pas le vandalisme

83 p.) ; Ed. Grimaux, *Lavoisier* (Paris, 1888, in-8°) ; G. Pouchet, *Les sciences pendant la Terreur*, publ. par James Guillaume (Paris, 1896, in-8°, de la « Collection de la Société de la Révolution française ») ; 2° sur les arts, Jules Renouvier, *Histoire de l'art pendant la Révolution* (Paris, 1863, in-8°), originale et très utile. La principale étude est celle de François Benoît, *L'art français pendant la Révolution et l'Empire* (Paris, 1897, in-8°). Pour le détail, voir A. Courajod, *Alexandre Lenoir et le Musée des monuments français* (Paris, 1878, in-8°) ; du même, *L'influence du Musée des monuments français sur le développement de l'art et des études historiques pendant la première moitié du XIX^e siècle*, dans la *Revue historique*, t. XXX (1886), p. 107-118 ; G. Brière et P. Vitry, *L'église abbatiale de Saint-Denis* (Paris, 1901, in-16) ; P. Tuetey et J. Guiffrey, *La Commission du Muséum et la création du Musée du Louvre*, dans les *Nouvelles archives de l'art français* (Paris, 1909, in-8°) ; E. Boutaric, *Le vandalisme révolutionnaire : les archives pendant la Révolution française*, dans la *Revue des questions historiques*, t. XXIII (1878), p. 458-554 ; t. XXIV (1879), p. 154-216. On trouvera des indications complémentaires dans la *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, de M. Tournoux (Paris, 1890-1906, 5 vol. in-4°), et dans Pierre Caron, *Bibliographie des travaux publiés de 1866 à 1897 sur l'histoire de France depuis 1789* (Paris, 1912, in-8°).

destructeur. Il serait même essentiellement contre-révolutionnaire. « Nous barbariser, déclarait Grégoire, puis crier aux nations étrangères que nous étions des barbares pires que ces musulmans qui marchaient avec dédain sur les débris de la majestueuse antiquité : telle était une des branches du système contre-révolutionnaire. Dévoiler ce plan, c'est le déjouer ». La Révolution se fait gloire de recueillir tout ce qui atteste le génie national. Sans doute, il est encore des fanatiques qui détruiraient volontiers des œuvres splendides, comme les tombes de l'église de Brou, et dont il faut modérer le zèle ; mais les autorités veillent, préviennent le Comité d'Instruction publique ; enfin la Convention rend des décrets : défense de détruire ou de mutiler les monuments sous prétexte d'en faire disparaître des signes de royauté et de féodalité (24 octobre 1793) ; peine de deux ans de fers contre quiconque dégradera les œuvres d'art dépendant des propriétés nationales (4 juin 1793). Et on sait que la Convention et le Comité de Salut public tiennent la main à l'application des lois.

C'est par ce travail incessant et méthodique que furent sauvés et rassemblés livres, manuscrits et documents. Aux vieilles chartes des abbayes, aux registres des Parlements se joignirent les papiers des Assemblées révolutionnaires : ainsi furent constituées les « Archives nationales » (25 juin 1794). Une énorme masse de livres fut triée à Versailles, à Paris, dans toute la France, et des bibliothèques en furent formées. La Bibliothèque nationale s'enrichit ; les antiquités nationales y furent enseignées, au milieu des trésors des vieux âges, par Millin.

Suivant le vœu de Grégoire et du Comité d'Instruction publique, une vaste collection centrale d'œuvres d'art fut constituée à Paris, au Louvre. Les tableaux du roi, gloire de Versailles, les tableaux italiens, acquis par la Couronne depuis François I^{er}, qui ornaient les murs et jusqu'aux dessus de porte des appartements royaux, furent transportés à Paris, et, pour la première fois, réunis et exposés au public. Mais tout n'avait pu être enlevé de Versailles. A la fin de 1793, il y restait encore des tableaux et des statues ; les voûtes gardaient leurs peintures. Celles-ci blessaient les sentiments des fiers républicains qu'étaient les délégués de la Commission temporaire des arts. « Mais », disent les membres de cette Commission, « nous leur avons observé qu'avec de légers changements et des inscriptions bien conçues on pouvait obvier aux inconvénients,

et ils ont paru adopter nos observations. » En somme, on oubliait la politique et on ne voyait plus que l'œuvre d'art.

Un autre musée central fut formé au couvent des Petits-Augustins : le « Musée des monuments français ». Le directeur, Alexandre Lenoir, sauva nombre d'œuvres d'art : d'abord des débris et des statues de l'abbaye de Saint-Denis. Les révolutionnaires avaient prescrit la destruction des tombeaux des rois pour le 10 août 1793 : l'ordre fut exécuté ; les statues furent enlevées, les corps exhumés ; même les sculptures du portail furent mutilées. L'église, dévastée, fermée, dépouillée de sa toiture de plomb, fut conservée néanmoins, grâce à la vigilance des architectes de la Commission temporaire des arts ; ils préservèrent les clochers que, dans leur fanatisme, les membres de la Société populaire de Saint-Denis voulaient abattre ; ils firent différer la vente de l'église, réclamée par le Conseil de district et approuvée par le Comité de Salut public. Statues et vitraux furent transportés avec soin aux Petits-Augustins. Des tombes, méthodiquement brisées, Lenoir réussit à détacher une foule d'ornements, les bronzes du tombeau des Valois, qui attendaient la fonte ; en 1799, devant le projet de vente de Saint-Denis, il arrachera des sculptures, des fragments de pavements, tout ce qu'il pourra disputer à la mort, avec l'aide de l'architecte Percier. A l'abbaye de Royaumont, il sauva les tombes et en enrichit son musée. Préservées d'une ruine certaine, ces œuvres furent rangées par époques, depuis les Gallo-Romains et les Mérovingiens jusqu'à la Renaissance. Enfin, cédant au goût des âmes sensibles de ce temps, Lenoir s'abassa jusqu'à piquer la curiosité du public par des arrangements factices, comme la construction, dans le jardin du musée, d'une chapelle funéraire pour les mânes d'Héloïse et d'Abélard.

C'était la première fois que se trouvaient réunies un grand nombre d'œuvres d'art, qui attestaient les progrès de la sculpture française depuis les premiers âges de la France. Elles formaient un musée national, élevé à la gloire de l'art roman et de l'art dit « gothique », mais déjà reconnu essentiellement français. Pour tous ce fut une révélation. Le grand historien romantique qui a voulu faire de l'histoire une « résurrection », Michelet, a dit l'éloquence de ces vieilles pierres, de ces gisants de bronze et de marbre, l'émotion qu'ils firent naître dans son âme d'enfant, les vocations inspirées ou stimulées par eux. « Que d'âmes ont pris dans ce musée l'étincelle historique, l'intérêt

des grands souvenirs, le vague désir de remonter les âges! »

Désormais, aux Petits-Augustins et au Louvre, sculpteurs et peintres pouvaient enfin contempler dans leur complet développement la sculpture française et quelques-unes des grandes écoles de peinture, surtout l'école française et l'école italienne, en attendant les Flamands ; et le public, à son tour, accourait, ravi ; des vocations pouvaient naître ou se fortifier, selon les vœux mêmes de la Convention nationale, qui, en sauvant les trésors de la nation, les recueillant et les ordonnant par époques dans des musées, les rangeant dans des bibliothèques et des archives, ouverts au public, avait voulu avant tout favoriser les progrès de l'instruction, et, par là même, préparer un nouvel essor des sciences et des arts.

II. — L'ŒUVRE DE CRÉATION ET DE PERFECTIONNEMENT¹.

Pour stimuler et diriger le travail de création intellectuelle et artistique, les hommes de ce temps croyaient à la nécessité absolue d'une organisation appropriée. L'ancien régime avait des Académies, des Universités, secondées dans leurs efforts par plusieurs ordres religieux fameux. Académies et Universités étaient condamnées, en principe, par l'esprit public. Seules quelques corporations savantes, comme les Bénédictins de Saint-Maur, qui avaient établi sur des bases solides l'histoire nationale et donné à la France tant d'hommes célèbres, trouvaient grâce devant l'opinion. L'Académie des sciences, elle aussi, si riche de travaux, toute chargée d'honneurs et de gloire, était profondément admirée, et Grégoire était bien le porte-parole du public, quand il fit d'elle un éloge splendide à la Convention nationale. Mais la Révolution s'était, dès le début, déclarée résolument hostile à toutes les corporations : elle devait abolir tous les corps savants et enseignants de l'ancien régime.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur les Académies et l'Institut national, A. de Franqueville, *Le premier siècle de l'Institut de France, 25 octobre 1795-25 octobre 1895* (Paris, 1895, 2 vol. in-4°) ; G. Boissier et G. Darboux, *L'Institut de France* (Paris, 1907, in-8°, de la collection « Les grandes institutions de la France ») ; Ernest Maindron, *L'ancienne Académie des sciences, 1666-1793* (Paris, 1895, in-8°) ; du même, *L'Académie des sciences* (Paris, 1888, in-8°) ; Jules Simon, *Une académie sous le Directoire* [Classe des Sciences morales et politiques] (Paris, 1884, in-8°). — Sur les Universités, consulter l'ouvrage important de L. Liard, *L'enseignement supérieur en France* (Paris, 1888-1894, 2 vol. in-8°) ; y joindre A. Lefranc, *Histoire du Collège de France, jusqu'à la fin du premier Empire* (Paris, 1893, in-8°).

Elle ne prit pas immédiatement cette mesure générale et définitive. Au commencement, les Universités, les vieilles congrégations, les Académies continuèrent à vivre et à travailler; même l'Académie des sciences ne fut jamais plus active. Mais aux ordres, aux Universités, en grande partie ecclésiastiques, les réformes religieuses, l'abolition des vœux perpétuels et la Constitution civile du clergé allaient porter un coup funeste. Et les Académies elles-mêmes, corps de privilégiés, « écoles de servilité et de mensonge », comme disaient Lanjuinais et Mirabeau à l'Assemblée constituante, paraissaient incompatibles avec l'esprit même de la Révolution, destructeur des privilèges. La Convention nationale les supprima toutes, sans aucune exception, en même temps que les Universités. En 1793, il ne restait plus rien des institutions intellectuelles de l'Ancien régime, mais savants, écrivains, artistes demeuraient plus actifs que jamais; beaucoup d'entre eux étaient réquisitionnés au service de la patrie menacée; ils se trouvaient stimulés par la grandeur des événements. La Convention avait le ferme propos de les grouper.

C'est dans un esprit rationaliste et « encyclopédique », que la Convention créa l'« Institut national », le 3 brumaire an IV (25 octobre 1795) : cette fondation révolutionnaire devait attester l'unité et la solidarité des sciences humaines. L'Institut était divisé en trois classes : sciences physiques et mathématiques : sciences morales et politiques ; littérature et beaux-arts. « On ne peut calculer », disait Daunou, rapporteur de la loi, « les heureux résultats d'un système qui doit tenir les sciences et les arts dans un perpétuel rapprochement et les soumettre à une réaction habituellement réciproque de progrès et d'utilité. »

La place d'honneur était attribuée aux sciences, et même, parmi elles, aux sciences expérimentales. Cette conception, chère aux hommes du siècle de d'Alembert, de Buffon, de Lavoisier, avait inspiré le plan d'éducation nationale, présenté par Condorcet en 1792 à l'Assemblée législative. C'était aussi un acte de reconnaissance envers ces sciences qui avaient tant contribué, en l'an II, à doter les armées des derniers perfectionnements de l'outillage de guerre et à leur donner la victoire.

III. — L'ORGANISATION DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES¹.

Cette conception de la prééminence des sciences conduisit la Convention à des créations et à des perfectionnements remarquables.

Tout en conservant le Collège de France, si différent des Universités, et où une bonne part de la science française s'était faite depuis l'époque de Roberval, la Convention réorganisa, agrandit le Jardin du roi et le transforma complètement en un « Muséum d'histoire naturelle ». Les collections s'enrichirent. La ménagerie était fort pauvre : des bêtes amenées de Versailles, puis trois ménageries ambulantes, saisies par la police, avec leurs propriétaires, que Geoffroy Saint-Hilaire prit comme gardiens, afin de les indemniser, procurèrent les animaux les plus indispensables. En 1795 arriva, par droit de conquête, le cabinet du stathouder de Hollande.

Les savants du Muséum poursuivaient dans leurs laboratoires leurs recherches sur la biologie, la chimie, la minéralogie, la géologie. Treize chaires furent établies, à la place des trois anciennes. Le Muséum faisait progresser la science et communiquait au public les résultats de ses recherches. Les professeurs étaient notamment : Daubenton, le vieux collaborateur de Buffon, Fourcroy, Brongniart, de Jussieu, Portal, Lamarck, Thouin, Geoffroy Saint-Hilaire, qui, à vingt et un ans, était sous-démonstrateur de zoologie. Les douze premiers professeurs nommés par la Convention se réunirent le 9 juillet 1793, sous la présidence de Daubenton ; en 1794 Lacépède leur fut adjoint pour l'étude des reptiles et des poissons. Avec cette chaire la spécialisation s'affirmait de plus en plus, attestant le progrès des recherches et de l'enseignement. En 1795 arrivait Cuvier, comme professeur suppléant d'anatomie. C'était, à la Convention, Lakanal, qui, inspiré surtout par Daubenton, s'était consacré à cette réorganisation. « Vous êtes », lui écrivaient les professeurs, le 11 nivôse an II (31 décembre 1793), « le second fondateur du Muséum, et nous ne perdrons jamais de vue les services que vous lui avez rendus ». L'amphithéâtre des cours

1. OUVRAGES A CONSULTER. — *Le centenaire de la fondation du Muséum d'histoire naturelle*, 10 juin 1793 (Paris, 1893, in-f°) ; E. T. Hamy, *Les derniers jours du Jardin du Roi et la fondation du Muséum d'histoire naturelle* (Paris, 1893, in-f°) ; Biot, L. Liard, *ouvr. cités* p. 474 ; G. Pinet, *Histoire de l'École polytechnique* (Paris, 1887, in-8°).

fut inauguré en 1795. Pour la première fois dans l'histoire, les sciences de la nature, sans recevoir encore un palais digne d'elles, obtenaient la faveur d'être promues et enseignées par un groupe de savants de premier ordre, comme on n'en avait encore jamais vu.

Après les sciences théoriques, d'ailleurs étudiées au Muséum dans leurs applications, la Convention créa un établissement d'un genre nouveau pour les sciences appliquées : le « Conservatoire national des arts et métiers ». Grégoire fit adopter le projet (10 octobre 1794). Le « Conservatoire » fut installé dans l'abbaye de Saint-Martin-des-Champs, mais rien ne fut définitif avant 1797. Cette fondation était digne du siècle de l'*Encyclopédie* et de la Révolution, qui avait tant fait pour la liberté du travail. La Convention mettait sur le même plan la science théorique et la science appliquée. « Dans un pays libre, disait Grégoire, tous les arts sont libéraux. » C'était proclamer la dignité de tous les arts et de tous les artistes et artisans, en même temps que leur solidarité.

La création par la Convention de l'« École des travaux publics », qui devait devenir l'École polytechnique, affirma encore cette solidarité des sciences. Enfin la Convention, jalouse de favoriser les progrès de la médecine, dans un pays qui avait eu, au XVIII^e siècle, la brillante école de Montpellier et qui pouvait avec fierté montrer réunis à Paris tant de maîtres remarquables, Cabanis, Bichat, Dupuytren, Corvisart, Larrey, fonda trois Écoles de médecine (4 décembre 1794). C'étaient des écoles spéciales, pour 300 élèves à Paris, 150 à Montpellier et 100 à Strasbourg, choisis après un examen sur « les sciences préliminaires de l'art de guérir ». L'enseignement était à la fois théorique et pratique, même historique. L'enseignement pratique qui ne se donnait, en 1789, à Paris, qu'à l'hôpital de la Charité, sous la direction de Corvisart, fut dispensé d'abord dans trois hôpitaux. Aux cours de clinique interne et externe s'ajoutèrent les cours de physique médicale, d'hygiène, de médecine légale, d'histoire de la médecine : enseignements nouveaux, illustrés par des savants éminents, Bichat, Portal, Corvisart. A côté de ces écoles officielles, dont deux, Paris et Montpellier, eurent du succès, la « Société médicale d'émulation » contribuait aux progrès de la médecine : dès l'an V elle publiait des volumes de mémoires signés des plus grands noms.

Ainsi la Révolution avait fondé ou perfectionné nombre d'établissements scientifiques. Il n'était plus question des Univer-

sités, et c'était un oubli que l'on pouvait regretter ; mais les anciennes Universités étaient très routinières, elles n'avaient point aidé au progrès de la science ; et quels maîtres eût-on trouvés dans les départements ?

A toutes ces fondations il convient d'ajouter « l'Institut pour les sciences et les arts », créé au Caire par Bonaparte le 5 fructidor an VI (22 août 1798), avec les savants qui avaient accompagné l'expédition : les mathématiciens Monge, Fourier, Malus, les physiciens et chimistes Berthollet et Dolomieu, les biologistes Geoffroy Saint-Hilaire et Desgenettes et nombre d'architectes et d'artistes, comme Denon¹. Cet « Institut d'Égypte » rivalisa avec l'Institut national dans l'étude des sciences et des arts, si féconde sur ce sol à la civilisation millénaire.

IV. — LE SYSTÈME DÉCIMAL ET LE SYSTÈME MÉTRIQUE².

Les Assemblées de la Révolution étaient très jalouses de faire servir la science aux besoins de la société. Or, un des plus urgents était de substituer l'unité des poids et mesures à leur infinie et insupportable diversité : vieux rêve, depuis Louis XI au moins, des grands hommes de l'âge monarchique. L'Assemblée constituante créa, le 10 mai 1790, la Commission des poids et mesures, composée de membres de l'Académie des sciences : Borda, Lagrange, Laplace, Monge, Condorcet. Celle-ci exposa à l'Académie, le 19 mars 1791, que la base du nouveau système devait être choisie, non dans la longueur du pendule, variable avec la latitude des lieux, mais dans la mesure du méridien terrestre. L'Assemblée constituante vota 300.000 livres pour les frais de l'opération : Lavoisier fut nommé trésorier et secrétaire ; Borda construisit les instruments. Le travail commença en 1792. Méchain et Delambre furent chargés de mesurer le méridien entre Dunkerque et Barcelone ; Méchain partit pour l'Espagne. Pendant ce temps Lavoisier et Haüy avaient à déterminer le poids d'un volume d'eau distillée à 0° et pesé dans le vide.

1. Voir p. 453.

2. OUVRAGES À CONSULTER. — Sur le système décimal et les travaux de l'Académie des sciences, on trouvera des indications précises dans Ed. Grimaux, *Lavoisier*, cité p. 465 ; Voir aussi M. Berthelot, *La révolution chimique : Lavoisier*, cité p. 465. Sur l'application du système métrique dans les départements, R. Vivier, *L'application du système métrique dans le département d'Indre-et-Loire*, 1789-1815 (Tours, 1929, in-8°) ; voir aussi dans B. Bois, *La vie scolaire et les créations intellectuelles en Anjou*, 1789-1799 (Paris, 1929, in-8°), p. 258-259, des indications sur l'introduction du système métrique dans le pays

A la séance de l'Académie du 11 juillet 1792 fut fixée par la Commission la nomenclature des mesures et des poids. Le mètre, déterminé par les travaux de Delambre et de Méchain, était rapporté à la mesure de la terre avec plus de précision que l'ancienne toise, les opérations nouvelles ayant été mieux conduites que celles du xvii^e siècle et que celles de Bouguer et La Condamine. Ensuite venait le gramme, déterminé par les expériences de Lavoisier et de Haüy ; enfin la livre, monnaie de compte, contenant 10 décimes et chaque décime 10 centimes. Ainsi était fondé le système métrique, où tout était ramené au système décimal, qui facilitait les calculs plus qu'aucun autre. Mais il fallait fixer avec la précision la plus grande possible le mètre, réaliser un mètre-étalon immuable. C'est dans ce dessein qu'en collaboration avec Borda, Lavoisier étudia, dès la fin de mai 1793, la dilatation comparée du cuivre et du platine. La mort ne lui permit pas d'achever ses recherches ; mais la Convention put faire aboutir son œuvre.

Quant à la mesure du temps, après avoir adopté un nouveau calendrier, le « calendrier républicain », commençant au 22 septembre, avec les vendanges (vendémiaire), et en rapport avec les saisons et les travaux de l'homme, la Convention décréta le 24 novembre 1793 une nouvelle mesure du jour, « de minuit à minuit », divisé « en dix parties ou heures, chaque partie en dix autres, ainsi de suite jusqu'à la plus petite portion incommensurable de la durée ». En substituant ici encore le système décimal au système duodécimal, elle poursuivait avec rigueur son dessein d'unification.

L'entrée en pratique du nouveau système ne fut d'ailleurs pas imposée sans ménagements. Le 1^{er} août 1793 la Convention décrétait : « Le nouveau système des poids et mesures, fondé sur la mesure du méridien de la terre et la division décimale, servira uniformément dans toute la République » ; elle ajoutait que le mètre, le gramme, le litre, le franc (on ne disait plus la livre pour la monnaie de compte) devaient entrer dans les usages au 1^{er} juillet 1794 ; mais le 7 avril 1795 rien n'était encore changé dans les habitudes, et la Convention différait la mise en application de la loi, invitant toutefois « les citoyens à donner une preuve de leur attachement à l'unité et à l'indivisibilité de la République, en se servant dès à présent des nouvelles mesures dans leurs calculs et transactions commerciales ». Au même moment elle suspendait « indéfiniment » la loi rendant « obligatoire la division décimale du jour et de ses parties ».

C'était une grande œuvre, en effet, à laquelle le pays ne pouvait s'adapter qu'avec le temps, et des retouches étaient, au surplus, nécessaires. La Convention avait fixé provisoirement la longueur du mètre à 3 pieds 11 lignes 44 centièmes ; le 10 décembre 1799, au début du Consulat, la Commission du Conseil des Anciens la fixera à 3 pieds 11 lignes 296 millièmes. et c'est seulement après leur dépôt au Corps législatif par l'Institut national, le 4 messidor an VIII (23 juin 1800), que le mètre et le kilogramme en platine deviendront les étalons définitifs des mesures de longueur et de poids sur tout le territoire de la République.

V. — LES GRANDES ŒUVRES SCIENTIFIQUES¹.

Cependant le mouvement de recherches scientifiques, si intense avant 1789, continuait. Après tant d'analyses, tant de travaux de détail, les rénovateurs de la science donnaient de grandes synthèses : l'année 1789 a vu paraître le *Traité de chimie* de Lavoisier ; l'année 1796, l'*Exposition du système du monde* de Laplace ; et c'est en 1799 que Monge publie son célèbre *Traité de géométrie descriptive*, science de son invention, à la fois pratique et théorique. Ce sont autant de dates marquantes dans l'histoire de l'esprit humain.

Pour la première fois, dans son *Traité de chimie*, Lavoisier,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur l'histoire des sciences en France, outre Ernest Maindron, ouvr. cité p. 474, on peut consulter, dans l'*Histoire de la nation française*, dirigée par G. Hanotaux, le t. XIV, *Histoire des sciences* (les mathématiques sont traitées par H. Andoyer, la physique, par Ch. Fabry ; la chimie, par A. Colson), et le t. XV, *Histoire des sciences biologiques*, par M. Caullery (Paris, 1924, in-4°). Il est nécessaire de lire les œuvres elles-mêmes, notamment Laplace, *Exposition du système du monde*, dans *Œuvres complètes*, t. VI, 6^e éd. (1834), et de suivre le mouvement scientifique, grâce aux journaux du temps, en particulier la *Décade philosophique*.

Sur l'astronomie et Laplace, on lira avec fruit H. Andoyer, *L'œuvre scientifique de Laplace* (Paris, 1922, in-12, de la « Collection Payot »). Sur Lavoisier et la chimie, outre Ed. Grimaux et M. Berthelot, cités, l'ouvrage suggestif du grand chimiste J. B. Dumas, *Leçons de philosophie chimique* (Paris, 1835, in-8° ; 2^e éd., 1878). On peut consulter, en outre, M. A. Gaudin, *L'architecture du monde des atomes* (Paris, 1873, in-12) : voir notamment p. 53 et 219, au sujet de la chimie moléculaire et d'une suggestion de Cuvier à cet égard.

Sur la création du Muséum, voir l'ouvrage suivant : *Centenaire de la fondation du Muséum d'histoire naturelle, 10 juin 1793* (Paris, 1893, in-f°). — Sur Cuvier et Lamarck, consulter Cuvier, *Rapport historique sur les progrès des sciences naturelles depuis 1789* (Paris, 1810, in-8°) ; Alfred Giard, *Œuvres diverses* (Paris, 1911, 2 vol. in-8°) : lire notamment l'introduction sur les doctrines transformistes. En particulier, sur les théories évolutionnistes, A. Giard, *Controverses transformistes* (Paris, 1904, in-8°) ; H. Daudin, *Les classes zoologiques et l'idée de série animale en France à l'époque de Lamarck et de Cuvier, 1790-1830* (Paris, 1926, in-8°), avec une abondante bibliographie.

qui, après avoir définitivement banni le phlogistique et les causes occultes, pour se placer résolument en face des faits, a pesé les corps avec la balance, qui a réussi à analyser l'air et l'eau et à les recomposer, et a établi les principes généraux, comme celui de la conservation de la matière (« Rien ne se perd, rien ne se crée »), met enfin à la portée de tous les résultats acquis aussi bien par ses devanciers et ses contemporains que par lui-même. Pour la première fois la science chimique, ou du moins le peu qu'on en sait alors, devient accessible, réduit à des principes certains, exposé selon une méthode sûre et définitive, celle de l'expérience vérifiée et contrôlée par la balance.

Après Newton, après Buffon, Laplace explique l'univers, dans son *Exposition du système du monde*. Il s'efforce de montrer « la vraie méthode qu'il faut suivre dans la recherche des lois de la nature ». Cette méthode est celle de Newton : de l'observation, elle s'élève aux lois, à la loi suprême, celle de la pesanteur universelle, pour « redescendre » ensuite de ce principe « à l'explication complète de tous les phénomènes célestes jusque dans leur moindre détail ». Dans son traité, Laplace va du simple au composé : il passe des mouvements apparents des corps célestes (livre I^{er}) à leurs mouvements réels (livre II), de là, aux lois du mouvement (livre III), enfin à la théorie de la pesanteur universelle (livre IV). Le précis de l'histoire de l'astronomie (livre V), qui paraît d'abord juxtaposé à l'œuvre, se rattache, à la fin, très étroitement à l'exposition du système du monde et envisage même « les progrès futurs » de l'astronomie.

C'est dans une « note », à la fin de l'ouvrage, que Laplace émet son hypothèse sur la formation de l'univers. Il rappelle d'abord le bel effort de Buffon :

Buffon est le seul que je connaisse qui, depuis la découverte du vrai système du monde, ait essayé de remonter à l'origine des planètes et des satellites. Il suppose qu'une comète, en tombant sur le soleil, en a chassé un torrent de matière qui s'est réuni au loin en divers globes plus ou moins grands et plus ou moins éloignés de cet astre ; ces globes, devenus par leur refroidissement opaques et solides, sont les planètes et leurs satellites.

Mais Laplace ajoute aussitôt que l'hypothèse de Buffon ne satisfait pas à tous les phénomènes observés, notamment à la grande excentricité des orbes ; et c'est pourquoi il formule une hypothèse nouvelle. Il suppose qu'en vertu d'une chaleur excessive l'atmosphère du soleil s'est primitivement étendue au delà

des orbes de toutes les planètes et s'est ensuite resserrée peu à peu jusqu'à ses limites actuelles. Le soleil était à l'origine, comme une nébuleuse, avec un noyau brillant, entourée d'une nébulosité très diffuse qui peu à peu s'est condensée et l'a converti en étoile. Les planètes ont été formées à ces limites successives de l'atmosphère solaire, par la condensation des zones de vapeurs qu'elle a dû, en se refroidissant, abandonner dans le plan de son équateur. Ainsi, ce n'est point du centre à la périphérie, comme chez Buffon, mais de la périphérie vers le centre que la matière cosmique, nébuleuse et diffuse, est allée se condensant, en donnant naissance, dans son mouvement de retraite, à des planètes. Et Laplace s'efforce de démontrer la conformité de son hypothèse avec les phénomènes observés en astronomie et en géologie, comme la fluidité primitive et l'aplatissement des planètes.

Enfin il met en lumière, après ses devanciers, après Newton, la grande loi de l'attraction :

Elle donne aux corps célestes la propriété de s'attirer à très peu près comme si leurs masses étaient réunies à leurs centres de gravité; elle donne encore à leurs surfaces et aux orbes qu'ils décrivent la forme elliptique, la plus simple après les formes sphérique et circulaire que l'Antiquité jugea essentielles aux astres et à leurs mouvements.

Ainsi intervient encore cette notion de la simplicité des lois de la nature qui, dans la recherche scientifique, au temps même de Galilée et de Descartes, avait tenu une si grande place. Mais, comme le remarque Laplace, « la simplicité des lois de la nature ne nous permet d'observer et de connaître que des rapports ».

Il se hasarde enfin à donner son idée sur cette force d'attraction qui joue le rôle capital dans l'univers. Il la considère comme se communiquant d'un corps à un autre infiniment plus vite que la lumière et va même jusqu'à croire que sa transmission est « instantanée ». Erreur aujourd'hui reconnue, mais qui ne diminue guère la portée de cette œuvre grandiose, bientôt suivie du *Traité de mécanique céleste*, et sur laquelle le monde savant allait vivre pendant tout le xix^e siècle.

D'autres œuvres, capitales, aussi importantes que celle de Laplace, que celle même de Lavoisier, vont sortir de ce Muséum d'histoire naturelle, que le premier volume de la *Décade philosophique*, organe de la science et de l'idéologie, représente comme « un point central et nécessaire des sciences ».

Les sciences naturelles étaient, à la veille de la Révolution, soumises à deux grandes influences : celle de Linné et celle de Buffon. On tenait alors pour la classification de Linné et pour sa méthode, et on allait jusqu'à dire, comme le zoologiste A.-L. Millin, que l'œuvre séduisante de Buffon avait « retardé les progrès des véritables connaissances en l'histoire naturelle par le mépris qu'il avait fait et inspiré des systèmes et des méthodes ». Mais, au Muséum, le vieux Jardin des Plantes de Buffon, la gloire du grand homme resplendit de nouveau.

Cuvier, qui a, au fond, le goût des systèmes et des classifications, bien qu'il ait critiqué avec aigreur ceux des autres, se consacre surtout à l'anatomie comparée des animaux, en particulier des animaux inférieurs, qui sont le point de départ de ses recherches ; il reconstitue, dès ses débuts au Muséum, le squelette des mammifères fossiles, dont on ne possède qu'une partie, et se trouve ainsi amené à la loi de la corrélation des formes. En même temps, il se prépare peu à peu dès cette époque à sa grande classification du règne animal en quatre classes. Il publie, à la fin de la Révolution, ses *Leçons d'anatomie comparée* ; c'est encore une de ces synthèses scientifiques qui font époque. Dans l'ensemble s'annonce une brillante rénovation de l'anatomie comparée, commencée, d'ailleurs, il est juste de le rappeler, par Daubenton, Vicq-d'Azyr, en France, Haller, Camper et Pallas, à l'étranger.

Botaniste de premier ordre, Lamarck, jeté tout d'un coup à cinquante ans dans la zoologie, et appelé à occuper au Muséum la chaire des animaux sans vertèbres, fait, sans que personne ait voulu le remarquer, cette gageure de se montrer dans sa nouvelle science aussi profond que dans l'ancienne, et cet élargissement de ses connaissances opère en lui, peu à peu, une conversion. C'est dans ces années fécondes de 1794 à 1800 que, jadis partisan convaincu de la fixité des espèces, il s'achemine lentement, à la lumière d'une foule d'observations sur les végétaux et les animaux, à l'idée de la variabilité et de la descendance, que Buffon avait fait plus qu'entrevoir, à laquelle Linné lui-même n'était pas opposé et que Cabanis avait caressée¹. Déjà la théorie nouvelle de la formation progressive des êtres vivants, que

1. Sur Buffon, voir le douzième volume de la présente *Histoire générale*. Suivant A. de Quatrefages et A. Giard, Linné, en dépit de l'aphorisme : « Nullae species novae » qui disparut dans la dixième édition du *Systema naturae*, doit être placé parmi les premiers partisans de la variabilité de l'espèce : il a démontré, dans ses *Amaenitates*, que l'hybridité peut être l'origine de formes spécifiques nouvelles.

Lamarck ne formulera nettement qu'après 1799, apparaît discrètement énoncée dans les *Mémoires de physique et d'histoire naturelle* (1797). Tandis que presque tous les savants tiennent pour la fixité des espèces, la fixité traditionnelle et biblique, seul ou presque seul, Lamarck ose le pas décisif : véritable révolution dans l'histoire de l'esprit humain, et l'une des plus riches de conséquences. Elle passa alors inaperçue : Cuvier régnait. Le génie de Lamarck avait devancé les temps.

A toutes ces œuvres, dont plusieurs renouvelaient révolutionnairement la science et la pensée humaine, il faut ajouter les inventions mécaniques, chimiques et physiques auxquelles donna naissance le travail ininterrompu des savants réquisitionnés par le Comité de Salut public et organisés par Prieur. On a déjà vu¹ comment l'équipement et l'armement des soldats bénéficièrent de ces inventions, auxquelles présidait Monge, et comment la science, volant au secours des armées, hâta la victoire. Dans aucun autre pays de l'Europe on ne rencontrait un si grand nombre de savants, ni dans aucun de tels savants. C'est cette prééminence scientifique de la France, héritage du XVIII^e siècle, qui contribua à sauver le pays et à lui donner l'hégémonie de l'Europe. La prépondérance intellectuelle, jointe à la force du sentiment national, entraîna la prépondérance politique.

VI. — LES PROGRÈS DES SCIENCES DE L'HOMME².

Si la Révolution a été l'époque bénie des sciences de la nature, après le XVIII^e siècle, elle a été aussi celle de l'« idéologie ». L'idéologie ou la science des idées est en rapports étroits avec les sciences physiques et mathématiques ; elle s'appuie sur les faits, sur les résultats de ces sciences. Par là la philosophie du temps suit la grande tradition des XVII^e et XVIII^e siècles, où les philosophes étaient aussi les plus grands savants : Descartes, Pascal, Leibniz. D'autre part, tous les ouvrages des savants sont pleins de philosophie ; ils remontent aux principes, exposent des « idées claires et distinctes » ; ils donnent des

1. Voir ci-dessus, p. 230.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre le livre de F. Picavet, *Les idéologues*, cité p. 312, voir M. Caullery, *Histoire des sciences biologiques* [en France], t. XV de l'*Histoire de la nation française*, publ. par G. Hanotaux, citée p. 480 ; Prévost, *Les études médicales sous le Directoire et le Consulat* (Paris, 1908, in-8°).

leçons de méthode autant que des leçons de science expérimentale. Ainsi, du côté des philosophes et du côté des savants, la philosophie et la science se prêtent un mutuel concours qui donne plus de prix aux œuvres de l'une et de l'autre.

Le principe général qui anime les œuvres philosophiques de cette époque, c'est la perfectibilité de l'homme. M^{me} de Staël distingue avec soin la perfectibilité de l'espèce humaine et celle de l'esprit humain. Les philosophes admettent la continuité de la première, malgré les excès de la Révolution : ils remarquent que la civilisation s'étend à de nouveaux peuples. Ils croient aussi au progrès de l'esprit humain. Mais comment se perfectionne-t-il ? D'abord par la méthode et par la science qui en résulte, ensuite par la morale.

La méthode est celle de Descartes, dont les philosophes et les encyclopédistes, comme d'Alembert, faisaient au XVIII^e siècle le plus grand éloge ; c'est celle des savants, celle de Newton, fondée sur l'expérience. C'est aussi, à la manière de Locke et de Condillac, l'analyse de l'entendement humain, des facultés de l'âme, depuis la sensation, origine de nos idées, jusqu'à l'attention, qui devient comparaison, jugement.

De cette analyse ainsi entendue va sortir un développement nouveau de la psychologie, rattachée aux sensations. D'où à la fois un progrès de la psychologie physiologique et un progrès de la psychologie pathologique. Cabanis, Pinel, Bichat représentent cette nouvelle orientation de l'idéologie en même temps que de la médecine ; leurs ouvrages sont au premier chef des livres de méthode ; ils revendiquent hautement cet honneur. Dans les multiples mémoires qu'il publie pendant la Révolution sur la méthode de la médecine, Cabanis par des observations sur les nerveux et les exaltés, jette les bases de la doctrine qu'il développera en 1802, dans ses *Rapports du physique et du moral*, touchant l'influence du système cérébral sur les autres organes. Dans sa *Nosographie philosophique ou Méthode de l'analyse appliquée à la médecine* (1798), dans son *Traité médical et philosophique sur l'aliénation mentale ou la manie* (1800), Pinel, un des fondateurs de la psychologie pathologique, montre comment la folie peut servir à comprendre la raison, « En expliquant », écrit Destutt de Tracy, « comment les fous déraisonnent, il apprend aux sages comment ils pensent. » Il traite les aliénés non comme des possédés, mais comme des malades ; il écarte la traditionnelle méthode de violence et emploie la douceur. « Il prouve », dit encore Destutt de Tracy,

« que l'art de guérir les hommes en démençe n'est autre chose que celui de manier les passions et de diriger les opinions des hommes ordinaires, et consiste à former leurs habitudes... Ce sont les physiologistes philosophes, comme le citoyen Pinel, qui avanceront l'idéologie. » On voit que l'idéologie et les idéologues, que Napoléon s'est tant efforcé de combattre, se rattachent étroitement à la physiologie et aux physiologistes, à la science expérimentale et à ses adeptes. Enfin Bichat, disciple de Cabanis, enlevé à la science et à l'affection de ses élèves à trente-trois ans, a consacré sa vie, toute de travail, à l'étude des phénomènes vitaux suivant la méthode expérimentale et en abandonnant la vaine poursuite de leurs causes. Ses *Recherches physiologiques sur la vie et sur la mort* marquent un progrès réel. Tous ces savants ont appliqué à la médecine l'analyse qui, dira Lugol dans son *Éloge de Pinel*, en 1814, « enseigne seule l'art des découvertes ».

Ainsi se trouve approfondie l'étude des rapports de l'âme et du corps, « du physique et du moral ». Sachant comment fonctionnent les facultés de l'âme, soit à l'état anormal soit à l'état normal, le premier permettant de mieux saisir le second, il s'agira de les perfectionner et de les faire servir, par l'usage de la bonne méthode qu'est l'analyse, aux découvertes de la science qui amèneront le progrès de l'esprit humain et le bonheur de l'humanité.

A cette félicité doit contribuer aussi la morale : la morale chrétienne, qui a été, dit M^{me} de Staël, un progrès au moyen âge, la morale antique, la morale stoïcienne, dont Cabanis et Fauriel font le plus grand éloge, ou enfin des doctrines indépendantes de toute religion. Le progrès des lumières amène-t-il celui de la moralité ? Tel est le problème que pose M^{me} de Staël, et que les idéologues examinent aussi. Pour eux, il faut d'abord connaître, en particulier la morale. Car la morale est une science, la science du bonheur privé et public. Elle est, d'ailleurs, très compliquée. La connaissant, les hommes deviendront modérés et justes : ils verront ce qui doit appartenir à chacun d'eux. Le jugement des contestations entre peuples sera soumis à un tribunal. Alors la justice régnera. C'est ce qu'expose Volney en 1793, dans son *Catéchisme du citoyen français*. Déterminer des règles de conduite pour les hommes et pour les nations, agir avec méthode, conformément aux lois dégagées par la science, tel est aussi le rêve de M^{me} de Staël dans son ouvrage sur *La littérature*. De là une grande place donnée en France, comme en

Europe et surtout en Allemagne, à la science des mœurs ; de là le zèle apporté à l'étude de l'histoire des idées : Fauriel prépare une *Histoire du stoïcisme*.

Cette conception du rôle prépondérant de la morale dans la vie des peuples agrandit l'histoire et la renouvelle. C'est bien l'esprit du XVIII^e siècle, celui qui déjà inspirait Voltaire, quand il écrivait son *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*. A sa suite, Volney, dans *Les ruines* (1791), Condorcet, dans son *Esquisse d'un tableau des progrès de l'esprit humain* (1794), testament philosophique de tout un siècle, expriment leur foi indestructible en la perfectibilité de l'homme. Buffon avait déroulé devant ses lecteurs émerveillés les *Époques de la nature* ; Condorcet les fait assister à la succession non moins admirable des époques de l'esprit humain. Dans la conception idéologique de l'histoire, science et moralité ne se séparent point. L'histoire doit devenir une science, utile au progrès et au bonheur de la société. Dans sa *Vie de Laurent de Médicis*, en l'an VIII (1799), Thurot, illustre philologue et idéologue, écrira : « L'histoire est l'école des peuples à qui elle offre un cours complet de la science expérimentale du cœur humain. » Traitée avec méthode, elle fournira un corps de doctrine propre à fonder le bonheur social sur la connaissance exacte des rapports qui unissent les hommes. Après avoir été amplifiée et renouvelée par l'idéologie, l'histoire, à son tour, servira l'idéologie et la science des mœurs, et aidera au progrès intellectuel et moral.

De ce perfectionnement humain, but suprême de la société, l'instrument essentiel est la langue.

Les Encyclopédistes s'étaient beaucoup attachés à l'étude de l'origine du langage. Pour eux, le langage, comme la société, est d'origine humaine. Il faut donc le considérer comme un produit humain, le rattacher aux facultés intellectuelles. En analyser les éléments, comparer les diverses langues, en déterminer le génie dans leur rapport avec celui des peuples, en suivre la formation, c'est l'objet propre des recherches de Fauriel, de Thurot et d'un grand nombre de savants d'alors.

En même temps que le langage, se forment au sein des sociétés les religions. Les idéologues les étudient pareillement comme des produits naturels d'un peuple et d'une époque. C'est de ce même esprit social et historique que procèdent les écrits de Dupuis, auteur de *l'Origine de tous les cultes* (1794), de Volney et, plus tard, ceux de Benjamin Constant.

Enfin le droit, l'économie politique continuent, après Montes-

quieu et Quesnay en France, après Adam Smith en Angleterre, à être considérés comme des sciences humaines, régies par des lois, ces lois qui, a dit Montesquieu, « sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses ».

Et ce n'est pas le seul point par où les penseurs de ce temps se rattachent à ceux du passé. Ces idées fondamentales que langues, religions, législations ne sont que des institutions variables suivant les peuples et les époques et que le monde moral est soumis à des lois comme le monde matériel, il faut remonter jusqu'au *xvii^e* siècle pour en retrouver la source. La Révolution, qui a conscience de cette tradition, honore non seulement Locke et Condillac, fondateurs de la philosophie expérimentale, mais aussi Malebranche, qui a si bien parlé des « traces du cerveau » et du mécanisme de la mémoire ; elle honore surtout Descartes, le grand rénovateur de la pensée et de la méthode, qu'elle fait entrer au Panthéon, par ce décret du 11 vendémiaire an II (2 octobre 1793), qui marque une véritable filiation : « René Descartes a mérité les honneurs dus aux grands hommes. »

VII. — LE FRANÇAIS, LANGUE NATIONALE¹.

Ces idées générales, la Révolution les appliqua d'abord à la langue.

Les Français parlaient, pour la plupart, des patois, gascon, languedocien, picard, etc., ou même des idiomes étrangers, basque, catalan, italien, allemand, flamand, sans compter la vieille langue bretonne. Il est vrai que beaucoup d'entre eux, notamment en Picardie, en Guyenne et en Gascogne, entendaient assez bien le français. Mais comment élever tous ces Français à la dignité de citoyens, d'électeurs ? Comment leur faire connaître les lois et les décrets ? Comment les persuader par des adresses, ces longues adresses que leur envoyaient les Assemblées ? Faudrait-il toujours, comme on le fit d'abord, se contenter de traductions ? Et ces traductions n'inviteraient-elles

1. OUVRAGES A CONSULTER. — F. Brunot, *Histoire de la langue française*, t. IX : *La Révolution et l'Empire* ; 1^{re} partie : *Le français, langue nationale* (Paris, 1927, in-8°) ; Max Frey, *Les transformations du vocabulaire français à l'époque de la Révolution, 1789-1800*, thèse de l'Université de Zürich (Paris, 1925, in-8°) ; P. Lévy, *Histoire linguistique d'Alsace et de Lorraine*, t. II (Paris, 1929, in-8° ; fasc. 18 des « Publications de la Faculté des lettres de Strasbourg »).

pas à la paresse et ne consolideraient-elles point patois et idiomes? Enfin et surtout l'unité de la nation, si chère à la Révolution, ne serait-elle pas, sans l'uniformité de langue, impossible à réaliser?

Aussi les législateurs des Assemblées, préoccupés, dès le début, de ces questions capitales, s'efforcèrent-ils de faire de la langue française la langue nationale. Ils pensaient, comme Talleyrand, Mirabeau et Grégoire, y parvenir par l'école. Dans son rapport du 10 septembre 1791 à l'Assemblée constituante, Talleyrand, après avoir montré « la langue nationale restée (en France) comme inaccessible à un si grand nombre de ses habitants », concluait : « Les écoles primaires vont mettre fin à cette étrange inégalité : la langue de la constitution et des lois y sera enseignée à tous, et cette foule de dialectes corrompus, dernier reste de la féodalité, sera contrainte de disparaître : la force des choses le commande. » En attendant la réorganisation de l'instruction publique qui allait, on le verra, donner tant de mécomptes, beaucoup de citoyens patriotes, sentant leur infériorité, leur « inégalité », faisaient effort pour comprendre les nouvelles lois en français. Même dans les pays à idiomes, tels que l'Alsace, cette curiosité pour le français fut comme un témoignage de l'enthousiasme révolutionnaire.

Les écoles françaises ne se fondèrent point tout de suite, et les paysans continuèrent de parler leurs langages locaux. Il arriva que dans les sociétés populaires, après un effort vers le français, on retomba dans l'idiome ou le patois; c'était la pente naturelle. Mais, après la déclaration de guerre de 1792 et l'invasion, surtout pendant la Terreur, les révolutionnaires pensèrent à déclarer la guerre aux idiomes étrangers, qui leur paraissaient complices de la coalition européenne et de la contre-Révolution. Grégoire disait le 22 janvier 1794 : « L'unité de la République commande l'unité d'idiomes. » C'était préparer une offensive générale contre les parlars locaux. Barère, au nom du Comité de Salut public, la décida le 8 pluviôse (27 janvier 1794). Son argumentation fut nette et concluante :

Le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton ; l'émigration et la haine de la République parlent allemand ; la contre-Révolution parle italien et le fanatisme parle basque. Brisons ces instruments de dommage et d'erreur... Le français [qui a eu] l'honneur de servir à la Déclaration des Droits de l'homme, doit devenir la langue de tous les Français. Nous devons aux citoyens l'instrument de la pensée publique, l'agent le plus sûr de la Révolution, le même langage.

La Convention décréta que des instituteurs de langue française seraient nommés dans un délai de dix jours. Dix jours, c'était peu pour recruter des maîtres capables et énergiques, à une époque où presque tous les talents et les caractères étaient aux frontières. En même temps la Convention ordonnait que tous les actes publics seraient rédigés en français ; que tous actes, même sous seing privé, ne pourraient être enregistrés s'ils n'étaient pas écrits en français. C'était donc la contrainte ; dans l'exaspération de la lutte contre la coalition, on ne songeait plus qu'à des mesures de violence contre les idiomes ; il y eut une terreur linguistique en Alsace.

Mais comment obtenir des résultats durables, sans la persuasion et le temps ? Grégoire, hostile aux patois comme aux idiomes étrangers, et qui avait reçu des points les plus différents de France des lettres d'encouragement à la lutte, ne voulait pas s'arrêter à mi-chemin et prétendait ruiner aussi les patois. Là il rencontra l'opposition de Barère lui-même. Il maintint son opinion et fit, le 16 prairial (4 juin 1794), un rapport qui concluait à l'extermination des patois, dans l'intérêt de la nation et dans celui de l'Église gallicane, dont il désirait franciser la liturgie. Mais la Convention ne le suivit pas. Elle se contenta, ce jour-là, d'une adresse aux Français qu'elle adjurait de parler la langue française et chargea le Comité d'Instruction publique de présenter un rapport sur les moyens de publier une nouvelle grammaire et un vocabulaire nouveau de la langue.

La contrainte ayant eu fort peu de succès en Alsace, en Flandre, dans la Lorraine allemande, force fut de se rabattre sur d'autres moyens, plus lents, mais plus sûrs : l'école. Mais il fallait, d'abord, former des maîtres, amener des élèves à ces maîtres. En attendant, la lutte contre les idiomes se poursuivait, même quelque temps après le 9 thermidor, comme la Terreur elle-même ; politique générale et politique linguistique étaient intimement liées. Puis on revint aux tolérances : les traductions des actes du pouvoir central. A l'école primaire, en l'absence de bons instituteurs français et de livres élémentaires, le patois regagna du terrain. C'est seulement dans les écoles centrales et le haut enseignement que le français, qui avait été déclaré langue usuelle, à la place du latin, s'établit en maître : à l'éducation latine se substituait l'éducation française.

La langue française, il est vrai, à mesure que l'emploi s'en généralisait dans le peuple et que plus de gens, journalistes et politiciens, voulaient la parler au peuple, s'altérait, se vulgari-

sait. Le vocabulaire était révolutionné, comme l'État et la religion. Beaucoup de mots nouveaux, quelques-uns tout à fait barbares, entrent alors dans la langue, surtout pendant la Terreur et le Directoire : des termes de la langue politique, mots d'origine latine, par exemple, « veto », « Convention », empruntés à la langue politique des États-Unis (le terme convention désignant une assemblée de révision de la constitution), « municipalité » et « commune » (on disait, avant 1789, communauté, communauté rurale d'habitants), « Terreur », « terrorisme », terroristes », « modérantisme », « sans-culottes » (la culotte étant le vêtement de l'aristocrate), etc.

Des mots anciens, d'ailleurs jusqu'alors peu usités, reçoivent peu à peu un sens nouveau et deviennent courants, à commencer par le mot « république » qui, avant la Révolution, ne désignait, comme le terme latin, que la chose publique, l'État ; ou les mots « patriote », déjà connu auparavant, et « patriotisme », plus neuf, qui se répandent en 1789 comme une traînée de poudre ; ou encore les mots « nation » et « national », qui expriment la Révolution tout entière, dans son esprit, son développement et ses conséquences mêmes, prévues ou imprévues.

VIII. — LA RÉFORME ET L'UNIFICATION DU DROIT¹.

National aussi allait devenir le droit français. En 1789 il n'y a pas encore un droit uniforme pour tout le pays, mais une foule de législations diverses, qui rendent les Français des différentes régions de leur pays comme étrangers les uns aux autres. Substituer aux quatre cents petits codes civils existants un code civil unique, régissant personnes, propriété et contrats de la même manière d'un bout du royaume à l'autre, cette grande aspiration du siècle, qui trouve son expression très nette dans beaucoup de *Cahiers* de 1789, la Révolution la fait pleinement sienne et s'efforce de la réaliser. Le 16 août 1790, l'Assemblée nationale décrète que « les lois civiles seront revues

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Ph. Sagnac, *La législation civile de la Révolution* (Paris, 1898, in-8°) ; *Le centenaire du Code civil, 1804-1904*, publ. par la Société d'études législatives (Paris, 1904, 2 vol. in-8°). Ces ouvrages renvoient à un grand nombre d'études de détail. Depuis 1898 et 1904 des études juridiques spéciales ont paru ; voir les *Répertoires méthodiques de l'histoire moderne de la France* (années 1898 à 1913), par G. Brière, P. Caron, J. Lépine. Parmi les travaux récents, citons Marc Perret, *Les tribunaux de famille dans le district de Montpellier 1790-an IV* (Montpellier, 1926, in-8°).

et réformées par les législatures et qu'il sera fait un code général de lois simples, claires et appropriées à la constitution ». Le 3 septembre 1791, dans la constitution, elle dit encore qu' « il sera fait un code de lois civiles communes à tout le royaume ».

Dans ce dessein, la Révolution hâte toutes les transformations depuis longtemps commencées. Elle poursuit la lutte, déjà ancienne, contre le droit romain, « ce droit étranger », si vivement attaqué par les pays coutumiers et même par des pays de droit écrit, comme la Bresse, où les trois ordres de Bourg disaient qu'il était « plus que temps que la France fût à cet égard indépendante, comme elle l'est par la force de sa puissance ». Elle achève la guerre séculaire contre le droit féodal et contre le droit canonique par une victoire définitive. Délivrée de tous ces droits rivaux, elle veut revenir aux origines nationales, au droit coutumier, celui des *Coutumes* de Paris, d'Orléans, de Touraine, celui des « coutumes d'égalité parfaite » du Val de Loire, où elle retrouve, porté à sa plus parfaite réalisation juridique, l'esprit d'égalité, trait fondamental de la nation. Elle tâche à créer ainsi un droit national. A cette œuvre immense elle procède peu à peu, par des lois organiques sur les parties essentielles du droit civil : les successions, d'abord, en 1791, afin d'en mettre le régime en harmonie avec l'esprit d'égalité ; puis la propriété rurale ; le mariage et le divorce, les actes de l'état civil, enlevés à l'Église, confiés aux municipalités, le 20 septembre 1792 ; le testament presque supprimé, en 1793 ; enfin les hypothèques. Elle forme un code hypothécaire (25 juin 1795), comme elle a décrété dès 1791 un code rural.

Enfin, tout en établissant sur des assises solides le code futur, elle le prépare. Le 9 août 1793, en pleine invasion, la Convention discute le premier projet de code civil, présenté par Cambacérès, au nom du Comité de législation. Elle délibère, du 22 août au 28 octobre, décrète le projet en 719 articles, sans encore le promulguer. Le 3 novembre elle demande à une commission de six membres de retoucher le projet et au Comité de législation de revoir son œuvre. La commission n'aboutit pas, et le Comité présente un second projet le 9 septembre 1794 : de 719 articles, le code est réduit à 297. Ce n'est plus qu'un plan de code et le projet est à peine discuté. Un troisième projet est présenté le 14 juin 1796, par Cambacérès au nom de la Commission de la classification des lois au Conseil des Cinq-Cents. Il compte 1.104 articles ; Portalis dira de lui, en 1804, que c'est « un chef-d'œuvre de méthode et de précision ». Les Cinq-Cents ne le

discutent pas, et le projet subit le sort des précédents ; mais tout n'est pas perdu du travail considérable de codification fait, sous la présidence de Cambacérès, par des jurisconsultes éminents : le code civil définitif, discuté plus tard, à loisir, dans une période de paix, sortira de là.

Au surplus, bien que la Révolution n'ait pas eu l'honneur de promulguer le code civil, elle a légiféré sur tant de questions essentielles que le droit se trouve transformé dès 1796 : successions, testament, propriété rurale, hypothèques, nationalité, mariage, divorce, c'est là déjà un droit civil uniforme pour toute la France.

IX. — LES LETTRES FRANÇAISES AU TEMPS DE LA RÉVOLUTION¹.

Si la Révolution a donné dans son organisation moins de place aux lettres qu'aux sciences physiques et aux sciences morales, elle ne les a point négligées ni méprisées. Les écrivains mêmes, comme Condorcet, qui ont accordé la primauté aux sciences, apportent un soin extrême à la composition et au style de leurs ouvrages. Et, dans une lettre importante à la *Décade*, où il prend la défense de l'École polytechnique, Cabanis n'hésite pas à reconnaître dans l'étude des humanités la base de toutes les autres.

Le mouvement littéraire n'a pas cessé avec la Révolution. La poésie ne meurt pas. Avant 1789, l'élégie, la bucolique

1. **OUVRAGES A CONSULTER.** — Les histoires générales de la littérature française n'insistent pas d'ordinaire sur le mouvement littéraire au temps de la Révolution. On trouvera des aperçus intéressants dans Sainte-Beuve, *Chateaubriand et son groupe littéraire* (Paris, 1849, in-8°), t. 1^{er}, et dans F. Baldensperger, *Le mouvement des idées dans l'émigration française, 1789-1815* (Paris, 1924, 2 vol. in-8°) ; voir aussi Paul Hazard, *La Révolution française et les lettres italiennes*, cité p. 11, et un bref chapitre du même dans *l'Histoire de la littérature française*, publié sous la direction de J. Bédier et P. Hazard, t. II (Paris, [1924], in-4°), p. 151 et suiv.

Sur l'éloquence, les ouvrages sont nombreux. Le principal est le grand ouvrage d'A. Aulard, *Les orateurs de la Révolution* (Paris, 1885, 3 vol. in-8° ; 2^e éd., 1906). — Sur le théâtre, Welschinger, *Le théâtre de la Révolution* (Paris, 1880, in-8°) ; Paul Courteault, *La Révolution et les théâtres à Bordeaux* (Paris, 1926, in-16). — Sur la poésie, H. Potez, *L'élégie en France avant le romantisme* (Paris, 1899, in-8° ; 2^e éd., 1899, in-16). — Sur la presse, une énorme bibliographie est donnée par Tourneux, au t. II de son *Répertoire* (cité p. 471) ; consulter, en outre, Mlle Soderhjelm, *Le régime de la presse pendant la Révolution* (Helsingfors, 1900, in-8°). — F. Braesch publie une édition critique du journal d'Hébert, *Le Père Duchêne*, sous les auspices de la Société de la Révolution française (en cours de publication). — Enfin on trouvera dans Sainte-Beuve, *Causeries du lundi*, *Portraits littéraires*, *Portraits contemporains*, une série d'études sur Sieyès, Daunou, Rœderer, Volney, Bernardin de Saint-Pierre, etc.

exhalaient leurs accents mélancoliques. Avec la Révolution surgissent des poésies plus mâles, des iambes vengeurs, et même dans l'élégie circule une pensée plus grave ; ou bien s'élèvent dans les airs des chants, des hymnes religieux en l'honneur de l'Être suprême et surtout de la Patrie : après la vibrante *Marseillaise*, le grave *Chant du départ* de Marie-Joseph Chénier.

Cette transformation de l'inspiration poétique s'affirme avec éclat dans les œuvres d'André Chénier, le grand poète, presque le seul poète du siècle. Dans le *Jeu de paume* (1789) souffle un esprit nouveau : l'esprit de liberté et de patriotisme. Ici c'est l'infinie tristesse de la *Jeune captive*, sur le point de mourir, et la grâce de sa jeunesse qui lui donne « les ailes de l'espérance ». Là c'est l'indignation du poète contre ses bourreaux et sa résignation stoïque, à laquelle se mêle un sentiment d'amère ironie à l'égard des amis heureux :

A mon tour, aujourd'hui, mon malheur importune.
Vivez, amis, vivez en paix !

Le théâtre se transforme, lui aussi. Il suit, mais avec violence maintenant, la tradition de Voltaire. Ce n'est plus *Brutus*, la *Mort de César*, des sujets romains avec allusions aux choses du temps, — on représente, d'ailleurs, ces drames, — ce sont des pièces nationales, telles que le *Charles IX*, de Marie-Joseph Chénier (1789) ou patriotiques, comme l'*Offrande à la Liberté*, jouée sur maintes scènes, notamment au Grand Théâtre de Bordeaux en octobre 1792. D'inspiration monarchique, au début, comme la *Partie de chasse d'Henri IV*, les pièces deviennent ensuite républicaines, hostiles aux tyrans. Ce sont des drames de circonstance ; rares sont les œuvres de valeur ; peut-être n'y en eut-il qu'une seule, le *Philinte*, de Fabre d'Églantine (1790), qui, dans son optimisme philanthropique, représente bien l'esprit social de l'époque. Le but suprême n'est pas l'œuvre d'art, mais la propagande : le théâtre est une tribune politique. On veut, comme disait Barenes, procureur de la commune de Bordeaux, « imiter les peuples libres, les Grecs et les Romains, qui ont fait du théâtre une école des mœurs, en mettant à la scène les grands événements de notre histoire et nos grands hommes ». Représentations non plus antiques, mais nationales, confiées non à des comédiens parias de la société, mais à des comédiens-citoyens : les acteurs

avaient reçu les droits de citoyens dès le 24 décembre 1789, et beaucoup de journaux, comme le *Journal de Bordeaux*, en juin 1790, se réjouissaient d'une réforme qui, « proscrivant un reste de barbarie gothique, avait rendu l'état civil à des hommes qui n'auraient jamais dû le perdre, dans la patrie des Molière, des Corneille, des Racine et des Voltaire ».

Point de grandes œuvres d'histoire. On ne raconte plus l'histoire, on la fait. D'ailleurs, personne, au milieu de l'exaltation révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, ne serait capable de voir clair et de garder quelque impartialité en racontant la grande crise.

Dans le mouvement trépidant de la Révolution le journal tient une place immense. Plus fortement que le théâtre il agit sur le peuple, et chaque jour. Il a aussi beaucoup plus de valeur littéraire. La Révolution eut plusieurs grands journalistes : nouveauté d'importance dans la société française. Le publiciste devient un personnage quand il ne l'est pas déjà ; car, à côté de Loustalot (des *Révolutions de Paris*) ou de Camille Desmoulins, Condorcet, André Chénier, Robespierre furent des publicistes. Libre, au début, jusqu'au 10 août 1792, et profitant de sa liberté, souvent spirituelle, ironique et sarcastique, parfois violente déjà, la presse, réglementée, surveillée, asservie même, pendant la Terreur, devient véhémence et farouche ; quoique en général au service du parti dominant, elle reste parfois courageuse et hardie jusqu'à l'héroïsme, comme le *Vieux cordelier*, de Camille, qui entend garder toute sa liberté et crier sa conviction, même en un temps où « les dieux ont soif ».

La Révolution a fait jaillir l'éloquence, la véritable éloquence, celle qui ne peut se déployer que devant d'importantes assemblées, et sur tous les sujets. Dans un pays d'avocats, d'orateurs et de prédicateurs, l'éloquence avait été jusqu'alors obligée de se produire au théâtre, au barreau, dans la chaire, le roman ou les œuvres philosophiques, les remontrances des Parlements, les pamphlets. Diderot, Rousseau avaient été dans leurs ouvrages de grands orateurs ; ils avaient déjà dressé comme une tribune idéale. Maintenant, à la tribune nationale de la salle du Manège, où délibèrent les Assemblées, puis à celle des Tuileries, où la Convention siège dès le mois de mai 1793, du haut de toutes les tribunes, même modestes, depuis celle des Jacobins de la rue Saint-Honoré jusqu'à celle d'une petite société populaire de village, l'éloquence se répand sans cesse, comme dans les républiques antiques. Rares, il est vrai, se révèlent

les orateurs capables d'improviser un exorde, en le tirant des circonstances mêmes, de transformer, suivant le progrès d'une discussion, un discours déjà préparé ou écrit, de nuancer le ton, de rythmer la phrase, de respirer, de faire porter la voix aux extrémités d'une vaste salle, de presser l'adversaire par des arguments décisifs qui le forcent à ne plus riposter que faiblement, à se taire ou à se rendre, de conclure par des propositions si claires, si fortes, si lumineuses qu'elles invitent à l'action et emportent la conviction et le vote.

De tous les orateurs de la Révolution, quoiqu'il n'ait jamais improvisé un discours tout entier, Mirabeau semble bien avoir été pour les Français de ce temps le plus grand. C'est que Mirabeau n'était pas seulement un orateur, mais aussi un homme d'État de premier ordre, ou du moins il l'eût été, si l'Assemblée nationale le lui avait permis : du politique il avait la perspicacité, la divination, parfois aussi la perfidie. Après lui, Barnave, Robespierre, Danton, bien qu'il soit difficile de juger avec précision l'éloquence de Danton, dont on n'a pas les discours complets, parce qu'il en improvisait la forme. L'éloquence ne se taira qu'avec l'établissement du despotisme consulaire; elle ne renaîtra qu'en 1814, qui ramènera les Français au régime constitutionnel et à Mirabeau. Tous ces discours de la Révolution sont de l'action et non de la littérature. On en vit un moment, mais aussi on en meurt. Quoi de plus passionnant que les discours de Mirabeau et de Barnave, que cette lutte acharnée des deux grands orateurs sur le droit de paix et de guerre, où se jouent les destinées du pays! Quoi de plus dramatique que les harangues si nettes, toujours renouvelées dans la forme, pleines de prédictions, que Robespierre prononce aux Jacobins contre la guerre, la guerre que presque tous veulent déjà et qu'il est presque seul à ne point vouloir! Quoi de plus poignant enfin que le grand discours du 8 thermidor et l'appel déchirant du dictateur, déjà marqué par le destin, aux « hommes honnêtes » de la Plaine, seuls capables de le sauver!

En somme, malgré de brillantes exceptions, dont André Chénier est la principale, la production littéraire fléchit, surtout de 1789 à 1795. Dominée jadis par la cour et les grands, maintenant par une classe nouvelle, la bourgeoisie, privée de ses salons, de ses Académies et de la brillante vie mondaine, la société ne connaît plus l'urbanité du langage, des manières et des mœurs ; elle a pris quelque « vulgarité » de ton ; elle ne sait

plus la vertu de l'émulation, qu'excitent d'habitude les récompenses de l'opinion publique. Elle a perdu le tact ; elle est tombée dans la licence, parfois même dans l'ordure, suivant une tradition qui remonte au moins au prince de Conti et à Diderot. La littérature, image de cette société, manque de goût. Or, dit M^{me} de Staël, il faut du goût en littérature ; l'énergie des pensées ne suffit pas.

Après 1795, une littérature républicaine, en harmonie avec le nouveau régime, les mœurs et les idées politiques du temps, aurait pu sans doute se développer. M^{me} de Staël, Benjamin Constant, Volney, Marie-Joseph Chénier, Daunou, Garat, Fauriel, Roederer, Ginguené, Sieyès sont des écrivains de premier plan ou des écrivains distingués. De la même famille d'esprits, également inspirés par l'idéologie, la foi dans la liberté et le progrès, ils ne sont pas seulement tournés vers la littérature du passé, ils regardent aussi vers l'avenir, vers l'étranger, surtout vers les pays du nord, dont ils veulent connaître et répandre les langues, la philosophie et les littératures. L'horizon intellectuel s'étend : c'est la tradition de Montesquieu, de Voltaire et de Rousseau.

Dans ces transformations, la littérature française reste à la fois nationale et humaine, comme la Révolution elle-même. Par delà mer, fleuve et monts souffle un esprit qui, loin d'être toujours dominateur, se montre souvent généreux et accueillant¹ ; un esprit fait de curiosité et de sympathie pour les cultures étrangères et de solidarité européenne dans l'œuvre commune de la civilisation.

X. — LES ARTS EN FRANCE AU TEMPS DE LA RÉVOLUTION².

La Révolution a pris autant d'intérêt à l'art qu'à la science. Ce ne sont pas, on l'a déjà vu, des barbares, des vandales, qui

1. Ce sont les Français qui ont fait connaître Alfieri et ses pièces tyrannicides en Italie, c'est par des traductions françaises que les Italiens ont connu quelques œuvres allemandes.

2. OUVRAGES À CONSULTER. — Voir les ouvrages cités p. 471, notamment ceux de Jules Renouvier et de François Benoit. Il y a peu de chose dans l'*Histoire générale de l'art*, publiée sous la direction d'André Michel (citée p. 465). En particulier, sur Canova et son influence, consulter A. Venturi, *Canova*, dans *La vita italiana durante la Rivoluzione francese e l'Impero* (Rome, 1906, in-8°). — Sur les écoles provinciales, voir Mlle M. Imperiali, *François Devosge, créateur de l'école de dessin et du musée de Dijon, 1732-1811* (Dijon, 1924, in-8°, fascicule 3 de la collection « La Révolution en Côte

ont fait la Révolution. C'est la bourgeoisie éclairée, c'est une fraction libérale et particulièrement distinguée de la noblesse d'épée et de la noblesse de robe ; même en pleine Terreur, ce sont les hommes cultivés, les savants, les grands artistes, comme David, qui exercent l'action la plus forte. A leurs yeux, l'art est une des fleurs les plus précieuses de la civilisation. Voilà pourquoi l'art a tenu une grande place dans la vie nationale.

La Révolution a senti d'abord la grandeur et la beauté des arts du passé. Elle ne s'est pas contentée de créer au centre de la République, elle a sans cesse enrichi — par droit de conquête, il est vrai — deux grands musées : le Louvre et le Musée de sculpture. Dès le 8 messidor an II (26 juin 1794), le Comité d'Instruction publique proposait « d'envoyer secrètement à la suite de nos armées des citoyens instruits qui seraient chargés de reconnaître et de faire apporter avec précaution les chefs-d'œuvre qui se trouvent dans les pays où nos armées ont pénétré ». Le 14 fructidor suivant (31 août 1794), Grégoire annonce triomphalement à la Convention une grande victoire : « Crayer, van Dyck et Rubens sont en route pour Paris, et l'école flamande se lève en masse pour venir orner nos musées ». Beaucoup de ces tableaux demandaient des restaurations : excellente raison de protection. Aussi Lebrun pouvait-il écrire dans son inventaire :

Il était temps, pour la gloire de ces hommes immortels, que la République enlevât des chefs-d'œuvre que l'insouciance de ceux qui les possédaient entraînait à leur ruine. Aux Français était donc encore réservée la gloire de conserver aux générations futures les productions de ces hommes d'un génie inimitable, et qui ont porté la couleur et l'harmonie au plus haut degré de perfection.

Après les Flamands, les Italiens. Le chevalier Wicar (de Lille), chargé par Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie, de recueillir nombre de tableaux et de dessins, en forma une collection imposante : les dessins rapportés par lui sont une des plus belles richesses du musée de Lille. Bonaparte s'était fait livrer par le pape, au traité de Tolentino, quantité d'œuvres d'art, tableaux de Raphaël, statues antiques du Vatican, le Laocoon,

d'Or »). — Sur les nouvelles œuvres d'art des musées, voir Eug. Müntz, *Les annexions de collections d'art ou de bibliothèques et leur rôle dans les relations internationales, principalement pendant la Révolution française*, dans la *Revue d'histoire diplomatique*, t. VIII (1894), p. 481-497 ; t. IX (1895), p. 375-393 ; t. X (1896), p. 481-508. — Sur la musique, J. Combarieu, *Histoire de la musique*, citée p. 465, t. II.

l'Apollon ; elles furent transportées à Paris, apparurent sur des chars de triomphe, à la grande fête de l'an VI (27 juillet 1798), puis vinrent orner le musée du Louvre. La Révolution annexe des statues et des tableaux, comme des territoires, et elle est aussi fière de ces annexions artistiques que des autres.

La réunion dans les musées de tant d'œuvres grecques et romaines, de tant de tableaux italiens, inspirés par l'antiquité, ne pouvait que fortifier l'influence de l'art classique. Mais aucune organisation d'État n'imposait de formules. En supprimant l'*Académie de peinture et de sculpture*, en laissant la voie ouverte aux sociétés libres, comme la *Société des amis des arts*, formée en 1790, en admettant, dès 1791, au Salon du Louvre les artisans, d'où qu'ils vinssent, les révolutionnaires donnaient à toutes les écoles, à tous les artistes le droit de se produire et excitaient l'émulation. C'était la charte de liberté pour les arts.

La lutte se poursuit alors entre les deux écoles déjà formées avant 1789 : l'art du siècle de Watteau, de Boucher, de Bouchardon, de Greuze, de Latour et de Fragonard, image si fidèle, si brillante, de la société du XVIII^e siècle, l'art le plus français qui ait jamais été, avec sa grâce, « plus belle encore que la beauté » ; et l'art nouveau de Louis David et de ses élèves, qui puise ses inspirations dans l'antiquité même, où il entend trouver la réalisation la plus noble du beau idéal. Les écoles provinciales, si vivaces, celle de Lille, sous Louis Watteau, celle de Dijon, sous Devosge, restent attachées à l'art du siècle, qui brille encore chez Fragonard et ses émules. Là sont donnés pour modèles des modernes, Raphaël, Bouchardon, Boucher, et non pas des antiques. Mais, à Paris, où abondent les connaisseurs, où foisonnent les Mécènes, le XVIII^e siècle est déprécié. Pour les artistes et le public d'avant-garde, la peinture de ce temps est « la honte de la nation française ». On vend pour rien un tableau de François Lemoyne, de 1722, ce qui n'empêche pas, même à Paris, des opposants d'oser vanter l'inspiration poétique et l'harmonie de Watteau, de Vanloo et de Boucher.

Cette guerre à outrance entre les deux écoles provoque une activité intense, qui donne une physionomie si vivante aux Salons de l'époque. A celui de 1791, à côté des tenants du XVIII^e siècle, comme Regnault, dont beaucoup admirent, dans des scènes antiques ou dans le *Déluge*, la manière séduisante, triomphe Louis David, avec *Les Horaces*, *Brutus*, la *Mort de Socrate*, et le dessin du *Serment du jeu de paume*, à la fois réaliste et idéaliste, inspiré par l'esprit de la liberté. En 1793,

au plus fort de la Terreur, retentissent de mâles accents, dont le livret du Salon de l'année porte fidèle témoignage :

Il semblera peut-être étrange à d'austères républicains de nous occuper des arts, quand l'Europe coalisée assiège le territoire de la Liberté... Nous n'adoptons point cet adage connu : *In armis silent artes*. Nous rappellerons plus volontiers Protogène, traçant un chef-d'œuvre au milieu de Rhodes assiégé...

Aux événements de ces dures années les artistes doivent une inspiration plus rude, plus puissante. Les « antiques » eux-mêmes, oubliant théories et modèles, se renouvellent heureusement. David ne peint plus des Brutus ni des Horaces ni de belles Sabines : il prend maintenant son inspiration dans la réalité. Quand il dessine en quelques coups de crayon d'une vigueur inoubliable Marie-Antoinette allant au supplice — tout un drame et quel drame dans cette ébauche de génie ! — quand il peint Lepeletier, martyr de la liberté, ou Marat, poignardé dans sa baignoire, et dont la figure reste idéalisée par la sérénité de la mort, il a bien l'accent énergique que réclamait André Chénier :

Quand je lui répétais que la Liberté mâle
Des arts est le génie heureux...

C'est David qui de plus en plus s'impose ; son école règne avec Gérard, Girodet et Gros aux Salons de 1798 à 1801.

Parmi les indépendants brille déjà Prud'hon. C'est peut-être le plus admirable artiste de la Révolution. Il a le sentiment poétique, déjà romantique, le charme de la composition et le vapoureux de la couleur. Certes il puise, lui aussi, une part de son inspiration à la source antique, non la romaine, un peu lourde, mais la grecque, resplendissante de beauté et d'harmonie ; surtout il n'oublie pas la nature. Il connaît la délicatesse dans l'art. D'autres sont plus solennels, plus pompeux, et visent au sublime ; lui, il aspire à la vérité, à la grâce, et sans effort il y atteint. *La Liberté, L'Égalité, La Loi*, toutes ses allégories sont pleines de vérité, de simplicité, et aussi de grandeur et de poésie. Les dessins qui illustrent *Daphnis et Chloé* et *l'Art d'aimer*, la *Prise de la Bastille*, au concours de l'an III, où il triompha, rappellent les plus merveilleux artistes d'avant la Révolution. David disait de lui qu'il était « le Watteau de son temps ». Comme Watteau, Prud'hon reste toujours jeune, vrai, moelleux, séduisant, plein de charme.

A la sculpture la Révolution imprime aussi un caractère de grandeur héroïque. Elle suit l'évolution commencée avec Pigalle. Clodion — le sculpteur des *Bacchanales* — se renouvelle dans un groupe du *Déluge*. Les jeunes sculpteurs, Chaudet, Cartellier, Michallon, Callamard, donnent des espérances, parfois trop tôt fauchées par la mort. Ils font jaillir du marbre des statues de la Liberté et de la Nature, des statues de Rousseau : c'est une inspiration toute révolutionnaire.

En musique, l'opéra, si brillant au temps de Gluck et de Rameau, poursuit sa carrière, avec Spontini, pendant qu'éclatent ces hymnes nouveaux, ces chants nationaux, les plus beaux et les plus propres à stimuler l'énergie qu'un peuple se soit donnés, et qui reçoivent la parure de la musique de Grétry, de Méhul ou de Gossec. Ainsi se continuent les traditions de cette grande école de musique française du XVIII^e siècle, qui prêtait tant de charme aux salons, aux théâtres et à la société, à la fin de l'ancien régime. Comme la peinture et la sculpture, la musique sert à l'exaltation du sentiment national, et, à sa manière, elle combat et gagne la victoire.

Les artistes sont constamment stimulés, honorés, récompensés. En l'an IV, 442.000 francs de prix leur sont distribués. Peintres, sculpteurs, architectes entrent à l'Institut national. Les acteurs eux-mêmes, ces parias de la veille, maintenant citoyens français, les Molé et les Monvel, y prennent place à leur tour ; car ils sont, eux aussi, des créateurs par l'interprétation originale des œuvres dramatiques présentes et passées auxquelles ils donnent la vie.

XI. — L'ÉDUCATION NATIONALE¹.

L'œuvre artistique et scientifique de la Révolution serait restée sans base, si les révolutionnaires n'avaient favorisé

1. **OUVRAGES À CONSULTER.** — On trouvera dans la *Bibliographie de l'histoire de Paris*, publiée par M. Tourneux (cité p. 471), t. V, une bibliographie sur l'enseignement. Voir aussi les bibliographies choisies données dans l'*Histoire de France contemporaine*, dirigée par E. Lavisse, t. 1^{er}, par Ph. Sagnac (1920), et t. II, par G. Pariset (1921). — Sur les écoles primaires, abbé Allain, *L'œuvre scolaire de la Révolution, 1789-1802* (Paris, 1891, in-8°). Il y a toute une série de monographies sur l'enseignement primaire et sur les écoles centrales. De celles-ci on trouvera la liste dans A. Troux, *L'école centrale du Doubs, à Besançon, an IV-an XI* (Paris, 1926, in-8°).

Sur la vie intellectuelle dans les départements, voir B. Bois, *La vie scolaire et les créations intellectuelles en Anjou pendant la Révolution* (Paris, 1929, in-8°).

Sur les grandes écoles, *Le livre du centenaire de l'École normale supérieure* (Paris,

en même temps la diffusion des connaissances. Pleinement conscients, comme les philosophes, de la solidarité étroite de toutes les institutions sociales et morales, ils se demandaient comment ils pourraient rapidement former l'homme et le citoyen, dont ils avaient solennellement « déclaré » les droits. Aussi attachèrent-ils, dès 1789, une importance capitale à l'instruction et à l'éducation nationales.

C'était une tâche énorme, impossible à réaliser sans de longs délais. En 1789, la plupart des Français ne savaient ni lire ni écrire ; beaucoup même ne savaient pas signer : on l'avait vu lors de la rédaction des « Cahiers ». On n'enseignait guère, dans les écoles élémentaires, tenues par des ecclésiastiques ou dépendant de l'Église, que le catéchisme et la lecture, suivant les termes mêmes de la Déclaration royale de 1698 : « instruire les enfants du catéchisme et des prières qui sont nécessaires..., apprendre à lire et à écrire à ceux qui pourraient en avoir besoin ». La majorité des Français, comme on l'a déjà vu, ne parlaient que des patois ou des dialectes. N'ayant aucune culture française, ils ne participaient en rien à la vie intellectuelle et morale de la nation. Cependant, avant 1789, les paysans eux-mêmes commençaient à demander des écoles dans les nombreux villages qui en étaient dépourvus, l'Église, sur laquelle le roi s'était reposé du soin de distribuer l'enseignement, ne s'étant point souciée de les en doter. L'enseignement des collèges s'était légèrement réformé, après le départ des Jésuites, notamment chez les Oratoriens ; mais il restait fondé sur le latin, l'histoire ancienne et les exercices de mémoire ; aucun des plans d'éducation nationale tracés depuis 1762 par des magistrats et des savants éminents n'était entré dans la pratique. Aussi la bourgeoisie réclamait-elle en 1789 « un plan nouveau et général des études ». Quant à l'enseignement des Universités, c'était la routine ; les étudiants n'y recherchaient que des grades et des métiers lucratifs.

1895, in-4°) ; G. Pinet, *Histoire de l'École polytechnique* (Paris, 1887, in-8°) ; *Le centenaire de l'École des langues orientales vivantes, 1795-1895* (Paris, 1895, in-4°).

Il faut rappeler qu'on trouvera nombre de documents dans les *Procès-verbaux du Comité d'Instruction publique*, publ. par James Guillaume (cités p. 470).

Sur les fêtes nationales, outre le t. V de la *Bibliographie* de Tourneux, citée plus haut, il faut lire J. Renouvier, *Histoire de l'art pendant la Révolution* (citée, p. 471), p. 416-438 ; J. et E. de Goncourt, *La société française pendant la Révolution* (Paris, 1889, in-4°) ; A. Mathiez, *Les origines des cultes révolutionnaires* (Paris, 1904, in-8°) ; J. Tiersot, *Les fêtes et les chants de la Révolution française* (Paris, 1908, in-16). — Documents et musique sont réunis dans le grand ouvrage de Constant Pierre, *Les hymnes et chansons de la Révolution* (Paris, 1904, in-4°, de la « Collection des documents inédits sur l'histoire de France »).

Les Assemblées de la Révolution entendirent l'exposé de grands projets d'éducation nationale élaborés par Talleyrand, en 1791, et par Condorcet, en 1792. Condorcet donnait une place prépondérante aux sciences et à la philosophie. Dans son système, l'élève passait graduellement de la petite école au collège, puis à l'Institut, enfin au Lycée, sorte d'Université. Ce n'étaient là que des promesses. En attendant, fut conservé ce qui existait ; mais le refus de serment de beaucoup d'ecclésiastiques-professeurs, la nationalisation des biens des collèges, l'hostilité de nombre de municipalités contre-révolutionnaires à la suppression des ordres religieux, la médiocrité du personnel très mélangé qui fut chargé d'enseigner, en 1792, tout hâta la crise de l'enseignement, principalement dans les collèges.

La Convention chargea son Comité d'instruction publique d'une refonte d'ensemble. Elle posa, d'abord, le grand principe : l'enseignement est une fonction, une charge de l'État, non de corporations et de particuliers (17 novembre 1794). Mais l'État n'a pas un monopole : la liberté demeure. L'enseignement primaire est, pendant la Terreur et même la période thermidorienne, gratuit et obligatoire. Avec le triomphe définitif de la bourgeoisie, il n'est plus, le 3 brumaire an IV (25 octobre 1795) ni gratuit ni obligatoire ; la rétribution, il est vrai, est faible. Mais c'était déjà un progrès que d'établir un enseignement élémentaire normal dans ces conditions que pouvait justifier la pénurie du Trésor public. Cet enseignement est français, civique et moral. La morale de l'école est la morale républicaine, indépendante de toute religion révélée. Mais il faut des instituteurs et, par suite, de l'argent. Or, l'argent manque : aussi n'y a-t-il pas d'écoles partout. D'autre part, il est beaucoup de maîtres ignorants : les hommes capables ne veulent pas enseigner pour des salaires dérisoires ; ils préfèrent fonder des écoles privées, qui vivent honorablement. Dans les pays très catholiques, où le clergé réfractaire a une forte influence, en Alsace, dans le nord et une grande partie de l'ouest, les parents, méfiants, ne veulent pas, pour leurs enfants, de l'école républicaine et sans catéchisme, de l'école sans Dieu. Dans les campagnes, en général, même parfois dans les villes, où la foi catholique commence à renaître, l'école publique est délaissée.

L'enseignement des collèges est supprimé. A la place de ces établissements traditionnels, la Convention fonde, au centre de chaque département, une école secondaire, l'« école centrale ». C'est une création des idéologues ; ce sont souvent les maîtres

de l'idéologie, membres de l'Institut national, qui recommandent et font nommer les professeurs par les administrateurs de département; le recrutement a lieu, dans bien des cas, sans concours. Ainsi arrivent à occuper des chaires importantes des hommes de valeur, connus par leurs travaux scientifiques, jeunes et actifs, comme Biot, le futur grand physicien, qui enseigne à Beauvais. Dans ces écoles les élèves suivent trois cycles d'études : de douze à quatorze ans, langues, dessin, histoire naturelle ; de quatorze à seize ans, sciences ; de seize à dix-huit ans, belles-lettres, grammaire générale, histoire, législation. Le programme est en harmonie avec le mouvement intellectuel de l'époque.

Mais comment passer sans intermédiaire de l'école primaire à l'école centrale? Il manque évidemment une étape. Comment aller d'un cycle d'études à un autre tout différent, sans perdre le bénéfice du précédent? Autant de défauts que l'on put bien pallier, mais non supprimer. On arriva aussi, en fondant des internats, à recruter plus d'élèves. Malgré ces lacunes et ces erreurs, un esprit nouveau animait l'enseignement : l'esprit de l'idéologie, de l'*Encyclopédie*, analytique, expérimental, vraiment scientifique. Les sciences, le dessin eurent beaucoup d'élèves ; les langues anciennes furent souvent délaissées. De 1796 ou 1797 jusqu'à 1802, les écoles centrales firent de grands progrès. A Nantes, on comptait plus de 300 élèves, à Avranches, 200; à Lille, en l'an X, 100 élèves dans le premier cycle, 60 dans le second, 40 dans le troisième, et pourtant il n'y avait pas d'internat dans l'école du Nord. Toutes furent supprimées, au moment où elles étaient en pleine vitalité. Fourcroy, Thibaudeau, Biot, plus tard Cournot leur ont rendu hommage. « C'est, a dit Fourcroy, un des monuments les plus remarquables du régime républicain. »

☞ L'enseignement supérieur était à peu près mort, quand la Révolution supprima les Universités. « Quelque sentiment que l'on ait conservé sur l'ancienne Université de Paris, il faut convenir qu'elle était en arrière de plusieurs siècles pour tout ce qui concerne les sciences et les arts » : ainsi parle le grand physicien Biot. Et pourtant il regrette les Universités : « Il fallait améliorer, dit-il, non détruire. » C'est qu'en effet, comme on l'a vu la Révolution ne les remplaça pas; elle se borna à fonder les trois écoles de médecine dont nous avons déjà parlé¹. Jugeant trop médiévales les anciennes Universités, elle ne conçut pas d'Universités

1. Voir ci-dessus, p. 477.

modernes. Du moins eut-elle l'idée de créer, pour la haute culture, des écoles spéciales avec un concours d'entrée et une forte discipline : l'« École des travaux publics » (fondée en 1794), qui s'appela plus tard l'« École polytechnique », était une école pratique, mais, à côté des leçons de construction, d'architecture, de fortification, elle donnait à quatre cents élèves des cours élevés de mathématiques et de sciences physiques, professés par Lagrange, Monge, Prony, Berthollet, Fourcroy, Chaptal, Vauquelin, Guyton de Morveau ; l'« École des mines » devait former des ingénieurs pour les services publics ; l'« École des langues orientales » était une création importante pour un pays qui depuis des siècles entretenait tant de relations de commerce, de politique et de civilisation avec l'Orient. Quant à l'« École normale » de l'an III, ce fut un essai pour « former un très grand nombre d'instituteurs capables d'être les exécuteurs d'un plan qui avait pour but la régénération de l'entendement humain ». Douze cents élèves, recrutés dans tous les départements, se rendirent à Paris pour entendre, dans l'amphithéâtre du Muséum national, les maîtres de méthode qui s'appelaient Laplace, Lagrange, Monge, Daubenton, Haüy, Berthollet, Buache, Mentelle, Laharpe, Garat, Sicard, Volney, Bernardin de Saint-Pierre. Ces leçons sur l'art d'enseigner les sciences et les lettres étaient suivies de discussions souvent intéressantes ; car les élèves, parfois âgés, expérimentés, étaient des maîtres eux-mêmes. A vrai dire, ce ne fut une école que de nom ; elle ne dura que quelques mois. Les autres étaient toutes des écoles scientifiques ; les lettres se trouvaient délaissées et même les sciences morales, comme le faisait remarquer avec regret, en l'an VII, la *Décade philosophique*¹.

Ainsi les Révolutionnaires avaient favorisé non seulement le progrès des sciences et des arts, mais la diffusion des connaissances par la création d'établissements nouveaux et la multiplication d'écoles élémentaires disséminées sur le territoire de la République. On n'eût pas trouvé alors, suivant un des grands esprits de ce temps, le physicien Biot, « une nation » ni « une époque » où l'on eût « tant fait pour l'esprit humain ».

Après l'instruction, restait l'œuvre fondamentale de l'éducation nationale. Pour les révolutionnaires, comme pour les philosophes, et, en particulier Rousseau, l'éducation prime l'instruc-

1. Sur les écoles au temps du Directoire, voir ci-dessus, p. 314-315.

tion elle-même. Ils entendent faire des jeunes Français des citoyens. Dans toutes les écoles la *Déclaration des droits de l'homme* et la constitution devront être lues et expliquées. Mais cela ne suffit pas. Les législateurs veulent agir sur les sens comme sur l'esprit. De là les grandes fêtes nationales, destinées à embellir par les arts et à faire aimer la Révolution et son esprit. Dans le programme d'éducation, comme dans la vie morale de l'époque, elles jouent un rôle capital¹.

Après la fête de la Fédération, la plus belle, animée du plus pur enthousiasme, la translation de Voltaire au Panthéon (11 juillet 1791) fut la première fête philosophique. David avait dessiné le char, portant le corps du philosophe, au-dessus duquel une Victoire tenait une couronne ; Marie-Joseph Chénier et Gossec avaient composé l'hymne :

Il renaît parmi nous, grand, chéri, respecté
Comme à son dernier jour, ne prêchant à la Terre
Que Dieu seul et la Liberté.

C'était une fête antique et païenne. De même, celle de la Liberté (15 avril 1792), ordonnée encore par David. Puis vint la grande fête de la Régénération (10 août 1793), toujours sous la direction de David. Le cortège s'arrêta à des stations et passa devant des statues colossales de la Nature, de la Liberté, du Peuple, et devant la fontaine de la Régénération ; des chœurs de vieillards et d'enfants chantaient des hymnes sur la chute de la tyrannie, au milieu des sceptres et des couronnes jetés pêle-mêle dans un tombereau. Le 20 prairial an II (8 juin 1794), fut célébrée la grande fête de l'Être Suprême : aux Tuileries, s'élevait, insolente, la statue de l'Athéisme ; Robespierre y mit solennellement le feu, et de ses débris sortit la Sagesse ; au Champ de mars, près de la Montagne, que couronnait un arbre de la Liberté, se dressait sur une colonne la statue du Peuple souverain. La fête qui avait été projetée en l'honneur de Bara et de Viala avait été organisée par David ; au Panthéon, de jeunes femmes devaient exécuter des danses funèbres autour des urnes dressées sur un autel, en y répandant des branches de cyprès. Andrieux, Davigny, Méhul avaient préparé stances, hymne et musique :

Tendres mères, séchez vos larmes ;
Ce jour n'est point un jour de deuil.

1. Voir ci-dessus, p. 252 et 315.

Beaucoup d'autres fêtes furent célébrées en l'honneur des victoires, de la paix de Campoformio, de Hoche, de Jean-Jacques Rousseau ; mais la plus étonnante fut celle de la Liberté et des Arts, le 9 thermidor an VI (27 juillet 1798). C'était une revue des œuvres d'art conquises par les armes. En tête du cortège, dix chars transportaient des collections de minéraux et de graines étrangères, des instruments d'agriculture, des animaux féroces, des chameaux ; les professeurs du Muséum d'histoire naturelle et leurs élèves les suivaient ; puis, sur dix chars encore, s'avançaient triomphalement les manuscrits, les livres rares et les médailles, avec le buste d'Homère, escortés par les conservateurs des bibliothèques, les professeurs du Collège de France et ceux de l'École polytechnique ; enfin, sur trente chars, défilaient, radieux, éblouissants, dépouilles opimes comme on n'en vit jamais, le Laocoon, l'Apollon du Belvédère, la Vénus du Capitole, des tableaux de Raphaël et du Dominiquin, de Titien et de Véronèse, avec le buste de Brutus. Accompagnés par les administrateurs des musées, des professeurs et de jeunes artistes, ces chefs-d'œuvre étaient précédés de bannières où on lisait : « Ils sont enfin sur une terre libre ». Le Conservatoire chanta le *Carmen saeculare* d'Horace, musique de Philidor, et une ode de Lebrun, musique de Lesueur. Pour tous ceux qui assistèrent à cette fête, pour les artistes qui formèrent le cortège, ce fut un spectacle inoubliable, exaltant leur imagination et leur amour d'une République qui leur révélait de telles beautés et leur livrait de tels modèles.

La Révolution finissait par apparaître comme une religion. Au cours de ces cérémonies splendides, tout un peuple communiait dans la même foi patriotique et les mêmes sentiments de dévouement et de sacrifice total à la chose publique. Elles constituaient comme la clef de voûte de l'édifice social, politique et moral de la France nouvelle.

CHAPITRE II

LA CIVILISATION EUROPÉENNE LES INFLUENCES MUTUELLES DE LA FRANCE ET DE L'EUROPE¹

La Révolution française a excité l'amour ou la haine ; jamais elle n'a été accueillie par le dédain ou l'indifférence. Aussi la civilisation européenne, qui s'était développée au XVIII^e siècle suivant les mêmes principes que la civilisation française, et déjà, dans certains pays, d'une manière indépendante de l'influence de la France, a-t-elle subi le contre-coup du grand événement ; mais, à son tour, la France révolutionnaire, en se séparant brusquement des autres peuples par ses idées et par ses actes, a subi, sans en avoir conscience, l'action de l'étranger, en particulier par ces intermédiaires actifs que furent les émigrés, rentrés en grand nombre bien avant Brumaire. Ces actions et réactions de la France sur l'Europe et de l'Europe sur la France sont fort difficiles à saisir dans le détail, à l'époque même de la Révolution. Pourtant, il est hors de doute que les anciens conflits d'idées ont été accrus par la Révolution et que, dès 1789, la bataille, engagée depuis longtemps, reprend, plus acharnée, entre le rationalisme et l'empirisme, le classicisme et le romantisme sentimental, la Révolution et la tradition politique. Cette bataille spirituelle, qui accompagne l'autre, il faut essayer tout au moins d'en suivre les péripéties dans les principaux domaines où elle se livre.

I. — LE CONFLIT DE L'EMPIRISME ET DU RATIONALISME DANS LA SCIENCE POLITIQUE².

Entre empiristes et rationalistes la discussion éclate sur le terrain politique. Le droit politique est-il soumis aux règles

1. *OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER.* — Il n'existe pas d'ouvrages généraux sur ce grand sujet. Voir les livres cités p. 465, n. 1, ainsi que p. 13 et 71.

2. *OUVRAGES A CONSULTER.* — Outre les ouvrages rappelés à la note précédente, on trouvera un exposé d'ensemble des idées politiques en Allemagne dans l'ouvrage de

de la raison? Et les théoriciens peuvent-ils édifier un droit public qui soit vraiment viable? Depuis la Révolution surtout, les politiques le contestent très fortement. Les philosophes, qui avaient déjà répondu d'avance, qui, tel Rousseau, s'étaient laissé aller à tant de concessions aux circonstances de temps et de lieu, reprennent vivement le combat. Cette fois, c'est de l'Allemagne, de l'Allemagne où a profondément retenti, en 1789, le cri de liberté, que part la réplique. Dès 1793, dans son premier ouvrage (*Rectifications aux jugements du public sur la Révolution française*), Fichte, plein d'une hardiesse juvénile, s'élève avec « indignation » contre ces empiriques, « courbés sous le joug de l'autorité », qui ne prônent que la routine et la servitude, fille de l'expérience. « Que voulez-vous donc avec votre expérience? Nous montre-t-elle autre chose que des enfants, des esclaves enchaînés ou des hommes de tous les jours? » Et Kant, le vieux Kant, qui depuis la prise de la Bastille se dresse, dans sa forteresse universitaire de Königsberg, en admirateur convaincu de la Révolution française, entre à son tour dans la lice, en 1795; il demande avec quelque ironie aux « politiques pratiques, qui traitent du haut de leur dédain les politiques théoriciens, de se montrer conséquents avec eux-mêmes, en ne cherchant pas » dans son *Essai sur la paix perpétuelle* « quelque danger pour l'État ». Ainsi, en politique, la théorie domine la pratique. Autrement, sous prétexte d'expérience, ce serait le règne éternel de la servitude.

La Révolution française a donné à réfléchir : un peuple a-t-il le droit de changer tout d'un coup sa constitution? Peut-il sans dommage grave pour lui-même et pour les autres se livrer à des réformes radicales et bouleverser la société et l'État? Telle est la question qu'en Angleterre, dès 1790, pose Burke, le libéral Burke, dans ses *Réflexions sur la Révolution de France*, la question qu'en 1793 Fichte reprend en Allemagne dans ses *Rectifications aux jugements du public* sur cette même Révolution.

Burke condamne l'esprit d'innovation, qui « est en général

Victor Basch, *Les doctrines politiques des philosophes classiques de l'Allemagne, Leibniz, Kant, Fichte, Hegel* (Paris, 1927, in-8°). Voir aussi les introductions de J. Barni à ses traductions de Kant, particulièrement à celle des *Éléments métaphysiques de la doctrine du droit* (Paris, 1853, in-8°), ainsi qu'à sa traduction de Fichte, *Considérations destinées à rectifier les jugements du public sur la Révolution* (Paris, 1859, in-8°). — Sur Burke, voir l'introduction et les notes de F. G. Selby à son édition des *Reflections on the Revolution in France* (Londres, 1890, in-16), et John Morley, *Burke* (Londres, 1901, in-12, formant le 7^e vol. de la collection « English men of letters »).

le résultat combiné de vues intéressées et de vues bornées ». Il est nécessaire, selon lui, de tenir compte du passé, de maintenir l'héritage des ancêtres et de le transmettre à la postérité. C'est folie de vouloir modifier au gré de notre raison les institutions traditionnelles, fruit d'une lente élaboration séculaire. Il admire le système politique de l'Angleterre, qui « est dans une symétrie et un accord parfaits avec l'ordre du monde », et qui, dans ses améliorations progressives, imite la marche sage et prudente de la nature. Et il s'écrie :

Tous vos sophistes ne peuvent rien produire qui soit mieux adapté à la conservation d'une liberté raisonnable et généreuse que la route que nous avons suivie en préférant la nature à nos spéculations, nos âmes à nos inventions, pour être les dépositaires et les sauvegardes de nos droits et de nos privilèges.

A l'expérience souveraine, qui, au nom de la constitution anglaise et des mœurs conservatrices du peuple anglais, de ce peuple qui pourtant jeta une tête de roi en défi aux souverains de l'Europe étonnés, Burke ajoute, comme pour la fortifier, le sentiment, la pitié pour les victimes du drame révolutionnaire, surtout pour la reine de France :

Oh ! quel bouleversement des choses ! et quel cœur me faudrait-il avoir pour contempler sans émotion une telle élévation, une telle chute !... Mais les siècles chevaleresques ne sont plus : l'âge des sophistes, des économistes, des calculateurs leur a succédé, et la gloire de l'Europe est atteinte à tout jamais ! Jamais, jamais plus on ne pourra contempler ce culte généreux et loyal qu'on savait rendre au rang et au sexe...

L'éloquence, l'imagination, le sentiment débordent. Et la Révolution, déjà condamnée par l'expérience politique et l'exemple pratique de l'Angleterre, l'est encore par le cœur et le noble don des larmes.

C'est à la lumière de la raison que Fichte examine la Révolution. L'homme doit développer ses facultés en vue de la liberté. Pour parvenir à « l'absolue indépendance par rapport à tout ce qui n'est pas nous-même, notre moi pur », nous devons d'abord soumettre la sensibilité, « la rendre servante et servante utile ». Nous devons toujours être « déterminé par quelque chose de plus élevé en nous que la sensibilité : par la raison ». Fichte dirait volontiers : l'homme doit être libre, et pourtant il est

dans les fers. Cette liberté, but de sa « culture », donne au citoyen le droit de changer sa constitution politique et sociale. Il a le droit d'abolir l'hérédité des fonctions, quand elle n'est plus fondée sur les services rendus, et de rompre le contrat conclu avec des fonctionnaires privilégiés ; il a aussi celui de modifier le statut de l'Église. Il a enfin le droit d'établir tout ce qui peut développer les facultés de l'individu, comme la propriété, que Fichte fonde essentiellement sur le travail et la transformation de la matière. Fichte légitime donc le principe de la Révolution, mais il n'en examine pas les actes dans leurs rapports avec sa théorie générale ; et sans doute eût-il été bien gêné pour le faire à l'époque où il écrivait son livre, en 1793, en plein drame.

II. — LE RÈGNE DE LA RAISON DANS LA POLITIQUE ET LE DROIT¹.

La Révolution, qui a voulu réorganiser la société au gré de la raison, a trouvé en Europe des esprits d'élite prêts à proclamer que la raison, la froide raison, devait être prise comme principe de gouvernement. Car la raison, c'est l'ordre et la règle ; elle seule permet de fixer avec équité les droits de chacun, et par conséquent ses devoirs. En effet, qui dit droit dit devoir : ce sont notions correspondantes. Sous l'influence des philosophes français, et aussi sous celle de Kant, ces deux idées sont analysées et définies avec vigueur et netteté à la fin du XVIII^e siècle.

En France, dans une société qui veut se régénérer, la notion de droits domine. Les « droits de l'homme et du citoyen » sont « déclarés » à la face du monde ; mais les devoirs ne sont pas totalement oubliés, et il y est fait une rapide allusion dans le préambule de la *Déclaration*. En 1795, cette *Déclaration des droits* sera suivie de celle des devoirs. Cela est bien conforme à l'esprit

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur le rationalisme et la philosophie politique en Allemagne, voir dans Victor Basch, *Les doctrines politiques des philosophes classiques de l'Allemagne, Leibniz, Kant, Fichte, Hegel* (Paris, 1927, in-8°), des études développées sur Fichte et surtout sur Hegel ; Xavier Léon, *Fichte et son temps*, t. I et II, seuls parus, (Paris, 1922-1928, 2 vol. in-8°) ; du même, *La philosophie de Fichte ; ses rapports avec la conscience contemporaine*, avec préface de E. Boutroux (Paris, 1902, in-8°) ; voir aussi les introductions de J. Barni à ses traductions de Kant et de Fichte, citées p. 509.

Sur le rationalisme de la Révolution française et la Déclaration des droits de l'homme, voir, outre l'*Histoire de France contemporaine*, publ. par E. Lavisse, t. 1^{er} : *La Révolution* (1789-1792), par Ph. Sagnac (Paris, 1920, in-8°), p. 75-82, le livre de R. Redslob, *Die Staatstheorien der französischen Nationalversammlung von 1789* (Strasbourg, 1912, in-8°), avec une abondante documentation, et les ouvrages cités p. 45 et 46.

même de la Révolution. N'est-ce pas elle qui pour la première fois a montré au citoyen toute l'étendue de ses devoirs envers la patrie ? Devoirs allant jusqu'au sacrifice même de la vie. En mourant, le citoyen défendra encore la liberté, sa liberté.

Cette *Déclaration* de 1789, charte essentielle de la Révolution¹, est une œuvre toute rationnelle, comme les Déclarations américaines. Elle proclame un droit individuel, complètement opposé au droit féodal, et fondé sur la liberté et l'égalité, droit naturel, antérieur par conséquent à l'État, et que l'État a pour mission de faire respecter. La propriété reste un droit naturel dans la *Déclaration des droits* de 1793. Il est vrai que déjà le législateur a une tendance très nette à la regarder comme une « portion de biens garantie par la loi », comme un droit social ; de là toute une législation essentiellement familiale et égalitaire, condition du maintien de la démocratie. Mais, après le 9 thermidor, sous la poussée de la bourgeoisie triomphante, la propriété est remise à son rang parmi les **droits naturels**. En tout cas, quelle que soit la doctrine qui l'emporte, on met son point d'honneur, pour la défendre, à se réclamer de la raison, et le droit de la Révolution, celui de 1795 comme celui de 1789, reste individualiste.

Cet individualisme se répand dans toute l'Europe et même en Amérique, notamment dans l'Amérique latine. C'est pourquoi est aussi individualiste la doctrine du droit professée par les grands maîtres de la pensée européenne. « Le droit, dit Kant, est l'ensemble des conditions qui permettent à la liberté de chacun de s'accorder avec celle des autres. » Dans le droit que Kant élabore en son grand ouvrage, la *Métaphysique des mœurs* (1797), tout est individuel, conformément à sa doctrine morale qui voit dans les hommes, comme on l'a déjà dit², non des « moyens », mais « des fins », et qui exalte la dignité de la personne humaine. Si, sur certains points, comme celui-ci, il se rapproche de Rousseau, il se sépare de lui sur beaucoup d'autres, et sa doctrine des droits individuels s'apparente à celle de la *Déclaration des droits de l'homme*. La propriété n'est pas pour lui, comme elle l'est pour Rousseau, une création de la société ; elle a pour origine l'occupation, ou plutôt « la volonté de faire sien » l'objet sur lequel elle s'exerce, et cette volonté est sacrée. Sacrée aussi est la personne humaine. Kant s'élève avec

1. Sur la *Déclaration des droits*, voir ci-dessus, p. 45.

2. Ci-dessus, p. 467.

véhémence contre « cette sentence pharisienne : mieux vaut la mort d'un homme que la ruine de tout un peuple ; car, quand la justice disparaît, il n'y a plus rien qui puisse donner une valeur à la vie des hommes sur la terre ». Il faut que celui qui attente à la vie d'un de ses semblables soit très sévèrement puni ; « la loi pénale est un impératif catégorique ». Kant admet la peine de mort. Beccaria l'a déclarée injuste, parce qu'elle n'a pu être comprise dans le contrat social, personne n'ayant consenti à subir un tel châtiment. « Sophisme, s'écrie Kant, sentiment de fausse humanité ! » La vraie humanité est celle qui protège l'homme. Enfin le citoyen doit être libre de penser et de croire ce que lui dictent sa raison et sa conscience. Point de dogme imposé. *Sapere aude*, s'écriait le philosophe de Königsberg dès 1784 : « ose te servir de ton intelligence sans être dirigé par autrui ». Ce n'est pas lui qui créera, à l'instar de l'auteur du *Contrat social*, une « religion civile », hors de laquelle il n'est point de salut ; pour Kant, la liberté est le grand principe ; elle suffit à tout.

Le dogmatisme moral de Kant s'assouplit. Il n'a rien du dogmatisme politique et social de Rousseau. Le penseur allemand demeure dans la tradition libérale, la tradition française de 1789 et de 1795. Il est hostile au gouvernement despotique ; il tient pour « le gouvernement républicain », qui, suivant sa définition, consiste en la séparation du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif, et qui doit garantir les droits de la personne humaine, la liberté et la propriété et, plus que tout, la faculté de croire et de penser à sa guise.

Après avoir édifié l'État, il est nécessaire d'organiser les relations entre les États. Jusqu'ici il n'y a eu que des traités de paix ; « il serait plus juste, dit Kant, de les appeler des trêves » ; maintenant il faudrait penser à la paix véritable. Kant pose des principes rationnels : 1^o nul traité de paix ne peut être considéré comme tel si l'on s'y réserve secrètement quelque sujet de recommencer la guerre ; 2^o aucun État indépendant, petit ou grand, ne peut être acquis par autrui, par voie d'héritage, d'échange, d'achat ou de donation ; 3^o les armées permanentes doivent entièrement disparaître avec le temps ; 4^o on ne doit point contracter de dettes nationales en vue des intérêts extérieurs de l'État. Pour se rapprocher de la réalisation de ces principes, les États doivent d'abord se réformer. Les États despotiques sont voués à la guerre. Dans la constitution républicaine, fondée sur la liberté, l'égalité et l'unité de législation, « ce sont les citoyens, de qui dépend la guerre » :

Il n'y a rien de plus naturel qu'ayant à décréter contre eux-mêmes toutes les calamités de la guerre, ils hésitent beaucoup à s'engager dans un jeu si périlleux ; car il s'agit pour eux de combattre en personne, de payer de leur propre avoir les frais de la guerre, de réparer péniblement les dévastations qu'elle laisse après elle ; enfin, pour comble de maux, de contracter une dette nationale qui rendra amère la paix même et ne pourra jamais être acquittée parce qu'il y aura toujours de nouvelles guerres.

Donc, d'abord, que chaque État soit libre. Ensuite il faudra former entre États libres une fédération qui sera comme un État supérieur à tous, un superétat. « Les États renonceront à leur liberté sauvage pour se soumettre à la contrainte des lois publiques et former ainsi un État des peuples (*Völkerstaat*) qui croîtrait sans cesse et embrasserait à la fin tous les peuples de la terre. » A défaut d'une république universelle (*Weltrepublik*), on ne peut attendre le salut que « d'une alliance permanente et plus étendue », et encore « sera-t-on toujours condamné à en craindre la rupture ». Kant espère la paix perpétuelle. « Ce n'est pas une idée vide ; il faut espérer que les mêmes progrès se feront dans des temps de plus en plus courts. »

A son tour Herder, dans ses *Lettres pour le progrès de l'humanisme*, écrites de 1793 à 1797, exprime les convictions de toute sa vie, fortifiées dès 1789 par la Révolution française, dont il aima toujours les principes, sinon les actes terribles. Nul n'a mieux dit le sentiment qu'inspirait la guerre « bestiale » à des citoyens de l'univers, comme lui, imbus d'humanité :

Il faudra que peu à peu un sentiment de solidarité naisse entre les nations, de telle sorte que chacune éprouve en elle-même ce qui arrive à toutes les autres. Alors on haïra celui qui empiétera sur les droits du voisin, nuira à son bien-être, l'offensera dans ses mœurs et ses croyances, voudra lui imposer l'idée d'une prétendue supériorité. Celui qui, sous un prétexte quelconque, franchira sa frontière pour opprimer le voisin, lui porter des dieux étrangers, le contraindre dans sa religion, dans son art, dans sa manière de penser et de vivre, trouvera un ennemi dans chaque peuple. Que cette conviction se répande et il se formera peu à peu une alliance entre les nations civilisées contre toute puissance envahissante.

C'est ainsi que la froide raison se montre capable de nous fournir des motifs de confiance dans l'humanité.

III. — LE CONFLIT DE L'EMPIRISME ET DU RATIONALISME DANS LA PHILOSOPHIE, LES LETTRES ET LES ARTS¹.

La raison qui règne en politique prétend aussi régner dans la philosophie, les lettres et les arts. Les rationalistes, à la suite de Kant, conquièrent de plus en plus les esprits dans les pays allemands et même, à la faveur de la Révolution française, dans l'Europe occidentale. Mais tous ces idéalistes ne s'entendent pas : après Kant, voici Fichte, plus idéaliste encore, puis Herder, qui critiquent la philosophie de Kant, et notamment sa théorie morale. Les écrivains sentimentaux, même ceux qui sont portés à faire une grande place à la raison, ne manquent pas de profiter de ces divisions de l'adversaire.

Contre le sec « impératif catégorique » de Kant, Goethe lui-même dirige l'attaque. Le 16 septembre 1799, il écrit à Guillaume de Humboldt :

Voilà maintenant Kant qui s'est déclaré contre Fichte et qui affirme que sa doctrine ne se soutient pas... Herder s'est, lui aussi, mis en campagne contre Kant dans une *Métacritique*, et ce sont naturellement des querelles à perte de vue. Je n'ai pas grand'chose d'autre à vous dire ; vous voyez que les Allemands sont toujours condamnés, comme par le passé, à habiter les nuits cimmériennes de la spéculation. Je cherche en vain une œuvre d'art importante qui date de notre temps.

Substituer à l'impératif catégorique l'adhésion libre et spontanée de l'âme, placer avant la métaphysique le droit naturel, et avant la morale l'esthétique, mettre l'œuvre d'art au-dessus des querelles d'école, voilà la pente naturelle de Goethe et de tous ceux qu'inspire en Europe le génie poétique. Dès le 9 juillet 1796, Schiller déclarait à Goethe :

Lorsque les dispositions de l'esprit sont purement esthétiques, le besoin des consolations qu'on ne peut puiser que dans des spécula-

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les ouvrages cités, à la note précédente, voir F. Picavet, *Les idéologues* (Paris, 1891, in-8°), avec d'abondants documents ; Th. Ruysen, *Kant* (Paris, 1900, in-8° ; 3^e éd., 1929, dans la collection « Les grands philosophes ») ; Xavier Léon, *Fichte et son temps*, t. I et II, seuls parus (Paris, 1922 et 1928, 2 vol. in-8°). La correspondance entre Goethe et Schiller fournit des documents importants : *Briefwechsel zwischen Schiller und Goethe in den Jahren 1794 bis 1805*, éd. par H. Hauff (Stuttgart, 1856, 2 vol. in-8°) ; il en existe une traduction française excellente, par Lucien Herr (Paris, 1923-1924, 4 vol. in-16).

tions philosophiques ne se fait point sentir, car l'attitude esthétique a sa pleine autonomie, son infinité propre en elle-même.

Liberté, infini, voilà l'aspiration suprême de l'âme. Créer de la beauté, telle est la fin idéale de l'artiste. Il faut élever les esprits, les ennoblir encore et toujours. Le poète se dresse en apôtre, en homme d'action. Nul ne l'a mieux exprimé encore que Schiller, lorsque, en tête de son *Wallenstein*, « grand sujet » bien fait, comme il le dit, pour « remuer les entrailles profondes de l'humanité », il écrit, en 1798, ces lignes prophétiques :

Maintenant, au terme sérieux de ce siècle, où la réalité même devient poésie, où nous voyons de puissantes natures lutter sous nos yeux pour ce prix important, où l'on combat pour les grands intérêts de l'humanité, la domination et la liberté, maintenant l'art aussi, sur le théâtre où il évoque des ombres, peut tenter un vol plus hardi ; il le peut, il le doit même, s'il ne veut s'effacer, couvert de honte, devant le théâtre de la vie.

Et, après l'évocation des trente lamentables années de guerre où se déroule l'action, il ajoute :

Laissez encore une fois l'imagination du poète faire passer devant vous cette sombre époque, puis contempler avec plus de joie le présent, et devant vous, à l'horizon, l'avenir, si riche d'espérances.

La sensibilité et la fantaisie du poète s'emparent de l'histoire et de la vie. Mais, dans cette discussion, ce ne sont plus seulement les dogmes esthétiques que « l'imagination du poète » renverse spontanément, c'est aussi la hiérarchie des intellectualistes, comme Kant et Fichte, qui place au sommet la métaphysique et la morale, alors que pour Schiller, comme pour Goethe, le secret de la vie est la Beauté, source éternelle de joie et d'espérance, où se rafraîchit et s'ennoblit le cœur de l'homme.

IV. — LES ORIGINES DU ROMANTISME ¹.

Cette tendance esthétique, sentimentale, mène droit, en littérature et en art, au romantisme, qui se développe de préférence

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Outre ceux qui ont été indiqués p. 465, voir sur la France, Jules Renouvier, *Histoire de l'art pendant la Révolution* (Paris, 1863, in-8°), étude sur Prud'hon (p. 191-222) ; ajouter D. Mornet, *Le sentiment de la nature, de Rous-*

dans les pays brumeux du nord, plus portés que ceux du midi ensoleillé à la rêverie et à la méditation. Les poètes reçoivent et écoutent d'abord « le message des sens » ; c'est une prise de possession de la nature par l'oreille et par l'œil, « par eux demi-perçue, demi-crée par eux », comme dit Wordsworth. Coleridge et Wordsworth, en Angleterre, Goethe, Schiller et Beethoven, en Allemagne, expriment, les uns avec une fraîcheur et une grâce nouvelles, les autres avec une puissance inconnue jusqu'alors et une résonance intime qui fait vibrer tout l'être, le sentiment de la nature et de la vie, dont ils célèbrent avec transport l'influence bienfaisante. Ici le jeune homme insouciant — le Wordsworth des *Ballades* (1798) — séduit par les choses mêmes, par les seules apparences, arrivé à la maturité, en pénètre le sens caché, y découvre l'infini, l'Être des êtres, et, avec lui, l'harmonie, l'ordre, la règle. Là, d'un premier bond, les grands génies de l'Allemagne, Goethe, en plein épanouissement, dans les œuvres de cette période, le premier fragment de *Faust* et *Wilhelm Meister* (1794-1796),

seau à Bernardin de Saint-Pierre (Paris, 1907, in-8°). — Sur l'Angleterre, outre H. Taine, *Histoire de la littérature anglaise* t. IV, livre IV, on trouvera des indications générales de L. Cazamian dans l'*Histoire de la littérature anglaise* d'É. Legouis et L. Cazamian (Paris, 1924, in-12). — Sur Wordsworth, voir É. Legouis, *La jeunesse de Wordsworth* (Paris, 1897, in-8°). — Sur la poésie anglaise en général, Ch. Cestre, *La Révolution française et les poètes anglais* (Paris, 1906, in-8°). — Sur l'Italie, outre les ouvrages généraux, P. Hazard, *La Révolution française et les lettres italiennes* (Paris, 1910, in-8°) ; voir aussi A. Venturi, *Canova, dans La vita italiana durante la Rivoluzione francese e l'Impero* (Rome, 1906, in-8°). — Sur l'Allemagne, R. Haym, *Die romantische Schule, ein Beitrag zur Geschichte des deutschen Geistes* (Berlin, 1870, in-8° ; 3^e éd. par O. Walzel, 1914) ; I. Rouge, *Frédéric Schlegel et la genèse du romantisme allemand, 1791-1797* (Paris, 1904, in-8°) ; V. Basch, *La poétique de Schiller* (Paris, 1902, in-8°) ; W. Dilthey, *Leben Schleiermachers* (Berlin, 1870, in-8°) ; E. Spenlé, *Novalis ; essai sur l'idéalisme romantique en Allemagne* (Paris, 1906, in-8°). — Maurice Maeterlinck a donné une étude sur Novalis, en tête de la traduction des *Disciples à Saïs* (Bruxelles, 1894, in-16). Sur Beethoven, voir surtout Romain Rolland, *Beethoven*, avec bibliographie, riche documentation et illustration (Paris, 1929, 2 vol. in-8°).

Sur la franc-maçonnerie, les Illuminés, on citera seulement, parmi les plus récents ouvrages, F. T. Schneider, *Die Freimaurerei und ihr Einfluss auf die geistige Kultur in Deutschland am Ende des XVIII Jahrhunderts.* (Prague, 1909, in-8) ; Le Forestier, *Les Illuminés de Bavière et la franc-maçonnerie allemande* (Paris, 1914, in-8°), important, avec une riche bibliographie ; Le Forestier, *La franc-maçonnerie au XVIII^e siècle et l'ordre des Élus Coens* (Paris, 1929, in-8°) ; Gaston Martin, *La franc-maçonnerie française et la préparation de la Révolution* (Paris, 1926, in-8°) ; A. Viatte, *Les sources occultes du romantisme, 1770-1820* (Paris, 1928, 2 vol. in-8°). Voir aussi M. Berthelot, *Les origines de l'alchimie* (Paris, 1885, in-8°) ; F. Kopp, *Die Alchemie in älterer und neuerer Zeit* (Heidelberg, 1886, in-8°) ; E. Spenlé, *Novalis*, cité plus haut, particulièrement le chap. v et surtout la partie de ce chapitre sur les « physiciens romantiques », p. 198-217 ; H. Delacroix, *Novalis ; la formation de l'idéalisme magique*, dans la *Revue de métaphysique et de morale*, t. XIC (1903), p. 248-262 ; V. Delbos, *Le problème moral dans la philosophie de Spinoza* (Paris, 1893, in-8°), étudie l'influence de Spinoza sur Novalis, p. 317 et suiv.

et le jeune Beethoven s'élèvent au sentiment du divin, partout répandu, et savent en communiquer aux cœurs bien nés la vibration prolongée.

Au même moment se ranime le sens, depuis des siècles éteint, de la grandeur épique. Les génies de cette époque, transportés par des événements dont dépend le sort de l'humanité, exaltent, au spectacle du présent prometteur, les héros des temps passés ou célèbrent ce présent même et les espérances qu'il fait briller à leurs yeux étonnés. Dans *Wallenstein*, Schiller donne à son héros une grandeur homérique. Goethe, dans *Hermann et Dorothee* (1797), sorte d'Odyssée moderne, excelle à unir la réalité à la poésie, ou plutôt à convertir toute réalité en poésie ; au calme bienfaisant de la vie de famille et à la magnificence de la nature rhénane il mêle avec bonheur le spectacle lamentable de l'émigration, suite de cette Révolution de France, devenue conquérante, qui naguère proclama glorieusement les droits de l'homme et les présenta aux yeux de tous. Enfin, dans ses dessins, la *Liberté*, l'*Égalité*, Prud'hon exprime avec son charme coutumier et une force qui ne s'était point encore révélée la noblesse et la grandeur des principes qui font de la Révolution française une nouvelle épopée.

Grâce à tous ces grands artistes et à ces écrivains, les hommes entendent des sons que leur ont déjà fait percevoir, il est vrai, Rousseau et Goethe lui-même au temps de sa jeunesse. Mais l'inspiration de Beethoven, la poésie de l'auteur du premier fragment de *Faust*, l'art du chantre de *Wallenstein* leur révèlent des harmonies nouvelles, des sons intenses, qui n'ont jamais encore vibré, qui viennent du fond même de l'être, du « moi pur », dirait Fichte, qui transportent par ce qu'ils recèlent d'infini et de substance. A les écouter, l'âme, ravie, s'élève, se sent devenir meilleure, comme transportée dans un monde nouveau. A ces sommets, l'art ne se hausse-t-il pas au-dessus de la morale?

Goethe et Schiller l'avaient un moment pensé, on l'a vu. Mais à mesure qu'ils avançaient dans la vie, ils faisaient dans l'éducation de l'homme une bien plus grande place à la règle et à la morale. C'est qu'en effet ils voyaient les écueils où venait heurter leur première théorie. Une nouvelle école s'annonçait, essentiellement romantique, accordant la prééminence à l'intuition, à l'imagination, au rêve, méprisant l'intelligence, condamnant les règles et les lois, et, par suite, menaçant l'art la morale même. En Angleterre, c'était Coleridge, en atten-

dant Byron : des dons souvent gâchés, des œuvres inachevées, le manque de volonté, le défaut d'équilibre, le débordement de la personnalité et de la passion. En Allemagne, au lieu d'unifier les facultés humaines, de concilier la raison et les sens, une foule de sectes versaient dans le mysticisme, l'idéalisme imaginatif, le surnaturel. A côté de la franc-maçonnerie rationaliste des « Illuminés » de Bavière, jadis condamnés par l'autorité, se levaient des sectes maçonniques et « théosophiques », faisant profession d'abhorrer la logique, la science, la philosophie, la Révolution française : au premier rang, les « Rose-Croix », tout-puissants à Berlin dans la loge Frédéric-au-Lion-d'or, où le roi Frédéric-Guillaume était entré, sur la présentation de ses ministres Bischoffswerder et Woellner. La religiosité mystique de l'Allemagne du moyen âge, que le luthéranisme se flattait d'avoir détruite, dans son culte de la Vierge et des saints et jusqu'en ses naïves légendes, et qui n'avait jamais complètement disparu de la vie d'un peuple aussi porté vers le sentiment que vers la raison, s'était ranimé, depuis que Zinzendorf avait rénové les Frères moraves et que Lavater et Jung-Stilling étaient entrés en scène. Le luthéranisme lui-même, trop sec et trop rigide pour répondre aux aspirations des générations nouvelles, venait, sous la direction de Spener et de Francke, de se rajeunir dans le piétisme mystique. Enfin tout le mouvement philosophique de la fin du siècle portait les esprits non plus vers la philosophie critique de Kant et son sec impératif catégorique, mais vers un « idéalisme transcendantal », où le *moi* se faisait le centre, le créateur de toutes choses : après Fichte, dont l'influence restait grande, c'était Schelling, plus idéaliste encore et plus artiste, qui, par sa nouvelle *Philosophie de la nature*, surgissait comme l'oracle des nouveaux cénacles, et, avec lui, le pasteur Schleiermacher ; les systèmes philosophiques qui se trouvaient en harmonie intime avec les sentiments profonds de la jeunesse reprenaient faveur et recevaient une interprétation nouvelle et élargie ; l'élite s'attachait surtout à Spinoza, et au mystique qui est en lui bien plus qu'au rationaliste ; quelques-uns même communiaient dans l'extase et les hypostases avec les philosophes néoplatoniciens et surtout avec Plotin. Aux jeunes romantiques la Nature, toujours en état de naissance et de renouvellement, apparaissait, dans son harmonieuse continuité, comme une incessante révélation divine.

Aussi, chez beaucoup d'écrivains allemands de ce temps, domine le rêve, l'imagination créatrice, souvent même le fan-

tastique. Dans un de ses romans, paru en 1795, *Hesperus*, Jean-Paul Richter se propose de peindre « l'homme haut, le plus haut des hommes hauts », Emmanuel :

Celui qui, à un degré plus ou moins grand joint à toutes les qualités humaines quelque chose de si rare sur terre : l'élévation au-dessus de la terre et le sentiment de l'incompatibilité entre notre cœur et le lieu où nous sommes emprisonnés, l'homme qui élève ses regards au-dessus de l'inextricable confusion et des appâts dégoûtants de notre sol, qui désire la mort et a les yeux fixés au delà des nuages.

C'est un effort vers la « désincarnation », vers la libération de l'esprit. A cet affranchissement des liens du corps travaillent sans cesse les « belles âmes », toutes celles qui existent réellement ou celles qui sont sorties de l'imagination des poètes, et qui ont fait leur « confession ». Pour elles, la souffrance et la maladie sont des états supérieurs à la santé ; celles-ci « recèlent une vie mystérieuse, plus riche et plus profonde », auprès de laquelle l'existence des gens solides et bien portants n'est qu'un « rêve somnambulique ». « La mort peut être, elle aussi, ressentie avec douceur et volupté », dit le héros du roman de *Lucinde*, écrit par Frédéric Schlegel en 1799. C'est une littérature de mystique et parfois même de malade.

Tous ces sentiments reçoivent leur expression la plus pleine chez Novalis. Mystique à souhait, Novalis est, par moment, un empirique supérieur. Ancien disciple du géologue Werner, à Freiberg, administrateur des salines de Weissenfels, il a marqué, avec sa divination coutumière, mieux peut-être que beaucoup de savants, le rôle de l'expérimentation, qui, dit-il, « exige un génie naturel, une aptitude merveilleuse à rencontrer le sens de la nature et à agir dans son esprit », et qui fait du « véritable observateur un artiste ». Artiste aussi, suivant lui, et véritable poète est le mathématicien, qui crée à sa fantaisie des formes innombrables et se plaît à jouer avec les êtres de son imagination. Par là Novalis s'écarte de Schelling et de la conception tout intérieure, arbitraire et mystique de l'univers qu'a exprimée ce grand philosophe. A Novalis le mécanisme de la nature importe peu, car la nature est vivante, « animée » en tous ses êtres et ses objets ; c'est son âme qu'il faut sentir ; c'est elle qui agit en nous dans l'intuition et l'illusion magique. Abandonnons-nous donc à l'imagination, « ce sens merveilleux qui peut suppléer les autres sens », au rêve libérateur qui nous

plonge dans la nature et nous apprend à la « sentir ». Laissons de côté ce qui est déterminé, régulier, logique, même la science, surtout celle qui n'atteint que le mécanisme de l'univers, les systèmes philosophiques étroits, les religions dogmatiques, le protestantisme, le philosophisme et la Révolution, bref tout ce qui est l'œuvre de l'entendement, et livrons-nous à la contemplation, à cette absorption lente dans l'infini. Telle est l'invitation de ces jeunes poètes romantiques, qui se séparent de leurs aînés, les Goethe et les Schiller, romantiques dans leur jeunesse, et maintenant en grande partie classiques. Déjà ils forment une école.

On pourrait croire que ces contemplatifs qui caressent l'idée de la mort et qui la rendent si belle se désintéressent entièrement de la vie sociale et politique. Mais, par une de ces contradictions fréquentes chez les êtres de sentiment et d'imagination, ils ont, en réalité, sur l'ensemble des choses une doctrine assez arrêtée. Mystiques, ils voient du mystique partout. Dans leur esprit, tout se transforme : l'art, la morale, la religion, la société et l'État. « Qu'est-ce qui doit être traité mystiquement ? La religion, l'amour, l'État », déclare Novalis. La foi est au-dessus de la raison. Elle est créatrice d'idéal ; elle régénère l'art. Elle inspire l'amour, « le miracle d'amour ». Dans la société, point de règles juridiques, pas de contrat, pour la créer ou la maintenir ; pas de constitution écrite : c'est une œuvre de la raison. A la place des règles, la foi : la foi dans l'État, source du droit et du progrès ; la foi dans le roi, de droit divin, « être d'essence supérieure » ; la foi dans le « couple royal », qui, suivant Novalis, réalise le couple mystique et fécond d'Éros et de Freya.

De l'empirisme scientifique et de l'idéalisme de Fichte, un grand nombre d'esprits distingués passent ainsi, en Allemagne, de 1795 à 1799, à une doctrine de réaction sociale et politique et à la constitution d'une « religion nouvelle » qui abolira l'influence de la Révolution française. Piétistes et Rose-Croix de Berlin sont d'accord avec eux dans cette œuvre de restauration religieuse et théocratique et, sans doute, plus nets et plus précis, en leur qualité d'hommes d'action. Le romantisme — particulièrement le romantisme allemand, dès 1797, — n'est pas une simple école littéraire ; c'est une doctrine sociale, politique et morale qui s'oppose à la Révolution.

V. — LES IDÉES ET LES SENTIMENTS DE L'ÉMIGRATION FRANÇAISE¹.

Dans une Europe où, depuis 1792, les doctrines s'entrechoquent, comme les armées, les traités de paix et les compromis philosophiques n'étant jamais que des trêves, s'est formé cependant entre la France révolutionnaire et les pays adverses un trait d'union : l'émigration française ; fait capital dans l'histoire de l'Europe contemporaine, analogue au « refuge » protestant du xvii^e siècle, et dont les répercussions considérables en Europe comme en France, même pendant l'Empire, et plus encore après la chute de Napoléon et la victoire de l'aristocratie, sont néanmoins déjà manifestes au cours de la période proprement révolutionnaire.

Certes, des 180.000 émigrés, paysans, bourgeois, prêtres et nobles, beaucoup étaient incapables d'une initiative personnelle ; mais, dans cette immense armée, grossie depuis 1789, de Français d'ancien régime, de prêtres réfractaires, d'ex-constituants et de républicains « fructidorisés », nombreux étaient les hommes d'élite qui, n'ayant point dit pour toujours adieu à la patrie tant regrettée, étaient fermement résolus à la reconquérir, d'une manière ou d'une autre. Ces Français si sociables du xviii^e siècle, arrachés brusquement à la vie de société, se groupant instinctivement dans des villes ou des couvents d'Angleterre, d'Allemagne, de Suisse, d'Espagne et d'Italie, parfois même de Pologne, de Russie ou des États-Unis, formèrent de petits cercles où les divergences d'idées apparaissaient, souvent sans espoir de compromis, entre nobles intransigeants et anciens Constituants ou républicains de Fructidor. Aussi serait-il vain de vouloir chercher une doctrine sociale et politique de l'Émigration, une doctrine unique, ferme, invariable ; encore et toujours éclatait parmi eux le conflit entre la Révolution et la tradition, entre les droits de la raison et les droits de l'expérience. D'autre part, beaucoup d'émigrés modifièrent peu à peu leurs idées et se laissèrent toucher par

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Les ouvrages les plus suggestifs sur les émigrés sont celui de F. Baldensperger, *Le mouvement des idées dans l'Émigration française, 1789-1815* (Paris, 1924, 2 vol. in-8°), très important, avec une abondante bibliographie ; celui de G. Brandes, *Emigrantenlitteratur*, t. 1^{er} de l'ouvrage cité p. 465 ; le livre d'A. Gain, *La Restauration et les biens des émigrés* (Nancy, 1929, 2 vol. in-8°, thèse de doctorat), où l'on trouvera la bibliographie la plus complète sur l'histoire de l'émigration et une foule de faits nouveaux.

des sentiments nouveaux, au contact des sociétés très diverses de l'étranger et par l'effet même de la longue durée de leur exil. A essayer de fixer dans des formules l'évolution intellectuelle et morale de tant d'esprits d'élite, de tant d'individualités originales, on risquerait fort de négliger ce qu'il y eut de plus vivant dans l'Émigration française.

Nombre d'entre eux partirent incroyants, imbus des doctrines sensualistes et même matérialistes du siècle, disciples de Voltaire, mais déjà gagnés à Rousseau ; les jeunes surtout, enthousiastes lecteurs de la *Nouvelle Héloïse*, des *Confessions* et des *Rêveries du promeneur solitaire* ; têtes bien faites, point métaphysiques, complètement inaptes à comprendre les transcendentes spéculations de l'Allemagne. Ceux qui vécurent aux bords du Rhin, à Hambourg, à Weimar, en Franconie, en Bavière, où ils trouvaient la doctrine kantienne en honneur, essayèrent d'ouvrir les livres ardues où elle était exprimée ; mais, à part quelques jeunes gens, comme l'officier Charles de Villers ou Camille Jordan, qui se mirent à l'école de Kant, ceux qui essayèrent de se livrer à l'étude du nouveau système, comme l'académicien Suard, se rebutèrent vite ou, comme l'ex-constituant Mounier, repoussèrent résolument une philosophie qui leur paraissait porter au doute et au « désespoir » et ne prescrire qu'une morale toute mécanique.

Cependant, au contact du piétisme allemand, du méthodisme et de l'évangélisme anglais, enfin des multiples sectes de théosophes qui cherchaient dans l'occultisme l'aliment nécessaire à tant d'âmes inquiètes de l'au delà, ces Français du siècle de Voltaire et de Condillac commencent souvent à incliner vers un idéalisme sentimental et mystique dans lequel ils puisent de nouveaux motifs de haïr cette Révolution qui les a dépouillés de leurs biens et de la combattre partout où ils se trouvent. A un système politique et social, essentiellement fondé sur la raison et la logique, ils travaillent désormais à en opposer un autre, inspiré de l'expérience — l'expérience que la vie et l'exemple de nouvelles sociétés leur a procurée en même temps que nourri de la tradition sentimentale.

A la suite de Burke, le grand pourfendeur de la Révolution, si admiré des Français émigrés en Angleterre, part des rangs de l'Émigration une attaque violente contre les hommes de 1789. Qu'est-ce que la Révolution ? Quelles en furent les causes ? A ces questions qu'en tous lieux ils se sont posées et qu'ils ont agitées dans leurs longues conversations d'exil, bien des émigrés

répondent, à la fin du siècle, non plus en disciples de Voltaire et en esprits critiques, mais en théosophes, que la grâce a touchés. La Révolution est l'œuvre des sectes, un complot des philosophes et des francs-maçons ; voilà la doctrine qui lentement se forme dès 1789, et que le comte de Vaudreuil, émigré à Venise, exprime le 21 octobre 1790 : « Ce qui me frappe le plus, dit-il, c'est que la secte des Illuminés est la cause et l'instigateur de tous nos troubles ; que partout on trouve de ces sectaires. » C'est la thèse que répand d'Allonville, précepteur en Russie chez les Rostopchine ; lui aussi voit dans la Révolution un vaste complot tramé entre francs-maçons de France et illuminés d'Allemagne dans des réunions et des « convents », bien avant 1789 ; c'est encore l'idée qui inspire l'abbé Hesmivy d'Auribeau, ancien vicaire général, qui réside à Rome, en 1794 ; c'est enfin le fond même de l'argumentation du jésuite Barruel dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*, publiés, de 1797 à 1799, à Hambourg, par le célèbre éditeur Fauche, frère de Fauche-Borel : ouvrage qui, rapidement traduit en anglais, en allemand, en italien, plus tard en russe et en espagnol, propagea dans toute l'Europe une légende contre laquelle s'étaient élevés avec vigueur le Genevois Mallet du Pan, l'ancien constituant Mounier et Joseph de Maistre lui-même, exilé, lui aussi, de la Savoie, sa patrie.

Bien que les nobles de l'ancien régime n'acceptassent point cette thèse sans discussion, eux pour qui les loges maçonniques de France n'avaient point de secrets, cette campagne contre l'esprit rationaliste de la maçonnerie et de la philosophie françaises portait déjà ses fruits. Chez maint émigré se manifestait un désaveu formel de l'esprit critique et de la raison elle-même, de cette raison qui avait enfanté successivement les hérésies, la Réforme, la philosophie, la Révolution. Cette thèse, soutenue notamment par un ancien séminariste, Sabatier de Castres, en 1794, provoquait, il est vrai, de dures répliques de la part d'émigrés laïques, imbus d'autres principes et capables encore de raisonner juste : dans un *Avant-propos* à sa *Correspondance politique pour servir à l'histoire du républicanisme français*, en 1796, Mallet du Pan traitait avec mépris « une ligue de sots et de fanatiques qui, s'ils le pouvaient, interdiraient à l'homme la faculté de voir et de penser » ; enfin Portalis, l'ancien membre du Conseil des Anciens, reconnaissait, à côté de « l'usage », « l'abus de l'esprit philosophique », dans un ouvrage déjà écrit en 1789. Mais, malgré ces répliques,

la campagne contre la raison, l'intelligence et l'instruction était propagée par plus d'un émigré, notamment par le comte d'Antraigues ; elle eut une influence certaine sur une grande partie de l'Europe, spécialement sur l'Autriche et la Russie, ces pays d'absolutisme et d'aristocratie où rien n'avait été fait pour l'éducation populaire, et qu'elle dissuada de l'organiser.

Quant à la Révolution elle-même, comment la définir ? Cette question hantait l'esprit des politiques de l'Émigration. Dès 1792, Mallet du Pan voyait dans la suite fatale des événements « le doigt de Dieu » ; d'autres apercevaient déjà en tout l'action de la Providence, jusqu'au jour où Joseph de Maistre donna corps à cette idée avec une puissance d'expression incomparable, lorsqu'il écrivit dans ses *Considérations sur la France* (1796) :

On a remarqué avec grande raison que la Révolution française mène les hommes plus que les hommes ne la mènent... Ceux qui ont établi la République l'ont fait sans le vouloir et sans savoir ce qu'ils faisaient ; ils y ont été conduits par les événements, instruments d'une force qui en savait plus qu'eux.

Dans cette tragédie, qui continue, Dieu seul a tout mené ; il a envoyé aux hommes, qui oubliaient le christianisme, le châtiment le plus affreux ; il « punit pour régénérer » : système éminemment chrétien qui scandalisa nombre de contre-révolutionnaires et d'émigrés, restés sensualistes et même matérialistes, mais qui en fit réfléchir d'autres. Il devait peu à peu contribuer, de concert avec l'influence des sectes religieuses ou mystiques de l'Europe du nord, à modifier les sentiments de beaucoup de ces infortunés et les porter, sinon à la croyance, du moins à un commencement de religiosité.

Certains d'entre eux, il est vrai, restèrent d'impénitents disciples des philosophes, incroyants et même franchement hostiles à l'Église, comme le jeune vicomte de Chateaubriand, qui, exilé à Londres, y écrivait en 1796 ses *Essais sur les révolutions*. D'autres, au contraire, se convertirent, comme Mme de Montagu, belle-sœur de La Fayette ; et ces ardents néophytes gagnèrent, à leur tour, des adeptes au catholicisme jusque dans la société protestante : parmi eux le poète Stolberg. D'autres enfin, — ce fut le cas le plus fréquent, — sans se soumettre aux dogmes, sans croire encore avec la simplicité du cœur, se rapprochèrent peu à peu de la religion, dans leurs

retraites d'Angleterre et d'Allemagne, où tout les rappelait à la croyance chrétienne : ici l'influence de Klopstock ou celle du sage de Zurich, Lavater ; là l'action persistante de Bunyan et de Milton, « de Milton que les révolutions ont rapproché de nous », écrivent-ils, « de Milton qui est devenu un homme de notre temps ». Et puis les souffrances physiques et surtout morales, les malheurs de la famille absente, tout agissait sur eux pour leur inspirer la crainte ou l'amour de Dieu. « J'ai pleuré et j'ai cru », finit par déclarer Chateaubriand, reniant ses *Essais*. Mais chez ce grand admirateur de Milton point de puritanisme ; ce qui le porte vers la religion, c'est la beauté de son art et de sa morale, et déjà en 1799, pour « expier » ses *Essais* incrédules, il écrit le fameux ouvrage : *Des beautés poétiques et morales de la religion chrétienne*, qui deviendra, à point nommé, *Le génie du christianisme*.

Le sentiment et le mysticisme débordent de plus en plus et envahissent même la politique. Tous ces hommes étaient partis avec le profond sentiment du point d'honneur, de la loyauté monarchique ; à leurs yeux, la patrie, c'était le roi, sans lequel, comme disait l'un d'eux, la France n'était « qu'un cadavre ». La religion du roi tenait lieu de l'autre, souvent absente. Mais peu à peu l'exil contribue à modifier leurs idées. « Aujourd'hui république, demain monarchie ; dans la diversité des choses humaines, c'est toujours la France qui demeure, c'est la terre qui a nourri nos premières années, qui nous a donné ses mœurs, son langage. » Ainsi écrit, en 1798, Charles de Vers. C'est l'instinct qui les ramène à la patrie, non plus idéale, mais matérielle, à la terre de France qui, par son charme, son parfum, ses doux chants, les tombeaux des ancêtres, leur jette son appel irrésistible.

Que feront-ils quand ils y seront enfin rentrés ? Comment conçoivent-ils l'État ? Des théoriciens, foncièrement hostiles aux institutions nouvelles, Rivarol, le vicomte de Bonald, dans sa *Théorie du pouvoir* (1796), font la critique de tout l'État moderne et le reconstruisent à leur façon. Pas plus que Burke, ils ne veulent de constitution écrite ; car la société civile a, selon eux, une « constitution » qu'elle tient de la nature ; l'État n'est pas l'œuvre artificielle des hommes ; il ne résulte pas, comme le veulent certains philosophes, et Rousseau le dernier, d'un contrat passé entre eux ; il est le produit naturel de la réunion de plusieurs corps, « familles » ou sociétés. Et c'est pourquoi il est sacré, c'est pourquoi toucher à la tradition,

c'est « jouer avec la création ». Grandes théories, qui n'iraient à rien moins qu'à rétablir l'ancien régime, comme le rêvent, dans le camp des émigrés, les nobles et les prêtres, intransigeants sur les principes ou avides de vengeance. Les politiques de l'Émigration voient plus juste : Mallet du Pan, les anciens constituants ou « fructidorisés », forts de leur expérience, professent qu'il y a des faits nouveaux qu'on ne peut supprimer, notamment cette réalité sociale et économique, la propriété, fondée sur l'abolition du régime seigneurial et sur les immenses transferts de biens nationaux. C'est elle, à les entendre, qui permettra d'asseoir la France sur des bases solides, pour peu qu'on réserve le pouvoir politique aux propriétaires fonciers. En théorie, déclare Mounier, la nation restera souveraine ; mais cette souveraineté devra, en fait, être restreinte ; en rendant à la monarchie sa place, on évitera que la souveraineté ne soit à la merci de la multitude. Un sage compromis sera ainsi établi entre l'ancien régime et la Révolution, entre l'empirisme et le rationalisme, entre la tradition et la nouveauté. Ces théories de restauration limitée, exposées par Calonne et le comte Ferrand, par Mounier et bien d'autres, indignaient le comte d'Artois, les princes et les nobles de leur suite ; mais elles faisaient leur chemin.

Il s'y ajoutait, chez beaucoup, des vues touchant les relations de l'Église et l'État. Calonne, une des meilleures têtes de l'Émigration, préconisait dans son *Tableau de l'Europe* (1795) un retour au concordat. Seul ou presque seul, La Fayette rêvait pour la France d'un régime de séparation du spirituel et du temporel, comme aux États-Unis d'Amérique : vraie chimère qui ne fut celle de presque aucun des politiques, même de la Révolution. On ne parle pas encore d'union du trône et de l'autel, mais avec le vent d'ultramontanisme qui commence à souffler, on voit l'idée mûrir. Le sentiment religieux grandissant aplanira les voies.

Et déjà, au contact des Anglais et des Allemands romantiques, beaucoup d'émigrés se retrempe dans la tradition chrétienne et nationale ; ils délaissent la culture antique, se passionnent pour les chants populaires, pour l'art gothique, et, par ce goût chrétien, médiéval, national, se rapprochent de plus en plus du génie des peuples de l'Europe du nord. Entre l'esprit français, tel que l'avaient formé le ^{xvii}e et le ^{xviii}e siècles, foncièrement intellectualiste, et l'esprit germanique, de plus en plus porté à l'imagination, au sentiment, à l'illusion magique,

le fossé, grâce aux émigrés, tend à se combler. Au sein de l'Émigration, qui représente le passé, s'élaborent ainsi des idées d'avenir.

VI. — LA TRANSFORMATION DES IDÉES SOCIALES ET DES MŒURS¹.

Ce grand remuement d'idées, dans l'Émigration comme dans la Révolution, entraîne une transformation profonde de la société et des mœurs. On constate l'ascension de toutes les bourgeoisies, en Europe, comme en Amérique. Seules peut-être l'Europe orientale et la Hongrie font exception. Par le travail, la fortune et la culture intellectuelle, les bourgeois d'Allemagne, d'Autriche, de Pologne, des Pays-Bas, d'Angleterre, de France, même d'Espagne et d'Italie, ont fini par former une classe de plus en plus influente, dont la moralité s'est, en général, accrue avec la culture. Sans doute, les aristocraties, fondées sur la richesse terrienne et les privilèges que celle-ci leur confère, sont restées maîtresses de la société, à l'est et au centre de l'Europe ; mais déjà en Autriche, en Allemagne, en Espagne, beaucoup de bourgeois ont dû à leur talent et à la faveur des despotes éclairés leur élévation aux premiers postes de l'État. A leur contact, et grâce aux circonstances, les aristocraties elles-mêmes, souvent corrompues, tout en conservant les mœurs de l'âge précédent, les façons françaises, les divertissements de salon, où le tact et la délicatesse des manières sauvent les apparences, deviennent, en Angleterre, en Autriche et en Allemagne, plus graves, parfois moins distantes, plus dévouées au service de l'État.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — On trouvera de remarquables tableaux de la civilisation anglaise dans William Lecky, *History of England in the eighteenth century*, t. V (Londres, 1877, in-8°, réimprimé dans le format in-16, 1891, et souvent depuis lors) Élie Halévy, *Histoire du peuple anglais. L'Angleterre en 1815*, t. I^{er} (Paris, 1912, in-8° 3^e éd., 1923), avec une très abondante bibliographie.

Sur les idées sociales et le socialisme en France, Alfred Espinas, *La philosophie sociale et la Révolution* (Paris, 1898, in-8°) ; André Lichtenberger, *Le socialisme et la Révolution* (Paris, 1898, in-8°) ; Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution*, t. III (Paris, 1902, in-8° ; nouv. édition par A. Mathiez, 1923, in-8°) : on y trouvera notamment une étude sur William Godwin, dans le tableau de l'Europe en 1792.

Sur l'Allemagne, la rénovation piétiste, voir le grand ouvrage d'A. Ritschl, *Geschichte des Pietismus* (Bonn, 1880-1886, 3 vol. in-8°) ; Ernest Troeltsch, *Gesammelte Schriften*, t. IV : *Aufsätze zur Geistesgeschichte und Religionssoziologie* (Tübingen, 1925, in-8°) ; les ouvrages cités au livre I^{er}, p. 131, et aussi ceux qui traitent des sociétés secrètes et des Illuminés, cités p. 517.

La philanthropie se développe, à cette époque de mouvements généreux et sentimentaux, qui concordent, il est vrai, avec des changements sociaux où l'intérêt des classes les plus puissantes a la majeure part. Dans tous les grands États d'Europe, les sociétés secrètes et les loges maçonniques, qui réunissent des hommes des diverses classes, nobles, ecclésiastiques, bourgeois, la mettent à l'ordre du jour. Par ces sociétés et d'autres encore la campagne contre l'esclavage s'étend ; elle est déjà puissante en France, en Angleterre, aux États-Unis ; elle unit Mirabeau et Brissot à Wilberforce et aux évangéliques, comme à nombre d'avocats et de pasteurs d'Amérique ; croisade prématurée, mais qui prépare l'avenir. Les mêmes sentiments altruistes amènent, en Angleterre, le gouvernement de Pitt et de ses successeurs, malgré toutes les doctrines libérales des économistes, à la réglementation légale du travail des femmes et des enfants dans les manufactures grandissantes. C'est le sentiment d'humanité qui, sur le champ de bataille de Valmy, fait verser des larmes à des officiers prussiens, forcés de faire la guerre, qui est, comme dit Klopstock, « la flétrissure du genre humain ». C'est lui encore qui pousse les plus riches nobles de France, tels que le duc d'Aiguillon, à renoncer à leurs droits seigneuriaux et à entraîner l'Assemblée nationale dans la fameuse nuit du 4 août 1789.

Cette pitié pour les pauvres, cet amour de l'humanité, il est vrai, ne sont guère suivis d'effet ; mais ils éveillent des espérances infinies. La Révolution française les fortifie. Les doctrines socialistes, éparses chez Rousseau, s'amplifient, se précisent dans le communisme de William Godwin (1797), en Angleterre, et dans la « doctrine des égaux » de Gracchus Babeuf, en France ; elles deviennent même menaçantes pour la bourgeoisie occidentale, qui prend goût de plus en plus au capital et qui tire gros profit des ventes de biens nationaux, en France, des « enclosures » et de la révolution industrielle, en Angleterre. C'est au moment où naissent les grandes entreprises capitalistes de cette époque que la menace gronde du côté de l'ouest. Désormais elle ne cessera plus et les progrès du capitalisme s'accompagneront des progrès du socialisme.

De jour en jour les mœurs s'adoucissent et, par voie de conséquence, la rigueur des lois pénales tend à s'atténuer, notamment en Angleterre. Sans doute, la Terreur a été barbare ; mais, en dehors des hommes politiques, elle a surtout fauché des bourgeois et des paysans, qui violaient les lois ; elle a été,

entre les mains du gouvernement, un moyen cruel, mais qui paraissait alors nécessaire, de maintenir le règne des lois et de la vertu. L'Inquisition s'est beaucoup affaiblie en Espagne et dans les colonies espagnoles d'Amérique. Même en France, où le nombre des divorces grandit, où la corruption s'étale dans quelques classes d'agioteurs et de fournisseurs des armées ou de politiciens sans scrupules, comme Barras et Talleyrand, la moralité n'a pas baissé dans la masse de la nation. Le sentiment patriotique, l'esprit de sacrifice ont élevé les âmes et fait d'une foule d'enfants du peuple des héros, comme Hoche ou le petit tambour Bara. La jeunesse, trempée par le malheur ou les grands devoirs, ne montre plus la frivolité de celle qui la précéda ; elle est grave, parfois même elle ressent la mélancolie de *René* ou la tristesse désespérée d'*Oberman*, le nouveau Werther.

Les classes de la société tendent à se rapprocher, en Angleterre, en France, en Allemagne même, dans une harmonie d'intérêts et de sentiments. La Révolution française a travaillé sans cesse à l'assimilation des diverses conditions ; la politique réaliste et expérimentale de Pitt et des Anglais, d'une autre manière, a cherché à réaliser l'équilibre social. D'autre part, vers 1800, dans toute l'Europe, même en France, se produit un renouveau de foi religieuse ou du moins de religiosité, dans les classes rurales, dans l'aristocratie, jadis sceptique, même parfois dans la bourgeoisie, pourtant en majorité voltairienne et idéologue ; l'Angleterre s'affirme de plus en plus évangélique ou méthodiste, l'Allemagne protestante évolue vers le piétisme ; la France, dans son ensemble, est près de redevenir, après la vaine tentative de déchristianisation, ce qu'elle n'a jamais cessé d'être au fond du cœur ou par tradition, catholique romaine. Ces sentiments contribueront encore à l'union des classes et fortifieront l'armature de la société, particulièrement en Angleterre et dans l'Europe centrale.

Grâce à ce rapprochement social, les mœurs se démocratisent en Occident. C'est la suite du mouvement commencé avant 1789, sous l'influence des modes anglaises. L'aristocratie d'Angleterre a moins de morgue, depuis que les avocats du *black squadron*, avec William Pitt, sont parvenus au faîte du pouvoir. En France, bourgeois et paysans se trouvent, en somme, presque mêlés les uns aux autres par les intérêts, par les propriétés récemment acquises et encore instables, par le besoin de garantie sociale. Le costume même nivelle. Le tutoiement met le

sceau à l'égalité et à la fraternité. Il n'a cours, il est vrai, qu'en France, et depuis 1793 — ailleurs la langue elle-même s'y refuse — mais, même après qu'il a cessé, tout Français ne s'adresse à ses compatriotes et jusqu'aux chefs du gouvernement qu'en les appelant citoyens : « citoyen ministre », « citoyen premier consul ». Les réactions auront beau faire. Le mouvement vers la démocratie venu de France ne s'arrêtera plus.

VII. — LE COSMOPOLITISME ET LE NATIONALISME EN EUROPE ET EN AMÉRIQUE¹.

C'est précisément cet esprit d'assimilation et de rapprochement qui fait que la Révolution marque, comme Goethe l'écrira plus tard, le commencement d'une grande époque dans l'histoire. Si un monde nouveau a été enfanté dans le sang et la douleur, du moins, dans la suite, la plupart des hommes ont-ils

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur l'Angleterre, H. Taine, *Histoire de la littérature anglaise*, t. IV (Paris, 1865, in-8° ; 14^e éd., 1917, in-12), le livre IV ; Charles Cestre, *La Révolution française et les poètes anglais* (Paris, 1906, in-8°) ; Henry W. Meikle, *Scotland and the french Revolution* (London, 1912, in-8°) ; A. Angellier, *Robert Burns* (Paris, 1893, 2 vol. in-8°), ouvrage d'un grand critique et d'un poète.

Sur l'Allemagne, il est bon de consulter l'ouvrage un peu vieilli, mais important, de Perthes, *Politische Zustände und Personen in Deutschland zur Zeit der französischen Herrschaft*, t. 1^{er} (Bonn, 1862, 2 vol. in-8°). On peut y joindre Ph. Sagnac, *Le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire* (Paris, 1917, in-8°), qui donne dans son essai de bibliographie critique la liste de nombreux ouvrages et documents d'archives, et Alfred Stern, *Der Einfluss der französischen Revolution auf das deutsche Geistesleben* (Stuttgart et Berlin, 1928, in-8°). Pour compléter, voir p. 13 et p. 71.

Sur l'Italie, il faudrait une longue bibliographie, car il y a tout un mouvement récent d'études sur les origines du Risorgimento, qui fait remonter celui-ci au XVIII^e siècle. Le principal ouvrage, pour la période révolutionnaire, est encore celui de Paul Hazard, *La Révolution française et les lettres italiennes* (Paris, 1910, in-8°) ; il contient une riche bibliographie. — Parmi les nombreux volumes italiens récents, il faut signaler Guido de Ruggiero, *Il pensiero politico meridionale nei secoli XVIII e XIX* (Bari, 1922, in-8°) ; Felice Battaglia, *L'opera di Vincenzo Cuoco e la formazione dello spirito nazionale in Italia* (Florence, 1925, in-8°) ; Attilio Simioni, *Le origini del Risorgimento politico dell'Italia meridionale*, t. 1^{er} (Messine et Rome, 1926, in-8°).

Sur l'Espagne, Desdevizes du Désert, *L'Espagne au XVIII^e siècle* (Paris, 1897-1904, 3 vol. in-8° ; 2^e éd., 1925), le t. III, qui a trait à la civilisation ; on y peut joindre la bonne histoire élémentaire de R. Altamira, *Historia de la nacion e de la civilisation española*, t. IV (Madrid, 1911, 4 vol. in-16), avec une bibliographie à la fin du t. IV ; voir encore Tratchevsky, *L'Espagne pendant la Révolution française*, dans la *Revue historique*, t. XXXI (1886), p. 1-55.

Sur la Russie, on trouvera un clair exposé d'ensemble, avec une abondante bibliographie, dans Emile Haumant, *La culture française en Russie, 1700-1900* (Paris, 1913, in-8°). Voir aussi A. Lirondelle, *Shakespeare en Russie, 1748-1840* (Paris 1912, in-8°).

Sur la Hongrie, I. Kont, *Etude sur l'influence de la littérature française en Hongrie* (Paris, 1912, in-8°) ; A. Eckhardt, *Le contrat social en Hongrie*, dans la *Revue des études hongroises*, 1924, p. 117-137.

Sur les États-Unis, voir les volumes indiqués p. 21.

estimé qu'il leur apportait plus de liberté, plus de bien-être, de plus belles espérances. En général, les esprits d'élite s'entendent à travers le monde; ils forment comme une république universelle, aux États-Unis d'Amérique, en Angleterre, en France et dans les divers pays d'Europe. De là ce cosmopolitisme qui a été la marque du XVIII^e siècle et que professent encore ceux qui ont été nourris dans cette tradition. Ils restent avant tout des citoyens de l'univers. Pour eux, le sentiment national, avec ce qu'il comporte d'orgueil et d'ambition, est comme une restriction de la pensée, une faiblesse de la volonté et de l'esprit, une prison de l'âme. Mais, si toutes les nations ressentent l'effet des courants généraux d'idées et de sentiments entretenus par la philosophie du siècle, si, d'un bout de l'Europe à l'autre et même au delà de l'Océan, les mêmes mœurs, les mêmes façons de comprendre et de sentir se rencontrent dans les hautes classes de la société et dans la bourgeoisie, déjà cependant apparaissent des cultures nationales, que les principes révolutionnaires français de liberté et d'affranchissement vont eux-mêmes contribuer à développer. C'est de la lutte ou de la conciliation du cosmopolitisme ancien et du nationalisme nouveau que sera faite la vie spirituelle des peuples de l'Europe. La Révolution française n'a point séparé la patrie et l'humanité; dans ses fêtes, expression de son idéal, elle les a intimement unies; elle a honoré Franklin et Wilberforce comme Rousseau et ses propres héros. Elle voulait, par son exemple, affranchir l'humanité.

En Allemagne, le morcellement territorial favorise la conciliation des deux sentiments. De l'amour de la petite patrie, sorte de grande famille, les Allemands de génie passent facilement à l'amour de l'humanité, sans s'arrêter à l'idée d'une patrie allemande. Kant, Goethe, Schiller restent cosmopolites. Sur le Rhin, Georges Forster, les Mayençais de 1793, puis le jeune Görres sont cosmopolites; ils le demeurent en accueillant à bras ouverts les armées révolutionnaires de France, en demandant l'annexion de leur pays à la « grande République » française, en 1793 et encore en 1798. Mais, quand la Révolution se fait conquérante, le nationalisme s'éveille en Allemagne. Les amis de la France eux-mêmes font entendre des réserves. Dans *Hermann et Dorothee*, Goethe célèbre les Français de 1792, qui « apportaient réellement l'amitié », non les Français de 1797, qui n'apportent que la domination. Fichte, qui, en 1793, légitimait la Révolution, se révèle un tout autre philosophe, en

1796, dans ses *Principes du droit naturel* ; il abandonne le libéralisme ; il ne sépare plus le pouvoir exécutif du pouvoir législatif, condition — Kant l'avait déclaré — de toute liberté politique ; enfin de cet État, si fortement armé contre les citoyens, il va jusqu'à clore les frontières ; l'idéal, pour lui, est l'État commerçant fermé (1800). C'est là une expression très nette de l'esprit germanique, qui tend à devenir exclusif.

Cet esprit progressait, d'ailleurs, comme Frédéric II, à la fin de sa vie, l'avait pressenti lui-même. Personne, en Allemagne n'écrit plus en français, comme l'avait fait naguère le roi de Prusse. La langue allemande, par le travail de près d'un siècle, s'est assouplie ; elle est désormais propre au dialogue dramatique, riche d'images poétiques neuves ou renouvelées. Toute une littérature allemande, une des plus originales de l'époque, s'est développée ; des traductions françaises commencent à la faire connaître à l'étranger ; on l'admire en Russie et en Italie. A la grande école classique, classique au moins de forme, celle de Goethe et de Schiller, va succéder l'école romantique, avec Tieck, qui publie ses premières poésies dans l'*Almanach des Muses*, de Schiller, aussi accueillant que Goethe à tous les jeunes talents, puis avec Frédéric Schlegel et Novalis. Il y a un théâtre allemand, depuis Lessing, Goethe et Schiller, un théâtre auquel les grands hommes de l'Allemagne attachent une importance sociale considérable, et qui, en perpétuel renouvellement, ne cesse de produire des chefs-d'œuvre. Les grandes époques de l'histoire germanique y revivent : *Götz de Berlichingen*, la fin du moyen âge, dans son anarchie et sa passion de l'action ; *Faust*, la Renaissance, avec ce qu'elle apporta de rêve et de trouble dans cette âme germanique, insatiable de science, de pouvoir et de renouvellement ; *Wallenstein*, héros d'une sombre et terrible époque, que le poète juge bon d'évoquer, pour mieux supporter le présent et s'élancer vers l'avenir sur les ailes de l'espérance. Plus encore que le passé la scène allemande exalte l'énergie, la valeur individuelle, la liberté, et, après les écarts du *Sturm und Drang*, le sentiment de l'effort personnel et le culte de l'idéal.

Enfin il y a maintenant, à côté de la poésie lyrique et du vieux *lied* rajeuni, une musique allemande, comme il y a depuis longtemps une musique italienne et une musique française et l'on sait la place qu'elle tient dans la vie spirituelle de l'Allemagne. Après Bach et Hændel, ces maîtres de l'orgue, rénovateurs de la musique religieuse en Allemagne, Haydn achève

une glorieuse carrière par de grandes compositions, pleines de fraîcheur, les symphonies de *Salomon* (1795), la *Création* (1798), et les *Saisons*, où il donne libre jeu à son art naïf, à son goût pour les chants populaires, si savoureux, de son terroir croate. Mozart, après avoir affranchi son génie des influences italiennes, françaises et allemandes, qui tour à tour le dominèrent, et après avoir déployé tous ses dons dans la musique sacrée, les chansons et l'opéra, particulièrement dans les *Noces de Figaro* et *Don Juan* (1787), termine sa vie de détresse, en 1791, à trente-cinq ans, à Vienne, par son chef-d'œuvre, *La flûte enchantée* : art plein de gaieté et de charme, où se fondent harmonieusement la virtuosité et le sentiment. Et voici que déjà se lève Beethoven. Descendant d'une longue lignée de probes organistes anversois, né en 1770 à Bonn, aux rives du Rhin majestueux et légendaire, au milieu d'une nature féconde et resplendissante, disciple de Haydn et continuateur de Mozart, il s'affranchit peu à peu de la tradition, se replie dans une méditation profonde et, à force de remaniements, d'ébauches successives, fait retentir des accents nouveaux. Ce n'est plus un simple jeu de virtuose, à la manière de ses prédécesseurs ; c'est une âme qui s'exprime, avec son amour de la nature, ses passions, ses tristesses et ses joies. Dès 1798, dans la sonate 10, le jeune maître rejette le style de Haydn ; une forte personnalité s'affirme dans son œuvre. En 1799, progrès encore : c'est la seconde sonate de l'opus 14, chef-d'œuvre « pathétique ». Beethoven y est tout émotion ; déjà il aspire à l'expression du sentiment », non à la simple « peinture » des choses, et il conçoit un art qui, partant du cœur, aille directement au cœur. Enfin, à cette époque même, le voilà qui, par un nouvel effort de pensée et de volonté, prélude à cette immortelle suite de grandes symphonies, unique dans l'histoire de la musique. Quel art exprima jamais avec tant de puissance et de charme le rêve et la passion ?

Ainsi l'Allemagne, par un effort continu, s'est libérée de la tutelle que la civilisation française exerçait sur elle. Elle s'est donné une culture où tout porte la marque propre de son esprit. Comment les Allemands n'en eussent-ils pas été fiers, et comment le sentiment national ne se fût-il pas éveillé en eux ? Il y avait déjà une patrie allemande, tout idéale, il est vrai, mais la puissance de l'Idée, chère à la philosophie germanique des générations suivantes, se chargerait d'en faire un jour une réalité.

En Italie, malgré l'influence persistante de la philosophie française et la puissante action politique de la France depuis 1796, le cosmopolitisme est moins fort qu'en Allemagne. La cession de Venise à l'Autriche par le Directoire dessille les yeux de beaucoup d'Italiens, et la désillusion amène une réaction immédiate contre la domination intellectuelle et morale des Français. Des idées de la Révolution les Italiens ne prennent que ce qui peut servir à leur pays. La liberté de 1789, c'est, pour eux, l'indépendance nationale, grand rêve, que la politique de ce temps se montre hors d'état de réaliser. Mais ce qu'elle ne peut leur procurer, les Italiens le demandent aux lettres, aux sciences et aux arts ; ils les mettent résolument au service de la patrie, pour la reconstituer d'abord moralement. Plus de doctrine de l'art pour l'art ; la Révolution elle-même, qui l'a abandonnée, leur donne l'exemple. Sans doute ils exaltent le passé, la Rome antique et particulièrement l'Italie moderne, Dante, Pétrarque, Machiavel, Michel-Ange, Galilée, ces grands ancêtres à qui ils témoignent une piété filiale. Mais, ce qu'ils veulent avant tout montrer à l'Europe, et d'abord à leurs compatriotes, afin d'exciter en eux l'esprit national, c'est le spectacle de la résurrection intellectuelle et artistique de l'Italie. Que les nobles visiteurs qui accourent de toutes les contrées de l'Europe ne s'imaginent pas l'Italie comme un magnifique musée, rempli de choses mortes ; elle est un pays vivant, frémissant, toujours créateur de vérité et de beauté. Là l'Italie reprend sa supériorité, ou du moins elle peut se mesurer avec les autres peuples. En Alfieri elle montre avec fierté le premier des poètes tragiques. Avec un enthousiasme national qui éclate en fanfare elle salue en Canova le plus grand des artistes, un nouveau Michel-Ange, ni Vénitien ni Romain, mais « Italien », dont le génie apparaît comme le symbole de la patrie nouvelle et le plus sûr présage de sa reconstitution.

Déjà l'effort italien se précise, se discipline. Il faut, d'abord, livrer bataille sur le terrain même de l'ennemi : la langue. Donc, sus à la langue française, à cette langue qui se parle à l'exclusion même de l'italien dans plusieurs parties de l'Italie, et qui pour certaines classes de la société représente seule l'élégance et le bon goût ! C'est l'italien qu'il faut rétablir dans ses droits et dans toute sa splendeur ; car par sa langue, symbole de l'unité du pays, l'Italie résistera à la domination de la civilisation voisine. A cette œuvre travaillent avec méthode et succès tous les grands Italiens : le Piémontais Alfieri, naguère ignorant

l'italien, maintenant auteur de *Saül*, de *Virginie*, des plus belles tragédies italiennes ; le Vénitien Foscolo, dont le roman, *Les dernières lettres de Jacopo Ortis*, éveille, des Alpes à la mer de Sicile, le sentiment de la patrie ; enfin ceux-là mêmes, comme Monti, qui, plus souples, se sont accommodés des successives dominations étrangères et les loueront l'une après l'autre, mais qui ont su, du moins, ajouter des beautés à la littérature de leur pays.

Ils sont bien des écrivains nationaux, par l'amour de l'antiquité, si naturel sur la terre de Virgile, par l'esprit classique, conforme à la tradition, à la race, au paysage même, d'une lumineuse harmonie, enfin par le sentiment de la patrie, qui enflamme les uns et n'abandonne jamais tout à fait les autres. Ce n'est pas qu'ils veuillent tous retourner servilement à l'antiquité : Ugo Foscolo admire, certes, les Grecs et les Romains, mais il ne voit dans la civilisation antique, comme son maître Vico, qu'une des époques de l'évolution humaine. Ce qui les unit, c'est le patriotisme. « Mon but, dira Foscolo, fut de me montrer citoyen et de n'avoir d'autre sentiment que l'amour de l'Italie. » Son héros, Jacopo Ortis, malheureux en amour, désespéré par l'asservissement de Venise, sa patrie, ne peut survivre à ce coup fatal et se donne la mort. « Le sacrifice de notre patrie est consommé », écrit-il le 11 octobre 1797, « et la vie, même si elle nous est concédée, ne nous restera que pour pleurer nos maux et notre infamie ». Alors, plutôt abandonner cette vie de misère et de déshonneur ! De telles lettres, testament patriotique d'un jeune héros, nouveau Werther d'un autre genre, devaient inspirer Vincenzo Cuoco et faire tressaillir plus tard un noble piémontais, Carlo Vidua, et, avec lui, toute la jeunesse d'Italie. A cette date, on peut dire que le nationalisme italien a brisé pour toujours avec le cosmopolitisme du XVIII^e siècle.

En Angleterre, le cosmopolitisme est plus vivace. Pendant les premières années de la Révolution s'étaient formés ou développés à Londres, à Manchester et en plusieurs autres cités, des clubs constitutionnels ou même démocratiques, qui entretenaient d'étroites relations avec les jacobins de France¹. D'Angleterre, d'Amérique, de France, pays de clubs, de sociétés secrètes, de loges maçonniques, de sectes religieuses rénovées par la philanthropie, portaient les mêmes initiatives huma-

1. Voir ci-dessus, p. 75-76.

nitaires et presque les mêmes mots d'ordre ; comme si, sur les ruines du passé, allait naître, de l'effort commun de ces trois nations, une civilisation nouvelle, fondée sur la liberté, l'entente des peuples et la paix universelle. Ce n'était là qu'un rêve. Si les grands esprits d'Angleterre, Georges Fox, le pasteur Price, le chimiste Priestley, Wilberforce, Godwin, William Blake, Coleridge, Wordsworth, Burns, demeuraient fermement cosmopolites, ils apparaissaient de plus en plus isolés dans la lourde et ignorante masse des pasteurs, des marchands et des paysans de leur patrie¹.

La nation anglaise, traditionaliste, ne pouvait comprendre la Révolution française et ses réformes radicales. Burke et les prêtres émigrés de France la lui faisaient haïr ; l'invasion de la Belgique et la menace directe l'obligèrent à la redouter. Alors aux velléités réformatrices du William Pitt de naguère succéda, sous le même Pitt, une réaction politique et morale si violente que tout progrès fut suspendu pour quarante ans. Dans le danger, l'Angleterre se livrait à un égoïsme national si aveugle qu'elle perdait de vue même les possibilités de paix générale qui se présentaient et dont sa prééminence industrielle et commerciale lui eût permis de tirer d'immenses profits.

Comme l'Angleterre, les États-Unis d'Amérique sont une nation, mais une nation jeune et qui s'organise péniblement au milieu du conflit continuuel entre le fédéralisme unitaire et le particularisme des États. Ce vaste pays de langue anglaise n'a encore qu'une civilisation d'emprunt. Aussi les esprits y sont-ils largement ouverts aux influences du dehors : aux plus anciennes, d'abord, celles de la vieille mère-patrie, et aussi à l'influence française, toute morale. A cette époque se combattent le rationalisme français, radicalement réformateur, qui s'incarne en Jefferson, et l'empirisme anglais, évolutionniste, qui s'incarne en Washington. Pour le moment, l'empirisme triomphe, mais sans éclat. Le pays ne se replie point sur lui-même ; il est en relations suivies avec l'Europe ; il n'y a point un nationalisme étroit. La culture n'est pas exclusive ; elle reste à la fois anglaise et française.

La Suède demeure attachée à la langue et à la littérature françaises ; elle y a gagné une clarté de pensée et une souplesse de style qui ont transformé sa langue et la distinguent entre toutes les langues germaniques. Point davantage de

1. Voir ci-dessus, p. 529.

culture nationale dans les vastes contrées de l'est de l'Europe, terres de serfs, où manque une bourgeoisie nombreuse, riche et active. La civilisation y est depuis longtemps cosmopolite. En Pologne, l'influence de la France est à l'apogée, au début de la Révolution. Les idées des philosophes ont exercé une forte action sur l'œuvre de la Commission de l'éducation nationale, terminée en 1792. Elles ont contribué à la réforme intellectuelle et morale de l'élite polonaise, qui donna au pays, devant le danger, un suprême sursaut d'énergie, digne d'un meilleur sort.

En Russie, la culture française, attaquée par Catherine II, qui brûle maintenant ce que naguère elle adorait, et minée par la culture germanique et le culte de Shakespeare, que prônent Karamzine et ses disciples, a encore beaucoup d'adeptes, comme le comte Stroganov, parmi les hautes classes de la société, et dans la « jeunesse infernale » et révolutionnaire de Saint-Petersbourg. Malgré douaniers et censeurs, les livres français, interdits, passent la frontière. On dévore Voltaire, interdit, lui aussi ; le *Père Duchêne*, d'Hébert, est lu par Raditchev, condamné à la déportation en Sibérie, et qui le tient du comte Voronzov lui-même. Les émigrés français apportent leur langue, leur esprit, leurs manières. Ce sont de grands seigneurs, comme les Polignac, reçus par de grands seigneurs, les Potocki ; des officiers, nommés colonels, dont le gouvernement ne fait jamais des généraux, comme le comte de Langeron et le duc de Richelieu ; des précepteurs, des chefs d'institution, comme l'abbé Nicolle, qui, ancien préfet des études à Sainte-Barbe, établit sa maison, en 1798, à Pétersbourg, sur la Fontanka. On parle davantage le français, et on le parle fort bien et sans accent. Les dames de l'aristocratie, qui connaissent la littérature française et les littératures étrangères, donnent à la conversation le ton enjoué et délicat des salons français, que la France ne connaît plus. Dans les pays de l'est et du nord le cosmopolitisme de la culture survit.

L'Espagne se défend mieux. Fermée pendant des siècles aux influences du dehors, elle s'y était ouverte sous les Bourbons. Il était impossible d'arrêter le mouvement que des rois, tels que Charles III, lui avaient imprimé. Elle le tenta pourtant. Presque dès le début de la Révolution, particulièrement après 1792, les livres français y sont totalement prohibés ; mais ni le gouvernement ni l'Inquisition moribonde ne sont assez forts contre la pensée. Bientôt, d'ailleurs, après la paix et l'alliance avec la

France, les idées françaises trouvent un meilleur accueil. Elles ne se heurtent pas encore à un nationalisme exclusif et farouche. Malgré son mauvais gouvernement, l'Espagne pourrait, profitant des efforts d'une petite élite, espérer une rénovation intellectuelle et morale, si du moins elle consentait à se rattacher à l'Europe ; mais l'élite est peu nombreuse, mal vue, et il semble bien, vers 1800, que tout espoir de régénération soit vain.

Cosmopolitisme et nationalisme luttent donc entre eux, dans le monde, avec des moyens divers et des chances variables. En certaines contrées, comme l'Italie et l'Allemagne, une réforme spirituelle est en train de produire de grandes choses ou de donner de belles espérances ; elle tend à rendre ces pays, l'Allemagne surtout, presque complètement indépendants de la culture française qui les a longtemps dominés. La prééminence intellectuelle de la France perd sur plus d'un point ce que gagne un moment sa prépondérance politique. Mais l'exemple de la France est contagieux ; en dépit du nationalisme naissant, tous les yeux restent tournés vers elle ; et le monde entier est attentif à l'œuvre intellectuelle et morale que les hommes de la Révolution ont tentée, souvent avec succès, à l'intérieur de ses frontières.

CONCLUSION

La Révolution française, qui semble éclater soudain en 1789, a été, en réalité, préparée par le travail intellectuel et le progrès économique et social de tout un siècle.

Comme le despotisme éclairé, mais avec des fins bien différentes, comme la Révolution américaine, mais avec plus d'ampleur, elle a été, en effet, un violent effort pour transformer l'État et la société suivant des principes rationnels : liberté, égalité des droits, souveraineté de la nation, fraternité humaine. Œuvre de la raison, elle est aussi une œuvre de foi. C'est ce qui lui a conféré le caractère universel et la puissance de propagande que seules ont eues les grandes révolutions religieuses. Ses principes, proclamés par la Déclaration des droits, ses dogmes, sa grande espérance dans la régénération de l'humanité, ses cultes nouveaux, ses fêtes, ses chants nationaux font d'elle une sorte de religion. De là cet « amour sacré », ce fanatisme qui anima les patriotes de 93, à l'heure du danger.

Ces caractères généraux donnent à la Révolution française une réelle unité, qui a frappé les hommes d'État et les nations, au xix^e siècle. Plus le temps nous éloignera d'elle, mieux il plaira sans doute aux politiques de ne voir que sa physionomie d'ensemble et de l'envisager comme un « bloc ».

Est-ce à dire qu'elle ne doive plus être considérée dans son évolution et ses diverses phases ? Tout au contraire, il importe de la saisir dans son mouvement général, qui tantôt s'accélère et tantôt se ralentit. A n'envisager la Révolution qu'à la fin de son cours, on risque de se tromper complètement sur ce qu'elle voulut et réalisa d'abord. Ainsi a erré Alexis de Tocqueville, pour n'avoir montré en elle que la reprise des traditions centralisantes et bureaucratiques de l'ancien régime.

Certes la Révolution a emprunté au despotisme éclairé et réformateur, si puissant depuis Turgot, Malesherbes et Necker, nombre de projets dont quelques-uns avaient déjà reçu un commencement d'application, et elle en a continué ou même précipité la réalisation complète. Comment en

Conclusion

aurait-il été autrement? Il n'y a pas un fossé infranchissable entre la France de 1789 et celle de l'ancien régime.

Néanmoins la Révolution n'a pas été une simple suite des traditions politiques de la vieille France. L'idéal de 1789, hautement individualiste, à la fois national et décentralisateur, pacifique et hostile à toute conquête, s'est exprimé clairement et éloquemment dans des « déclarations » et des décrets de l'Assemblée constituante, et de 1789 à 1791 réalisé dans les faits ; les promesses, faites à la face du monde, de renonciation aux guerres et aux conquêtes ont été tenues, les droits des individus, proclamés et respectés ; l'État s'est trouvé affaibli au profit des particuliers, des clubs, des associations de citoyens et des corps élus, municipalités et départements, établis par la loi, au point de verser dans une sorte de fédéralisme politique. Quand survint la guerre, tout changea ; l'invasion, le danger permanent, puis l'émigration, la guerre civile, enfin la crainte perpétuelle de grandes trahisons commandèrent impérieusement la concentration des pouvoirs, l'unité de commandement, la dictature, et Robespierre, avec le Comité de Salut public, rejoignit d'emblée Louis XIV ; puis les gouvernements qui suivirent maintinrent, développèrent même, cette centralisation. Mais ce fut la guerre de 1792 qui amena la déviation complète de la Révolution de 1789 ; d'un côté les aristocraties européennes, soutenues par leurs chefs politiques, et de l'autre, les émigrés français, les prêtres réfractaires, tous les « émigrés de l'intérieur », en rapports étroits avec les aristocrates et les souverains de l'Europe, empêchèrent alors la France de suivre son idéal.

Le grand intérêt de l'histoire de la Révolution réside dans cette succession, de 1789 à 1799, de régimes fort différents. C'est d'abord la monarchie constitutionnelle, avec le suffrage censitaire et la domination de la bourgeoisie et de la paysannerie propriétaire, secondées par nombre de nobles et d'ecclésiastiques libéraux, principaux fauteurs du mouvement de 1789, les La Fayette, les Mirabeau, les Lameth, les Du Port, les Sieyès et les Talleyrand, qui ont consenti à les affranchir des privilèges, des dîmes et des droits féodaux et leur ont abandonné les biens d'église. Puis, après la guerre et la chute de la monarchie, s'installe le « gouvernement révolutionnaire » des petits bourgeois, au profit des prolétaires : régime démocratique et républicain, fondé sur le suffrage universel, en lutte contre les riches, qui ne parvient à nourrir les pauvres que par les

réquisitions et le maximum, donne une impulsion nouvelle à la défense nationale, établit la dictature et se délivre de ses adversaires par la guillotine et la « Terreur ». Enfin, le danger passé, après Thermidor, s'organise de nouveau un régime constitutionnel, une république bourgeoise, modérée, qui, dans la constitution, s'inspire beaucoup des traditions anglaises, mais continue les traditions centralisantes de la Terreur ; d'ailleurs, toujours en lutte contre les partis extrêmes, terroristes et royalistes ; ce qui provoque une série de coups d'État, une instabilité politique perpétuelle, au milieu des plus graves soucis extérieurs, et, pour parer au danger renaissant, la perspective d'une nouvelle dictature.

En politique, il est visible dès 1799 que la Révolution, quoiqu'elle ne soit pas aussi « finie » que le déclarent les nouveaux maîtres de Brumaire, a en grande partie échoué. Elle avait voulu et d'abord établi la liberté politique et la décentralisation administrative, et elle a abouti à la centralisation et à deux reprises à la dictature : après la dictature de 93, la dictature militaire. Mais elle a proclamé des principes qui, même un moment oubliés ou violés, resteront un idéal, troubleront les despotes, revivront un jour : les libertés individuelles et le gouvernement constitutionnel, ce gouvernement qui, en 1814, ramènera les Français à la liberté de la tribune et de la presse. Elle a également échoué dans sa politique ecclésiastique et religieuse. Malgré sa tentative de conciliation, acceptée d'abord par une grande partie du clergé, mais repoussée par l'autre partie et par le chef même de l'Église, elle n'a pas réussi, en fin de compte, à créer une religion nationale ; le conflit s'envenimant, elle a déporté les prêtres réfractaires, catholiques et royalistes, laïcisé, voire déchristianisé la France ; mais les cultes révolutionnaires ont été éphémères, dans un pays de petits bourgeois et de paysans illettrés, profondément attachés à leurs croyances et à leur culte traditionnel. Pourtant, si l'Église catholique a retrouvé sa puissance spirituelle, sa puissance territoriale et sociale a été ruinée par la vente de ses biens, par la sécularisation des actes de l'état civil, par l'établissement d'écoles d'État, écoles laïques, fondées sur la morale naturelle, l'amour de la République, l'enseignement de la langue nationale, et mises en harmonie avec le progrès scientifique et idéologique du siècle. Toutefois, si la Révolution a subi nombre d'échecs graves en politique, elle a constitué définitivement la nation, la patrie, et exalté le sentiment national. La

Conclusion

croisade contre les aristocrates et les souverains qui les soutenaient a porté ce sentiment au paroxysme. Guerre aux châteaux, guerre aux despotes, paix aux chaumières !

Hors de France, l'idéal de 1789 a été trop beau pour devenir réalité. La Révolution a « déclaré la paix au monde », mais n'a pu la lui donner. Le rêve de fraternité universelle s'est dissipé ; la France révolutionnaire avait espéré réformer l'Europe pour son bonheur, et l'Europe lui a répondu par de successives et formidables coalitions. Pour le moment, la France tient la Belgique et la rive gauche du Rhin, divisées en départements, soumises aux lois françaises, en principe avec le consentement des populations, en réalité non sans beaucoup d'abstentions ou même de résistances. Elle a atteint ses « frontières naturelles » : les Alpes et le Rhin ; mais celles-ci restent très menacées ; le grand duel, commencé en 1792, se poursuit, et nul ne peut encore en prévoir l'issue. En attendant, le pays n'est plus, comme en l'an II, qu'un « vaste camp » : conditions toutes peu favorables à la liberté. Comme, dès 1792, Robespierre l'avait prédit, la guerre a amené César.

Beaucoup plus durable que l'œuvre politique a été l'œuvre sociale et économique. D'abord, en proclamant la liberté du travail, cette liberté sacrée que Turgot avait voulu établir, la Révolution a autorisé et favorisé les initiatives individuelles. L'abolition des douanes provinciales, le recul des douanes nationales aux frontières mêmes, l'unité des poids et mesures, enfin la suppression des corporations de métiers et de la vieille réglementation ont vivifié le commerce et l'industrie ; l'expérience du maximum, abhorré des négociants et des agriculteurs, a déconsidéré pour toujours l'intervention de l'État dans le commerce des blés. D'autre part, la suppression de la vaine pâture, l'extension des clôtures, la mise en culture de nombre de biens communaux, malgré l'hostilité déclarée des paysans, ont été de véritables applications révolutionnaires de ce principe de liberté que la bourgeoisie a voulu partout introduire. Par là, la bourgeoisie de 1789 et de 1795 a ouvert des voies nouvelles au capitalisme, déjà si puissant au cours du XVIII^e siècle. Ensuite, par l'abolition du régime seigneurial sans aucune indemnité, et la suppression totale des dîmes ecclésiastiques — cadeaux somptueux offerts aux propriétaires fonciers —, par la vente, à des conditions inespérées, des biens d'église et des biens d'émigrés et par une assiette plus équitable des impôts, la Révolution a considérablement enrichi bourgeois et paysans, aux dépens des

anciens privilégiés, et modifié profondément les rapports des classes de la société. Dans un pays essentiellement agricole, presque sans grandes villes, et où plus des quatre cinquièmes des habitants vivaient de la terre, elle a, sur les ruines de l'aristocratie, guillotinée, émigrée ou chassée de ses châteaux, constitué définitivement une bourgeoisie rurale, que l'on avait déjà vue prospère au temps de Louis XIV, — ces « coqs de paroisse », vainement menacés par le fiscal Colbert, — bourgeoisie riche ou aisée de gros fermiers et de propriétaires. Elle n'a pas cherché à supprimer le prolétariat, en donnant des terres aux pauvres; elle n'a point distrait pour eux une part des biens nationaux, qu'elle a tous vendus; elle a préparé, de loin seulement, la démocratie rurale; mais, par ailleurs, elle a radicalement transformé la société française. Les intérêts ont même fait céder les principes. Pour défendre leurs nouveaux biens, encore précaires, bourgeois et paysans n'ont pas hésité à faire appel à un pouvoir fort, capable de les protéger contre le retour des Bourbons et de l'aristocratie de l'ancien régime; c'est précisément ce besoin de garantie sociale qui a amené Bonaparte et sa dictature.

Si la Révolution, manquant à sa destinée idéale, pour revenir aux guerres, aux conquêtes, aux dictatures, despotiques et parfois sanglantes, n'a point instauré l'âge d'or sur la terre, elle a cependant ouvert une ère de progrès sociaux incontestables. Ainsi en ont jugé à cette époque Kant et Fichte, Georges Fox et Jefferson et nombre de penseurs ou d'hommes d'État d'Angleterre, d'Allemagne et des divers pays d'Europe et d'Amérique.

A dater de ce moment, en effet, deux partis dans tous les pays de civilisation européenne se dressent l'un contre l'autre : le parti de la Révolution et le parti contre-révolutionnaire. Le rayonnement de la France nouvelle est grand; elle a exercé sur l'esprit des peuples une influence plus marquée encore qu'au temps de Louis XIV, de Louis XV et de Louis XVI; car il ne s'agit plus seulement d'art et de littérature, mais de principes politiques et de toute la vie sociale. Quelle action magique ont eue les mots de liberté et d'égalité des droits sur tous les paysans, serfs, courbés sous le joug des corvées seigneuriales, et sur les bourgeois cultivés des pays de l'Europe centrale, que l'aristocratie écartait encore des grands emplois de l'État et des fonctions militaires ! L'écho de cet enthousiasme retentit

dans les vers du chantre d'*Hermann et Dorothee* : « Tous les peuples opprimés ne tournaient-ils pas leurs regards vers la capitale du monde ?... Chacun sentit renaître en soi le courage, l'âme et la parole... Il n'y avait point de langues muettes ; les vieillards, les hommes d'âge mûr et les adolescents parlaient à haute voix, pleins de pensées et de sentiments sublimes. » Sans doute beaucoup d'entre eux, après la Terreur et la conquête, se sont détournés de la Révolution ; mais beaucoup aussi ont su s'élever au-dessus des circonstances. Reconnaisant leur idéal dans la Déclaration des droits de l'homme, ils aspirent à leur tour à l'égalité, à la liberté, à la fin des corvées, des privilèges et de toutes les oppressions. En Allemagne, en Angleterre, dans l'Amérique espagnole ou anglaise, partout croît le nombre des révolutionnaires déclarés ou secrets. Les idées nouvelles cheminent par le monde et aucune inquisition ne peut les empêcher de se propager avec une force irrésistible.

A ce courant d'idées si puissant et si contagieux les souverains, les hommes d'État et tous les aristocrates ont d'abord résisté, soit en essayant, comme les Espagnols, d'interdire l'entrée des livres français et des Français eux-mêmes sur leur territoire, soit, comme les Anglais, en inquiétant et menaçant les sociétés assez hardies pour s'affilier aux clubs jacobins de France ; puis, ces moyens ne suffisant pas, ils ont travaillé, surtout dans l'Europe centrale, après 1795, à former une sorte de Sainte-Alliance mystique, une vaste société internationale de Rose-Croix, qui aurait pour mission d'étouffer la Révolution. Il semble qu'à ce moment, de ces sociétés secrètes comme des chancelleries, auxquelles elles sont étroitement liées sur le continent, parte comme un mot d'ordre. Après les *Réflexions* de Burke, voici, vers 1796, les livres de Novalis et de Mallet du Pan, un autre ouvrage encore de Burke, puis les écrits de Joseph de Maistre, ceux du vicomte de Bonald, les maîtres-livres de la réaction sociale, politique et religieuse ; partout, contre la Révolution et la raison égalitaire et niveleuse, retentit l'appel à la tradition et au sentiment. Le mouvement réformateur des despotes « éclairés » a depuis des années pris fin ; le spectacle de la Révolution l'a arrêté et fait condamner ; finie aussi toute tentative de rénovation politique en Angleterre ; partout s'établit un régime de réaction aveugle ; on voit même se déchaîner une véritable rage de destruction contre les institutions que la raison et un commencement de justice sociale avaient naguère établies. En même temps se poursuivent les conquêtes et

les démembrements des États faibles, sans la moindre consultation des habitants : la Pologne, dépecée peu à peu par ses trois puissants voisins, expire, malgré sa tardive réforme politique, en un sursaut d'héroïsme; les belles colonies hollandaises du Cap et de Ceylan tombent, après le Mysore et l'Inde entière, entre les mains de l'Angleterre, qui rend plus forte encore sa dure domination des mers; exemples contagieux pour la France même, qui, oubliant ses principes pour acquérir le Rhin, supprime la république de Venise et la livre à l'Autriche.

On pourrait donc croire, à première vue, que rien n'est changé dans la vieille Europe; c'est toujours le triomphe de la force et son insuffisant palliatif, la politique de l'équilibre : l'ancien équilibre étant détruit dans l'est par le partage de la Pologne, la France travaille, par ses conquêtes à l'ouest, à le rétablir. Et pourtant de grandes nouveautés s'annoncent. « La Révolution étant, pour ainsi dire, cosmopolite », écrivait Mallet du Pan dès 1793, « elle cesse d'appartenir aux Français exclusivement. » Ses idées s'infiltrèrent peu à peu chez tous les peuples, et ses principes de liberté, d'égalité des droits, de souveraineté nationale, soutenus par les armes, préparent en Europe et en Amérique l'éveil des nationalités et le libéralisme politique. On a vu le Canada adopter, dès 1791, le régime constitutionnel à l'imitation des États-Unis, dont l'action va sans cesse grandir sur le Nouveau Continent, et les colonies espagnoles s'agiter çà et là, dans la pensée déjà de secouer le joug de la métropole; Napoléon hâtera, sans s'en douter, cette évolution. Enfin, dans la France de Rousseau, comme dans toute l'Europe, qui, par les émigrés, lui apporte le ferment de sa poésie et de sa mystique, le haut individualisme de la Révolution, héritier de celui du XVIII^e siècle, prépare une rénovation intellectuelle, artistique et littéraire subordonnant la raison et la logique à l'intuition et au sentiment : le romantisme. En dépit des résistances qu'oppose le passé, au milieu des plus grands conflits de peuples que l'Europe ait jamais vus, et qui vont durer encore une quinzaine d'années, un monde nouveau se forgé peu à peu; les âmes se transforment; la Révolution a changé l'esprit même,

INDEX

A

- Aarau, 416.
 abbayes : de St-Germain-des-Prés, 124, 241 ; — de St-Martin-des-Champs, 477 ; — de Royaumont et de St-Denis, 473.
 Abd-ul-Hamid I^{er}, 426.
 Abercromby (sir Ralph), 401.
 Aboukir, 412, 455.
 Abzac, 240.
 Académie de France à Rome, 161.
 académies, 474, 475, 499.
 accaparement, 210, 213, 226, 228.
 accusateur public, 53.
 acte de navigation, 215.
 Acton, 161.
 Adams (John), 399, 400.
 Adda, 333, 346.
 Addington, 389.
 administration centrale de département, 278.
 Adige, 375, 438.
 Aelders (baronne d'), 69.
 affiliation, 44.
 agan, 428.
 Agenais, 66.
 agence royaliste de Paris, 350.
 agences d'évacuation, 255, 270.
 agents de change, 320, 322.
 agents nationaux, 231.
 Agoult (d'), 82.
 Ahmed-Djezzar, 410, 429, 453.
 aias, 428.
 aides, 54.
 Aiguillon (duc d'), 38, 529.
 Aikin, 75.
 Aix-en-Provence, 36.
 Aix-la-Chapelle, 82, 141, 270.
 Albanie, 366, 406, 428, 430.
 Alcudia (duc d'), 337.
 Alexandre (grand-duc), 341.
 Alexandrie, 409, 410, 412, 452, 455.
 Alfieri, 76, 192, 535, 536.
 Ali de Tebelen, 428.
 Ali-pacha, 429.
alien bill, 160.
 Alkmaar, 452.
 Allemagne, état en 1789, 11, 16, 26 ; — état de l'opinion, 69, 73, 79, 187, 193, 194 ; — en 1795, 288 ; — cosmopolitisme et nationalisme, 532, 533, 534. — Voir : Autriche, Prusse.
 Allemands en France, 12.
 Allobroges, 112, 152.
 Almanach du père Gérard, 99.
 Alsace, 37, 64, 74, 84, 85, 91, 214, 224, 295, 296, 415, 489, 490, 503.
 Altona, 194.
 Alvensleben, 287.
 Alvinzy, 343, 344.
 Alxinger, 73, 194.
 amalgame, dans l'armée, 138, 234 ; — des grains, 243.
 Amar, 251.
 Amazone, 362, 398.
 Ambert, 220.
 Amérique latine, 20, 23, 24, 112 ; 400-402, 530, 531, 547.
Amis des Noirs, 50, 101.
 Amsterdam, 115, 160.
 ancien régime, 1, 5 ; — sa chute en France, 29-44.
 Anciens. — Voir : conseils.
 Ancône, 334, 345, 364, 455.
 André (d'), 351, 355, 357.
 Andrieux, 316, 506.
 Angers, 209, 225.
 Anglais en France, 12.
 Angleterre, influence sur le mouvement des idées, 1, 11, 14 ; — état au moment de la Révolution française, 21-23 ; — en 1795,

- 291, 292; — histoire intérieure, 75, 78, 194, 324-326, 359, 536, 537 ; — histoire économique et financière, 189, 325, 326, 339, 358, 359, 389 ; — politique extérieure, 17, 25-27, 83, 88, 97, 164, 269, 273, 291, 326-330, 339-343, 356-363, 387-392, 401, 402, 411, 412, 424, 425, 430, 431, 448-452. — Voir : armée, Grenville, marine, Pitt.
- anglomanie, 11.
- annates, 61.
- Angoulême, 37.
- Anjou, 37.
- anoblis, 6.
- Aquitaine, 37.
- Anselme (d'), 140, 141, 152.
- Anspach, 132.
- Antijacobin* (l'), 338.
- Antilles, 7, 50, 115, 173, 180, 181, 184, 276, 336, 400.
- Antonelle, 458.
- Antraigues (d'), 191, 267, 355, 525.
- Anvers, 18, 165, 166, 173, 174, 256, 306.
- appelants, 151, 204.
- Aranda, 76, 112, 160.
- Araujo, 362, 363.
- Arbitrage, 53.
- Archenholtz, 73.
- Archipel, 427.
- archives nationales, 472.
- archontes, 429.
- Arcis-sur-Aube, 120, 225.
- Arcole, 343.
- Arçon (d'), 237.
- Ardennes, 121.
- argent (trafic de l'), 56, 125, 205.
- Argonne, 137, 139, 140.
- Argovie, 17.
- « aristocrates », 39.
- aristocratie, en Europe, 1, 11-25 ; — en France, 6-7.
- armée, de la coalition, 27, 171, 172 ; — anglaise, 187, 188, 359 ; — autrichienne et prussienne, 134-136 ; — turque, 427 ; — française, 33, 35, 44 ; — armée française (1792), 112, 113, 138 ; — armée française (1793), 200, 223 ; — en l'an II, 233-237 ; — en l'an III, 268, 270 ; — sous le Directoire, 295, 348, 371, 433-434 ; — du Nord, 113, 209, 256 ; — des Ardennes, 256 ; — de la Moselle, 224, 235 ; — du Rhin, 113, 235 ; — des Pyrénées, 257, 275 ; — de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, 237, 281, 332, 335, 343, 371, 374 ; — d'Allemagne, 371, 374 ; — du Danube, 437, 449 ; — d'Italie, 437 ; — d'Helvétie, 437 ; — d'Angleterre, 377, 447, 449. — Voir : campagnes ; — révolutionnaire, 201, 206, 207, 218, 219, 226, 228.
- armement, 236, 240.
- armoire de fer, 150.
- Arndt, 73.
- Arras, 211, 251.
- artillerie, 138, 236.
- arts en France pendant la Révolution, 497-501.
- assemblée : du clergé, 6 ; — Nationale constituante, son histoire, 29-44, 64-67, 94-96, 99 ; — son œuvre, 45-64, 470, 478, 491 ; — sa politique extérieure, 84-86 ; — Assemblée législative, 50-51, 99-128, 145.
- assemblées coloniales, 50 ; — d'habitants, 52 ; — primaires, 51, 95, 277.
- assermentés, 64.
- assignats, 43, 55, 56, 66, 114, 125, 200, 205, 209, 222, 248-249, 265, 270, 274, 301, 305, 306, 309, 311, 318-321 ; — faux, 181.
- assistance publique, 60, 61, 248, 443.
- association (droit d'), 49.
- Asti, 192.
- ateliers de charité, 60, 96.
- Aubert-Dubayet, 405, 406, 427, 428.
- Auckland (lord), 159.
- Aufklärung*, 11.
- Augeard, 86.
- Augereau, 338, 367, 369, 371, 374, 375, 445, 447.
- Autriche, histoire intérieure, 72, 79, 186, 193, 194, 335 336 ; — politique extérieure, 17, 25, 26, 87-92, 143, 164, 168-170, 269,

- 272, 275, 281, 289-290, 326, 331-339, 340-341, 344-347, 358, 373-377, 389, 409, 426, 430, 431, 433, 437, 448-451 ; — finances, 189 ; — armée, 135. — Voir : François II, Joseph II, Léopold II.
- Auvergne, 43.
- Avignon, 63, 84-86, 100, 208.
- Avila, 112.
- Avranches, 504.
- Azara, 398, 448.
- B
- Babeuf, 310, 313, 317, 333, 529.
- Bacher, 254.
- Bacsany, 335.
- Bade, 16, 164, 288, 332, 335.
- Baggesen, 73, 192.
- Bailleul, 371.
- Bailly, 32, 93, 216.
- Baireuth, 132.
- Bâle, 17, 74, 85, 155, 171, 254, 255, 267, 268, 269, 271, 273, 275, 276, 326, 332, 334, 336, 397, 417 ; — traités de Bâle, 274-275, 285, 294.
- Baléares, 455.
- Ballon, 37.
- Baltique, 10, 14, 88, 184, 257, 342.
- Bancal des Issarts, 70.
- Banque d'Angleterre, 325, 358, 389.
- Banque de Saint-Charles, 12, 189.
- banqueroute des deux tiers, 371.
- banquiers, 33, 42, 215, 242, 306, 319, 321, 458, 461.
- Bantry, 342.
- Baptiste, 367.
- Bara, 506.
- Barbaroux, 119, 148.
- Barennes, 494.
- Barentin, 31.
- Barère, 205, 207, 211, 215, 231, 242, 246, 255, 263, 267, 489, 490.
- Barillon, 306.
- Barnave, 31, 43, 67, 95, 96, 99, 100, 104, 216, 496.
- Barras, 219, 220, 250, 259, 262, 279, 295, 296, 299, 311, 312, 324, 354, 355, 356, 361, 362, 365, 368, 369, 370, 373, 377, 380, 396, 398, 403, 419, 422, 432, 435, 447, 450, 461, 462, 530, 531.
- Barruel, 191, 524.
- Barthélemy, 171, 254, 255, 273, 274, 276, 281, 289, 311, 334, 353, 354, 355, 359, 360, 361, 362, 366, 367, 369, 372, 396.
- Basedow, 15, 69.
- Basilicate, 193.
- Basire, 215, 228.
- Bassal, 436.
- Bassange, 74.
- Bassville, 161, 192.
- Bassvilliana*, 192.
- Bastille (prise de la), 12, 33-34, 72, 74.
- Batthiany, 72.
- Batz (baron de), 211, 226.
- Baudot, 219, 221, 224.
- Bavière, 11, 15, 73, 80, 91, 108, 131, 166, 167, 169, 193, 272, 281, 288, 332, 337, 346, 433, 434, 437.
- Bayonne, 224.
- Beauce, 201, 248.
- Beauharnais. — Voir : Joséphine.
- Beaulieu, 333.
- Beaupuy, 48.
- Beauvais, 504.
- Bedoin, 251.
- Beethoven, 517, 518, 534.
- beglier-begs, 428.
- Belfast, 76.
- Belgique, avant la Révolution française, 11, 17, 18 ; — au début de la Révolution, 74, 78, 85, 89 ; — la Belgique et la politique européenne, 26, 27, 108, 112, 131, 166, 167, 169 ; — première conquête française, 141, 152, 154, 155 ; — perdue par les Français, 174 ; — reconquise, 274 ; — annexion, 269, 275, 281 ; — sous le Directoire, 291, 293, 326, 336, 337, 341, 346, 352, 361, 382, 385, 392, 393, 434, 459 ; — biens nationaux, 320, 392.
- Belgrade, 87.
- bénéfices (pluralité des), 61.
- Bénézech, 308, 315, 355.
- Bengale, 406, 411.
- Benoît, 112.

- Bentham, 75.
 Berg, 91, 108.
 Bergame, 345.
 Bergen, 451.
 Bergerac, 240.
 Berkshire, 197.
 Berlin, 11, 73, 89, 90, 129, 171, 387, 414, 437, 439.
 Bernadotte, 387, 391, 409, 419, 426, 437, 448, 459.
 Bernardin de Saint-Pierre, 314, 316, 505.
 Berne, 17, 70, 140, 141, 255, 353, 366, 396, 397, 416.
 Bernier, 203.
 Bernis, 63, 77.
 Bernstorff, 15, 90, 184.
 Berthier, 376, 377, 419, 421.
 Berthollet, 239, 478, 505.
 Bertier de Sauvigny, 34.
 Bertrand de Molleville, 100, 109.
 Beurnonville, 138, 139, 201, 309, 336, 371.
 Besenval, 34.
 Bezborodko, 89, 107, 431.
 Bibliothèque nationale, 472.
 Bicêtre, 124.
 Bichat, 477, 485, 486.
 Bidassoa, 176.
 biens communaux, 9, 40, 125, 200, 207, 246.
 biens du clergé, en Espagne, 189.
 — Voir : biens nationaux.
 biens des émigrés, 125, 200, 207, 235, 246. — Voir : biens nationaux.
 biens des fabriques, 125.
 biens nationaux, 43, 55, 58, 165, 246, 247, 320, 321, 392.
 Bienwald, 175.
 Bilbao, 275.
 bill du Canada (1791), 24, 78, 547.
 Billaud-Varenne, 145, 211, 215, 222, 227, 228, 231, 232, 258, 263, 267.
 Binasco, 364.
 Bingen, 175.
 Biot, 504, 505.
 Birmingham, 75, 196.
 Biron (duc de), 113.
 Bischoffswerder, 83, 90, 91, 92, 97, 129, 143, 519.
 Bitaubé, 12.
 Blake (William), 537.
 « bleus », 234.
 blocus, 164, 182-185, 210, 323, 328, 330, 444.
 Bocage, 76.
 Bohême, 14, 87.
 Boisselin, 62, 63.
 Bolivar, 24, 401.
 Bologne, 192, 193, 334, 344, 345, 364, 365.
 Bonald (vicomte de), 526, 546.
 Bonaparte (Joseph), 418, 419, 461, 464.
 Bonaparte (Lucien), 422, 446, 447, 461, 462, 463.
 Bonaparte (Napoléon), sous la Convention, 224, 236, 257, 279 ; — et l'Italie, 286, 332-338, 343-347, 356, 363-367, 373-376, 395, 418, 421, 498 ; — et la Suisse, 397 ; — à Rastatt, 387, 394, 395, 413 ; — et le Directoire, 307, 355, 368, 369, 370, 381, 387, 395, 396, 398 ; — en Orient, 327, 364, 407-412, 427, 429, 452-456, 478 ; — retour d'Égypte, 455, 457 ; — au 18 brumaire, 461-464.
 Bonaparte (Pauline), 364.
 Bonn, 69.
 Bonnacarrère, 110.
 bonnet rouge, 114.
 Bonneville, 70.
 Bonnier, 372, 373, 394, 439.
 Borda, 478.
 Bordeaux, 12, 35, 205, 208, 219, 222, 242, 249, 278, 494.
 Borghetto, 333.
 Bosnie, 428.
 Bosphore, 430.
 Bottot, 374, 375, 435, 462.
 Boug, 130, 272, 273.
 Bouillé (marquis de), 44, 82, 94, 136.
 Boulay de la Meurthe, 447.
 Boulou (camp du), 176, 224, 257.
 Boulton, 75.
 Bourbonnais, 66.
 bourgeoisie, en Europe, 1, 14, 15, 17, 18, 19, 20, 22, 23, 528-530 ; — en 1789, en France, 7, 544.
 Bourges, 205.

Bourg-libre, 242.
 Bourgoing, 161.
 bourse de Paris, 209, 210, 213, 313,
 320, 326, 347; — de Londres, 339.
 Bouvet, 342.
 Boyd, 182.
 Boyer-Fonfrède, 102.
 Boze, 117.
 Brabant, 18.
 Brandes, 79.
 Branicki, 107.
 Braxfield, 195.
 Bréda, 17, 74.
 Brême, 390.
 Brescia, 334, 338, 345, 374.
 Brésil, 211, 362.
 Breslau, 194.
 Bressuire, 204.
 Brest, 119, 180, 238, 321, 327, 330,
 342, 343, 356, 388, 433, 452, 455.
 Bretagne, 7, 37, 66, 203, 207, 268,
 276, 277, 459.
 Breteuil, 82, 137.
 Bretons, 31.
 Bridport, 180, 328, 455.
 Brie, 37.
 Brienne, 6.
 brigands, 36.
 Brissot, 42, 49, 95, 101, 102, 103,
 104, 109, 112, 117, 118, 124, 150,
 153, 327, 529.
 Bristol, 343.
 Bromberg, 171.
 Brotier, 267, 350, 352.
 Brongniart, 376.
 Bronte (duché de), 449.
 Brou, 472.
 Brueys, 407, 409, 412, 432.
 Bruges, 74.
 Bruix, 455-456.
 Brune, 416, 420, 421, 422, 437, 451,
 452.
 Brunswick (Ferdinand duc de), 16,
 73, 107, 119, 124, 134, 135, 136,
 137, 138, 169, 174, 175, 194, 223,
 224, 390, 411.
 Bruxelles, 18, 74, 78, 99, 176, 256,
 270.
 Buache, 505.
 Bucarest, 429.
 Buchholtz, 87.
 Budapest, 129, 193.

budget des cultes, 55, 217.
 Bulgarie, 428.
 Buonarroti, 76, 333.
 bureau central de Paris, 383 ; —
 consultatif du commerce, 321 ;
 — topographique, 231.
 Burke, 45, 78, 79, 80, 158, 165,
 166, 173, 276, 466, 510, 523, 526
 537, 546.
 Burns, 156, 158, 537.
 Bury, 389.
 Buzot, 148, 216.

C

Cabanis, 466, 477, 483, 484, 485
 486, 493.
 Cabarrus, 12, 80, 306, 398, 401.
 Cabarrus (Thérèse), 259, 263.
 Cacault, 418.
 cadastre, 54.
 Cadix, 330, 337, 388, 411, 455.
 Cagliari, 449.
 cahiers de 1789, 8, 9, 51, 54.
 Caillard, 391, 414, 426.
Ça ira, 44.
 Caire (le), 409, 410.
 caisse d'escompte, 7, 54, 55.
 calendrier républicain, 217, 384,
 393, 479.
 Callamard, 501.
 Calonne, 6, 81, 83, 137, 527.
 Calvados, 125.
 Calvi, 180.
 Cambacérés, 269, 295, 448, 492.
 Cambon, 154, 155, 214, 217, 232.
 Cambrai, 36, 114, 123, 175, 251.
 Cambrésis, 58.
 Cambridge, 76.
 Camden, 198.
 Camp de César, 175. — Voir :
 Boulou, Famars, Jalès, Maulde.
 campagnes de 1792, 111-113, 137-
 141 ; — de 1793, 171-176, 223-
 225, 279 ; — de 1794, 176-177,
 256-257 ; — de 1795, 276-277,
 280-281 ; — de 1796-1797, 331-
 338, 343-347 ; — de 1798-1799,
 435-439, 448-452 ; — d'Égypte,
 405-410, 452-456.
 Campe, 15, 69, 73.

- Camper, 483.
 Campoformio (traité de), 372-377,
 395-396.
 Campomanès, 76, 80.
 Cana, 453.
 Canada, 24, 78, 547.
 Candie, 408, 429.
 Canning, 341, 360, 362, 387.
 Canova, 535.
 canton, 52, 278.
 Cap (le), 341, 358, 360, 361, 373,
 375, 401, 412, 434, 547.
 capitalisme, 1-2, 7, 529.
 capitán-pacha, 427.
 capitulations, 406.
 Caracas, 401.
 Caracciolo, 449.
 Carcassonne, 125.
 Carency (prince de), 355.
 Carinthie, 437.
 Carle, 113.
 Carletti, 268, 309.
 Carlsruhe, 73, 193, 194.
Carmagnole (la), 141.
 « carmagnoles », 255.
 Carnes, 124.
 Carnot, 155, 211, 214, 223, 224, 231,
 234, 235, 237, 242, 256, 257, 262,
 269, 271, 275, 279, 295, 296, 299,
 311, 338, 344, 345, 353, 354, 355,
 361, 367, 369, 372.
 Carny, 239.
 Caro, 175, 176.
 Carpentras, 84.
 Carra, 44, 124, 148.
 Carrier, 219, 220, 225, 250, 259, 263.
 Carteaux, 208.
 Cartellier, 501.
 cartes de pain et de sucre, 216,
 244.
 Carthagène, 455.
 Cassano, 438, 446.
 Cassel, 332.
 Castiglione, 338.
 Castella, 70.
 Catalogne, 20, 69, 112, 203.
 Cateau (le), 256.
 Cathelineau, 203.
 Catherine II de Russie, 14, 25, 62,
 82, 83, 87-92, 97, 108, 130-132,
 142-143, 164, 167, 168-170, 186,
 191, 272, 275, 291, 339, 340, 341.
 Cattaro, 375.
 Cazalès, 43.
 cens, 50-51, 66, 277, 282.
 censives, 59.
 centralisation, 146, 221, 231, 232,
 251, 262.
 Céphalonie, 366.
 « Cercle social » (le), 66, 70, 95.
 « Cercle constitutionnel » (le), 368.
 Cerutti, 12.
 Cesarotti, 76.
 Ceylan, 341, 358, 360, 361, 373, 547.
 Chabot, 215, 226, 227, 228.
 Chah-Alun, 411.
 Chaillot, 240.
 Chaliier, 202, 213, 217.
 Châlons-sur-Marne, 94, 138.
 Chambéry, 141.
 Chambre des communes, 21, 78; —
 des lords, 21.
 Chamfort, 33.
 Champagne, 37, 126, 140.
 champ de mars, 95.
 champart, 66.
 Champion de Cicé, 63.
 Championnet, 435, 436, 447.
 Chancel, 224.
 change, 56, 66, 114, 222, 242, 265,
 270, 321, 325.
*Chant de guerre pour l'armée du
 Rhin.* — Voir : *Marseillaise.*
Chant du départ, 494.
 Chantreau, 112.
 Chappe, 239.
 Chaptal, 239, 505.
 Charette, 203, 264, 277, 309, 336.
 Charleroi, 237, 256.
 Charles IV, roi d'Espagne, 81, 97,
 337, 398, 400.
 Charles, archiduc, 334, 336, 343,
 345, 391, 433, 437, 438, 450, 451.
 Charles-Emmanuel, roi de Sar-
 daigne, 421, 422, 423, 435, 438,
 449.
 Charles-Eugène, duc de Wurtem-
 berg, 15.
 Charles-Théodore, électeur de Ba-
 vière, 434.
 Charleville, 238.
 Charlotte, reine d'Angleterre, 390.
 Chartres (duc de), 148, 202.
 Chasles, 219, 221.

- Chateaubriand, 525, 526.
 Chatham (lord), 179, 187.
 Chatillon-sur-Sèvre, 126.
 Chaudet, 501.
 Chaumette, 119, 149, 153, 216, 217, 218, 228.
 Chauvelin, 112, 158, 160.
 Chénier (André), 252, 494, 495, 496, 500.
 Chénier (Marie-Joseph), 316, 494, 497, 506.
 Chénier (Sauveur), 33.
 Cher, département, 126.
 Chérin, 369.
 Cherasco, 333.
 Cherbourg, 109.
 cherté des vivres, 66, 157.
 Cherubini, 12.
 Chizé, 37.
 Choiseul-Gouffier, 161, 426.
 Cholet, 225.
 chômage, 10, 66, 326.
 Chouan (Jean), 225.
 chouans, 459.
 Choubra-kît, 410.
 Ciaja, 76.
 Cinq cents. — Voir : conseils.
 circulation des grains, 38, 40, 115, 125, 200, 221.
 Cisalpine. — Voir : république.
 Cispadane. — Voir : république.
 citoyens actifs, 50, 51, 200 ; — passifs, 43, 49, 66, 67, 114, 119.
 citra, 220.
 Cività-Vecchia, 408.
 Clary (Désirée), 419.
 Clarke, 340, 344, 345, 346, 366.
 Clavière, 12, 101, 103, 104, 110, 112, 116, 149, 152, 206, 216.
 classes populaires, 8-10, 40.
 Clauer, 73.
 Clément (abbé), 76.
 Clerfayt, 134, 136, 138, 139, 281.
 clergé, aux états généraux, 6, 31-32 ; — réforme du clergé, 43, 60-64, 65 ; — clergé constitutionnel, 64, 65, 125, 216-217, 263, 304, 382 ; — réfractaire, 64, 65, 67, 102, 104, 116, 122, 123, 124, 165, 204, 304, 311, 352, 354 ; — soumissionnaire, 382 ; — belge, 382, 393.
 Clermont-Ferrand, 35, 244.
 Clermont-Tonnerre, 39.
 Clèves, 393.
 Clichy, 311.
 clichyens, 350.
 Clodion, 501.
 Cloots, 70, 153, 218.
 clôture, 40, 59.
 clubistes, 69.
 clubs, en France, 43, 44, 49, 50, 65, 66, 70, 95, 112, 201, 218, 219, 231, 235, 263, 267, 310, 311, 313, 350, 368, 383, 385, 386, 397, 412, 458, 459, et voir Jacobins ; — en Angleterre, 156, 158, 195 ; — en Belgique, 152.
 coalition austro-prussienne, 105 ; — première coalition, 163-198 ; — deuxième, 430-431.
 coalition (droit de), 49, 60, 67, 322.
 Cobenzl (Louis), 108, 272, 342, 373, 374, 375, 395, 409, 413, 414, 425, 430, 426, 438.
 Cobenzl (Philippe), 89, 108, 129, 168.
 Coblenze, 81, 107, 134, 137, 140.
 Cobourg, 161, 166, 172, 174, 175, 176, 177, 202, 223, 224, 237, 256.
 cocarde tricolore, 34.
 Cochon-Lapparent, 269, 309, 310, 355, 369.
 code civil, 492 ; — rural, 59, 492.
 Colchen, 360, 361, 372.
 Coleridge, 194, 517, 518, 537.
 Collège de France, 476.
 collèges, 503.
 « Collets noirs » (les), 356, 458.
 Collingwood, 179.
 Colloredo, 290.
 Collot d'Herbois, 99, 110, 145, 211, 215, 219, 224, 227, 228, 258, 263, 267.
 Cologne, 334, 415.
 colportage, 49.
 Comeiras, 410.
 comité autrichien, 100 ; — de défense générale, 201, 202 ; — diplomatique, 86 ; — ecclésiastique, 61 ; — d'instruction publique, 471, 472, 503 ; — de législation, 262 ; comités permanents, 34, 35 ; — de salut

- public, 204, 205, 207, 211, 218, 221, 222, 223, 225, 226, 227, 228, 231, 232, 234, 252, 257, 258, 261, 262, 270, 273, 274 ; — de sûreté générale, 147, 215, 226, 228, 231, 232, 251, 252, 257, 261 ; — comités de surveillance ou révolutionnaires, 121, 204, 207, 220, 263.
- commerce extérieur de la France, 210, 222, 242, 323 ; — de l'Angleterre, 325, 326, 328 ; — des neutres, 182-185, 210, 242, 243, 444.
- commissaires du roi, 53 ; — du 10 août 1793, 213, 214, 220 ; — du Directoire, 278.
- commission des armes et poudres, 231 ; — des monuments, 470 ; — des poids et mesures, 478 ; — des subsistances, 222, 229, 231, 241, 243 ; — temporaire des arts, 471, 472, 473 ; — commissions exécutives, 231, 262, 265 ; — commission de commerce et approvisionnements, 243, 265 ; — commissions civiles aux armées, 445 ; — commissions militaires, 225, 267.
- « commune » de Paris, 119, 120, 121, 122, 124, 125, 126, 127, 147, 148, 210, 213, 215, 216, 217, 259.
- Compagnie des Indes, 226, 227 ; — compagnies par actions, 210, 226.
- compagnonnage, 60, 67.
- Comtat-Venaissin, 84, 85.
- Comte d'Artois, 34, 43, 77, 81, 82, 83, 92, 99, 102, 277, 450, 527.
- Comte de Provence, 41, 102, 166, 450.
- Compiègne, 117.
- Comtois, 31.
- concile national, 382.
- concordat, 61, 62.
- Condé, 175, 209.
- Condé (prince de), 81, 267.
- Condorcet, 42, 55, 72, 95, 103, 282, 475, 478, 487, 493, 503.
- conseil général de département et de district, 52 ; — exécutif provisoire, 120, 121, 126, 127, 140, 147, 149, 153, 159, 160 ; — des Anciens et conseil des Cinq cents, 277, 296, 298, 315, 321, 352-356, 359, 445-448, 455, 458, 459, 462-464 ; — supérieur de l'instruction publique, 443.
- Conservatoire national des arts et métiers, 477 ; — de musique, 507.
- conspiration de La Rouërie, 126 ; — de l'étranger, 218, 226 ; — anglo-royaliste, 350-356.
- Constance, 451.
- Constant (Benjamin), 194, 309, 368, 383, 412, 487, 497.
- Constantinople, 87, 405, 406, 437.
- constitution de 1791, 45-53, 96 ; — civile du clergé, 62, 63, 82 ; — polonaise (3 mai 1791), 72, 90, 107 ; — de 1793, 207, 210, 213, 214, 266, 282 ; — de l'an III, 277, 293, 298, 303, 308, 313.
- Constitutional Society*, 76.
- constitutionnels. — Voir : prêtres.
- Conté, 239.
- contentieux administratif, 53.
- contribution patriotique, 54 ; — personnelle et mobilière, 54.
- Convention nationale, histoire jusqu'au 2 juin 1793, 119, 120, 144-161 ; — en 1793-1794, 199-258 ; — après le 9 thermidor, 261-281, 321-322 ; — son œuvre, 281-283, 471, 503-506.
- convention, en Angleterre, 157 ; — batave, 399 ; — de neutralité (1795), 273, 274, 335.
- Copenhague, 73, 242, 254.
- Corbeil, 217, 356.
- Corday (Charlotte), 212, 213.
- Cordeliers (club des), 66, 67, 70, 95, 96, 100, 145, 204, 205, 210, 228, 229.
- Corfou, 366, 412, 429, 455.
- Cormatin, 264.
- Coromandel (côte de), 454.
- Corn-laws*, 23.
- Cornwallis (lord), 179, 180, 187, 411, 412, 433, 454.
- Coron, 225.
- corporations, 49, 59.
- Correa da Serra, 76.
- Corse, 178, 179, 337, 341, 408.

Corvisart, 477.
 cosmopolitisme, 11, 69, 70, 531-539.
 coup d'État du 18 fructidor an V, 367-372 ; — du 22 floréal an VI, 386 ; — du 30 prairial an VII, 447 ; — du 18 brumaire an VIII, 460-464.
 Costa de Beauregard, 80.
 Côte-d'Or, 123.
 Courlande, 450.
 cours forcé, 321.
 cours martiales, 235.
 Courtrai, 113.
 Couthon, 114, 211, 219, 220, 224, 231, 250, 251, 258, 259.
 Cracovie, 170, 171, 272.
 Cramer, 73, 174.
 Crawford, 69.
 créoles, 24.
 Créma, 345.
 Crète. — Voir : Candie.
 Creusot (le), 240.
 Crimée, 406, 426.
 crises économiques pendant la Révolution, 11 ; — en 1789, 10, 33, 35, 36, 40, 41 ; — en 1792, 114-115 ; — en 1793, 200, 209, 213 ; — en 1794, 228, 248 ; — en 1795, 196, 264-266 ; en 1796, 310 ; — en Angleterre, 185, 196, 197, 358 ; — en Allemagne, 74, 194.
 Croatie, 346.
 Croix-aux-bois (défilé de la), 139.
 Cumana, 401.
 Curaçao, 401.
 culte, liberté des cultes, 48, 61, 65, 217, 218, 219, 252, 263, 264 ; — révolutionnaire, 61, 65, 217 ; — de la Raison, 217, 253 ; — de l'Être suprême, 252, 253, 257, 506 ; — décadaire, 264, 300, 314, 384.
 Cuoco (Vincenzo), 536.
 curés, aux États généraux, 8, 31, 32 ; — rouges, 216.
 Currie, 76.
 Custine (comte de), 109.
 Custine (marquis de), 113, 140, 141, 152, 174, 175, 208, 209, 213.
 Cuvier, 483, 484.
 Czartoryski, 90.

D

Daendels, 274, 399.
 Dahlberg, 194.
 Dalmatie, 346, 375, 429.
 Damanhour, 409.
 Dampierre (comte de), 175.
 Danemark, 73, 87, 184, 254, 340.
 Dansart, 65.
 Danton, 41, 69, 104, 120, 121, 122, 124, 126, 127, 140, 144, 147, 148, 149, 150, 154, 155, 158, 202, 204, 205, 207, 208, 209, 218, 227, 228, 253, 258, 260, 269, 496.
 Dantzig, 87, 89, 143, 167.
 Danube, 86.
 Darcet, 239.
 Darmstadt, 332.
 Darwin (Erasmus), 76.
 Daubenton, 476, 483, 505.
 Daunou, 308, 316, 397, 419, 422, 446, 461, 475, 497.
 Dauphiné, 31, 37.
 Daverhoul, 104.
 David, 214, 252, 499, 500, 506.
 Davrigny, 506.
 Debry (Jean), 415, 439.
 décadi, 217, 384.
 décentralisation, 51-53, 221, 278.
 déchristianisation, 216-218, 219, 220, 221, 226, 233, 249, 250, 252, 262.
 déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1789), 36, 46, 49, 50, 63, 506, 512 ; — 2^e déclaration (1793), 205, 207, 512 ; — de l'an III, 313, 511.
 décrets du 19 novembre 1792, 153 ; — du 15 décembre 1792, 155 ; — du 14 frimaire an II, 222, 231 ; — du 8 pluviôse an II, 489 ; — des deux tiers, 228, 247.
 defenders, 157.
 déficit, 6, 30, 54.
 Delacroix (Charles), 308, 333, 337, 340, 354, 355, 360, 362, 399, 407.
 Delacroix (Jean-François), 228.
 Delambre, 478, 479.
 Delaunay, 226, 227, 228.
 Delbrel, 461, 464.
 De Luc, 390, 391.

- démocrates, origine du parti en France, 42-43, 65, 66, 95.
 Denon, 478.
 départements, administration, 44, 52, 231, 278.
 déportation des prêtres, 123, 264, 352, 370.
 Derby, 75.
 Desaix, 407, 410.
 désarmement des terroristes, 267.
 Descartes (décret relatif à), 488.
 Descorches, 161, 405.
Description de l'Égypte, 453.
 Descroizilles, 239.
 Desgenettes, 478.
 Desmoulins (Camille), 41, 44, 226, 227, 228, 495.
 Des Pomelles, 351.
 Dessau, 69, 73.
 Destutt de Tracy, 466, 485.
 Detmold, 73, 194.
 dette publique, 6, 54, 55, 214, 371.
 Deux-Ponts (duc de), 131.
 Devosge, 499.
 Dewinter, 388, 452.
 diète d'empire, 84, 97, 102, 107, 130, 143, 183, 193, 271, 275 ; — polonaise, 87, 90, 168.
 Dietrich, 70, 112, 121.
 Dietz, 87.
 Dijon, 35, 499.
 Dillon, 113, 114, 139.
 dîme, 38-39, 57, 66 ; — en Irlande, 76.
 Dinant, 256.
 directoires de département et de district, 52.
 Directoire, gouvernement intérieur, 277, 285, 296, 297-302, 308, 349-356, 367, 379-387, 441-448, 456-464 ; — finances, 318-321, 370, 434, 442, 446 ; — politique économique, 301, 305, 322-324, 443-444 ; — politique religieuse, 300, 303-304, 383-384 ; — politique extérieure, 326-327, 329, 330-348, 356-363, 391, 394-439.
 disette. — Voir : crises économiques.
 dispenses en cour de Rome, 61.
 dissidents, 22, 75.
 districts, 44, 52, 231, 278 ; — à Paris, 41.
 divorce, 125.
 dix août. — Voir : journées.
 dix-huit brumaire. — Voir : coups d'État.
 dix-huit fructidor. — Voir : coups d'État.
 Djaban-Oglou, 427.
 Dniestr, 90.
 Dodun, 102.
 Dole, 44.
 Dolivier, 115.
 Dolomieu, 478.
 Dombrowsky, 171.
 Dondeau, 383, 385.
 Doppet, 75, 112.
 Dorsen, 394.
 Douai, 238.
 douanes, 59, 322, 326, 443.
 Doulcet, 366.
 drapeau tricolore, 34 ; — rouge, 40, 96.
 Dresde, 208.
 drogman, 427.
 droit, réforme et unication, 491-493 ; — de conquête et de libre disposition, 85 ; — de paix et de guerre, 86 ; — de passe sur les routes, 371, 442.
 droits féodaux, 18-22, 36, 38-39, 49, 57, 66, 75, 84, 86, 114, 125, 165, 207 ; — de l'homme et du citoyen, voir : déclaration ; — *Droits de l'homme*, voir : Paine ; — d'usage, 38, 40, 59.
 dromadaires (corps des), 410.
 Drôme, 208.
 Drouet, 94, 309, 310.
 Dublin, 76, 198, 432.
 Dubois-Crancé, 448.
 Dubois-Thainville, 406.
 Ducos, 102.
 Dufour, 125.
 Dugald-Stewart, 76.
 Dugommier, 224, 257.
 Dumolard, 366.
 Dumont, 219.
 Dumouriez, 108, 109-113, 116, 127, 138-140, 141, 147, 152, 154, 155, 159, 160, 161, 166, 174, 201, 204.
 Duncan, 179, 359, 373, 388.
 Dundas, 76, 187, 195, 196, 276, 411, 412.

Dundee, 195.
 Dunkerque, 25, 115, 166, 175, 187,
 223, 433.
 Duphot, 419.
 Duplay, 258.
 Dupont de Nemours, 16, 55, 316,
 354.
 Du Port, 8, 42, 43, 67, 95, 96, 100,
 104, 116.
 Dupuis, 314, 447, 487.
 Dupuytren, 477.
 Dusseldorf, 73, 281.
 Duval, 138.
 Duverne de Praile, 311, 350, 351,
 360.

E

Ebre, 275.
 échelle de proportion, 265, 318.
 échelles du Levant, 7, 10, 430.
 école de Mars, 234 ; — normale,
 505 ; — des mines, 505 ; — des
 travaux publics ou polytech-
 nique, 477, 505.
 écoles : centrales, 282, 314, 315,
 443, 490, 503, 504 ; — de méde-
 cine, 477 ; — primaires, 314,
 315, 490, 503 ; — de peinture, 499.
 Écosse, 76, 158, 159, 195.
 Édinbourg, 196.
 Eden (William). — Voir : Auckland.
 éducation nationale, 501-507.
 effendis, 427.
 égalité, 2, 38, 46.
 Église. — Voir : constitution, évê-
 ques, pape, prêtres.
 Egypte, 404-412, 416, 452-456. —
 Voir : Institut.
 Ehlers, 73.
 Elbe, 14, 15 ; — île, 338.
 Elbée (d'), 203.
 électeur palatin, 337 ; — de Trèves,
 104, 107.
 électeurs, 33, 34, 50, 51, 52, 277.
 élection des administrations, 44 ;
 — des juges, 53 ; — de la
 Convention, 127 ; — de l'an V,
 351, 352 ; — de l'an VI, 384 386 ;
 — de l'an VII, 441.
 Elgin (lord), 430.
 Élisabeth (Madame), 83, 252.

Elliott, 69, 86, 87.
 éloquence, 495.
 embargo, 214.
 Emden, 183.
 émigration, 65, 113, 522-528.
 émigrés, 77, 81, 82, 86, 104, 107,
 134, 165, 181, 191, 204, 264, 267,
 277, 293, 309, 352, 353, 368,
 370, 381, 392, 522-527.
 Émilie, 344.
 empire, 164, 335.
 empirisme, 466-467, 515-516.
 emprunts de Necker, 54 ; — de
 1793, 206, 207, 214 ; — du Direc-
 toire, 319, 388, 434, 457, 458 ;
 — de Pitt, 389 ; — de la Prusse ;
 189.
 Ems, 451.
 enclosures, 22, 23.
 endivisionnement, 236.
 enragés, 202, 210, 215, 229.
 enregistrement, 371, 443.
 enseignement, 60, 61, 218, 248, 281-
 283, 314 ; — primaire, 503 ; —
 supérieur, 504-505. — Voir :
 écoles.
 Ephraïm, 69, 86.
 épuration, 121, 234, 267, 311, 369,
 382.
 équipement, 240.
 Erguel, 397.
 Erskine, 76.
 Erthal (d'), 73.
 Escaut, 153, 159, 174, 256, 375.
 esclavage, 50, 67, 75, 180, 181.
 Espagnac (l'abbé d'), 147, 154.
 Espagne, 11, 20, 69, 76, 80, 83,
 86, 88, 97, 107, 112, 160, 164,
 166, 178, 189, 268, 289, 338, 343,
 398, 538, 539.
 Esseïd Ali, 406.
 Étampes, 115.
 état civil, 61, 63, 65, 125, 492.
 États généraux, 6, 7, 29-32.
 États pontificaux, 18, 334, 418-420.
 États provinciaux, 6, 43.
 États-Unis, 1, 2, 11, 23, 44, 45, 184,
 242, 255, 323, 328-330, 343, 399,
 402, 537, 547.
 Être suprême. — Voir : culte.
 Eure, 125.
 évangélisme, 523.

Index

évêques, 29, 31, 62-64.
Ewald, 73, 194.
Ewart, 90.
exposition nationale, 444.
Eymar, 435.

F

Fabre d'Églantine, 217, 218, 226, 228, 494.
fabrications de guerre, 222, 238, 240, 265, 268.
Fabry, 74.
Faipoult, 436.
Famars (camp de), 175.
Fantoni, 76.
faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, 33, 119, 205, 267.
Fauche, 524.
Fauchet, évêque et député, 66.
Fauchet, chargé d'affaires aux États-Unis, 329, 330.
Faucigny, 175.
Fauriel, 486, 487, 497.
Favras, 51.
fédéralisme, 146, 148, 207-208.
fédérations, 44, 70, 116, 117.
fédéraliste (parti) aux États-Unis, 23, 184, 328, 537.
fédérés, 118, 119-120, 149.
Feketi de Galantha, 72.
Ferdinand IV, roi de Naples, 161, 423, 430, 436, 449.
Ferdinand III, duc de Toscane, 288, 422.
Ferrand, 527.
Ferrare, 345, 364.
Ferry, 240.
Fersen, 81, 82, 93, 94, 136.
fêtes nationales, 300, 315, 506, 507 ; — décadaïres, 252 ; — de la Fédération, 44 ; — du 10 août 1793, 217 ; — de la Raison et de l'Être suprême, voir : culte.
Feuille du cultivateur, 248.
Feuillants, 96, 99, 100, 116, 118, 126, 136.
Feller, 78.
Fichte, 73, 194, 510-511, 515, 518, 519, 521, 532, 545.
fiefs, 59.
Fitzgerald, 76, 432.

Fitzwilliam, 198, 340.
Flandre, 35, 58, 248, 251, 256, 274, 295, 490 ; — régiment de Flandre, 39, 40.
Flesselles, 34.
Fletcher, 76.
Fleurus, 177, 239, 296.
Florence, 19, 208, 288, 306, 326, 413, 418, 421, 422, 438.
Florent, 220, 221, 251, 419.
Florida Blanca, 80, 97, 112.
Floride, 400, 402.
flotte. — Voir : marine.
Flûte enchantée (la), 79, 534.
Fontarabie, 257.
Fontbrune, 81.
Fontenay-le-Comte, 204.
force départementale, 124, 149.
Forêt Noire, 336, 346.
Forster, 69, 73, 154, 208, 532.
Foscolo, 536.
Fouché, 217, 219, 224, 250, 259, 422, 448, 458, 459.
Foulon, 34.
Fouquier-Tinville, 251-52, 259, 267.
Fourcroy, 239, 476, 504, 505.
Fourier, 478.
Fox, 21, 75, 78, 157, 159, 187, 194, 195, 292, 537, 545.
Francfort, 15, 129, 132, 136, 141, 152, 189, 281, 288, 334, 346, 411.
Franche-Comté, 7, 207, 208, 251, 309, 450.
Frankenberg, 393.
franc-maçonnerie, 7, 15, 70, 80, 191, 193, 385, 519, 524, 529.
François II, 107, 112, 129, 130-132, 136, 142-143, 186, 193, 336, 345, 450, 451.
François de Neufchâteau, 355, 370, 377, 380, 381, 382, 383, 386, 402, 413, 414, 442, 443, 445.
Franconie, 73, 271, 523.
Franklin, 11.
Frédéric-Guillaume II, 15, 17, 26, 27, 83, 87-92, 97-99, 106-108, 130-132, 138-140, 142-143, 164, 167, 168, 170-171, 176, 177, 181, 186, 189, 208, 271, 273, 274, 281, 287, 342, 390, 519.
Frédéric-Guillaume III, 390, 444.
Frei, 226.

Frémanger, 219.
frères moraves, 519.
Fréron, 219, 220, 250, 259, 262, 263.
Freschwiller, 224.
Fribourg-en-Brisgau, 70, 73.
Frickthal, 417.
Frioul, 290, 345.
frontières. — Voir : limites.
Fulchiron, 306.
Furnes, 113.
Fuseli, 75.

G

gabelle, 54.
Gagarine (prince), 425, 431.
Galatz, 90.
Galicie, 87, 89, 170.
Galitzine, 72.
gallicanisme, 61, 62.
Gallo (marquis de), 290, 336, 345, 346, 366, 373, 423.
Galvez, 401.
Gand, 173.
Garat, 423, 497, 505.
gardes : françaises, 33 ; — du corps, 40 ; — des conseils, 369 ; — nationales, 34, 35, 40, 41, 49, 52, 67, 94, 96, 116, 117, 119, 200, 267, 369.
Gasparin, 211.
Gatchina, 341.
Gâtinais, 37.
Gâtine, 203.
Gênes, 19, 183, 192, 242, 270, 288, 306, 331, 333, 338, 365, 366, 387, 408, 411, 413, 419, 421, 423, 438.
Genet, 149, 184, 255, 329.
Genève, 17, 75, 140, 141, 193, 255, 397, 415, 417.
Gensonné, 101, 109, 117.
Gentz, 73, 194.
Geoffroy-Saint-Hilaire, 476, 478.
Georges III, 21, 97, 157, 179, 187, 326, 340, 341, 358, 359, 361, 389, 400.
Géorgie, 406.
Gérard, 500.
Gerry, 400.
Gibert-Desmolières, 311, 350.
Gibraltar, 337, 455.
Ginguené, 387, 421, 435, 497.
Girodet, 500.

Girondins, leurs chefs, 101-102 ;
— leur politique à la Législative, 102-105, 116-118, 127-128, 145-146 ; — à la Convention, 147-161 ; — leur chute, 199-206 ; — proscription, 206, 207, 213, 215, 216, 227 ; — après thermidor, 263.

Givet, 113, 116.
glacière (massacre de la), 100.
Gleim, 73.
Gobel, 64, 74, 218.
Godoy, 160, 161, 275, 337, 402, 408, 425.
Godwin, 75, 156, 529, 537.
Gœthe, 15, 173, 139, 194, 515, 516, 517, 518, 531, 532, 533, 546.
Gohier, 386, 447, 462.
Goltz, 86, 108, 142, 143, 273.
Gonchon, 310.
Gorani, 76.
Goritz, 345.
Görres, 394.
Gorsas, 44, 119.
Gossec, 252, 501, 506.
Gotha, 74.
Göttingen, 15, 73.
gouvernement révolutionnaire, création, 199-228 ; — caractère et organisation, 229-233 ; — fonctionnement, 216-221 ; — régime économique, 238-245.
Gouverneur Morris, 42.
Gower, lord, 158.
Grand (Madame), 362, 403.
« grande nation », 379.
grandes fermes, 59.
grand livre de la dette publique, 214, 371.
Grand Mogol, 411.
Grand-Pré, 138, 139.
Grangeneuve, 102.
Grattan, 76, 197.
Gravilliers (section des), 205.
Grèce, 366, 428, 429.
Grégoire, 76, 145, 153, 471, 472, 474, 475, 477, 489, 490, 498.
Grenelle, 241, 310.
Grenoble, 75.
Grenville, 158, 159, 164, 165, 167, 173, 181, 184, 187, 272, 340, 341, 339, 357, 359, 360, 362, 387, 390,

Index

- 391, 398, 412, 424, 448, 450, 451, 464.
 Grétry, 501.
 grèves, 40, 66, 67, 96, 228 ; — en Angleterre, 157 ; — à Hambourg, 74 ; — droit de grève, voir : coalition.
 Grey (lord), 157.
 Grimm (baron), 69, 80.
 Grisons, 77, 365, 417, 433.
 Gros, 500.
 Grouvelle, 254.
 Guadeloupe (la), 181, 401.
 Guadet, 101, 102, 117, 205.
 Gueldre, 393.
 Guernesey, 452.
 guerre des paysans, 434 ; — navale, 327-331, 337, 401, 409, 431-433.
 Giupuzcoa, 275.
 Guise, 224.
 Gustave III, 82, 87, 89, 97, 112, 132.
 Guyane, 24, 181, 370, 382, 398, 450.
 Guyton de Morveau, 239, 505.
- H
- habeas corpus* (suspension de l'), 196*
 habillement des troupes, 240.
 Haïderabad, 411, 454.
 haïdouks, 429.
 Haïti, 173, 178, 180, 181, 275.
 Hajnocy, 72, 335.
 Halberstadt, 73.
 Haller, banquier, 416, 420.
 Haller, savant, 483.
 Hambourg, 15, 73, 115, 183, 185, 198, 242, 257, 390, 400.
 Hamilton, 184, 329, 400.
 Hamilton (lady), 412, 424, 430, 449.
 Hammond, 357, 358.
 Handgeri, 429.
 Hanet-Cléry, 417.
 Hanovre, 164, 257, 273, 274, 375, 391, 424.
 Hardenberg, 271, 272, 273, 274, 275, 276.
 Hardy (général), 433.
 Hardy (Thomas), 156, 158, 195, 196.
 Harnier, 273.
 Harris, 454.
 Hassenfratz, 239.
 Haugwitz, 132, 142, 143, 176, 271, 335, 339, 390, 391, 392, 414, 415, 426.
 haute cour de justice, 53.
 Haute-Vienne, département, 386.
 Haüy, 316, 478, 479, 505.
 Haydn, 533.
 Hébert, 126, 149, 202, 205, 210, 215, 225, 227, 228, 260, 538.
 hébertisme, 233.
 hébertistes, 210, 218, 222, 226, 228, 241, 242, 253.
 Hegel, 73.
 Henri de Prusse, 186, 414.
 Hentz, 220, 221.
 Hérault de Séchelles, 204, 211, 231, 254.
 Herder, 16, 73, 194, 514, 515.
 Herzberg, 87-90, 91.
 Hesmivy d'Auribeau, 192, 524.
 Hesse, 134, 140, 164, 175, 434, 437.
 Hesse (prince de), 12.
 hétairie, 429.
 Hevia, 153.
 histoire, 487, 495.
 Hoche, 224, 236, 264, 277, 286, 320, 321, 342, 343, 346, 355, 356, 359, 367, 368, 369, 371, 393, 394, 399, 407.
 Hoëdic, 328.
 Hoffmann, 79, 191, 194.
 Hohenlohe-Kirchberg, 134, 138.
 Holbach (baron d'), 12.
 Holcroft, 69.
 Hölderlin, 73.
 Hollandais, 12.
 Hollande, 14, 17, 25, 159, 164, 174, 178, 189, 202, 257, 274, 326, 343, 398, 399, 437, 476.
 Holstein, 11, 73.
 Hondschoote, 176, 223, 237.
 Hongrie, 14, 27, 72, 335, 375.
 Hood, 173, 178, 179, 180.
 Hookham Frere, 388.
 Horne Tooke, 75, 196.
 hospodars, 428, 429.
 hôtel Massiac, 50.
 Hotham, 178, 179, 180, 328.
 Honat, 328.
 Houchard, 215, 223, 224.

Howe, 179, 180.
 Hugon de Bassville, 161.
 Hugues, 181.
Human justice, 156.
 Humbert, 433.
 Humboldt (G. de), 69, 515.
 Huningue, 335, 336.
 Hussein, 428.
 hypothèques, 443, 492.

I

Iassy, 107.
 Ibrahim, 410.
 idéologues, 461, 466, 484, 486, 503.
 Iéna, 79, 194.
 Igelstrom, 170.
 îles anglo-normandes, 361.
 îles Ioniennes, 366, 375, 407, 429, 430.
 Ile-de-France, 452, 453.
 illuminés, 15, 70, 72, 414, 519, 524.
 Imbert Colomès, 354.
 impôts, 53-56, 321, 371, 442, 443;
income tax, 389.
 Inde, 342, 411, 412, 429, 437, 452, 454, 547.
 Indiens, 24, 330.
 individualisme, 46, 47.
 Indre-et-Loire, 303.
 indulgents, 226, 227, 258.
 initiative des lois, 51.
 Inn, 365, 375.
 inquisition, 20, 24, 69, 80, 530, 531.
 Institut d'Égypte, 453, 478.
 Institut national, 282, 475, 503.
 instituteurs, 503, 505.
 instruction criminelle, 48.
 instruction publique, 443, 501-507.
 — Voir : écoles, éducation.
 invalides, 34.
 Ioniennes (îles). — Voir : îles.
 Irlandais unis, 157, 340.
 Irlande, 76, 157, 195, 197, 198, 336, 340, 342, 343, 358, 432, 433, 452, 455.
 Islettes, 138.
 Ismaïl Pacha, 410.
 Ismaïlia, 89.
 Isnard, 102, 117, 118.
 Isonzo, 345.

Isoré, 219, 221.

Istrie, 346, 375.

Italie en 1789, 11, 18, 19, 20, 25 ;
 — opinion, 69, 76, 80, 535, 536 ;
 en 1795, 288-289 ; — guerre et
 conquête française, 281, 332-
 339, 343-347, 363-367, 373-376,
 417-424.

Ivernois (d'), 191.

J

Jacobins, 43, 65, 70, 95, 96, 99, 100,
 104, 107, 118, 119, 138, 204, 208,
 210, 214, 215, 227, 255, 257, 262,
 263, 458, 459.
 Jacobi, 73.
 Jalès, 43.
 Jamaïque (la), 180.
 Jay, 184, 329, 399.
 Jean Bon Saint-André, 304, 211, 220 ;
 238.
 Jefferson, 24, 42, 329, 330, 399, 545.
 Jemappes, 141, 152.
 Jenner, 416, 417.
 Jersey, 452.
 Jervis, 179-181, 337, 411, 455, 456.
 jésuites, 15, 73, 400, 502.
 jeu de paume (serment du), 32.
 jeunesse dorée, 267, 306.
 Johnson, 75.
 jointe de Valenciennes, 165.
 Jordan, 523.
 Joseph II, 15, 16, 17, 25, 61, 62,
 72, 73, 83, 87.
 Joséphine, 332, 364, 420.
 Joubert, 345, 399, 435, 448, 449.
 Jourdan, 224, 236, 256, 281, 332,
 333, 334, 368, 371, 434, 435, 437,
 445, 447, 459.
 Jourdan Coupe-tête, 251.
 journaux, 12, 42-44, 66, 67, 70,
 79, 101, 226, 310, 381, 385, 413,
 458, 461, 482, 495, 505. — Voir :
 presse.
 journées du 14 juillet 1789, 33-34 ;
 — d'octobre, 39-40 ; — du 20 juin
 1792, 117 ; — du 10 août, 118-
 120, 140 ; — de septembre, 123 ;
 — des 9 et 10 mars 1793, 202 ;
 — des 31 mai et 2 juin, 205-206 ;

— du 9 thermidor, 257-259 ;
— du 12 germinal et du 1^{er} prairial an III, 266 ; — du 13 vendémiaire an IV. 279. — Voir : coups d'État.
Jovellanos, 76, 80.
Judenburg, 345.
juges, élection, 53 ; — de paix, 52, 53.
juifs, 37, 48.
Julien de Toulouse, 215, 226.
Juliers, 91, 108.
Jung-Stilling, 519.
juristes, 29-32, 61.
jury, 53, 235.
justice prévôtale, 38, 48. — révolutionnaire : voir terreur.
justices of peace, 196.
Jussieu (A.-L. de), 476.

K

Kaiserslautern, 224.
Kalisch, 143.
Kamperduin, 373, 388.
Kant, 73, 467, 468, 509, 512-515, 523, 532, 533, 545.
Karamzine, 538.
Kara Osman Oglou, 427.
Kaunitz, 89, 99, 107, 108, 109, 129, 131.
Kehl, 335, 336, 415.
Keith (lord), 455.
Keilermann, 138, 139, 140, 334, 371.
Kersaint, 160, 327.
Kiel, 73.
Kildare, 433.
Killala, 433.
Kilmaine, 391.
kirdjalis, 428.
Klagenfurt, 345.
Kléber, 225, 368, 407, 409, 455.
klephtes, 429.
Klopstock, 73, 74, 194, 526, 529.
knez, 429.
Knigge (von), 15, 73.
Köhler, 430, 453.
Kollataj, 72, 90.
Korff (baronne de), 69.
Körner, 73.
Korsakov, 450, 451.

Kosciuzko, 130, 170, 171, 208, 391, 435.
Kotzebue, 74.
Koutaïssov, 431.
Kray, 438.
Kufstein, 335.
Kutchouk Hussein, 427.

L

Lacombe Saint-Michel, 424.
Lacoste, 221, 224.
Lacy, 336.
Laczkovics, 72, 194, 335.
La Fayette, 34, 39, 40, 41, 42, 44, 64, 67, 93, 95, 99, 100, 101, 103, 109, 113, 116, 117, 121, 527.
Lafitte-Clavée, 237.
Lafoes (duc de), 76.
Lagrange, 478, 505.
La Guayra, 401.
Laharpe, 72, 75, 315, 396, 416, 417, 426, 505.
Lahn, 288.
La Haye, 89, 176, 274, 294.
Lakanal, 240, 314, 476.
Lally-Tollendal, 39.
La Marck (comte de la), 43, 69.
Lamarck, 476, 483, 484.
Lamarque, 387.
Lambinet, 116.
Lambrechts, 370, 393.
La Mecque, 453.
Lameth (Alexandre), 42, 43, 50, 67, 96, 99, 100.
Lameth (Théodore), 148, 150.
Landau, 175, 176, 224.
Landrecies, 177, 286.
Landsdowne, 159, 187.
Langara, 178.
Lange, 115.
Langeron, 538.
Langres, 65.
langue allemande, 533 ; — française, 488-491 ; — italienne, 535.
Languedoc, 309.
Lanjuinais, 475.
Laonnais, 58.
Lanthenas, 110.
Laplace, 478, 481-482.
Laplanche, 251.
Laporte, 109.

- Lapoukhine, 425.
 La Revellière Lépeaux, 294, 295, 296, 298, 299, 311, 324, 334, 355, 361, 368, 369, 370, 376, 377, 380, 383, 387, 402, 403, 420, 447, 457.
 La Rochejacquelein, 203, 225.
 La Rochelle, 343.
 La Rouerie, 126.
 Larrey, 577.
 Latouche, 161.
 Lauderdale, 75.
 Launey (de), 34.
 Lausanne, 191.
 Lauter, 175.
 Lavater, 74, 193, 194, 519, 526.
 La Vauguyon, 77.
 Laveaux, 12, 112.
 Laval, 225.
 La Villeurnois, 311, 350.
 Lavoisier, 55, 252, 478, 479, 481.
 Lazowski, 409.
 Lebas, 220, 221, 224, 259.
 Lebon, 219, 251, 267.
 Leborgne de Boine, 411.
 Lebrun-Tondu, 12, 110, 120, 140, 149, 159, 160, 206, 216.
 Lebrun, 498, 507.
 Le Caire, 409, 410.
 Le Carpentier, 205.
 Le Cateau, 256.
 Lecchi, 345.
 Le Chapelier, 67.
 Lechelle, 204.
 Leclerc d'Oze, 202.
 Leclerc, 346, 364, 463.
 Le Coulteux, 150, 301, 306, 321, 459.
 Lecourbe, 451.
 Le Creusot, 240.
 Lefebvre, 445, 447, 448.
 Légations, 334, 367, 374, 413.
 Le Havre, 306.
 Leipzig, 15, 74, 326.
 Léman (département du), 416.
 Le Mans, 37, 225.
 Lemnos, 408.
 Lemonnier, 471.
 Lenoir (Alexandre), 473.
 Lenoir-Laroche, 355, 368.
 Leoben, 346-347, 358.
 Léopold II, 72, 81, 83-84, 97-99, 104, 106-109.
 Lepelletier de Saint-Fargeau, 150, 217, 500 ; — son frère, 458.
 Le Quesnoy, 141, 175, 223.
 Le Ripault, 241.
 Leroy, 471.
 Lescure (de), 203.
 Lescuyer, 100.
 Lessart (de), 100, 108, 109, 403.
 Lesueur, 507.
 Le Texel, 330, 359, 373, 388, 451.
 Le Tourneur, 295, 296, 299, 353, 360, 361, 372.
 Letourneux, 370.
 Levant. — Voir : échelles.
 levée en masse, 126, 209, 214, 219, 223, 234, 238, 239, 266.
 liberté, 46, 48 ; — économique, 59, 321, 323. — Voir : culte, presse.
liberum veto, 90.
 Liège, 11, 12, 18, 74, 112, 152, 174, 256.
 ligne de démarcation, 274, 275, 288.
 ligue des neutres, 254.
 Lille, 36, 44, 113, 114, 134, 140, 141, 177, 211, 256, 360, 361, 363, 504 ; — conférences de Lille, 356-363, 372-373.
 Limagne, 248.
 limites naturelles, 27, 103, 153, 261, 270, 271, 279, 281, 293-296, 332, 415, 439 ; — anciennes, 294, 295, 341 ; — constitutionnelles, 293-296.
 Limon, 136.
 Lindet, évêque, 126.
 Lindet (Robert), 211, 219, 234, 258, 447.
 Linth, 451.
 Lippe, 288.
 Lisbonne, 362, 398, 412.
 liste civile, 50.
 Littry, 66, 245.
 littérature allemande, 532-533 ; — française, 493-497 ; — italienne, 535-536.
 Lituanie, 130.
 Liverpool, 76, 157, 196, 343.
 Liverpool (lord), 401.
 Livingstone, 329.
 Livourne, 19, 43, 183, 288, 333, 338, 422, 423, 435.
 livre rouge, 43.
 Loano, 281.

Lodi, 333.
 loi des otages, 459 ; — martiale, 40, 52 ; — loi agraire, 115, 126, 127, 246 ; — du 22 prairial, 250, 251, 258, 262 ; — lois pénales, 529.
 Lombardie, 338, 345, 346, 363, 413.
London Society for promoting constitutional information, 75.
 Londres, 70, 75, 115, 148, 176, 195, 196, 275.
 Longwy, 123, 136, 137, 140.
 Lorient, 180.
 Lorraine, 91, 295, 324, 490.
 loterie, 371.
 Louis XVI, 7, 8, 25, 29-32, 34, 39-43, 50, 63, 64, 65, 68, 81-84, 92, 93, 96, 99, 102, 104, 116, 117, 120, 136 ; — procès et exécution, 148-151.
 Louis XVII, 166, 267, 275.
 Louis XVIII, 267, 290, 311, 350.
 Louis (l'abbé), 99.
 Louise de Mecklembourg-Strelitz, reine de Prusse, 390.
 Loughborough (lord), 195.
 Louisiane, 275, 289, 330, 336, 337, 338, 398, 400, 402.
 Loustalot, 44, 495.
 Louvain, 18, 174, 202.
 Louvet, 148.
 Lozère, 100, 203, 206.
 Lublin, 272.
 Luc (de), 390, 391.
 Luckner, 12, 113, 217.
 Lucchesini, 143, 167, 168, 169.
 Luxembourg, 269.
 lycées, 503.
 Lyon, 12, 35, 44, 70, 115, 125, 175, 176, 201, 202, 205, 206, 208, 219, 221, 224, 278, 385.
 Lys, 256.

M

Macdonald, 436, 437, 438, 448.
 Macédoine, 345, 428, 429.
 Machecoul, 203.
 Maciejovice, 171.
 Martin, 177.
 Mack, 161, 174, 176, 186, 256, 436.

Mackintosh, 79.
 Mâconnais, 37.
 Madison, 329.
 Madalinski, 170.
 Madame Royale, 309.
 Madhadji Rao Scindiah, 411.
 Madras, 454.
 Madrid, 12, 77, 81, 161, 326, 388.
 Maestricht, 274.
 Magallon, 406, 409.
 Mahrattes, 411.
 Maia, 24.
 Maignet, 251.
 Mailhe, 150.
 Maine, 37, 113.
 Mainotes, 429.
 maires, 52.
 Maistre (J. de), 80, 191, 524, 525, 546.
 Malabar, 454.
 Malachowski, 90.
 Malartie, 412.
 Malines, 393.
 Maliszewski, 391.
 Mallet du Pan, 69, 136, 190, 191, 524, 525, 527, 546, 547.
 Malmesbury (lord), 176, 197, 340, 341, 342, 344, 356-363, 372, 373, 387.
 Malouet, 8, 31, 39, 50.
 Malte, 366, 391, 407, 409, 426, 431, 455.
 Malte-Brun, 73.
 Malthus, 466.
 Malus, 478.
 Mameluks, 406, 410, 453, 455.
 Manchester, 76, 157.
 mandat territorial, 119, 320, 321.
 Manège (salle du), 40, 145.
 Manfredini, 208, 422.
 manifeste du duc de Brunswick, 119, 136-137.
 Mannheim, 175, 272, 281.
 Mantoue, 92, 97, 333, 334, 338, 343, 344, 346, 374, 449.
 Manuel, 117.
 Maracaibo, 401.
 « marais » (le), 149.
 Marat, 41, 49, 66, 93, 95, 113, 122, 123, 124, 126, 148, 149, 202, 205, 210, 212, 217, 262, 500.
 Marbot, 445, 458.
 marc d'argent, 50, 65.

- Marceau, 225.
 marchandises anglaises, 322, 343, 444.
 Marchena, 153.
 Maret, 159, 208, 310, 362, 372.
 Marie-Antoinette, 8, 31, 40, 42, 81-83, 92, 99, 104, 107, 209, 213, 215, 216, 500.
 Marie-Christine, archiduchesse, 335.
 Marie-Caroline, reine de Naples, 424, 430.
 Marie-Louise, reine d'Espagne, 289.
 Marie de Wurtemberg, tsarine, 425.
 marine anglaise, 178, 188, 327-328, 358-359, 401, 409, 435, 436, 454 ; — espagnole, 337, 449, 455-456 ; — française, 178, 237-238, 359, 388, 433, 455-456 ; — hollandaise, 359, 373, 388, 451 ; — turque, 427.
 Markov, 89.
 Marmont, 236.
 Maroussi, 406.
 Marseillaise (la), 114, 119, 141, 429, 494.
 Marseille, 36, 118, 119, 205, 208, 219, 222, 244, 267, 278.
 Marshall, 400.
 Martin, 180.
 Martini, 12.
 Martinique (la), 72, 181.
 Martinovics, 72, 193, 335.
 martyrs de prairial, 267.
 Massa-Carrara, 346, 365.
 massacres de septembre, 123-124.
 — Voir : Glacière.
 Masséna, 371, 419, 420, 437, 438, 447, 451.
 Mathieu, 471.
 Mathieu-Dumas, 311.
 matrices de rôle, 54.
 Maubeuge, 175, 176, 223, 224, 238.
 Mauchamp, 115.
 Mauges, 203.
 Maulde, 138.
 Maurienne, 175.
 Maury, 43.
 Mauvillon, 73.
 Max Joseph, électeur de Bavière, 434.
 maximum, 205, 209, 214, 215, 219, 221, 222, 240, 243-245, 265.
 Mayence, 69, 73, 140, 141, 152, 153, 154, 174, 175, 209, 213, 224, 256, 271, 273, 281, 296, 321, 346, 374, 375, 394, 395, 425, 451.
 Mazzaredo, 455.
 Méchain, 478, 479.
 Mecque (la), 453.
 Méhul, 252, 501, 506.
 Mein, 288, 336.
 Meissen, 74.
 Mélas, 438.
 Melzi, 363.
 Menin, 223.
 Menou, 279, 368.
 Mentelle, 505.
 Mercy-Argenteau, 81, 99, 166.
 Merle, 143.
 Merlin de Douai, 57, 85, 269, 279, 295, 308, 310, 354, 355, 370, 376, 380-383, 385, 393, 394, 397, 399, 418, 419, 422, 446, 447, 457.
 Merlin de Thionville, 269, 296.
 Merveldt, 366.
 métayage, 59, 66.
 méthodisme, 523.
 métis, 24.
 Metternich, 395.
 Metz, 82, 136, 137, 138.
 Meudon, 239.
 Mexique, 401.
 Meyerinck, 271.
 Michallon, 501.
 Milanais, 208.
 Milan, 19, 91, 92, 333, 344, 345, 363, 364, 365, 367, 397, 415, 418, 421, 422, 429, 435.
 Miles, 69, 86.
 milice. — Voir : garde nationale.
 milliard des défenseurs, 445.
 Millesimo, 333.
 Millin, archéologue, 472.
 Millin, naturaliste, 483.
 Mincio, 338.
 ministère public, 53.
 ministres, 50, 51, 231, 322.
 Minto (lord), 390.
 Mirabeau, 8, 16, 31, 39, 42, 43, 49, 57, 68, 69, 73, 75, 86, 120, 475, 489, 496.
 Miranda, 24, 112, 151, 153, 275, 402.

- missions. — Voir : représentants.
 Modénais, 19.
 Modène, 289, 334, 337, 346, 364, 365, 413.
 Moers, 393.
 mœurs, 312, 530-531.
 Moira (lord), 187.
 mois romains, 288.
 Moldavie, 406, 427.
 Mollendorf, 169, 170, 171, 176, 177, 186, 187, 256, 273.
 Mombello, 364, 366, 367 ; — convention de Mombello, 365.
 Momoro, 125, 228.
 monarchiens, 39, 43.
 Moncey, 257, 275.
 Mondovi, 333.
 Monge, 120, 160, 239, 376, 377, 407, 419, 453, 478, 481, 484, 505.
 Monroe, 400.
 Mons, 141.
 Montagnards, à la Convention, 128, 145-161, 201-206 ; — gouvernement, 206-260 ; — divisions, 215-217, 226-229, 252-253, 257-260 ; — après le 9 thermidor, 266, 354.
 Montagne Noire, 257, 275.
 Montagu (M^{me} de), 525.
 Montané, 216.
 Montauban, 43.
 Montéliard, 254, 397.
 Monte Cavallo, 420.
 Monténégrins, 429.
 Montenotte, 333.
 Montesquiou, 140, 141, 152.
 Montgelas, 434.
 Monti, 192, 536.
 Montmédy, 82, 94.
 Montmélian, 141.
 Montmorin, 63, 88, 97, 100.
 Montpellier, 477.
 Mont-Terrible (département du), 155.
 Mont-Tonnerre (département du), 394.
 Morard de Galles, 180, 342.
 Moreau, 332, 334, 336, 346, 371, 438, 457, 462.
 Morée, 412, 429.
 Morez, 242.
 Morgarten, 416.
 Mornington (lord), 454.
 Morton Eden, 335, 390.
 Möser (J.-J.), 15.
 Moulin, 386, 447, 462.
 Mounier, 31, 39, 191, 194, 523, 524, 527.
 Mourad-bey, 410.
 Moureau, 446.
 Mouroussi, 427.
 Moustafa pacha, 455.
 mouture, 243.
 Mozart, 534.
 Muir, 158, 159, 195.
 mulâtres, 50.
 Mulhouse, 254, 415.
 Muller (Jean de), 73.
 municipalités, 44, 52, 53, 231, 278.
 Murat, 298, 463.
 muscadins, 262, 306.
 musée du Louvre, 472, 498, 499 ; — des monuments français, 473.
 Muséum d'histoire naturelle, 476, 482, 484.
 musique, 501, 533.
 Mustapha III, 426.
 Mysore, 411, 454, 547.

N

- Nancy, 44, 114.
 Nantes, 12, 204, 205, 219, 225, 306, 504.
 Naples, 19, 76, 161, 333, 411, 412, 424 ; — royaume de Naples, 164, 178, 193, 208, 289, 290, 334, 338, 418, 423-424, 430, 435, 436, 448-449.
 Narbonne (comte de), 103, 104, 109, 112.
 Narev, 281.
 Narino, 401.
 Nassau, 228.
 nationalisme, 531-539.
 Nazareth, 453.
 Necker, 8, 12, 31, 32, 33, 34, 39, 54, 55, 288.
 Neerwinden, 173, 174, 202.
 négatifs, 75.
 nègres, 50. — Voir : esclavage.
 Nélidov, 425.

Nelson, 179, 180, 411, 412, 424, 430, 435, 448, 449, 450, 453.
 Neuchâtel, 17.
 neutres. — Voir : commerce, ligue.
 Nevers, 217.
 Nice, 140, 141, 152, 154, 155, 208, 333, 341.
 Nicolai, 73.
 Nicolle, 538.
 Niebuhr, 73.
 Niémen, 273.
 Nièvre, 219.
 Nil, 453.
 Nîmes, 24, 43.
 Nivelle, 175.
 Nivernais, 66.
 Nizam d'Haiderabad, 411, 454.
 nizami djehid, 427.
 Noailles (vicomte de), 38.
 noblesse aux États généraux, 6, 8, 31, 32 ; — abolition des titres de noblesse, 43.
 Noël, 110, 158, 399.
 Nolf, 141.
 « noirs » (les), 39, 43.
 Noorta Sund, 88.
 Normandie, 37, 207.
 Northumberland, 342.
 Norwich, 75, 156, 195.
 Nouvelle Grenade, 24, 401.
 Novalis, 520, 521, 533, 546.
 Novi, 449.
 Novikov, 72, 191.
 noyades de Nantes, 225.
 Noyon, 115.
 nuit du 4 août, 38, 74.
 numéraire, 320, 321. — Voir : argent.
 Nunez, 69, 83, 97.

O

Ocariz, 150.
 Ochs, 74, 396, 397, 416, 417.
 O'Connor, 340.
 octrois, 443.
 Oder, 171.
 officiers, 113, 234 ; — de marine, 237 ; — municipaux, 52.
 Oginski, 406, 427.
 Oglio, 365.
 Olavide, 20, 192.

Orange, 251.
 Orange (prince d'), 450.
 Orangistes, 198.
 oratoriens, 502.
 Orléans, 12, 95, 202, 244, 251.
 Orléans (duc d'), 8, 39, 41, 101, 150, 204, 216, 448.
 Ostermann, 89, 143.
 otages (loi des), 459.
 Otchakov, 86, 90.
 Ourthe, 256.
 Oxford, 76.
 Oyapok, 362.

P

Pache, 110, 147, 149, 201.
 « pacte de famille », 86.
 Pacy-sur-Eure, 208.
 Padoue, 76.
 pain, 33, 148, 243, 326.
 Paine, 75, 79, 156, 159, 195, 327.
 Palais royal, 33, 34, 39.
 Palatinat, 74, 175, 177, 288, 375.
 Palerme, 193.
 Pallas, 483.
 Palmer, 195.
 Pamiers, 82.
 Panama, 402.
 Paoli, 179.
 papauté. — Voir : Pie VI.
 « pâques véronaises », 365.
 Parandier, 208, 254.
 Paris, 33, 37, 39-41, 43, 65-67, 69, 75, 94, 118, 123, 194, 200, 201, 217, 218, 229, 232, 242, 244, 266, 268, 274, 278, 356, 477 ; — administration, 266, 383 ; — traité de 1796, 335.
 Parker, 383.
 parlements, 6, 29, 30.
 Parme, 289, 333, 334, 338, 365, 421, 448.
 Parthenay, 204.
 particularisme, 51, 52.
 Passariano, 376.
 Pasvan Oglou, 428.
 patentes, 54, 322.
 Paul I^{er}, 341, 342, 345, 391, 430, 450, 451.
 Pavie, 364.

Pays-Bas. — Voir : Belgique, Hollande.
 paysans, 9, 14, 15, 17, 18, 35-38, 40, 56-59, 66, 74, 94, 114, 207, 545.
 péages, 59.
 Peel, 389.
peep of day boys, 157.
 peinture, 499, 500.
 pèlerins de la liberté, 69.
 pensions militaires, 235, 445.
 Perche, 115, 200.
 Percier, 473.
 Pereira, 218.
 Périer, 239, 240.
 Pérignon, 257, 337, 398, 425.
 Périgord, 66.
 Périm, 454.
 Perpignan, 175.
 Perrégaux, 12, 182, 211, 239, 306, 322, 340, 362.
 Perron, 411.
 Perse, 340, 341, 342, 406.
 Pestalozzi, 15.
 Petiet, 355, 356, 447.
 Petion, 100, 116, 117, 119, 216.
 pétition (droit de), 49, 67 ; — à l'armée, 235.
 Petitjean, 126.
 Phanariotes, 427.
 philanthropie, 529, 530.
 Philidor, 507.
 Philippe-Égalité. — Voir : Orléans.
 Philippeaux, 226, 227, 228.
 Picardie, 37, 58.
 Pichegru, 224, 256, 267, 281, 309, 332, 351, 355, 357, 369, 372, 450.
 Pie VI, 61, 62, 63, 64, 80, 124, 161, 334, 338, 344, 418, 419, 420, 423, 430.
 Piémont, 192, 208, 333, 365, 413, 420, 421, 435, 449.
 piétistes, 521, 523.
 Pigott, 69.
 Pillnitz, 91, 97-99.
 Pinckney, 400.
 Pindemonte, 76.
 Pinel, 485.
 piques, 114, 119.
 Pistoie, 76.
 Pitt, 21, 24, 27, 75, 78, 86, 157, 186-187, 195-198, 210, 466 ; — politique financière, 189, 325-

326, 339, 341, 358-359, 389 ; — politique extérieure, 87-90, 112, 156, 158-160, 165-167, 172-185, 273, 275, 276, 291, 292, 326, 339, 356-363, 372, 387, 390, 402, 425, 433, 448, 450, 451.
 Place, 195.
 « plaine » (la), 149.
 Plaisance, 333.
 Pléville le Pelley, 349, 355, 360.
 Pô, 333, 438.
 Podolie, 406.
 poids et mesures, 478-480.
 Pointe, 240.
 Polignac, 538.
 Pologne, 14, 25, 87, 90, 91, 107, 108, 129-130 ; deuxième partage, 143, 167-170, 254, 271 ; — troisième partage, 272, 273, 275, 281, 391, 406, 409, 414, 426, 435, 538, 547.
 Poly, 350.
 Pondichéry, 412.
 Poniatovski, roi de Pologne, 90, 91, 168.
 Poniatowski (prince), 130.
 Ponthieu, 242.
 Pontivy, 44.
 Popham, 450.
 Portal, 476, 477.
 Portalis, 492, 524.
 portes et fenêtres, 442.
 Portilla, 401.
 Portland, 157.
 Porto-Rico, 401.
 Portsmouth, 187.
 Portugal, 76, 80, 164, 178, 337, 358, 362, 363, 398, 411.
 Posen, 87, 143.
 Posnanie, 171.
 Posselt, 73, 194.
 Potemkine, 89, 107.
 Poterat, 331, 332.
 Potocki, 90, 107, 538.
 Potsdam, 90, 107, 131.
 Poultier, 381.
 Pozo y Sucre, 402.
 Prague, 171.
 presse, 46, 48, 49, 310, 316, 323, 370, 371, 381, 385, 387, 441, 457, 495.
 — Voir : journaux.
 « presse » des marins, 22, 188, 196.
 prêtres. — Voir : clergé.

Price, 75, 537.
 Priestley, 75, 466, 537.
 Prieur de la Côte d'Or, 211, 234, 240, 484.
 Prieur de la Marne, 211.
 Prince de la paix (le). — Voir : Godoy.
 privilèges (abolition des), 38.
 proclamation, 41 ; — de la patrie en danger, 117.
 procureur-général-syndic, procureur syndic, procureur de la commune, 52.
 Prony, 505.
 propagande, 68, 151-155, 254, 294.
 protestants, 48, 519.
 Provençaux, 31.
 Provence, 7, 36, 37, 309.
 Prudhon, 500, 518.
 Prusse, 14, 25, 73, 87-92, 107, 112, 143, 164, 167, 268, 269, 271, 272, 281, 287, 331, 335, 339, 342, 357, 358, 390, 395, 424, 425 ; — finances, 188. — Voir : armée, Frédéric-Guillaume.
 prytanée français, 443.
 psychologie, 485-486.
 Puerto d'España, 401.
 Puisaye (de), 276.
 Puy-de-Dôme, 220.
 Pyramides, 410.

Q

Quatremère de Quincy, 468.
 Queich, 175.
 Quercy, 66.
 Quiberon, 180, 187, 275, 276, 328.
 Quincey, 37.
 Quinette, 447.

R

Rabaut Saint-Étienne, 216.
 radicaux anglais, 75.
 Raditchev, 72, 191, 538.
 Radom, 273.
 Radziwill, 72.
 Raglawice, 170.
 Rainier, 454.
 Raison (culte de la). — Voir : culte.
 Ramanieh, 409.

Ramel, 319, 320, 321, 354, 355, 370, 442.
 Randolph, 330.
 Ransonnet, 74.
 Rapinat, 416, 417.
 Rastatt, 377, 386, 387, 388, 390, 394, 397, 409, 413, 414, 424, 439.
 rationalisme, 467-468, 515-516.
 rationnement, 216, 244. — Voir : cartes.
 Rauracie, 155.
 Raymond, 411.
 Razoumovski, 168, 342, 346.
 Rebmann, 73, 194.
 Rebecqui, 119.
 Récamier, 306.
 recensement, 443.
 recrutement, 187-188, 200, 202, 203, 434, 457. — Voir : armée, garde nationale, levée en masse.
 réélection, 67.
 Reeves, 158.
 réfractaires. — Voir : clergé.
 réfugiés étrangers, 70, 103, 112, 153, 396.
 Reggio, 344, 346, 364, 365.
 réglementation économique, 125, 126, 147, 222, 232, 322. — Voir : maximum, rationnement, réquisitions, taxation.
 Regnault, 499.
 Regnault de Saint-Jean-d'Angély, 461.
 Rehberg, 79.
 Reichard, 79.
 Reichardt, 73, 194.
 Reichenbach, 89, 91.
 Reinhold, 73.
reis effendi, 427.
 remplacement, 457.
 Rennes, 447.
 Repnine, 391.
 représentants en mission, 121, 203, 218, 219, 231, 267.
 républicain, origine du parti, 66, 95 ; — aux États-Unis, 23, 329.
 république, établissement, 122, 145 ; — batave, 398 ; — cisalpine, 346, 363, 364, 365, 367, 375, 407, 413, 420-422, 435 ; — cispadane, 344, 345, 364, 365 ; — helvétique, 397 ; — ligurienne, 420,

- 421, 423 ; — romaine, 419, 435, 436, 449.
 réquisitions, 201, 204, 219, 239, 241, 242, 265, 322, 460 ; — de 300.000 hommes, 200, 202-203.
 rescriptions hollandaises, 400.
 résistance à l'oppression, 46, 53.
 Reubell, 269, 274, 276, 295, 296, 299, 307, 311, 318, 324, 333, 334, 336, 347, 352, 355, 361, 368, 369, 370, 372, 376, 380, 384, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 402, 408, 414, 417, 418, 422, 445, 457.
 Réunion (île de la), 452.
 Réveillon, 33.
 révision de la constitution, 67, 96.
 Rhénanie, 11, 15, 74, 152, 154, 155.
 Rhin (rive gauche du), 256, 268, 270, 273, 281, 293, 333, 335, 336, 343, 346, 347, 367, 374, 375, 393.
 Rhigas, 429.
 Rhodes, 453, 455.
 Rhône-et-Loire, département, 204.
 Ricardos, 175, 176, 224.
 Ricci, 76.
 Richelieu (duc de), 538.
 Richery, 337.
 Richmond, 179, 187.
 Richter (Jean-Paul), 73, 520.
 Riflon, 425.
 Rivarol, 43, 526.
 Rivoli, 344.
 Roberjot, 415, 424, 439.
 Robert, 66.
 Robertson, 76.
 Robespierre, à l'Assemblée constituante, 65, 67, 95, 96 ; — pendant l'Assemblée législative, 102, 104-105, 110, 118, 120, 124, 127 ; — à la Convention, 148, 149, 153, 155, 195, 205, 207 ; — au Comité de salut public, 210, 211-212, 214, 215, 218, 226, 227, 228, 229, 231, 242, 246, 251, 252, 254, 255, 257, 258, 259, 260, 495, 496, 506.
 Robespierre (A. J.), dit Robespierre jeune, frère du précédent, 251.
 Rochefort, 181, 433.
 Rochester, 23.
 Rodriguez, 24, 401.
 Roederer, 461, 497.
 Roer, 141, 174, 256, 394.
 Roger-Ducos, 386, 447, 462, 464.
 Roland, 74, 110, 116, 121, 124, 148, 201, 216, 310.
 Roland (Madame), 69, 110, 117, 127, 148, 161, 216.
 Roll (baron), 83.
 Rollin, 186.
 Romagne, 192, 337, 345, 364.
 romantisme, origines, 516-521.
 Rome, 19, 77, 81, 161, 289, 345, 407, 430. — Voir : États pontificaux, Pie VI, république romaine.
 Romilly, 240.
 Romme, 12, 69, 217, 240.
 Ronsin, 204, 218, 221, 225, 226-228.
 Rosas, 257.
 Roscoe, 76.
 Rosenberg, 435.
 Rosenberg-Orsini, 335.
 Rosenstiel, 394.
 Rose-croix, 519, 521, 546.
 Rossignol, 33, 204, 209.
 Rotondo, 76.
 Rotterdam, 451.
 Rouen, 12, 240, 471.
 Rouget de l'Isle, 114.
 Roumélie, 428, 429.
 Roussillon, 175, 213.
 routes, 371. — Voir : droit de passe.
 Roux, 115, 202, 205, 210.
 Rovère, 259, 262, 369.
 Royaumont (abbaye de), 473.
 Royou, 43.
 Royrand, 203.
 Rudler, 394.
 Ruelle, 240.
 Ruffo, 430, 449.
 Rufus King, 402.
 Rügen, 74.
 Ruhl, 153.
 Russell, 75.
 Russie, 12, 14, 25, 69, 72, 88, 107, 143, 273, 275, 291, 339, 357, 358, 391, 406, 425-426, 430, 431, 435, 450, 451, 538.
 Rzewuski, 107.

S

- Sabatier de Castres, 524.
 Saida, 429.

- Saint-Cloud, 65, 462, 463.
 Saint-Denis (abbaye de), 473.
 Saint-Domingue, 275, 289, 293, 401 ; — voir : Haïti.
 Saint-Étienne, 238, 267, 385.
 Saint-Gall, 17, 193.
 Saint-Gaudens, 59.
 Saint-Germain-des-Prés (abbaye de), 124, 241.
 Saint-Gothard, 439, 451.
 Saint-Ildephonse, 337.
 Saint-Jean d'Acre, 429, 453.
 Saint-Just, 148, 207, 210, 211, 220, 221, 222, 224, 228, 231, 236, 237, 239, 246, 247, 256, 258, 259.
 Saint-Louis, 242.
 Saint-Marcouf, 328.
 Saint-Martin des Champs (abbaye de), 477.
 Saint-Pétersbourg, 75, 87, 108, 272.
 Saint-Sébastien, 257.
 Saint-Simon, 324, 362.
 Saint-Vincent (lord). — Voir : Jervis.
 Sainte-Lucie, 181, 401.
 Sainte-Menehould, 94, 139.
 Salas, 402.
 « Salon français » (club du), 43.
 Salons, 499-500.
 salpêtre, 240.
 Saluces, 192.
 Salzbourg, 375.
 Sandomir, 272.
 Sandoz, 357, 375, 377.
 « sans culottes », 204, 205, 233, 241, 242, 244, 246, 249, 250, 253, 262, 266.
 Santa-Fé-de-Bogota, 401.
 Santerre, 33, 225.
 Santhonax, 102.
 Sardaigne, 193, 409, 421, 435.
 Sardaigne (royaume de), 19, 20, 80, 112, 140, 164, 175, 176, 333, 338, 344, 421, 435, 438.
 Sarre, 224, 394.
 Saumur, 204.
 Savenay, 225.
 Savoie, 20, 70, 75, 112, 140, 141, 152, 154, 155, 159, 176, 208, 213, 224, 332, 333, 341.
 Saxe, 14, 74, 91.
 Saxe-Teschen (Albert de), 137, 141, 335.
 Saxe-Weimar (Charles-Auguste de), 16.
 Scarpe, 175.
 Schauenbourg, 416, 417.
 Schelling, 73, 519, 520.
 Schérer, 281, 356 437, 449 457.
 Schiller, 12, 73, 194, 511 18, 532, 533.
 Schlegel, 520, 533.
 Schleiermacher, 519.
 Schlözer, 15, 73, 79.
 Schneider, 69, 112, 220.
 Schubart, 73.
 Schulenburg, 131.
 Schwytz, 416.
 sciences, 239, 478-480, 484-488.
 sculpture, 501.
 sections de Paris, 118, 119, 123, 146, 149, 205, 215, 216, 218, 259.
 Sedan, 136, 137, 138.
 Ségur, 109.
 Sélim III, 426, 427, 428.
 Seltz, 413.
 Sémallé, 267.
 Sémonville, 208.
 Sénégal, 293.
 Sénonais, 58.
 Sensée, 175.
 séparation des pouvoirs, 49, 55 353 ; — de l'Église et de l'État 262.
 Serbelloni, 363, 420.
 Seringapatam, 412, 454.
 serment à la constitution civile du clergé, 611 ; — liberté-égalité, 124 ; — de haine à la royauté, 370, 371, 381. — Voir : Jeu de paume.
 servage, 14, 57.
 Servan, 110, 116, 138, 140, 316.
 Sheffield, 156, 157, 195.
 Sheridan, 75, 160, 187.
 Shori (lord), 411.
 Sicard, 505.
 Sicile, 412, 421, 424, 436.
 Sidney Smith, 309, 430, 453, 455.
 Sieg, 333.
 Sienna, 420.
 Sievers, 168.
 Sieyès, 8, 31, 32, 39, 269, 274, 276,

Index

- 295, 296, 299, 336, 376, 386, 387,
414, 415, 424, 437, 439, 445, 446,
447, 448, 449, 457, 458, 459, 461,
462, 464, 497.
- Sigraÿ, 335.
- Silésie, 87, 194.
- Simoneau, 115.
- Simplon, 365, 397, 416, 417.
- Sistova, 89, 97.
- société des Trente, 8; — des Amis de
la constitution, 43; — dite « de
89 », 42, 70, 104; — sociétés
fraternelles, 66, 114; — popu-
laires, 218, 219; voir : clubs,
Jacobins; — des Amis des arts,
499; — médicale d'émulation,
477; — de la Révolution d'An-
gleterre, 75.
- Somme, 219, 267.
- Sonnenfels, 73, 194.
- Sotin, 355, 382, 387, 421.
- Souabe, 73, 288, 332, 335, 413, 437.
- Soulavie, 255.
- Soult, 236, 451.
- Southey, 194.
- souveraineté nationale, 46.
- Souvorov, 86, 89, 170, 272, 438,
448-451.
- Spa, 82.
- Spencer, 187.
- Spencer Smith, 429.
- Speyer, 281.
- Spielmann, 89, 108, 129, 131, 132,
143, 166, 167, 168.
- Spinola, 403.
- Spire, 140, 141.
- Spithead, 358.
- Splügen, 365, 417.
- Spontini, 501.
- Staël (Madame de), 103, 104, 368,
486, 497.
- Staffa, 193.
- Steffens, 73.
- Stamford, 391, 450.
- Stanz, 417.
- statistes, 17, 74, 152.
- statistique agricole, 443.
- Steiger, 255.
- Stenay, 94.
- Stockholm, 191, 387.
- Stockport, 156.
- Stofflet, 203, 205, 264, 277, 309.
- Stokach, 437, 446.
- Stolberg, 73.
- Strasbourg, 44, 69, 70, 84, 112,
121, 238, 239, 334, 477.
- Stroganov, 69, 538.
- Struensee, 188.
- Stuttgart, 12, 335.
- Suard, 523.
- successions (lois sur les), 246, 492.
- Suède, 14, 15, 25, 112, 184, 208,
254, 450, 451, 537-538.
- Suez, 404, 406, 452, 453.
- suffrage universel, 122, 207, 278;
— droit de suffrage, 49, 381.
- Suisse, 16-17, 74, 113, 161, 183,
193, 242, 254, 270, 396-397, 415-
417, 434, 451; — régiments
suisses, 33, 120.
- Suleau, 43.
- Sulkowski, 391.
- Surcouf, 237.
- suspects, 121, 123, 201, 205, 214,
215, 219, 220, 226, 228, 232, 262.
- Svenka Sund, 87.
- Swinburne, 359, 362.
- Syracuse, 412, 424.
- Syrie, 453.
- système métrique, 479, 480.
- Szentmargay, 335.

T

- tabacs (impôt sur les), 443.
- Tabago, 181.
- Taboureau, 202.
- Taillefer, 219.
- Talleyrand, 55, 60, 64, 109, 112,
307, 312, 355, 360, 362, 367,
372, 373, 375, 377, 382, 398, 399,
400, 402, 403, 407, 408, 413, 414,
416, 417, 419, 448, 461, 463,
489, 503, 530, 531.
- Tallien, 219, 220, 250, 259, 261,
262, 298, 401.
- Tallien (Madame), 259, 263.
- Tamara, 429, 430.
- Tarascon, 267.
- Tarentaise, 175.
- Targovitsa, 108, 130.
- Tarvis, 345.

- Tauenzien, 273.
 taxation, 9, 38, 40, 59, 60, 115, 125, 126, 201, 204, 221, 222, 241.
 taxes révolutionnaires, 219, 221, 231 ; — taxe de guerre, 319.
 Taylor, 75.
 Tech, 224.
 télégraphe optique, 239.
 Temple, 120, 309, 369.
 Terre ferme, 19, 375.
 Terre-Neuve, 342.
 Terreur (la), 122-128, 215, 219, 231, 233, 244, 257, 262, 263.
 Terreur blanche, 264, 267, 277.
 Tessin, 17, 435, 451.
 test, 23, 78.
 Thabor (mont), 453.
 théâtre, 494, 501.
 Thelwal, 75, 196.
 théophilanthropie, 316, 383.
 théosophes, 519, 523.
 thermidoriens, 261-281.
 Théot (Catherine), 259.
 Thibaudeau, 354, 367, 504.
 Thorn, 87, 89, 143.
 Thouars, 204.
 Thouin, 476.
 Thrace, 428.
 Thugut, 168, 169, 170, 171, 172, 174, 176, 177, 186, 189, 272, 275, 281, 290, 292, 331, 334, 335, 341, 344, 345, 346, 357, 358, 366, 367, 373, 376, 390, 391, 392, 418, 425, 430, 437.
 Thur, 242.
 Thurgovie, 17.
 Thuriot, 211.
 Thurlow, 157.
 Thurot, 487.
 tiers consolidé, 371, 386.
 Tiers État, 7, 8, 29-32, 39, 47.
 tiers parti, 149.
 tiers (bons des deux), 278.
 Tilly, 459.
 timbre, 371.
 Tippou Sahib, 411, 452, 453, 454.
 Tiradentes, 24.
 Tissot, 283.
 Tolentino, 345, 364, 498.
 Torfou, 225.
tores, 21, 75.
 Toscane, 19, 76, 80, 83, 161, 192, 268, 270, 288, 333, 337, 338, 413, 418, 420, 422, 423, 437.
 Toulon, 36, 84, 166, 172, 175, 176, 178, 179, 180, 187, 205, 208, 215, 224, 238, 408, 409, 411, 426, 449, 455.
 Toulouse, 459.
 Touraine, 37, 240.
 Tourcoing, 177, 256.
 Tours, 125.
 Toussaint Louverture, 180, 181.
 traite, 50, 185.
 traité de 1786, 10, 361 ; — de Bâle, 274, 275 ; — de La Haye, 274, 294 ; — de Paris, 335 ; — de commerce anglo-russe (1797), 342 ; — Jay, 184, 329, 399. — Voir : Campoformio, coalition, Iassy, Sistova, Saint-Ildephonse, Tolentino.
 Trébie, 438.
 Treilhard, 269, 373, 386, 394, 414, 418, 435, 447.
 treize vendémiaire, 279.
 Trenck, 194.
 Trentin, 333, 345.
 trésorerie, 54, 352, 354.
 Trèves, 15, 74, 77, 102, 104, 107.
 triages, 9.
 tribunal du 17 août 1792, 123, 147 ; — révolutionnaire, 201, 216, 231, 232, 262, 267.
 tribunaux, organisation, 52, 53, 278 ; — militaires, 235.
 Trieste, 355.
 Trinité, 401.
 triumvirs, 43, 67, 95, 100, 104, 369, 372.
 Trogoff, 179.
 Troubridge, 179, 449.
 Trouvé, 422.
 Troyes, 244.
 Truguet, 354, 355, 388, 398.
 Tübingen, 73.
 Tuileries, 40, 94, 117, 119, 150, 206.
 Turin, 19, 43, 77, 81, 192, 344, 345, 387, 422, 438, 449.
 Turquie, 25, 86, 87-91, 97, 112, 161, 208, 272, 273, 290, 405-406, 408, 426-430, 453.
 Turreau, 251.
 Tyrol, 334, 344, 345, 365, 375, 416.

Index

U

Udine, 367, 373, 374.
Ukraine, 89, 130, 131, 143, 640.
Ulster, 157, 198.
ultra, 220, 226.
universités, 474, 475, 502, 504.
unité nationale, 14-20, 38.
Unterwald, 417.

V

Vadier, 251, 259, 263, 267
vaine pâture, 9, 40.
Valachie, 427, 428, 429.
Valais, 17, 75, 193, 365, 397, 416.
Valdès, 178.
Valence, 35, 44.
Valenciennes, 35, 113, 115, 175, 209, 213.
Valteline, 17, 365.
Valmy, 127, 139-140.
vandalisme révolutionnaire, 470.
Vandermeersch, 74.
Vandermonde, 239.
Vandernoot, 17, 18, 74, 78.
Van Eupen, 78.
Varennes, 68, 71, 93-94.
Varlet, 202.
Varsovie, 14, 130, 169, 170, 171, 272, 281.
Vaulcuse, 251.
Vaud, 17, 75, 193, 396, 397.
Vaudreuil, 81, 524.
Vauquelin, 239, 240, 505.
véralité des offices, 6, 53, 54.
Veletino, 429.
Vendée, 37, 100, 109, 126, 172-173, 175, 192, 203, 206, 209, 213, 224, 251, 264, 277, 320.
Venise, 19, 161, 169, 272, 275, 288, 290, 345, 346, 365, 366, 367, 374, 375, 388, 395, 437, 524, 547.
Venloo, 274.
Verceil, 192.
Verdun, 84, 123, 126, 136, 137, 140.
Vergniaud, 101-102, 109, 110, 117, 118, 127.
Verninac, 405, 406.
Vérone, 191, 343, 350, 365.
Versailles, 13, 39, 40, 43.

Vesoul, 37.
veto, 39, 50, 51.
Viala, 506.
Victor Amédée III, 77, 82, 333.
Vicq d'Azyr, 483.
Vidin, 428.
Vidua Carlo, 536.
Vienne, 11, 73, 79, 81, 83, 90, 91, 107, 129, 132, 143, 168, 177, 193, 387, 409, 429.
Vienne (Haute-), département, 386.
Vierzon, 240.
Villaret-Joyeuse, 180, 276, 342.
Villers (Ch. de), 523, 526.
Vincent, 226, 227, 228.
vingt juin 1792, 117.
Virginie, 23.
Visconti, 420, 421.
Vistule, 171.
Vitry, 139.
Vittoria, 275.
Vizcardo y Gusman, 400.
vœux, 62.
Volney, 429, 454, 486, 487, 497, 505.
volontaires, 94, 112, 113, 123, 138, 161, 234.
Voltaire, 506.
Vonck, 18.
Vonckistes, 74, 78, 152, 154.
Voorn, 451.
Vorarlberg, 417.
Voronzov, 90, 342, 538.
« votants », 151.
vote par ordre, par tête, 31-32.
Voulland, 251.

W

Waitz, 434.
Wakefield, 75.
Walker, 76.
Washington, 184, 255, 328, 329, 400.
Watt et son fils, 73, 103.
Watt, agitateur, 196.
Watteau, 499.
Watson, 158.
Wattignies, 176, 224, 237.
Weckherlin, 73.
Wedgwood, 75.
Weimar, 73.
Weissenfels, 520.
Weisshaupt, 15.

- Wellesley, 454.
 Werner, 520.
 Westermann, 140.
 Wexford, 433.
whigs, 21, 75, 78, 90, 156, 158, 159,
 187, 194, 196, 285.
 Whitbread, 197.
 Whitworth, 90, 341, 342, 431.
 Wicar, 498.
 Wickham, 267, 276, 326, 331, 339,
 353, 357, 359, 362, 396, 450, 464.
 Wicklow, 432.
 Wieland, 73, 194, 439.
 Wigan, 157.
 Wilberforce, 75, 194, 529, 537.
 William (Miss), 69.
 Willot, 369, 450.
 Windham, 78, 173, 187, 268, 276,
 292, 387.
 Wissembourg, 175, 176, 224.
 Wœrth, 224.
 Wœvre, 137.
 Wola, 170.
 Wolf Tone, 76, 157, 198, 336, 432,
 433.
 Wöllner, 15, 27, 73, 189, 519.
 Wolstonecraft, 75.
 Woolwich, 359.
 Wordsworth, 48, 69, 194, 517, 537.
- Worms, 141.
 Wurmser, 169, 172, 175, 176, 223,
 224, 281, 334, 338, 343.
 Wurtemberg, 15, 288, 332, 333,
 335, 425.
- Y
- Yarmouth, 169.
 Yeu (île d'), 277, 292, 328.
 York (duc d'), 124, 173, 175, 176,
 177, 187, 195, 223, 451, 452.
 Youssouf Aga, 427.
 Ypres, 237, 256.
 Ypsilanti, 427, 429.
 Yriarte, 274, 289.
 Yvron, 139.
 Yzarn de Valady, 33.
- Z
- zamindars, 411.
 Zante, 366.
 Zimmermann, 80.
 Zinzendorf, 519.
 Zorn, 175, 224.
 Zoubov, 89, 341.
 Zurich, 74, 193, 255, 439, 451.

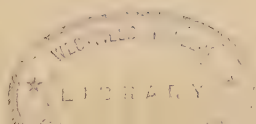




TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

LE MONDE OCCIDENTAL EN 1789.....	5
----------------------------------	---

I. Les débuts de la Révolution française, p. 5. — II. Origines et conséquences des mouvements populaires, p. 8. — III. L'opinion européenne, p. 10. — IV. L'Europe continentale, p. 12. — V. Les Anglo-Saxons, p. 21. — VI. L'Amérique latine, p. 23. — VII. Le conflit, p. 24.

LIVRE PREMIER

L'EXPANSION RÉVOLUTIONNAIRE JUSQU'À LA FORMATION DE LA GRANDE COALITION

(mai 1789-janvier 1793)

CHAPITRE PREMIER. — <i>La chute de l'ancien régime (mai 1789-juillet 1789)</i>	29
--	----

I. La révolution des juristes (4 mai-27 juin 1789), p. 31. — II. La révolution parisienne, p. 33. — III. La révolution municipale en province, p. 34. — IV. La grande peur et la révolte agraire, p. 35. — V. La nuit du 4 août et la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, p. 38. — VI. Les journées d'octobre, p. 39. — VII. La situation à la fin de 1789, p. 40. — VIII. L'année de La Fayette (1790), p. 41.

CHAPITRE II. — <i>L'œuvre de l'Assemblée constituante (1789-1791)</i>	45
---	----

I. Les principes de 1789, p. 45. — II. L'application des principes, p. 48. — III. L'organisation du gouvernement, p. 50. — IV. L'organisation administrative, p. 51. — V. Les finances, p. 53. — VI. La réforme agraire et l'œuvre économique de l'Assemblée constituante, p. 56. — VII. La réforme du clergé, p. 60. — VIII. La France en 1791, p. 64.

CHAPITRE III. — <i>La Révolution et l'Europe (juillet 1789-juin 1791)</i>	68
---	----

I. La propagande, p. 68. — II. L'expansion révolutionnaire

Table des matières

p. 71. — III. La réaction et le projet de croisade, p. 77. —
IV. Louis XVI et les émigrés. L'appel à l'étranger, p. 81. —
V. La politique extérieure de l'Assemblée constituante, p. 84.
— VI. La politique européenne, p. 86.

CHAPITRE IV. — *La fuite du roi et la déclaration de guerre à l'Autriche (juin 1791-avril 1792)* 93

I. L'événement de Varennes et ses conséquences en France (1791), p. 93. — II. La déclaration de Pillnitz (27 août 1791), p. 97. — III. L'Assemblée législative et la politique girondine (octobre-décembre 1791), p. 99. — IV. L'alliance austro-prussienne (décembre 1791-avril 1792), p. 105. — V. Le ministère Dumouriez et la déclaration de guerre (20 avril 1792), p. 108.

CHAPITRE V. — *La seconde révolution française (avril-septembre 1792)* 111

I. L'échec de l'offensive française (avril-juin 1792), p. 111. — II. Origines de la seconde révolution, p. 114. — III. La chute du ministère Dumouriez et la défaillance girondine (juin-août 1792), p. 116. — IV. La révolution du 10 août 1792, p. 118. — V. La première Terreur (septembre 1792), p. 122.

CHAPITRE VI. — *L'invasion de la Pologne et de la France. La riposte révolutionnaire : Valmy et Jemappes (septembre 1792-janvier 1793)* 129

I. L'invasion de la Pologne et la question des indemnités, p. 129. — II. L'armée de la coalition, p. 132. — III. Valmy (20 septembre 1792), p. 137. — IV. La conquête républicaine : Jemappes (6 novembre 1792), p. 141. — V. Le second partage de la Pologne (23 janvier 1793) ; la coalition ébranlée, p. 142.

CHAPITRE VII. — *Les origines de la coalition générale* 144

I. Les débuts de la Convention. Girondins et Montagnards, p. 144. — II. La lutte des partis et la mort du roi (janvier 1793), p. 147. — III. La guerre de propagande et les annexions, p. 151. — IV. La rupture avec l'Angleterre, p. 156. — V. La rupture avec les États du midi, p. 160.

LIVRE II

LA COALITION ET LA RÉVOLUTION JUSQU'AUX TRAITÉS DE 1795

CHAPITRE I^{er}. — *La coalition (1793-1795)* 163

I. Formation de la coalition, p. 164. — II. Les buts de guerre des coalisés, p. 165. — III. La coalition et la Pologne (avril 1793-

octobre 1794), p. 167. — IV. La guerre contre la France : victoires et revers des armées coalisées (1793-1794), p. 171. — V. La guerre navale et coloniale, p. 177. — VI. La guerre économique, p. 181. — VII. Les gouvernements de guerre des États coalisés, p. 186. — VIII. La réaction européenne, p. 190.

CHAPITRE II. — *Le gouvernement révolutionnaire (1793-1794)*. 199

I. La chute de la Gironde ; la révolution des 31 mai et 2 juin 1793, p. 199. — II. La crise révolutionnaire pendant l'été de 1793, p. 206. — III. L'organisation de la dictature montagnarde (juillet-décembre 1793), p. 212. — IV. Les premières victoires du gouvernement révolutionnaire (juillet-décembre 1793), p. 223. — V. Le triomphe du Comité de salut public (décembre 1793-avril 1794), p. 226. — VI. Caractères et organisation du gouvernement révolutionnaire, p. 229. — VII. L'armée de l'an II, p. 233. — VIII. Le gouvernement économique, p. 238. — IX. La politique sociale, p. 246. — X. La Terreur, p. 249. — XI. La victoire révolutionnaire (mai-juillet 1794), p. 253. — XII. Le 9 thermidor (27 juillet 1794), p. 257.

CHAPITRE III. — *La réaction thermidorienne et les traités de 1795*..... 261

I. La réaction thermidorienne : dislocation du gouvernement révolutionnaire, p. 261. — II. La crise économique et financière, la Terreur blanche, p. 264. — III. La diplomatie des thermidoriens, p. 268. — IV. Les traités de Bâle et de La Haye (mai 1795), p. 271. — V. Quiberon ; la constitution de l'an III ; le 13 vendémiaire an IV, p. 276. — VI. Les frontières naturelles ; la campagne de 1795, p. 279. — VII. La fin de la Convention (octobre 1795), p. 281.

LIVRE III

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE A LA CONQUÊTE DE L'EUROPE (1795-1799)

CHAPITRE PREMIER. — *L'Europe après les traités de Bâle*..... 285

I. Les neutres, p. 286. — II. Les coalisés, p. 289. — III. La France et l'Europe, p. 293. — IV. Les vues du gouvernement français, p. 297. — V. Les vœux de la nation française, p. 302.

CHAPITRE II. — *Le programme du Directoire : la pacification de la France et de l'Europe (octobre 1796-mars 1797)*..... 307

I. A la recherche de l'équilibre en France : l'œuvre politique du premier Directoire, p. 308. — II. A la recherche de l'équilibre

moral en France, p. 342. — III. A la recherche de l'équilibre matériel en France : l'œuvre financière et économique du premier Directoire, p. 317. — IV. Les projets de l'Angleterre et de ses alliés pendant l'hiver de 1795-1796, p. 324. — V. L'offensive générale française (1796), p. 331. — VI. Le désarroi de l'Angleterre et les tentatives françaises de débarquement (décembre 1796-février 1797), p. 339. — VII. Fin de la guerre en Italie et préliminaires de la paix continentale (janvier-avril 1797), p. 343.

CHAPITRE III. — *Le Directoire et la politique de conquêtes (mars-octobre 1797)*..... 348

I. Les élections de l'an V et la réaction en France (mars-juillet 1797), p. 349. — II. Les offres de paix de l'Angleterre : les conférences de Lille (juillet-août 1797), p. 356. — III. L'organisation de l'Italie par Bonaparte et la conférence de Mombello (juillet-août 1797), p. 363. — IV. Le dix-huit fructidor, p. 367. — V. La paix continentale : le traité de Campoformio (18 octobre 1797), p. 372.

CHAPITRE IV. — *La « Grande Nation ». La mainmise française sur l'Europe (octobre 1797-avril 1798)*..... 378

I. La France après fructidor : la dictature du Directoire et les élections de 1798, p. 379. — II. L'Angleterre face à la France (octobre 1797-avril 1798), p. 387. — III. L'expansion française sur le Rhin et en Suisse, p. 392. — IV. L'Espagne, la Hollande, les États-Unis, l'Amérique latine au printemps de 1798, p. 398.

CHAPITRE IV. — *La deuxième coalition (avril 1798-avril 1799)*.. 404

I. L'expansion française en Orient : l'expédition d'Égypte (mai-août 1798), p. 405. — II. La campagne diplomatique du Directoire (avril-août 1798), p. 413. — III. La domination française en Suisse : la république helvétique, p. 415. — IV. La domination et la propagande française en Italie, p. 417. — V. La Russie, la Turquie et la nouvelle coalition contre la France (avril-novembre 1798), p. 424. — VI. La guerre de 1798-1799, p. 431.

CHAPITRE V. — *La fin du Directoire (avril-novembre 1799)*..... 440

I. Les réformes de l'an VII en France, p. 441. — II. L'opposition au Directoire et la journée du 30 prairial, p. 444. — III. L'offensive générale des alliés contre la France : l'arrêt aux frontières (juin-octobre 1799), p. 448. — IV. L'échec de la diversion française en Orient ; le retour de Bonaparte (9 octobre 1799), p. 452. — V. L'impopularité du Directoire, p. 456. — VI. Le coup d'État du 18 brumaire, p. 460.

LIVRE IV

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LA CIVILISATION EUROPÉENNE

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'œuvre intellectuelle et morale de la France révolutionnaire</i>	470
I. L'œuvre de conservation, p. 470. — II. L'œuvre de création et de perfectionnement, p. 474. — III. L'organisation des recherches scientifiques, p. 476. — IV. Le système décimal et le système métrique, p. 478. — V. Les grandes œuvres scientifiques, p. 480. — VI. Les progrès des sciences de l'homme, p. 484. — VII. Le français, langue nationale, p. 488. — VIII. La réforme et l'unification du droit, p. 491. — IX. Les lettres françaises au temps de la Révolution, p. 493. — X. Les arts en France au temps de la Révolution, p. 497. — XI. L'éducation nationale, p. 501.	
CHAPITRE II. — <i>La civilisation européenne. Les influences mutuelles de la France et de l'Europe</i>	508
I. Le conflit de l'empirisme et du rationalisme dans la science politique, p. 508. — II. Le règne de la raison dans la politique et le droit, p. 511. — III. Le conflit de l'empirisme et du rationalisme dans la philosophie, les lettres et les arts, p. 515. — IV. Les origines du romantisme, p. 516. — V. Les idées et les sentiments de l'émigration française, p. 522. — VI. La transformation des idées sociales et des mœurs, p. 528. — VII. Le cosmopolitisme et le nationalisme en Europe et en Amérique, p. 531.	
CONCLUSION.....	541
INDEX.....	549
CARTE de l'Europe à l'époque de la Révolution française (à la fin du volume).	

Fontenay-aux-Roses. — 1930.
Imprimerie des *Presses Universitaires de France*. — Louis Bellenand. — 1.513.

WITHDRAWN
FROM STOCK
QMUL LIBRARY

Library, Westfield College (University of London)
Kidderpore Avenue London NW3

Date for return

~~24 JUN 1974~~

~~6 OCT 1975~~

~~17 JUN 1976~~

~~18 JUN 1981~~

~~12 OCT 1981~~

~~26 MAY 1992~~

